Formose trahie

George H. Kerr



Éditions René Viénet

Olivier Blanc
Marie-Olympe de Gouges
2003. 256 p. + 16 p. d'illustrations. 25 €

Jacques Cheyronnaud
Des Airs & des coupes
La Clé du caveau, Introduction à une histoire de la chanson en France au XIXe siècle.
2007. 242 p. 25 €

Pierre Capelle
La Clé du Caveau
Nouvelle gravure des 3 000 timbres,
avec fichiers midi sur DVD.

Hu Jie 胡杰
Ne pleurez pas sur mon cadavre
我雖死去
Edition bilingue avec DVD.

Lu Ban 魯班
Les 36 stratagèmes de bibliothèques
書架三十六計 Rick's 36 Racks

湯姆生 John Thomson
十載遊記：麻六甲海峡、
中國與中南半島
Dix ans de voyage à travers la Chine
顏湘如 譯 Traduction de Yen HsiangJu
Edition en langue chinoise.

Image de couverture :
sculpture de Chin Cheng-teh

BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE
臺 灣 軼 史 叢 書

Formose trahie



Éditions René Viénet

Formose trahie

George H. Kerr



Éditions René Viénet

Olivier Blanc
Marie-Olympe de Gouges
2003. 256 p. + 16 p. d'illustrations. 25 €

Jacques Cheyronnaud
Des Airs & des coupes
La Clé du caveau, Introduction à une histoire de la chanson en France au XIXe siècle.
2007. 242 p. 25 €

Pierre Capelle
La Clé du Caveau
Nouvelle gravure des 3 000 timbres,
avec fichiers midi sur DVD.

Hu Jie 胡杰
Ne pleurez pas sur mon cadavre
我雖死去
Edition bilingue avec DVD.

Lu Ban 魯班
Les 36 stratagèmes de bibliothèques
書架三十六計 Rick's 36 Racks

湯姆生 John Thomson
十載遊記：麻六甲海峡、
中國與中南半島
Dix ans de voyage à travers la Chine
顏湘如 譯 Traduction de Yen HsiangJu
Edition en langue chinoise.

Image de couverture :
sculpture de Chin Cheng-teh

財團法人台灣民主基金會贊助出版

La présente édition française a bénéficié de l'aide

de la

Taiwan Foundation for Democracy

et du

Centre national du livre

George H. Kerr

Formose trahie

Traduit de l'américain

par

Pierre Mallet



Éditions René Viénet

- 2012 -

A mes amis formosans,

pour ne pas oublier ce qui s'est passé en mars 1947.

Le traducteur et l'éditeur remercient Bruno Paulet, Dominique Huynh et Pierre-Yves Baubry pour leur aide dans la mise au point de la présente édition.

Mise en pages : Hu Jui-chen, Lin Yu-yen

ISBN 978-2-84983-000-0

EAN 9782849830000

Dépôt légal : 28 février 2012

Table des matières

Le fond du problème

Notre expérience à Formose est des plus éclairantes. L'administration de l'ancien gouverneur Chen Yi a coupé la population du gouvernement central. Beaucoup en sont arrivés à penser que leurs conditions de vie sous un pouvoir autocratique (celui du Japon) étaient préférables.

Le gouvernement central a perdu une excellente occasion de montrer au peuple chinois et plus généralement au monde entier qu'il était capable de se doter d'une administration honnête et efficace. Il ne peut attribuer son échec à l'action des communistes ou d'éléments dissidents. La population espérait sincèrement être délivrée du joug japonais et attendait ce changement avec enthousiasme. Chen Yi et ses hommes de main ont, tout au contraire, imposé un régime brutal, corrompu et cupide sur une population heureuse et disciplinée. L'armée s'est conduite en conquérante. La police secrète a agi sans retenue pour intimider la population et faciliter son exploitation par les agents du gouvernement central…

L'île produit en abondance du charbon, du riz, du ciment, des fruits et du thé. Elle dispose en quantité d'une énergie hydro-électrique et thermale. Les Japonais l'ont complètement électrifiée, même ses parties les plus isolées, et l'ont également dotée d'un excellent réseau de routes et de lignes de chemin de fer. Quatre-vingt pour cent des habitants savent lire et écrire, situation exactement inverse de celle qui prévaut en Chine continentale.

Des signes ont montré que les Formosans seraient favorables à un protectorat des Etats-Unis et à un mandat des Nations unies. Ils craignent que le gouvernement central n'envisage de saigner l'île à blanc pour maintenir l'appareil chancelant et corrompu de Nankin et je considère, pour ma part, que cette crainte est parfaitement fondée.

Lettre du général de corps d'armée Albert C. Wedemeyer
au secrétaire d'Etat, 17 août 1947
Les Relations des Etats-Unis et de la Chine, p. 309

Préface

A maints égards, Formose est un vivant symbole du grand dilemme américain. En termes simples et directs, ce dilemme revient à se demander comment remplir les terrifiantes responsabilités incombant à une puissance mondiale sur laquelle repose la défense de nombreuses sociétés et, en même temps, rester fidèle aux principes qui constituent notre credo éthico-politique. Il n'y a pas de réponse facile à cette question délicate. En fait, il n'existe aucune réponse adéquate et nous devrions nous méfier de ceux qui proposent des solutions simples à des problèmes extrêmement complexes. Tout ceci ne nous fournit, toutefois, aucune excuse pour ignorer le défi le plus crucial auquel est confrontée la société américaine d'aujourd'hui. En vérité, notre succès – notre survie même – dépend très certainement de notre capacité à trouver de meilleures réponses que celles qui ont été avancées jusqu'à présent.

Quelque onze millions de personnes vivent sur l'île de Formose, dont neuf millions sont des « Formosans de souche », nés sur l'île et qui la considèrent comme leur patrie. Les Formosans les plus âgés furent élevés sous la loi japonaise et ce fait eut une influence importante sur de nombreux aspects de leur culture. Même les Formosans les plus jeunes tendent à considérer qu'ils ont des traditions, des valeurs et une façon de vivre différentes de celles des Chinois continentaux. L'émergence d'un nationalisme formosan est donc un développement naturel et, malgré les nombreuses lignes de fractures qui existent dans les milieux politiques de Formose, ce mouvement touche une corde sensible, notamment parmi les intellectuels.

Ceux qui croient que le déterminisme économique est la clé permettant de comprendre tous les phénomènes politiques ne trouveront pas en Formose un cas d'école illustrant leur opinion. Si l'on considère ses ressources naturelles, et tout particulièrement la fertilité de son sol, on peut dire que Formose a été largement servie. L'héritage japonais et les largesses américaines, plus récentes, ont, de surcroît, contribué à donner à la population de Formose un niveau de vie beaucoup plus élevé que celui de la plupart de ses voisins

asiatiques. Aussi bien dans le domaine de l'entreprise que dans celui de l'agriculture, les Formosans de souche ont joué un rôle actif et dynamique. Les réfugiés du continent, jusqu'à très récemment au moins, ont dans leur très grande majorité occupé des emplois dans l'administration, l'armée ou l'enseignement. Bien qu'elle ne soit pas exempte de problèmes économiques, Formose fait partie de ce petit nombre de sociétés non occidentales pour lesquelles on peut raisonnablement émettre un pronostic économique favorable, surtout si on peut s'attaquer sérieusement à la question de sa population.

Les problèmes de Formose sont essentiellement politiques. Pendant combien de temps pourra-t-on empêcher les Formosans d'avoir leur mot à dire dans un gouvernement et un système qui se prétendent démocratiques et constitutionnels ? Pendant combien de temps continuera-t-on d'entretenir le mythe que Formose est la Chine ? Pendant combien de temps la rupture entre les intellectuels formosans et les réfugiés du continent se poursuivra-t-elle sans avoir de sérieuses conséquences politiques ? Ne laissons personne sous-estimer le degré d'implication des communistes dans une situation dont ils souhaitent tirer avantage. Comme on pouvait le prévoir, ils jouent les deux extrêmes contre le centre. En ce qui concerne les nationalistes du KMT, ils les exhortent à rentrer dans la mère patrie et s'engagent à effacer tous leurs péchés. Aux Formosans, ils promettent qu'ils jouiront des droits d'une « autonomie culturelle » et qu'ils seront libérés de « la clique des Américains et de Chiang Kai-shek ». Vraisemblablement, ils espèrent que très peu de Formosans savent ce qu'on fait les communistes au Tibet et au Sinkiang.

Pendant ce temps, le Kuomintang continue d'emprisonner des autonomistes formosans et de dominer la vie politique de l'île. Toutefois, au fur et à mesure que vieillissent les dirigeants du parti nationaliste et qu'ils deviennent plus incertains de l'avenir, les tensions politiques lentement s'intensifient ; les clivages au sein du Kuomintang sont aigus et significatifs. Certains réfugiés du continent seraient prêts à accepter et même à souhaiter un véritable ordre démocratique. D'autres préfèrent compter sur la police secrète et sur l'armée. La situation est grosse de risques politiques – mais aussi de possibilités. Quelle attitude devrions-nous adopter ?

Peu d'Américains paraissent plus qualifiés pour présenter de nouvelles perspectives sur le problème formosan que George H. Kerr. Pendant trois décennies, il s'est intéressé aux Formosans, comme

chercheur, et également à titre personnel. A différentes époques critiques, il a vécu et travaillé avec eux et il a été le témoin direct de leurs rares triomphes et de leurs nombreuses tragédies. Aucun lecteur de ce livre ne pourra ignorer le fait que l'auteur éprouve une profonde sympathie pour la cause de l'indépendance formosane et il ne fait aucun doute que bien des faits qu'il rapporte et des arguments qu'il avance seront contestés par ceux qui préconisent d'autres solutions. Il sera toutefois impossible d'ignorer la thèse de Kerr ; il a présenté trop de preuves pour qu'il en soit ainsi. J'ai, pour ma part, une grande sympathie pour les thèmes essentiels qu'il développe. L'autodétermination pour les Formosans est l'une de ces causes qui unit heureusement nos valeurs et nos intérêts nationaux. En tout état de cause, ce livre devrait stimuler une réflexion sérieuse sur la politique américaine à l'égard de Formose aussi bien par ceux qui approuvent que par ceux qui contestent les conclusions de l'auteur.

Robert A. Scalapino

Université de Californie, Berkeley
Avril 1965

Remerciements

Ce livre est fondé sur une expérience de trente années, au cours desquelles j'ai été impliqué dans les affaires de Formose. Cette expérience commença avec une période d'études au Japon (1935-1937), qui me conduisit à séjourner trois ans à Taipei (1937-1940) et à préparer un diplôme à l'Université de Columbia.

En tant que « spécialiste de Formose », ou reconnu tel, mon service civil avec le Département de la Guerre (1942-1943), ma mission auprès de la marine, puis une nouvelle fois mon service civil avec le Département d'Etat (1946-1947) me donnèrent de nombreuses occasions de voir Formose du point de vue officiel de Washington.

Depuis 1947, je me suis intéressé au problème de Formose d'une manière plutôt académique. Mes cours à l'Université de Californie (Berkeley) et à l'Université Stanford ont sans doute été les seules tentatives pour examiner le rôle historique de Formose sur la frontière du Pacifique ouest.

Dans cet exposé, je cite abondamment les sources gouvernementales, la presse de Taipei, de Tokyo et de Shanghai, ainsi que des lettres personnelles. Je suis particulièrement redevable aux membres de l'équipe de l'UNRRA * qui s'efforçaient de mettre de l'ordre dans le chaos chinois à Taipei au cours de la période où j'ai été en poste au consulat américain de cette ville.

J'ai utilisé les rapports officiels de l'UNRRA et de nombreux témoignages des membres de l'équipe. Certains préfèrent rester anonymes, d'autres m'ont donné la permission de citer ouvertement leurs rapports, leurs publications et leurs lettres. Je leur en suis extrêmement reconnaissant, de même qu'à d'autres membres de la communauté étrangère qui me donnèrent des informations que je rapporte ici.

Mes correspondants qui vivent encore à Formose ou qui y possèdent de la famille ou des propriétés doivent rester anonymes.

---

* N. du T. : « Administration des Nations unies pour l'aide et la reconstruction » (United Nations for Relief and Rehabilitation Administration). Son rôle et ses activités seront précisés ultérieurement, notamment au chapitre VIII.

Les citations de lettres de Formosans qui sont en anglais dans l'original ont quelquefois exigé de légères modifications pour rendre leur contenu plus clair, mais sans en modifier la substance. Etant donné que la plupart de ces correspondants ont été mes élèves, à un moment donné ou à un autre, j'assume la responsabilité de ces modifications.

Les citations des journaux de Formose et de Shanghai proviennent des résumés de la presse quotidienne effectués par le consulat américain de Taipei. Ces dossiers se trouvent aujourd'hui à l'Institut Hoover et à la bibliothèque de l'Université Stanford.

L'île est connue des Chinois et des Japonais sous le nom de *Taiwan*. J'ai conservé ce nom dans les citations directes et dans les appellations des institutions, des agences et des publications dont il est partie intégrante. Ailleurs, j'ai utilisé le nom de Formose, donné anciennement par les Portugais, *Ilha Formosa*, la « Belle Ile ».

L'ancien gouverneur de Formose, K.C. Wu, m'a généreusement autorisé à citer largement ses lettres ouvertes à Chiang Kai-shek et à l'Assemblée nationale à Taipei. Le Dr Ira D. Hirschy, le médecin chef de l'UNRRA à Taipei en 1946-1947, m'a permis de citer sa correspondance privée et ses observations publiées. Peggy et Tillman Durdin m'ont autorisé à lire des parties d'un manuscrit non encore publié intitulé *Taiwan et le gouvernement nationaliste* qu'ils préparent pour le Conseil des Affaires étrangères à New York.

Edward Eckerdt Paine, membre du bureau de l'UNRRA de Taipei et qui eut le grade de commandant dans les forces aériennes des Etats-Unis en Chine, m'a apporté sa collaboration en 1948, au prix de grands sacrifices personnels, pour rassembler la matière de ce que j'ai rapporté de la situation et des évènements de Formose en 1946 et 1947. Je le remercie ici encore pour son assistance.

Martha et Robert Catto, mes collègues du consulat, ont partagé la plupart de nos « expériences officielles » et beaucoup d'aventures privées à Taipei, et ont eu la générosité de bien vouloir relire mon manuscrit.

Robert A. Scalapino, qui m'a fait l'honneur d'écrire l'avant-propos de ce livre, est président du département de sciences politiques de l'Université de Californie (Berkeley) et l'auteur de plusieurs commentaires pertinents sur la « Question de Formose ».

Juanita Vitousek, chez laquelle, à la campagne, ce texte a d'abord été écrit, a lu et relu le manuscrit, et m'a fait de judicieuses remarques.

Alice Crabbe a tapé l'essentiel du texte et George Sasaki a préparé les cartes. Je leur en suis très reconnaissant.

Les personnes citées dans cet ouvrage ne peuvent être tenues pour responsables du contexte dans lequel j'ai introduit leurs informations ou leurs témoignages, ni de l'interprétation que j'en ai donnée.

George H. Kerr

Honolulu, Hawaii
28 février 1965

Introduction

Une tradition de territoire frontière

D'un point de vue américain, Formose, le 6 décembre 1941, n'était qu'un point sur le littoral ouest du Pacifique, une simple île, perdue sur la vaste scène de l'Asie continentale. Le 7 décembre provoqua un brutal réveil; l'attaque japonaise sur les Philippines fut lancée depuis les aérodromes formosans et, utilisant Formose comme point de départ ou point de passage, les forces japonaises se répandirent rapidement dans l'Asie du Sud-Est. Formose avait repris son rôle de fautrice de troubles dans les eaux asiatiques.

Elle avait joué ce rôle à plusieurs reprises sur la scène internationale parce qu'elle faisait partie du monde maritime, mais toujours dans l'ombre du continent voisin. En elle, deux frontières se rencontraient et se superposaient. A l'époque où les forces aériennes n'existaient pas, la situation était clairement définie par le large détroit qui s'étend entre l'île et le continent – beaucoup plus large, il faut le noter, que le détroit qui isole la Grande-Bretagne du continent européen. Du point de vue actuel du continent, Formose représente la pointe la plus à l'est d'un vaste complexe d'intérêts continentaux, des intérêts chinois cherchant une ouverture sur le monde maritime. D'un point de vue océanique, l'île représente le point le plus à l'ouest du littoral ouest du Pacifique, une frontière maritime qui comprend le Japon, les Ryukyu et les Philippines, un monde où dominent le commerce, né de la mer, et la politique internationale.

Un conflit récurrent entre le monde de l'île et le continent existe depuis au moins deux mille ans. Les plus anciennes chroniques chinoises sur Formose indiquent qu'elle était occupée par une population clairsemée et non chinoise de féroces barbares bien avant que les Chinois eux-mêmes migrent vers le sud depuis leurs territoires d'origine dans le bassin du Fleuve Jaune pour s'établir le long des côtes du Fukien. Ces sauvages, qui venaient du sud, traversaient de temps en temps le détroit pour piller les villages côtiers ou pour pratiquer un commerce de troc. Les Chinois envoyaient à leur tour des expéditions

pour les punir ou pour explorer les îles éloignées de leurs côtes. Avec le temps, un petit établissement de pêcheurs chinois apparut sur les Pescadores mais il n'y eut pas de tentatives sérieuses pour chasser les aborigènes formosans ou pour fonder des établissements chinois sur Formose jusqu'à ce que la voie eût été ouverte par d'autres.

Les marchands japonais et les pirates semblent avoir été les premiers à établir de petits villages d'immigrants. Pendant des siècles, ils avaient navigué le long des côtes de Formose se dirigeant vers les ports chinois, l'Asie du Sud-Est ou les Indes. En cas de tempête ou quand ils avaient besoin de s'approvisionner ou de réparer leurs bateaux, ils se mettaient à l'abri dans les lagons et les criques de la côte ouest de Formose. Finalement, un établissement japonais de grande ampleur (que ses habitants appelèrent Takasago) vit le jour dans un endroit pas très éloigné de l'actuelle Tainan.

Puis vinrent les Espagnols et les Hollandais. Quand le grand dictateur japonais Hideyoshi menaça Luzon, à la fin du XVIe siècle, le vice-roi espagnol de Manille proposa d'occuper Formose. En 1626, des forts furent construits et des missions furent établies par les Espagnols à Keelung et à Tamsui dans l'extrémité nord de l'île. Pendant ce temps, les Hollandais avaient atteint les Pescadores, à la recherche d'une base navale à partir de laquelle ils pourraient harceler les commerçants portugais de Macao et s'ingérer dans le trafic maritime espagnol dans le voisinage des Philippines. En 1623, ils abandonnèrent Makung et s'établirent à Formose elle-même où ils fondèrent Anping et la ville actuelle de Tainan. Ils entrèrent quelquefois en conflit avec les Japonais de Takasago mais cet établissement déclina rapidement après que le gouvernement japonais eut adopté sa politique d'isolement qui interdisait à tous ses ressortissants de voyager à l'étranger. En 1642, les Hollandais protestants chassèrent les Espagnols catholiques du territoire exigu où ils avaient pris pied dans le nord et, pendant les vingt ans qui suivirent, exercèrent sur l'île une autorité qui ne fut guère contestée.

On pourrait appeler cette période le « demi-siècle européen » de Formose ; la colonie prospéra en même temps que les Hollandais créaient le premier gouvernement de Formose, fondaient des missions et des écoles pour les aborigènes, ouvraient le pays à l'agriculture et envoyaient des missionnaires dans les montagnes les plus reculées. Si bien que, dans le deuxième quart du XVIIe siècle, les armes et l'admi-

nistration européennes ouvrirent la voie à l'immigration chinoise. A cette époque, la Chine des Ming était déchirée par des rébellions civiles et se trouvait sous la menace d'ennemis au-delà de la Grande Muraille. Partout, des chefs de guerre locaux et des agents impériaux extorquaient aux gens ordinaires des impôts excessifs et des contributions déraisonnables dans un effort pour soutenir un gouvernement central chancelant. Ignorant les sévères édits officiels qui bannissaient toute émigration, des villageois, des paysans et des pêcheurs commencèrent à quitter le pays. Le gouvernement les considérait comme des traîtres, des renégats et des hors-la-loi. Des milliers d'entre eux s'établirent au-delà des mers, à Java et en Malaisie, à Bornéo, au Siam et aux Philippines. Des dizaines de milliers d'autres franchirent l'obstacle du détroit et prirent le chemin de Formose, si heureusement proche – trop proche, comme ils allaient rapidement l'apprendre.

Ces « hors-la-loi » étaient les ancêtres de la majorité des gens qui vivent aujourd'hui à Formose. C'étaient de hardis pionniers, courageux et aventureux. Ceux qui étaient à la recherche de nouvelles terres, au-delà des limites du territoire administré par les Hollandais, se trouvaient sur une véritable frontière; leurs contemporains dans la lointaine Amérique fournissent un bon parallèle, s'il est utile d'en avoir un, pour illustrer leur situation. Pour aller dans leurs nouveaux champs, ils devaient porter des armes en même temps que leurs outils, et leurs habitations étaient entourées de palissades. Les aborigènes s'opposaient à toute avancée dans les collines, et les Chinois nouveaux venus, pour leur part, considéraient les sauvages comme infra-humains, comme des « non-personnes » qui devaient être repoussées dans les plus hautes montagnes si elles ne pouvaient être exterminées dans les collines des piémonts.

Assez rapidement, à l'intérieur des limites de l'établissement hollandais, les aborigènes et les immigrants devinrent rétifs car les Européens se montraient des maîtres durs qui exigeaient des permis pour chasser et pêcher et imposaient de lourds impôts au commerce et à la production. Quand, finalement, un commerçant-aventurier dénommé Cheng Cheng-kung rassembla crânement une flotte dans les Pescadores et s'attaqua aux Hollandais, les immigrants chinois étaient prêts à l'aider.

Cheng (connu en Europe sous le nom de Koxinga) était le fils d'une mère japonaise et d'un père chinois, qui se proclamait, lui-même et

sa famille, des « patriotes Ming » mais quand il eut chassé les Hollandais de l'île (en 1662), il prit possession des forts et des résidences des Européens comme « Roi de Tung-tu ». Depuis l'île, dont il fit sa base, il avait l'intention de conquérir le continent, se jurant de libérer le peuple chinois de l'autorité des Mandchous. L'histoire prend ici une tournure familière puisque des commerçants-aventuriers étrangers (britanniques) créèrent une agence qui se proposait de fournir des armes à ces « patriotes Ming » en échange de substantielles concessions commerciales, une fois que la libération du continent aurait été accomplie. C'était la première mission d'aide militaire à Formose ; ce ne fut pas la dernière.

Après vingt ans d'indépendance, toutefois, le royaume insulaire fut menacé par une écrasante force chinoise, réunie dans les Pescadores. Une trêve fut négociée par ceux qui contrôlaient, à Tainan, le petit gouvernement et un marché fut passé avec Pékin. En récompense de sa pacifique reddition on accorda au petit-fils de Koxinga, troisième roi de Tung-tu et jeune encore, un sauf-conduit pour Pékin où on lui donna un titre ronflant et une pension ; il n'intervint plus dans les affaires politiques et mena une vie facile.

Pékin établit une garnison, dotée d'une force militaire, et envoya dans l'île des administrateurs et une foule de fonctionnaires civils. Deux siècles d'administration brutale et inefficace créèrent ensuite une tradition formosane de ressentiment et d'hostilité latente à l'égard des représentants de l'autorité du continent. Des émeutes et des mouvements d'indépendance avortés se produisirent si souvent qu'il devint proverbial de dire de Formose, en Chine : « Tous les trois ans, une rébellion ; tous les cinq ans, un soulèvement ». Il y eut plus de trente explosions de violence au cours du XIXe siècle.

A l'intérieur de l'île, à quelque distance des murs des villes de garnison, le désordre était chronique. Les villages situés sur ce qui était implicitement la frontière, souvent en guerre les uns contre les autres, étaient gouvernés par des patriarches familiaux et des conseils claniques qui faisaient leur propre loi sur le territoire qu'ils occupaient.

Telle était la situation de Formose quand le monde occidental revint dans les eaux asiatiques, après 1800, pour faire du commerce. Toutes les nations qui commerçaient dans les mers voisines étaient préoccupées par l'insécurité de l'île. Elle était considérée comme l'un des endroits

d'Orient les plus dangereux et les plus malsains. Les côtes étaient sans phares et sans surveillance ; les marins qui faisaient naufrage sur la côte est étaient à la merci de chasseurs de tête et, sur la côte ouest, ils étaient victimes de « naufrageurs » qui pillaient les vaisseaux échoués et ne faisaient pas de quartier aux naufragés. Il était notoire que les autorités chinoises locales collaboraient fréquemment à ces activités.

Avec l'expansion du trafic maritime international, le nombre de naufrages et d'incidents violents se multiplia à un point tel que la situation devint intolérable. Mais quand les gouvernements étrangers exigèrent que des mesures fussent prises, Pékin éluda simplement sa responsabilité. L'Angleterre et les Etats-Unis s'efforcèrent tour à tour d'imposer une solution. En 1853-54, le commodore Perry voulait annexer Formose mais, sachant que Washington ne l'approuverait pas, il suggéra de mettre en œuvre un programme économique et administratif sino-américain, pensant, semble-t-il, qu'une communauté américaine bien établie demanderait au fil du temps son rattachement aux Etats-Unis, comme les Américains de Hawaii se proposaient alors de le faire. Il imaginait Formose comme un poste avancé garantissant la paix le long du littoral du Pacifique ouest. L'Angleterre envoya des canonnières et se trouva, en 1868, empêtrée dans une « guerre du camphre » locale. En 1874, le Japon envoya une force expéditionnaire au sud de Formose qui obligea Pékin à admettre sa responsabilité et à payer une importante indemnité pour les dommages causés. En 1884, la France occupa les Pescadores et Keelung, et fit le blocus de Formose pendant un an, au cours de la guerre franco-chinoise d'Annam.

Finalement, en 1887, le gouvernement chinois éleva le statut de Formose d'une simple dépendance du Fukien au rang d'une province, bien que les deux tiers de l'île fussent encore au-delà de la frontière du territoire sur lequel s'exerçait le contrôle des autorités locales chinoises.

Ce changement de statut et un programme de réforme vinrent trop tard. Pour une querelle lointaine concernant la Corée, le Japon infligea une défaite à la Chine en 1895. L'une des clauses du règlement de ce conflit stipulait que Formose et les Pescadores étaient cédées au Japon « à perpétuité ». Il y a ici comme un brin d'ironie ; la Chine s'était, en effet, assuré les services d'un avocat américain, John Foster, ancien ministre des Affaires étrangères, pour assister les représentants de Pékin pendant les humiliantes négociations du traité de paix. Pour

apporter son soutien moral à ses employeurs, le colonel Foster se rendit ensuite à Keelung pour la cérémonie officielle de transfert du territoire. C'était l'un des récits de ses aventures qu'il raconta à son petit-fils, John Foster Dulles,* alors âgé de huit ans.

L'administration japonaise supprima rapidement la piraterie dans les eaux de Formose, elle mit sur pied une surveillance côtière efficace et construisit des phares. Bientôt, les ports de l'île furent en bon état et le commerce devint florissant. Formose cessa d'être un irritant problème international lorsqu'elle entra dans son « demi-siècle japonais » ; aucune puissance étrangère ne contesta la souveraineté japonaise sur Formose jusqu'à la Conférence du Caire, qui se tint au bord du Nil, en 1943. Hormis se livrer à un modeste commerce de thé et de camphre et développer un marché non moins modeste pour les produits américains, les Etats-Unis désormais ne manifestèrent que très peu d'intérêt pour l'île.

* N. du T. : John Foster Dulles fut secrétaire d'Etat, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères de 1953 à 1959. A ce titre, il joua un rôle important dans la définition et la mise en œuvre de la politique américaine à l'égard du régime de Chiang Kai-shek et de la Chine communiste.

Première partie

Le point de vue de Washington 1941-1945

I
La Déclaration du Caire

Des dossiers vides à remplir à Washington – 1942

Pour tout ce qui concernait Formose, Washington était, le 6 décembre 1941, dans un état de profond sommeil.

La pluie de bombes sur Luzon et le crépitement des coups de feu aux environs de Manille furent un dur réveil. Des vagues de bombardiers et de chasseurs japonais, s'envolèrent vers le sud depuis les aérodromes de Formose, frappant ça et là le long de leur route. Baguio fut bombardée à 9 h 30. Tous les avions américains, sauf deux, furent détruits au sol à Clark Field, à minuit quarante-cinq. Le jour suivant, la grande base navale de Cavite fut mise hors de combat. Le commandant en chef des forces armées des Philippines, le général Douglas MacArthur, avait perdu son principal terrain d'aviation.

Les commandants militaires japonais avaient souvent appelé Formose « un point d'appui vers le sud » ou un « porte-avions immobile » et, après cinquante années de développement, elle remplissait enfin ce rôle. Le général MacArthur, pour sa part, disposait d'une station de radar à Aparri, à l'extrémité nord de Luzon, en face de Formose, mais, ce jour fatal, elle ne fonctionnait pas.[1]

A Washington, les dossiers de renseignements militaires consacrés à l'Extrême-Orient et concernant Taiwan s'accordaient parfaitement avec le statut « temporaire » des bâtiments qui les abritaient et étaient, comme eux, des restes de la première guerre mondiale. C'était également le cas de la secrétaire du service, une dame aux cheveux blancs, qui avait assuré la garde de ces dossiers depuis 1918. Elle avait tendrement pris soin de leurs secrets, mais les documents relatifs à Formose ne s'étaient pas enrichis. Le « dossier Taiwan », en fait, n'avait pas été beaucoup touché depuis que l'île avait été cédée au Japon, en 1895.

Il y avait un plan du port de Keelung, provenant des documents de la marine, datant de 1894, et quelques photographies de la ville prises avant 1914. Nous possédions les cartes hydrographiques standard que peuvent se procurer tous les navigateurs et un exemplaire du cadastre impérial japonais que l'on pouvait acheter dans n'importe quelle

librairie-papeterie un peu importante de Tokyo. Nous possédions aussi un exemplaire des cartes topographiques dressées par l'armée impériale japonaise. Le document le plus intéressant dans le « dossier Taiwan » de l'armée était un rapport sur le prétendu projet japonais d'utiliser Formose comme base pour une avancée vers l'Indochine. Ce rapport se fondait sur une série d'articles de journaux, en français, qui avaient été publiés à Paris, en 1905.[2]

Avec le bombardement de Pearl Harbor, tout changea. A l'arsenal de Washington, les plantes en pots furent placées à l'extérieur pour faire place à de nouveaux dossiers, en attendant qu'ils soient transférés au Pentagone. Le département Japon-Mandchourie du Service de renseignement militaire (G-2), créa des « bureaux régionaux » subsidiaires pour la Corée et Formose. Des spécialistes de ces domaines furent recrutés et, de toutes les parties du monde, arrivèrent à ces bureaux des rapports sur tout ce qui avait un lien avec l'empire japonais et ses possessions.

La « guerre active » qui impliquait des hommes, des navires, des avions, des canons et des fusils devait être soutenue par une guerre économique, psychologique et diplomatique qui exigeait un éventail considérable de données fournies par le renseignement. Un nombre déconcertant d'« agences alphabet » (agences classées par ordre alphabétique selon leur sigle) vit le jour, chacune d'entre elles fournissant des données brutes et des articles de recherche dont les départements de renseignement traditionnels de l'armée de terre, de la marine et le Département d'Etat avaient besoin.

Notre information courante la plus détaillée provenait du renseignement britannique et des missionnaires canadiens et britanniques – médecins, infirmières, professeurs, pasteurs – qui avaient servi plusieurs années à Formose, connaissaient les langues et les dialectes locaux et avaient voyagé dans toute l'île. Les membres du service consulaire américain qui avaient servi à Taipei (alors Taihoku) étaient dispersés partout dans le monde en décembre 1941, mais leurs rapports, qui couvraient plus de quarante années, étaient conservés dans les archives du Département d'Etat. Ils traitaient surtout de problèmes relatifs au commerce entre les ports formosans et les Etats-Unis. Peu s'intéressaient au développement économique et bien moins encore allaient jusqu'à aborder sérieusement le contexte politique et social au-

delà du minimum requis par la routine des règles qui s'appliquaient aux rapports consulaires.

Au fur et à mesure que les mois passaient, après Pearl Harbor, l'appareil de recherche sophistiqué dont disposait Washington distilla une quantité étonnante d'informations à partir de sources en langue japonaise, depuis les rapports d'interrogation des prisonniers de guerre jusqu'aux documents interceptés à tous les points de contact avec l'ennemi.

Progressivement, nous nous fîmes une image exhaustive de la position économique et militaire de Formose dans l'empire japonais. Nous trouvâmes qu'elle apportait une contribution majeure pour ce qui concernait les métaux (cuivre, aluminium et or), le charbon, le bois, la pulpe de bois, les produits chimiques industriels, l'alimentation et la main-d'œuvre. Les ports et les terrains d'aviation constituaient d'importantes stations pour l'immense déploiement militaire japonais en Asie du Sud et en Indonésie, ainsi que vers l'Inde et l'Australie. Une analyse des documents capturés et des agendas nous donna un compte rendu des mouvements de troupes dans cette zone de préparation.

Mais nous avions besoin de savoir plus de choses – toujours plus – sur les tensions sociales à l'intérieur de l'île et sur les nouvelles activités industrielles de manière que nous puissions établir des dossiers détaillés sur des objectifs de bombardements et un programme de guerre psychologique. Nous voulions en savoir plus sur les niveaux et les techniques de production et sur l'organisation du travail. Nous avions besoin de rapports émanant directement de l'île elle-même.

Il était raisonnable de nous tourner vers nos alliés chinois pour nous les fournir de la même manière que nos alliés occidentaux nous en fournissaient en maintenant un réseau d'agents courageux derrière les lignes ennemies en Europe. Du point de vue de Washington, la côte déchiquetée du Fukien, avec ses milliers de petites îles et d'îlots, où les patrouilles étaient rares, semblait être une base excellente pour introduire des agents dans la grande île, de l'autre côté du détroit.

Le renseignement à la chinoise

Notre représentant du G-2 à Chungking demanda des renseignements sur Formose. Dans des délais raisonnables, parvinrent en retour de longs rapports prétendant décrire la situation à l'intérieur de l'île,

telle qu'elle avait été observée par des agents chinois revenus de périlleuses missions de renseignement. Ces rapports étaient signés, approuvés et transmis par l'un, ou plusieurs, des milliers de généraux rémunérés par les forces armées nationalistes.

Ils révélaient immédiatement combien les Chinois du continent savaient peu de choses sur Formose, et montraient combien ils s'en désintéressaient. Ils montraient aussi que les officiers chinois de haut rang n'hésitaient pas à donner une image fausse de la situation sur le terrain à ces Américains « ignorants ». Il était clair que l'on nous disait ce que les Chinois pensaient que nous désirions savoir ; il leur était impossible, pour des considérations de « face », d'admettre qu'ils n'avaient aucun renseignement authentique récent sur l'île.

Plusieurs de ces rapports de terrain chinois commençaient par un rappel assurant que Formose avait été découverte par les Chinois en l'an 607. L'un (daté du 17 août 1943) affirmait que, en janvier 1938, les aborigènes des montagnes avaient déferlé sur les plaines de Formose, qu'il y avait eu des grèves dans les mines, et que partout les Formosans avaient refusé de payer leurs impôts. Toute cette résistance anti-japonaise, disait le rapport, avait été organisée par les agents révolutionnaires chinois infiltrés. En mars 1938, précisait un autre rapport, d'énormes réserves d'essence – équivalentes à ce dont avaient besoin les Japonais pour six mois – avaient été détruites par des agents chinois. En septembre de cette même année, les projets du Japon de contraindre les Formosans à effectuer un service militaire avaient provoqué un important soulèvement dans la partie sud de l'île au cours duquel vingt-sept Japonais avaient été tués. Cette action avait été suivie de soulèvements dans toute l'île. Des agents nationalistes chinois, guidant les révolutionnaires formosans, avaient, en novembre, dynamité des voies de chemin de fer et des ouvrages d'acier, ce qui avait conduit à un triplement des effectifs de la garnison japonaise. Une force armée de neuf mille Formosans s'était révoltée après avoir tué 1 200 officiers et soldats japonais. Les insurgés avaient gagné les collines, à partir desquelles ils continuaient de fomenter des révoltes et des grèves partout dans l'île, toujours guidés par les agents nationalistes chinois.

A Washington, je lisais ces rapports avec fascination ; si tout ceci était vrai nous n'aurions pas de grandes difficultés à organiser une subversion massive de l'effort de guerre japonais dans cette riche colonie.

Il y avait, toutefois, un léger problème ; j'avais vécu à Formose pendant toutes ces années (de 1937 à 1940) et j'avais voyagé dans toutes les parties de l'île. Ces contes chinois merveilleux étaient des inventions, ou des fabrications, fondées sur des incidents – dont certains avaient eu lieu vingt ans auparavant – qui étaient très connus et avaient été rapportés en détail avant 1941. Par exemple, la prétendue destruction d'une réserve de pétrole de six mois se référait au lâchage d'une bombe, très loin de son objectif, dans les champs de pétrole de Hsinchu, au nord de l'île, le 18 février 1938. A Chungking, de vieux rapports avaient été développés et déformés pour correspondre aux demandes de renseignements du commandement américain. La face des Chinois était sauve.

De Washington, nous continuâmes de solliciter des informations mises à jour.

Les meilleurs services de Chiang, spécialisés dans le renseignement, nous fournirent une « liste complète » de vingt et un terrains d'aviation et pistes d'atterrissage temporaires à Formose. Nous savions qu'il y en avait, en fait, plus de soixante-dix.

On nous présenta alors un rapport préparé par une mission de reconnaissance qui « revenait juste de Taiwan ». Les agents chinois avaient découvert qu'il existait cinq ponts de chemin de fer cruciaux sur la ligne principale reliant les ports de Keelung et de Kaohsiung, et que chacun d'entre eux possédait une travée supérieure pour les véhicules à moteur qui cachait une voie de chemin de fer située au-dessous. Un pont fait d'acier et de béton était camouflé en étant submergé par « dix à trente centimètres d'eau ». Un autre rapport de cette mission de reconnaissance parlait d'un tunnel, d'une longueur d'environ trente kilomètres, qui faisait communiquer le port de Kaohsiung avec la base navale et la ville industrielle de Pingtung. Les Japonais ne contrôlaient que les plaines, disait le rapport, parce qu'ils avaient été contraints d'abandonner aux aborigènes les deux tiers montagneux de Formose. Des prisonniers de guerre de haut rang (sans doute le général Jonathan Wainright) avaient été transférés de Formose sur une île (imaginaire) située à « cent cinquante kilomètres à l'est de Formose ».

Ces deux dernières informations avaient été tirées de rapports chinois des années 1870, époque à laquelle les Chinois n'occupaient

que les plaines de la côte ouest et que les connaissances sur la géographie de Formose et des petites îles adjacentes étaient totalement imprécises.

Un rapport chinois écrit à la fin de 1943 affirmait que quelqu'un ayant « récemment visité Taiwan » n'avait vu aucun bateau dans le port de Keelung. Nos propres données recueillies par nos services et analysées à Washington indiquaient que, en moyenne, quarante-huit navires faisaient escale chaque semaine dans ce port. Ces bateaux prenaient de grands risques pour assurer l'approvisionnement des lignes japonaises, vers le sud, et le transport de produits alimentaires vers le Japon lui-même, au nord. Les photos aériennes prises en 1944 par des avions de reconnaissance montraient un port très animé.

Outre ces rapports concernant une subversion potentielle et des objectifs spécifiques, industriels ou dans le domaine des communications, nous reçûmes également de Chungking un long rapport sur les leaders chinois-formosans et sur les Formosans exilés en Chine. Il était rédigé par un Formosan « exilé » nommé Hsieh Nan-kuang, dont le nom apparaîtra souvent dans ce récit. Hsieh avait quitté Formose dans les années 20, quand la pression de la police était devenue insupportable à de nombreux jeunes Formosans et Formosanes éduqués. Maintenant – à Chungking – Hsieh recherchait les faveurs des Américains, manœuvrant pour jouer ce qu'il espérait être un rôle majeur dans les affaires de Formose, dans la période d'occupation qui suivrait la guerre. A cette fin, il donna soigneusement les noms des Formosans qui avaient dirigé les organisations en faveur du Mouvement pour l'autodétermination, créé après la première guerre mondiale, et qui étaient très connus et très respectés dans tout Taiwan. Il les considérait comme des rivaux potentiels. Il calomnia certains d'entre eux en les faisant passer pour des « collaborateurs pro-japonais », d'autres furent présentés comme « communistes ». Selon son analyse, il y avait des milliers de Formosans en exil, prêts à s'organiser pour envahir Formose et à prendre le pouvoir après la reddition. Il demanda d'importantes sommes d'argent pour soutenir les organisations formosanes présentes en Chine mais quand on insista pour obtenir plus de détails, il devint clair que la plupart des opposants formosans étaient dans les zones contrôlées par les Japonais. Il était tout à fait disposé, toutefois, à être le dépositaire des fonds en dollars américains jusqu'à

ce que les Formosans puissent être contactés et puissent se préparer à leurs futures tâches, après la capitulation.

Le programme de recherche américain, les résumés, publiés, des richesses de Formose, et la préparation de plus de deux mille officiers américains à leurs responsabilités en vue de l'occupation de l'île alertèrent, et peut-être alarmèrent, la famille régnante et l'oligarchie du parti à Chungking. T.V. Soong (le frère de Mme Chiang), en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, et Sun Fo (le gendre de sa sœur), en tant que président du Yuan législatif, commencèrent à présenter des revendications pour un transfert immédiat de la souveraineté de Formose à la Chine, et réclamèrent en outre les îles Ryukyu.

La propagande et les listes des objectifs à bombarder

Les rapports du renseignement chinois étaient souvent divertissants mais généralement inutiles. Il était inquiétant de savoir que nos alliés chinois pensaient que nous étions aussi naïfs, mais nous l'étions si souvent. Néanmoins, nos enquêtes à Chungking et nos rapports préparés à Washington eurent finalement des conséquences sur le long terme, après la guerre.

Le large éventail de données collectées par le Comité pour la guerre économique, le bureau des Services stratégiques et une foule d'autres agences permirent à l'armée et à la marine de produire des analyses et des manuels sur Formose qui, inévitablement, se retrouvèrent dans les mains des Chinois, au plus haut niveau. En 1942, l'armée (G-2) produisit une confidentielle *« Etude stratégique sur l'île de Taiwan (Formose) ».* En 1943, les forces aériennes et la marine commencèrent de publier la liste des objectifs à bombarder. En 1944 et au début de 1945, la marine publia douze *« Mémentos sur les affaires civiles »,* très complets, pour les personnels du gouvernement militaire, alors formés pour assurer l'administration de l'île après une invasion.

Etablir la liste des objectifs à bombarder était une préoccupation immédiate, de court terme, pour l'armée et la marine. Les terrains d'aviation, les bunkers contenant les réserves de munitions et les camps militaires étaient évidemment des cibles prioritaires. Il en était de même pour les équipements des ports, les usines et les nœuds ferroviaires. Mais, de temps en temps, nous devions aussi penser aux bom-

bardements en tant que moyens de guerre psychologique. A cette fin, je suggérai en une occasion que nous préparions un dossier pour cibler le grand sanctuaire de Taiwan.

Les règles de la guerre sur terre (établies longtemps avant l'âge des armes atomiques) interdisaient formellement la destruction volontaire d'édifices religieux. En cette occasion, toutefois, je soutenais que le grand sanctuaire Shinto, au milieu de ses jardins magnifiquement entretenus, près de Taipei, n'était pas un édifice religieux mais un symbole politique du pouvoir impérial du Japon. C'était un édifice d'Etat, qui avait été construit avec le sang et la sueur des Formosans, un « sanctuaire de conquérants », qui n'avait aucune signification religieuse, quelle qu'elle soit, sinon d'être un lieu de cérémonies à l'occasion de fêtes japonaises. En 1939, il avait été considérablement agrandi. L'extension du bâtiment et des jardins avait nécessité la destruction d'un temple parmi les plus anciens et les plus révérés de Taiwan, au grand chagrin et à la grande colère des Formosans. Je pensais que la destruction du grand sanctuaire porterait un coup sévère au moral militaire japonais et plairait énormément au peuple formosan. La croyance japonaise en une « protection divine » et un dieu-empereur en serait ébranlée et ce serait un sujet de plaisanteries pour les Formosans.

Mon avis ne fut pas suivi et le sanctuaire fut laissé intact. Tard dans la guerre, les Japonais firent savoir qu'ils avaient installé, adjacent au sanctuaire, un important camp de prisonniers fournissant ainsi une double raison (comme ils le savaient bien) de ne pas bombarder l'édifice. Nous ne découvrîmes qu'après la reddition que l'« extension » du sanctuaire, en 1939, masquait, en fait, les travaux préparatoires pour y installer, d'excellente manière, le siège du haut commandement militaire japonais.

Pour un autre objectif à bombarder, toutefois, les officiers responsables à Washington acceptèrent d'inclure le tracé d'une ligne rouge sur la carte de la ville de Taipei, marquant une division entre le district Jonai, c'est-à-dire le centre administratif japonais, et les secteurs Daitotai et Manka, c'est-à-dire les quartiers résidentiels et commerçants formosans, situés à l'ouest, qui étaient très peuplés. Cette précaution fut efficace car quand nous détruisîmes le district Jonai, au début de 1945, nous épargnâmes les quartiers formosans. Ceci fut remarqué, donna lieu à de nombreux commentaires et eut certainement quelque

chose à voir avec la popularité dont bénéficièrent les Américains, après la capitulation, parmi les Formosans vivant à Taipei.

La guerre psychologique exigeait de la propagande « noire », ou cachée, et de la propagande « blanche », conçue comme un appel direct et ouvert à la population formosane. Nous la poussions à se rebeller, espérant susciter de la méfiance, de l'incertitude et de la peur parmi les Japonais. Nous fîmes courir des histoires mensongères et des rumeurs en différents endroits du monde pour qu'elles arrivent aux oreilles (nous l'espérions) des alliés ou des agents du Japon. Nous essayâmes d'insinuer que des complots sérieux se préparaient dans l'île, qui avaient le soutien des Alliés. En fait, ces « complots » n'avaient pas plus de réalité que ceux qui nous avaient été rapportés par les officiers nationalistes de Chungking. Avec de telles histoires, nous espérions décourager toute tentative d'armer et de former les Formosans dans une sorte de garde nationale servant sous l'autorité d'officiers japonais pour repousser une invasion alliée. Nous espérions également persuader le gouvernement local de divertir un nombre important de Japonais d'emplois très utiles pour des gardes et des patrouilles de sécurité inutiles.

Par le biais de la propagande au moyen de la radio et de tracts, nous nous efforcions d'exploiter les doléances bien connues des Formosans et de les appeler ouvertement à se soulever à un moment opportun. En leur donnant un compte rendu très exact des progrès de la guerre, nous cherchions à discréditer les vantardises de Tokyo et à détruire leur confiance à l'égard du gouvernement impérial. Nous les exhortions à se préparer à rejoindre notre camp, si une invasion avait lieu. Nous espérions, au moins, obtenir leur neutralité et leur coopération si une longue occupation militaire s'avérait nécessaire avant que le Japon ne livre ses propres îles.

L'avenir de Formose : la bataille des mémorandums

Les agences spécialisées dans la guerre psychologique se préparaient à jeter d'avion des millions de tracts sur le territoire de Formose. Le contenu du message exigeait une décision politique de haut niveau. Que fallait-il promettre aux Formosans ? Qu'impliqueraient ces promesses ?

Les militaires étaient surtout préoccupés par la neutralisation de Formose. Pouvait-elle être frappée de manière à ne plus jouer aucun rôle dans la guerre ? Pouvions-nous empêcher les Japonais de bénéficier de sa richesse, de sa main-d'œuvre et de ses bases militaires ? Pouvions-nous transformer Formose en une base pour nos attaques futures contre le Japon lui-même ? Nous prévoyions un conflit de longue durée : les Formosans coopéreraient-ils ou résisteraient-ils pendant une longue occupation ?

Au-delà de ces interrogations, l'armée et la marine étaient également préoccupées par la situation qui prévaudrait après la guerre. Pouvions-nous être certains que Formose ne redeviendrait pas une menace pour les intérêts américains dans le Pacifique ouest ?

Au début de 1942, je rédigeai un mémorandum qui explorait les règlements possibles après la guerre, préconisant certaines formes de contrôle international, la création d'une base dans le sud pour assurer le maintien de l'ordre sur l'île et l'utilisation des abondantes ressources de Formose pour les programmes de reconstruction d'après-guerre. J'allai jusqu'à suggérer que la Chine ne serait pas capable d'assumer à elle seule le contrôle de Formose, pour deux raisons : elle ne disposait pas de suffisamment d'administrateurs et de techniciens pour prendre en charge une économie aussi complexe, et il y avait le danger, toujours présent, d'une exploitation intolérable par les Soong, les Kung, les Chiang et d'autres familles, ainsi que par les cliques de l'armée et du parti, qui avaient toujours été une calamité pour la Chine. J'avais visité ce pays en 1940. Il était évident que Formose avait des années d'avance sur la Chine continentale en termes d'organisation et de technologie. Le niveau de vie moyen aussi bien pour les citadins que pour les paysans était, à Formose, indéniablement supérieur. La Chine n'avait pas assez de main-d'œuvre qualifiée pour se permettre d'en divertir une partie pour les tâches qui devaient être accomplies à Formose.

En juillet 1942, on demanda au chef de la division Extrême-Orient du Service de renseignement militaire d'exprimer les vues de la division concernant une occupation de Formose comme élément d'une stratégie globale, de même que ses commentaires concernant la propagande qui serait préalablement nécessaire pour s'assurer une résistance locale minimum dans le cas d'une invasion alliée.

Un mémorandum, daté du 31 juillet, fut le premier de plusieurs séries préparées au sein de la division. Des discussions eurent lieu, de temps en temps, à ce sujet jusqu'en octobre 1944. Pour résumer, il était entendu pour les bureaux militaires que les décisions de Washington sur la politique à suivre après la guerre, seraient guidées par notre « intérêt éclairé ». Priorité serait donnée aux intérêts à long terme de l'Amérique, mais les revendications chinoises seraient examinées avec sympathie, de même que les intérêts, les droits et le bien-être de la population de Formose. Toute la propagande adressée à la population de Formose avant la reddition devrait dépendre des dispositions ultimes concernant l'avenir de l'île.

Trois possibilités se présentaient naturellement. En théorie, on pouvait rendre l'île indépendante et lui donner un gouvernement spécifique, mais en pratique ce serait difficile à réaliser, même si les Formosans le voulaient et si les Alliés y consentaient. (Certainement la Chine s'y opposerait). Une deuxième façon de faire consisterait à assurer le transfert rapide de Formose à la Chine, pour satisfaire l'insistante revendication chinoise qu'elle était une « province perdue ». Selon une troisième hypothèse, les Alliés administreraient l'île à titre temporaire ; pendant cette période, les Formosans se prépareraient à un plébiscite pour déterminer leur destin politique final.

En ma qualité de « spécialiste de Formose », j'essayais de convaincre Washington que nous avions besoin d'une « politique à l'égard de Formose » définie et reconnue. L'île était potentiellement trop importante pour être simplement traitée comme une province chinoise ordinaire, occupée tardivement par des troupes japonaises. L'histoire avait depuis longtemps démontré son importance militaire, en raison de sa position stratégique sur le littoral du Pacifique ouest, et, par sa richesse et son développement technologique, elle était trop en avance sur les provinces continentales chinoises pour accepter aisément de revenir sous le contrôle de la Chine.

Formose était une île, un territoire tourné vers la mer, qui avait toujours été agitée par des sentiments séparatistes, et pendant un demi-siècle, elle avait été totalement coupée de la Chine continentale et des guerres civiles chinoises. Elle n'avait pas été japonisée mais modernisée.

Une politique pour Formose, en tant que telle, devrait être conçue après de soigneuses considérations sur son développement histo-

rique, social et économique au cours du xxe siècle. Une fois définie, elle devrait être approuvée par nos principaux alliés en Asie (la Chine, la Grande-Bretagne et le gouvernement en exil des Philippines), bien avant son invasion et son occupation. En attendant une décision et des engagements définitifs, on recommanda que toute la propagande à l'intention de Formose mette en avant une distinction géographique plutôt que raciale ou politique lorsqu'elle se référerait à la population de l'île.

Je rapporte longuement ces vues ici, parce qu'au cours des dernières années on a eu tendance à présenter publiquement la « Question de Formose » comme quelque chose de nouveau, un développement récent et embarrassant, provenant des modifications de la situation militaire et politique sur le continent.

Les partisans de « la Chine d'abord »

Ces mémorandums, recommandant la proposition de l'« intérêt éclairé », en vertu de laquelle Formose devrait bénéficier d'une considération particulière et être administrée selon des arrangements temporaires, soulignaient soigneusement que toute solution après la guerre devrait inclure une participation de la Chine, aussi longtemps que nous proclamerions que Chiang Kai-shek était le « Grand Leader de la Démocratie » en Asie et que la Chine était une « Grande Puissance ». Toutefois, la plupart des spécialistes d'Extrême-Orient à Washington, pendant la période de la guerre, ne se faisaient aucune illusion à l'égard des capacités et des forces de Chiang. Il était un « Leader de la Démocratie » et la Chine était une « Grande Puissance » uniquement parce que l'administration de Washington l'affirmait, et lui donnait de l'argent et des armes pour qu'il continue de se battre contre les Japonais.

La Chine constituait un énorme problème. Rien de ce qu'avaient fait les nationalistes jusqu'en 1942 ne permettait de croire que les dirigeants du parti de Chiang Kai-shek pussent assumer le contrôle du gouvernement de Formose sans une aide massive, ou que les intérêts américains dans l'île pussent être sauvegardés s'ils demeuraient entre les mains des Chinois.

Ceci était bien connu du Département d'Etat; néanmoins, les grandes lignes de la politique à suivre furent établies dès 1943. For-

mose serait rendue à la Chine, sans aucune restriction pour sauvegarder en quoi que ce soit les intérêts des Américains ou des Alliés. Bien que l'« intérêt éclairé » eût requis la garantie que toutes les richesses de Formose, humaines et matérielles, fussent conservées pour que les Alliés les utilisent en attendant un règlement général et satisfaisant en Asie, les recommandations à cet effet furent accueillies aux cris de « Impérialisme ! », « Qu'est-ce que nos amis chinois vont en penser ? ».

De hauts fonctionnaires du Département d'Etat estimaient (de manière tout à fait justifiée) que les problèmes les plus graves affectant les relations sino-américaines en Asie ne pourraient trouver une solution aussi longtemps que la Chine n'aurait pas réalisé son unité sous l'égide d'un gouvernement central fort, quelle que soit la couleur politique que ce gouvernement pourrait avoir. Partant de là, ils considéraient qu'aucun gouvernement central ne pourrait survivre s'il ne reprenait pas Formose. La propagande du parti nationaliste, comme celle du parti communiste, s'en tenait à la thèse que Formose était une « province perdue », volée par les Japonais. Ils oubliaient, comme par hasard, que la Chine avait cédé Formose au Japon en 1895, « à perpétuité », et que c'est seulement par un traité de paix, après la guerre, qu'une rétrocession légale pourrait prendre effet.

Mais, hélas, il y avait au Département d'Etat beaucoup plus d'opposants que de partisans de cette raisonnable analyse.

Y étaient opposés les bureaucrates ordinaires qui souhaitaient éviter tous les problèmes épineux et considéraient la question de Formose seulement comme une question de plus (et pas parmi les plus importantes) dans un large éventail de problèmes émergents, pour lesquels il n'y avait aucune rubrique dans le manuel des lois et règlements. Mon expérience du temps de guerre à Washington – dans les bureaux, dans les salles de conférence et dans les cocktails en ville – me fit rapidement comprendre qu'un nombre important de spécialistes de la Chine au Département d'Etat étaient d'incurables « missionnaires » dans leur manière d'aborder les problèmes chinois. Les Chinois ne pouvaient rien faire de mal (à tout le moins personne n'était autorisé à dire qu'ils le pouvaient ou qu'ils l'avaient déjà fait) et les Japonais ne pouvaient rien faire de bien. Plus j'insistais sur les progrès accomplis par Formose et sa modernisation sous l'administration japonaise, et sur la nécessité de préserver ces acquis, plus la condamnation d'un tel

« impérialisme » devenait vindicative. Les propositions pour retarder ou imposer des conditions au retour de Formose sous le contrôle total de la Chine provoquèrent des critiques étonnamment violentes. C'était comme si j'avais proposé de retirer de la nourriture à des enfants affamés. L'argument final s'appuyait sur les statistiques démographiques. Les Formosans étaient originaires de Chine. Ils n'étaient que cinq millions. Dès lors, quelles que soient leurs vues sur cette question, ils n'étaient qu'une petite minorité au regard des centaines de millions de Chinois du continent.

J'estimais inutile de faire valoir que les ancêtres des Formosans avaient quitté le continent, il y avait des siècles, pour essayer justement d'échapper aux conditions intolérables qui y prévalaient.

La tragédie des Formosans provenait du fait que leur île n'était pas suffisamment éloignée du continent pour que la séparation devienne permanente et leur vie sur la frontière préservée de toute interférence. L'île était trop petite pour être indépendante et trop grande et trop riche pour qu'on s'en désintéresse.

Dès 1943, le Département d'Etat avait adopté le « point de vue du continent » sur Formose. Elle devait être considérée comme la partie la plus à l'est du territoire chinois, malheureusement coupé du continent par le détroit de Taiwan, ce qui ne changeait rien à cette situation. Il n'y avait aucune possibilité de faire admettre qu'elle pourrait aussi représenter le point le plus à l'ouest de la frontière du Pacifique ouest.

La fatidique Déclaration du Caire

A la fin de 1943, aucun engagement concernant Formose n'avait été pris par les Etats-Unis. Il existait alors un danger sérieux que Chiang Kai-shek puisse conclure une sorte de compromis avec les Japonais. Il pourrait aussi déclarer la Chine neutre, et attendre que les Américains infligent une défaite au Japon par la mer. L'amiral William D. Leahey devait savoir ce qu'il en était, puisqu'il écrivit alors : « Il est possible que Chiang se retire du conflit... Si les Chinois abandonnent, la tâche de MacArthur et de Nimitz dans le Pacifique, déjà difficile, deviendrait alors beaucoup plus ardue. »[3]

A la fin de novembre 1943, le président Roosevelt, le Premier ministre Churchill, et le couple Chiang, se rencontrèrent près du Sphinx

à un moment où la situation des Alliés était au plus bas. Une Angleterre fatiguée entrait dans sa cinquième année de guerre, et les Chinois avaient été plus ou moins en guerre contre les Japonais, et entre eux, depuis 1937. Après l'attaque désastreuse de Pearl Harbor, l'Amérique accroissait régulièrement ses propres forces en même temps qu'elle envoyait sur le front ouest toutes les armes et les équipements qu'elle pouvait soustraire de cet effort. Nous rebâtissions nos forces navales dans le Pacifique. Nous ne pouvions pas apporter un grand soutien à la guerre terrestre en Asie. Le front de Birmanie était vraiment très loin du cœur de l'empire japonais.

Au grand regret du Premier ministre britannique, le président américain insista pour proclamer que la Chine était une « Grande Puissance » et Chiang un grand leader. Au Caire, le Generalissimo exigea une attention conforme à son statut international. Il voulait des armes supplémentaires pour remplir ses réserves dans le sud-ouest de la Chine. Il voulait que l'accès à Chungking par l'arrière fût élargi par une campagne des Alliés de manière que des approvisionnements militaires lui parviennent en quantités massives et non au compte-gouttes. Il aurait été plus convaincant s'il avait pu prouver qu'il faisait un meilleur usage des approvisionnements qui lui étaient déjà parvenus par-dessus la « Bosse » (the Hump)* à un coût énorme pour les Alliés. Aucun de ces derniers n'accordait beaucoup d'attention aux exigences chinoises.

La réunion du Caire avait en fait été organisée pour faire écran à la conférence au plus haut niveau, première du genre, qui devait avoir lieu peu après à Téhéran, avec les dirigeants soviétiques, et à laquelle les Chiang n'étaient pas invités. La délégation britannique attendait de cette réunion qu'elle fût une importante consultation anglo-américaine sur la conduite de la guerre en Europe, au cours de laquelle le Premier ministre et le président prépareraient les entretiens vitaux avec Staline. Malgré les vigoureuses objections de Churchill, Roosevelt donna la priorité aux problèmes de la Chine pour amadouer les Chiang et leur permettre de retourner rapidement à Chungking. En homme politique avisé qui va bientôt entrer dans une année électorale, le président savait

* N. du T. : Le « Hump » (la « Bosse ») désignait, dans le vocabulaire des pilotes alliés, la chaîne de hautes montagnes, extrémité orientale du complexe himalayen, qu'ils devaient franchir pour acheminer des matériels militaires en Chine, à partir de l'Inde.

qu'un affront fait aux Chiang serait pris à cœur par toutes les congrégations missionnaires dans toutes les paroisses des Etats-Unis, tandis qu'une faveur accordée aux leaders chrétiens de la Chine recevrait la plus large publicité possible et satisferait tout le monde. Malheureusement, les Chiang savaient aussi quelles pressions ils pouvaient exercer à l'intérieur des Etats-Unis. Nous avions encouragé Mme Chiang à en appeler directement au peuple américain ; elle avait été invitée à s'adresser aux deux chambres du Congrès, et maintenant nous allions devoir honorer une traite sur le prix à payer pour la collaboration des nationalistes à la guerre contre le Japon.

La délégation américaine à la Conférence du Caire comprenait le général George C. Marshall, l'amiral William D. Leahy, l'amiral Ernest J. King, et M. Willys Peck, un ancien permanent de la YMCA (Young Men's Christian Association), né en Chine, et maintenant spécialiste de haut rang de la Chine auprès du Département d'Etat. La suite du Premier ministre Churchill incluait le Lord amiral Louis Mountbatten et le maréchal Sir Allan Brook. Les Chiang étaient accompagnés du général de corps d'armée Joseph Stilwell et du général de division Patrick Hurley.

A ce moment-là, il fallait faire quelque chose pour amadouer les dirigeants nationalistes, quelque chose qui pourrait leur donner de la face aux yeux de leurs concitoyens désemparés et renforcer leur volonté de résister. Il fallait faire quelque chose pour persuader les Asiatiques, dans les territoires occupés, qu'on ne les oubliait pas.

Quand nous lisons aujourd'hui les comptes rendus officieux, mais faisant autorité, de la Conférence du Caire – les *Stilwell Papers*, par exemple, et les mémoires de l'amiral Leahy – on s'aperçoit que les conseillers militaires les plus hauts placés du président Roosevelt craignaient beaucoup que nous perdions la Chine comme une base à partir de laquelle nous pouvions couvrir nos attaques par mer sur le Japon. Au pis, Chiang pourrait être mis sur la touche ; ses subordonnés, désemparés, las d'endurer des privations, pourraient se décider à trouver un règlement avec Tokyo et se joindre aux marionnettes que Tokyo avait déjà mises en place en Mandchourie, à Pékin, à Nankin, à Manille, à Bangkok et en Indonésie. Ou alors, Chiang lui-même pourrait annoncer une trêve pour conserver ses stocks d'armes dans la perspective de la continuation de sa propre guerre civile.

Au Caire, Roosevelt consulta peu ses conseillers du Département d'Etat et ne fit aucun effort sérieux pour examiner les problèmes de la Chine avec le général Stilwell. Il avait une confiance désinvolte en sa capacité à manipuler, de façon adéquate, les hommes et les affaires.

Le 1er décembre 1943, le président, le Premier ministre et le Generalissimo publièrent la Déclaration du Caire, sous leurs conjointes signatures.

Ce n'était pas un document d'Etat, soigneusement préparé, mais plutôt une promesse de se partager les dépouilles, que l'on faisait miroiter aux yeux des Chinois hésitants. C'était une déclaration d'intention, promettant une redistribution des territoires tenus par les Japonais. Aucun de ces territoires n'était alors entre les mains des Alliés. Les dirigeants des Alliés devaient montrer un visage assuré à la face du monde, mais, en vérité, personne ne savait alors quel pourrait être le cours final de la guerre.

Mais une fois que ces chefs d'Etat se furent engagés par écrit, le mal était fait, entraînant une longue série d'évènements que nous regrettons profondément aujourd'hui. Sur la Déclaration du Caire s'éleva bientôt tout un échafaudage de réaffirmations, de promesses élargies et d'engagements nouveaux, à l'occasion des conférences de Téhéran, de Yalta et de Potsdam. Personne ne pouvait prévoir qu'il s'écoulerait neuf ans avant que les termes de la Déclaration du Caire fussent, pour partie, respectés par le Traité de San Francisco, et que vingt-deux ans plus tard (1965) le problème de la souveraineté de Formose ferait encore l'objet de sérieuses contestations.

Il est difficile aujourd'hui de comprendre la manière cavalière avec laquelle la conférence produisit ce document. Churchill et Roosevelt avaient tous deux étudié avec attention l'histoire anglo-saxonne. Tous deux connaissaient la force des précédents et la nécessité d'une scrupuleuse légalité pour faire contrepoids à la conduite sans foi ni loi des Hitler, des Tojo et des Mussolini. Peut-être Roosevelt était-il simplement trop impatient de s'entretenir avec Staline. Quelle qu'en soit la raison, la Déclaration du Caire est aussi notable pour les imprécisions historiques du texte que pour ses fleurs de rhétorique.

On promit, ce qui était normal, l'indépendance à la Corée, « le moment venu », mais le texte faisait mention des îles Kouriles comme

ayant été « saisies par la force ». La phrase qui a été au cœur du problème de Formose après la guerre, est la suivante :

Tous les territoires que le Japon a volés à la Chine, tels que la Mandchourie, Formose et les Pescadores, seront rendus à la République de Chine.

Ici, l'opportunisme conduisit les trois chefs d'Etat à ignorer des faits désagréables ; les traités étaient devenus, une nouvelle fois, de « simples chiffons de papier ».

Le Japon avait acquis un titre incontesté sur les Kouriles par un traité soigneusement et pacifiquement négocié avec la Russie, en 1875. (En échange, la Russie reçut un titre indiscuté sur la totalité de l'île de Sakhaline, dont elle perdit la moitié, par traité, à la fin de la guerre russo-japonaise de 1905). Le Royaume de Corée avait été simplement exproprié en 1910, mais, à cette époque, la Grande-Bretagne, la Chine, et les Etats-Unis acceptèrent la souveraineté du Japon et lui concédèrent une pleine et entière reconnaissance. La Mandchourie avait indéniablement été saisie à la suite d'une agression, mais les concessions du Liaotung et du Shantung, tenues par les Japonais, avaient été cédées respectivement par la Russie et l'Allemagne, en 1905 et 1914, et la position du Japon, dans les deux cas, avait été reconnue sans réserve par Londres et Washington. Il était un peu tard pour crier « au voleur ».

Pékin céda les Pescadores et Formose au Japon, en 1895, par le traité signé après la défaite chinoise dans la guerre sino-japonaise.

Le ministre britannique en Chine (Sir Thomas Wade) et un ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis (John Foster) furent, en fait, les « parrains » du traité, et le premier président Roosevelt* présida à la cession du territoire russe au Japon en 1905. La Déclaration du Caire, compte tenu de ce contexte, semblait impliquer que ces trois honorables personnes étaient les complices d'un vol qualifié.

Le Japon acquit les Pescadores et Formose comme des « prises de guerre », volées exactement de la même façon que les Etats-Unis acquirent les territoires du sud-ouest après la guerre contre le Mexique,

---

* N. du T. : Théodore Roosevelt (1858-1919). Il fut président des E-U de septembre 1901 à mars 1909.

ou les Philippines et Porto-Rico après celle contre l'Espagne. De surcroît, Formose, en 1943, n'était pas « une simple province de Chine », récemment occupée.

N'y eut-il personne, au Département d'Etat, pour avoir le courage d'appeler l'attention du président sur les dangers inhérents à de telles inqualifiables promesses de modifier les frontières et de transférer des millions de personnes d'une souveraineté à une autre sans les précautions et la réserve requises ? Les comptes rendus publiés suggèrent que, ni le Président, ni le Premier ministre ne prirent la Conférence du Caire très au sérieux et, comme le dit Robert Sherwood : « L'accord… ne tint pas plus de dix jours. » Avant que les Chiang ne fussent rentrés chez eux, Roosevelt et Churchill avaient changé d'avis sur les engagements secrets pris à la suite des exigences du Generalissimo[4]. Malheureusement, ce changement ne concernait que la poursuite active de la guerre. Rien ne fut fait pour modifier les promesses relatives aux transferts territoriaux d'après-guerre.

Roosevelt, Churchill et Chiang s'étaient « partagés la peau de l'ours avant qu'il ne fût tué ».

II
« L'île X »

L'opération Causeway : le plan de Nimitz de s'emparer de Formose

La Russie attendait. Au nom de la « neutralité », Moscou refusait à ses alliés l'usage des terrains d'aviation de Sibérie dont on avait besoin pour une liaison aérienne Alaska-Chine. Nous étions obligés – à un coût énorme – de faire le long détour par l'Inde et de franchir la « Bosse ». Une fois arrivés là, nos hommes, les avions et les fournitures étaient aspirés dans le bourbier de la politique chinoise des factions et de la corruption. C'est presque un miracle que nous ayons pu faire ce que nous avons fait dans cet énorme arrière-pays chinois, très éloigné de la mer.

Le général Douglas MacArthur insistait pour reprendre les Philippines par une attaque en direction du nord, île par île, jusqu'à Luzon.

L'amiral Chester Nimitz avait une double responsabilité. Les forces « Down Under » de MacArthur – en Australie et dans le sud-ouest du Pacifique – dépendaient du soutien de la marine et, en même temps qu'il les approvisionnait, Nimitz repoussait les Japonais du Pacifique nord, ouvrant la voie à une attaque directe sur les îles du Japon proprement dit. Il proposa d'attaquer en direction de l'ouest, en s'emparant de Formose et des régions côtières chinoises adjacentes. Le coût serait élevé, car Formose était protégée par de formidables barrières naturelles et était située très près du territoire du Japon, mais ce mouvement audacieux couperait les voies d'approvisionnement de Tokyo vers les premières lignes japonaises, extrêmement étendues. Un succès paralyserait partout l'effort japonais, depuis les frontières de l'Inde et de la Birmanie, en passant par l'Indonésie, la Malaisie et Bornéo, jusqu'à la Nouvelle-Guinée et sur tout le territoire des Philippines. Aux mains des Alliés, Formose pourrait alors être utilisée comme base pour couvrir les flottes se dirigeant vers le Japon ou pour les bombardements de villes industrielles japonaises. Nous pourrions aussi paralyser tous les mouvements japonais sur le continent.

A la fin de 1943, la marine commença à se préparer avec ardeur pour l'attaque sur Formose, appelée, de son nom de code, « Opération Causeway ». Très certainement, les Japonais opposeraient une

résistance acharnée et les Formosans seraient pris entre le marteau et l'enclume.

Beaucoup dépendrait de la réaction populaire à un appel des Alliés à les soutenir – par le sabotage de la défense japonaise, par des soulèvements et des rébellions.

Une fois débarqués, les envahisseurs, pouvaient s'attendre à trouver une économie en ruine et devaient être prêts à contrôler et à relever une population de plus de cinq millions de personnes. Si cela s'avérait possible, il faudrait obtenir la coopération des Formosans, pour protéger les bases que nous utiliserions pour un assaut final contre le Japon. Personne ne savait combien de temps l'occupation pourrait durer.

Conscient de tous ces problèmes, le chef des opérations navales établit un programme de formation détaillé à l'intention des officiers qui participeraient à l'occupation de Formose. On avait besoin d'officiers prêts à assumer le contrôle et la direction de tous les aspects de la vie civile – les forces de police, les services médicaux et de santé publique, les transports, l'éducation, le commerce et l'industrie, répondant aux besoins de la population civile.

Les écoles de gestion militaire (Schools for Military Government) de Harvard, Chicago et de l'Université de Virginie inclurent Formose dans leurs études de l'empire japonais, mais ce n'était pas suffisant. Un centre de recherche spécial fut créé à l'Ecole navale de gestion et d'administration militaire (Naval School of Military Government and Administration) de l'Université Columbia, et là, dans ce qu'on appela l'« Unité Formose », une série de dix « Manuels sur les affaires civiles », des cartes opérationnelles et un important corpus de matériels pour la formation des officiers furent élaborés en vue de l'opération Causeway.*

* Le commandant Francis X. Cleary, de la marine des Etats-Unis, eut la responsabilité de ce programme de formation des officiers. Le Dr Schuyler Wallace (administration publique) et le Dr Phillip Jessup (droit), furent les co-directeurs du curriculum. Cinquante officiers, des personnels enrôlés et des civils, formèrent l'Unité de recherche sur Formose, avec le lieutenant de vaisseau George H. Kerr, USNR (US Naval Reserve), comme officier responsable et rédacteur en chef des Manuels. Le lieutenant de vaisseau Francis Cleaves, USNR, supervisa la traduction des données sur lesquelles les Manuels étaient fondés. Le Département du Commerce prépara un supplément économique pour la série des Manuels, et le Département des Pêches un Manuel sur la pêche. Les cartes opérationnelles (sur la régulation des transports, la santé publique, l'approvisionnement en eau, etc.) furent basées sur les cartes japonaises civiles et militaires, complétées par les photos de la reconnaissance aérienne et la traduction d'autres sources d'information.

De décembre 1943 à novembre 1944, l'unité de recherche sur Formose fournit des informations de base aux agences concernées par l'invasion à venir.

Nous donnâmes à notre île le nom d'« Ile X » grâce à un amiral dont je tairai le nom. Ayant été « embarqué avec les honneurs » dans la maison de la 117e rue, il se livra à une inspection détaillée des cinq étages, tous consacrés à des recherches sur Formose. Il vit un personnel de vingt et un officiers, de huit personnes enrôlées et de vingt et un civils travaillant sous ma direction. Mais, parmi les civils, il y avait dix Nippo-Américains, des « Orientaux énigmatiques ». Avant de « débarquer », l'amiral ferma soigneusement la porte de mon bureau et sur un ton confidentiel nous donna pour instruction, au commandant Cleary et à moi-même, de diversifier le travail de traduction de manière que les traducteurs japonais n'eussent pas une idée précise de ce à quoi nous nous intéressions et de ne mentionner Formose que comme l'« île X ».

Nos études détaillées révélèrent combien l'« île X » était riche et hautement organisée. La section « territoires occupés » de la marine dans le bureau du chef des opérations navales était très consciente que les Chinois exigeraient de participer à l'administration de l'île dès que les forces américaines permettraient aux représentants de Chiang de s'y aventurer. Les promesses du Caire étaient là, pour nous hanter. Si Chiang insistait pour avoir un contrôle exclusif de l'administration civile, il serait une source d'ennuis juste au moment où les attaques sur le Japon atteindraient leur intensité maximum et où Formose elle-même pourrait être l'objet de furieuses contre-attaques japonaises. Ceci créerait une intolérable confusion.

Il fut donc proposé de trouver un arrangement avec Chiang avant que l'invasion ne commence. Si possible, nous devions nous assurer de l'agrément des Chinois à une administration militaire exclusivement américaine en attendant la reddition du Japon et un règlement général, après la guerre. Au pis, seule une participation chinoise symbolique serait tolérée. Nous allions être partie prenante d'une confrontation navale sur une île dont les Chinois avaient été coupés depuis cinquante ans. Il était vrai que les nationalistes rémunéraient de nombreux amiraux basés dans les montagnes, mais ils n'avaient aucune marine à la mer. Aucun Chinois ne pourrait atteindre Formose à moins que nous n'acceptions de l'y transporter.

Une mission navale spéciale se préparait à partir de Washington pour Chungking pour examiner le problème, lorsque, brusquement, en novembre 1944, il devint évident que le haut commandement ne focalisait plus son attention sur Formose. Le programme de formation passa du statut de haute priorité à celui de simple éventualité. L'unité de recherche fut dissoute et les officiers et les hommes dispersés et affectés à d'autres formations ou à des unités combattantes. La mission pour Chungking fut abandonnée.

Derrière tout cela se cachait un débat inter-services prolongé et acerbe qui avait précédé la décision de ne plus envahir Formose. L'amiral Nimitz voulait couper les routes d'approvisionnement japonaises vers le sud ; le général MacArthur insistait pour que les Philippines soient d'abord libérées. Le président Roosevelt, commandant en chef des forces armées, devait prendre la décision et c'était une année électorale. Les partisans de MacArthur, dont le nombre était loin d'être négligeable, pèseraient lourdement sur l'élection.

Une série de réunions des chefs d'état-major aboutit à une proposition de compromis, le 11 mars 1944. La marine entreprendrait une triple avancée ; l'une permettrait à MacArthur de prendre pied sur Mindanao, une autre consisterait à attaquer les forces japonaises au nord de Luzon, et la troisième serait l'assaut principal sur Formose. L'occupation de Formose serait rapidement suivie par une attaque sur la côte chinoise. L'invasion d'Okinawa, dont le nom de code était « Opération Iceberg », commencerait dès que nous serions fermement établis dans les îles avoisinantes.

Le président Roosevelt décida de visiter le théâtre d'opérations du Pacifique pour démontrer que l'Asie n'était pas « oubliée », comme les Chinois l'en accusaient. Chiang réclamait bruyamment plus d'argent et plus de matériels, mais il était parfaitement évident qu'il n'utilisait pas à notre bénéfice ce que nous lui faisions parvenir par la longue et difficile route qui survolait la « bosse ». Nous le flattâmes avec des titres – il était le « commandant suprême » des forces alliées en Chine – et nous le promûmes au rang de dirigeant d'une grande puissance mondiale, mais sa réticence à attaquer les Japonais sur le continent devenait de plus en plus évidente. Sa politique consistait à « échanger de l'espace contre du temps », tandis qu'il attendait que les Etats-Unis fussent victorieux du Japon par une attaque venant de la

mer. Néanmoins, ses demandes pour toujours plus d'armes et d'aide économique commençaient à ressembler à une forme de chantage mal déguisé. Nous avions besoin de bases avancées sûres près de la côte du Fukien et dans le nord de la Chine, mais on laissait entendre que la « Chine épuisée » pourrait trouver séparément un accord avec le Japon.

A Honolulu, le 26 juillet, Roosevelt rencontra Nimitz et MacArthur et les écouta lui exposer leurs arguments sur la controverse « Luzon contre Formose ». Les partisans de la marine estimaient que le Président semblait incliner vers le plan de Nimitz qui mettait Formose en avant, mais à la conclusion de la conférence, le général demanda à avoir un entretien privé avec le Président. Ce qui se passa entre eux ne fit jamais l'objet d'un compte rendu public ; s'ils parlèrent de l'automne, Roosevelt se rappela sans doute combien le vent peut être froid pendant la période des élections présidentielles. A la fin de l'entretien, Roosevelt se déclara en faveur du retour de MacArthur aux Philippines.

Des plans logistiques détaillés étaient prêts le 23 août, mais à cette date les succès de la marine dans le Pacifique nord permirent aux chefs d'état-major d'accélérer le programme. Le 15 septembre, MacArthur évita Mindanao et s'empara de Leyde le 20 octobre. Nimitz revit les plans de l'« Opération Causeway » et demanda à ses collègues de l'armée et des forces aériennes de lui fournir des rapports. Le général de corps d'armée Simon Bolivar Buckner, commandant désigné des forces terrestres pour l'opération sur Formose, signala qu'il était confronté à un manque critique de moyens et qu'il pensait que l'occupation de Luzon, après celle de Leyde, rendait moins nécessaire l'assaut coûteux sur Formose.

Nimitz réorganisa alors ses plans avec l'amiral Ernest King, qui proposa aux chefs d'états-majors (le 2 octobre) que priorité fût donnée à l'occupation de Luzon, d'Iwo Jima et des îles Ryukyu, reportant « Causeway » à une date ultérieure. Le jour suivant, des instructions furent transmises à l'amiral Nimitz pour qu'il évite Formose et qu'il s'assure des positions dans les Ryukyu, avant le 1er mars 1945.[1]

Telle est, résumée, l'histoire de la décision militaire concernant l'« île X », où les Japonais et les Formosans attendaient ensemble avec anxiété un assaut qui ne vint jamais.

Bombardons !

Les avions américains de reconnaissance survolèrent Formose à l'automne de 1943. Le premier bombardement (sur l'aérodrome de Hsinchu) eut lieu le jour de Thanksgiving. Tokyo ne pouvait plus se dissimuler la menace directe d'une invasion.

Le haut commandement japonais ordonna à ses forces en Chine de couper toutes les communications par chemin de fer avec la côte du Fukien et de détruire toutes les bases avancées d'où les avions américains pourraient attaquer l'île. En 1944, une puissante attaque japonaise menaça la principale base américaine de Kunming, qui était vitale pour la liaison aérienne entre la Birmanie et la Chine. Les organisations de renseignement de Chiang n'avertirent pas les Américains ; d'importants terrains d'aviation furent perdus, de même que des stocks d'essence ; du matériel et des armes durent être détruits à Kweilin, le 10 novembre, lorsque les Japonais atteignirent le terrain d'aviation.

Nos relations avec Chiang, de mauvaises qu'elles étaient, le devinrent encore plus ; les excuses du Generalissimo – sa doctrine de la « défense en profondeur » – ne prenaient plus du tout. Même ses partisans les plus ardents avaient de la peine à justifier ses manifestes déficiences sur le plan militaire. Comme le disait l'un d'eux : « La défense en profondeur voulait simplement dire s'enfuir jusqu'à ce que l'ennemi soit fatigué de courir après vous... ». Ce n'était pas le style de guerre des Américains et, puisque c'était nous qui payions pour la prestation en Chine, nous voulions une action positive. Le président Roosevelt, las du comportement de prima donna de Chiang, exigea, en termes à peine voilés, une active coopération chinoise sinon il serait mis fin à l'aide américaine et à la fourniture de matériels. Mais nous nous préparions à un grand mouvement contre le Japon proprement dit et nous ne pouvions pas laisser nos forces navales exposées à des attaques à partir des bases japonaises de la Chine continentale.

Dans cette conjoncture, Washington commença d'explorer la possibilité d'entraîner les communistes chinois à nos côtés dans la guerre. Les Russes rouges étaient nos alliés inévitables en Europe, et il n'y avait pas de raison idéologique fondée pour laquelle les Chinois rouges ne pourraient être utilisés dans la guerre contre le Japon. Washington avait été avertie de manière répétée des risques que nous prenions en ne fai-

sant bénéficier, dans la guerre civile chinoise, qu'un seul camp de notre aide militaire, sous le prétexte d'une « aide à la Chine » dans la guerre contre le Japon. Si les communistes chinois ne pouvaient dépendre de nous pour leurs fournitures d'armes, ils se tourneraient sûrement vers la Russie.

Un effort fut fait pour les impliquer dans la guerre contre le Japon et, à cette fin, le général de division Patrick J. Hurley entreprit une longue série de négociations à Moscou, à Yenan et à Chungking, qui finalement conduisirent à la visite de Mao Tse-tung à Chungking – mais il était trop tard.

Tokyo, au même moment, savait pertinemment que les relations sino-américaines étaient en crise. Shigemitsu Mamoru, le ministre des Affaires étrangères du Japon, proposa que Tokyo trouve une formule pour établir une trêve avec Chiang. Si Chiang devenait neutre, il devrait refuser des bases aux Américains. De plus, le Japon était beaucoup plus préoccupé par les communistes chinois que par les nationalistes, qui n'étaient que des « tigres de papier ». Une Chine divisée ne pouvait qu'être un ultime avantage pour le Japon.

Le haut commandement du Japon savait que ses spectaculaires succès en Chine du sud à la fin de 1944 n'avaient apporté qu'un soulagement temporaire. Formose deviendrait rapidement la première ligne de défense de l'empire. Dans une tentative désespérée pour obtenir l'allégeance des Formosans à cette heure tardive, Tokyo annonça que, par grâce impériale, l'île deviendrait une préfecture du Japon lui-même et que des Formosans éminents seraient nommés à la chambre des Pairs à Tokyo. Des élections, en 1945, donneraient aux Formosans une représentation pleine et entière à la Diète nationale.

Les leaders de l'autodétermination de Formose avaient enfin gagné la bataille pour la reconnaissance politique au sein de la structure de l'empire, mais le Japon avait perdu la guerre.

Avec une franchise très inhabituelle, Tokyo annonça un jour que plus de mille avions américains avaient attaqué les principales villes de Formose, le 14 novembre 1944. On raconta que l'Empereur s'était exclamé : « Ainsi, ils sont enfin venus ! »

Ce premier bombardement massif fut effectué à partir de porte-avions très éloignés en mer et avec le soutien d'avions basés loin des côtes du sud-ouest de la Chine. Les sous-marins alliés rôdant dans les

eaux de Formose réduisirent rapidement les capacités de la flotte marchande japonaise. Keelung et Takao (Kaohsiung) étaient encombrés de marchandises attendant des bateaux qui ne vinrent jamais.

Le ciel de Formose était rarement vide d'avions ennemis après le grand raid de novembre. A la fin de mai 1945, le centre administratif de la capitale (le district Jonai) fut dévasté par un spectaculaire « tapis de feu » qui s'abattit sur Taipei. Les ports furent bloqués par les navires brûlés et coulés. Keelung et Takao furent pratiquement anéantis ; les nœuds ferroviaires furent gravement endommagés. Des hangars, des pistes et des matériels d'entretien des terrains d'aviation furent détruits.

Les cibles industrielles, en revanche, ne furent que légèrement touchées. Une centrale sur la côte est avait été mise hors service par des tempêtes et des inondations en 1944, mais la plupart de celles de la côte ouest fonctionnaient normalement. La majorité des usines produisant du sucre, de la pulpe de bois, et des produits chimiques étaient intactes, de même que les importantes installations de surface des principales mines situées dans les montagnes, près de Keelung.

Des centaines de milliers de tracts furent lancés sur l'île. Les Japonais les craignaient plus que les pluies d'acier et de feu, car ils portaient des messages, en japonais et en chinois, pressant les Formosans de cesser leur soutien à l'effort de guerre japonais en leur promettant leur « libération ». Le préambule de la charte des Nations unies était reproduit ainsi que toutes les autres déclarations concernant les droits de l'homme.

Un tract, par exemple, montrait l'île de Formose saisie par une énorme pieuvre, habillée comme un officier japonais, avec de très longues dents. A côté, étaient reproduits des portraits idéalisés de Chiang Kai-shek et de Franklin D. Roosevelt. Au verso, on pouvait lire ce message, à la fois en chinois et en japonais : « Les deux puissances alliées de la zone Pacifique (les Etats-Unis d'Amérique et la République de Chine) promettent conjointement au peuple de Formose tout entier que la liberté leur sera rendue par l'éviction des forces armées japonaises. »

La police japonaise fit de frénétiques efforts pour confisquer ces matériels subversifs mais leur nombre même et leur dispersion sur une très vaste surface rendaient ces efforts inefficaces. Il était très risqué de parler de ce qui allait se passer mais les yeux des Formosans brillaient à cette pensée.

La Russie était jusqu'alors restée neutre, aussi les Japonais recherchèrent-ils l'aide de Moscou pour explorer les possibilités d'un cessez-le-feu, d'une trêve ou d'une reddition. Moscou sut donc que les Japonais ne pouvaient poursuivre plus longtemps la guerre.

Le 26 juillet 1945 fut lancé l'ultimatum de Potsdam et, le 6 août, la bombe sur Hiroshima.

Staline pensa qu'il était maintenant sans risque et profitable de déclarer la guerre, et le 9 août les armées russes franchirent la frontière de Mandchourie. Cette cynique « déclaration de guerre » cinq jours avant que le Japon n'accepte une capitulation sans conditions donna aux Japonais de nouvelles raisons de haïr, de craindre et de se défier des Russes comme jamais auparavant, mais elle donna aux Russes une justification légale de revendiquer les territoires que Roosevelt leur avait promis et elle donna à Moscou une place dans les conseils, les commissions et les conférences qui détermineraient le sort de l'empire japonais.

Tous les territoires du Japon se rendirent aux Alliés le 14 août.

Qui gagnera le prix ?

Il y avait des prix à distribuer mais personne ne savait combien de mois ou d'années s'écouleraient entre la capitulation, une conférence de paix et la mise en œuvre d'un traité de paix. La Déclaration du Caire avait créé une série d'engagements mais n'avait pas fixé de limite de temps pour les tenir. A Yalta, le président Roosevelt avait promis les brumeuses îles Kouriles à Staline comme un appât pour entraîner la Russie dans la guerre d'Extrême-Orient et la Russie devait aussi recouvrer la moitié sud de la presqu'île de Sakhaline, qui produisait du pétrole. Sans demander l'autorisation de Washington, les Russes se proposaient de dépouiller la Mandchourie d'un énorme butin – des équipements industriels comprenant des usines, des minoteries, des équipements pour les mines, des laboratoires et des stocks de matières premières. Théoriquement, la Corée devait regagner son indépendance « le moment venu », mais en fait elle retourna rapidement à son ancien rôle consistant à être l'enjeu de querelles entre la Chine et la Russie, toutes deux visant le Japon.

Les Etats-Unis annoncèrent qu'ils renonçaient pieusement à toute ambition territoriale (n'avions-nous pas abandonné les Philippines ?)

mais nous décidâmes de nous emparer de toutes les îles du Pacifique nord, auxquelles nous ajoutâmes les îles Ryukyu et Bonin, et de les placer sous notre « tutelle » exclusive.

La Chine recouvra la Mandchourie (dépouillée de ses biens valant deux milliards de dollars) et toutes les concessions étrangères, extrêmement développées, retournèrent sous le contrôle de la Chine. Mais Formose était le gros lot.

Les installations techniques et les équipements portuaires de Formose avaient été sérieusement endommagés mais la richesse des forêts, des champs et des mines restait intacte. D'énormes stocks de riz et de sucre, qui n'avaient pu être transportés par bateau, s'étaient accumulés pendant les douze derniers mois de la guerre ; il n'y avait aucune menace de famine. L'île n'était pas surpeuplée. L'économie était temporairement perturbée, mais la population était très disciplinée, très organisée et très bien formée. Au regard de tous les critères asiatiques, c'était une société moderne, décidée à reprendre le travail sur les bases hautement techniques qui étaient les siennes. Il y aurait une énorme demande, dans les pays voisins, pour des denrées alimentaires, des produits chimiques, des métaux, du bois, des céramiques, de la pulpe de papier et des fibres pendant une longue période de reconstruction, après la guerre.

Tout cela, Formose pouvait le produire en abondance.

Son plus grand avantage était que, pendant un demi-siècle, l'île avait été épargnée de la confusion engendrée par la guerre civile sur le continent. Il n'y avait pas de chefs de guerre locaux et pas d'organisations communistes. Les quelques communistes avoués de Formose avaient été depuis longtemps emprisonnés, envoyés aux travaux forcés, ou étaient en liberté surveillée. Après de nombreuses années d'endoctrinement anti-communiste, une fondamentale méfiance à l'égard des promesses et de l'idéologie communistes s'était enracinée. Il n'y avait pas de « masses affamées » que les communistes pouvaient attirer.

Quand la reddition eut lieu, un accès de bonne volonté se manifesta parmi les Formosans, une anticipation émotionnelle du retour à la Chine, mais ils s'attendaient à ce que ce soit la « nouvelle Chine » de nos tracts, une Chine délivrée de son passé par la puissance américaine et maintenant guidée par son alliance avec les Etats-Unis. A ce moment – assez bref –, tout ce que faisaient les Américains était

bien. Aux yeux des Formosans la défaite du Japon et la libération de Formose étaient des réussites américaines.

Les Formosans s'attendaient dès lors à ce que l'île élise son propre gouvernement et que ses délégués élus la représentent auprès du gouvernement national central de Nankin.

En 1934, les Japonais avaient accordé une forme limitée de représentation locale élue auprès du gouvernement, à peu près en même temps que les Etats-Unis avaient promis l'indépendance aux Philippines. Les Formosans n'avaient pas été autorisés à développer des partis politiques bien organisés. Il existait un minimum de factions au moment de la reddition. Lim Hsien-tang (Rin Kendo), âgé et révéré, était le porte-parole reconnu du Mouvement pour l'autodétermination dont les dirigeants se tenaient prêts à assumer toutes les tâches que les Alliés exigeraient de ses membres pendant l'occupation.

Ils allaient vite déchanter.

Le point de vue de Washington en 1944 et 1945

L'accumulation d'évènements majeurs au milieu de l'été de 1945 occulta un point technique d'importance. Le Japon se rendait et rendait son empire aux Alliés et non à la seule Chine. Formose était un territoire souverain du Japon et la souveraineté ne pouvait pas être transférée aussi longtemps qu'un traité de paix n'aurait pas été établi, accepté et signé.

La mort soudaine du président Roosevelt avait placé sur les épaules du président Truman un fardeau inhumain de responsabilités à l'échelle du monde, et Roosevelt n'avait pratiquement rien fait pour le préparer à cette tâche. Le nouveau président ne pouvait faire autrement que de se tourner vers ses plus hauts commandants militaires pour des conseils et des éclaircissements. Beaucoup de décisions fondamentales ayant des conséquences à très longue portée furent prises en fonction d'un cadre de référence militaire plutôt que politique.

A l'ouest, la décision du général Eisenhower de permettre à la Russie d'occuper Prague et Berlin fut un exemple dont nous subissons encore maintenant les graves conséquences politiques. En Extrême-Orient, la décision du général MacArthur d'autoriser la Chine à occuper Formose offre un très proche parallèle.

De cela, le Département d'Etat doit être tenu pour responsable. Le président Truman ne connaissait rien de Formose, non plus que son secrétaire d'Etat. Des hommes plus jeunes, au sein du Département – les partisans de « la Chine d'abord » – ne firent apparemment aucun effort pour élever la « Question de Formose » au niveau d'une question politique sérieuse, dont on devait discuter, parce qu'ils ne voulaient absolument pas qu'existât une « Question de Formose ».

Le problème de Formose était aussi réel en 1944 qu'il l'est aujourd'hui, et son développement était parfaitement prévisible. En tant qu'île colonisée depuis longtemps par des Chinois, qui avaient quitté la Chine proprement dite parce qu'ils voulaient en partir et avec, pendant des siècles, une tradition de séparation et d'indépendance, qui est celle des pionniers, Formose avait été facilement cédée au Japon par la Chine, en 1895. Cinquante ans d'intensif développement social et économique sous la direction des Japonais l'avaient rendue riche et avaient donné à la population de Formose un niveau de vie bien supérieur à celui de n'importe quelle province de Chine. Les dirigeants de Formose s'étaient tournés vers le monde occidental. La tradition séparatiste avait emprunté la forme et la direction définies dans les Quatorze points de Woodrow Wilson et la doctrine de l'autodétermination à l'usage des minorités. De jeunes Formosans bien éduqués, qui ne pouvaient accepter la dure règle de l'administration policière du Japon, quittèrent l'île en grand nombre, mais les leaders conservateurs et modérés – membres d'une classe moyenne émergente de propriétaires terriens – créèrent un Mouvement pour l'autodétermination par le biais duquel ils exercèrent de constantes pressions sur Tokyo pour bénéficier d'un gouvernement autonome dans le cadre de l'empire. Ils progressaient vers cet objectif – péniblement et trop lentement – lorsque le Japon s'approcha de la défaite.

Tout ceci était connu du Département d'Etat, mais, en 1944, il avait déjà pris la décision que la Chine elle-même devait être unifiée – sous n'importe quel gouvernement – avant que les problèmes sino-américains en attente pussent être résolus. La question était, bien sûr : « Sous quel gouvernement ? »

Depuis au moins un siècle, les Américains s'étaient amourachés de la Chine ; les malheurs de la Chine étaient devenus, d'une manière très étrange, le « fardeau de l'homme blanc » – à tout le moins le fardeau

de l'Amérique. Constamment, lorsque les intérêts de la Chine allaient à l'encontre de ceux de l'Amérique, la Chine l'emportait. Au niveau de l'Etat, nos relations avec la Chine étaient tellement influencées par l'entreprise missionnaire et des penchants émotionnels que nous n'étions plus capables d'une évaluation objective. Quand quelqu'un suggérait que le moins que nous puissions faire était de simplement réserver les intérêts des Américains et des Alliés à Formose, en attendant qu'un traité ait été élaboré, ou qu'on soit parvenu à un règlement sur le continent chinois, la suggestion était reçue et rejetée avec une bizarre attitude d'indignation morale.

Au milieu de l'année 1944, des observateurs compétents de notre ambassade en Chine « étaient arrivés à la conclusion que, à moins d'un miracle, Chiang Kai-shek était condamné en tant que "leader national" ». Nous pourrions le maintenir à flot avec des prêts et des équipements militaires, mais les gens ordinaires, dans toute la Chine, étaient fatigués, désillusionnés, et avaient hâte de se débarrasser de lui. Un autre chef et un programme viable devaient être trouvés pour remplacer le Generalissimo et l'organisation du parti nationaliste. Les dirigeants communistes qui étaient restés, ainsi que leur organisation, très méfiants à l'égard de Chiang depuis 1927 étaient toujours présents dans le nord-ouest et devenaient de plus en plus forts, offrant apparemment la seule alternative à Chiang, et promettant des « réformes ». Chiang prit les précautions nécessaires pour qu'aucun parti tiers ni qu'aucun leader non communiste ne pussent émerger dans les territoires sous son contrôle.

L'attention de nos chefs militaires, toutefois, était tout entière tournée vers la guerre contre le Japon ; ils ne voulaient pas de soulèvements politiques perturbateurs au sein de la « Chine libre », ni de flou ou d'incertitudes dans l'organigramme ou la chaîne de commandement. Bien que le Generalissimo, quels que soient les critères d'appréciation, ne fût pas un militaire très distingué, il contrôlait l'armée nationaliste et maintenait au moins les apparences d'une organisation. Les militaires voulaient maintenir le couvercle fermé sur la guerre civile en Chine aussi longtemps que le Japon n'aurait pas été vaincu.

En 1944, notre ambassadeur en Chine était Clarence E. Gauss, un diplomate de carrière connaissant intimement les affaires et les intrigues chinoises. Il était entouré de jeunes fonctionnaires, très capables,

parlant la langue chinoise, et familiers des vastes provinces et de leurs multiples problèmes. Bien qu'ils ne fussent pas tous d'accord sur les propositions de changement, ils partageaient généralement le sentiment que Chiang Kai-shek était un bien faible roseau pour faire reposer sur lui la totalité de la politique et des intérêts américains.

Dans cette confusion, le président Roosevelt envoya le général de division Patrick J. Hurley comme son « représentant personnel auprès du président de la République de Chine ». En route, Hurley s'arrêta à Moscou. Le ministre des Affaires étrangères Molotov le persuada que la Russie était très amicale à l'égard de la Chine nationaliste et qu'elle ne soutiendrait pas les communistes chinois dans une guerre civile. Hurley – un homme particulièrement vaniteux qui « connaissait toutes les réponses » – s'arrêta aussi chez les dirigeants communistes chinois qui se cachaient dans le nord-ouest de la Chine, à Yenan, pour parler avec eux. Finalement, il s'entretint avec les nationalistes, à Chungking. De toutes ces discussions, il rapporta les conclusions suivantes :

> *(1) les communistes ne sont pas en fait communistes, ils se battent pour des principes démocratiques, et (2) le gouvernement du KMT, parti unique dirigé par un seul homme, n'est pas, en fait, fasciste, il se bat pour des principes démocratiques...* [2]

Hurley arriva à Chungking le 6 septembre ; le 1er novembre 1944, l'ambassadeur Gauss donna sa démission. Hurley, qui prit sa place, apprit qu'il ne jouissait pas de la confiance des agents de carrière de l'ambassade. Ils étaient prêts à faire savoir à Washington qu'ils étaient en désaccord avec son interprétation des évènements et des politiques. La situation, à l'intérieur de l'ambassade, devint tendue et finalement intolérable. Elle ne pouvait que ravir les nationalistes, passés maîtres dans l'art de pêcher en eaux troubles. Rapidement, l'ambassadeur adopta une vigoureuse politique pro-Chiang. Pendant un an la confusion régna au sein de l'ambassade dans le lointain Chungking et, finalement, le 26 novembre 1945, Hurley donna sa démission.

Dans une lettre extraordinaire au président Truman, le général de division se livra à un violent réquisitoire contre les fonctionnaires des Affaires étrangères qui avaient osé désapprouver sa politique chinoise. Ce fut le début d'une période très étrange dans

les relations américaines avec la Chine, une période de chasse aux sorcières menée par des membres du Congrès du parti d'opposition, trop longtemps privés du pouvoir et cherchant désespérément des sujets pour mettre l'administration dans l'embarras. Dans son éclat de colère, M. Hurley avait épargné quelques agents de carrière dont il approuvait les positions ; il proposa de renvoyer les autres du service public. Dans les quinze jours qui suivirent sa démission, certains furent convoqués pour paraître devant un hostile Comité du Congrès. La persécution avait commencé.

Il fut bientôt admis que seuls des rapports incolores et d'une conformité servile à la politique pro-Chiang seraient acceptables. Sinon, un fonctionnaire des Affaires étrangères risquait l'humiliation publique, la tache d'une « enquête de loyauté » et le possible renvoi du Département d'Etat.

Avec un total irréalisme, Hurley avait préconisé une « politique de coalition nationaliste-communiste » pour mettre un terme à la guerre civile en Chine. Le général George Marshall fut envoyé en Chine pour essayer de la mettre en œuvre, mais aucune des deux parties n'avait le moindre désir d'honorer les engagements pris à la table des négociations sous la patiente médiation du général Marshall. Quand la politique de coalition se révéla finalement sans espoir et que le général Marshall condamna à la fois les nationalistes et les communistes pour duplicité, Hurley couvrit de blâme les fonctionnaires des Affaires étrangères qui avaient prévu cet échec. Bientôt, tous les critiques de Chiang furent dénoncés comme des traîtres aux intérêts américains et de probables compagnons de route.

Dans ce contexte d'imminente guerre civile à travers la Chine, le problème de Formose était à peine visible de Washington. Les Chinois avaient exigé un contrôle de l'île immédiat et exclusif, insistant sur le fait que la Déclaration du Caire restaurait automatiquement la souveraineté de la Chine. Quand la reddition survint, le 14 août 1945, aucune voix influente ne s'éleva au sein du Département d'Etat pour contester la revendication chinoise. Des officiers de haut rang de la marine, qui connaissaient la situation, n'avaient pas envie de voir les Etats-Unis abandonner, sans réservations, tous les droits des Alliés et tous leurs intérêts sur Formose, mais le Département de la Guerre et la Maison-Blanche subissaient une irrésistible pression pour « rame-

ner les garçons à la maison ». Les pères et les mères pensaient que la guerre était finie, le Congrès était d'accord avec eux, et il aurait été impossible, sur Capitol Hill, de trouver un soutien pour le déploiement d'une nouvelle force d'occupation, « non nécessaire », à Formose. Nos engagements à l'étranger devaient être réduits, non augmentés. Confronté aux immenses problèmes de l'occupation du Japon, le commandant en chef des puissances alliées à Tokyo, MacArthur, était assez satisfait de céder à l'une de ces puissances la tâche de prendre le contrôle de l'île. Elle était, de toute façon, promise à la Chine, aussi le plus tôt nous débarrasserait-elle de ce problème, le mieux ce serait. Les villes chinoises étaient inondées d'une vicieuse propagande anti-américaine ; tout délai dans la rétrocession enflammerait les sentiments xénophobes de la Chine et les porterait à un degré critique.

Tels étaient les arguments sur lesquels on s'appuyait, corrects aussi longtemps qu'on pourrait s'en servir. Mais ils sous-tendaient un raisonnement dangereux ; de manière évidente, nous traitions l'île comme si elle n'était qu'un terrain à vendre, récemment occupé par les forces japonaises, et nous traitions cinq millions de Formosans comme une propriété mobilière qu'on pouvait transférer d'une souveraineté à une autre sans tenir compte de ce qu'ils souhaitaient. (Les Japonais, en 1895, avaient accordé aux Formosans deux années entières pour choisir leur nationalité).

La politique de la « Chine d'abord » ou « politique missionnaire » avait prévalu.

La lutte pour les places dans le nouveau gouvernement de l'île

Des mesures devaient être prises immédiatement pour assurer l'ordre à l'intérieur de l'île, pour procéder à la démobilisation des forces militaires japonaises et pour commencer le rapatriement de la population civile japonaise. Toutes ces tâches étaient du ressort des militaires et la hiérarchie militaire en Chine ne se souciait aucunement des problèmes politiques et humanitaires qu'elles impliquaient ; les « Japs » étaient les ennemis et ce qui pourrait bien arriver à la population de Formose ne concernait qu'elle-même et le gouvernement chinois.

Le général de division Albert C. Wedemeyer avait remplacé le général Stilwell comme commandant en chef des forces américaines en

Chine et l'irascible Patrick J. Hurley avait remplacé Clarence E. Gauss comme ambassadeur américain à Chungking. Gauss et Stilwell étaient des « anciens » de la Chine ; le Generalissimo et Mme Chiang trouvaient qu'il était moins embarrassant de travailler avec de nouveaux venus.

Ordre fut donné au Général Wedemeyer de prendre, avec Chiang, les dispositions nécessaires, après la reddition, pour le transfert immédiat de Formose sous le contrôle de la Chine. Un nouveau gouvernement à Taipei devait être choisi en totalité par Chiang. On ne présenta aucune condition, aucune réservation, en attendant le transfert légal de souveraineté. Du point de vue de Wedemeyer, Formose était simplement une autre province chinoise d'où les Japonais devaient être évincés, et sur ce point, ni le Generalissimo, ni Mme Chiang n'allaient l'embarrasser avec de tout petits détails de l'histoire.

L'avenir de Formose était un sujet qui n'existait pas pour le Département d'Etat à Washington. A Chungking, l'accord Chiang-Wedemeyer déclencha une lutte pour le pouvoir au sein de la nouvelle administration chinoise de l'île.

Bien que les Formosans expatriés n'aient joué aucun rôle significatif dans la guerre, il nous faut faire un bref retour en arrière pour comprendre leur position à Chungking en 1945, où ils réclamaient qu'on leur prête attention en tant que « véritables représentants » de l'île.

Une majorité d'exilés formosans étaient devenus adultes sous l'administration japonaise dans les années où celle-ci était la plus dure. Ils avaient soutenu le Mouvement pour l'autodétermination de Lim Hsien-tang, s'efforçant d'obtenir un embryon de gouvernement local autonome dans le cadre de l'empire du Japon jusqu'à ce que l'oppression et le harcèlement de la police japonaise les eussent fait renoncer. Beaucoup quittèrent l'île au milieu des années 20. En Chine, de sérieuses divisions eurent lieu ; lorsqu'ils ne purent réussir à s'entendre sur une politique commune ou des programmes communs d'« expatriés », certains se contentèrent de s'établir dans les plus grandes villes pour y mener une vie terne ; d'autres, plus ambitieux, rejoignirent le parti nationaliste, d'autres encore lièrent leur sort à celui des communistes. Maintenant, la défaite du Japon leur donnait la possibilité, après leurs nombreuses années d'exil, de retourner bientôt à Formose.

Il y avait des douzaines de ligues, de partis et d'associations d'expatriés. L'Association des camarades de Formose (créée en 1925) était

peut-être la plus ancienne. Il y avait une grande prolifération de ces associations en 1942, à la veille de la convocation pour le troisième Conseil politique des peuples à Chungking (Third Peoples' Political Council Convocation). Là, les exilés espéraient obtenir une reconnaissance politique.

A leur grande contrariété, il apparut que le règlement du Conseil ne prévoyait pas une représentation des exilés de Formose. Cette dernière n'était pas considérée comme une province chinoise par les Chinois. Leur déception fut renforcée par le fait que toutes les provinces du continent qui avaient été occupées par les troupes japonaises étaient très bien représentées à cette réunion du conseil politique.

C'était une première indication de l'ostracisme dont les Formosans allaient être victimes de la part de leurs cousins du continent, un héritage de siècles de discriminations officielles et mandarinales avant que l'île ne fût cédée au Japon.

En 1943, six groupes principaux d'expatriés créèrent une association informelle connue sous le nom de Ligue des révolutionnaires formosans. Aucun Chinois nationaliste d'envergure ne lui donna le patronage qu'elle réclamait. Les dirigeants de la Ligue représentaient toutes les couleurs du spectre politique. A l'extrême droite se tenait le général Chang Pang-chieh, du parti révolutionnaire de Formose, diplômé de l'Université Waseda au Japon (Tokyo, 1921), et partisan résolu de Chiang Kai-shek en 1931, dans le Fukien. On y trouvait aussi Wang Chen-ming, collaborateur de Chang, qui avait reçu le titre de « directeur du siège central du Kuomintang de Formose », en reconnaissance de son travail pour le parti parmi les expatriés. Le général Chang espérait devenir le premier gouverneur d'après-guerre de la province de Taiwan.

A l'autre extrémité du spectre politique se tenait le général Li Yu-pang, un diplômé formosan de la deuxième génération de l'Académie militaire de Whampoa, que Chiang avait dirigée. Li s'était opposé à Chiang pendant le grand schisme du parti nationaliste, en 1927 et, légèrement condamné, avait été détenu dans des conditions confortables jusqu'en 1935, lorsqu'il rentra quelque peu en grâce et qu'on lui confia certaines tâches dans la section politique de l'organisation de l'armée nationaliste.

A l'extrême gauche, au sein de la Ligue, on trouvait Hsieh Nan-kuang, actif mais versatile président de la Fédération révolutionnaire

du peuple formosan (Formosan People's Revolutionary Federation). Lui aussi avait quitté Formose dans les années vingt et se mit, plus tard et pour un temps, au service du renégat Wang Ching-wei, qui devint la marionnette du Japon à Nankin. Mais Hsieh avait abandonné Wang suffisamment tôt et il apparut bientôt comme un ardent partisan de Chiang. Nous avons déjà mentionné son rôle d'informateur au service des officiers de renseignement américains à Chungking, ainsi que ses efforts pour rabaisser à l'avance ses rivaux potentiels pour les postes importants dans la Formose d'après la reddition.

Il existait de nombreuses factions moins importantes au sein de la ligue qui prétendait avoir 140 000 membres. Mais quand Hsieh et ses amis insistèrent pour avoir une part de l'aide américaine à Chungking (argent, armes et soutien politique), ils admirent qu'on ne pouvait trouver que 1 000 membres de la ligue dans la Chine non occupée.

La majorité, disaient-ils, était dispersée derrière les lignes ennemies, prête à infliger des coups sévères aux Japonais si seulement les membres de la ligue, à Chungking, pouvaient recevoir, en son nom, une aide substantielle.

Aucun Formosan n'avait de poids auprès du Generalissimo. Il avait à l'esprit d'autres plans et d'autres candidats qui pouvaient s'autoriser d'un plus grand soutien de sa part.

Le pouvoir personnel de Chiang à l'intérieur de la Chine provenait de son art consommé de jouer une puissante faction du parti ou de l'armée contre une autre et de l'alliance de sa famille avec les industriels et les financiers les plus importants. Au milieu de l'année 1945, la faction dénommée le « Groupe de science politique » était momentanément sur la pente ascendante à Chungking. Quand un comité provisoire fut établi pour planifier la formation du « gouvernement provisoire de la province de Taiwan », un membre de ce groupe en devint le président.

Il s'agissait du général Chen Yi, un ami de Chiang.

La nomination de Chen Yi : Chiang révèle son vrai visage

La nomination avait pour elle une certaine logique superficielle, étant donné que, seul de tous les hauts cadres du parti ou des généraux, il avait une expérience préalable de Formose. De 1934 à 1942, il avait été gouverneur de la province du Fukien. En 1935, il avait été

invité par le gouvernement japonais à Taipei à assister aux cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la souveraineté japonaise sur Formose ainsi qu'à visiter l'exposition conjointement organisée. A cette occasion, il avait publiquement félicité les Formosans de leur situation « privilégiée ».

Le 20 septembre 1945, des lois organiques relatives à la nouvelle administration de l'île de Formose et de l'archipel des Pescadores (Penghu) furent promulguées à Chungking. Elles donnaient au nouveau gouverneur général des pouvoirs plus draconiens que n'en avaient jamais eus les gouverneurs japonais, mais, rapidement, d'autres départements de l'administration et d'autres factions du parti s'assurèrent des privilèges spéciaux, hors d'atteinte du contrôle du gouverneur. En théorie, toute l'autorité était concentrée entre ses mains, hormis quelques exceptions mineures qu'il pouvait citer avec à-propos s'il lui était nécessaire de répondre à des critiques. Le gouverneur était nommé par le Generalissimo « sur la recommandation du président du Yuan exécutif ». Ce président était alors T.V. Soong, le frère de Mme Chiang. Apparemment, les intérêts de la famille Soong n'allaient pas en souffrir.

Soong recommanda le général Chen Yi, qui fut nommé par Chiang.

Il faut faire remarquer que cette décision est l'une des plus significatives et des plus fatales que Chiang ait prise dans sa carrière. Au milieu de l'année 1945, Formose, en ce qui concernait le parti nationaliste, était un dossier vide. Une unique occasion se présentait de montrer que les « Trois principes du peuple » et le « Mouvement pour une nouvelle vie » n'étaient pas que des slogans creux utilisés ad nauseam pour masquer l'incompétence, la corruption, et la brutalité du pouvoir totalitaire du parti. Formose était riche, ordonnée et modernisée. Le communisme n'existait pas et il n'y avait pas d'autres partis rivaux. Là, au cours de cinquante années de dur labeur, le Japon avait démontré que n'importe quelle province de Chine, si on lui donnait un gouvernement méthodique et relativement honnête, pouvait entrer avec succès dans le XXe siècle. Bien sûr, ce résultat avait été obtenu sans les conseils des missionnaires chrétiens et sans penser aux individus singuliers, mais ce progrès matériel et social représentait ce que les missionnaires et leurs amis des Etats-Unis avaient, pendant un siècle, rêvé de réaliser pour la Chine elle-même. Les clés de l'avenir de Formose reposaient

sur le choix des personnes qui occuperaient les plus hauts emplois de l'administration.

En nommant Chen Yi à ce poste, le Generalissimo donna froidement la preuve qu'il était totalement indifférent à l'opinion publique, qu'elle soit chinoise ou américaine. En fin de compte, bien sûr, il fut obligé de faire fusiller Chen dans l'espoir d'apaiser les Formosans et de faire ainsi de l'île un endroit un peu plus sûr pour lui-même, mais ces deux décisions (en 1945 et 1950) marquent le début et la fin d'une période fatidique au cours de laquelle les Formosans furent maltraités et opprimés d'une manière tout à fait typique du comportement habituel du parti. Washington fut embarrassée par le dossier de Chen, dont nous devons donner ici un aperçu.

Chen et Chiang étaient natifs du même district du Chekiang. Tous deux suivirent les cours d'une école militaire au Japon, tous deux avaient eu une maîtresse japonaise et tous deux avaient entretenu, pendant longtemps, des relations avec la pègre de Shanghai.

En 1927, Chen Yi était au service du seigneur de la guerre Sun Chuan-fang, dans sa province natale du Chekiang, qui est située au sud-est de Shanghai. Chiang, connu alors comme « le jeune général rouge », était en rébellion contre le gouvernement reconnu de la Chine à Pékin. Il se dirigea vers le nord, depuis Canton jusqu'au Yangtze et, de là, il se proposait de faire mouvement sur la capitale nationale, loin vers le nord. Shanghai se trouvait sur sa route, l'une des plus grandes villes du monde et le cœur même de la vie commerciale internationale de la Chine. Là vivaient les banquiers et les industriels dans la sécurité des concessions étrangères (ou suffisamment près d'elles).

Chiang avait besoin d'argent, de beaucoup d'argent, pour conserver le soutien de ses généraux, payer ses troupes et défendre sa faction au sein du parti nationaliste. Les banquiers de Shanghai étaient un gibier de choix, et ils le savaient. Mais pour être efficace Chiang devait les presser comme des citrons, pas les tuer ; il devait s'emparer de Shanghai avec un minimum de violence.

A cette époque, toutes les villes chinoises savaient à quoi s'attendre lorsqu'une armée non payée et indisciplinée pénétrait dans leurs murs, et Shanghai était la meilleure des récompenses.

Chen Yi fut alors très utile à Chiang Kai-shek. D'une part, il trahit son collègue, le général Sun Chuan-fang, d'autre part, on dit qu'il négo-

cia un accord satisfaisant avec les chefs de gangs les plus puissants de la pègre de Shanghai, permettant ainsi d'investir pacifiquement la ville. Les forces de Chiang traversèrent la province du Chekiang sans rencontrer de résistance et entrèrent dans Shanghai par la « petite porte ».

Les banquiers et les industriels de Shanghai, à la tête desquels se trouvait le groupe brillant de la famille Soong-Kung, devaient maintenant s'entendre avec Chiang. Ses rivaux, au sein du parti nationaliste, étaient en train de former un gouvernement de gauche à Wuhan, en amont du fleuve. Apparemment, Chiang passa un marché. En échange d'un soutien financier de grande ampleur, il accepta d'exclure les éléments de gauche et les communistes du nouveau « gouvernement de la révolution nationale ».

Le marché fut cimenté par un mariage entre Chiang et un « trésor caché » de la famille Soong, la belle Soong Mei-ling, alors âgée de vingt-six ans, la plus jeune sœur de T.V. Soong.

Etant donné que cet extraordinaire mariage-alliance est au cœur de l'histoire chinoise contemporaine et a eu un profond, bien qu'indirect, effet sur la Formose d'après-guerre, nous devons en dire ici quelques mots.

La très riche famille Soong s'était spécialisée dans les mariages brillants et avantageux. Celui de Soong Ai-ling avec H.H. Kung, un banquier fortuné, avait tissé un lien utile avec la plus ancienne et la plus conservatrice tradition de la Chine puisque Kung était reconnu comme le « soixante-quinzième descendant de Confucius en ligne directe ». Le mariage de Soong Ching-ling avec Sun Yat-sen, d'autre part, avait établi une relation avec le mouvement politique révolutionnaire de la Chine moderne. Ching-ling avait, en effet, épousé le « George Washington » de la Chine, objet d'un culte et révéré tous les lundis matin dans tout le pays comme le « père de la nation ». Maintenant – en 1927 –, la plus jeune fille, Mei-ling, liait par son mariage la famille Soong au jeune général le plus éminent du parti nationaliste. En conséquence, les organisations du parti et de l'armée du Generalissimo prirent soin des intérêts de la famille Soong-Kung à l'intérieur de la Chine, et les brillants représentants de la même famille firent prospérer les intérêts de Chiang Kai-shek à l'étranger – tout particulièrement aux Etats-Unis – avec un étonnant succès. H.H. Kung, T.V. Soong et les trois sœurs Soong étaient tous diplômés d'universités

américaines et, en tant que membres de la « famille chrétienne la plus représentative de Chine », ils devinrent les symboles, aux yeux des Américains, de tout ce qui pouvait et devait être fait pour évangéliser et transformer la Chine.

Après ce mariage fatidique à Shanghai – un mariage alliant l'ambition militaire et les meilleurs cerveaux de la finance – les membres de la famille de Mme Chiang s'assurèrent rapidement le contrôle de la vie économique de la Chine. Pendant que le Generalissimo parcourait le pays en tous sens avec de modestes succès en sa qualité de chef militaire, il dominait le gouvernement du parti nationaliste en tant que Tsungai ou « chef suprême », Duce ou Führer de la Chine.

La famille de Mme Chiang et l'économie chinoise 1927-1948

Frère T.V. Soong (Soong Tze-wen)	Beau-frère H.H. Kung (Kung Hsiang-hsi)
Ministre des Finances et vice-président du Yuan exécutif 1928-31	Ministre du Commerce et de l'Industrie 1927-30
Président en exercice du Yuan exécutif 1932-33	Ministre de l'Industrie 1930-32
Gouverneur de la Banque de Chine 1930-33	Gouverneur de la Banque de Chine 1933
Président du C.A. de la Banque de Chine 1935-43	Vice-président du Yuan exécutif 1933
Ministre des Affaires étrangères 1942-45	Ministre des Finances 1933-44
Président du Yuan exécutif 1945-47	Président du Yuan exécutif 1938
Gouverneur de la province de Canton 1947-49	Vice-président du Yuan exécutif 1939-45
	Conseiller du président Chiang 1948-

Un descriptif factuel, sous forme de tableau, permet de faire comprendre comment ce petit cercle familial concentrait le pouvoir entre ses mains. Les postes clés étaient les transports (les communications), la finance, l'industrie et les affaires étrangères, qui devinrent importantes lorsque l'occasion se présenta de manipuler l'aide étrangère mas-

sive dont le régime devint dépendant au cours de ses dernières années. Le Yuan législatif faisait les lois et le Yuan exécutif – l'administration civile – était chargé de les appliquer.

Un autre membre de la famille – Sun Fo – fut ministre des Finances de 1927 à 1928, ministre des Chemins de fer de 1928 à 1931 et, pendant seize ans (1932-48), il fut le président du Yuan législatif, l'institution chinoise qui faisait les lois. En 1948, il devint le président du Yuan exécutif, succédant ainsi à T.V. Soong. Des postes moins importants du gouvernement étaient tenus par des membres moins éminents de la famille.

Soong, Kung et Sun Fo appartenaient en même temps à toutes les instances supérieures du parti nationaliste et pouvaient donc exercer leur influence sur les nominations à tous les postes de l'administration.

Chen Yi fut rarement présenté comme un agent direct de la famille Soong, mais les faits suggèrent qu'une relation existait entre eux et que, pour des contreparties satisfaisantes, il prit soin des intérêts de la famille. La facilité avec laquelle Chiang s'empara de Shanghai en 1927 fit de ce dernier le débiteur de Chen. Une fois qu'il eut la ville totalement sous son contrôle, il le nomma directeur de l'arsenal de Shanghai, un poste lucratif, puis, peu de temps après, vice-ministre de la Guerre.

En 1932, les Japonais attaquèrent Shanghai, pensant qu'ils ne rencontreraient pas beaucoup de difficultés. A leur grande surprise, toutefois, ils se heurtèrent à la formidable résistance que leur opposa la 19e armée de route chinoise. Les Japonais arrêtèrent l'attaque et trouvèrent un arrangement avec Chiang. Des observateurs étrangers rapportèrent que la 19e armée de route était la force combattante la plus disciplinée et la plus efficace de toute la Chine, mais elle n'appartenait pas à l'une des organisations personnelles de Chiang et ses commandants ne faisaient pas partie de ses hommes-liges. Au lieu de les récompenser et d'utiliser la 19e armée de route dans ses futures campagnes, il ordonna sa dissolution. Les commandants refusèrent et se retirèrent dans les régions côtières, très accidentées, du Fukien. Devant cette situation, Chiang envoya Chen Yi comme gouverneur de la province du Fukien en lui donnant l'ordre d'éliminer les rebelles. Etant donné qu'elles étaient maintenant coupées de l'approvisionnement militaire dont elles avaient besoin, Chen n'eut pas trop de difficultés à briser les unités et, en temps opportun, à exterminer leurs commandants.

Chen Yi resta au Fukien pendant huit ans (de 1934 à 1942), durée considérable pour un poste de cette nature en Chine. Il avait de puissants protecteurs et jouait pour eux le rôle de « couverture » pour le commerce clandestin entre la Chine et le Japon, bien après que la seconde invasion japonaise de la Chine eut été lancée, en 1937. Des intérêts puissants à Shanghai faisaient des affaires avec des intérêts puissants au Japon. Ils étaient sous la protection de la marine impériale japonaise qui patrouillait le long des côtes chinoises depuis Shanghai, jusqu'à Hong Kong et Canton, au sud-est. (Il y avait un vieil accord sino-japonais garantissant, dans ce périmètre, les « intérêts spéciaux » du Japon). Les firmes britanniques, installées sur ces côtes, savaient parfaitement qu'il existait, avec le Japon, un commerce extensif et continu qui passait par les ports du Fukien. L'invasion de la Chine, en 1937, était un « incident » et non une « guerre déclarée ».*

Le collaborateur principal du gouverneur Chen pour l'administration des Finances était Yen Chia-kan, un personnage plein de charme, parlant doucement, qui est, aujourd'hui (1965), le Premier ministre de la Chine nationaliste.

Yen Chia-kan, habituellement connu sous le nom de K.K. Nyien, suivit Chen Yi au Fukien – ou y fut envoyé – en 1938. La 19e armée de route avait été anéantie et la province était sous le contrôle d'une administration très dure. Elle constituait une « porte de derrière » pour entrer en Chine, qui resta opportunément ouverte jusqu'en 1942. Le commerce avec le Japon était florissant et immensément profitable, mais pour le boutiquier ou le paysan moyen du Fukien, le « nécessaire socialisme d'Etat » de Chen Yi signifiait plutôt une sévère exploitation.

---

* Après 1937, la Chine ne cessa de demander aux Etats-Unis de faire « quelque chose » pour obliger le Japon à quitter la Chine et supplia qu'on lui accorde un soutien économique et qu'on lui fournisse des armes. Mais il n'y eut aucune déclaration de guerre contre le Japon jusque après Pearl Harbor et après que les Etats-Unis eurent eux-mêmes déclaré la guerre. Une déclaration formelle aurait gêné les considérables intérêts commerciaux chinois qui faisaient secrètement du commerce avec l'ennemi. Je me souviens de la colère d'un jeune ami japonais à Osaka (en 1939) lorsqu'il me dit qu'il venait de découvrir une correspondance, au sein de la firme pour laquelle il travaillait, faisant état d'un important accord privé selon lequel certaines firmes chinoises exportaient des soies de porc au Japon par le port de Foochow en échange de cargaisons d'armes légères et de munitions qui étaient expédiées en Chine. Le frère de mon ami venait d'être tué sur le front chinois.

Yen apporta son concours à Chen en tant que principal conseiller économique, occupant à tour de rôle les postes de commissaire à la Reconstruction, directeur des Impôts, commissaire aux Finances et président du directoire de la banque provinciale du Fukien.*

Chen Yi et sa maîtresse japonaise (la « Première Dame du Fukien ») entretenaient de cordiales relations avec les représentants navals du Japon en poste le long des côtes du Fukien. Quand, enfin, le Generalissimo lui ordonna de se retirer (en 1942), des dispositions furent prises pour que lui-même et sa maîtresse puissent quitter la province en emportant tous leurs avoirs personnels et sans interférence de quiconque avant que les forces japonaises ne prennent le contrôle de l'administration à Foochow. A Chungking, le général Chen devint secrétaire général du Yuan exécutif dont le vice-président était H.H. Kung. Un peu plus tard, Yen Chia-kan devint directeur des passations de marchés au sein du Conseil pour la production de guerre.

Les douteuses relations du gouverneur Chen avec l'ennemi auraient pu être tolérées au Fukien s'il n'avait pas développé la doctrine du « nécessaire socialisme d'Etat ». Il s'agissait d'un système complexe de monopoles d'Etat adroitement conçu pour drainer les richesses locales dans les poches des administrateurs, en en transférant juste assez au Trésor national pour satisfaire les fonctionnaires sur le parcours. C'est là que fut mis au point le système que Chen Yi introduisit plus tard à Formose et qui poussa les Formosans à la révolte.

Pendant la période où il en fut gouverneur, la province du Fukien fut systématiquement pillée. Des étudiants enflammés organisèrent des manifestations, des émeutes éclatèrent continuellement et Chen Yi réagit de manière impitoyable. La brutalité avec laquelle des étudiants furent torturés et tués au Fukien établit comme une sorte de record, même pour la Chine.

---

* Sa carrière ultérieure fut, brièvement, la suivante : directeur des passations de marchés au sein du Conseil pour la production de guerre (1945) ; commissaire pour les Communications au sein du gouvernement provincial de Taiwan (1945-46) ; président du directoire de la Banque de Taiwan (1946-49) ; membre du Conseil de gestion de l'aide des Etats-Unis (CUSA), Yuan exécutif (1948) ; ministre de l'Economie (1950) ; vice-président du CUSA (1950-57), Yuan exécutif ; ministre des Finances (1950-54) ; gouverneur de la province de Taiwan (1954-57) ; président du CUSA (1957) ; Premier ministre de la République de Chine (1963-).

J'observai à Washington que certains des plus ardents partisans de la « Chine d'abord » au sein du Département d'Etat étaient ébranlés par la nomination de Chen, ce qu'il avait fait au Fukien étant bien connu. Mais il était alors trop tard ; l'accord Chiang-Wedemeyer avait été conclu. Nous ne pouvions qu'attendre et voir ce qui allait se passer.

En Chine, l'annonce de cette nomination provoqua une extraordinaire explosion de critiques. La presse de Shanghai était remplie de commentaires outragés. D'importantes organisations du Fukien se joignirent à celles de Formosans expatriés à Chungking, Kunming, Kweiling, et Liuchow pour implorer le Generalissimo d'annuler la nomination. Des lettres ouvertes extrêmement acerbes furent adressées à Chen dans la presse, exigeant sa démission et prévoyant un désastre s'il prenait ce poste. Il y avait un profond sentiment sous-jacent d'incrédulité ; les Japonais étaient enfin vaincus et le gouvernement était allié au pays le plus puissant du monde, les Etats-Unis d'Amérique. Il y avait eu tellement de discussions sur l'avenir et les réformes. Et maintenant, voilà ce qu'on avait.

On lança l'accusation que Chen allait « faire le lit du fascisme à Taiwan, ce qui conduirait à une nouvelle guerre ». Ses crimes comme gouverneur du Fukien furent révélés avec un grand luxe de détails ; ils étaient horrifiants et, hélas, vrais pour la plupart. Les relations traîtresses de Chen avec les Japonais furent réexaminées ; il avait fait ouvertement du commerce avec l'ennemi, invitant le groupe Mitsui à investir des capitaux dans sa province et permettant à la Compagnie de chemins de fer de la Manchourie du Sud (qui était une compagnie japonaise) d'exploiter les mines et de gérer les ports du Fukien. Les monopoles commerciaux (le nécessaire socialisme d'Etat) avaient conduit à la faillite des milliers de petites entreprises commerciales. En 1935, Chen avait félicité les Japonais à Formose et quand la guerre survint, en 1937, on raconta qu'il exprima ouvertement l'opinion que la Chine ne pourrait pas résister plus de trois mois. Il avait arrêté des membres des Conseils politiques du peuple du Fukien (Fukien People's Political Councils) parce qu'ils protestaient et il avait mis à mort des quantités d'étudiants patriotes et anti-japonais qui exigeaient la fin du commerce avec l'ennemi et une résistance accrue dans la province du Fukien. Quand finalement les Japonais avaient atteint la ville de Foochow, Chen la leur avait cédée sans qu'un coup de feu ne soit tiré en

échange de la promesse qu'il serait libre de se retirer avec toutes ses richesses mal acquises et sa maîtresse japonaise.

Telles étaient les accusations publiques ; l'avenir de Formose paraissait sombre.

Chen Yi et le Generalissimo ignorèrent les protestations. Néanmoins, comme il avait l'habitude de le faire, Chiang prit grand soin de créer des instances de contrôle et des contre-pouvoirs au sein de la nouvelle administration. A tel ou tel poste, Chen dut accepter des collaborateurs qui ne faisaient pas partie de sa « clique de science politique » et des commandements militaires importants allèrent à des généraux qui n'étaient pas ses partisans. En théorie, l'autorité du gouverneur général était totale, mais, en pratique, il savait que des yeux inamicaux le surveillaient et qu'il aurait à partager le butin. Chen était avant tout un général politique ; avec la connaissance supérieure qu'il avait des richesses de Formose, il était en mesure d'offrir de magnifiques pots-de-vin, là où ils seraient nécessaires, pour acheter des soutiens à Chungking, et sur l'île on pouvait s'attendre à ce qu'il apaise ses rivaux et fasse taire ses critiques les plus importants en « leur remplissant les poches d'or ». Le menu fretin pouvait être fusillé.

Les combats de la guerre cessèrent à la mi-août, mais la reddition formelle n'avait pas encore eu lieu. Formose se trouvait dans une situation étrange et irréelle, comme suspendue entre deux mondes. La population de l'île avait constaté que les Etats-Unis avaient vaincu le Japon et elle se tournait donc vers le haut commandement allié.

Qu'allait lui réserver l'avenir ?

Deuxième partie

La prise de pouvoir par la Chine

III
La reddition à Formose – 1945

Formose dans l'incertitude

Le 15 août 1945, l'Empereur du Japon radiodiffusa un appel à ses sujets pour qu'ils « supportent l'insupportable », qu'ils acceptent la défaite, qu'ils obéissent aux forces alliées et qu'ils coopèrent avec elles.

A Formose, les Formosans l'écoutèrent avec passion et une attente optimiste de l'avenir ; les civils japonais avec un respect mêlé de crainte et de regret, auquel s'ajoutait parfois un profond soulagement. Mais, dans tout l'empire, des membres du haut commandement militaire japonais étaient amers et en colère. Spécialement à leur intention, l'Empereur (le 17 août) adressa une déclaration employant des termes soigneusement choisis pour suggérer qu'ils ne s'étaient pas rendus à la « Chine », mais à « Chungking », où les Chinois mais aussi les Américains avaient leurs états-majors.* La distinction était habile, elle n'était pas faite pour plaire aux Chinois et, à Formose, elle ne fut perdue ni pour les Formosans, ni pour les Japonais.

Les officiers japonais les plus hauts placés se réunirent immédiatement à Taipei pour examiner la situation. Quelle « attitude » devraient adopter les chefs militaires ? De jeunes officiers intransigeants refusaient de croire que l'appel radiodiffusé à la reddition était authentique, ou émettaient l'hypothèse que l'Empereur, parlant sous la contrainte, espérait secrètement qu'ils n'obéiraient pas. Il leur fallait combattre jusqu'à la mort. Des troupes comprenant 170 000 hommes, bien armés, bien nourris et reposés étaient là, pour défendre l'île. Ils étaient soutenus par 330 000 civils japonais qui, certainement, se réfugieraient dans les montagnes et ne se rendraient jamais. L'armée avait juré de ne jamais accepter la défaite. La situation n'était pas seulement insupportable – elle était impensable.

---

* Les mots précis étaient les suivants : « …Nous sommes sur le point de faire la paix avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique et Chungking » (« …Bei, Ei, So narabi-ni Ju-kei »).[1]

Pendant presque vingt-quatre heures, l'administration à Taipei connut de terribles débats. Le général Rikichi Ando, alors commandant en chef de toutes les forces militaires et chef de l'administration civile, s'en tenait fermement à une reddition pacifique. Une majorité de ses officiers acceptait la décision impériale. Quelques-uns firent leurs adieux et se suicidèrent.

Tokyo donna instruction au général Ando de se mettre désormais sous les ordres du général Okumura, commandant en chef des forces militaires japonaises en Chine. C'était la première indication formelle que Formose aurait maintenant à se tourner vers la Chine continentale, d'où émanait l'autorité.

A partir de ce moment, les habitants de l'île commencèrent d'adopter une attitude profondément émotionnelle à l'égard de la Chine, d'une part, et à l'égard des puissances alliées – Amérique et Grande-Bretagne –, d'autre part. Les Chinois allaient occuper Formose. Tokyo ne pouvait plus protéger les sujets de l'Empereur. Ce qui avait été le centre du pouvoir et de l'autorité pendant cinquante ans avait disparu en une nuit. Beaucoup de Japonais avaient de bonnes raisons de se rappeler et de regretter les jours anciens au cours desquels Formose avait été durement soumise – les jours et les années de l'administration brutale du général-gouverneur Sakuma, par exemple – et beaucoup se souvenaient des occupations plus récentes de Shanghai, de Canton, de Hankou, qui avaient suivi le viol de Nankin. Des Formosans âgés, pour leur part, avaient gardé un souvenir encore très vivace de la situation qui prévalait sous l'administration de la garnison chinoise à la fin du XIX[e] siècle. Tout le monde savait plus ou moins dans quel état se trouvait le continent et quelle était la réputation de l'armée chinoise.

Aussi un sentiment de profonde insécurité commença-t-il à se répandre dans l'île. La propagande japonaise avait dépeint les soldats britanniques et américains comme des monstres prêts à violer, à tuer, à piller, mais on n'en avait jamais eu la démonstration. Au contraire, les émissions de radio et les tracts des Alliés promettaient à Formose une nouvelle ère de paix et de bonne administration – au moins quelque chose de mieux que la vie sous l'autorité des Japonais.

C'est l'une des clés de notre dilemme actuel à l'égard de Formose ; nous avons constamment fait surgir des espoirs et fait des promesses que nous ne pouvions pas tenir.

A partir du 15 août, comme il n'était plus interdit d'écouter la radio sur ondes courtes, une véritable inondation de propagande américaine et de nouvelles mondiales se répandit sur Formose ; de la même façon, des retransmissions locales d'émissions diffusées au Japon couvrirent l'île. Cinquante mille postes de radio marchaient jour et nuit. On n'était pas dans une province intérieure de Chine, coupée des évènements du monde, mais dans une île frontière, qui écoutait les capitales mondiales. Toute annonce par le haut commandement allié et la moindre déclaration étaient décortiquées avec une profonde attention.

Etant donné notre manie, qui tient à notre état d'esprit, de tout produire massivement, Washington présuma que la propagande destinée à un peuple quelconque dans le monde était également valable pour un autre. Dans notre désir de rallier à nous les nations non communistes, Washington disait les mêmes choses et faisait les mêmes promesses à la Perse et au Pérou, à la France et à Formose. Tous ceux qui rejoindraient notre camp auraient la liberté, l'autodétermination et de plus hauts revenus. Trop de peuples dans le monde crurent que nous étions sincèrement prêts à garantir une telle utopie et à payer le prix pour qu'elle se réalise.

Les idéaux exposés dans la charte des Nations unies étaient considérés comme des promesses souscrites par les Etats-Unis. Les Européens, récemment libérés après des occupations temporaires, souhaitaient simplement revenir à leur statut d'avant-guerre et reconstruire, avec l'aide des Américains, leurs économies détruites. Les peuples colonisés d'Asie du Sud-Est exigeaient l'indépendance. Les Japonais, à ce moment-là, ne savaient pas à quoi s'attendre et appréhendaient ce qui allait se passer. Les Formosans étaient remplis de grands espoirs ; ils supposaient que puisque nous les avions libérés des Japonais nous allions les confier à une Nouvelle Chine, soutenue, guidée par les Etats-Unis et qui, grâce à eux, aurait sa place dans les affaires du monde. Ils savaient que Formose était beaucoup plus avancée que n'importe quelle province du continent en matière de développement ou de bien-être social, et ils attendaient impatiemment, et avec fierté et enthousiasme, de prendre leur part dans la construction d'un nouveau pays.

Peu de Formosans éduqués souscrivaient à l'image de la Chine telle que Mme Chiang Kai-shek, ou ses agents des relations publiques, la présentait, de manière si persuasive, au public américain, mais ils

comptaient fermement que Washington accepterait la responsabilité de l'arrangement qui allait maintenant être conclu. Leurs arguments étaient les suivants : la Chine avait survécu en tant que nation, grâce à l'aide américaine, et elle continuerait de dépendre des Etats-Unis pendant longtemps encore. Les Américains seraient les bienvenus s'ils aidaient la Chine à prendre le contrôle de Formose. Le soutien américain pour promouvoir le rôle de la Chine dans les affaires du monde était considéré comme la garantie qu'enfin les habitants de l'île accéderaient à une dignité et une égalité politiques et que Formose deviendrait la province modèle, en termes de modernité, une « province vitrine », sur la frontière océanique.

Dans la période qui va de 1937 à 1940, j'avais souvent discuté des aspirations des Formosans avec des amis à Taipei et, immédiatement après mon retour à Formose, en 1945, j'entendis plusieurs fois ces espoirs et ces attentes exprimés à nouveau. L'idéalisme de Wilson, après la première guerre mondiale, avait conduit (croyaient-ils) les Philippines voisines à la liberté; l'idéalisme de Roosevelt, disaient-ils, était inscrit dans la charte des Nations unies et conduirait très certainement à une vie nouvelle et meilleure pour les Formosans.

Les Japonais résidant à Formose avaient des raisons beaucoup plus immédiates d'espérer que les Etats-Unis prendraient part à la reddition formelle à Taipei. Leur présence pourrait être la seule garantie de leur sécurité. Ils avaient, au fond d'eux-mêmes, le sentiment que le Japon avait été vaincu par les Etats-Unis, avec un peu d'aide de la Grande-Bretagne. Ils considéraient les Chinois avec leur traditionnel dédain. Ils estimaient que leur propre expédition en Chine avait été un échec à cause du temps, de la distance et de l'« accident » malheureux de Pearl Harbor. Ils n'avaient pas été vaincus militairement par les Chinois. La victoire alliée était la conséquence de la technologie supérieure des Anglo-Saxons. Ils méprisaient Chiang et ils avaient toutes les raisons de craindre une occupation militaire chinoise. Beaucoup priaient pour que les Américains soient les premiers à apparaître.

Dans cet état d'esprit, les Japonais se préparèrent à l'« insupportable ». Un diplomate de carrière (Kazuo Moriya), ancien chef du département des Affaires étrangères dans le gouvernement de Formose, devint le président d'un bureau de liaison conjoint, établi pour représenter à la fois les services de l'armée et l'administration civile.

Parallèlement, un bureau pour les affaires civiles d'après-guerre fut créé pour enregistrer tous les biens japonais et pour représenter les intérêts civils des Japonais. L'armée et la marine japonaises créèrent chacune une unité pour comptabiliser les avoirs militaires, organiser la démobilisation et aider au rapatriement des officiers et des hommes.

La rumeur se répandit que certains officiers japonais intransigeants se proposaient de former un « Mouvement pour l'indépendance de Formose ». Le général Ando dénonça l'idée comme « une suggestion malveillante et dangereuse », les civils japonais les plus en vue s'en gaussèrent, mais les dénégations et les moqueries elles-mêmes contribuèrent à accroître l'état de tension qui partout prévalait.

Le général Isayama, chef d'état-major à Formose, s'envola pour Nankin, la première semaine de septembre, pour représenter le général Ando aux cérémonies officielles, en Chine, de la capitulation. Brusquement, le 9 septembre, le vénérable Lim Hsien-tang et quatre autres Formosans éminents reçurent un message surprenant du commandant en chef des armées chinoises, le général Ho Ying-chin, les invitant à représenter la population de Formose à Nankin, le jour du triomphe de la Chine.

A Nankin, il y eut des conférences derrière des portes closes, mais ce qui s'y dit ne fut pas publiquement divulgué. Des années plus tard (en 1952, à Tokyo), j'essayai de soutirer de Lim quelques explications sur cet interlude, mais il ne me dit rien de substantiel. La seule chose évidente était que les Formosans furent incités à présenter une requête à la Chine lui demandant d'accorder un statut spécial à Formose et de prendre spécialement en considération les Japonais résidents et leurs intérêts techniques et économiques, « de manière à assurer à l'île une prospérité ininterrompue ». On alléguait, sans preuves, que le général Ho voulait isoler Formose parce qu'il savait pertinemment que l'île serait un prix d'une grande valeur pour ceux qui la contrôleraient, au cas où le retrait des Japonais de Chine relancerait la guerre civile sur le continent. Tous les rivaux de Chiang auraient été ravis d'y avoir une base et Chiang, bien sûr, savait cela tout aussi bien qu'eux.

Pendant le mois de septembre, le gouvernement japonais par intérim à Taipei, qu'on considérait comme un « canard boiteux », fonctionna avec une remarquable efficacité. Des habitants de Formose se vengèrent, ici ou là, de policiers japonais locaux, qu'ils haïssaient à titre

personnel, mais ces actes de violence isolés ne furent pas très nombreux et aucun ne fut fatal. L'ordre public fut parfaitement assuré.

Les contrôles économiques restèrent en vigueur, ce qui permit de serrer la vis aux tendances inflationnistes. Les forces américaines qui se préparaient à entrer au Japon annoncèrent un taux de change fixe (quinze yens pour un dollar américain) pour tous les territoires de l'empire sous occupation, ce qui incluait Formose. Ceci incita de nombreux insulaires à échanger leur argent pour des biens en prévision de l'envolée des prix ; les produits rationnés ou réglementés furent remis lentement en circulation.

Il y avait une énorme volonté de se mettre à reconstruire. En transférant les forces de travail mobilisées pour la guerre à cette immense tâche de reconstruction, on put assurer de très hauts taux d'emploi. Les ingénieurs et les concepteurs de la « Commission pour l'aménagement de la ville » firent de nombreuses heures supplémentaires pour parfaire les plans de projets qui pourraient être entrepris dès que les décombres seraient nettoyés, les services publics restaurés et les maisons reconstruites. Les personnes évacuées revinrent dans la ville. Les chemins de fer se remirent rapidement à fonctionner et à respecter des horaires réguliers. Un effort majeur fut fait pour remettre en état les quais de Keelung et de Kaohsiung et les principaux aéroports.

Quand arriveraient les premiers Alliés ? Qu'exigeraient-ils ? Qui seraient-ils ?

Les libérateurs de septembre

Le 1er septembre, les premiers représentants des Alliés apparurent dans le port de Keelung, à bord d'un chasseur de sous-marins japonais qu'ils avaient réquisitionné à Amoy. Trois jeunes Américains débarquèrent, en compagnie de deux Chinois qui se donnaient du « colonel ». Ils étaient suivis d'une escorte de cuisiniers, de serviteurs, de gardes du corps et de spécialistes des communications. Deux jours plus tard, ils furent rejoints par un quatrième Américain, avec sa propre suite, qui arriva à bord d'une jonque chinoise.

Les quatre Américains se présentèrent comme l'avant-garde d'une « Equipe de contact pour les prisonniers de guerre » (Prisonners-

of-War Contact Team). Tous les membres du groupe, du colonel au cuisinier, étaient toujours lourdement armés et ne se déplaçaient que par deux. Dès le moment où ils débarquèrent, ils s'entourèrent d'une atmosphère de secret et de conspiration.

Les officiels japonais se hâtèrent d'accueillir ces premiers représentants des Alliés conquérants. L'incertitude plana sur cette première réunion, les Japonais ne sachant à quoi s'attendre et les nouveaux venus, dont on ne savait rien, ayant du mal à être détendus. Il devint vite évident qu'ils ne disposaient pas d'une grande autorité ; les Japonais, néanmoins, leur offrirent leur entière coopération.

Ils avaient besoin de logements et on leur en trouva un immédiatement. Le Manoir des prunes, la plus luxueuse maison de geishas de Formose, entièrement équipée, devint rapidement leur lieu de résidence.

Les Chinois prirent leurs quartiers dans une aile, réservée au « colonel Chang » et au « maire d'Amoy, Huang », des serviteurs et des cuisiniers s'installèrent dans les locaux prévus à cet effet et les gardes chinois, armés jusqu'aux dents, montèrent la garde autour de la maison.

Très attentifs, les Formosans et les agents de renseignements japonais surveillèrent tous les mouvements de cette étrange équipe. Les Américains allaient d'un côté et les Chinois de l'autre. Aucun ne manifesta autre chose qu'un intérêt distant pour les prisonniers de guerre.

Ils exigèrent de l'argent pour leurs dépenses locales. Après quelques discussions, les autorités japonaises les conduisirent à la Banque de Taiwan où trois millions de yens d'argent public furent transférés sur un compte spécial, ouvert à leur intention. Cette somme représentait alors l'équivalent de 200 000 $ au taux officiel et aurait dû être suffisante pour les besoins de tout le groupe ; pourtant, en deux jours, les deux tiers de ce dépôt avaient disparu, remis au mystérieux colonel Chang.*

Il fut vite établi que les Américains travaillaient en collaboration avec le redoutable « bureau d'Investigation et de Statistiques », ou BIS, du Generalissimo, connu des Américains en Chine, pendant la guerre, comme la « gestapo de Chiang » et placé sous les ordres du général

* Toutes les valeurs monétaires seront désormais exprimées en dollars américains (US$), à moins que cela ne soit précisé. Le dollar chinois (CNC$) et le yen de Taiwan (TY) seront indiqués si nécessaire.

Tai Li. Les enquêtes du BIS étaient renommées pour être quelquefois très brèves et faites à la pointe de la baïonnette. Sur le continent, le premier devoir de Tai Li consistait à éliminer les ennemis personnels et les critiques les plus influents de Chiang ainsi qu'à affaiblir l'opposition politique par des méthodes de terreur. Comme mesure de temps de guerre, le président Roosevelt avait approuvé un accord secret autorisant certains groupes de choc américains à travailler en étroite relation avec le BIS.

A Formose, les Américains servaient simplement de couverture aux activités – les « investigations » – du colonel Chang et du maire Huang, de Amoy. Ces derniers venaient examiner la situation politique locale, notant les noms et l'histoire personnelle de tous ceux qui s'étaient montrés suffisamment courageux pour exiger une participation au gouvernement local sous l'administration japonaise. Il serait bon de surveiller de tels individus. Ils s'intéressaient aussi aux Formosans riches qu'il vaudrait peut-être la peine de faire chanter, plus tard, en les accusant de « collaboration avec l'ennemi ».

Tandis que Chang et Huang menaient subrepticement leurs enquêtes, les jeunes Américains sillonnaient les marchés de Taipei, achetant d'énormes quantités de produits en boîtes, de tissus, d'alcool, d'allumettes et d'autres biens de consommation que Taipei avait en réserve. Pendant plusieurs semaines, le chasseur de sous-marins fit de nombreux voyages aller-retour entre Keelung et le continent, livrant sa cargaison aux marchés chinois de la côte, où l'on ne trouvait rien. Là, de tels produits d'usage courant atteignaient à l'époque des prix astronomiques. Quand les prix à Taipei commencèrent d'augmenter, les fonctionnaires japonais chargés du rationnement et du contrôle des prix protestèrent auprès des jeunes Américains, qui leur rirent au nez ; ils étaient des « Japs ennemis », et qui se souciait des Formosans japonisés ?

Le 5 septembre, une force navale américaine mouilla au large de Keelung. Des avions apportèrent des ordres pour la préparation d'une évacuation rapide de tous les prisonniers de guerre alliés. Des destroyers se frayèrent un chemin dans le port bloqué par les épaves et, en deux jours, environ 1 300 hommes furent embarqués dans des avions et envoyés d'abord à Manille. Un navire-hôpital britannique recueillit une centaine d'hommes trop malades pour être transportés par la voie aérienne.

Cette activité relevait d'une authentique autorité et faisait ressortir clairement le caractère équivoque de la mission si confortablement installée dans le Manoir des prunes.

Les dirigeants japonais attendaient des instructions sur les procédures de la reddition mais aucune ne vint du haut commandement allié, à Tokyo, ni de l'état-major des opérations en Chine, sur le continent. Formose était devenue une île perdue.

Le 10 septembre arriva une troisième députation américaine, un groupe de quinze personnes, officiers et soldats, qui venaient de Kungming par avion pour représenter le « bureau des Opérations stratégiques » (OSS - US Office of Strategic Services). Leur autorité n'était pas clairement définie, mais une fois encore, les Japonais surent faire preuve de la plus exquise hospitalité. Le groupe de l'OSS fut installé dans le Manoir des roses, une maison de geishas située à l'extérieur de la ville et qui ne le cédait qu'au Manoir des prunes pour l'élégance de ses installations. L'officier en chef du groupe, un commandant, n'avait aucune autorité pour traiter avec le gouvernement.

Les deux groupes, dont les emblèmes étaient les prunes et les roses, ne se voyaient pas fréquemment et toujours de manière strictement formelle.

Les nouveaux venus – l'équipe de l'OSS – n'exigèrent pas d'argent. Au contraire, c'était un groupe tout à fait légitime, mais il n'était pas autorisé à traiter avec les Japonais qui attendaient avec une grande impatience, dans l'étrange situation où ils se trouvaient, quelqu'un – n'importe qui – qui aurait cette autorité.

L'équipe de l'OSS vint avec beaucoup de produits pour faire du troc – des boîtes de conserve américaines, des cigarettes, de la bière, des vitamines et des comprimés d'Atabrine – qui avaient beaucoup de valeur et pouvaient être facilement échangés contre des renseignements. Très vite, certains membres de l'équipe se mirent à fureter dans tout Formose à la recherche d'informations politiques, et particulièrement sur tout ce qui concernait les communistes. Les Formosans qui parlaient un peu anglais et japonais, très désireux de se faire bien voir, commencèrent aussitôt à fournir la substance des notes envoyées à Washington par l'OSS. Etant donné que les véritables communistes étaient rares (ils étaient encore enfermés à double tour), les informations les concernant n'étaient pas très nombreuses.

Quand, plus tard, à Washington, je lus certains de ces rapports de l'OSS, je pus me rendre compte combien les informateurs locaux avaient fait preuve d'imagination pour suppléer aux déficiences de l'information – je pus même, dans quelques cas, identifier les informateurs grâce aux histoires qu'ils avaient racontées – et, en 1946, à Formose, des amis formosans aimaient encore à rappeler combien il était facile de se procurer un paquet de cigarettes ou une canette de bière en fabriquant une histoire pour l'OSS.

Bien des comptes personnels furent réglés de cette manière. Des informateurs, dont les dires n'étaient pas vérifiés, étaient heureux d'appeler l'attention sur des dissidents japonais ou formosans, qu'on avait étiquetés « communistes », « radicaux » ou « subversifs » sous l'ancien régime.

Dans certains cas qui méritent d'être notés, les Américains, comme je le découvris plus tard, se fiaient pour orienter leurs enquêtes à des rapports établis pendant la guerre, qu'ils avaient obtenus à Chungking et, parmi ces derniers, les plus notables étaient dus à la plume alerte et à l'esprit fertile de Hsieh Nan-kuang.

Un quatrième groupe américain arriva sur les talons de l'équipe de l'OSS, à la mi-septembre. Il s'agissait de l'« unité américaine de l'enregistrement des sépultures » (US Graves Registration Unit), compétente et sobre, commandée par un colonel. Ces hommes s'installèrent immédiatement dans une modeste maison privée, dans les faubourgs, et commencèrent leur triste et difficile travail. Leur tâche consistait à ratisser les montagnes et les plaines à la recherche des corps des aviateurs abattus et des tombes des prisonniers de guerre, récupérant leurs effets, identifiant les restes des avions, et rassemblant tous les documents sur ce qu'ils avaient trouvé.

Les Chinois prennent le pouvoir – avec un peu d'aide

Pendant six bonnes semaines, Formose resta dans l'expectative ; les leaders formosans coopérèrent avec les Japonais et les deux communautés poursuivirent la tâche écrasante consistant à déblayer les décombres et à remettre en marche les usines, les chemins de fer et le réseau électrique. Les marchés restèrent ouverts et il n'y eut pas d'interruption dans l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires.

Les policiers japonais – qui étaient devenus très polis – assuraient encore leur service. Mais les trois groupes américains qui se trouvaient maintenant sur l'île, commandés respectivement par un lieutenant de vaisseau, un commandant de l'OSS et un colonel de l'armée de terre, n'avaient aucune autorité pour parler au nom du gouvernement américain, de la Chine ou du commandement allié.

A Chungking, le général Wedemeyer était préoccupé par les énormes problèmes de la Mandchourie et de la Chine du Nord où les Russes avaient commencé de piller les usines et où les communistes chinois imposaient leur loi avec l'aide des Russes. Le transfert de Formose était une affaire mineure, un simple arrangement d'après-guerre. Néanmoins, Chiang et Chen Yi avaient besoin d'aide. La Chine n'avait pas de bateaux et très peu d'avions – et il fallait faire face à ces Japonais très disciplinés.

Très certainement, aussi bien le Generalissimo que Chen Yi se souvenaient des « insulaires en acier » qui avaient opposé une si dure résistance aux Japonais après 1895 – la « cage remplie d'animaux sauvages » qui devaient être dressés. Et il y avait là, en attente, des troupes japonaises, très disciplinées et bien reposées, fortes de 170 000 hommes.

Pour aider les Chinois, Wedemeyer créa, à Chungking, un « groupe de conseil militaire » (Military Advisory Group), relevant des Américains, le plaça sous le commandement d'un colonel vieillissant et lui ordonna d'aider à la préparation du transport des troupes chinoises sur l'île et au rapatriement des troupes japonaises. Je fus assigné à ce groupe, en tant qu'assistant de l'attaché naval auprès de l'ambassade américaine à Chungking, à laquelle je devais rendre compte. L'enquête stratégique sur Taiwan (Formose) réalisée par l'armée et les séries de manuels sur les affaires civiles réalisées par la marine (dont j'avais été, dans les deux cas, responsable de la publication) étaient la principale source de renseignements pour le groupe. Il apparut rapidement que les membres chinois du groupe trouvaient ces textes particulièrement précieux. Aucune source de données de cette ampleur – plus de 1 300 pages – n'existait du côté chinois.

Le 30 septembre (quarante-six jours après la reddition), un certain colonel Chang de l'armée de l'air chinoise fut amené à Taipei pour une brève évaluation de la situation. Il trouva les Japonais, non seulement dociles, mais prêts à favoriser l'établissement d'un gouvernement. Il

constata également que les différentes équipes américaines se contentaient d'effectuer leur travail et ne seraient pas un obstacle. La situation semblait suffisamment sûre.

Le 5 octobre, une « équipe préparatoire » s'envola donc pour Formose. Le chef nominal de la mission était le général de division Keh King-en, avec son état-major et une escorte d'une centaine d'officiers et de soldats américains, le dénommé « groupe de conseil ». Quelques jours plus tard, environ 1 000 gendarmes chinois les rejoignirent – un « corps pour la préservation de la paix » qui traversa le détroit de Formose à bord de bateaux japonais réquisitionnés et commandés par des Américains.

Dans son premier discours public, le général Keh donna instruction aux Japonais de « continuer de se livrer à leurs occupations habituelles », fixa au 25 octobre la date des cérémonies de reddition, puis laissa entendre ce que serait l'occupation chinoise de Formose.

Formose (dit-il) est un « territoire avili » et les Formosans « un peuple avili ». L'île était « au-delà des frontières » *(kuan wai),* au-delà de ce qui constituait la véritable civilisation chinoise.

Les Formosans remarquèrent cette bruyante réminiscence du XIXe siècle mais ses glaçantes implications se perdirent dans l'euphorie générale avec laquelle chacun avait accueilli la fin de la guerre et le commencement d'une nouvelle période. L'autodétermination était à portée de main. Les choses allaient être rapidement redressées sur le continent, avec l'aide des Américains. Les vastes propriétés japonaises allaient être confisquées pour être redistribuées aux Formosans. Des dizaines de milliers d'hectares de bonnes terres, expropriées par les Japonais depuis 1896, des usines qui avaient été bâties et n'avaient fonctionné que grâce au travail imposé aux Formosans, des entreprises commerciales qui avaient fourni aux Formosans ce dont ils avaient besoin par l'intermédiaire des monopoles tenus par les Japonais, tout cela – et bien d'autres choses – reviendrait maintenant au gouvernement formosan et à la population. A tout le moins le pensaient-ils.

Il est difficile de décrire avec des mots l'atmosphère d'attente et d'espoir qui enveloppait l'île. Ce n'était pas seulement la fin de quatre ans de guerre mondiale ou de huit ans de guerre en Chine ; c'était la fin de cinquante années d'humiliation. Les boursouflures du général Keh, destinées à lui sauver la face, pouvaient être ignorées, parce qu'il était

évident pour tout le monde que les Chinois dépendaient entièrement des Etats-Unis. Keh et son « corps pour la préservation de la paix » n'étaient arrivés à Formose que grâce aux avions et aux bateaux américains, ils se déplaçaient dans des jeeps américaines et les gardes qui les entouraient étaient équipées d'armes américaines.

Tout ce qui adviendrait par la suite serait désormais attribué par les Formosans à la politique américaine

Des éléments de la septième flotte des Etats-Unis escortèrent des bateaux de troupes à Keelung et Kaohsiung, le 15 octobre. A bord, se trouvaient les 62e et 70e divisions de l'armée nationaliste chinoise, qui comptaient un peu plus de 12 000 hommes. Les militaires chinois avaient une conscience aiguë de la présence de troupes japonaises concentrées à l'intérieur de l'île, quelque part, près des ports.

Ils refusèrent catégoriquement de débarquer. A Keelung, des officiers chinois supplièrent des Américains étonnés d'envoyer une unité en avant-garde – une unité américaine, bien sûr – le long des vallées étroites conduisant à Taipei, située à environ 25 kilomètres. Les officiers chinois avaient entendu dire que des escouades-suicide de Japonais désireux de se venger rôdaient dans les collines. Ce ne fut qu'après une acerbe dispute qu'ils furent forcés d'accepter leur sort et de débarquer. A Kaohsiung, les Américains, impatients de vider les bateaux, durent menacer les troupes de les faire descendre de force avant que celles-ci, extrêmement réticentes, ne se résignent à « s'aventurer dans la tanière du tigre ».

C'était un commencement qui préjugeait mal de la suite, d'autant que les Formosans étaient témoins de ces incidents. Ces histoires furent immédiatement colportées et même embellies. Les Formosans, le long du parcours, se moquèrent des troupes chinoises, désordonnées, sales et sans discipline. Il était évident, disaient-ils, que ces « vainqueurs » ne s'aventuraient à Formose que parce que les Etats-Unis se tenaient entre eux et les Japonais, qu'ils redoutaient.

Bien des conséquences funestes et des tragédies individuelles trouvèrent leur source dans ces expressions ouvertes de mépris ; les Chinois du continent avaient perdu la face, qui est plus chère que la vie elle-même.

Une affaire de « face » à Taipei

Au lever du jour, le 23 octobre, un avion américain s'envola de Chungking pour Shanghai, transportant le gouverneur général Chen Yi et sa suite officielle. Avaient pris place dans l'avion la maîtresse japonaise, plutôt enveloppée, du général, ses gardes du corps, des secrétaires, des interprètes et des officiers. Le commissaire Yen Chia-kan n'était pas là, mais dans les dernières heures de la nuit sa femme était montée à bord sans autorisation, avec ses six enfants et d'énormes bagages. Elle refusa obstinément de descendre. Elle souhaitait désespérément quitter la lugubre Chungking et elle voulait un passage gratuit pour Shanghai. L'avion était surchargé mais on trouva finalement une place pour le chef du groupe de conseil de l'armée américaine et pour moi-même, l'attaché naval adjoint. C'était un avion américain mais, de manière évidente, il transportait une cargaison excessive.

Nous restâmes à Shanghai pendant la nuit, après avoir déposé les femmes, les enfants et les bagages. Pendant les festivités de la « victoire », au cours de cette même nuit, j'attirai la flatteuse attention d'un individu grisonnant et élégant, en vêtements civils, qui se présenta comme l'« amiral S.Y. Leigh ». On me dit plus tard que c'était Li Tsu-i, un des membres du groupe chargé de prendre soin des affaires de T.V. Soong à Shanghai pendant toute l'occupation japonaise. Je devais le revoir à Formose à de très nombreuses reprises.

Ses agents rapportèrent à Chen Yi qu'une crise mineure avait déjà éclaté à Taipei entre les militaires chinois et les Américains. Il s'agissait une fois encore d'une question de face.

Le général Keh avait constaté que les chefs de l'armée japonaise étaient disposés à transférer les terrains, les immeubles, les équipements et les réserves de vivres à l'armée chinoise, et les officiers de la marine japonaise étaient prêts à abandonner leurs propriétés à la marine chinoise, qui n'existait alors que sur le papier et sur les fiches de paye du gouvernement. Mais les Japonais n'avaient pas de force aérienne indépendante, aussi n'y avait-il aucun bien disponible susceptibles d'être transféré aux forces aériennes chinoises, qui, des trois forces militaires, était la plus moderne et la plus choyée.

Les officiers de la force aérienne chinoise (FAC) à Taipei en furent très mécontents. Pour remédier à ce manque, ils affichèrent simple-

ment une note selon laquelle la FAC allait immédiatement prendre physiquement possession du quartier nord de la ville de Taipei, situé près de l'aéroport – un énorme espace urbain – et de centaines d'hectares dans les faubourgs et les zones rurales voisines. Tous les résidents reçurent l'ordre de quitter les lieux dans les quarante-huit heures.

Les forces aériennes auraient peut-être pu agir de cette manière à l'intérieur de la Chine parmi une population paysanne illettrée, inorganisée et incapable de s'exprimer. Ici, elles estimèrent que Formose constituait un territoire ennemi ; le général Keh n'avait-il pas lui-même dit que les Formosans étaient un peuple avili et « non chinois » ?

A Taipei, ces jeunes officiers arrogants se heurtèrent à une immédiate et bruyante opposition. Le général Keh fit semblant d'être étonné par ces protestations. Les Formosans vinrent en grand nombre pour en appeler à sa médiation et à celle de son entourage d'officiers américains. Les Américains prévirent des troubles ; ils avaient déjà eu leur content de l'arrogance des forces aériennes chinoises et ils ne pouvaient que constater l'injustice flagrante de cette outrageante confiscation. Ils conseillèrent de rapporter rapidement l'ordre des forces aériennes. Le général Keh s'arrêta à un compromis ; il refusa aux colonels de la FAC l'espace urbain convoité, qui était très peuplé, mais leur laissa temporairement le contrôle de vastes terrains dans les faubourgs et les zones rurales.

Contrariés dans leurs plans, les jeunes officiers dénoncèrent très haut, et avec colère, une « immixtion américaine ». Leur porte-parole déclara violemment qu'il « ferait partir tous les Américains de Taiwan en courant – et en utilisant ses armes s'il le fallait ! ».*

C'est dans cette déplaisante atmosphère que commença l'occupation conjointe sino-américaine de Formose.

---

* Le lieutenant-colonel Lin Wen-kwei a présenté les choses de manière différente. Se vantant d'avoir été le premier jeune officier à devenir le secrétaire particulier du général Chennault, et notant qu'il ferait désormais partie de la délégation chinoise à l'ONU, Lin écrit :
« ...Je fus nommé officier commandant le CAV (China Air Volunteers) avec instruction de prendre Formose avant que l'armée et la marine chinoises ne pussent débarquer. Après que j'eus créé le premier quartier général du CAV à Formose et pris les dispositions nécessaires pour que nos troupes pussent débarquer (l'armée et la marine chinoises débarquèrent deux mois après que j'eusse pris Formose), je commençai par recevoir les forces armées des Japs à Formose. Je travaillai très dur pendant six mois... »[2]

Dès le départ, les problèmes de face irritèrent les Chinois nationalistes. Il était clair pour tout le monde – en incluant les Formosans – que les nationalistes étaient totalement dépendants des Etats-Unis. Ils arrivèrent dans l'île à bord de transports américains et les armes et les approvisionnements américains leur permirent de s'y maintenir. L'incident concernant les forces aériennes établit un précédent suivi de beaucoup d'autres de même nature.

Je suppose que, lorsque le Général Chen Yi était encore à Shanghai, on lui raconta que les Japonais et les Formosans se moquaient ouvertement des troupes chinoises, qui débarquaient avec hésitation et en grand désordre. Plus grave encore, les Formosans acclamaient les Américains comme leurs « véritables libérateurs ».

L'indifférence des Américains à l'égard de l'importance de Formose fut illustrée par la manière désinvolte avec laquelle nous fûmes envoyés pour participer aux cérémonies de la reddition à Taipei. Le matin du 24 octobre, alors que j'étais debout près de l'avion qui devait nous emmener, prêt à monter à bord, le pilote américain vint vers moi sans se presser, sortit une carte et me demanda si je pouvais lui préciser à quelle extrémité de l'île nous devions atterrir et sur quel terrain. On lui avait simplement ordonné de « transporter une bande de Chinetoques à Formose ». Il fut surpris de voir que deux officiers américains étaient à bord.

Notre vol se déroula sans incident. C'était un magnifique jour d'octobre. J'étais à l'avant, dans le cockpit, lorsque nous survolâmes l'estuaire de la Tamsui, fîmes un tour au-dessus de la ville et descendîmes vers le terrain de Sungshan. La foule était alignée des deux côtés de la route principale conduisant à l'aéroport, et des drapeaux étaient agités dans l'aérogare.

Du moment où notre avion toucha le sol à Taipei, Chen Yi et ses hommes firent tout ce qu'ils purent, en toutes circonstances, pour abaisser les Etats-Unis dans l'estime publique.

Un grand défilé avait été organisé à l'occasion de l'arrivée du gouverneur général. Les Formosans les plus en vue étaient présents pour accueillir le général, les fonctionnaires étaient alignés avec leurs bannières respectives et des centaines d'enfants des écoles avaient été amenés pour acclamer les « libérateurs ». Ils avaient attendu plusieurs heures sous le soleil.

Quand Chen eut passé les troupes en revue et eut été dûment salué par les membres de l'« équipe préparatoire », on se dirigea vers les voitures. Le général Chen, tout naturellement, se mit près de la tête du cortège, les officiers américains les plus gradés le suivant d'assez près, mais notre propre escorte de police avait disparu, luttant désespérément pour se faire une place le plus près possible de la voiture du général. D'autres Américains du groupe de conseil et les Américains qui avaient transporté Chen depuis Chungking en passant par Shanghai furent abandonnés, durent trouver eux-mêmes leur chemin et furent relégués dans la quatorzième et dernière voiture du cortège.

La voiture du général Chen se mit en marche et, au fur et à mesure qu'elle progressait vers la ville, les enfants des écoles et les fonctionnaires agitaient leurs drapeaux et criaient : « Banzai ! », trois fois. Mais lorsque les Américains apparurent enfin, fermant le défilé, il y eut une longue explosion d'applaudissements et d'acclamations.

En chemin, notre véhicule, en très mauvais état, tomba en panne et dut être abandonné. La foule trouva cet incident très amusant, nous entoura, joyeuse et excitée, et poussa la voiture sur le côté de la route. Le temps qu'une autre voiture soit trouvée pour nous conduire en ville, le général Chen et sa suite avaient disparu depuis longtemps.

Le colonel pensait que tout cela était typiquement chinois (« Qu'attendiez-vous d'autre ? »), mais je voyais dans ce petit incident – mesquine et inutile discourtoisie officielle – un désir de faire en sorte que les Américains perdent la face chaque fois que cela serait possible.

La reddition officielle – 25 octobre 1945

Les militaires qui étaient venus pour contrôler le rapatriement des forces japonaises étaient à peine conscients qu'ils étaient les témoins de la fin d'une remarquable période et du commencement d'une nouvelle ère, pleine de dangers, pour les intérêts américains en Chine et en Asie.

Seuls quelques membres du groupe de conseil de l'armée américaine furent invités pour assister aux cérémonies et, par chance, une mission présidentielle itinérante chargée d'une enquête économique vint à Formose pour un jour de détente et de repos. Tous les membres de la mission avaient d'impressionnantes cartes de visite sur lesquelles apparaissait « Maison-Blanche, Washington, D.C. » comme leur adresse

officielle. Edwin J. Locke, Jr., chef de cette étrange mission et son collaborateur, du ministère du Commerce, Michael Lee, vinrent à l'auditorium public pour les cérémonies de la reddition.

Le général Chen Yi était en terrain connu puisque, dans ce même immeuble, il avait participé, en 1935, à la célébration du quarantième anniversaire de la souveraineté du Japon sur Formose et c'était aussi là qu'il avait félicité les Formosans de la chance qu'ils avaient d'être des sujets japonais.

A cette seconde occasion, le discours de Chen Yi en chinois devait être radiodiffusé, avec une traduction immédiate en anglais. On me demanda de contrôler le texte anglais et j'appelai poliment l'attention du traducteur sur le fait que, bien que le discours saluât le triomphe de la Chine qui avait défait le Japon et recouvré Formose, il n'était fait nulle part mention du rôle joué par les Etats-Unis dans cette affaire. Avec quelque hésitation, on introduisit une phrase dans la version anglaise, reconnaissant la participation américaine.

Le général Rikichi Ando signa et mit un sceau sur les documents de la reddition.

Ce jour fatidique se termina par des festivités, des feux d'artifice et un grand défilé. Les célébrations se poursuivirent pendant une semaine. Des soldats chinois érigèrent des arcs de triomphe sur les principales avenues de la ville, abattant les arbres des jardins les plus proches pour fournir la décoration du cadre, faite de feuilles. Longtemps après, ces arcs délabrés restèrent sur les avenues et quand ils tombaient, les trous béants qu'ils laissaient dans le macadam nous rappelaient ce jour de triomphe.

Le général Ando fut mis aux arrêts, conduit à Shanghai pour y être jugé comme criminel de guerre et là, dans sa prison, se donna la mort.

IV
Américains en uniformes

L'image des Etats-Unis : le « pays de Dieu »

Beaucoup de Formosans réfléchis accueillirent la reddition avec une profonde émotion – un mélange d'exaltation, de soulagement et d'une extraordinaire attente du mieux à venir. Entre la première et la deuxième guerre mondiale, les leaders intellectuels les plus influents de Formose avaient parlé d'autodétermination, de gouvernement autonome dans le cadre de l'empire japonais. Maintenant le rêve allait se réaliser, et même au-delà, puisque ce serait l'autodétermination dans le cadre de la « Nouvelle Chine », grâce au gouvernement des Etats-Unis et au peuple américain.

Les Etats-Unis étaient quelquefois appelés le « pays de Dieu ». Nulle part au monde, le prestige américain était plus élevé – et, de la même manière, nulle part, depuis, la désillusion a été aussi vive et aussi amère.

On doit se souvenir que la population de Formose savait beaucoup plus de choses sur les Etats-Unis que les Américains n'en savaient sur Formose. Il y avait un taux d'alphabétisation élevé, une presse diversifiée et quelque 50 000 postes de radio, beaucoup d'entre eux appartenant à des communautés publiques. Juste avant la deuxième guerre mondiale, les nouvelles concernant les Etats-Unis venaient immédiatement après celles qui concernaient le Japon dans la presse quotidienne et bien avant celles relatives à la Chine et au reste du monde. Je me souviens, par exemple, que pendant la campagne présidentielle de 1936, les journaux de Taipei avaient publié des cartes des Etats-Unis montrant les divisions électorales et les prévisions de vote. Dans les écoles publiques, Lincoln et Washington étaient les héros des manuels scolaires et, parmi certains Formosans plus âgés et conservateurs, les idées de Woodrow Wilson sur l'autodétermination comme un droit des minorités étaient les paroles d'Evangile du Mouvement pour l'autonomie. De jeunes Formosans dans les lycées parlaient souvent de la « chance » des Philippines d'être une possession des Etats-Unis.

Notre propagande du temps de guerre s'infiltra à Formose grâce à des postes récepteurs clandestins disséminés çà et là, et à des millions

de tracts, jetés d'avion après 1944, sur lesquels était imprimés notre engagement de libérer l'île, le texte des « quatre libertés fondamentales » et les promesses du Caire.

Au moment de la reddition, les Etats-Unis étaient tout-puissants. Washington avait pris le parti de la Chine devant le monde entier et soutenait le Generalissimo. Tous les yeux étaient fixés sur ce que les Américains allaient faire.

Les Etats-Unis montrèrent plusieurs visages à Formose en 1945 et 1946; il y avait les représentants militaires, le groupe consulaire, l'équipe de l'UNRRA (Administration des Nations unies pour l'aide et la reconstruction – United Nations Relief and Rehabilitation Administration), les missionnaires, et les divers visiteurs qui allaient et venaient, chargés de missions spéciales ou pour faire des affaires.

Il faut préciser que l'homme de la rue, à Formose, ne faisait aucune distinction entre les citoyens américains et les citoyens de nombreux pays qui composaient le groupe de l'UNRRA ou les missionnaires espagnols, canadiens, britanniques et américains. Tous parlaient anglais, ils devaient donc tous être « américains ».

Au fil du temps, l'image des Américains fut un peu écornée. L'épidémie de choléra de 1946 ainsi que la rébellion et les massacres de 1947 firent émerger des individus héroïques mais il y eut aussi des lécheurs de bottes et des voleurs, et même un sadique avéré, pour donner un parfum trouble aux histoires qu'on raconte après le travail.

Il y avait toujours, aussi, le comportement imprévisible des visiteurs d'un jour qui abandonnent leurs bonnes manières quand ils mettent le pied dans un pays étranger. Certains d'entre nous n'oublieront pas le jour où un membre du Congrès, très connu, se baladant en Asie, fut conduit à Keeling pour une visite touristique. Voyant, en chemin, une foule participant à des obsèques, il insista pour entrer sans y être invité dans la maison où elles avaient lieu; il avait toujours entendu parler des funérailles et des cercueils chinois, dit-il, et il voulait assister à une telle cérémonie.

Les Américains en uniforme, objets de tous les regards

L'« image militaire » était celle que les Formosans voyaient en premier. Inévitablement, le comportement des Américains en uniforme

était comparé à celui des soldats japonais et chinois. Bien avant la reddition, les Formosans avaient noté l'absence de soldats chinois dans les longues files de prisonniers alliés hagards, amenés dans l'île, qu'on montrait en spectacle dans les camps qui leur étaient réservés et qui travaillaient à des projets publics. Plus de 600 aviateurs s'étaient écrasés sur les montagnes et dans les champs de Formose, d'autres étaient venus par la mer après le naufrage de leurs bateaux – mais aucun Chinois ne se trouvait parmi eux. Est-ce que les Japonais avaient immédiatement fusillé tous les Chinois prisonniers de guerre ? Ou est-ce que très peu de Chinois avaient pris part aux attaques le long des côtes chinoises, en mer et dans les airs, au-dessus de Formose ?

Les Formosans se livraient à des commentaires sur cette « évidence » que Formose avait été libérée par les Alliés occidentaux et non par les nationalistes chinois dont ils avaient tendance à rabaisser les vertus militaires. Ils ne cachaient pas leur aversion pour les troupes indisciplinées et dépenaillées de la garnison nationaliste.

Les GI américains à Formose offraient un contraste marqué. Tous les jours, les Chinois nouveaux venus constataient avec évidence la popularité des officiers américains, mais même également des simples soldats (GI). Les Formosans ne faisaient aucun effort pour cacher leurs préférences. Les Américains, de leur côté, eurent assez vite de nombreuses occasions de manifester leur mépris pour la racaille que nos bateaux et nos avions déversaient sur l'île et de montrer leur sympathie pour les Japonais et les Formosans qui devaient supporter les soldats chinois en maraude.

Tout naturellement, cette situation provoquait la colère des nationalistes. Leur perte de face était intolérable. La menace du colonel de l'armée de l'air de « faire partir de l'île, en courant, tous les Américains » et la petite discourtoisie à l'aéroport, le 24 octobre, étaient de légers indices d'un ressentiment émotionnel très profond. Malheureusement, les officiers qui commandaient le groupe de conseil ne pouvaient pas comprendre ou ne cherchaient pas à comprendre l'importance de la face en Orient, ni ne se rendaient compte que le groupe faisait, à tout moment, l'objet de la plus étroite surveillance. A cette époque, les Formosans n'avaient d'yeux que pour les Etats-Unis.

Avec la tolérance amusée du « grand frère », l'officier, chef du groupe, conclut que nous travaillions avec des gens plutôt puérils ; si les Chinois

étaient suffisamment stupides pour prétendre qu'ils avaient « gagné la guerre », cela n'avait pas beaucoup d'importance. Après tout, Formose serait leur affaire à l'avenir, nous savions très bien comment ils avaient été amenés sur l'île, et nous n'allions pas rester ici très longtemps.

Nos difficultés à nous loger chez l'habitant illustraient également le problème ainsi que la facilité avec laquelle les Américains étaient prêts à céder devant leurs « petits frères ». Les Américains ignorèrent ces difficultés – une gêne temporaire ; les Chinois nouveaux venus, de leur côté, manipulèrent la question du logement de manière à rendre manifeste, aux yeux de tous, leur mépris envers les étrangers et leur ingérence.

L'équipe avancée avait passé vingt jours à préparer l'arrivée du gouverneur général et de sa suite. Pendant cette période, des généraux, des colonels et des fonctionnaires civils du nouveau régime, venus du continent, avaient revendiqué un grand nombre d'importantes propriétés. Certaines étaient des résidences attachées à des départements du gouvernement ou à de grandes entreprises. D'autres étaient de belles demeures privées.

De mon point de vue « impérialiste », j'estimais que les circonstances justifiaient et requéraient que des logements adéquats soient mis à la disposition des représentants des Etats-Unis. Il existait des dizaines de grandes maisons confisquées, occupées illégalement, qui auraient pu devenir le quartier général, digne et temporaire, du groupe de conseil militaire et des locaux adéquats pour une implantation américaine permanente à Taipei en attendant la réouverture, quand le temps serait venu, d'un consulat sur l'île.

Mais les officiers américains ne firent aucune suggestion et n'exigèrent rien, acceptant sans un murmure ce qui leur était assigné. Le colonel commandant en chef et son chef d'état-major furent correctement logés dans la résidence officielle de la Banque de Taiwan, spacieuse, bien entretenue et – comme la Maison des prunes – complètement meublée. Mais les personnels travaillant effectivement pour le colonel (les lieutenants-colonels et les commandants qui avaient tellement irrité l'armée de l'air chinoise) se virent attribuer des locaux dans les bureaux d'une compagnie d'ananas. Il est vrai que le gouvernement américain avait, il y avait longtemps, loué ce bâtiment pour en faire son consulat et l'avait utilisé à ce titre mais, même alors, il n'était pas adapté à cette fonction. Pendant la guerre, il avait été modifié. Main-

tenant, les officiers dormaient dans la vieille cuisine, située à l'étage, et partageaient des toilettes extérieures avec les serviteurs. D'innombrables parasites se rassemblaient pour lorgner les étrangers et soutirer des produits alimentaires. Notre médecin, un commandant du corps médical, appelait l'endroit une « porcherie », mais puisqu'il s'agissait de locaux provisoires et que les hommes passaient le plus clair de leur temps libre dans les hôtels des sources chaudes, situés à l'extérieur de la ville, le problème n'était pas très sérieux. D'un point de vue chinois toutefois, nous n'avions vraiment que « peu de face ».

Les hommes enrôlés étaient cantonnés dans des casernes à l'extérieur de la ville, libérées par les prisonniers de guerre. Les jeunes officiers se sentaient confortablement chez eux dans un hôtel-restaurant, épargné par les bombardements, situé en pleine ville, qui n'était pas aussi luxueux que le Manoir des prunes ou celui des roses, mais qui leur servait une excellente cuisine.

Les relations entre les militaires américains et les organisations militaires nationalistes étaient officiellement polies, mais tendues, et une série d'incidents très déplaisants, en dehors du travail, ne laissa aucun doute sur le fait que notre présence était jugée extrêmement importune par les hommes de Chen Yi. En une occasion, par exemple, un groupe de jeunes officiers chinois, enhardis par l'alcool qu'ils avaient consommé, s'attaquèrent, à minuit, aux portes des locaux des officiers américains, situés en ville, cherchant la bagarre et menaçant de « tirer sur l'immeuble ». Par deux fois, au moins, des camions militaires chinois essayèrent délibérément, dans les environs de la ville, de pousser des jeeps américaines hors de la route montagneuse et tortueuse conduisant à Grass Mountain.*

A Keelung, un jour, j'accompagnais un capitaine du bureau de Renseignement de la marine à Washington, qui était en visite à Formose, lorsque notre route fut bloquée par un officier chinois nationaliste qui

* N. du T. : « Grass Mountain » est la traduction anglaise de 草山 (tsao shan), nom local du petit massif montagneux volcanique (culminant à 1 120 mètres d'altitude), sur la bordure nord de la ville de Taipei. Certains faubourgs résidentiels sont maintenant situés sur le flanc sud de ce massif qui comporte de nombreuses sources chaudes.
Chiang Kai-shek lui donna, en 1950, le nom de Yangmingshan, en l'honneur de l'érudit Wang Yangming, de la dynastie Ming. C'est sous ce nouveau nom que ce massif est aujourd'hui connu.

refusa de bouger, jura, brandit le poing et se livra à toute une comédie pour attirer l'attention de la foule et se donner de la face. Il décampa rapidement lorsque nous commençâmes à sortir de la jeep. La foule applaudit.

Les épanchements de gratitude à l'égard des Américains étaient quelquefois embarrassants. Juste après les cérémonies de la reddition, je marchais dans la campagne, pas très loin de Taipei quand je vis un enfant courir dans les champs pour avertir sa mère. Elle se dépêcha de venir près du talus, en contrebas de la route, avec ses filles. Grimpant à quatre pattes jusqu'à la route et enlevant leurs chapeaux de paille, elles s'inclinèrent à de nombreuses reprises, m'appelant « Amerika-san ! Amerika-san ! » – « M. Amérique » – et me remerciant, en japonais, « pour ce que l'Amérique avait fait ».

Un autre jour, pas très loin de là, je passais près d'une maison à moitié en ruine et d'un temple familial, qui me paraissaient clairement appartenir à un riche propriétaire terrien. Un homme âgé en sortit en hâte, me pria de prendre une tasse de thé et offrit de me montrer le temple et la maison. Les destructions avaient été le fait d'une bombe américaine qui avait manqué sa cible réelle, située non loin ; un membre de la famille avait été tué mais il n'y avait chez eux aucune amertume. On ne pouvait rien y faire ; grâce aux Américains, me dit mon hôte, Formose était maintenant libre et pouvait être rendue à la Chine. Il insista pour que j'accepte une belle tuile vernissée qui était tombée du toit du temple en souvenir de l'heure que nous avions passée ensemble et comme une marque de la gratitude de la famille.

Quelques semaines plus tard, je grimpais des milliers de marches pour visiter à nouveau un temple taoïste, perché dans les collines, pas très loin de la ville. Je connaissais bien ce temple avant la guerre. Au pied de la montagne, je fis une pause pour boire une tasse de thé et parler avec des villageois hospitaliers. Comme je poursuivais mon chemin, plusieurs porteurs avec des palanches sur l'épaule et des paniers aux extrémités, me dépassèrent en souriant et en s'inclinant, sans ralentir leur pas rapide et balancé. Arrivé au temple, je vis qu'on faisait des préparatifs pour une fête. De la nourriture, envoyée du village, était exposée pour m'être offerte en signe de bienvenue. Avant que je fusse servi, le prêtre principal me demanda de me tenir debout devant l'autel. Avec d'autres prêtres et des aides, il rendit grâce au Ciel, pria pour la paix et

la prospérité du monde et intercéda pour les Etats-Unis. Se formant en procession, chantant, ils brûlèrent de l'encens et du papier à prières, en même temps qu'ils tournaient autour du sanctuaire où je me trouvais. C'était une nouvelle version, dans un décor nouveau, de « Dieu bénit l'Amérique », mais c'était aussi une manifestation authentique de sentiments venant du cœur. C'était la première des nombreuses fois où j'eus l'occasion d'entendre parler de l'Amérique comme du « pays de Dieu », ce qui voulait dire une nation qui possédait le caractère et la personnalité d'une divinité protectrice.

Au cours de la fête, la conversation vint, pendant un temps, sur la série de meurtres mystérieux qui s'étaient produits dans les rues de Taipei, à la mi-octobre. Plusieurs jeunes femmes japonaises avaient été attaquées et tuées, mais ni le vol ni le viol ne semblaient être les mobiles de ces actes. Bien que les Formosans aient été assez satisfaits de voir les Japonais devenir pour une fois les laissés-pour-compte, ils étaient choqués par la brutalité de ces meurtres. Il était évident, selon moi, que la communauté, d'une manière générale, n'était pas infectée par des sentiments anti-japonais aussi violents.

Des mois plus tard, nous apprîmes que les mystérieux « colonels » Huang et Chang – des agents de la redoutée gestapo du général Tai Li – avaient, à peu près au même moment, approché des leaders formosans responsables, pour leur proposer un massacre général de la population civile japonaise. Ils avaient fixé la date d'un soulèvement « spontané » qui devait avoir lieu le 27 octobre.

Les leaders formosans ne voulurent rien avoir à faire avec un tel projet ; on n'était plus dans la Chine du XIXe siècle et l'aversion générale pour les Japonais n'avait rien à voir avec une haine aussi profonde. Tai Li et ses agents avaient mal jugé le caractère des Formosans, et ils semblaient avoir aussi oublié la présence de 170 000 soldats japonais inactifs, pas très loin, dans des camps.

Ce qu'avaient à dire, à leur retour, les Formosans enrôlés pour le travail

Peu de temps après la fin de la guerre, les enrôlés pour le travail commencèrent à revenir sur l'île. Certains retournèrent chez eux avec des histoires sur le comportement des Américains au combat, et de

leur attitude à l'égard des prisonniers de guerre. Les fanatiques de l'armée japonaise avaient prêché le « déshonneur » qu'il y avait à se rendre, insistant sur le fait qu'il était préférable de se suicider plutôt que d'être fait prisonnier, et que les prisonniers méritaient donc le traitement le plus dur. Celui qui leur fut accordé par les Américains fut de ce fait une heureuse surprise. Par exemple, seize jeunes Formosans qui avaient été faits prisonniers dans les Indes néerlandaises par le 158e régiment de combat travaillèrent ensuite fidèlement pour leurs geôliers américains et obtinrent une lettre de recommandation du général commandant en chef. Ce dont ils étaient extrêmement fiers. Dans cette lettre, le commandant en chef (le général Hanford McNider) soulignait que, au cours de l'opération Noenfoor, ces garçons avaient rendu de précieux services en accompagnant les patrouilles américaines à la recherche de retardataires perdus, en aidant à négocier la reddition de troupes formosanes et japonaises, en agissant comme interprètes, et en « participant à un large éventail d'autres activités utiles ». Quand l'unité quitta les Indes néerlandaises, les prisonniers de guerre formosans supplièrent les Américains de les autoriser à les accompagner. Cette autorisation leur fut accordée. Plus tard, le général écrivit : « Ils remplirent consciencieusement leur devoir dans des conditions dangereuses et fréquemment sous un intense feu ennemi ». Il conclut cette recommandation par ces mots :

« En raison des longs et fidèles services que ces prisonniers ont accomplis pour le 158e RCT et de la loyauté qu'ils ont manifestée à l'égard des forces américaines dans le cours de la guerre contre le militarisme japonais, nous recommandons qu'ils bénéficient de toute la considération qu'ils méritent et qu'un traitement préférentiel leur soit accordé chaque fois que ce sera possible. »[1]

Un tel éloge – dont chacun pourrait se sentir honoré – incluait les noms et les surnoms de ces jeunes hommes et ils continuèrent de les porter avec fierté à Formose jusqu'à ce qu'ils soient la cause de représailles, lors du soulèvement de 1947. Les surnoms eux-mêmes étaient révélateurs de la camaraderie qui s'était établie avec leurs amis GI ; il y avait parmi eux des « Smiley » et des « Mike », des « Dutch » et des « George », des « Oscar » et des « Charley », des « Jake », des « Joe », des « Johnny », des « Cookie », des « China Boy » et des « Nick ».

Ailleurs, aux Philippines, une unité de la 6e armée captura deux Formosans très jeunes, recrutés pour le travail, qui furent promptement appelés « T-Bone » (os en T) et « Wishbone » (bréchet) ; on leur donna des uniformes miniatures de GI et ils furent adoptés comme « mascottes ».

La formation d'un groupe d'étude parmi les prisonniers internés aux Philippines pour quelques mois était encore plus significative. Ils avaient accès à des magazines et des journaux américains et, dans l'un d'entre eux, ils trouvèrent un article que j'avais publié à New York, le 10 octobre 1945, intitulé « Quelques problèmes chinois à Taiwan »[2]. Ils l'avaient traduit, reproduit et distribué comme « texte de discussion » pour les groupes d'étude organisés parmi les internés.

J'eus une fois l'occasion, par pure chance, de renforcer, auprès des aborigènes, la croyance en la bienveillance, semblable à celle de Dieu, de l'organisation militaire américaine ainsi qu'en son autorité. Peu de temps après la reddition, je me rendis à un ancien poste de police japonais situé dans les montagnes, sur la frontière du territoire des aborigènes. Je voulais savoir quelles étaient les conditions dans lesquelles vivaient les membres de la tribu Atayal. Les Japonais étaient partis mais aucun Chinois n'était encore apparu. Les Formosans résidant près de la frontière et les aborigènes semblaient avoir des relations pacifiques et ils organisèrent ensemble une fête à mon intention dans un village de la frontière. Les jours suivants, je traversai plusieurs établissements atayal et on me raconta l'histoire des femmes dont les maris et les fils avaient été enrôlés des années auparavant pour servir dans l'armée japonaise comme porteurs ou comme éclaireurs dans les montagnes et les jungles des Philippines et de Nouvelle-Guinée. Les quelques hommes qui restaient étaient soit de jeunes garçons, soit des hommes âgés ; très peu d'enfants étaient nés pendant cette période en raison du code très strict des Atayal qui prescrit qu'aucune femme ne peut se remarier si on n'a pas eu la preuve définitive de la mort de son mari. On me supplia de « renvoyer les hommes ».

Je promis d'en parler au gouverneur Chen et de voir ce que je pourrais faire à ce sujet en notifiant cette requête aux organisations militaires américaines compétentes pour le rapatriement des soldats. Tout ceci se passait un dimanche matin. Le mardi soir suivant, à Taipei, je vis une file d'aborigènes, accompagnés par des officiers japonais, allant d'une

gare de chemin de fer à des casernes proches ; je découvris qu'ils étaient originaires du district que je venais juste de visiter, à une cinquantaine de kilomètres dans les montagnes. Le jeudi, ils étaient à nouveau chez eux. Et le samedi, deux jours plus tard, une importante délégation de jeunes hommes et de jeunes femmes, apportant tous les cadeaux qu'ils avaient pu réunir, apparut chez moi, à Taipei. Ils avaient fait ce long voyage depuis les montagnes pour « remercier l'Amérique » d'avoir si rapidement répondu à leur demande d'aide. Nous avions démontré (pour eux, à tout le moins) que l'organisation militaire américaine était à la fois bienveillante et toute-puissante.

Pendant l'année 1946, trois organisations au moins furent créées à Formose par des Formosans qui avaient été faits prisonniers sur le front et étaient devenus admiratifs du traitement humain et du comportement amical que leur avait réservés le GI américain moyen. Les histoires qu'ils racontaient offraient un contraste marqué avec l'expérience de plusieurs milliers de Formosans, enrôlés pour le travail, qui avaient été bloqués en Chine du Sud quand les Japonais capitulèrent. Quelque 8 000 d'entre eux se trouvaient sur l'île de Hainan et y furent internés quand les Japonais partirent et que les Chinois s'y aventurèrent.

Une équipe de l'UNRRA les découvrit affamés, blessés et malades. Une longue et compliquée négociation permit finalement d'assurer le retour de deux mille d'entre eux. Mais quand l'UNRRA en notifia les Chinois à Taipei, ils eurent une réaction brutale. Ces enrôlés, dirent-ils, étaient « des collaborateurs qui avaient aidé le Japon » et s'il fallait les nourrir, les habiller et les renvoyer chez eux, ce serait un gaspillage d'argent. Les autorités portuaires à Keelung déclarèrent avec emphase qu'elles ne voulaient rien avoir à faire avec ces gens-là et lorsque l'UNRRA demanda au directeur des Chemins de fer de leur consentir un voyage gratuit jusqu'au centre et au sud de Taiwan, il rétorqua : « Ils ne valent pas la peine qu'on les aide ». Quand, enfin, ils arrivèrent chez eux (grâce à l'UNRRA) ils n'avaient que du mal à dire de leurs « cousins du continent » et du gouvernement nationaliste. Quand le soulèvement se produisit en 1947, les hommes de Chen Yi (et Chiang Kai-shek lui-même) ne cessèrent de vilipender ces conscrits rapatriés comme « communistes » et « trublions empoisonnés par les Japonais ».

En même temps, les Formosans, chez eux, avaient amplement l'occasion d'observer les soldats et les marins américains à Taipei, à

Kaohsiung, et dans le voisinage de ces deux villes, et, généralement, ils se faisaient une très bonne opinion d'eux. Pendant plusieurs semaines, quelque cinq cents marins vinrent tous les jours de Keelung pour se divertir à Taipei. Ils éliminaient les mines dans le détroit de Formose. Certains membres du groupe de conseil devinrent très connus et très populaires au cours de la période allant d'octobre 1945 à mars 1946. Les Américains dépensaient sans compter, ils étaient détendus et ils étaient populaires. La plupart d'entre eux avaient servi en Chine pendant un temps. Ici, à Formose, il n'y avait aucune pancarte disant « Yanks Go Home ! ». Ils étaient généralement salués par un « Hi, Joe ! ». Leurs tâches étaient légères, ils étaient bien logés, et ils disposaient de beaucoup de temps pour fraterniser dans les excellents restaurants de Taipei ou dans les sources chaudes, dans les collines.

Sur le plan technique, ils n'étaient là que pour aider les hommes de Chen Yi à prendre les rênes de l'île et pour organiser le rapatriement des troupes japonaises internées à la campagne. Mais, en quelques jours, leur rôle se mit, de manière subtile, à changer ; ils se retrouvèrent dans une position tampon entre, d'un côté, les Chinois nouveaux venus et, de l'autre, les Formosans et la population civile japonaise. Ils firent peu d'efforts pour dissimuler le mépris que leur inspiraient les officiers chinois incompétents avec lesquels ils étaient contraints de travailler pour cette opération de transfert. Dans le mess des officiers et les réfectoires des GI, la conversation à table portait invariablement sur les défauts des Chinois – leur incompétence technique, leur malhonnêteté et leur lâcheté personnelle. Au fur et mesure que les semaines passaient, les Américains de tous rangs se trouvèrent mêlés à de petits incidents concernant des Formosans ou des Japonais qui avaient été victimes des « libérateurs » chinois.

A la recherche d'une représentation consulaire permanente à Taipei

Les officiers les plus anciens du groupe de conseil se trouvaient dans une situation embarrassante. Leurs sympathies personnelles allaient aux Formosans « libérés » et aux Japonais dépossédés ; leur devoir exigeait une étroite collaboration et un travail quotidien avec les hommes de Chen Yi.

Leurs tâches militaires (le transfert des propriétés de l'armée japonaise et le rapatriement des troupes japonaises) étaient relativement simples, mais les problèmes engendrés par la présence de 300 000 civils japonais et la nécessité d'assurer un transfert en règle de toutes les firmes industrielles confisquées étaient beaucoup trop complexes et dépassaient de loin l'autorité ou la compétence du groupe de conseil. La présence d'Américains à Taipei imposait une limite gênante à la rapacité des nationalistes, mais il n'y avait aucune base ferme sur laquelle s'appuyer pour résoudre le problème de l'économie privée. Aux yeux des Formosans et des Japonais, les Américains étaient devenus les gardiens de leur sécurité et de leurs biens en attendant un traité organisant le transfert et la mise sur pied d'une nouvelle et stable administration. Nous fîmes la remarque, entre nous, et avec quelque ironie, que bien que des écoles pour la gestion et l'administration des armées aient, pendant la guerre, formé deux mille hommes en prévision des tâches qui les attendaient à Formose, seulement deux d'entre eux avaient été affectés sur l'île et l'un des deux ne resta que très peu de temps.

En novembre, la rumeur commença à courir que des barres d'or d'une valeur d'un demi-million de dollars américains avaient disparu entre les bureaux militaires japonais et le quartier général chinois. Elles faisaient partie d'une cargaison d'or qui avait été envoyée de Tokyo pour payer les forces japonaises aux Philippines mais n'était pas allée plus loin que Formose. Chaque barre, empaquetée séparément, avait son propre numéro de série. Elles avaient été soigneusement et doublement contrôlées, devant témoins, lorsqu'elles avaient été remises à un officier américain. Mais quand elles furent livrées aux Chinois et contrôlées à nouveau, elles n'étaient plus rangées selon leurs numéros de série et un nombre important manquait. Les Chinois portèrent plainte immédiatement et s'apprêtaient à saisir la justice pour recouvrer ce qui avait été volé. L'officier américain qui avait transporté les barres d'un quartier général à un autre, disparut brusquement, obtint, à Shanghai, d'être relevé en urgence de son service pour « détresse physique » et quitta la Chine.

Pendant tout l'automne, je pressai des amis de l'ambassade américaine de réclamer que les intérêts américains à Taipei soient civilement représentés. Des biens japonais valant des milliards de dollars devaient

être comptabilisés, confisqués et placés sous le contrôle des Chinois. On devrait sans doute prendre ces transferts en considération pour les arrangements futurs concernant tout accord sur les réparations. Ce qu'on appela « l'affaire de l'or » servit de sérieux avertissement.

Finalement, un fonctionnaire de carrière du Département d'Etat fut envoyé pour une enquête préliminaire d'évaluation des besoins américains ; il fut suivi, en janvier 1946, par M. Leo Sturgeon, consul général désigné pour la Mandchourie. Les Chinois le reçurent poliment mais sans enthousiasme. L'ouverture d'un établissement consulaire américain n'était pas du tout du goût de Chen Yi mais il accepta l'inévitable et promit son « entière coopération ».

La présence des Américains à Formose se révélait gênante. Le gouverneur Chen se plaignit aux plus hautes autorités que les officiers américains « s'ingéraient dans des affaires civiles ». Il voulait en fait dire que lui et ses hommes perdaient la face ; notre présence contrariait leurs méthodes de prédateurs et – pis encore – il était clair pour tout le monde que les Japonais dépossédés, de même que les Formosans « libérés », se tournaient vers les Américains pour leur propre protection.

Les plaintes de Chen reçurent une réponse rapide ; l'état-major du général Wedemeyer ordonna au groupe de conseil de se retirer.

Soit cette décision était plus radicale que ce que souhaitait le gouverneur Chen, soit il avait des arrière-pensées ; il y avait encore toutes ces troupes japonaises inactives qu'il fallait rapatrier. Le gouverneur revint sur ses plaintes et l'ordre fut rapporté. On donna instruction aux Américains de se considérer désormais comme un simple « groupe de liaison » et de s'en tenir strictement au problème du rapatriement, qui était une affaire militaire.

Ma présence soulevait un problème légèrement différent ; j'étais, en effet, un assistant attaché naval, ayant des relations avec l'ambassade et un passeport diplomatique. Je n'allais pas nécessairement me retirer avec le groupe de l'armée. De surcroît, les Chinois savaient très bien que mon retour à Formose avait fait sensation parmi mes vieux amis et mes anciens étudiants et que je serais bien renseigné sur le comportement de l'administration nationaliste. La tentation de demander mon rappel fut presque mise à exécution selon une technique sans cesse

utilisée sur le théâtre d'opérations chinois. Un vice-amiral en visite, à qui l'on offrit un dîner bien arrosé lors de son arrêt d'une nuit à Taipei, dit qu'on lui avait confié que je m'efforçais de « protéger les intérêts japonais ». Je fus bientôt convoqué à notre ambassade de Chungking pour m'expliquer sur cette accusation et pour faire un rapport sur la situation dans l'île. Je retournai ensuite à Formose.

Lors d'une précédente conversation qu'il avait eue avec le gouverneur général Chen Yi, le consul général Sturgeon avait demandé à Chen d'aider les Etats-Unis à trouver une propriété qui pourrait convenir pour devenir le consulat américain. Le consul général à Shanghai me demanda de prendre l'affaire en main et le gouverneur donna instruction à ses collaborateurs de m'apporter leur assistance.

En temps voulu, on me transmit une liste de vingt propriétés. Je les visitai une par une, passant, pour ce faire, devant des quantités de résidences et de maisons privées qui étaient maintenant occupées par des Chinois nouveaux venus, suffisamment influents pour les acquérir. Je savais que, dans de nombreux cas, des individus proclamaient leurs droits sur deux ou plusieurs propriétés importantes pour la seule et unique raison qu'ils les squattaient et qu'ils les faisaient surveiller par trois ou quatre serviteurs ou gardes chargés d'éloigner tous ceux qui pourraient également jeter leur dévolu sur ces biens. Là où on ne pouvait se procurer des titres de propriétés légaux, il était toujours possible de tirer profit des pots-de-vin payés pour évincer sans désordre les occupants illégaux.

Comme je cochais sur ma liste les vingt propriétés portées à l'attention du gouvernement américain, je vis tout de suite que la question de la face américaine avait joué un rôle considérable et qu'il s'agissait de rabaisser le prestige américain. Sans aucune exception, les propriétés figurant sur la liste étaient des immeubles qu'aucun haut fonctionnaire chinois, aucun général, aucun colonel ou aucun commandant n'aurait pris en considération et qu'aucun bureaucrate venu du continent ou une personne privée de quelque rang n'aurait acceptés pour son propre usage. Ces immeubles étaient tous situés au fond d'étroites ruelles dans des quartiers peu reluisants et la plupart étaient dans un état avancé de délabrement. Plusieurs étaient d'anciennes propriétés commerciales britanniques dont le statut n'était pas alors très clair. Certains se trouvaient dans des quartiers éloignés du centre de la ville

et on ne pouvait accéder à d'autres en voiture. C'était indéniablement ce dont personne n'avait voulu. Je refusai toutes ces propositions.

J'estimais que les Etats-Unis devraient au moins disposer de l'une des meilleures propriétés libérées par les Japonais et je pensais aussi qu'il était curieux que le gouvernement des Etats-Unis ait à payer une importante somme d'argent aux administrateurs chinois locaux pour avoir le privilège de posséder, comme eux, une résidence.

Une deuxième liste de propriétés me fut soumise. Elles étaient de qualité légèrement supérieure, mais à peine. L'une d'entre elles seulement répondait aux conditions de pouvoir comporter, à la fois, des bureaux et une résidence, d'être solidement bâtie et d'être située dans le centre de la ville. Elle avait été construite de nombreuses années auparavant pour les représentants locaux de la compagnie Standard Oil, était passée entre les mains de plusieurs propriétaires et avait maintenant été confisquée. On devait nous faire la faveur d'être autorisés à l'acheter. Au fil du temps, elle devint l'ambassade américaine en Chine.

Quelques petites difficultés se présentèrent. Le maire de Taipei, Huang, s'efforçait d'obtenir des droits sur cet immeuble en le squattant, comme il le faisait pour d'autres propriétés qu'il occupait illégalement dans la ville. Les bureaux du gouverneur lui intimèrent l'ordre de quitter les lieux. Irrité, il se saisit immédiatement d'une importante propriété, qui était louée et qui était adjacente de l'ancien consulat américain que nous occupions avant la guerre. Sa propriétaire, une riche Formosane, avait de nombreux amis américains. Quand elle protesta vigoureusement, le maire réussit à la faire arrêter pour « collaboration avec les Japonais ». Au cours de ce litige, qui fit beaucoup de bruit, Son Excellence le maire, imprudemment, accusa par écrit le gouvernement des Etats-Unis d'avoir « volé » sa propriété. Les officiers du groupe de liaison décidèrent qu'il était temps de protester contre les tentatives, dérisoires mais continuelles, de faire perdre publiquement la face aux Américains. On exigea du maire qu'il se rétracte, ce qu'il fit de mauvaise grâce.

Nos ennuis avec l'immeuble de la Standard Oil n'étaient pas terminés. Avant même de pouvoir examiner ces locaux en détail et de commencer les plans des transformations intérieures, nous découvrîmes qu'un général nationaliste s'était entiché de la maison et du terrain et

y avait placé une équipe de douze hommes pour la squatter. On nous demanda de nous tenir en dehors de la propriété et de ne pas y pénétrer. Il fallut un ordre direct du gouverneur pour arracher de la cuisine les hommes du général.

Le gouverneur n'était pas de bonne humeur. A peu près au même moment, l'équipe de l'OSS, qui vivait dans le Manoir des roses, commit un impair que les communistes, par la suite, reprirent, embellirent et utilisèrent pour leur propagande. En s'efforçant, de manière déplacée, de conduire une enquête d'opinion, des officiers de l'OSS en uniforme descendirent dans les rues, avec des interprètes, pour questionner des gens au hasard. Les Formosans, surpris, furent interrogés pour savoir s'ils préféreraient (a) continuer d'être administrés par les Chinois, (b) revenir à l'administration japonaise, ou (c) être placés à l'avenir sous l'égide des Nations unies, et le contrôle, plus direct, des Etats-Unis.

C'était une initiative ridicule et les Chinois avaient des raisons d'être indignés. Les officiers de l'OSS, de leur côté, estimaient que les sentiments anti-chinois atteignaient un niveau tel qu'une pareille enquête était devenue légitime.

En janvier 1946, un correspondant de Scripps-Howard (le regretté William D. Newton) vint à Formose pour s'enquérir de la situation sur place, qui était rapportée de manière théâtrale par la presse chinoise du continent. Il fit le tour de l'île, écoutant toutes les versions de la controverse qui s'était développée entre les nouveaux venus et les Formosans, ces derniers, où qu'il aille, se plaignant abondamment à lui.

Les agents de Chen Yi étaient inquiets. Lors d'un excellent dîner organisé à ce sujet, j'entendis l'un des commissaires persuader notre colonel, qui manquait de perspicacité, que la présence de Newton mettait en danger « l'amitié sino-américaine traditionnelle ». On porta de nombreux toasts à une « coopération sino-américaine encore plus étroite » et, assez rapidement, le colonel se leva brusquement, tapa du poing sur la table et hurla qu'il expulserait Newton et qu'il interdirait à tous les journalistes d'entrer à Formose sans son expresse permission. Nous savions qu'il n'avait aucune autorité en dehors de ses tâches de liaison mais les commissaires, ses hôtes, sourirent joyeusement.

Il s'était laissé si facilement prendre au piège. Après cela, M. Newton ne put plus compter sur le soutien de l'armée américaine – transports, logement chez l'habitant et ainsi de suite.

Le colonel, en conséquence, prévint le quartier général de MacArthur à Tokyo, recommandant d'accélérer le processus de rapatriement, si bien qu'au 1er avril 1946 le dernier soldat japonais avait quitté Formose. Le groupe de liaison américain se retira, n'ayant plus aucune tâche à accomplir.

Les GI américains étaient partis mais ils avaient laissé derrière eux une impression très profonde et très favorable. Qui allait s'occuper des intérêts des Formosans ? La population civile japonaise était-elle en sécurité ? Personne ne le savait et peu se souciaient de réfléchir à ce qui pourrait se passer.

V
Un gouvernement de marchands

Les charognards de l'armée du KMT

L'enthousiasme des Formosans pour la « libération » dura à peu près six semaines. Des affiches commencèrent d'apparaître, çà et là, ridiculisant les soldats nationalistes et montrant Chen Yi sous les traits d'un porc trop gras. Il était en fait petit et gras, avec des yeux perçants et une lourde mâchoire, une proie facile pour les caricatures. « Les chiens sont partis et les porcs sont arrivés ! » était un slogan griffonné partout sur les murs de Taipei et entendu dans toutes les conversations. « Au moins les chiens japonais protégeaient la propriété ! »

Il y avait de nombreuses raisons à cette déception. La rumeur selon laquelle Formose offrait d'inimaginables richesses se répandit rapidement sur le continent. Des milliers de prédateurs arrivèrent, principalement de Shanghai. Ceux qui pouvaient se le permettre achetaient leur passage à bord des avions militaires américains qui faisaient la navette entre les deux rives du détroit ou obtenaient une place en payant des pots-de-vin ; ils étaient si nombreux que, quelquefois, les membres du groupe de conseil de l'armée, qui voyageaient pour des raisons professionnelles, avaient du mal à obtenir une place à bord. La majorité des Chinois, moins fortunée, traversait le détroit, souvent agité, dans des jonques.

Le pillage s'effectuait à trois niveaux. De septembre 1945 jusqu'à la fin de l'année, les charognards de l'armée furent à l'œuvre, au niveau le plus bas. Tout ce qui pouvait être déplacé – n'importe quoi, qui n'était pas solidement fixé et qui était laissé quelques instants sans surveillance – était une proie bonne à saisir pour des soldats indisciplinés et en haillons. C'était une première vague de petits vols qui se produisirent dans les rues de toutes les villes ou des villages de banlieues ayant la malchance d'avoir, à proximité, des casernes ou des cantonnements de soldats nationalistes.

On atteignit un deuxième niveau de pillage lorsque des militaires d'un certain rang – celui des officiers – commencèrent d'installer, avec la complicité des agents chargés de l'exportation, des dépôts dans

les ports par où transitaient des marchandises civiles et des équipements militaires expédiés sur le continent. Puis, les hauts fonctionnaires du gouvernement eux-mêmes s'assurèrent un solide contrôle sur toutes les matières premières, les réserves agricoles et les propriétés confisquées qui leur avaient été remises par les Japonais vaincus. A la fin de 1946, toutes ces richesses avaient fondu et, finalement, au début de 1947, les commissaires du gouvernement imposèrent un strict système de monopoles qui affectait tous les aspects de la vie économique de l'île. C'était le « nécessaire socialisme d'Etat » de Chen Yi, dans sa forme la plus développée, et la cause ultime de la rébellion de 1947.

Quelque 12 000 soldats appartenant aux plus basses classes de la société avaient été transportés et débarqués à Formose lors de la première vague des forces nationalistes. Ils arrivèrent à Keelung et Kaohsiung à bord de bateaux américains. D'autres furent ajoutés ultérieurement portant le total des troupes de la garnison à environ 30 000 hommes, ce qui n'était pas excessif pour une population de cinq millions d'habitants, mais c'était des troupes particulièrement rapaces. A cette époque, les soldats étaient payés – s'ils l'étaient – l'équivalent de 33 $ par an, ce qui incluait (à Formose) une « indemnité » spéciale pour services outremer, copiée sur le système américain. Rapidement, l'inflation réduisit le pouvoir d'achat à un point tel que le salaire d'un mois ne pouvait couvrir les dépenses de nourriture d'une seule journée. Il n'était donc pas étonnant que des hommes indisciplinés, mal nourris et sous-payés, pillent des immeubles endommagés par la guerre ou des propriétés privées non gardées. Il était admis qu'à Formose ils devaient subvenir à leurs propres besoins comme ils l'avaient fait sur le continent, et ici ils y réussirent très bien.

La récolte était bonne mais les conscrits, sales et illettrés, étaient un objet de répulsion et de mépris pour les « modernes » Formosans, comparativement bien habillés et bien nourris.

La plupart d'entre eux étaient originaires des provinces intérieures et n'étaient pas familiarisés avec les routes pavées, les systèmes développés de communications, ou même avec de simples instruments mécaniques qui faisaient partie depuis longtemps de la vie quotidienne des Formosans. On les voyait fréquemment transporter une bicyclette volée sur leur dos, cherchant quelqu'un qui accepterait un

échange ou la leur achèterait. Ils ne savaient pas les utiliser. Un jour, conduisant le long de la rivière Tamsui, je trouvai la rue bloquée et une foule de Formosans en colère se querellant avec des soldats. De nouveaux venus avaient trouvé refuge, ce jour-là, dans des petits bateaux japonais confisqués placés le long du quai. Ils avaient attaché les câbles des bateaux, en les passant par-dessus le parapet bordant le quai et en les enroulant autour des arbres situés de l'autre côté de la route longeant la mer. Puis la marée était descendue et les câbles étaient montés bloquant très efficacement la circulation sur la route. A Taipei, un incident aussi aberrant s'était produit lorsque le corps des communications de l'armée nationaliste avait tendu des fils de téléphone entre le quartier général de l'armée et les bureaux du groupe de conseil américain. Les fils, étendus sur le sol, coupaient une voie ferrée fréquentée près de la gare de Taipei et, bien sûr, le premier train qui passa mit fin à la liaison téléphonique. Pendant de nombreuses semaines, des grappes de soldats se tinrent au rez-de-chaussée du grand magasin le plus connu de Taipei, regardant bouche bée et émerveillés l'ascenseur fonctionner. On racontait d'innombrables histoires illustrant le comportement arriéré des nouveaux venus.

Les Formosans tour à tour en riaient, s'en moquaient, s'en irritaient. Heureusement, très peu de conscrits étaient armés et il n'était pas trop difficile pour les Formosans de prendre sur eux l'avantage en hurlant selon la mode traditionnelle chinoise. Généralement, ils arrivaient à les empêcher de prendre quelque chose sans payer le prix indiqué. Avec les officiers, toutefois, c'était une autre affaire. L'armée de l'air chinoise – le « service moderne » – se considérait comme une élite, et les officiers de cette arme constituaient un groupe particulièrement arrogant. Beaucoup d'entre eux n'hésitaient pas à brandir une arme au cours d'une dispute. Il y avait des centaines d'officiers et nombre de généraux – y compris le général de division, « directeur de l'Orchestre symphonique de la garnison de Taiwan » et payé à ce titre.*

---

* Il y avait effectivement un Orchestre symphonique de Taiwan, formé essentiellement de diplômés du Conservatoire de musique de Ueno à Tokyo. Immédiatement après la guerre, un réfugié hongrois de Shanghai le dirigea et on donna à cette institution l'usage d'un temple bouddhiste japonais abandonné. L'immixtion du directeur nominal – le général de division – fit sombrer l'institution.

A la fin de novembre, le pillage était parfaitement organisé et fonctionnait à très grande échelle. Les produits alimentaires, les textiles, les métaux de récupération, étaient particulièrement prisés. Les officiers travaillaient en petits groupes avec l'aide des conscrits. En donnant un pourcentage aux « autorités supérieures », ils pouvaient utiliser les camions militaires japonais pour transporter leur butin jusqu'aux dépôts d'où il était envoyé à Shanghai par bateau. Le « corps de préservation de la paix », par exemple, arrivé en septembre, avait tout de suite réquisitionné tous les camions poubelles de Taipei et, à la fin novembre, ceux qui pouvaient encore rouler transportaient du butin vers le port. Un Formosan qui possédait ou conduisait un camion devait vraiment avoir l'esprit très agile s'il voulait éviter de perdre son véhicule. Entre temps, des piles d'ordures, hautes comme des montagnes, s'entassaient dans les rues et les rats se payaient du bon temps dans les allées et les maisons de Taipei.

Le pillage en bandes ne se limitait évidemment pas aux officiers, mais il était plus voyant à cause des uniformes et de l'assurance arrogante avec laquelle ils opéraient, à n'importe quelle heure du jour, bien armés et confiants qu'ils étaient hors d'atteinte des lois civiles. Les Japonais étaient des proies particulièrement faciles. Quelque 300 000 civils attendaient anxieusement leur rapatriement ou une définition de leur statut légal.

En attendant ce rapatriement, les familles devaient rester chez elles jusqu'à ce qu'on les appelle pour leur embarquement. Le général MacArthur ordonna que le rapatriement des civils de Formose soit reporté ; des millions de Japonais rentraient alors chez eux, en plein hiver, et devaient faire face à de terribles conditions dans les villes dévastées par les bombardements. Mais, à la fin de décembre, à Taipei, des centaines de Japonais avaient été expulsés de leurs maisons, sans préavis, et des centaines d'autres avaient vu des bandes armées entrer dans les leurs et se saisir de tout ce qui pouvait être emporté et vendu.

D'abord, les Formosans pensèrent que c'était inévitable, et peut-être même juste, à la lumière de leurs expériences passées avec les Japonais. Mais novembre et décembre apportèrent la preuve que les nouveaux venus, bien armés, ne faisaient pas de distinctions nettes dans ce territoire conquis. Les Formosans qui vivaient dans des maisons de style japonais ou semi-japonais firent tout spécialement l'objet de molesta-

tions. A la fin de l'année, il était clair qu'aucune propriété privée n'était à l'abri. Des pots-de-vin, payés pour prévenir une attaque ne garantissaient nullement la sécurité pour plus tard. Il y eut même des cas où deux bandes d'officiers s'affrontèrent ouvertement dans la rue devant une propriété que toutes les deux avaient projeté de « libérer ».

Rapidement, les principales richesses nécessaires à la reconstruction furent « libérées ». Les importantes mines de cuivre et d'or de Zuiho, près de Keelung, produisaient, à une certaine période, 20 % du minerai de cuivre japonais, et les équipements dans cette mine avaient donc été améliorés pour répondre à l'importance de cette production en temps de guerre. Des conscrits isolés, à pied, firent d'abord le tour des locaux silencieux et non gardés, prenant des marchandises et des outils dans les ateliers intacts. Puis, des bandes d'officiers arrivèrent avec des camions réquisitionnés. Très vite, ils eurent arraché du sol les machines les plus lourdes, enlevé tous les câbles et tous les éléments métalliques et envoyé le tout par bateau, à Shanghai. Quand je visitai le site, peu de temps après, je découvris que même les encadrements métalliques des portes et la structure métallique du toit avaient été enlevés, ne laissant qu'une coquille vide là où il y avait, auparavant, une importante installation industrielle.

A Taipei et à Keelung, des équipes de Formosans et de Japonais travaillaient dur, pendant la journée, s'efforçant de remettre en état les installations publiques endommagées par les bombardements. La nuit, des prédateurs en maraude, portant des uniformes, coupaient des kilomètres de fils de téléphone en cuivre, déterraient des tuyaux à peine posés et des bouches d'incendie, arrachaient la plomberie d'immeubles non gardés, ou intimidaient les gardes pendant que le butin était transporté dans des charrettes et des camions. Plusieurs accidents sérieux se produisirent à certains carrefours avant que le public ne se rende compte que les « libérateurs » emportaient les disjoncteurs automatiques et l'équipement signalétique pour les vendre comme de la ferraille.

L'armée et la marine japonaises avaient libéré des casernes construites pour accueillir plus de 200 000 hommes, des centaines de bâtiments destinés à d'autres usages militaires et plusieurs milliers d'hectares de terrains. Malgré cela, à la fin de l'année, les soldats chinois occupaient des écoles, des temples et des hôpitaux à Taipei, et il fallut presque

toute l'année 1946 pour les en expulser. Tout bâtiment occupé par les troupes du KMT devenait une simple coquille. Le grand temple de Confucius au nord-ouest de Taipei fut sérieusement endommagé. Un temple bouddhiste zen, situé à proximité, fut totalement dévasté et son contenu vendu ou échangé dans les rues. L'hôpital commémoratif de la mission MacKay fut occupé pendant des mois, son équipement et tous les éléments métalliques, y compris les boutons de portes, furent dérobés. Beaucoup de portes en bois, de cadres de portes et de rampes d'escaliers furent utilisés par les soldats pour alimenter les feux, installés à même le sol en ciment sur lesquels ils cuisaient leurs aliments. Des troupes occupèrent même l'hôpital pour lépreux, près de Tamsui.

Les officiers et les fonctionnaires de plus haut rang étaient intéressés par les biens immobiliers. Du temps des Japonais, tous les bureaux et les départements du gouvernement entretenaient de belles résidences officielles, conçues pour augmenter le prestige des administrateurs coloniaux. La plupart des grandes entreprises privées ou semi-privées – la compagnie d'électricité (Taiwan Electrical Power Company), la compagnie sucrière, les pêcheries, les banques – possédaient toutes une résidence de la compagnie en ville, de même qu'une maison de même standing à la montagne et une villa avec source chaude dans les environs de Taipei.

Toutes ces propriétés étaient maintenant occupées par les officiers supérieurs et les fonctionnaires de haut rang. Dans de nombreux cas, ces Chinois emménagèrent tout simplement dans les résidences des riches Formosans comme « invités », faisant savoir que le gouvernement chinois se proposait de rechercher et de punir tous les Formosans qui avaient collaboré avec l'ennemi au cours des cinquante années précédentes. Plusieurs Formosans, parmi les plus riches, furent placés en garde à vue, installés dans d'assez confortables locaux au quartier général de l'armée et, pendant toute l'année 1946, ils furent « pressés ». On leur demanda de faire des « donations » pour une grande variété de causes, y compris l'érection d'une statue dorée de Chiang Kai-shek, là où, auparavant, se tenait la statue en bronze d'un ancien gouverneur général japonais.

Les militaires jouèrent, dans toute cette affaire, le rôle majeur parce qu'ils symbolisaient le « pouvoir libérateur »; au Jour de l'an 1946, les Formosans avaient suffisamment vu, sous son vrai jour, ce qu'était la

« libération ». Un camion à la porte, une bande à la porte et un agent prétendant représenter une « autorité supérieure », signifiaient l'expulsion immédiate. La réorganisation de l'économie aurait dû plutôt être sous le contrôle des civils, et les commissaires civils, autour de Chen, travaillaient visiblement contre cette mainmise des militaires.

Beaucoup de civils dans le personnel de Chen ne faisaient pas confiance à leurs propres militaires. Par tradition, les maisons japonaises étaient entourées de murs. Nous n'étions pas à Formose depuis longtemps lorsque nous remarquâmes que les fonctionnaires civils chinois vivant dans des maisons japonaises confisquées ajoutaient des tessons de verre au sommet des murs de ciment ou mettaient des fils de fer barbelés ou des objets pointus sur leurs clôtures en bois. Les Japonais n'avaient jamais estimé que cette précaution fût nécessaire quand ils vivaient au milieu des Formosans ; c'était une éloquente confession, même si elle était silencieuse, de l'état d'esprit des continentaux à l'égard de leur propre racaille militaire.

La réaction des Formosans à l'égard des forces armées nationalistes

Le gouverneur trouva qu'il n'avait à faire face à aucune opposition organisée. Les troupes japonaises allaient partir, il n'y avait aucune unité militaire formosane et très peu de Formosans dans les services de maintien de l'ordre. La population civile était très disciplinée et respectueuse de la loi. Et il n'existait aucune menace communiste.

Il n'y avait aucun besoin d'une importante garnison. Bien que les chiffres officiels soient notoirement inexacts, nous pensons qu'il y eut sur l'île une force d'environ 30 000 hommes venus du continent pendant presque toute l'année 1946.

En janvier, le général Chen annonça un plan de conscription des jeunes Taiwanais, qui était supposé prendre effet en septembre. Ils devaient avoir la chance de servir la mère patrie en participant au combat contre les communistes et les bandits sur le continent.

Cette annonce souleva immédiatement un tollé général qui sembla étonner le gouverneur. Les porte-parole des Formosans montèrent au créneau pour dénoncer une conscription décidée avant même qu'un traité de paix ait été signé, confirmant le transfert de souveraineté du Japon à la Chine. Ils assurèrent le gouverneur qu'ils seraient heureux

de former une garde nationale formosane, composé de volontaires, pour accomplir des tâches sur l'île, mais qu'ils n'étaient pas préparés à voir la jeunesse de Formose engloutie dans la guerre civile. Ils suggérèrent qu'une telle garde nationale, recrutée à Formose, soit créée pour défendre l'île, ce qui permettrait de libérer les forces de la garnison chinoise pour combattre sur le continent. La presse parla de ce sujet pendant plusieurs semaines. On croyait généralement que le général-gouverneur Chen voulait simplement, en les expédiant sur le continent, éliminer autant de jeunes gens que possible, car c'était une tradition du gouvernement chinois d'envoyer les conscrits et les généraux dans des provinces éloignées de manière à décourager toute tentative de rébellion.

Septembre 1946 passa et on n'entendit plus parler de ce projet de conscription. Les relations entre les Formosans et les forces d'occupation de la garnison devinrent régulièrement de plus en plus mauvaises. Là, à Formose, démonstration fut faite, de manière parfaitement claire et rapportée avec précision, des raisons pour lesquelles Chiang Kai-shek, le gouvernement et l'armée de son parti nationaliste avaient été incapables de gagner le soutien de la population sur le continent et perdirent ainsi la guerre.

Malheureusement, pendant les premiers mois de l'occupation, les Formosans rirent ouvertement des officiers et des hommes nouvellement arrivés, se moquant de leur manque de discipline et de leur ignorance manifeste de la technologie moderne la plus simple. Je vis une fois un officier marchant à pied et poussant une bicyclette. Derrière lui, courait en trébuchant un jeune garçon en larmes et très en colère criant à la cantonade que l'officier lui avait volé sa bicyclette – la précieuse bicyclette de la famille – et lui demandant de la lui rendre, sinon il ne pourrait pas rentrer chez lui. Des Formosans plus âgés virent la scène et l'officier s'aperçut qu'ils allaient lui barrer le passage. Il essaya donc aussitôt de sauter sur la machine et de s'enfuir. Mais, après avoir chancelé pendant quelques mètres, il tomba dans un nid-de-poule assez profond, sur le côté de la route. La foule éclata de rire, l'officier se releva et s'enfuit en jurant, les vêtements tachés, laissant la bicyclette là où elle était tombée.

Une autre fois, je vis une voiture surchargée, remplie d'officiers du continent, roulant sur la route de Keelung. Une roue arrière était sur le

point de se détacher, la voiture tanguait de manière grotesque d'un côté à l'autre, mais le conducteur ne fit aucun effort pour arrêter la voiture jusqu'à ce qu'elle se déporte et s'affaisse sur le bas-côté. La foule, au bord de la route, comprit immédiatement ce que signifiait cette étrange conduite, les continentaux, visiblement, ne connaissaient rien aux voitures. Comme les passagers s'extrayaient du véhicule, les Formosans se mirent à rire très fort, criant des plaisanteries grossières sur des porcs qui brisent leurs paniers pour en sortir. Les Chinois étaient fous de rage. Heureusement, ils n'étaient pas armés. Ils avaient reçu une blessure bien plus grave que de s'être fracturé un os ; ils avaient perdu la face.

Ces confrontations étaient fréquentes. Pendant de nombreuses années, les Chinois avaient dû supporter la condescendance sous-jacente aux tentatives occidentales d'aider ces « barbares arriérés » à développer des techniques modernes, mais ici c'était leurs propres compatriotes qui se moquaient d'eux, et des compatriotes qu'ils considéraient, sur ce plan, comme inférieurs. C'est, à mon avis, l'une des clés importantes pour comprendre la situation de Formose et tout ce qui allait suivre.

Le pactole des réserves : un butin pour les gens haut placés

Ce qui était pris dans les maisons et les boutiques par le chapardage régulier des soldats de la garnison n'était pratiquement rien comparé au butin qui était envoyé par bateau par les commissaires de Chen Yi et par les officiers et les fonctionnaires de haut rang de l'armée et du gouvernement.

L'autorité la plus compétente du Japon sur le sujet des propriétés confisquées – un économiste directement impliqué dans l'enregistrement et le transfert des titres – estima la valeur totale des propriétés civiles et militaires transférées aux nationalistes chinois. Utilisant le « coût initial » d'avant-guerre comme base (et non les prix d'après 1945 à Shanghai ou à Taipei qui avaient subi une forte inflation) il donna, pour les seuls biens non militaires confisqués un chiffre minimum de plus d'un milliard de dollars. A cela s'ajoutaient les énormes stocks de nourriture, de vêtements, de produits et d'équipements médicaux, autres que les armes et les munitions, que l'armée et la marine japonaises avaient accumulés. Toutes ces fournitures étaient destinées au

vaste front de guerre en Asie du Sud-Est et aux Indes, mais n'avait pu aller plus loin que Taiwan. Leur valeur totale, en dehors des armes et des munitions, fut estimée à deux milliards de dollars au prix du marché local à la fin de 1945. La valeur des armes et des munitions stockées à Taiwan n'est pas connue.

Ces énormes réserves commencèrent à être transportées hors de l'île au cours des premiers mois de l'administration chinoise. Les hommes de Chen Yi proclamèrent que, en bons patriotes, ils assuraient rapidement l'approvisionnement de l'armée nationaliste combattant les communistes sur le continent, mais on a de bonnes raisons de penser qu'il y eut de sérieuses « opérations de détournement » le long du parcours jusqu'au front de guerre.

Une rafle massive dans les stocks de nourriture, à la fin de 1945, précipita l'une des premières crises majeures dans les relations des Formosans avec le nouveau régime.

Lors de la reddition, les militaires japonais disposaient de réserves suffisantes pour nourrir 200 000 hommes pendant deux ans, ou 250 000 hommes pendant un an et demi. Ils avaient prévu un long siège. De plus, il y avait à Formose une très importante quantité de riz et d'autres produits alimentaires, stockée près des ports, en attente d'être transportée au Japon mais qui n'avait pu l'être*. Les récoltes de 1945 avaient été beaucoup réduites en raison de la rareté des engrais chimiques, mais même avec ce déficit on trouvait de tout en abondance.

Nous avons précédemment mentionné que le général MacArthur souhaitait reporter le rapatriement des 500 000 Japonais de Formose. Le premier hiver d'après-guerre était terrible au Japon, un hiver de faim, de froid et de privations. A Formose, les Japonais pouvaient être correctement abrités et nourris.

Les Chinois, dès leur arrivée à Formose, demandèrent le transfert immédiat de tous les stocks militaires, y compris les rations alimentaires et le riz. Les officiers japonais hésitèrent à se conformer à cette demande jusqu'à ce que le groupe de conseil américain obtienne la garantie des Chinois que d'amples réserves seraient maintenues et

---

* La production annuelle avant la guerre atteignait 1 600 000 tonnes. A peu près 50 % de cette récolte annuelle étaient consommés localement par la population de cinq millions d'habitants, qui vivait bien.

seraient constamment à la disposition des Japonais jusqu'à ce que le dernier soldat ait quitté l'île.

Cette garantie s'avéra sans valeur. Nous avons déjà dit que, à la fin décembre, des officiers japonais de haut rang avaient rapporté que de la nourriture était prise sur les réserves militaires à un rythme alarmant. En petites quantités, elle était vendue localement, et à titre individuel, par des officiers chinois qui avaient accès aux réserves, mais de grandes quantités étaient transportées par bateau à l'extérieur de l'île. Des réserves non militaires disparaissaient également. Des rumeurs d'une imminente crise d'approvisionnement alimentaire circulaient partout. On ne pouvait s'attendre à ce que les soldats japonais internés et désœuvrés restent les bras croisés s'ils entendaient parler de violences faites à des civils japonais non armés ou si eux-mêmes étaient menacés d'être affamés alors qu'il y avait beaucoup de nourriture disponible. Si des émeutes de la faim se produisaient à Taipei, il était certain que les civils japonais seraient les premiers à en souffrir. Comme nous l'avons vu, le rapatriement, pour cette raison, fut terminé à la fin du mois de mars.

Toutes les familles formosanes sentirent les effets d'une diminution des réserves de riz. On pouvait s'en procurer, mais à un prix exorbitant. Les agriculteurs qui en possédaient parce qu'ils l'avaient produit sur leurs propres terres avaient constamment peur qu'on ne le leur confisque. A dire vrai, les Formosans disposaient d'un abondant approvisionnement en légumes, en fruits et en céréales autres que le riz, suffisant pour attendre la récolte de printemps, mais le riz était la nourriture de base et, dans l'histoire locale, c'était la première fois qu'il en manquait. Sans riz, les gens se sentaient démunis – et effrayés. L'histoire des famines chroniques chinoises n'était que trop connue.

Les ancêtres des Formosans avaient quitté la Chine continentale pour échapper à la faim permanente et à un mauvais gouvernement, mais maintenant l'une suivait rapidement l'autre. Il y avait, toutefois, plus de colère que de peur au fond de leur cœur ; ils savaient que les champs étaient fertiles et que d'importantes quantités de riz quittaient Formose. Ceux qui travaillaient sur les quais et dans les entrepôts en chargeaient, jour après jour, dans des bateaux et des jonques. L'exportation du riz à partir de l'île ne pouvait être dissimulée.

Lorsqu'on lui demanda avec insistance d'agir, le gouvernement répondit d'abord par des discours fleuris sur le « patriotisme » et la

« nourriture pour l'armée, qui défendait Formose contre le communisme », puis Chen perdit patience devant les critiques. Il nia avec force toute responsabilité du gouvernement, contre-attaquant en accusant les Formosans eux-mêmes de faire, égoïstement, des réserves de riz. Sans aucun doute certains en faisaient, mais les quantités qui étaient ainsi aux mains des particuliers étaient insignifiantes.

Quand le gouvernement prit des mesures, ce ne fut pas du tout celles que les Formosans attendaient ; Chen lança un programme de collecte de riz sur toute l'île, ordonnant à des citoyens en vue de devenir présidents de comités locaux, de manière à les faire désormais apparaître comme responsables de la pénurie, ci celle-ci se poursuivait. Le commandant de la garnison de Formose (le général Ko Yuen-feng) reçut pour instruction de faire appliquer de sévères mesures contre les réserves individuelles et on ordonna à la police d'entrer chez les particuliers et de se livrer à des recherches sans mandat de perquisition.

Avec le contrôle du riz entre les mains de la police et de l'armée, la moindre allusion suffisait dans la plupart des cas pour obtenir de l'argent ou des « cadeaux » de la part de marchands dont les comptes, prétendument, n'étaient pas en règle. L'extorsion était à l'ordre du jour ; j'appris, par exemple, d'un marchand que bien que ses réserves eussent été contrôlées le jeudi, le vendredi (après qu'il eut procédé à des ventes et les eut enregistrées) un deuxième contrôle par une unité de police différente trouva que ses livres de comptes n'étaient pas « satisfaisants ». Il fut arrêté, menacé et contraint de payer un important dessous-de-table pour obtenir sa libération. Ses stocks de riz furent confisqués.

Dans le même temps, les « chemises bleues », des gangsters à la solde de Chiang Kai-shek avaient commencé à arriver de Shanghai. Avec des gangsters locaux, connus sous le nom de *loma* ou « anguilles-tigres », ils furent utilisés pour provoquer des émeutes et lancer des attaques sur les entrepôts privés. Le général Ko promit que ceux qui forceraient l'entrée de bâtiments privés et révéleraient des réserves cachées ne seraient pas poursuivis.

En d'autres termes, dans les quatre mois qui suivirent la reddition officielle, on constata que le gangstérisme de la métropole de Shanghai avait été introduit à Taipei, avec la connivence du parti et de l'armée. Rétrospectivement, la campagne du gouverneur contre l'accumulation de réserves apparaît comme l'une de ses premières actions pour dis-

créditer et détruire la classe moyenne éduquée qui avait commencé d'émerger dans les dernières années de la période japonaise. Elle représentait les petits propriétaires terriens, bourgeois, indépendants, qui avaient aussi de modestes investissements dans des magasins et des petites industries dans les villes. Ils représentaient l'opposition capable de s'exprimer. Le gouvernement, le parti et l'armée nationalistes étaient responsables de la pénurie de nourriture et des menaces de crise, mais les mesures prises pour faire face à cette situation étaient clairement conçues pour dresser les Formosans les uns contre les autres.

Les fournitures militaires étaient expédiées par bateau plus pour satisfaire l'appétit de pouvoir du Generalissimo que son appétit pour la richesse. Les énormes stocks de nourriture pouvaient être divisés et subdivisés pour payer les milliers d'officiers, de membres du parti et de bureaucrates qui étaient impliqués dans ce trafic. Il y avait aussi des réserves, qui avaient beaucoup de valeur, de matières premières et de produits transformés. Les économistes japonais qui participèrent au transfert officiel des biens confisqués estimèrent que, dans tous les secteurs, il y avait suffisamment de stocks pour répondre aux besoins de la plupart des industries pendant trois ans et que, pendant ce laps de temps, l'économie de Formose, si elle était bien dirigée, aurait retrouvé ses capacités normales de production et sa productivité. Mais ils précisèrent bien aux Chinois que, dans ces circonstances, les réserves représentaient le capital nécessaire pour financer la reconstruction. Il leur fut répondu brutalement que ce n'était pas leur affaire.

L'industrie du sucre était évidemment celle qui rapportait le plus. En 1939, Formose avait produit plus de 1 400 000 tonnes de sucre. En 1947, la première récolte entièrement produite sous la gestion des Chinois s'éleva à seulement 30 000 tonnes. C'était à peu près ce qui était produit en 1895 avant que les Japonais ne développent cette industrie, et une démonstration spectaculaire de ce que devenait l'économie lorsqu'elle passait aux mains des Chinois.

Pendant les années de guerre, la production de sucre avait chuté à cause d'une pénurie de main-d'œuvre, d'une réduction des surfaces cultivées et d'un manque d'engrais. Néanmoins, il y avait, en 1945, d'énormes stocks de sucre brut, attendant d'être transportés vers les raffineries japonaises. La plupart des usines de canne à sucre avaient peu souffert des bombardements, mais elles souffraient maintenant

des dégradations provoquées par un manque d'entretien. En 1946, les réserves de sucre, qui auraient dû financer la reconstruction, étaient épuisées.

Immédiatement après la reddition officielle, le Yuan exécutif (dont T.V. Soong était le président) ordonna des envois massifs de sucre. Des rapports provenant de Hong Kong indiquaient que de grandes quantités de sucre brut étaient arrivées là pour être aussitôt stockées dans des entrepôts privés. Selon les estimations les plus basses, ces quantités représentaient 150 000 tonnes, selon les plus hautes, 600 000 tonnes. Visiblement, personne ne connaissait le chiffre exact mais, visiblement aussi, les réserves de sucre de Formose avaient disparu.

Les Formosans en tinrent pour responsable T.V. Soong, le frère de Mme Chiang, et l'attitude des Formosans à l'égard de la famille Chiang-Soong se ressentit de ces allégations.

Des réserves de toute nature quittèrent l'île de la même manière. Dans les bonnes années, par exemple, Formose produisait près de trois millions de tonnes de charbon, extrait de mines proches de Keelung, la ville portuaire. En 1945-1946, les réserves qui auraient dû être distribuées aux petites industries locales furent, à la place, envoyées à Shanghai. D'une part, l'administration des Chemins de fer ne voyait aucun intérêt à transporter ce charbon quand des passagers, des bagages et d'autres catégories de fret étaient plus profitables. D'autre part, certains départements de l'administration de Chen Yi trouvaient, dans le charbon, une énorme source de profits. Quand l'hiver très froid de 1945 arriva sur Shanghai, à la fin de l'année, le charbon de Formose atteignit des prix fantastiques. Les Chinois du continent achetaient tout le charbon disponible à Taipei et à Keelung pour lequel ils payaient des prix dérisoires. Les entreprises minières menacèrent finalement de suspendre leurs activités jusqu'à ce qu'un contrat écrit leur garantît un pourcentage raisonnable sur les profits. Le gouvernement s'en mêla, proposa qu'une agence gouvernementale du département des Mines et de l'Industrie achète le charbon sur cette base, établissant en fait un monopole sur le marché. Les Formosans, satisfaits, signèrent et commencèrent à livrer le charbon à l'agence du gouvernement dont ils pensaient qu'elle le vendrait avec un bon bénéfice, qu'elle partagerait avec eux. A leur vive déception, toutefois, les hommes du gouverneur dans l'agence qui achetait le charbon le revendirent immédiatement à une autre agence

du gouvernement (une pure transaction sur le papier) avec un bénéfice ridicule. Puis – respectant à la lettre les termes du contrat – ils payèrent aux Formosans les pourcentages convenus. La deuxième agence du département des Mines et de l'Industrie expédia alors le charbon par bateau à Shanghai où elle réalisa un bénéfice astronomique.

Lorsqu'ils étaient aux mains des Japonais, les monopoles officiels du sel, des allumettes, des alcools, du camphre et des drogues produisaient un important pourcentage du revenu total de Formose. A la fin de 1945, les réserves de matières premières et de produits finis furent transférées à Chen Yi. Là encore, ce fut une aubaine au-delà de toute description.

Après le transfert, très peu de ces produits furent présentés sur le marché local par des canaux légaux. Dans la plupart des cas, nous connaissons le montant des quantités abandonnées (d'après les chiffres donnés par les Japonais), mais nous n'avons que de vagues indications sur ce que ces produits devinrent. Des 423 000 tonnes de camphre livrées, par exemple, un rapport officiel montre que seulement 400 tonnes furent en fait raffinées pendant les six premiers mois de l'occupation chinoise. Nous savons, en revanche, de source sûre, que de larges cargaisons de camphre quittèrent l'île à destination d'entrepôts privés de Hong Kong. Près de 3 500 000 caisses d'allumettes furent livrées, mais une grave pénurie d'allumettes se produisit à Formose au début de 1946. (A la première réunion du Conseil politique du peuple, en mai, le porte-parole du gouvernement donna une explication disant que le gouvernement n'avait pu distribuer que 1 473 caisses pendant les six premiers mois, « en raison d'un manque de transport adéquat »). Les réserves d'allumettes étaient également parties pour le continent.

Le sort des stocks du monopole des drogues était une des grandes préoccupations des leaders formosans. L'existence même d'une industrie des stupéfiants sous l'égide de l'Etat avait toujours été une source de conflits entre les Formosans et l'administration japonaise. Dans la décennie qui précéda la guerre, le gouvernement japonais ne publia pas les chiffres indiquant la quantité totale de matières premières ou de produits transformés annuellement manufacturés mais seulement, pendant un certain temps, les stocks restant à la fin d'une année. En d'autres termes, nous savons ce qui était laissé après une année de travail et de là on peut deviner l'ordre de grandeur de la production totale et des réserves normales.

Les chiffres japonais concernant ce sujet doivent, toutefois, être pris avec de grandes réserves. Une enquête de la Ligue des nations porta la peu ragoûtante fabrication japonaise de stupéfiants à l'attention mondiale et les chiffres japonais après 1932 montrent une nette diminution, qui ne doit pas être prise trop au sérieux. Les stupéfiants étaient une arme trop importante à l'égard du continent chinois. La consommation était beaucoup plus strictement contrôlée sur le territoire de Formose.

Le stock de stupéfiants que le bureau du Monopole de Taiwan avait en réserve à la fin de 1934 constitue une sorte de record : 67,9 tonnes d'opium brut et 19 tonnes d'opium préparé. A la fin de 1935, il avait en réserve un stock de 425 tonnes de feuilles de coca, 606 tonnes de morphine brute et 125 tonnes de cocaïne brute. Dix ans plus tard, Chen Yi annonça que les Japonais avaient seulement remis 9 720 livres d'opium et « une petite quantité » de cocaïne. Ces stocks de stupéfiants, précisa-t-il, avaient été immédiatement divisés en trois parties ; une partie avait été affectée au département de la Santé, une partie avait été envoyée à Nankin pour être utilisée dans le service de santé de l'armée et le reste avait été détruit. Désormais, ajouta-t-il, la fabrication de cocaïne et des dérivés de la coca serait abandonnée. Ses agents avaient pris le contrôle des plantations de coca à Taichung et près de Taitung.

Pendant de nombreuses années, Formose fut considérée comme l'un des principaux centres de fabrication de stupéfiants dans le monde et une source majeure d'approvisionnement pour le trafic illégal de drogues. Partant du principe que « Formose appartient maintenant à la Chine », notre consul à Formose décida, en 1946, que ce que les Chinois faisaient du monopole des drogues était une question qui ne concernait pas le gouvernement américain. Un rapport des Nations unies nota, en 1949, que le gouvernement chinois nationaliste n'avait soumis aucun rapport sur les stocks, la production ou l'usage des stupéfiants à Formose, depuis la reddition de 1945.

Les commissaires chinois se préparent à bâtir une nouvelle Formose

Sur le papier, pour les publications officielles, un organigramme définissait clairement la structure de la nouvelle administration. Il avait bonne allure – sur le papier – parce qu'il avait prévu tous les dépar-

tements nécessaires à une économie moderne de haute et complexe technologie et tous les services sociaux hérités de la période japonaise.

Chen Yi lui-même s'entoura d'un groupe remarquable de commissaires et de collaborateurs. La plupart d'entre eux avaient été éduqués dans des écoles de missions en Chine, dans des écoles techniques ou des universités japonaises ou en Europe de l'Ouest et en Amérique. Le contrôle de l'économie de base était assuré par les commissaires aux Finances, aux Communications, à l'Industrie et aux Mines, à l'Agriculture et aux Forêts.

Le premier choix du gouverneur pour le poste de commissaire aux Communications – vital pour une économie insulaire – était un nommé Hsu, qui avait longtemps travaillé pour la « Compagnie de navigation marchande de Chine » (China Merchant's Steam Navigation Company), appartenant à T.V. Soong, la « CMSNC », qui dominait le trafic maritime sur les rivières et sur les côtes de Chine. Cette proposition provoqua un tel tollé que le nom de Hsu fut retiré. Il partit alors pour Shanghai pour devenir le directeur de la CMSNC, mais, par la suite, le nécessaire fut fait pour que les bureaux de la représentation à Shanghai du gouvernement général de Taiwan soient situés dans l'immeuble de la CMSNC, sur le Bund. Pour remplacer Hsu, Chen-Yi choisit – ou on choisit pour lui – l'un de ses collaborateurs des années du Fukien, Yen Chia-kan.

Pendant toute la période pendant laquelle Chen Yi régna à Taipei, Yen Chia-kan fut un homme clé, servant d'abord comme commissaire aux Communications, puis aux Finances et, de temps en temps, comme secrétaire général par intérim. Les Formosans appréciaient sa personnalité plus que celle des autres commissaires car il n'était jamais arrogant et semblait toujours sincèrement intéressé par tous les problèmes qu'il avait à traiter.

D'autres commissaires avaient moins de succès dans leurs relations publiques personnelles. Proche de Yen, Pao Ko-yung, un homme jeune, plutôt élégant, qui avait fait ses études en Europe, vint à Formose pour occuper les fonctions de commissaire aux Mines et à l'Industrie. La sœur de sa femme était l'épouse du directeur de la Compagnie de navigation marchande de Chine et son frère était chargé des relations publiques au sein du gouvernement formosan à Shanghai, dont les bureaux étaient dans l'immeuble de la CMSNC. Le directeur des Chemins de fer de Chen Yi (Chen Ching-wen) devait finalement devenir

commissaire aux Communications et président du Conseil d'administration de la CMSNC.

Quand le commissaire Yen passa des Communications aux Finances (au début de 1946), son poste fut attribué à Jen Hsien-chuen qui avait étudié au Japon et en Italie et avait servi brièvement au bureau des Routes du gouvernement central. Le commissaire pour l'Agriculture et les Forêts était Chao Lien-fang, titulaire d'un doctorat de l'Université du Wisconsin.

C'étaient les hommes contrôlant les finances, les transports, l'industrie et l'agriculture. Leur expérience à l'étranger leur permettait de rencontrer et de manipuler les visiteurs américains avec un remarquable succès. Très nombreux, parmi ces visiteurs éclair venus de Washington, étaient ceux qui semblaient persuadés qu'un étranger qui maîtrisait l'anglais avait nécessairement une vision démocratique des choses et que, s'il avait passé une partie de sa vie comme étudiant aux Etats-Unis, c'était la garantie qu'il était en faveur du point de vue américain. Les commissaires étaient passés maîtres dans l'art de donner des interviews au cours desquels ils fournissaient rapidement des statistiques succinctes et persuadaient leurs hôtes que les choses changeaient à Formose à un rythme encourageant. Mais une longue expérience avec eux dans le travail officiel et dans la vie sociale non officielle faisait clairement apparaître que les références publiques bienveillantes à « nos frères formosans » cachaient à peine leur mépris pour les « barbares » insulaires et masquaient le fait qu'ils consacraient tout leur temps à spolier l'île de ses richesses aussi rapidement et aussi totalement que possible. Ce n'était pas ce que les commissaires disaient qu'ils faisaient mais c'était, bel et bien, ce, qu'en fait, ils faisaient.

L'organigramme imprimé du gouvernement était clairement présenté, mais en pratique, l'autorité de chaque instance était floue à cause d'intenses rivalités et du chevauchement des compétences. Il y avait les groupes de l'armée et les cliques du parti, les antagonismes civils/militaires et les factions fondées sur des origines et des intérêts régionaux (Shanghai contre la capitale, le Fukien contre le Chekiang ou le Kwantung, par exemple) et, sous-jacent à tout cela, cette essentielle opposition d'intérêts – les Formosans contre les Chinois continentaux.

Chaque commissaire avait une suite personnelle et fournissait des emplois à quantité d'amis et de parents. Quelques-uns, toutefois,

pratiquaient le népotisme sur une beaucoup plus grande échelle que d'autres. Par exemple le secrétaire général ou administrateur civil (le général Keh King-en) nomma tout de suite sept membres de sa famille à des postes importants et lucratifs pour lesquels ils ne possédaient pas la moindre qualification. Le chef de la police de Kaohsiung employait plus de quarante de ses parents. Certains Chinois du continent recevaient un salaire pour des tâches purement honorifiques – par exemple le général de division qui figurait comme « directeur de l'Orchestre symphonique de la garnison de Taiwan » alors qu'il n'était ni militaire d'active ni musicien. Le poste de directeur du bureau du Commerce de Taiwan – l'un des emplois les plus lucratifs – fut attribué à quelqu'un dont on disait qu'il était le neveu ou le fils naturel de Chen Yi. On prétendait qu'un commissaire en vue employait l'une de ses concubines, dans son département, comme « expert technique ».

Les Formosans se délectaient en faisant état de ces bruits, de ces commérages, de ces allégations, qui faisaient perdre la face aux nouveaux venus, mais la situation générale était trop grave pour qu'on en rît. Le poids de la politique économique tomba sur leurs épaules ; ils allaient faire l'expérience, comme le Fukien, du « nécessaire socialisme d'Etat » de Chen Yi.

Pour faire le travail administratif, pour lequel les Japonais employaient 18 300 personnes, les rapports de Chen Yi montrent que, en juin 1946, 43 000 employés avaient déjà été recrutés et ces listes étaient très imprécises et sous-évaluées.

Pour la forme, cinq personnes nées dans l'île furent nommées dans des départements au deuxième et troisième niveau de l'administration. Aucune d'entre elles n'avait vécu à Formose pendant au moins les quinze dernières années. C'étaient des étrangers parmi leurs propres compatriotes et, au milieu de 1946, on parlait d'eux avec mépris comme les « caniches du Kuomintang ». Vers juin 1946, une majorité d'employés du gouvernement avait des noms formosans mais il s'agissait des jeunes filles qui portaient les messages, des gardiens des bureaux de Taipei et des commis et des gardiens des bureaux de l'administration dans les petites villes. Les postes « effectifs » de l'administration – ceux qui étaient significatifs – étaient tous entre les mains des continentaux.

En octobre 1945, tous les Japonais furent immédiatement dépossédés de toute autorité et renvoyés sans cérémonie du gouvernement et

de l'industrie mais, tout aussi rapidement, quelque 30 000 d'entre eux (surtout dans les services techniques) furent retenus temporairement comme « conseillers ». C'était admettre que les Chinois n'étaient pas compétents pour administrer Formose; aussi, pour leur sauver la face, les conseillers japonais durent-ils signer des demandes suppliant qu'on leur accorde le privilège de devenir des conseillers, alors qu'en fait ils renonçaient à tous les droits normaux d'un citoyen.

A vrai dire, immédiatement après la reddition, 50 000 Japonais environ avaient volontairement présenté une demande officielle pour rester à Taiwan, où ils avaient toujours vécu. Mais quelques semaines sous le régime de Chen Yi les persuadèrent de changer d'avis; le Japon détruit par la guerre, la charité publique et l'occupation américaine semblaient plus attrayants. A la fin de 1946 seulement 2 000 Japonais environ restaient à Formose dans des services de « conseil ».

Les hommes du parti nationaliste comme « mentors » de Formose

Le gouverneur annonça que les « Formosans arriérés » seraient formés pour remplacer les employés et les techniciens japonais et, à cette fin, un « programme de formation provincial » (Provincial Training Corps Program) fut inauguré le 3 décembre 1945. La formation, d'une durée de quatre-vingt-dix jours, comprenait de la littérature chinoise, des cours sur les doctrines de Sun Yat-sen, sur les discours et les réalisations de l'Arbitre suprême (Chiang Kai-shek), et d'autres nourritures spirituelles du même ordre. Il y avait quelques cours, de-ci de-là, sur la géographie nationale, l'histoire, la politique et l'économie, et quelques-uns, très peu, sur des sujets techniques comme la comptabilité et la météorologie.

Ce programme de formation s'avéra, également, n'être qu'une simple façade. Du premier groupe de 375 Formosans qui finirent le programme, très peu furent, en fait, recrutés. Ils se plaignirent amèrement que, alors qu'on leur avait demandé de suivre cette formation, les emplois laissés vacants par les Japonais étaient tout de suite occupés par les nouveaux venus du continent.

Au début de 1946, le sommet de l'administration était rempli de continentaux inexpérimentés et les Formosans étaient relégués dans des positions subalternes d'employés, de garçons de course et de per-

sonnels de maintenance. Progressivement, ils furent même chassés de ces emplois pour faire de la place aux immigrants.

Le parti nationaliste joua, en fait, un rôle mineur en 1945 et 1946. Le mystérieux « colonel Chang », qui était arrivé le 5 septembre 1945, apparut, un peu plus tard dans l'année, comme l'organisateur principal des Jeunesses du Kuomintang (Kuomintang Youth Corps), qui étaient la version Chiang Kai-shek des Hitler-Jugend ou des Komsomol de Staline.

Il y eut un bref engouement, un élan d'intérêt pour participer à ses manifestations et s'enrôler dans l'organisation. Le parti nationaliste avait longtemps été présenté comme l'âme et la conscience de la « Nouvelle Chine ». Chiang Kai-shek en était le Tsungtsai ou directeur général et les Trois principes du peuple (San Min Chu-I) de Sun Yat-sen ses Saintes Ecritures.

Les trois principes étaient juste ce qu'il fallait après cinquante ans de domination japonaise. Ils étaient l'expression (sous forme de slogans) du nationalisme, des droits de la population et de son aspiration au bien-être. En 1945, ce programme signifiait, dans l'esprit des gens, que le parti nationaliste et le leader nationaliste allaient travailler avec énergie pour réintégrer Formose dans la nation chinoise, pour respecter les droits de tous en créant un système démocratique et représentatif dans lequel les Formosans gouverneraient à Formose et représenteraient Formose auprès du gouvernement central et, enfin, que le parti faciliterait la reconstruction et le développement économique de l'île.

En pratique, ils s'aperçurent rapidement que les lignes de partage entre les intérêts du gouvernement et ceux du parti n'étaient pas claires. Les membres du parti constituaient une élite et le gouvernement devait servir et financer le parti. De son côté, le parti était organisé pour magnifier l'autorité du Tsungstai ou directeur général. De la même manière qu'il n'aurait pu y avoir de parti nazi sans Hitler ou de parti fasciste sans Mussolini, ou de parti phalangiste sans Franco, il ne pouvait y avoir de parti nationaliste (Kuomintang) sans Chiang Kai-shek.

Les Formosans trouvèrent beaucoup de ressemblances entre les exigences du cérémonial du parti et celles du culte d'Etat de l'Empereur chez les Japonais. Cette routine avait été coûteuse et pesante et ils n'étaient pas très heureux de la reprendre sous un nom différent.

Par exemple, pendant la période japonaise, un portrait de l'empereur régnant devait être accroché dans chaque école et il fallait lui manifester la plus grande déférence. Il y avait des services hebdomadaires au cours desquels tous les fonctionnaires et tous les enfants des écoles devaient s'incliner avec respect devant le portrait impérial ou dans la direction du palais impérial de Tokyo, « rendant hommage de loin ». Maintenant, sous le nouveau régime nationaliste des portraits de Sun Yat-sen, le « père de la nation », ou de Chiang Kai-shek, le « dirigeant de la nation », avaient simplement partout remplacé le portrait de l'empereur japonais. Chaque semaine, le lundi matin, tous les bureaux de l'administration, tous les postes militaires, et toutes les organisations du parti devaient suivre un service commémoratif qui durait une heure. Les participants étaient tenus de s'incliner trois fois devant le portrait de Sun et devant le drapeau de la nation et du parti. Ils étaient aussi tenus de chanter l'hymne national qui était le chant du parti. Les enfants des écoles, les membres des jeunesses du parti et beaucoup d'autres groupes étaient contraints de manifester les formes extérieures de respect à ces symboles qu'étaient le parti, l'armée et le gouvernement.

Rapidement, des bureaux du parti furent ouverts sur toute l'île. Des affiches, des brochures, des slogans furent créés, des rassemblements de masse et des exercices furent organisés. Des orateurs infatigables faisaient des discours dans les rassemblements, essayant d'habituer la foule à « penser par slogans » et à accepter de se conformer aveuglément à la volonté du leader du parti. On faisait beaucoup l'éloge du parti et du Generalissimo et on parlait peu de la reconstruction de Formose ou des déprédations de l'armée du KMT.

Quand des hommes de main vinrent en grand nombre des ruelles obscures de Shanghai, les organisateurs du parti se mirent à utiliser des méthodes brutales dans les petites villes. La vérité commença d'apparaître aux Formosans. L'assistance fondit aux manifestations du parti et aux rassemblements des jeunesses du parti. On exigeait le paiement de trop nombreux droits et de trop nombreuses contributions spéciales. Quand les organisateurs commencèrent de demander des parts dans des entreprises locales profitables, ils furent étonnés de la vigueur avec laquelle les Formosans s'y opposèrent et de la rapidité avec laquelle ces tentatives furent révélées dans la presse locale.

Ce que s'était attribué le parti dans le partage des biens mobiliers et immobiliers était considérable. De nombreux cinémas lui avaient été donnés – qui pouvaient rapporter de l'argent sur une base commerciale lorsqu'ils n'étaient pas utilisés pour les meetings du parti. A la fin de l'automne de 1945, le parti avait perdu toute crédibilité à Formose et il commença d'être l'objet, dans la presse, d'éditoriaux extrêmement critiques.

Ceci entraîna une perte de face ; le porte-parole du parti et les journaux gouvernementaux, très irrités, accusèrent les insulaires d'avoir été pervertis par leur longue collaboration avec les Japonais, de manquer du « véritable esprit national » et de pratiquer volontairement une discrimination à l'égard de leurs frères originaires d'autres provinces.

Pendant toute l'année 1946, le parti n'était pas suffisamment enraciné, ni suffisamment fort, pour employer des méthodes d'élimination brutale quand il voulait réduire au silence la presse d'opposition ou détruire un critique. Ces méthodes n'apparurent que plus tard. Pendant un certain temps, les dirigeants et les organisations du parti aidèrent simplement Chen Yi à mettre sur pied son camp d'internement disciplinaire dans les faubourgs de Taipei, appelé officiellement « centre de réhabilitation et d'assistance ». Grâce à une interprétation abusive des lois sur le vagabondage, quelques-uns des propriétaires et des intellectuels formosans les plus entêtés furent soumis par force à des périodes de « rééducation politique ». Cela signifiait que leurs familles faisaient l'objet de chantages et de menaces à peine voilées sous-entendant que des choses encore plus graves leur arriveraient si des « cadeaux de reconnaissance » adéquats ne changeaient pas de main – ou toute autre forme de corruption – pendant que le chef de famille était rééduqué.

Les cadres du parti nationaliste assistaient la police en vérifiant les références des Formosans qui souhaitaient voter ou devenir candidats à certains mandats ou pour être candidat aux Conseils politiques du peuple, qui furent créés en 1946.

En promettant la création de ces conseils élus, Chen Yi commit, par inadvertance, une erreur majeure. D'un côté, le gouverneur général s'efforçait de se faire une excellente propagande en offrant généreusement d'établir immédiatement ces conseils « pour écouter l'opinion des gens », mais, d'un autre côté, les premières élections eurent lieu et les premiers conseils furent réunis avant même que le parti puisse tenir

fermement cet instrument en main. De nombreuses personnes, qui s'avérèrent plus tard être totalement indésirables aux yeux du gouvernement, furent élues pour un mandat de deux ans avant que les cadres du parti aient pu vérifier correctement qui elles étaient et faire agir leurs hommes de main.

A ce moment-là, ils étaient trop occupés à se partager le butin.

L'accord sur les biens japonais confisqués

Après avoir organisé le transport des réserves, fourni des emplois aux parents et amis qui le méritaient et placé de nombreux Formosans dans les « centres de réhabilitation », les commissaires du gouverneur se mirent à la tâche plaisante de gérer les propriétés confisquées. Ils avaient trouvé Penglai*, les îles mythiques de la mer de l'Est, remplies d'or et d'argent.

Tout de suite après la reddition, qui avait eu lieu dans la baie de Tokyo, les Japonais, à Taipei, avaient formé une « Commission pour l'enregistrement des propriétés » pour préparer le transfert des titres aux Puissances alliées ou au gouvernement nationaliste chinois, représentant les Alliés. Différents types de biens furent livrés. Pour notre exposé, nous pouvons les classer en trois grandes catégories.

Les propriétés de gouvernement incluaient toutes celles qui étaient détenues par l'administration centrale à Tokyo ou par le gouvernement général de Taiwan ou par ces deux entités agissant en collaboration. Cette catégorie comprenait tous les terrains et les bâtiments publics, les systèmes de transports et de communications, y compris les chemins de fer, les stations de radio, les systèmes publics de télégraphe et de téléphone, le système de télécommunications de la police, les installations portuaires et beaucoup d'autres biens de moindre importance ; les entreprises industrielles appartenant à l'Etat comme les monopoles qui produisaient le sel, l'alcool, le camphre, les allumettes, les stupéfiants ; les participations de l'Etat dans de grandes entreprises semi-publiques qui faisaient que ces dernières étaient rangées dans cette

* N. du T. : Le « mont Penglai » (蓬萊仙島) est le nom d'un lieu de la mythologie chinoise. Sa signification symbolique est assez proche de celle d'« Eldorado ».

catégorie ; c'était le cas de la Banque de Taiwan, de la Compagnie pour le développement de Taiwan, la Compagnie d'électricité de Taiwan et d'autres firmes importantes.

Les institutions et les propriétés relevant du domaine social et prêtes à être transférées incluaient les écoles, les hôpitaux, les stations de recherche, les fermes et les forêts, les laboratoires, les instituts de formation et beaucoup d'autres institutions et propriétés moins importantes mais toutes, par nature, au service du public. Les sommes en argent liquide abandonnées incluaient les placements à la Poste dans laquelle les Formosans et les Japonais avaient des comptes, les institutions publiques d'assurances, les institutions d'investissement et de crédits qui détenaient les économies de toute une vie de ceux qui considéraient Formose comme leur « chez eux ».

Les propriétés privées prêtes à être transférées incluaient des actions, détenues soit par des firmes soit par des particuliers, dans des compagnies produisant du sucre, du bois, des ananas, des produits chimiques et des minerais, et qui étaient les filiales coloniales des grandes compagnies japonaises ou de la maison impériale. Les biens privés mineurs des quelque 300 000 Japonais qui vivaient en permanence à Formose incluaient des résidences, des boutiques, du matériel d'imprimerie, des cinémas, des cliniques et des hôpitaux privés, des restaurants, et des centaines de petites propriétés industrielles et commerciales de toute nature.

Les civils japonais qui se préparaient à être rapatriés furent informés qu'ils seraient seulement autorisés à emporter avec eux ce qu'ils pourraient transporter avec leurs deux mains et sur leur dos. Tout le reste devrait être vendu, livré, abandonné ou donné. Il n'y aurait pas de période de grâce de deux ans, comme les Japonais l'avaient accordé aux Chinois en 1895, mais il leur était quand même donné la possibilité de faire une déclaration de ce qu'ils avaient perdu dans le faible espoir qu'un jour ils pourraient présenter une requête au gouvernement japonais à Tokyo demandant une compensation ou une restitution.

Les problèmes les plus difficiles surgirent avec les propriétés dans lesquels les Japonais et les Formosans avaient un intérêt commun ou se partageaient le titre de propriété. Beaucoup de ces partenariats avaient été créés d'un commun accord au cours des dernières décennies de la période japonaise, bien qu'il y eût des cas notoires dans lesquels des entreprises formosanes prospères avaient dû, sous la contrainte, accep-

ter des partenaires japonais. Toutes ces propriétés, possédées conjointement – les Chinois insistèrent sur ce point – devaient être entièrement confisquées pour la raison qu'elles manifestaient clairement une « collaboration avec l'ennemi ».

Quand la « Commission japonaise pour l'enregistrement des propriétés » eut terminé son travail, des économistes qualifiés qui en faisaient partie estimèrent la valeur totale des propriétés *non militaires*, prêtes à être tranférées, à deux milliards de dollars d'avant-guerre. Si nous divisons cette somme par deux (pour tenir compte de l'argument selon lequel les Japonais avaient intérêt à majorer leurs pertes), on a encore affaire à un montant de l'ordre du milliard de dollars d'avant-guerre. Dans les circonstances du moment, qui affectaient alors la valeur des biens et des monnaies à Shanghai et à Taipei, il était impossible de mettre un chiffre réaliste sur ce que valaient globalement, à cette époque, Formose et les propriétés confisquées. On assistait alors, en effet, à un énorme transfert pour réparations, du Japon à la Chine, de propriétés, d'une valeur de quatre ou cinq milliards de dollars (sans compter les armes et les munitions). Avec une bonne gestion, l'économie moderne de Formose aurait été à même de générer de grands profits qui auraient pu être utilisés pour le programme de reconstruction de la Chine elle-même, et l'île aurait pu également devenir un centre de formation de grande valeur pour les dizaines de milliers de techniciens chinois dont on avait besoin dans toutes les provinces de Chine.

Les partisans de « la Chine d'abord » au Département d'Etat à Washington décidèrent de ne pas discuter de la question de Formose comme constituant une « réparation » à la Chine ; si cette question était quelquefois abordée, Formose était considérée comme une « propriété volée », maintenant rendue à son légitime propriétaire.*

Le gouvernement et le peuple de la Chine elle-même retirèrent très peu de profit de ces transferts.

---

* En une occasion, à Washington, j'essayai de discuter de la question de Formose comme « réparation », mais le fonctionnaire du bureau d'Asie au Département d'Etat répondit au téléphone pour parler pendant très longtemps de la décoration intérieure et des affectations d'un avion quadrimoteur qu'on s'apprêtait à donner au Generalissimo et à Mme Chiang. Etant donné que la conversation téléphonique devait être transcrite en directives à appliquer immédiatement, on me fit signe de me rendre dans un autre bureau, un autre jour.

VI
Le « nécessaire socialisme d'Etat » de Chen Yi

Le mécanisme du monopole

Les Formosans ne restèrent pas inactifs pendant que la Commission japonaise pour l'enregistrement des propriétés établissait ses listes. Ils estimaient que les richesses japonaises à Formose avaient été créées par le travail des Formosans et les ressources de Formose. Les documents montraient clairement qu'une part substantielle des propriétés confisquées – particulièrement les terres utilisées pour la culture de la canne à sucre – avait été prise aux Formosans à un moment ou à un autre par des moyens illégaux ou irréguliers, ou confisquées de manière incontestable.

Qu'attendaient ou que voulaient les Formosans en 1945 ?

Nombre de leaders locaux supposaient que les propriétés confisquées seraient (ou devraient être) divisées en trois. Le gouvernement central de la Chine s'approprierait ce qui appartenait à Tokyo, le gouvernement de Formose ce qui lui appartenait déjà et que le reste – toutes les propriétés privées japonaises – constituerait un fonds qui serait géré au profit de la population de l'île. Des accommodements pourraient être prévus (pensaient-ils) pour donner l'occasion aux Formosans d'acheter ces biens privés confisqués dès que la question de leur paiement serait réglée.

Je ne connais pas les raisons qui faisaient croire qu'un tel partage aurait lieu, mais pour l'anticiper, des hommes d'affaires de Formose créèrent le Taiko Kigyo Kaisha ou Compagnie des entreprises publiques (Greater Public Enterprises Company), au capital d'un million de yens (alors équivalents à 6,6 millions de $). Ses actions furent achetées avec empressement à Taipei. Pour des raisons qui ne leur furent jamais expliquées, ils furent encouragés à payer ces actions avec des billets de mille yens.

Quand tout ce processus fut bien engagé, le commissaire aux Finances annonça brusquement que tous les billets de mille yens qui

se trouvaient dans des mains ou des dépôts privés seraient « gelés » pendant une année. Il n'était pas contestable que le capital de la nouvelle compagnie avait été constitué avec des billets de mille yens. Cette mesure paralysa efficacement la compagnie d'investissement formosane et élimina de nombreux Formosans qui auraient pu être les concurrents de Chinois lors des appels d'offres pour les propriétés confisquées. Pour les biens immobiliers, les industries et les entreprises appartenant aux Japonais, Chen Yi avait d'autres plans.

Les nouveaux venus de Shanghai disposaient immédiatement de capitaux – ou pouvaient s'en procurer, sortant des presses, neufs et craquants. (Le commissaire Yen me dit un jour que sa solution pour résoudre le problème d'une inflation tenace était simplement « d'imprimer ! D'imprimer ! D'imprimer ! D'imprimer ! D'imprimer ! »). Les Formosans n'avaient aucune chance en face de tels concurrents.

Mais même les nouveaux venus devaient obéir aux nouvelles règles des monopoles – ou alors trouver, à coups de pots-de-vin, une autre voie pour s'extraire du labyrinthe de paperasseries produites par l'administration.

Dans leurs grandes lignes, les dispositions étaient simples. Les commissaires contrôlaient et dirigeaient les opérations de la commission du gouvernement pour les propriétés confisquées en créant une série de nouvelles commissions subsidiaires, chacune d'entre elles se consacrant à une catégorie particulière d'entreprises ou de propriétés. Par exemple, le département des Mines et de l'Industrie (ayant à sa tête le commissaire Pao) se chargea du contrôle de plus de deux cents entreprises, comprenant toutes les installations principales liées à la production de l'énergie et du sucre, à la métallurgie, à la chimie industrielle, à la fabrication de machines et à l'ingénierie électrique. Le département de l'Agriculture et des Forêts (ayant à sa tête le commissaire Chao) prit le contrôle des industries alimentaires, à l'exception des raffineries de sucre, et y ajouta les usines à bois, les scieries, les industries liées aux produits de la mer et les centaines de milliers d'hectares de terres agricoles, de plantations et de forêts. Le commissaire aux Finances assuma le contrôle de toutes les banques, des sociétés d'investissements, des compagnies d'assurance et de toutes les autres institutions financières (y compris l'imprimerie qui fournissait les billets de banque au cours des premiers mois de l'administration chinoise). Il contrôlait aussi les

organisations établies pour gérer les loyers et la vente des petites propriétés, des petites entreprises, des maisons et des boutiques qui n'entraient pas dans les catégories précédentes.

Ce partage des responsabilités paraissait raisonnable immédiatement après le transfert, mais la décision qui suivit révéla sans erreur possible la véritable direction et la véritable nature du « nécessaire socialisme d'Etat ».

Au sein de chaque commission subsidiaire de contrôle, les hommes du gouverneur se réservèrent les positions les plus importantes, ex officio, et nommèrent à de nombreux emplois des amis, des parents et des proches collaborateurs. Dans chaque commission, des comités spéciaux de gestion furent créés pour contrôler des entreprises spécifiques. Par exemple, toutes les entreprises de thé qui avaient été confisquées furent gérées par un seul comité, de même que les entreprises métallurgiques, ou celles de pâte à papier, et ainsi de suite, de manière que des centaines de petites entreprises soient fusionnées sous une gestion unique et sous un seul contrôle. C'est ainsi, par exemple, que le commissaire Pao, chargé des mines et de l'industrie, avait rassemblé au moins trente-trois compagnies dès le milieu de l'année 1946.

L'étape suivante était la plus évidente. Les comités de gestion commencèrent à se transformer en « conseils d'administration » ou d'autres formes adéquates de contrôle. En théorie, le gouvernement continuait à détenir le capital et la propriété nominale mais les compagnies agglomérées étaient de plus en plus gérées comme des entreprises privées. C'est ainsi que le mode de propriété et la gestion efficaces des Japonais furent remplacés en un tournemain par le mode de propriété et la gestion inefficaces des Chinois. Les Formosans n'avaient plus qu'à remâcher leurs griefs.

Puis vint le dernier coup : les directeurs, les membres des conseils, les gestionnaires et tout le personnel de décision – tous, et à tous les niveaux, Chinois du continent – se trouvèrent dans une position où ils pouvaient décider eux-mêmes de leurs salaires, de leurs indemnités, de leurs avantages en nature, par exemple une résidence officielle ou une voiture de fonction, et des avantages consentis pour acquérir des actions des nouvelles compagnies.

De cette manière, une part importante de l'économie productive passa aux mains des Chinois. Les commissaires les plus influents – Yen, Pao,

Chao – détenaient le pouvoir d'organiser le commerce et les transports, de déterminer les taxes et les indemnités pour la reconstruction. Ils pouvaient accorder ou refuser des licences d'exploitation ou de commerce, ils fixaient le prix du transport des marchandises et accordaient (ou refusaient) les licences d'exportation. Ils avaient mis sur pied un moyen d'assurer leur emprise sur les entreprises et les propriétés confisquées.

En même temps, les commissaires et leurs collaborateurs, en tant que personnes privées, occupaient des emplois salariés et possédaient des actions qui leur rapportaient des dividendes. Dans des milliers de déclarations publiques, le gouverneur et ses hommes affirmaient leur détermination à reconstruire les industries endommagées et à faire en sorte que Formose retrouve rapidement les niveaux élevés de production qu'elle connaissait avant-guerre. En pratique, il était évident pour tout le monde que les salaires privés, les bonus et les dividendes avaient la priorité ; s'il restait encore quelque chose peut-être pourrait-on le consacrer à la reconstruction sur le long terme.

« Si vous ne pouvez vendre le produit, vendez l'usine ! »

L'année 1946 fut celle d'un désastre économique permanent. Les prix augmentèrent constamment, la production chuta, et le chômage, parmi les Formosans, devint partout un problème. Les seuls gens heureux à Formose étaient les commissaires et leurs amis qui occupèrent leur année à transformer les richesses industrielles de l'île en bonnes barres d'or qui pouvaient être mises en sécurité et dissimulées partout dans le monde.

Le commissaire aux Finances contrôlait trois imprimeries produisant des billets de banque qui bruissèrent d'activité pendant toute l'année 1946. Les employés de la Banque de Taiwan racontaient qu'en fait personne ne tenait un compte exact de ce qui était imprimé et qu'il y avait donc une importante production illégale de billets. Il y avait également une grande imprécision en ce qui concernait les canaux à travers lesquels les nouveaux billets étaient mis en circulation et la révélation d'une contrefaçon à grande échelle fit apparaître la complicité de personnels appartenant au département des Finances.

Entre mai et décembre, tous les billets japonais furent progressivement retirés de la circulation. Sur ceux qui les remplaçaient, figurait

une représentation de la première victoire chinoise sur un peuple européen (la défaite des Hollandais par Koxinga, à Formose en 1662) et l'expulsion de l'île des étrangers importuns. Les nouveaux billets furent imprimés à New York sur l'ordre du gouvernement et furent envoyés par bateau à Taipei, via Shanghai. Le premier jour de leur mise en circulation, la Banque de Taiwan proposa de mettre sur le marché un total de 2 600 000 TY (yens de Taiwan). Ce même matin, un Chinois du continent se présenta au caissier d'une banque avec une valise contenant 30 000 000 TY en billets tout neufs et demanda l'ouverture d'un compte. Le caissier, un de mes amis, en informa les dirigeants de la banque qui demandèrent des explications. Cette personne leur précisa qu'un des collaborateurs de T.V. Soong, par faveur spéciale, lui avait remis cette somme en argent liquide à Shanghai. L'interrogatoire prit fin immédiatement, un nom magique avait été prononcé.

D'importants bonus, des « salaires d'expatriés », et du riz à bas prix faisaient partie des avantages que les fonctionnaires du gouvernement se consentaient à eux-mêmes. Ils contribuaient régulièrement aux pressions inflationnistes. Une par une, les usines et d'autres entreprises productives sombraient, et les produits devenaient rares. Formose, à vrai dire, était devenu un énorme marché aux voleurs.

Les Formosans se plaignaient que pour chaque cargaison de biens qui quittait les ports, ils recevaient seulement en échange une cargaison d'avides continentaux. Très peu venaient dans l'intention de s'établir de manière permanente à Formose. Chacun s'efforçait d'en profiter le plus possible, dans le laps de temps le plus court possible. Nous en tirâmes la conclusion que, en règle générale, ni le gouvernement ni les particuliers n'étaient intéressés par une transaction qui rapportait un bénéfice inférieur à 100 %. Les Japonais estimaient généralement, quant à eux, qu'il fallait de dix à quinze ans pour qu'une entreprise amortisse son investissement initial en capital, mais les nouveaux venus n'étaient pas du tout intéressés par des investissements à long terme. Par exemple, l'un des experts japonais dans le domaine des pêcheries (Hisaichi Maene) fut conservé comme conseiller du gouvernement pour aider à la remise sur pied des industries liées aux produits de la mer. Il prépara des plans qui prévoyaient le développement de flottes de pêche, des écoles de formation technique, l'établissement de marchés et un retour sur investissement après

une période de dix ans. Les hommes du gouverneur récrirent immédiatement le projet, demandant à une agence américaine de fournir le capital, mais ne prévoyant aucun crédit pour l'entretien, le développement, la formation ou l'amortissement du capital initial. Les profits devaient être immédiats et estimés à deux fois le montant prévu par le plan de Maene.

Ce dernier abandonna. Il savait qu'il aurait beaucoup de difficultés à démissionner de sa position de « conseiller »; il connaissait trop de choses sur les activités de contrebande du département de l'Agriculture et des Forêts. Un jour, simplement, il disparut pour refaire surface à Tokyo, où il était hors d'atteinte.

C'était exclusivement un « gouvernement de marchands »; les commissaires et la majorité de ceux qui, sous leur autorité, détenaient des postes importants, n'étaient pas du tout intéressés par la relance et l'augmentation de la production, mais seulement par l'achat et la vente. Les politiques financières étaient systématiquement manipulées pour promouvoir les intérêts des nouveaux venus et pour éliminer la concurrence des entreprises privées tenues par des Formosans.

Le commissaire aux Finances supprima tous les chiffres relatifs aux revenus, ne publiant que le budget des dépenses supposées. Les comptes publics n'avaient que de lointains rapports avec la réalité. Par exemple, le budget du gouvernement indiquait que des millions de yens avaient été attribués au département de l'Education mais quand les directeurs des écoles et les professeurs demandèrent ces fonds qui représentaient leurs crédits de fonctionnement et leurs salaires, les caisses du département se révélèrent vides. Si le total des fonds prévus avait bien été transféré au département de l'Education (une hypothèse incertaine), trop de fonctionnaires avaient mis leurs mains dans la caisse entre le département des Finances et leur destination finale.

Le bureau japonais des Monopoles offrit un superbe terrain de chasse pour les fonctionnaires corrompus du gouvernement. Avant 1945, dix compagnies privées possédaient une licence pour distribuer les produits du bureau et le gouvernement se contentait de les fabriquer et de les conditionner. Sous le gouverneur Chen, le gouvernement lui-même assuma la responsabilité de la distribution et de la vente des boissons alcoolisées, des allumettes et du camphre. Le Monopole du sel fut séparé et constitua un bureau administratif différent, rattaché à

l'organisation du Monopole national du sel. Quant au Monopole des stupéfiants, on annonça qu'il serait supprimé.

Bien que cinq produits seulement fussent sous le contrôle du bureau des Monopoles, il étendit ses compétences à un grand nombre de produits de toute nature qui étaient achetés et vendus plusieurs fois entre les agences du gouvernement, mais aussi au sein de ces mêmes agences, avant d'atteindre le consommateur à Formose ou à Shanghai. Chaque transaction sur le papier devait générer des profits pour les personnes qui participaient à ce trafic.

Certains nouveaux venus avaient eu la malchance d'être nommés à des postes administratifs qui n'étaient pas directement liés à la production et au commerce. Il leur fallait inventer leurs propres méthodes pour siphonner l'économie. Par un curieux hasard, je découvris l'une d'entre elles, de faible ampleur, mais lourde de conséquences.

J'habitais sur le boulevard principal conduisant de la ville au faubourg de Shihlin. Un jour, un char à bœuf lourdement chargé se rompit devant ma porte. Je remarquai en passant qu'il transportait des livres dont la couverture rigide avait été enlevée. Ils étaient destinés, me dit-on, à une petite usine de pâte à papier située à Shihlin. Quand je découvris que quelqu'un que je connaissais y travaillait, je lui demandai de me mettre de côté et de me vendre tous les livres intéressants traitant de Formose. Il me dit que chaque semaine l'usine recevait plusieurs tonnes de livres et de rapports – tout ce qui était en papier – et que la plus grosse partie provenait des bibliothèques des écoles et des dossiers de bureaux pas très importants qui étaient passés sous le contrôle des Chinois du continent. Beaucoup, en réalité, portaient le tampon d'institutions bien connues, depuis des écoles primaires jusqu'à de hautes administrations du gouvernement. Les nouveaux venus ne voyaient pas l'usage qu'ils pourraient faire de livres ou de documents écrits en japonais ; ils les vendaient donc illégalement pour être recyclés à l'usine de pâte à papier et ils empochaient l'argent de cette vente. En même temps, je découvris que beaucoup de personnels administratifs et de professeurs venus du continent détournaient les fournitures des écoles en demandant aux enfants d'acheter du papier et des crayons de leur « stock privé ».

Tout le papier produit par les usines japonaises confisquées était réservé au gouvernement. Lorsque les besoins de ce dernier avaient été

satisfaits, le reste était alloué aux grossistes et aux détaillants. Au cours de ce processus, les fonctionnaires du gouvernement s'en procuraient de substantielles quantités qu'ils vendaient au marché noir, le rationnement du papier (qu'ils avaient eux-mêmes provoqué) ayant fait monter les prix à des niveaux exorbitants.

Il y avait une pénurie aiguë de papier. La consommation moyenne d'avant-guerre était d'environ 2400 tonnes par an, quand les usines de Formose en produisaient 40000 tonnes par an. Les ingénieurs de l'UNRRA estimaient, en 1946, qu'avec une gestion correcte, la production annuelle moyenne pourrait être portée rapidement à 50000 tonnes. La nouvelle Compagnie de pâte et de papier de Taiwan (Taiwan Pulp and Paper Company), créée par le gouvernement en mai 1946, était la plus importante du genre dans toute la Chine. Une de ses usines (à Lotung, au sud de Kaohsiung), fournissait précédemment cinquante-six imprimeries et maisons d'édition à Formose.

Les Chinois en prirent le contrôle en novembre 1945 et retinrent une équipe d'experts techniques japonais pour poursuivre la production. Ces derniers informèrent immédiatement le nouveau directeur que l'usine ne disposait que de deux mois de réserve de certaines fournitures et pièces détachées, critiques pour la poursuite des opérations. Quand elles furent épuisées, ils recoururent à des méthodes improvisées et ingénieuses pour maintenir l'usine en fonctionnement. Huit mois après que le directeur eut été averti des besoins impérieux de l'usine (c'est-à-dire en juin 1946), il donna sa première réponse à l'équipe technique japonaise, précisant que vraisemblablement rien ne pourrait être fait avant la fin de l'année. Les Japonais abandonnèrent et demandèrent à être rapatriés.

Les usines disparurent les unes après les autres. Le principe semblait être : « Si vous ne pouvez pas vendre le produit, vendez l'usine ». Les responsables chinois n'acceptaient pas qu'une usine connaisse un déficit temporaire pour diminuer le chômage ou reconstituer le capital. Si ce qu'une usine fabriquait ne pouvait pas être vendu immédiatement, elle était elle-même vendue. On commençait par écouler les stocks de matières premières et de produits finis, puis par démanteler l'usine. Les éléments qui, séparément, avaient une valeur marchande partaient les premiers, puis la structure elle-même était envoyée à Shanghai par bateau pour être vendue comme ferraille.

Le sort de la Compagnie tropicale d'industrie chimique (Tropical Chemical Industry Company) est exemplaire à cet égard. Des racines de manioc provenant de quelque huit cents fermes étaient transformées dans une usine employant plus de cent personnes. Confrontés aux protestations de cette communauté organisée, les nouveaux dirigeants démantelèrent simplement l'usine, vendirent les machines séparément et le reste comme ferraille. Les fermiers se retrouvèrent sans débouchés pour leurs racines de manioc et les ouvriers de l'usine sans travail. De la même manière, l'usine produisant de l'alcool industriel près de Chiayi (la plus importante de ce type dans toute l'Asie) tomba progressivement dans un état de complet délabrement et la production dut être arrêtée. D'un maximum de 3 200 employés, le personnel fut réduit à une équipe de maintenance squelettique d'environ 130 personnes. De nombreux éléments de l'usine furent emportés comme ferraille.

De temps en temps, on pouvait rencontrer des gens capables dans les bureaux, mais la moyenne était très déficiente. Par exemple, un ancien employé de la YMCA de Shanghai fut nommé directeur du bureau régional de Taichung de la Compagnie d'ananas de Taiwan. Dans les meilleures années, environ 6 000 hectares de terres étaient plantés d'ananas et Taichung était l'une des aires de production connues du monde entier. Des experts de la culture de l'ananas vinrent de Hawaii, en 1946, pour la visiter. Le directeur de Taichung les emmena pour une visite guidée. Comme, depuis Taipei, ils roulaient en direction du sud, la route traversa des dunes de sable près de la côte ouest. Brusquement, ce grand dirigeant de la compagnie des ananas leur montra du doigt avec enthousiasme les premiers « ananas » et les visiteurs n'en crurent vraiment pas leurs yeux. M. Fu leur désignait, d'un air très satisfait, les fruits non comestibles d'un pandanus, un arbuste sauvage poussant sur les plages, qui n'avaient absolument rien à voir avec des ananas.

L'administration de la Compagnie taiwanaise de thé avait à peu près le même niveau de compétence. Formose avait été l'un des plus importants et des plus connus producteurs de thé du monde, exportant 13 200 tonnes de thé en 1939. Le nouveau directeur de la compagnie était un frère du général Keh, l'administrateur civil. Un jour, il apporta au consulat des Etats-Unis trois sacs de thé d'une

demi-livre (un pour chaque fonctionnaire du consulat, pensâmes-nous d'abord) avec une « publicité » écrite à la main et reproduite maladroitement par un procédé du XIX[e] siècle, utilisant de la gélatine, sur du papier de mauvaise qualité. « Le consulat aurait-il l'amabilité d'envoyer ces sacs aux Etats-Unis pour aider à promouvoir l'exportation du thé ? ».

Le bureau du Commerce présentait un intérêt particulier pour Chen Yi lui-même. Les producteurs de nombreux biens de consommation étaient contraints de les vendre au bureau du Commerce à prix fixes, et le bureau, à son tour, les vendait sur le marché local ou à Shanghai générant ainsi du « capital d'Etat ». Après cinq mois d'activité, le gouverneur annonça que le bureau avait accumulé un bénéfice de 160 millions de yens de Taiwan dans l'« intérêt de tous ». Ceux qui travaillaient dans le bureau, ou en connaissaient les rouages, assuraient en privé que les bénéfices réels étaient au moins dix fois supérieurs.

Même les membres de la famille de Chen Yi étaient étonnés par l'ampleur de la corruption au sein du bureau du Commerce. Il revint à Nankin que Chen Yi s'attribuait une part disproportionnée de ces profits. Des agents conduisant une enquête pour le gouvernement central ordonnèrent que le directeur du bureau soit mis en état d'arrestation, mais au moment où cette commission d'enquête quitta Formose, le directeur fut relâché pour « manque de preuves » et partit de l'île en homme libre.

Un exemple illustrera les méthodes du bureau. D'importantes réserves confisquées de caoutchouc brut étaient tombées entre les mains du département de l'Industrie et des Mines, qui remit en route la production de pneus de bicyclette, de chaussures et d'autres produits faits de caoutchouc. Ces produits finis furent mis sur le marché à des prix exorbitants. Aux vigoureuses protestations publiques qui s'ensuivirent, on répondit que le bureau du Commerce ne percevait qu'un profit de 10 % et que le public ne devrait pas se plaindre. Techniquement, ce chiffre de 10 % était, certes, exact mais des enquêtes montrèrent que, à la suite d'arrangements avec le département de l'Industrie et des Mines du commissaire Pao, le prix du caoutchouc avait été augmenté de 600 % avant que les produits finis ne soient vendus au bureau du Commerce, qui n'ajouta qu'un modeste 10 % au prix ainsi majoré.

Bateaux et chemins de fer : les communications dans un monde insulaire

Les transports et les communications sont les facteurs ultimes de contrôle d'un monde insulaire. Les Formosans étaient totalement dépendants de leur système de chemins de fer pour la vie économique interne et des transports maritimes pour leurs communications avec le monde extérieur.

Le bureau des Chemins de fer se vit attribuer la compétence des transports par voie ferrée, au sein du gouvernement. Les dommages infligés par la guerre aux nœuds ferroviaires les plus importants furent rapidement réparés. Les stocks de matériels roulants n'étaient pas en très bon état mais les entrepôts des chemins de fer de Taipei, à Sungshan, étaient considérés comme beaucoup mieux fournis que n'importe lequel de leurs équivalents en Chine continentale. Bien qu'il y eût une pénurie de certaines pièces détachées, il était indéniable que les principaux dommages infligés aux chemins de fer en 1945 et 1946 l'avaient été par les Chinois eux-mêmes. Des bandes de soldats avaient enlevé tous les fils de cuivre et tous les équipements des aiguillages qu'ils avaient pu trouver, et les passagers de seconde classe avaient lacéré le tissu en peluche qui recouvrait les sièges. Aucune pièce de métal dans les wagons, le fourgon à bagages ou les wagons de marchandises n'était à l'abri.

Le nouveau directeur du bureau (Chen Ching-wen) était un arrogant « fumeur de pipe », qui avait acquis, lorsqu'il étudiait en Angleterre, un accent britannique exagéré, une antipathie pour les « Américains qui se mêlaient de tout », et un mépris monumental, souvent exprimé sans détour, pour la population de Formose. Les membres de l'équipe de l'UNRRA le considéraient comme un administrateur capable, très chanceux d'hériter d'un système de chemins de fer bien organisé et disposant d'un personnel de qualité.

Mais sous cette nouvelle administration plus rien n'était en sécurité dans les wagons de marchandises ou le fourgon à bagages. Au milieu de 1946, les transitaires devaient faire accompagner par leurs propres agents leurs marchandises voyageant d'une ville à l'autre pour être sûrs qu'elles arriveraient bien et qu'elles seraient bien livrées à leur véritable destination.

Le directeur Chen mit sur pied un corps spécial de police des chemins de fer mais, rapidement, ce dernier fut accusé d'être aussi peu fiable que n'importe quelle autre force de police, qu'elle soit spéciale ou régulière. Malgré une garde importante à bord des trains, le fret et les bagages continuaient, en effet, de disparaître ou étaient pillés pendant le trajet. A cause de son arrogance et du comportement brutal de sa force de police spéciale, le directeur Chen devint l'objet d'une particulière aversion de la part des Formosans.

Quelquefois, le système sophistiqué des transports et des communications rendait perplexe la nouvelle administration. Rien de comparable n'existait sur le continent. Une fois, un commissaire se plaignit à moi : « Les Formosans ont trop et exigent trop ». Avant la guerre, il y avait douze trains express ou semi-express, chaque jour, reliant les ports de Keelung et Takao (Kaohsiung), avec, en plus, des services subsidiaires. Dans leurs meilleures années, les chemins de fer japonais à Formose transportaient environ un sixième de la totalité du tonnage transporté dans toute l'immense Chine continentale au cours de son année la plus favorable (1936). Le commissaire remarquait que la Chine se contentait de deux trains express par jour entre la capitale nationale (Nankin) et Shanghai, l'une des villes les plus importantes du monde. Les Formosans (disait-il) devenaient agaçants en réclamant la restauration d'un service « normal ».

Le commissaire Jen contrôlait les entrepôts, les transports intérieurs et les équipements portuaires liés au transport maritime. Très peu de marchandises pouvaient être transférées de la campagne vers les marchés locaux ou de l'île au continent sans payer un tribut au monopole des transports.

Ce dispositif augmentait encore les profits de la contrebande. Les lois, les réglementations et les prescriptions du département des Communications n'étaient pas faites pour améliorer et développer le service des transports mais pour être contournées – moyennant finance. Là, le système des « pressions » fleurissait dans sa forme la plus achevée ; il affectait, en effet, la vie de presque tous les Formosans et aucune entreprise du continent ne pouvait expédier ou recevoir des marchandises sans un permis adéquat, qu'elle ne pouvait se procurer qu'en payant.

Le monopole sur le transport par mer dominait l'économie, et était entre les mains de la Compagnie de navigation de Taiwan, qui

était maintenant devenue une filiale de la Compagnie de navigation marchande de Chine (CMSNC). Dans le prochain chapitre, nous examinerons les effets de cette emprise sur les transports et les communications, détaillés dans les rapports de l'UNRRA pour 1946 et illustrés par la menace d'une extinction à Formose de toute activité commerciale étrangère.

Crises en coulisses ?

De 1941 à 1945, il était évident que les Chinois n'avaient qu'une idée limitée de la richesse et de la complexité de l'économie de Formose, et que ce sont les études américaines sur l'île qui avaient appelé leur attention sur elle et stimulé leur intérêt pour la piller. T.V. Soong était de temps en temps à Washington pendant la guerre et ses agents et ses lieutenants le tenaient très bien informé. Il fallut, toutefois, un petit peu de temps, après la reddition, pour que le bruit courût partout, à Chungking, à Nankin et à Shanghai, que la Chine avait vraiment hérité, avec Formose, de l'« Ile au Trésor ».

Le seul investissement étranger de grande ampleur dans la Formose d'avant-guerre avait été les 25 millions de dollars d'obligations émises par J.P. Morgan & Co, au nom du gouvernement japonais, pour financer la construction des premiers barrages et des premières centrales hydro-électriques de Sun Moon Lake (le lac du Soleil et de la Lune). La compagnie d'ingénierie J.G. White avait fait un rapport sur le potentiel énergétique de ces installations et, au vu du rapport de White, la compagnie Morgan avait donné son accord pour réaliser ce projet. Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, il n'est pas impossible que T.V. Soong (alors ministre des Affaires étrangères) ait été approché pour que les Américains obtiennent l'assurance que leurs investissements seraient respectés, en cas de transfert de souveraineté. Quoi qu'il en soit, Soong avait prévu très longtemps à l'avance la reddition à Taipei ; en quelques jours, la compagnie J.G. White avait une équipe basée à Taipei pour vérifier la situation énergétique et faire un rapport sur le potentiel industriel.

Rien ne restant jamais longtemps secret en Chine, nous pouvons supposer que le contenu du deuxième rapport de White était très largement connu au début de 1946. Le gouvernement se déplaça de

Chungking à Nankin le 1er mai. A peu près au même moment, j'étais à Shanghai et je fus invité à d'excellents dîners par un grand nombre de banquiers et d'hommes d'affaires influents, très désireux de discuter de la situation à Formose. Leurs questions et leurs commentaires reflétaient clairement un intérêt nouveau et marqué pour l'île, son histoire économique et les problèmes qu'elle rencontrait alors sous l'administration de Chen Yi.

J'interprétai certaines de leurs remarques comme l'illustration de leur extrême contrariété que le Generalissimo ait confié Formose à Chen Yi et à son nécessaire socialisme d'Etat. Ceux qui m'interrogeaient, de toute évidence, pensaient que Chen Yi avait tenu l'île suffisamment longtemps pour en récolter les bénéfices et craignaient que l'économie, dans sa totalité, risquât de souffrir de dommages irréparables s'il restait là plus longtemps.

En mai et juin, nous devînmes conscients d'une crise qui se déroulait dans les coulisses et dont nous pensions qu'elle était la conséquence d'un puissant conflit d'intérêts entre Nankin et Shanghai – un effort délibéré pour expulser Chen Yi et la prétendue clique de science politique qu'il était supposé représenter. Il y eut une grande tension et des menaces de violences, mais nous ne pûmes vraiment savoir sur quoi reposait exactement le conflit.

A un moment, la rumeur courut que T.V. Soong lui-même viendrait par avion (plusieurs arches recouvertes de feuilles furent dressées près de l'aéroport pour encadrer le mot « Bienvenue ! ») et qu'il y avait quelqu'un dans la ville qui attendait de remplacer le secrétaire général, Keh King-en (l'« administrateur civil »). Tout changement à ce niveau se traduirait par une redistribution drastique de l'autorité, des richesses et des privilèges. Etant donné que le général Keh n'était pas un homme de « Chen Yi », nous nous demandions si Soong n'était pas sur le point d'éliminer une faction rivale qui aurait été trop critique pour pouvoir être acceptée par Nankin. Peut-être Chen Yi ne partageait-il pas les richesses à la satisfaction de tous.

Les manifestations superficielles de cette crise étaient très réelles. Les communications entre Formose et le continent étaient évidemment cruciales si la situation en arrivait à une démonstration de force. Pendant un mois, les relations aériennes régulières avec Shanghai furent suspendues. Les forces aériennes chinoises montrèrent

brusquement qu'elles ne toléreraient pas une ingérence dans leurs propriétés et leurs prérogatives. Des unités des forces aériennes se saisirent du principal aéroport (Sungshan), l'entourèrent de gardes et érigèrent des barricades de sacs de sable sur la principale route qui y conduisait. Ils défièrent ainsi le gouverneur de prendre l'aéroport. Pendant un mois, le bureau des Communications de Shanghai refusa de transmettre des télégrammes à Formose. Indéniablement quelqu'un, proche du sommet de l'administration nationale, exerçait de fortes pressions sur Taipei.

Le consulat américain devint, en conséquence, très populaire. Le commissaire Pao Ko-yung fut pris brusquement du désir de régler de pressantes affaires à Shanghai et demanda notre aide pour le mettre à bord d'un avion américain. L'ancien chef de la police de Taipei (soudainement transformé en représentant spécial du ministère des Affaires étrangères, selon sa nouvelle carte de visite) persuada le consul américain de l'aider à obtenir un passage à bord d'un navire étranger qui se trouvait alors à Keelung. Un agent du gouverneur requit l'aide du consul pour que la maîtresse japonaise du gouverneur (la « Première Dame » de l'île) puisse partir de Formose; elle aussi avait de pressantes raisons de se rendre à Shanghai, ou, à tout le moins, de quitter l'île. Comme il s'agissait de personnages officiels ou d'« experts techniques », notre bureau fut heureux de leur donner satisfaction.

Pendant une brève période, il sembla probable que les Formosans allaient être les témoins d'un conflit sanglant entre leurs « frères », leurs « libérateurs » du continent, mais la crise passa, résolue, quelque part, par un compromis.

Partager d'une autre façon le gâteau formosan

Chen Yi et ses hommes restèrent à Taipei, mais les commissaires durent partager le butin sur une base plus large. Nankin leur ordonna de réorganiser les propriétés confisquées et de modifier le partage des responsabilités. Certaines entreprises importantes devaient passer sous le contrôle de la Commission des ressources nationales (NRC). La NRC elle-même était dans une position favorable pour obtenir une aide technique et financière étrangère (américaine), à l'échelle requise, pour rénover la Compagnie minière de cuivre de Taiwan, qui gérait toutes

les mines de cuivre et d'or, la Compagnie manufacturière d'aluminium de Taiwan, qui avait des usines à Hualien et à Kaohsiung, et tous les intérêts de l'île en matière de pétrole, maintenant réunis au sein de la filiale de Taiwan de la Compagnie pétrolière de Chine (China Petroleum Company). Les hommes de la NRC – qui étaient techniquement compétents et avaient une réputation d'honnêteté – commencèrent immédiatement à rénover les mines qui avaient été très sérieusement endommagées après la reddition et à reconstruire les usines de transformation de la bauxite. Les raffineries de pétrole, près de Kaohsiung, avaient été endommagées en 1944 et 1945 mais pouvaient retrouver leur pleine capacité qui, à l'origine, avait été prévue pour une production de 100 000 gallons de pétrole par an. La Chine continentale n'avait rien qui puisse être comparé à ces trois entreprises aussi bien en termes de capacité de production qu'en termes de développement technique.

Ces nouvelles dispositions exigeaient la formation de sept nouvelles grandes entreprises qui seraient gérées conjointement par la Commission des ressources nationales, le gouvernement provincial de Taiwan et des investisseurs privés continentaux, restés anonymes, qui devaient fournir une partie du capital. Ces sept compagnies rassemblaient toutes les installations japonaises de production d'énergie, les intérêts sucriers, les usines de fabrication d'engrais, de papier et de pulpe de papier, l'industrie de l'alcali, la fabrication de machines-outils, les chantiers navals, y compris les cales sèches de Keelung.

Il ne faudrait pas oublier que, désormais, toute aide de l'Amérique ou des Nations unies fournie à ces industries serait une aide à des investisseurs privés et anonymes du continent, en même temps qu'une aide au gouvernement du parti nationaliste.

Ce qui restait (qui était très loin d'être négligeable) fut divisé entre les commissaires de Chen Yi dont les attributions furent, elles aussi, réorganisées. Douze compagnies importantes furent placées sous la même direction formant la Compagnie des entreprises industrielles de Taiwan (Taiwan Industrial Enterprises Company), dirigée par le commissaire Pao. Les actions de cette compagnie étaient détenues par le gouvernement de Taiwan et par des investisseurs privés, qui n'étaient autres que les commissaires et leurs collaborateurs. Elle incluait toutes les compagnies confisquées dans les domaines du charbon, du caoutchouc, des huiles et graisses végétales, des textiles, des céramiques industrielles, de

l'équipement électrique, du verre, des produits chimiques, des peintures, et toutes les fournitures dont avaient besoin les activités de maintenance de la construction, des mines et de l'industrie sur l'ensemble de l'île.

Après juin 1946, seulement huit millions de yens furent mis par le gouvernement à la disposition des entreprises privées de Formose pour la deuxième moitié de l'année ; le nouveau Consortium des entreprises industrielles et minières de Taiwan (Taiwan Industrial and Mining Enterprises Syndicate), dirigé par le commissaire Pao, reçut un capital d'exploitation de deux milliards de yens.

Les Formosans étaient tout simplement tenus à l'écart. Alors qu'ils se battaient pour faire revivre et rénover leurs propres petites entreprises industrielles et commerciales, ils avaient en face d'eux des rivaux qui étaient des hommes du gouvernement, lequel détenait le pouvoir d'octroyer les licences, contrôlait les transports et manipulait les sources de capitaux et de crédits. Les Formosans étaient ensevelis sous la paperasse générée par le système des licences. Très peu d'autorisations ou de licences pouvaient être obtenues sans pots-de-vin.

A la fin de 1946, les Formosans se trouvèrent ainsi à la merci de trois agences principales. Le département des Finances limitait très efficacement l'utilisation, par les compagnies privées (formosanes), de crédits étrangers ou de prêts locaux pour pouvoir se développer. Le département des Transports et des Communications exerçait un contrôle strict sur le flux des marchandises, et le bureau du Commerce de Taiwan fixait les prix à un niveau qui rendait le marché noir inévitable et universel. Ce qui générait, pour les fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi, des profits importants sous forme de pots-de-vin.

Tout naturellement, les Formosans comparèrent ces conditions aux meilleures années qu'ils avaient connues pendant la période japonaise. En prenant les prix de l'année 1937 comme base de référence, et en leur attribuant un indice 100, les indices des prix calculés par l'UNRRA et le consulat américain résument toute l'affaire. Les denrées alimentaires passèrent de 3 323 en novembre 1945 à 21 058 en janvier 1947. Le coût des matériaux de construction passa de 949 à 13 612, malgré la reprise de l'exploitation des forêts, de la production locale de ciment et de briques, et bien que les besoins de nouveaux logements fussent faibles à cause des milliers de maisons devenues vacantes avec le départ des Japonais.

Les fermiers, qui avaient désespérément besoin d'engrais chimiques, virent les prix de ceux-ci passer de 139 à la fin de la guerre à 37 560 en janvier 1947, bien que les usines locales eussent repris leur production et malgré le fait que les alliés occidentaux de la Chine lui donnaient des dizaines de milliers de tonnes d'engrais par le biais du programme de l'UNRRA.

Le chômage devint un grave problème. Les industries manufacturières, avant la guerre, employaient entre 40 000 et 50 000 personnes. Quatorze mois après la reddition, elles n'en employaient plus qu'à peine 5 000. Un rapport de l'UNRRA montrait, par exemple, qu'une usine de machines-outils qui comptait un effectif normal de 1 000 employés avait été réduite à une équipe de maintenance de trente-cinq personnes à la fin de 1946. Les gens ne pouvaient plus faire face à l'augmentation des prix dans les villes. A la fin de 1946, les Formosans chômeurs commencèrent de se réfugier dans leurs maisons ancestrales à la campagne et à travailler dans les champs. Mais ils emportèrent avec eux tous leurs griefs et toutes leurs déceptions.

Dans un tel contexte, apparurent des richesses extrêmes et des pauvretés qui ne l'étaient pas moins. La petite mais prospère classe moyenne de Formose commença de disparaître. Des hommes et des femmes venant de Shanghai atteignirent des niveaux de luxe sans aucun précédent tandis que les vendeurs à la sauvette, vêtus de haillons, et les mendiants – un phénomène nouveau à Formose – devenaient de plus en plus nombreux.

Mes amis de Formose se plaignaient amèrement qu'ils feraient aussi bien d'abandonner la vie des villes pour retourner cultiver la terre et, cela, je le soupçonne, était précisément ce que les commissaires de Chen Yi espéraient qu'ils seraient contraints de faire.

Le plus tôt Formose pourrait être réduite à la condition habituelle de la vie provinciale du continent, le plus facilement on pourrait gérer son économie dans le style du KMT.

Mais les Formosans – et l'UNRRA à Formose – ne partageaient pas les mêmes vues.

VII
Des témoins importuns

Le problème formosan qui n'allait pas disparaître

« Les voleurs et les fripouilles peuvent courir plus vite dans l'obscurité ». Les Chinois du continent qui avaient été heureux de voir le départ du groupe de liaison de l'armée américaine, en avril 1946, le furent moins lorsqu'un consulat américain et un bureau de l'UNRRA furent établis à Taipei, en mai.

Il serait difficile de dire qui regrettait le plus que la création d'un consulat fût jugée nécessaire – des hommes de Chen Yi ou de certains jeunes fonctionnaires de Washington, qui refusaient de considérer Formose comme un « problème » distinct et ne souhaitaient pas discuter de son statut légal.

Avant la guerre, le commerce et la délivrance de visas étaient les principales activités des consulats américains dans le monde et il en avait été de même à Taipei. Après 1939, le commerce de Formose avec les Etats-Unis s'amenuisa presque au point de disparaître; le Département d'Etat proposa de fermer les bureaux. Le gouvernement britannique – beaucoup plus avisé en ces matières – pensa qu'il vaudrait la peine de laisser ouverte une petite fenêtre sur l'île; il était, en effet, évident, que le Japon transformait Formose en une base avancée pour ses ambitions militaires et Hong Kong était tout près. L'attaque des Philippines, en décembre 1941, fut lancée depuis les bases de Formose. Le vice-consul et son adjoint furent immédiatement internés, les archives et les meubles du consulat empaquetés et conservés dans le consulat britannique de Tamsui. Les intérêts civils des Etats-Unis ne furent donc pas représentés à Formose pendant trois ans et demi.

En janvier 1946, on demanda mon transfert de la réserve de la marine aux Affaires étrangères. La Chine n'avait pratiquement pas de marine et ce qu'elle allait faire de la marine de Formose pouvait être suivi par le bureau de notre attaché naval à Shanghai.

Je me rendis auprès de l'attaché naval à Chungking puis je retournai à Washington pour me présenter aux différents services.

Mes anciens collègues des Départements de la Défense et de la Marine étaient très désireux de discuter de la situation à Formose mais certains partisans de la « Chine d'abord » au Département d'Etat s'y refusaient. Ce fut une étonnante expérience. Il était manifeste qu'il y avait une croyance ou un espoir implicite que si Formose n'était pas évoquée, tous les problèmes (réels ou imaginaires) qui se posaient là-bas allaient tout simplement disparaître. S'il y avait un problème, il était purement local et ne concernait que les mauvaises relations qu'entretenaient deux groupes de Chinois ; on ne devait pas lui permettre d'atteindre un niveau nécessitant des discussions sérieuses sur les rives du Potomac. Les progrès réalisés par les Japonais en un demi-siècle n'avaient aucun intérêt.

Le 6 mars, un fonctionnaire me fit venir dans son bureau dans le vieux bâtiment du Département d'Etat, jeta un papier vers moi et me dit brusquement qu'on lui avait donné instruction de me le montrer. Pour prévenir toute suggestion de modification du texte, il me précisa qu'il devait être communiqué, ce même après-midi, 6 mars, au Comité de coordination de l'Etat, de la Guerre et de la Marine (State, War and Navy Coordinating Committee – SWNCC). Le SWNCC (qu'on appelait le « Swink ») était une instance de discussion des affaires politiques d'où des questions de nature politique, sérieusement examinées, passaient à des échelons supérieurs, au sein du gouvernement, ou très proches de celui-ci.

On avait demandé au Département d'Etat de faire une déclaration précisant sa position sur le statut de Formose et c'était la réponse qui avait été rédigée par la division d'Extrême-Orient.

Le texte précisait brièvement qu'après soigneuse considération, le Département estimait que le gouvernement nationaliste Chinois exerçait un contrôle de facto, et préconisait donc que les Etats-Unis reconnaissent la revendication de souveraineté exclusive de la Chine. Pour nous, « c'était maintenant la Chine ».

J'avançai une fois encore mes arguments : (a) que le Japon avait rendu Formose aux Alliés et pas à la Chine seule, (b) que les Etats-Unis renonçaient à l'avance au droit légal d'intervenir à Formose au cas où, à l'avenir, les Alliés auraient besoin de l'île comme base, et (c) que le gouvernement américain ignorait l'obligation morale de s'assurer que la population de Formose « libérée » était traitée avec justice et que ses « droits humains » fondamentaux étaient garantis.

Comme le papier m'était pris des mains et jeté dans la corbeille « départ », la réponse fut : « Oui, c'est dommage... ».

Deux semaines plus tard le Département reçut un choc plutôt déplaisant, le problème de Formose ne « disparaissait pas » comme prévu. Les journaux de Scripps-Howard à Washington avaient commencé de publier une série spéciale d'articles par William H. Newton, sous ces titres en grosses lettres noires :

LE REGIME CHINOIS CORROMPU SAIGNE A BLANC L'ILE PROSPERE
LES CHINOIS EXPLOITENT FORMOSE PLUS QUE NE L'ONT FAIT LES JAPS
LES USINES DE FORMOSE ROUILLENT, LA CHINE ETANT INCAPABLE DE GERER L'ILE
LES E-U EN PARTIE A BLAMER POUR LES MALHEURS DE FORMOSE

Le *Washington Post* écrivit un éditorial sur le « Scandale de Formose » et posa la question de savoir si les Etats-Unis pouvaient rester sans réagir lorsque notre alliée et protégée, la Chine nationaliste, tournait en dérision toutes les promesses de « libération » faites pendant la guerre. Un peu partout dans le pays, les articles de Newton provoquèrent de semblables commentaires de la presse. Tous les membres du Congrès lisaient les journaux de Washington – ou à tout le moins les titres.

Des journalistes posèrent des questions embarrassantes au Département d'Etat et reçurent de brèves réponses. « La responsabilité de la situation à Taiwan, où les séquelles de la guerre ont engendré de la corruption, du pillage et des malversations, relève de la Chine et non des Etats-Unis, ont dit aujourd'hui des représentants du Département d'Etat ». Au sujet de l'abandon hâtif de tous les droits et intérêts des Alliés au profit de la Chine, le porte-parole du Département d'Etat fit observer que « les Etats-Unis ne participent en aucune façon à la gestion de Formose... la capacité des Chinois d'administrer Formose ne fut pas prise en considération dans l'accord ».[1]

Je n'avais pas vu le journaliste Newton depuis qu'il s'était rendu à Formose et avait provoqué un tel éclat de colère de notre colonel, et je n'avais eu, depuis lors, aucun contact avec lui ; néanmoins, certains de mes collègues au Département d'Etat et la plupart des commissaires de Chen Yi à Taipei en conclurent immédiatement que j'avais participé à la rédaction de ces articles ou que je l'avais encouragée.

Le problème formosan arriva ainsi jusque dans la capitale de notre nation d'une manière publique et embarrassante. Le besoin d'une représentation officielle américaine ne pouvait plus être ignoré tout comme ne pouvait plus être reportée la décision à ce sujet.

Une schizophrénie institutionnelle : le consulat américain

Un consul de carrière fut envoyé pour rétablir la représentation américaine et pour restaurer, s'il le pouvait, les routines consulaires d'avant-guerre. Il s'aperçut rapidement que quelque chose d'autre que les certificats pour les cargaisons de thé ou les formalités occasionnelles concernant des passeports devait retenir son attention, mais il fit de son mieux pour s'en tenir à ces tâches routinières. Elles constituaient, en elles-mêmes, un travail complexe dans les circonstances d'alors, dans la mesure où le livre des Règlements des Affaires étrangères était tout à fait périmé ; le monde de l'après-guerre n'avait pas été pris en compte à Washington, D.C. Pendant quelques mois, nous fîmes collectivement de notre mieux, en tant qu'institution officielle, pour ignorer les réalités déplaisantes autour de nous, et pour traiter seulement avec des institutions officielles de rang égal ou supérieur.

Le personnel de notre consulat comportait trois fonctionnaires américains – le consul, un vice-consul et le responsable du Service d'information des Etats-Unis (United States Information Service). Nous disposions d'une équipe dévouée d'employés, de traducteurs-interprètes, d'opérateurs radio, et de garçons de course. Certains étaient formosans, d'autres étaient chinois du continent.

Le directeur de l'USIS était dans la position la plus difficile parce qu'il avait à faire face à des situations nouvelles aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du consulat. Les Etats-Unis n'avaient jamais entretenu d'agence formelle de propagande en temps de paix. Cette nouvelle organisation subsidiaire du consulat était visiblement irritante et mal accueillie. Sa position à l'égard des connaissements maritimes et des tâches concernant les visas n'était pas très bien définie dans les Règlements des Affaires étrangères. Pis que tout, le programme de l'USIS exigeait une certaine sensibilité aux affaires courantes locales et une manifestation de cordial intérêt pour la population locale dépourvue de toute fonction officielle, ce qui était très perturbant pour les diplomates de la vieille école.

On attendait de l'USIS qu'il « parle aux gens de la démocratie », qu'il explique la politique américaine, et qu'il assure la population locale que Washington avait ses intérêts à cœur. L'idée fondamentale était de persuader les gens de « s'engager » aux côtés des Etats-Unis et d'être sourds et aveugles à tout ce qui était défavorable à l'image américaine. Nous devions nous montrer sous notre meilleur jour.

Malheureusement, dans cette période pionnière du fonctionnement de l'USIS, son représentant devait normalement alimenter les stations de radio et les journaux d'un flux permanent de programmes et d'articles. Trop souvent, ces derniers étaient stéréotypés ou obsolètes et encore plus souvent totalement inadaptés à la situation locale. Mais au lieu de nous fier à notre propre jugement à l'égard de cette situation pour supprimer certains matériels envoyés par Washington, nous nous considérions comme tenus de les distribuer.

L'action de l'USIS à Taipei était extrêmement populaire parmi les Formosans, car elle apportait un peu d'air frais. Il y avait une salle de lecture ouverte au public et nous disposions d'unités mobiles (des camions équipés de haut-parleurs et de projecteurs) qui pouvaient projeter des films dans les campagnes reculées. Le représentant de l'USIS participait à de nombreuses activités formelles qui n'avaient rien à voir avec l'exportation du thé, les problèmes des visas ou les activités officielles du gouvernement chinois.

Mais du point de vue traditionnel des Affaires étrangères, ceci exposait le consulat à de trop nombreux contacts avec des institutions non officielles. Etant donné que le consulat faisait tout son possible pour promouvoir les vues des Etats-Unis, de nombreux Formosans pensaient qu'ils seraient écoutés avec sympathie s'ils venaient exprimer, de la même manière, les vues des Formosans. Ils vinrent exposer leurs difficultés de plus en plus fréquemment. Cette situation était tout à fait irrégulière.

Et l'irrégularité était, par-dessus tout, honnie. Si les formulaires requis n'étaient pas disponibles pour les rapports qu'on nous demandait, cette non-conformité devait être expliquée à Washington avec un luxe de méticuleux détails. Nous pensions vraiment qu'il valait mieux ne pas faire de rapport du tout. Des rapports sur des « évènements inhabituels » comportaient des risques ; des rapports complémentaires et de plus amples explications pouvaient être demandés par de plus hautes autorités. L'analyse des évènements ordinaires devait être entreprise

avec la plus grande circonspection, si elle devait l'être. Les gens officiels comptaient énormément; les gens non officiels étaient une perte de temps et apportaient souvent d'indéniables ennuis.

En l'espace de quelques mois, le consulat américain à Taipei se trouva dans un état schizoïde. D'un côté, le programme de l'USIS s'efforçait de susciter une très bonne impression des Etats-Unis en tant que « frère aîné et protecteur » de la Chine et, d'un autre côté, le consulat, par tradition, s'efforçait de faire clairement comprendre que, en tant qu'« institution officielle », il n'était pas intéressé par les gens – par le commerce, oui, mais pas par les gens. La crainte d'irrégularités bureaucratiques et d'une possible censure contribua à tarir le flot d'information transmis à l'ambassade.

Nous étions aussi conscients que des fuites se produisaient le long de la ligne Taipei-Washington. Le 5 juin, l'un des collaborateurs de Chen Yi (Ma Hsien, du secrétariat) laissa entendre qu'un rapport secret sur l'inconduite de l'armée chinoise à Formose (rédigé par l'équipe de l'OSS à Taipei) avait été porté à l'attention du général Chen Yi par le Generalissimo lui-même. Nous eûmes d'autres indications que les Chinois avaient connaissance de rapports secrets et confidentiels émanant des agences américaines à Formose. Ce qui glaça le sang du consulat.

Mon collègue, le directeur de l'USIS (M. Robert J. Catto), partageait mon opinion selon laquelle Washington devait disposer de rapports complets sur ce qui se passait, car la tension ne cessait de monter à l'intérieur de l'île et nous savions parfaitement que le bureau d'Information du gouverneur rapportait des vues déformées. Nous savions aussi que la position de Chiang sur le continent était des plus instables et que la situation sur l'île incitait les leaders formosans à demander de plus en plus souvent l'aide des Américains. Nous estimions qu'il était important de conserver le grand prestige et l'influence dont bénéficiaient les Américains auprès des Formosans; les Etats-Unis pourraient un jour avoir besoin de leur bonne volonté.

Nous n'ignorions pas que le consulat n'était pas une institution chargée d'élaborer une politique, mais nous avions le sentiment que le bureau de Taipei avait l'obligation de faire comprendre à l'ambassade et au Département d'Etat la nature de la crise croissante.

Nous étions des débutants qui n'avaient pas encore appris à ne pas éveiller le chat qui dort et à attendre que les choses se calment.

La vérité était que nous nous efforcions tous de recoller les morceaux d'un monde qui ne serait jamais plus le même. Il y avait beaucoup mieux à faire pour agir dans le sens des intérêts américains que de tamponner des factures de transports maritimes. Le problème des gens d'Okinawa à Formose en 1946 en était un excellent exemple.

Les gens d'Okinawa et d'autres communautés gênantes

Officiellement, le consulat considérait que le problème des nationaux d'autres pays qui se trouvaient également à Formose ne concernait pas les Etats-Unis d'Amérique, et en 1940, il aurait pu en être ainsi. Mais, en 1946, le général MacArthur ordonna le rapatriement massif des Japonais vivant à Formose. Parmi eux, 14 906 étaient originaires d'Okinawa. Ceux qui résidaient loin du port de Keelung vendirent ou donnèrent tous leurs biens, y compris leur maison, se rendirent à Taipei ou à Keelung, et se préparèrent à partir. Environ un tiers du nombre total avait déjà été transporté à Okinawa, lorsqu'un nouvel ordre de MacArthur obligea les autres à rester à Formose, Okinawa, très endommagée par la guerre, ne pouvant les accueillir.

Pendant des mois, après cette décision, 800 ressortissants d'Okinawa, sans abri, campèrent dans le bâtiment du gouvernement général, dont l'incendie n'avait laissé que les quatre murs, et quelques centaines d'autres trouvèrent refuge dans des abris provisoires, dans des parcs, ou n'importe quel hangar dans le voisinage. Ils étaient contraints d'utiliser les fontaines des rues pour se laver et leurs drains comme latrines. Une enquête (par l'équipe de l'UNRRA) révéla que plus de 2 000 étaient proches de la famine, que l'incidence des maladies augmentait, que le taux de mortalité parmi les personnes âgées et les très jeunes enfants était très élevé et que les petits vols et la prostitution étaient devenus leurs principaux moyens de survie. Le désespoir nourrissait une agitation radicale parmi les jeunes gens sans travail.

Les leaders plus âgés de cette communauté – certains étaient des médecins et des professeurs que j'avais connus avant la guerre – vinrent supplier les Américains d'aider leurs compatriotes bloqués à Formose. Les Chinois considéraient qu'ils étaient des sujets japonais et des ennemis étrangers, qui relevaient évidemment de la responsabilité de Tokyo et n'intéressaient pas le gouvernement de Taipei.

Le 27 mai, un porte-parole de la communauté d'Okinawa vint voir le consul américain pour avoir confirmation – ou infirmation – d'une rumeur selon laquelle le commandant suprême des Puissances alliées (Supreme Commander of the Allied Powers – SCAP) avait repris les négociations pour le rapatriement des ressortissants d'Okinawa. Ses compatriotes étaient désespérés ; s'ils n'étaient pas rapidement envoyés chez eux il leur faudrait se disperser dans tout Formose à la recherche d'un abri et de nourriture dans des régions moins peuplées.

Le consul nia avoir connaissance de plans du SCAP ; il insista sur le fait que le consulat américain n'était pas officiellement concerné par ce problème ; le sort des ressortissants d'Okinawa relevait seulement des autorités militaires. Le consulat n'avait reçu aucune instruction à ce sujet et tout le monde devrait comprendre que ce n'était pas la faute du consulat s'il n'existait pas de communications adéquates permettant d'appeler l'attention de Tokyo sur ce problème.

Les ressortissants d'Okinawa se tournèrent alors vers le groupe de l'UNRRA, qui réussit à mettre sur pied un modeste programme d'assistance, les dépannant jusqu'à ce que Tokyo permît leur rapatriement.

En août, je rédigeai le rapport routinier de milieu d'année sur la situation sociale, économique et politique, exigé par les Règlements des Affaires étrangères. De peur que la moindre critique concernant les ressortissants d'Okinawa ait déjà atteint Washington, on me demanda d'insérer cette justification, dont tous les mots étaient pesés :

« Bien que le gouvernement américain, ici, se soit dissocié du problème posé par les milliers de Japonais retenus pour « assistance technique » et de celui de quelques milliers de réfugiés originaires d'Okinawa qui vivent dans un état proche de la famine, en attendant d'être autorisés à retourner chez eux, les développements et les répercussions possibles du problème de leur présence à Taiwan ne peuvent être négligés… »

Ce double langage bureaucratique apportait la preuve que nous avions informé Washington mais assurait le Département que, respectant les règlements, nous n'avions rien fait à se sujet.

Il y avait des étrangers de nombreuses nationalités bloqués sur l'île à la fin de la guerre. La plupart d'entre eux demandaient l'aide des Etats-Unis, qu'ils la méritassent ou non. Pour notre malheur, en tant que fonctionnaires, les porte-parole des Japonais qui avaient été retenus comme

techniciens insistèrent sur le fait qu'ils demandaient aux Etats-Unis d'assurer leur protection parce qu'ils étaient dans une situation difficile. Comme le dit l'un d'eux : « Le fait qu'il y ait quelqu'un qui écoute avec impartialité et honnêteté ce qu'ont à dire les Japonais restés sur l'île est un grand soulagement pour nous ». Il faisait référence au personnel de l'UNRRA et non à celui du consulat.

C'est seulement parce que nous fîmes valoir que les conditions à bord des navires de rapatriement concernaient les intérêts du consulat que les Chinois furent contraints de renoncer à leurs projets de dangereusement surcharger les bateaux envoyés pour ramener les Japonais chez eux, mais nous ne pûmes le faire qu'après avoir fait observer au consul qu'un désastre en mer attirerait l'attention internationale et que la responsabilité en serait nécessairement attribuée au gouvernement américain.

Pendant mon bref passage à l'ambassade comme attaché naval adjoint à Formose, j'avais fait quelques rapports sur des étrangers curieux et intéressants qui se trouvaient sur l'île à la fin de 1945.

Il y avait des gens de l'Annam, qui étaient là comme réfugiés politiques et furent abandonnés lorsque le Japon fut vaincu et chassé d'Indochine. Il y avait aussi un grand nombre de marins javanais, bloqués dans les ports locaux après avoir servi dans la marine marchande japonaise. Des Philippins étaient également présents, qui avaient été au service des Japonais dans différents domaines. On assurait que deux Russes, commerçants ambulants, résidaient à Formose lorsque la guerre éclata. Je ne réussis pas à les localiser mais je ne fus pas peu surpris de recevoir un jour, en mains propres, un télégramme simplement adressé au « Représentant de l'URSS à Keelung », ce qui créa un petit mystère, qui ne fut jamais éclairci. Çà et là, des nationaux allemands vivaient obscurément dans de plus grandes villes, enseignant les sciences ou la langue allemande, assez disposés à servir le Japon, qui était l'allié de l'Allemagne, quand tout allait bien, mais prétendant maintenant, avec volubilité, qu'ils étaient des « agents secrets » travaillant pour les Alliés quand la reddition survint. Ils appartenaient à une espèce commune dispersée tout au long des côtes chinoises. En 1946, un Allemand, titulaire d'un passeport péruvien, vint me voir pour solliciter un visa et des introductions pour l'aider à trouver un emploi dans le domaine scientifique aux Etats-Unis. Il allégua qu'il faisait des recherches sur les micro-organismes vivant dans ou près de sources chaudes, bien que

nous eussions des raisons de le soupçonner d'être plutôt intéressé par les minéraux radioactifs. Il avait été formé dans un institut scientifique allemand, envoyé au Pérou par le gouvernement nazi, et de là (avec un passeport péruvien) envoyé au Japon et en Mandchourie. La fin de la guerre le trouva employé de l'une des vastes entreprises de T.V. Soong et c'est pour défendre les intérêts de Soong, disait-il, qu'il était venu à Formose. Il craignait que des troubles imminents ne se produisent et il nous demandait donc la permission d'entrer aux Etats-Unis. Notre réponse fut négative.

Un rapport à Washington sur la présence à Formose d'étrangers aussi divers semblait nécessaire. Le Consul s'y refusa ; la présence et les activités d'autres nationaux n'étaient « en aucune façon du ressort » du consulat américain.

Plus tard dans l'année, j'envoyai à l'ambassade et au Département un rapport complémentaire codé sur les personnalités les plus saillantes de la ville et sur certains conflits, manifestes, au sein du gouvernement de Taipei. Mon rapport suscita une demande télégraphique pour plus de détails, mais elle fut interprétée comme un reproche ; j'avais commis un péché bureaucratique impardonnable en abordant une question qui éveillait notre propre curiosité.

Mon second rapport annuel pour 1946 sur la situation sociale, politique et économique fut approuvé, codé et envoyé à Washington, via Nankin. Il contenait une mise en garde : les tensions à l'intérieur de Formose allaient conduire à une explosion, une crise violente pouvait survenir à tout moment. On numérota le document et on le mit dans notre dossier réservé aux documents confidentiels.

Pendant toute l'année 1946, le consulat fut ainsi une institution malheureuse et « schizophrénique ». Le consul de carrière représentait l'ancien régime, quand les consulats étaient des institutions officielles traitant essentiellement, avec d'autres institutions officielles, de sujets commerciaux selon les Règlements. L'USIS, d'un autre côté, représentait le nouvel ordre d'après-guerre. Le monde avait changé, le gouvernement et le peuple des Etats-Unis entraient dans la longue guerre froide, une guerre portant sur des mots, des idées et des émotions humaines.

Nous fûmes assez vite rappelés à cette réalité quand nous commençâmes de voir sur quels principes reposait la réaction chinoise à la présence à Formose d'étrangers qui furetaient et espionnaient.

La réaction chinoise aux critiques étrangères : « Les faits sont les faits »

Les hommes de Chen Yi n'appréciaient pas la présence d'étrangers dans la mesure où elle les contraignait à une double tâche. D'un côté, il leur fallait persuader le monde extérieur que, malgré quelques rapports inamicaux qui restaient occasionnels, ils accomplissaient un magnifique travail, rénovant l'économie et conduisant les Formosans de la servitude japonaise à la pleine et heureuse participation à la démocratie de la Chine.

D'un autre côté, ils devaient saper et détruire, s'ils le pouvaient, le grand prestige dont jouissaient les Américains à Formose et la confiance spontanée avec laquelle les Formosans se tournaient vers les étrangers pour leur raconter leurs malheurs. Le plus difficile était de bloquer les appels des Formosans auprès des Nations unies ou des Etats-Unis. Les collaborateurs du consul américain et le groupe de l'UNRRA représentaient une menace pour le succès du « nécessaire socialisme d'Etat ».

Le Département d'Etat semblait beaucoup plus sûr de la légalité de la position de la Chine que les Chinois eux-mêmes paraissaient l'être. Est-ce que d'autres nations allaient souscrire au point de vue sur la souveraineté tel qu'il apparaissait dans le document du SWNCC ? Et qu'adviendrait-il si des articles négatifs dans la presse conduisaient le Congrès des Etats-Unis à exiger une enquête ?

Prévoyant ces difficultés, Chen Yi réorganisa le Service d'information du gouvernement provincial. Toutes les références au caractère « provisoire » du gouvernement local commencèrent à disparaître des documents officiels et non officiels, et des déclarations publiques. Tous les visiteurs étrangers – et particulièrement les visiteurs américains – furent submergés sous les preuves des progrès réalisés, présentées par des gens qui savaient comment les flatter. Des mesures furent rapidement prises pour rabaisser le prestige américain parmi les Formosans et pour discréditer les Formosans aux yeux des étrangers à l'extérieur de Formose. Quelque chose devait être fait pour contrer ces dangereuses conversations locales évoquant la possibilité d'en appeler aux Etats-Unis ou aux Nations unies.

Un diplômé en journalisme de l'Université du Missouri (Stanway Cheng, titulaire d'un master, obtenu en 1937) fut placé à la tête du service. Huang Chao-chin (titulaire d'un master de l'Université de l'Illinois,

obtenu en 1926) devint le « Représentant pour les Affaires étrangères », celui qui était placé en première ligne. L'Agence centrale de presse (Central News Agency) de Chine ouvrit un bureau à Formose, le 16 mars. Un bureau confidentiel fut établi, dans le service de Cheng, pour collecter les dépêches d'agence et les articles de presse et tenir ainsi le gouvernement informé de tout ce qui était publié par les Américains sur les affaires de Formose.

Les membres du Congrès en visite, les agents de l'administration, et d'autres invités qui, ne connaissant pas la situation locale, se rendaient à Taipei, étaient immédiatement pris en charge par Cheng, Huang ou leurs adjoints, qui leur réservaient un traitement flatteur de VIP. Pour des visiteurs à la « recherche des faits », il était très pratique de disposer de résumés statistiques mis à jour, que l'on pouvait lire à tout moment pendant le voyage de retour. Ce travail tout fait leur permettait d'échapper à ces fastidieuses recherches sur le terrain et leur laissait le temps nécessaire pour d'agréables tours des environs de la ville, des visites aux sources chaudes et de gargantuesques repas chinois. Leurs emplois du temps plus que remplis les isolaient au maximum de la réalité et empêchaient tout infortuné vagabondage en dehors des sentiers battus. Si un visiteur insistait pour parler à un Formosan, l'ex-maire Huang, natif de l'île, et président du Conseil politique du peuple était toujours disponible pour satisfaire leur curiosité. Des retards des moyens de transport pour se rendre loin de Taipei, ou des difficultés mécaniques des voitures dans la ville même devinrent des procédés classiques pour prévenir des rencontres déplacées avec des Formosans indépendants et informés ou de longues conférences au consulat américain. Isoler les visiteurs était un art subtil, pratiqué par des hommes de talent. Cet exemple d'un article publié à Taipei mais qui, prétendument, émanait de Washington, illustre les manipulations de l'information pour montrer les « progrès réalisés sous Chen Yi » et le soutien sans réserve des Américains à son régime :

Amélioration sensible de la reconstruction sur Formose,
disent des experts américains qui en reviennent

(UP) Washington, 5 août, distribué par l'Agence centrale de presse.

Des experts économiques des Etats-Unis qui viennent de revenir d'un tour d'Extrême-Orient ne partagent pas l'opinion générale selon laquelle l'administration

chinoise de Formose serait incompétente et qu'il y aurait eu, à grande échelle, des pillages et des mises à sac.

Ils ont constaté une amélioration sensible des travaux de rénovation dans les régions qu'ils ont visitées, où le gouvernement chinois semblait gérer de manière satisfaisante toutes les industries et toutes les entreprises locales et fournissait toute l'assistance technique possible.

Hormis ceux qui furent retenus comme experts techniques et leurs familles, ce qui représente environ 28 000 personnes, tous les Japonais de l'île ont été dûment rapatriés. [2]

Les articles de Newton n'étaient pas oubliés. Pour étouffer l'impression défavorable produite par les articles d'un seul homme, le Service d'information de Chen invita trente-six correspondants à passer à Formose la semaine du 31 août au 6 septembre, tous frais payés et avec un attirant et abondant programme de divertissements.

Les correspondants authentiques savaient que leurs privilèges de journalistes pour leurs activités à long terme sur le continent pourraient être remis en cause s'ils se montraient trop bavards. Ils pouvaient seulement laisser entendre que tout n'allait pas parfaitement bien. Par exemple, Ronald Stead du *Christian Science Monitor* écrivit que « les représentants du gouvernement Chinois et de l'administration provinciale de Taiwan disent que le nombre des dissidents est très faible. Jusqu'à présent, nous avons été tellement occupés à manger au cours de nos déplacements dans l'île, à recevoir partout la plus généreuse hospitalité, que nous n'avons pu nous livrer qu'à une inspection large mais superficielle et que nous n'avons eu que très peu de temps pour juger de la situation ».

Quelques étrangers étaient soupçonnés d'être des agents grassement payés pour amener le groupe à une compréhension adéquate des réalisations faites à Formose et écrire leurs articles en conséquence, et certains confessèrent franchement (en privé) qu'ils étaient des « clandestins » prétendant représenter – de manière fictive ou imaginaire – des journaux locaux aux Etats-Unis. Des cartes de presse temporaires leur avaient été délivrées à Shanghai.

Les agents de Chen Yi pouvaient se charger des gens de passage avec un grand succès mais la présence des personnels de l'UNRRA et du consulat continuait de poser problème. Pour rassembler les étrangers le

soir en un seul endroit, Cheng et le Service d'information prirent les dispositions nécessaires (qui restèrent secrètes) pour ouvrir le Lucky Bar, parfaitement conçu pour plaire à la clientèle américaine. Là, le Service d'information chinois pouvait se tenir au courant de ce qui se passait quotidiennement dans la communauté étrangère.

J'avais mis en doute l'authenticité du rapport qui précisait les origines du Lucky Bar, mais un soir d'été, après un dîner et quelques verres chez moi, le mystérieux amiral S.Y. Leigh (l'homme de T.V. Soong, Li Tsu-i) me demanda pourquoi je n'allais jamais au Lucky Bar, ajoutant, de manière indiscrète, que toutes les fois qu'il voulait savoir ce que les Américains pensaient de la situation à Formose, il se rendait simplement au Lucky Bar et prenait la table la plus proche de celle habituellement occupée par le consul, sa femme et leurs amis, ou s'asseyait près des tables favorites des membres de l'UNRRA, qui allaient et venaient.*

L'histoire de l'Administration des Nations unies pour l'aide et la reconstruction (UNRRA – Taiwan) est parfaitement documentée et repose sur les observations d'hommes et de femmes compétents de quatorze nationalités – des médecins, des infirmières, des ingénieurs de l'industrie et des experts agricoles.**

La plupart avaient travaillé en Chine lors de précédents contrats. Formose était un défi. Ici, on n'avait besoin d'aucune « aide » mais seulement que la possibilité soit donnée de réaliser une rapide reconstruction et de mettre en route une production intensive pour aider la Chine continentale. Les Formosans étaient bien organisés, très disciplinés, « modernes » et désireux de coopérer. Et il était rafraîchissant de

---

* Le Lucky Bar allait ainsi devenir le modèle des clubs de Mme Chiang, l'Association pour le soutien moral des personnels (Officers'Moral Endeavour Association - OMEA), un réseau d'hôtelleries qui traitaient les correspondants étrangers, les hommes d'affaires, les diplomates de second rang et les observateurs militaires les plus modestes à des prix très avantageux. Aux établissements charitables de l'OMEA vinrent s'ajouter, en temps utile, le Club des amis de la Chine, le Club de Taipei et le Grand Hôtel, qui étaient tous des postes d'écoutes – des Lucky Bars – à une plus grande échelle, qui convenaient mieux à la « capitale temporaire de la Chine ».

** Australie, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, France, Haïti, Hollande, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique. Un employé formosan devint ultérieurement citoyen américain. Les domaines techniques et professionnels représentés incluaient la médecine, l'assistanat médical, l'odontologie, les soins aux enfants, la santé publique, la diététique, l'hygiène, l'ingénierie de l'industrie et des transports et l'agriculture. Il y avait aussi une petite équipe administrative.

constater que les Formosans étaient amicaux et qu'il n'y avait nulle part ces inscriptions « Amerloques, dehors! ». Rapidement, la présence de ces groupes d'étrangers de toutes nationalités exerça une influence sur les relations des Formosans avec le continent sans commune mesure avec le nombre de ses membres, ou la valeur des équipements et de l'assistance technique qui étaient, grâce à eux, fournis à l'île.

VIII
L'histoire de l'UNRRA-CNRRA[1]

Le programme particulier de l'UNRRA pour la Chine

Le programme de l'UNRRA pour la Chine était la dernière en date, mais pas la première, d'une longue série de tentatives philanthropiques américaines, portant sur plus d'un siècle, pour améliorer la situation du peuple chinois. L'effort missionnaire, pendant tout le XIXe siècle, comportait une forme de condescendance qui n'était pas appréciée par la grande majorité des Chinois éduqués. Le succès des missionnaires, au XIXe siècle, était essentiellement limité aux classes les plus basses de la société. Au XXe siècle, l'aide à la Chine commença d'être institutionnalisée, prenant la forme d'une assistance aux hôpitaux, aux écoles, aux instituts de recherche et de l'attribution de bourses pour étudier à l'étranger. Il n'était pas nécessaire, pour un Chinois, de devenir chrétien pour bénéficier directement de la philanthropie étrangère. L'invasion de la Chine par le Japon, en 1932, le retrait de ce dernier de la Société des nations, et la seconde invasion de 1937 haussèrent l'« aide à la Chine » des Etats-Unis à un niveau d'une telle importance qu'elle touchait à l'intérêt national et à la politique internationale. La manipulation des dons et des crédits devint vraiment une énorme affaire dans la capitale chinoise, invariablement dominée par le groupe Chiang-Soong.

Quand les Etats-Unis offrirent une aide à la Chine sous forme de prêt-bail, T.V. Soong insista sur le fait que la « dignité du peuple chinois » exigeait que le contrôle légal de l'aide soit placé entre les mains des Chinois.

M. Yen Chia-kan, qui devint ultérieurement le conseiller principal de Chen Yi pour les affaires économiques dans la province du Fukien, servait à Chungking comme directeur des approvisionnements du Comité chinois pour la production de guerre (Chinese War Production Board). Une institution qui collectait et redistribuait tous les matériels disponibles en Chine mais conçue, en fait, pour recevoir et allouer les fournitures de l'aide américaine.

Ce n'était pas un arrangement satisfaisant dans la mesure où, en de nombreuses occasions, des unités militaires américaines qui avaient

un urgent besoin de fournitures – du carburant pour leurs avions, par exemple – ne purent utiliser celles qui étaient stockées tout près mais étaient sous le contrôle des Chinois.

Quand un programme de l'Administration des Nations unies pour l'aide et la reconstruction fut proposé pour la Chine à la fin de la deuxième guerre mondiale, les arrangements à ce sujet devaient être négociés par l'intermédiaire de Soong, alors ministre des Affaires étrangères. Quand il fut finalement mis sur pied, il le dirigea en tant que président du Yuan exécutif, dont son beau-frère H.H. Kung était le vice-président.

Le programme pour la Chine était le plus important que l'UNRRA, dans le monde entier, ait réalisé pour « un seul pays ». Par son intermédiaire, la Chine recevait des biens et des services pour une valeur supérieure à un demi-milliard de dollars, dont 470 millions étaient fournis par les Etats-Unis. En fait, nous nous efforcions désespérément de sauver quelque chose de l'allié dont nous avions soutenu, comme « Grande Puissance », la candidature au Conseil de sécurité des Nations unies mais qui était en train de se décomposer. Très peu d'aide allait plus loin – en tant qu'aide – que les entrepôts de Shanghai.

Les Etats-Unis, qui avaient la haute main sur les opérations de l'UNRRA, adoptèrent une approche totalement irréaliste à l'égard de ce programme. En Europe, l'organisation internationale, en coopération avec les pays hôtes, conserva le contrôle de tout ce qui était fourni au titre de l'aide et de la reconstruction, jusqu'à ce qu'il fût réellement utilisé. Ce n'était pas le cas en Chine. Les porte-parole de ce pays, dont Mme Chiang et T.V. Soong avaient pris la tête, maintenaient que seuls les Chinois savaient comment agir en Chine et insistaient sur le fait que la « dignité du peuple chinois » ne permettait pas d'ingérence étrangère. L'organisation des Nations unies ne serait autorisée à avoir, en Chine, qu'un rôle de conseil. Ils parlaient avec une sincérité convaincante, comme des dirigeants qui comprenaient et pouvaient se faire les interprètes de la façon de vivre américaine ; ils avaient consacré leurs vies à mettre en œuvre des réformes et à introduire la démocratie dans leur ancien pays. On ne pouvait rien leur refuser.

Les Etats-Unis donnèrent leur assentiment et les Nations unies durent accepter ces conditions. C'était un accord inimaginable ; l'UNRRA abandonnait tout droit sur toute l'aide dès que celle-ci quit-

tait les palans du navire et était déposée sur le quai de n'importe quel port chinois.

C'était le prix à payer pour avoir accès au territoire chinois (y compris Formose) mais ce n'était en fait qu'une immense opération de chantage. Les alternatives probables étaient claires ; sans aide massive la Chine glisserait nécessairement dans le chaos et le communisme. L'opinion américaine ne fut pas informée que la famille de Mme Chiang dominait le secteur des entrepôts et du transport maritime en Chine, y compris la Compagnie chinoise de navigation marchande qui possédait des filiales assurant le transport fluvial et la plupart des entrepôts sur les quais des ports fluviaux ou des ancrages les plus importants. C'étaient sur ces mêmes quais que l'aide de l'UNRRA serait déchargée et dans ces mêmes entrepôts qu'elle serait déposée. L'UNRRA recevrait une facture à la fois pour le transport et pour le stockage.

Par l'intermédiaire du Yuan exécutif (dont T.V. Soong était président) le gouvernement chinois créa une organisation connue sous le nom d'« Administration nationale chinoise pour l'aide et la reconstruction » (Chinese National Relief and Rehabilitation Administration) ou CNRRA (prononcé sine ra) qui était autorisée à prendre possession de l'aide et à la mettre à la disposition d'un programme de reconstruction pour lequel les experts de l'UNRRA pouvaient faire des recommandations mais sur lequel ils n'avaient aucune autorité.

L'insistance mise par les Chinois à exercer la suprématie dans l'administration de l'aide s'expliquait en partie par la fierté nationale et des considérations de face. Les nationalistes voulaient démontrer qu'ils étaient, à tout le moins, les maîtres dans leur propre maison. Dans la distribution de l'aide à l'intérieur de la Chine, de grands efforts furent faits pour dissimuler la provenance étrangère ou internationale de ce qui était fourni par l'UNRRA, après la guerre. Chiang voulait que le crédit en revienne au gouvernement du parti nationaliste ; Kung et Soong voulaient que les fonds et les fournitures passent par les banques et les entrepôts de la famille.

A peine moins étonnantes que les transferts des droits (et en conséquence la perte de tout contrôle) sur l'aide étaient les conditions que les Chinois imaginèrent pour augmenter la valeur de leurs dons internationaux. Bien qu'un demi-milliard de biens et de services eût

été donné à la Chine, le gouvernement se plaignit qu'il ne disposait pas des moyens financiers nécessaires pour distribuer cette aide. La seule chose que l'on pouvait faire c'était que l'UNRRA accepte que la CNRRA soit autorisée à vendre l'aide pour un « prix raisonnable » et générer ainsi les fonds destinés à payer la distribution.

Dans la comptabilité qui fut transmise ultérieurement à l'UNRRA, la Chine réclama 190 millions de dollars comme « frais administratifs » et un énorme pourcentage de l'aide disparaissait dans des canaux privés une fois qu'elle avait passé les portes béantes des entrepôts.*

La seule arme dont disposait l'UNRRA pour se défendre résidait dans la possibilité qu'elle conservait de suspendre l'entrée de l'aide dans les eaux chinoises : mais c'était une arme très difficile à utiliser.

Le programme frauduleux de la CNRRA

Le programme local de l'UNRRA-CNRRA entra en application à Shanghai le 1er novembre 1945, lorsque des fonds furent mis à sa disposition pour être utilisés à Formose. Par la suite, l'organisation de la CNRRA à Taipei eut, dans son bureau central, un personnel d'une centaine d'employés, y compris une demi-douzaine de spécialistes étrangers nommés par l'UNRRA au sein de l'organisation de la CNRRA.

Le directeur de la CNRRA pour Formose était Chien Chung-chi, qui avait été le secrétaire particulier du gouverneur Chen Yi pendant vingt-cinq ans. Trois des directeurs de divisions dépendant de Chien avaient été des collaborateurs du gouverneur sur le continent et connaissaient donc bien ses idées, ses méthodes et ses façons de procéder.

Deux mois et demi après qu'ils eurent commencé d'être payés, les gens de la CNRRA inaugurèrent le lancement de leur premier projet à Taipei, le 26 janvier 1946. Une bande de coolies devait réparer le

* Les Chinois ne perdaient pas de temps ; le capitaine d'un cargo norvégien me raconta qu'il avait accosté à Shanghai, un matin, avec une cargaison UNRRA qui comprenait certaines marques peu courantes de conserves. Il avait supervisé le déchargement de la cargaison avant midi. A la fin de l'après-midi, il vit ces conserves très reconnaissables vendues par des marchands à la sauvette dans des rues proches du port. Il était possible qu'un carton isolé, ou une caisse, soit accidentellement tombé du bateau mais il pensait que ce n'était pas le cas ; en regardant d'un peu plus près, il observa que des chariots transportaient les marchandises vers la sortie de l'entrepôt dès qu'elles étaient déchargées du bateau.

réseau d'approvisionnement en eau, mais quand le travail fut fini (le 11 février), il fut jugé trop médiocre et dut être refait ; trop de tuyaux installés pendant la journée étaient rapidement déterrés pendant la nuit et envoyés à Shanghai. Neuf projets de même nature suivirent celui-ci. Tous impliquaient le creusement de tranchées ou l'enlèvement d'ordures.

Au cours des six premiers mois de ses opérations, la CNRRA (Taiwan) dépensa environ 2 800 000 yens pour ses projets sur le terrain et près de 8 millions pour ses « dépenses administratives ».

L'équipe de l'UNRRA (Taiwan), après l'avoir beaucoup incitée à le faire, persuada finalement la CNRRA d'élargir ses objectifs et de renforcer son programme, passant de projets de création de travail temporaire destinés à diminuer le chômage à des programmes à long terme de reconstruction. L'île avait besoin de travaux effectifs de rénovation plutôt que de projets bouche-trous et, si elle faisait cela, une aide modeste pourrait avoir d'importants effets. Ils perdirent rapidement toute illusion. Comme l'écrivit plus tard le rapporteur de l'équipe de l'UNRRA :

Nos premières enquêtes sur Formose indiquaient que l'île avait besoin de très peu d'aide, peut-être même d'aucune, en dépit des rumeurs qui circulaient à Shanghai. Le problème n'était pas la pénurie de nourriture, bien que la production alimentaire ait diminué en raison d'une surexploitation des sols et d'un manque d'engrais – mais la médiocrité du gouvernement.

Les Chinois n'avaient pas réussi à comprendre le système de distribution du Japon, qui assurait un approvisionnement alimentaire très suffisant pour chacun, même si ce n'était pas l'abondance, et n'avaient pas du tout cherché à le maintenir. Le gouvernement chinois avait, plutôt, collecté auprès des agriculteurs un important pourcentage de la nourriture de base, le riz, et le gardait lui-même en réserve. Les agriculteurs pensèrent que la collecte du riz annonçait la continuation de l'ancien système de distribution par le nouveau gouvernement. Ils n'aimaient pas ce système mais se rendaient compte qu'il était nécessaire et vendirent volontiers leur production à très bas prix au gouvernement (qui, pour l'essentiel, ne leur fut jamais payée). Mais au lieu que tout le monde reçoive sa part de riz, l'armée et le gouvernement chinois l'envoyèrent clandestinement en Chine – où il fut vendu à des prix élevés sur les marchés de la côte et procura ainsi de considérables bénéfices – ou le stocka à Formose. Cette situation créa une pénurie artificielle,

fit monter les prix si bien que le gouvernement reçut beaucoup d'argent quand le riz fut mis sur le marché mais mit ce produit de base hors de portée de beaucoup.

Ce fut le commencement de l'aggravation des problèmes par les Chinois, un processus qui s'est poursuivi jusqu'à présent. [2]

Pour résumer la situation, le directeur du bureau local de l'UNRRA rapportait à ses supérieurs que ses plus durs combats étaient ceux qu'il menait continuellement pour protéger le programme de distribution des engrais contre les machinations du département de l'Agriculture et des Forêts et pour se montrer plus malin que le directeur chinois de la Santé publique. Tous les deux travaillaient directement pour Chen Yi. L'un contrôlait l'Association des agriculteurs qui distribuait directement les engrais aux paysans et l'autre contrôlait l'approvisionnement en fournitures médicales, extrêmement recherchées sur tous les marchés d'Asie. Indépendamment de ces secteurs où existaient des difficultés particulières, la corruption et le gaspillage étaient généralisés dans l'administration de l'aide.

Le tableau n'était, en aucune façon, clairement en noir et blanc – les « bons étrangers et les bons Formosans », d'un côté, contre « les méchants Chinois continentaux », de l'autre; il y avait en effet des employés continentaux de la CNRRA qui étaient très qualifiés et d'une grande intégrité personnelle, mais ils étaient trop peu nombreux et trop peu influents pour pouvoir modifier le système. Certains avaient sollicité un emploi à Formose parce qu'ils souhaitaient sincèrement rendre service de manière efficace. A la fin de l'opération de l'UNRRA-CNRRA, ils admettaient s'être lourdement trompés.

Tous les Formosans n'étaient pas non plus d'innocents agneaux au milieu de loups; beaucoup trouvèrent qu'il était très profitable de s'associer avec les hommes de Chen Yi pour des opérations malhonnêtes (il était beaucoup moins risqué de collaborer avec eux que de les critiquer) et beaucoup, de manière indépendante, participaient avidement et avec un grand succès au marché noir portant sur l'aide.

Le médecin chef de l'UNRRA (le Dr Ira D. Hirschy) résuma ainsi l'attitude du gouvernement en face des problèmes du service public :

« ...les objectifs des deux organisations, l'UNRRA et la CNRRA, de même que ceux de leurs personnels, n'étaient pas identiques. Alors que l'UNRRA

s'efforçait de remplir ses obligations au moyen de dons philanthropiques, la CNRRA ne pouvait pas se départir de son statut ; elle était une organisation commerciale dont le souci principal était de vendre avec profit ». [3]

Après le 1er mai 1946, des experts étrangers parcouraient librement l'île, étaient donc très bien informés de la situation qui prévalait dans chaque district et parlaient à des gens occupant des positions économiques différentes. Des Chinois qui étaient désireux de faire du bon travail, un spécialiste chargé de l'aide sociale écrivait ceci :

« M. ..., de la CNRRA était quelqu'un de peu ordinaire. Il disait... « nous ne pouvons pas et nous ne devons pas promettre quelque chose à ces gens, à moins que nous ne soyons sûrs de pouvoir remplir cette promesse », et il se conformait à ce principe... Il était profondément persuadé que son peuple ne pourrait progresser aussi longtemps que ce régime corrompu ne serait pas éliminé.

J'ai parlé à de nombreux Chinois qui m'ont dit confidentiellement être convaincus qu'il n'y avait aucun espoir pour quelque projet que ce soit tant qu'ils n'auraient pas éliminé la corruption des dirigeants... L'un d'entre eux me dit qu'il avait abandonné tout espoir d'accomplir quoi que ce soit d'utile sous le gouvernement en place sur le continent et que lorsqu'on lui avait offert l'occasion de travailler à Formose, il avait pensé que, grâce à ce nouveau départ, il pourrait faire quelque chose pour que les usines fonctionnent à nouveau. Il constata que les crimes augmentaient dans la ville en raison de la faim et de l'oisiveté. Quand je le vis la dernière fois, il essayait de donner sa démission et il était désespéré...

J'ai parlé avec de nombreuses Taiwanaises qui étaient en même temps de grandes travailleuses et de courageuses citoyennes. Elles s'efforçaient de réorganiser les jardins d'enfants et d'autres services sociaux. Elles s'intéressaient... aux maisons pour les malades et les personnes âgées... Nous les aidâmes à réorganiser... mais nous n'eûmes jamais le sentiment que notre travail pourrait donner de durables résultats... Les Chinois du continent semblaient incapables de s'en tenir à un plan même s'ils avaient participé à sa conception et même s'ils le comprenaient. Il y eut des exceptions, bien sûr, mais, indéniablement, les hôpitaux, les écoles, et les institutions sociales ou de santé publique se délitaient sous leur régime. Formose pouvait fonctionner à la satisfaction de tous avec un minimum de planification, dans le domaine social. Les gens étaient réceptifs et avides d'apprendre comment résoudre leurs propres problèmes. » [4]

Le personnel de l'UNRRA analysait soigneusement les besoins en termes d'aide et de reconstruction et formulait des recommandations concernant les actions à entreprendre. La CNRRA avait le monopole de la distribution des fournitures et des services. En pratique, les conseils de l'UNRRA étaient écoutés très poliment au cours des réunions hebdomadaires des responsables mais ensuite ils étaient très souvent ignorés. Beaucoup de Chinois du continent étaient sincèrement étonnés que les gens de l'UNRRA pussent être naïfs au point de penser que la CNRRA pourrait gaspiller de l'aide pour les Formosans. Néanmoins, le groupe de l'UNRRA, bien que son action soit limitée à un rôle de conseil, exerçait une certaine influence sur la CNRRA, freinant autant que possible la subordination de l'aide aux activités mercantiles.

Ces activités, de toute manière, marchaient très bien. La politique de la CNRRA concernant la vente des câbles fournis par l'aide pour la remise en état de l'industrie produisit un bénéfice de 100 % (presque six millions de yens). Il faut se remettre en mémoire que la Chine avait demandé à l'UNRRA 190 millions de dollars pour « frais administratifs ». Ce montant n'incluait pas les « droits administratifs » perçus au moment de la vente. A Taipei, on ordonna à la CNRRA de vendre 10 % de la farine donnée par l'aide pour payer la distribution gratuite du reste. L'UNRRA découvrit qu'en fait 75 % de cette farine avait été vendue sous ce prétexte, procurant un profit de 30 000 $.

L'extension et la variété de la fraude et de la spéculation étaient sans limites. L'un des principaux collaborateurs de Chen prit le contrôle du nouveau bétail pour l'élevage, importé par l'UNRRA – et bien sûr il eut également la responsabilité des millions de yens prévus pour son entretien. On n'entendit presque plus parler, par la suite, de ce bétail et de ces yens, mais la même personne mit la main, entre autres choses, sur l'ensemble du secteur de la réfrigération et de la fabrication de glace qui avait été confisqué aux Japonais, tous ces biens devenant, sauf nominalement, sa propriété personnelle. Cette opération conduisit à un conflit frontal avec l'UNRRA. Il y avait une grave pénurie d'ammoniaque pour la production de glace. L'ammoniaque pouvait être extraite de certains types d'engrais chimiques importés par l'UNRRA, que les commissaires de Chen étaient autorisés à allouer et à distribuer.

Nous estimions que le gouverneur général et ses acolytes allaient s'approprier des millions de dollars de profits grâce à l'importation, la

distribution et la vente des engrais chimiques qu'ils allaient recevoir en grandes quantités.

Le siège central de l'UNRRA à Shanghai avait donné son accord pour que ces engrais donnés puissent être vendus aux agriculteurs de Formose à un prix qui couvrirait le coût de la distribution à l'intérieur de l'île. Chen Yi demanda rapidement à ses subordonnés de créer une nouvelle organisation (totalement inutile) pour assurer la distribution. Des salaires confortables et des frais administratifs seraient bien sûr facturés et pris sur le profit des ventes.

L'UNRRA (Taipei) démontra que le paysan ne devrait pas payer plus, en argent local, que l'équivalent de 3,6 à 5 cents par livre, suivant le type d'engrais. Malgré cela, quand la CNRRA distribua les cent premières tonnes ils fixèrent le prix à huit à dix cents par livre, réalisant ainsi un profit estimé à 300 000 $.

Au moment où une seconde cargaison de 5 000 tonnes arrivait sur l'île, l'UNRRA à Taipei s'efforça de monter en épingle cette exploitation éhontée des paysans formosans et de l'aide étrangère. On estimait que les hommes de Chen Yi allaient faire un profit de quelque 500 000 $ avec cette cargaison. De surcroît, la comptabilité de l'UNRRA concernant le chargement, le déchargement et le stockage faisait apparaître une perte étonnante de 20 % de la marchandise pendant le transit. Près de 20 % de ce don d'engrais disparaissaient dans des réserves clandestines et des opérations de marché noir – et dans les machines à faire de la glace du commissaire.

Pour contourner l'interférence étrangère à Taipei, le gouverneur Chen et ses commissaires proposèrent astucieusement que le gouvernement général de Taiwan achète 200 000 tonnes d'engrais à Shanghai selon les termes d'un accord qui exclurait toute juridiction de la CNRRA et donc aussi les compétences, embarrassantes, de l'équipe de l'UNRRA sur ces transactions. Si ce projet se réalisait, Chen et ses commissaires pouvaient espérer un profit qui pourrait atteindre jusqu'à 18 millions de dollars, en fonction du type d'engrais qui serait envoyé sous forme d'aide.

Cette proposition était en train d'être examinée quand le soulèvement de Taipei fit irruption dans la carrière du gouverneur.

Ce programme vital d'engrais affectait toutes les communautés paysannes ; le conflit UNRRA-CNRRA fut donc discuté dans tous les vil-

lages et dans toutes les fermes. Les fermiers voulaient absolument disposer de ces précieux engrais suffisamment tôt pour qu'ils puissent les utiliser au moment opportun. Les hommes de Chen Yi, au contraire, n'étaient pas du tout pressés de les distribuer dans la mesure où, aussi longtemps qu'ils restaient dans les entrepôts du gouvernement, des droits de stockage pouvaient être facturés sur le budget de l'UNRRA-CNRRA. Les paysans savaient que les étrangers s'efforçaient de hâter la distribution et que les hommes du gouverneur étaient responsables des retards. Ils savaient également que les étrangers essayaient de vérifier les tricheries importantes dans les quantités délivrées et payaient en compensation.

Quand les vérifications de l'UNRRA à Kaohsiung firent apparaître un pourcentage anormalement élevé de pertes dans les opérations de transit, un agent de l'UNRRA, qui enquêtait à ce sujet, remarqua que les femmes coolies envoyées comme balayeuses dans les bateaux à quai semblaient toujours gagner du poids lorsqu'elles travaillaient. C'était étrange et ce gain de poids n'était pas distribué également parmi elles. Une investigation plus poussée montra qu'elles utilisaient un type particulier de culotte, servant de poche et qu'elles remplissaient d'engrais, lequel occupait plus de place que leur propre corps lorsqu'elles sortaient du bateau.

L'équipe de l'UNRRA traquait les tricheries et les escroqueries à toutes les étapes de la gestion du programme de reconstruction. Les étrangers constataient, avec colère et frustration, que le niveau de vie se rapprochait de celui du continent, au départ très inférieur, en même temps que s'éloignait la possibilité de remettre l'économie sur le bon chemin. Il y avait, par exemple, un surplus d'énergie électrique, mais le service était peu fiable et son coût atteignait des niveaux prohibitifs. Une petite entreprise minière qui avait payé, pour la fourniture d'électricité, 5 000 TY pour le mois de novembre 1945, payait 160 000 TY en mars 1946. Beaucoup de petites boutiques ou d'industries artisanales ne pouvaient plus acquitter les factures. Beaucoup de foyers revinrent à l'usage du XIXe siècle des lampes à huile et des bougies.

De vastes réserves de charbon étaient disponibles et de nombreuses petites industries étaient prêtes à reprendre leur production, avec un minimum d'aide, si elles pouvaient en obtenir. Mais des enquêtes montrèrent que le chemin de fer de Chen Ching-wen faisait des affaires

tellement florissantes en transportant des passagers qu'il refusait souvent de prendre du fret qui était plus difficile à manipuler et rapportait moins. L'excuse officielle était qu'il y avait une sévère pénurie de tubes de chaudières et de lubrifiants et cette pénurie, bien sûr, était mise sur le compte des Etats-Unis et de l'UNRRA.

Avec les perturbations dans la fourniture d'électricité et dans les transports, l'île retournait au 19ème siècle, mais l'interruption de l'approvisionnement alimentaire normal conduisait à un réel danger de rébellion.

La bataille des Pescadores de l'UNRRA

Les seules « zones de famine » se trouvaient dans les îles Pescadores, infertiles et surpeuplées, et dans les villages vivant de la pêche et de la production de sel de la côte du sud-ouest de Formose, plate et dénudée. Au cours de l'année 1946, les algues, les feuilles de pommes de terre et les restes desséchés de la récolte de patates douces de 1945 devinrent les aliments ordinaires. De nombreuses familles ne pouvaient même pas s'offrir tous les jours cette maigre nourriture. Plus de la moitié de la population des Pescadores fut mise au chômage lorsque les Japonais quittèrent la base navale de Makung.

Une équipe de l'UNRRA enquêta sur ce problème, fit un rapport à la CNRRA et s'efforça d'accélérer l'aide vers l'archipel.

Les « étrangers qui se mêlaient de tout » s'aperçurent rapidement que la CNRRA n'était pas intéressée par une zone dans laquelle les gens étaient trop pauvres pour payer, même le minimum, pour l'aide et a fortiori incapables de payer pour la corruption. Le sujet « Aide pour les Pescadores » devint symbolique du conflit entre les employés étrangers et le gouvernement de Chen Yi.

La population totale des Pescadores représentait au moins 73 000 personnes. Il y avait quinze médecins sur les six petites îles mais neuf d'entre eux se trouvaient à Makung, une ville de 25 500 habitants. Dans la zone rurale, il y avait un médecin pour près de 14 000 habitants.

A Makung, l'usine électrique fonctionnait seulement de sept heures à onze heures chaque soir – quatre heures en tout – en raison d'un manque de fioul. Normalement, on avait besoin de dix tonnes de fioul tous les mois pour faire fonctionner l'usine, mais bien que quarante

tonnes fussent disponibles pour cela lorsque l'équipe de l'UNRRA fit son enquête, elles étaient sous le contrôle des gens (Chinois continentaux) de la municipalité qui ne voulaient pas « gaspiller » du fioul.

La ville n'avait d'eau courante que pendant trois heures chaque jour, tôt le matin.

La santé publique et la situation médicale étaient lamentables. Parmi les 200 cas de choléra qui survinrent en 1946, il y eut 170 décès. Le seul hôpital où un isolement était possible ne comportait en tout et pour tout que deux salles pour ce type de malades et un seul cabinet de consultation. L'hôpital provincial ne fonctionnait pratiquement plus. Le Dr T.S. King, directeur du bureau de la Santé de la province de Taiwan, avait ordonné aux hôpitaux locaux de ne pas accepter plus d'un malade gratuit pour cinq malades payants. Au moment de l'enquête de l'UNRRA, il n'y avait que trois malades payants et donc les administrateurs de l'hôpital maintenaient qu'ils ne pouvaient traiter aucun patient gratuitement.

On découvrit que des médecins privés (Formosans) faisaient fonctionner des hôpitaux privés et que les cliniques qui traitaient les malades externes étaient surpeuplées. Un médecin, à lui seul, faisait plus, pour les malades gratuits, que toute l'organisation médicale du gouvernement dans les Pescadores.

Ce qui était fourni par le gouvernement ou par l'aide soit était en réserve soit disparaissait. Il y avait deux cents cas de malaria en cours de traitement mais seulement 60 patients avaient pu obtenir les comprimés d'Atabrine de l'UNRRA, bien qu'ils fussent stockés par millions à Taipei. Les fournitures de l'UNRRA qui étaient arrivées jusqu'à Makung (après de grandes difficultés) n'avaient pas encore été déballées. Des 50 caisses de soupe en poudre qui avaient été envoyées à Makung par bateau, 10 seulement étaient arrivées.

Toutes les pressions possibles furent exercées pour forcer la CNRRA à agir. Les leaders formosans exprimèrent à haute voix leur inquiétude et firent en sorte que ce sujet soit évoqué à plusieurs reprises par la presse locale. Finalement, la CNRRA annonça que 7 000 sacs de farine avait été envoyés pour améliorer la situation à Makung, mais l'UNRRA appela l'attention sur le fait que seulement 750 sacs avaient été envoyés par bateau, que personne ne les avait accompagnés et qu'on ne savait pas maintenant ce qu'ils étaient devenus.

Le 1er juillet, la CNRRA envoya 1 400 caisses de biscuits de Tainan à Makung, mais arrivées là, les fonctionnaires de la douane leur refusèrent l'entrée, les renvoyèrent à Tainan et firent un rapport précisant que la demande pour une licence locale (Pescadores) d'importation indiquait « nourriture » au lieu de biscuits. Cinq mois plus tard (à la fin de novembre 1946), le chef du bureau des Douanes de Makung consentit à retourner le document à Taipei pour « correction ». Pendant ce temps des centaines d'habitants de Makung mouraient de faim tandis que les agences du gouvernement facturaient des « droits de stockage » sur les biscuits, à Tainan.

Au cours de ces « incidents des Pescadores », une enquête de l'UNRRA révéla que toutes les cargaisons d'aide quittant l'île principale (par le port de Tainan) devaient obtenir le feu vert de pas moins de cinq bureaux pour pouvoir être exportées et que, à l'arrivée à Makung, l'autorisation d'importer devait être obtenue d'une seconde série de cinq bureaux, y compris celui du commandant de la base navale de Makung. Des mains se tendaient à chacun de ces bureaux. Dix agences exigeaient des pots-de-vin de toute nature avant que l'aide, donnée par les alliés de la Chine, puisse parcourir cinquante kilomètres et parvenir à une communauté qui souffrait de la faim.

Après trois mois d'efforts, l'UNRRA réussit à se procurer, à Hong Kong, 500 tonnes de riz siamois, qui devaient être livrées aux Pescadores par un cargo britannique. En route, le bateau fit d'abord escale à Keelung. Les gens de l'UNRRA furent très heureux de constater qu'il y avait à bord suffisamment de place pour embarquer 800 tonnes d'engrais, dont les paysans des Pescadores avaient désespérément besoin. Mais la CNRRA refusa de coopérer « regrettant que tous les engrais eussent déjà été alloués ». Une enquête fit apparaître la vérité : étant donné que les paysans des Pescadores étaient trop pauvres pour payer quoi que ce soit, l'organisation chinoise n'avait pas l'intention de gaspiller un produit d'une telle valeur à Makung. De surcroît, dirent les agents de la CNRRA, « il est illégal pour un bateau étranger de transporter du fret entre des ports chinois ». Le service de fret entre les ports domestiques relevait de la seule compétence de la Compagnie chinoise de navigation marchande ou de ses filiales.

L'étranglement des communications

Quand l'UNRRA voulut envoyer des blocs de phosphates à Formose pour l'industrie locale des engrais, qui connaissait des temps difficiles, la Compagnie de navigation exigea 32 $ la tonne pour le transport. Les agents de l'UNRRA refusèrent de payer une somme aussi scandaleuse et, après de longues négociations, réussirent à faire baisser ce chiffre jusqu'à 4 $, prix qui était encore profitable. La différence indiquait la marge de profit exigée et fait mieux comprendre les problèmes auxquels étaient confrontés les transporteurs formosans privés qui n'avaient pas le poids de l'UNRRA lorsqu'ils traitaient avec l'agence des Soong. Un pot-de-vin bien placé pouvait faire avancer les intérêts de celui qui le donnait, mais comme la même pression était exercée par l'ensemble de la bureaucratie, à la fin tout profit avait disparu, ce qui ne justifiait plus ce premier effort. Dans de telles conditions, le petit commerce dépérit rapidement.

Les cargaisons dans les deux sens, qu'elles se dirigent vers Shanghai ou qu'elles en viennent, étaient l'objet de détournements. Le ciment destiné à la reconstruction était très demandé dans toute la Chine et aussi dans toute l'Asie. Une importante réserve avait été abandonnée à Formose. Les Cimenteries de Kaohsiung (Kaohsiung Cement Works) avaient été rapidement remises en état et étaient revenues à leur pleine production de 15 000 tonnes par mois en 1946 ; néanmoins, à Formose, on ne trouvait généralement du ciment qu'au marché noir. L'UNRRA découvrit que des quantités qui excédaient largement ce dont avait normalement besoin le Japon aussi bien avant que pendant la guerre avaient été livrées à trois bureaux relevant du département des Communications, qui contrôlait les transports par mer.

L'UNRRA découvrit aussi que le transport, par bateau, de marchandises en vrac entre Kaohsiung et Keelung était trois fois plus onéreux que leur transport par chemin de fer. Quand le département des Mines et de l'Industrie décida, pour faire un essai, de mettre sur le marché, à Shanghai, une cargaison de 1 000 tonnes, elle fut d'abord transportée par chemin de fer jusqu'à Keelung, puis par mer sur le continent. La facture du chemin de fer s'élevait à 2 500 TY la tonne. Il fallait y ajouter le coût des entrepôts, du transfert, de l'assurance, du transport par mer, et, sur le marché, le ciment de Formose devait être compétitif

par rapport au ciment américain, vendu alors, à Shanghai, l'équivalent de 3 000 yens de Taiwan la tonne. Chaque agence, tout au long du parcours de Formose à Shanghai, avait exercé des pressions et réalisés d'excessifs profits. Plus le parcours par chemin de fer était long, plus le profit était grand pour les dirigeants, plus le délai dans les entrepôts était long, plus le profit était grand pour les agences responsables du stockage et des assurances.

Les traditions d'intégrité qui avaient, dans le passé, caractérisé les douanes chinoises (sous une gestion étrangère, évidemment) ne survécurent pas lorsqu'elles passèrent sous le contrôle des nationalistes à Formose. Des dix agences qui faisaient des profits illégaux sur les cargaisons d'aide de l'UNRRA entre Tainan et les îles Pescadores, comme on le vérifia en une occasion, en 1946, quatre au moins dépendaient des douanes chinoises. Les agences du gouvernement, l'UNRRA, et les entreprises privées devaient acquitter des « droits d'importation » très lourds lorsqu'elles voulaient transporter quelque chose d'un port de Formose à l'autre.

Cette mêlée pour la corruption étranglait le transport maritime. En novembre 1946, on annonça que l'autorisation nécessaire pour les bateaux qui souhaitaient quitter le port de Keelung ne pourrait être obtenue que pendant un nombre limité d'heures de bureau et pas pendant les week-ends ou les jours fériés. Les capitaines des bateaux et les agences de transport maritime découvrirent assez vite que des fonctionnaires occupant des postes clés « quittaient leurs bureaux » pendant ces heures d'ouverture, mais leurs sous-fifres faisaient alors savoir que grâce à une considération spéciale (obtenue au moyen d'un pot-de-vin) les difficultés pour que leur soit délivrée l'autorisation de quitter le port pourraient être rapidement levées. L'alternative, évidemment, était tout aussi onéreuse, car des droits portuaires élevés devaient être acquittés aussi longtemps que le bateau restait dans le port.

Les douanes, les services de quarantaine et la police du port relevaient d'agences différentes. Des règlements complexes et quelquefois tout à fait contradictoires offraient de nombreuses possibilités de confisquer les marchandises sous le prétexte que les règlements relatifs à l'importation ou à l'exportation n'avaient pas été observés. Une fois, par exemple, des marchandises destinées au personnel de l'UNRRA furent confisquées puis furent proposées au transitaire

de l'UNRRA pour qu'il les achète avec un coût additionnel pour « entreposage provisoire ».

A la fin de 1946, un commerce ordonné n'était plus possible, l'économie tout entière de l'île était à la merci des nouveaux venus qui contrôlaient les ports et s'arrogeaient le droit de mettre en pratique des réglementations qui affectaient profondément l'utilisation de l'aide et des matériels pour la reconstruction.

Mais là où des réglementations auraient été nécessaires, elles n'existaient pas ; les services de quarantaine étaient négligés et les bureaux vidés de fournitures et d'équipement médicaux. Au moment où l'économie, dans son ensemble, devenait malade, on assistait à un effondrement général des services sociaux et des services de santé, ce qui fut dramatiquement démontré lorsque le choléra et la peste bubonique firent leur apparition à Formose et prirent les proportions d'une épidémie.

On avait maintenant affaire à des menaces sur la vie elle-même.

L'effondrement des services de Santé publique et des services sociaux

Des médecins, des infirmières, des nutritionnistes et des travailleurs sociaux de l'équipe de l'UNRRA gagnèrent rapidement le respect des Formosans et de certains de leurs collègues de la CNRRA, qui collaboraient avec eux, mais ils étaient arrivés trop tard – sept mois trop tard – sur le théâtre d'opérations. Les villes avaient lentement commencé de prendre l'aspect sordide des villes chinoises. Quand le « corps de préservation de la paix » de Chiang réquisitionna, en 1945, les camions-poubelles pour transporter les marchandises volées sur les quais des ports, d'énormes tas d'ordures s'accumulèrent dans les parcs, le long des rues et dans les allées. Un système primitif de charrettes à bras, substitué aux camions, ne pouvait enlever qu'un dixième des ordures quotidiennes. La population des rats se multiplia dans de fantastiques proportions.

Les plus grandes villes de Formose avaient auparavant entretenu un dispositif régulier de vidange et un service de désinfection passant de maison en maison, soigneusement contrôlés, financés par les impôts et disponibles pour tous. Maintenant, sous les Chinois du continent, ce travail fut délégué sous forme de concessions. Chaque foyer devait

négocier pour obtenir ce service et payer directement l'entreprise qui l'effectuait. Comme le coût de la vie augmentait le prix à payer augmenta également et s'il n'était pas acquitté rapidement, le service cessait. Des fosses d'aisance débordantes s'élevait une odeur infecte, ce qui conduisit à une situation dangereuse pour la santé.

En 1937, pas moins de quatre-vingt-dix-huit villes disposaient d'un réseau d'eau potable et dans vingt-huit autres, soit il était en cours de construction, soit il était planifié. Ce réseau alimentait 1 200 000 personnes, soit un quart de la population de l'île.

Les représentants de l'UNRRA s'alarmèrent beaucoup de l'incapacité des Chinois à remettre en état le réseau public d'approvisionnement en eau. Les modestes efforts faits par le CNRRA échouèrent en raison des vols à grande échelle de matériels de plomberie, qui incluaient les bouches d'incendie, les robinets, les tuyaux pris dans des maisons non gardées.

Les fuites d'eau, qui n'étaient pas réparées, firent baisser la pression au-dessous du niveau suffisant pour alimenter des quartiers très peuplés. De l'eau non traitée fut mélangée au système d'eau potable. Dans certains cas, les produits chimiques destinés aux réservoirs et aux stations de pompage furent détournés vers le marché noir.

La malaria, la variole, la tuberculose constituaient de sérieux problèmes. Une enquête de l'UNRRA montra que 60 à 90 % des élèves des écoles qui avaient été examinés souffraient de malnutrition. Les privations du temps de guerre avaient amoindri la résistance physique de la population urbaine, et des milliers d'adolescents envoyés en 1944 et 1945 pour faire le guet sur les côtes avaient contracté soit la malaria soit la tuberculose, soit les deux, après tout ce temps passé dans des abris qu'ils avaient eux-mêmes creusés ou des tentes inadéquates et des cabanes construites en hâte dans la campagne.

Les services de quarantaine du port avaient été interrompus au cours des derniers jours de la guerre et ce qui restait comme fournitures ou matériels suivit le même chemin que tout ce qui avait été pillé pendant cette « période de récupération » et de maraudage de la fin de 1945. Le nouveau gouvernement ne voyait pas vraiment l'intérêt de remettre en place les contrôles de quarantaine et les restrictions aux déplacements vers le continent ou en provenance de celui-ci. Les Chinois qui en venaient apportèrent avec eux une forme particulièrement virulente de

variole qui devint épidémique. Malgré les protestations de la population, rien ne fut fait pour reprendre le système de vaccinations obligatoires qui existait avant la reddition. Les médecins de l'UNRRA affirmaient que certaines unités des troupes chinoises avaient un taux de maladies vénériennes de 90 % et que, dans certaines zones, 25 % de la population étaient maintenant infectés.

Les médicaments étaient rares, les équipements obsolètes et le gouvernement n'était pas très disposé à réparer les hôpitaux gravement endommagés. Il y avait environ deux mille médecins disponibles, y compris les nouveaux venus, mais très peu d'infirmières qualifiées. Heureusement, les Formosans – produits des écoles médicales japonaises et des instituts de formation rapide – s'entendaient très bien avec les médecins et les fonctionnaires de santé japonais qui souhaitaient rester à Formose, s'ils le pouvaient. Les deux groupes étaient heureux d'accueillir les spécialistes de l'UNRRA qui apportaient de nouvelles idées, de nouvelles techniques, de nouveaux matériels et de nouveaux médicaments. Dans certains cas, les Japonais formés dans la vieille tradition germanique essayèrent de résister au changement mais, dans l'ensemble, les spécialistes étrangers pouvaient compter sur le soutien de leurs collègues locaux dans tous les domaines.

Seul le directeur chinois de la Santé publique – diplômé de John Hopkins – refusa de collaborer au programme médical développé par l'UNRRA-CNRRA.

Assez logiquement, le gouverneur avait transféré la Santé publique et les services sociaux du bureau de la police au département des Affaires civiles. Le nouveau directeur, le Dr T.S. King (formé comme physiologue et pharmacologue) avait dirigé une entreprise pharmaceutique à Shanghai dans laquelle le gouverneur avait des intérêts. Il n'avait aucune expérience préalable dans l'administration de la Santé publique. Rapidement, il montra qu'il s'en désintéressait ; il avait été appelé à Formose pour veiller aux intérêts de Chen Yi en tant que directeur général de la Compagnie de médicaments et d'instruments chirurgicaux de Taiwan, une filiale du département des Mines et de l'Industrie.

De par ses fonctions publiques, le Dr King contrôlait l'habilitation des médecins, des infirmières, des pharmaciens et des services médicaux. Il contrôlait aussi les hôpitaux confisqués, les cliniques, la fourniture des médicaments et des équipements. Il était en son pouvoir

d'autoriser l'importation de médicaments ou la fabrication et la vente de médicaments locaux. Il était donc dans une position particulièrement forte pour exclure ou limiter l'utilisation locale de médicaments et de produits médicaux (y compris ceux fournis par l'UNRRA) s'ils entraient en concurrence avec ses propres intérêts ou ceux du gouverneur.

Dans ses « fonctions privées », le Dr King mit rapidement sur pied, pour le compte de Chen Yi, un nouveau centre de fabrication de produits pharmaceutiques et une compagnie de distribution. La vente de médicaments brevetés ou prescrits était une activité extrêmement profitable. Le directeur de la Santé et des Services sociaux consacrait la plupart de son temps à la gestion de ces entreprises. L'une de ses premières opérations consista à produire et à vendre un remède breveté contre la tuberculose qui fut mis sur le marché sous son propre nom.

Il était inévitable que les spécialistes de l'UNRRA entrent en conflit ouvert avec le directeur de la Santé publique. De son côté, il saisit toutes les occasions pour dévaloriser les services de l'UNRRA et la qualification du personnel étranger, exerçant des pressions sur les écoles de médecine des universités, les hôpitaux, et l'Association médicale de Taiwan dans un effort mesquin pour limiter l'accès du public ou des professionnels de santé aux conférences, démonstrations, films que les spécialistes étrangers étaient prêts à présenter. Par exemple, au cours du 39e congrès annuel de l'Association médicale, il y eut quelque soixante-dix interventions ; après quoi le Dr King fut l'instigateur du commentaire suivant, publié dans le journal du gouvernement :

... Toutefois, l'article du Dr Hirschy, de l'UNRRA, intitulé « La prévention des maladies contagieuses » n'est comparativement qu'une ébauche. Il repose sur le simple bon sens. Il semble inapproprié de le lire au congrès de l'Association médicale, car c'est une perte de temps. Certaines personnes estiment que les médecins étrangers devraient s'efforcer de mieux s'informer sur le niveau médical de la province. [5]

Dans un autre domaine, le Dr King fit tout son possible pour empêcher la distribution gratuite de comprimés d'Atabrine au cours de la campagne contre la malaria et pour éliminer la concurrence que constituait, pour ses propres intérêts mercantiles, l'aide distribuée gratuitement. Environ 45 millions de comprimés d'Atrabine se trouvaient dans les réserves, mais le Dr King avait l'intention de faire participer sa compa-

gnie pharmaceutique au commerce des médicaments contre la malaria. Le successeur de King comme directeur de la Santé publique proposa ultérieurement que ces 45 millions de comprimés soient, au contraire, donnés à tout le monde – environ six comprimés par personne – de manière à « éradiquer la malaria à Formose ». Ces comprimés étaient restés entreposés pendant plus d'un an et, pour cela, le gouvernement avait reçu des droits de stockage indirectement acquittés par l'UNRRA.

Ce qu'on a appelé l'incident Mukai affecta profondément les relations entre les Formosans et les Chinois qui venaient d'arriver. Le Dr Mukai, un gynécologue japonais, maintenait en activité un hôpital privé longtemps considéré comme le meilleur de Taipei – certainement le meilleur en 1946. La femme d'un fonctionnaire continental de haut rang devint sa patiente, subit une césarienne, puis n'accepta pas de suivre les instructions du Dr Mukai pour les soins post-opératoires. Elle mourut. Son mari refusa alors d'enlever son corps et exigea une grosse somme d'argent du Dr Mukai comme « indemnité de consolation ».

Rapidement, des patientes durent quitter l'hôpital; le Dr Mukai fut arrêté, son hôpital fut confisqué et aussitôt confié à une femme du continent, incompétente, qui était supposée avoir un diplôme de médecine.

Les médecins formosans et japonais, dans toute l'île, virent le danger implicite que représentait le « cas Mukai »; s'associant, ils fournirent, d'une part, une aide financière et légale au Dr Mukai, et, d'autre part, ils menacèrent de ne plus soigner les Chinois du continent à moins que des garanties ne soient données qu'il n'y aurait plus d'incidents de ce genre.

Une défense légale vigoureuse permit la libération du Dr Mukai. Il fut alors « engagé pour opérer » dans son propre hôpital, mais il apparut très vite qu'il ne pouvait pas travailler sous la nouvelle administration. Bien que des femmes de Formose lui aient lancé un appel et qu'elles aient envoyé une pétition au gouvernement pour qu'on le retienne et le restaure dans ses fonctions, il en avait plus qu'assez.*

Les cliniques et les hôpitaux privés étaient des propriétés de grande valeur; la plupart furent aussitôt saisies, quelquefois grâce à une poignée

* L'avocat formosan qui conduisit avec succès la défense de Mukai, en dévoilant à tous la vérité, fit perdre la face aux procureurs du gouvernement et à leur client, le haut fonctionnaire. Pour cette raison, il perdit la vie en 1947.

de papiers portant des sceaux rouges et ordonnant la confiscation, ou plus brutalement par des bandes qui simplement faisaient irruption. Des médecins sur le point d'être rapatriés à Okinawa, détruite par la guerre, demandèrent à être autorisés à emporter leur trousse médicale pour utiliser là-bas leurs compétences et participer à l'effort de reconstruction plutôt que de se trouver à Naha sans aucun moyen de subsistance. Le consulat américain refusa de prendre cette demande en considération ou de soulever ce problème, même de manière informelle, auprès des autorités chinoises.

Le retour de la peste et du choléra : « Maintenant, c'est la Chine »

Au milieu de l'année 1946, quatre cas de peste bubonique furent découverts à Tamsui et dans le district de Hsinchu. Les victimes étaient arrivées à bord de jonques chinoises et n'avaient subi aucune quarantaine.

La presse formosane réagit par un tollé de protestations ; il n'y avait pas eu de cas de peste bubonique parmi la population civile depuis presque trente ans. Il s'agissait vraiment d'une menace, qu'on pouvait directement attribuer à l'effondrement du système de quarantaine qui était strictement appliqué sous l'administration japonaise. Les maisons qui avaient abrité les victimes de la peste furent entièrement brûlées. Quelques mesures furent prises pour remettre sur pied les services de quarantaine dans les ports, mais personne n'avait confiance en leur efficacité.

Avec l'approche de l'été, le choléra réapparut à Formose.

En quelques jours, il échappa à tout contrôle dans le sud-ouest de l'île. On n'avait pas connu d'épidémie de choléra depuis 1919. Le directeur de la Santé publique ne fit rien pour faire face à la menace, mais les médecins et les infirmières de l'UNRRA, aidés par le personnel de la CNRRA, se rendirent immédiatement à Tainan et Kaohsiung, court-circuitèrent une bureaucratie officielle (délibérément renforcée pour les gêner) et réduisirent rapidement le taux de mortalité de tous les cas de choléra connus de 80 à 29 %. Après un combat qui dura tout l'été, le temps plus frais de l'automne apporta un peu de soulagement mais, au 1er novembre, l'équipe de l'UNRRA avait recensé 2 690 cas dont 1 460 mortels.

L'indifférence étudiée du directeur de la Santé publique était partagée par les hommes qu'il plaça aux postes de contrôle des hôpitaux

du gouvernement à Tainan. Au plus fort de l'épidémie, centrée sur cette ville, ils continuèrent de s'en tenir à leurs heures normales de bureau, n'acceptèrent pas de recevoir ou de traiter les malades du choléra qui étaient amenés entre cinq heures de l'après-midi et huit heures du matin, et refusèrent catégoriquement de mettre à la disposition des équipes soignantes plus de fournitures médicales que celles qui étaient allouées en temps « normal » – et étaient déjà insuffisantes.

L'équipe de l'UNRRA mit en place des dortoirs spéciaux d'isolement, mais quand on découvrit que les excréments humains provenant de ces dortoirs étaient jetés dans les bassins tout proches où étaient élevés des poissons pour la vente, on demanda au directeur de la Santé publique de faire quelque chose au sujet de l'évacuation des eaux usées. On lui demanda aussi d'interdire la vente ou la distribution de poissons provenant des bassins locaux jusqu'à ce que l'épidémie soit enrayée et les bassins correctement nettoyés. Il refusa de faire autre chose que de publier dans la presse un communiqué conseillant au public de nettoyer les poissons avec soin.

L'obstruction non dissimulée du Dr King incita les médecins de l'UNRRA à le menacer de porter l'affaire à la connaissance de l'opinion internationale. A l'un d'entre eux, le directeur de la Santé publique fit brutalement remarquer que, « après tout, seuls les pauvres contractaient la maladie ».

L'« attitude américaine officielle », pendant la crise, ne fut guère meilleure que celle du Dr King. Les membres des équipes de l'UNRRA et les employés du consulat étaient submergés de demandes. Les Formosans, dans tous les aspects de leur vie, en appelaient à l'aide américaine. Certains leaders suggérèrent que nous devrions attirer l'attention du Generalissimo sur les conditions prévalant à Formose par l'intermédiaire de son ami, l'ambassadeur américain ; d'autres nous demandèrent d'intervenir auprès des Nations unies.

Nous reçûmes, par exemple, une carte postale, portant ce bref appel, écrit avec beaucoup de difficultés :

« Hélas l'ennemi de la civilisation, la peste, est entrée à Taiwan. Très beaucoup dommage. C'est regrettable histoire. Nous pleurons auprès de l'Amérique [pour] la prévention de la formation épidémique (sic). »

Des messages tels que celui-ci, de personnes « non officielles », embarrassaient le consulat, mais renforçaient l'opinion de certains selon laquelle les locaux n'étaient qu'une bande d'ignorants.

Les membres américains de l'UNRRA, le vice-consul et le directeur du Service d'information des Etats-Unis ne considéraient ces appels à l'aide que comme un élément dans un contexte beaucoup plus global ; il y avait des milliers d'autres raisons de craindre le ressentiment populaire, qui ne cessait de croître. Les tensions politiques, déjà dangereusement fortes, furent visiblement intensifiées par l'irruption du choléra et de la peste. Après tant d'années d'investissements dans la santé publique et les services médicaux en Chine, auxquels nous avions donné la plus large publicité, ce n'était pas le moment de présenter ce visage d'une indifférence étudiée. Notre propre intérêt nous dictait d'être préoccupés par le fait que le choléra et la peste avaient réapparu dans une zone voisine du Japon occupé, où les Etats-Unis maintenaient des forces très importantes et assumaient d'énormes responsabilités à l'égard de quatre-vingts millions de Japonais. On devait empêcher ces effrayantes maladies de s'étendre à ce pays.

On me donna pour instruction d'insérer une note sur l'épidémie dans le rapport de routine que nous rédigions tous les mois. Quand je demandai avec insistance que nous fassions parvenir par télégramme un rapport à notre ambassade en Chine, à Tokyo et à Washington, la réponse fut sèche ; on m'expliqua que ce télégramme ne serait pas conforme ; le consulat de Taipei, nouvellement ouvert, ne disposait pas de documents officiels pour nous aider à rédiger un rapport sur la santé publique.

Devant ma détermination, nous arrivâmes à un compromis ; ce serait moi, et non le consul, qui signerais le télégramme non conforme, et, dans un rapport ultérieur, je devrais expliquer en détail pourquoi nous n'avions pu utiliser le questionnaire imprimé exigé par les Affaires étrangères, numéro de série 188, du 9 juin 1944, dont, hélas, aucune copie n'était disponible au bureau de Taipei.

L'inquiétude populaire suscitée par ces maladies et les problèmes de santé publique qu'elles provoquaient, s'accrurent encore lorsqu'on se rendit compte que les lépreux de Formose n'étaient plus enfermés, enregistrés ou traités. Une Américaine, appartenant au personnel de l'UNRRA, fit un rapport sur la visite qu'elle avait faite à la léproserie gouvernementale, située à quelque distance de Taipei, à l'intérieur des

terres. Elle avait été créée par les Japonais et était organisée pour fournir un enseignement et donner du travail aux malades, en sus des soins qu'ils recevaient. Des dispositions avaient été prises pour accueillir les enfants des lépreux et il y avait une auberge pour les parents qui venaient en visite. Un examen clinique périodique de tous les lépreux enregistrés était une obligation légale. Cette léproserie comportait 700 malades lorsque des membres de l'UNRRA la visitèrent pour la première fois, en 1946. Neuf mois plus tard, il y en avait moins de la moitié, les cliniques pour les patients extérieurs étaient fermées, et rien n'était prévu pour les enfants non lépreux des malades. Un membre de l'UNRRA rapporta ceci.

« Le directeur (un Chinois qui ne s'intéresse pas aux lépreux et ne possède aucune qualification pour l'emploi qu'il occupe) nous a simplement dit : "Ils sont seulement partis se promener."

J'ai rapporté ces faits (au directeur médical de l'UNRRA, qui en a parlé au directeur de la Santé publique de Chen Yi, le Dr King). Le Dr King est d'avis que tous les lépreux devraient être transférés dans une île lointaine, qui existe seulement dans son imagination, et qu'on devrait les laisser là, se débrouiller seuls. »[6]

Au fur et à mesure que les mois passaient, les Formosans se tournaient de plus en plus souvent vers les étrangers pour qu'ils représentent leurs intérêts et pour qu'ils fassent pression pour obtenir des changements. Les efforts héroïques pour enrayer l'épidémie de choléra valurent à ceux qui avaient été responsables de cette opération une profonde gratitude, souvent et librement exprimée. De la même manière, les efforts pour obliger la CNRRA à distribuer l'aide honnêtement et à mettre en œuvre un programme de reconstruction furent beaucoup appréciés.

Inévitablement, l'équipe de l'UNRRA fut considérée comme un groupe américain et le crédit pour son excellent travail revint aux Etats-Unis, étant donné que ses membres étaient en majorité américains et que la plupart de l'aide qui parvenait à Formose était d'origine américaine ou canadienne. Les Formosans purent alors constater que cette équipe « américaine » s'efforçait de donner une réalité à toute la propagande qui avait promis une « nouvelle Chine ». Les « bonnes choses » de la vie d'après-guerre furent ainsi identifiées à l'Occident, et principalement aux Etats-Unis, et les « mauvaises choses » – la dureté de la vie et les déceptions – furent identifiées à la Chine continentale.

Les hommes de Chen Yi – dirigés par les diplômés des universités américaines Stanway Cheng et Huang Chao-chin – firent tout ce qu'ils purent pour saper la popularité de l'équipe de l'UNRRA. Avec l'entière collaboration du bureau de la CNRRA, ils attribuèrent l'aide à la « générosité » du parti nationaliste et du gouvernement, et, quand les choses allaient mal, ils blâmèrent les « employés étrangers » de la CNRRA. Quand des Formosans critiquèrent ouvertement la qualité, la quantité, les prix ou le mode de distribution de l'aide de la CNRRA, le bureau d'Information de Chen, ou ses agents, fit porter le blâme sur l'« ingérence » de l'équipe de l'UNRRA ou sur les Etats-Unis. Pour sa propre défense, l'UNRRA prépara une série de rapports pour la presse locale, expliquant les origines et les objectifs du programme des Nations unies, mais quand ils furent finalement imprimés, la mention « Nations unies » fut effacée et les rapports largement falsifiés. Au fur et à mesure que l'année passait, les tentatives pour attribuer aux Etats-Unis la responsabilité de la situation de plus en plus mauvaise qui prévalait à Formose devinrent si flagrantes que même le consul américain signa un rapport à l'Ambassade à ce sujet.

L'équipe de l'UNRRA poursuivit ses activités à Taipei jusqu'en décembre 1947. Une aide d'une valeur d'environ 25 millions de dollars avant sa livraison aux Chinois avait été déchargée dans les ports de Formose. L'UNRRA surveilla la distribution et la vente de ces fournitures données gratuitement et constata que les Formosans durent, dans de nombreux cas, payer des prix exorbitants. L'aide à Formose généra des profits représentant plusieurs fois 25 millions de dollars pour l'Administration nationale chinoise pour l'aide et la reconstruction, responsable devant le Yuan exécutif (dont le président était T.V. Soong).

Mais les membres de l'équipe de l'UNRRA avaient apporté à Formose quelque chose dont la valeur était bien supérieure à celle des cargaisons d'engrais, de câbles pour les mines ou de farine ; ils avaient donné une image de la démocratie en acte bien plus importante qu'une aide matérielle.

Troisième partie

La crise et ses conséquences

IX
L'histoire des Formosans : une année de désenchantement

La loi et l'ordre sous le nouveau régime

La grande contribution du Japon à Formose fut l'introduction de la loi et de l'ordre. Le comportement de la police était souvent brutal et l'application de la loi souvent injuste quand les intérêts des Formosans entraient en conflit avec ceux des Japonais, mais, néanmoins, le système légal fut une fondation essentielle pour le progrès économique et social. Tout le monde le comprit. Le chaos et les incertitudes du XIXe siècle cédèrent la place à des procédures ordonnées. S'ils n'étaient pas impliqués dans des actions de subversion ou de rébellion, les Formosans jouissaient d'un niveau raisonnable de sécurité pour ce qui concernait leur propre personne, leurs propriétés et leurs moyens de subsistance. Les tribunaux étaient respectés et on pouvait faire appel. Si un Formosan attaquait un Japonais en justice (ou même si une discussion les opposait au poste de police du coin), la balance de la justice était souvent faussée, mais dans la vie quotidienne des villages tous les individus bénéficiaient de la protection de la loi.* Après la reddition, ces sauvegardes disparurent.

Comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, la plus grande confusion régna pendant les premiers mois de la « période de passation du pouvoir ». Le premier Premier ministre du Japon d'après la reddition, Shidehara, annonça que les biens japonais à l'étranger seraient transférés aux Alliés au titre de réparations, mais le Comité pour l'inventaire des biens japonais à Formose (Japanese Property Custodian Board on Formosa) ne fut pas établi à Taipei avant décembre 1945. Des représentants du groupe de conseil de l'armée des Etats-Unis furent des membres actifs de ce comité et leur présence rendit plus efficaces les

* La dépossession des terres des petits propriétaires en faveur des grandes entreprises sucrières pouvait être obtenue – et le fut souvent – en manipulant l'accès à l'eau par l'intermédiaire des systèmes d'irrigation détenus ou gérés par l'Etat, et il y eut d'autres formes de pressions économiques auxquelles un individu ou une famille ne pouvait résister, mais les individus en tant que tels jouissaient à Formose d'un degré de protection sans précédent.

efforts des Japonais pour que ce transfert légal se fasse dans l'ordre. Les Chinois furent ainsi empêchés de mettre la main sur les biens confisqués, comme ils cherchaient à le faire avant que le système de transfert ne fasse l'objet de contrôles légaux plus stricts. Nous avons déjà mentionné que des plaintes furent alors adressées, par des canaux détournés, aux autorités américaines à Chungking, accusant les Américains de Taipei d'excessive « ingérence ». Les tentatives américaines pour soutenir un transfert ordonné des titres de propriété devinrent des « tentatives pour protéger les Japonais » et des ordres descendirent de l'état-major de Wedemeyer demandant aux officiers de ne plus se considérer comme un « groupe de conseil » mais simplement comme un « groupe de liaison », seulement concernée par les problèmes de rapatriement.

La confusion de cette « période de passation du pouvoir », comme on l'appela, fut facilement exploitée par des gens de toutes catégories, pratiquant le vol et l'extorsion, certains d'entre eux appartenant à la famille officielle du gouverneur. A leurs yeux, la loi n'était qu'une gêne et ils furent très surpris que des « Formosans dévoyés » puissent oser rapporter leurs comportements dans la presse et s'efforcer de les accuser devant des tribunaux.

Tout ceci impliquait de douloureuses pertes de face.

Un incident qui survint immédiatement après la reddition peut symboliser la manière dont l'administration de Chen Yi traitait la légalité. On s'aperçut que le procureur en chef de la Cour suprême (c'est-à-dire le « procureur général ») apposait le sceau vermillon de la cour sur des faux au moyen desquels ses agents expropriaient des propriétés privées. De la même manière, ces derniers obligeaient les propriétaires de bateaux à moteurs de Tamsui à se livrer au transport illégal de marchandises volées vers la Chine continentale. L'affaire fut révélée lorsque le propriétaire d'un petit bateau, auquel on avait ordonné de charger du sucre volé pour le transporter, de manière risquée, de l'autre côté du détroit, simula une panne mécanique, cacha le bateau et prit courageusement le risque de venir à Taipei demander l'assistance des avocats formosans les plus connus et de la presse locale. Il gagna son procès et le procureur général de Chen Yi dut quitter Formose car le gouverneur n'avait pas encore suffisamment confiance en lui-même et il était encore trop tôt, dans la période d'occupation, pour défier l'opinion publique dans une affaire qui avait reçu une aussi large publicité.

Un deuxième exemple fut donné par le commissaire pour l'Agriculture et les Forêts du gouverneur Chen, qui ordonna aux pêcheurs de la côte est de conduire leurs bateaux à Keelung pour « les mettre à l'abri pendant les mois d'hiver ». Cet ordre n'était rien moins qu'une confiscation déguisée et peu de pêcheurs obtempérèrent. Il était bien connu que les « bateaux protégés » pourraient être intégrés à une large flotte de bateaux japonais confisqués qui étaient alors utilisés pour un commerce clandestin avec le Japon et les îles Ryuku, et pour la contrebande des marchandises « libérées » vers Shanghai.

La presse quotidienne était heureuse de publier les détails de la malhonnêteté, avérée ou supposée, qui prévalait dans tous les départements de l'administration. De tels exemples de malversations officielles dans les plus hautes sphères pouvaient être relevés en nombres incalculables. Ces pratiques avaient pour effet de donner au public formosan l'image d'un gouvernement corrompu, de la base au sommet. C'était la « nouvelle démocratie ».

Dans le contexte de Formose, l'application de la loi eut été difficile, même pour la plus honnête instance légale ; le département traitant des affaires civiles dans l'administration de Chen était confronté à une tâche complexe car toute la documentation concernant la loi était en japonais. Tous les règlements spécifiques à Formose devaient être adaptés à la loi chinoise.

Les avocats et les juges, pour exercer correctement leur activité, devaient pouvoir lire le chinois et le japonais et parler l'un, au moins, des dialectes locaux. L'utilisation du japonais parlé dans des transactions officielles était théoriquement interdite mais, dans de nombreux cas, il était nécessaire de l'employer. Bien que très peu de Chinois continentaux eussent à la fois les compétences linguistiques et professionnelles nécessaires, on leur attribua les postes les plus importants à Taipei.

La situation obligea toutefois Chen Yi à nommer des Formosans qualifiés à des emplois de juges de district et de procureurs locaux. La plupart, ayant étudié le chinois au lycée et obtenus des diplômes de droit d'universités japonaises, étaient parfaitement bilingues. J'en connaissais beaucoup, parmi lesquels plusieurs de grande qualité qui avaient été mes étudiants à Taipei avant la guerre et étaient diplômés de l'Université impériale de Tokyo. Ils bénéficiaient de la confiance des Formo-

sans ordinaires et ils me tinrent bien informé des nombreux incidents affectant les intérêts des Formosans sous la nouvelle administration.

Contre eux, se dressaient les forces de police, venues du continent. Lors de la reddition, en octobre 1945, les effectifs de la police s'élevaient à 13 000 personnes mais ne comptaient que 5 600 Formosans, occupant les postes les plus modestes. Le gouverneur ordonna aux policiers japonais de rester à leur poste jusqu'au 10 décembre mais, dans ce nouveau contexte, le public formosan les traitait comme s'ils n'existaient pas et il était très difficile, pour les policiers formosans, d'obéir à des supérieurs japonais qui n'étaient plus que des « canards boiteux », d'autant que les Chinois nouveaux venus ne leur accordaient eux-mêmes aucune attention.

Pour pourvoir les 7 400 postes laissés vacants par les Japonais, Chen Yi ne promut pas les Formosans expérimentés mais fit appel à des débutants. Des milliers de nouveaux venus furent recrutés, parents et amis, sans aucune expérience, des continentaux déjà membres de l'administration. De nombreux policiers ne pouvaient parler ni le japonais ni les dialectes chinois locaux et des centaines d'entre eux n'étaient que des adolescents, jeunes frères de gens possédant une certaine influence et pour lesquels des emplois lucratifs devaient être réservés. Quand tous les emplois laissés vacants par les Japonais furent pourvus, le gouverneur commença de renvoyer des Formosans pour faire de la place pour les nouveaux venus.

Là encore, comme avec l'armée, les Formosans furent d'abord tentés de se moquer des bévues de ces novices. Des questions de face étant en jeu, les policiers prirent courage et rapidement on n'entendit plus personne rire aux dépens de la police. Je fus un jour le témoin d'une dispute violente entre des fauteurs de trouble formosans et un trio de policiers près du poste de police de Round Park. Une foule tendue s'était rassemblée à proximité. Brusquement, l'un des policiers sortit son revolver et tira, visant ses persécuteurs. Mais il manquait d'adresse ; comme la foule se dispersait l'un de ses coups de feu atteignit un passant innocent. Les trois policiers n'essayèrent pas de poursuivre les fauteurs de trouble mais se contentèrent de traîner le cadavre couvert de sang jusque sur les escaliers du poste de police, le laissant là toute la journée, comme un exemple et un avertissement à tous les « Formosans dégénérés ». C'était une question de face.

Les maires contrôlaient les forces de police urbaines. Lors de la reddition, Chen Yi nomma l'expatrié Huang Chao-chin maire de Taipei et ce dernier fit de l'un de ses familiers (Chen Shang-bin) le nouveau chef de la police. Ils avaient travaillé ensemble au sein du ministère des Affaires étrangères de la Chine nationaliste.

Dès qu'il fut installé dans ses nouvelles fonctions et qu'il eut pris le contrôle de la police, il devint évident que cette dernière collaborait avec des gangsters du milieu connus localement sous le nom de *loma* ou « anguilles-tigres ».

Des années auparavant, les Japonais à Formose donnaient aux criminels appartenant au milieu le choix entre être condamnés à de longues années de travaux forcés dans des pénitenciers ou être utilisés, moyennant quelques subsides, comme trafiquants de drogue, racketteurs et agitateurs, dans les ports des côtes chinoises. Ils avaient une réputation exécrable de Shanghai à Hong Kong, salissant, à cette époque, l'image de tous les Formosans. En 1945, ils essaimèrent à nouveau sur l'île pour exploiter leurs propres compatriotes.

A Taipei, chaque groupe d'« anguilles-tigres » avait sa propre sphère d'influence, son propre district et son affiliation particulière avec la police. Tous ces groupes étaient en concurrence pour commettre de simples vols ou d'autres crimes, plus sérieux, et des extorsions. La nuit, les rues n'étaient pas sûres ; des bandes de *loma* s'introduisaient par effraction dans les boutiques et les maisons, les mettaient bruyamment à sac et emportaient leur butin par camion, assurés qu'aucun policier ne se montrerait, à moins que celui-ci ne leur apportât son aide. Les victimes effrayées assistaient impuissantes à ces vols, sachant qu'il était inutile de demander des secours. C'était également dangereux, chaque plaignant étant repéré. Les postes de police étaient remplis de gens amenés là sous de fausses accusations pour être ensuite emprisonnés, mis à l'amende ou relâchés selon le montant des pots-de-vin qu'ils étaient capables de donner.

Au début de 1946, par exemple, un Formosan employé d'une compagnie textile accusa l'un de ses collègues chinois de détourner de grosses sommes d'argent. Celui-ci soudoya la police pour qu'elle lui permette de s'enfuir à Shanghai. Puis, la police emprisonna le plaignant, le détint pendant plusieurs semaines au prétexte qu'il avait « eu une responsabilité administrative ». Il ne fut relâché que lorsque sa famille fut complètement ruinée, à cause de l'argent qu'elle dût verser.

Jour après jour, la presse formosane rapportait des incidents impliquant que la police n'était composée que d'irresponsables incompétents, de gens qui ne respectaient pas là loi, ou de racketteurs. Pour les trois premières semaines de 1946, mes notes détaillent quelques cas typiques.

Le 1er février, plusieurs policiers inexpérimentés, originaires du continent, firent irruption dans un théâtre rempli de spectateurs et tirèrent des coups de feu au hasard. Les spectateurs terrifiés se réfugièrent dans la rue. On apprit qu'ils recherchaient un suspect qui « aurait pu se trouver là », mais sur lequel on ne put mettre la main. Le 8 février, un commerçant chinois de Keelung paya quatre policiers pour qu'ils l'accompagnent à Taoyuan, à quelque quarante kilomètres à l'intérieur des terres, où ils essayèrent de forcer un boutiquier local de vendre son stock à un prix ridiculement bas. Des voisins en colère furent informés à temps de ces « négociations » et chassèrent de la ville les policiers et leur ami, qui perdirent ainsi la face.

Pendant la nuit du 17 février, une trentaine de policiers – des hommes du maire Huang – se rendirent en voiture de Taipei au village de Keibi, proche de la ville, s'introduisirent par la force dans la maison d'un propriétaire foncier connu et lui annoncèrent qu'ils allaient « se livrer à un examen » des lieux. Des membres de la maisonnée s'enfuirent par la porte de derrière en criant « au voleur ! ». Des voisins, brandissant des armes de fortune, accoururent, de même qu'une unité de la police formosane locale. Des sirènes hurlèrent, si bien qu'une unité de l'armée nationaliste, qui se trouvait tout près, se rua sur le village dans un camion d'où une mitrailleuse commença de tirer au hasard dans la nuit. Les policiers du maire se mirent à couvert et envoyèrent deux hommes en ville pour demander des renforts. Lorsque vint l'aube, le caractère absurde et dangereux de cette bataille apparut enfin au grand jour et, comme me le fit plus tard remarquer un habitant du village de Keibi, un tel épisode rappelait la situation anarchique du XIXe siècle.

Le 16 février, un membre de l'Institut de formation de la police (Police Training Institute Staff) – originaire de Foochow – fut arrêté alors qu'il cambriolait une maison et, le 18 février, le chef des forces de police de Kaohsiung tira sur les locaux d'un Formosan qui refusait de lui vendre des marchandises à un prix beaucoup trop bas. Il estimait avoir perdu la face devant une foule de badauds qui assistaient au marchandage.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur la question de l'administration des prisons et du traitement réservé à tous ceux qui étaient suffisamment malchanceux pour tomber entre les mains de la police. Un membre de l'UNRRA inspectant la prison de Kaohsiung, en septembre 1946, découvrit que les bâtiments construits pour recevoir cent personnes en abritaient maintenant plusieurs centaines et que cinquante prisonniers étaient morts récemment faute de soins médicaux. Le dispensaire de la prison, en sept mois, n'avait dépensé que 18 dollars en fournitures médicales. Aux yeux du directeur de la Santé publique de Chen Yi, le Dr King, on ne devait pas gaspiller, au profit de prisonniers, une marchandise facilement vendable.

Ce récital de vols et d'opérations associant la police et les gangsters nous révèle dans quel contexte le citoyen formosan ordinaire s'efforçait de rassembler les fils de sa vie quotidienne, après la guerre. Les abus de la « période des charognards », à la fin de 1945, furent surtout ressentis dans les ports et les grandes villes, ou dans leur voisinage, là où vagabondaient les recrues indisciplinées de l'armée nationaliste, mais ceux de la police régulière furent commis dans toutes les villes et tous les villages de l'île.

Pendant toute l'année 1946, les leaders formosans se préoccupèrent du problème du contrôle de la police, qui était entre les mains des maires et des chefs de districts. Ces hommes étaient nommés par le gouverneur. De toute évidence, la solution ne pouvait être trouvée que dans un système électif dans lequel les citoyens choisiraient le gouverneur, les maires et les chefs de districts.

Le gouvernement représentatif et le Kuomintang

Il nous paraissait évident que l'armée, le parti et le gouvernement étaient arrivés à Formose en étant très confiants qu'ils n'auraient aucune difficulté à contrôler les assemblées représentatives de ce « territoire arriéré ». Emoustillé par les nouvelles et excellentes opportunités qu'offrait Formose, le gouverneur Chen promit constamment aux Formosans qu'ils auraient une large responsabilité dans le gouvernement.

On a décrit ses « classes de formation » (Training Classes), inaugurées le 10 décembre. Elles leurrèrent parfaitement les élites for-

mosanes pendant un mois ou deux, juste au moment où les Japonais abandonnaient leurs postes, donnant ainsi aux continentaux l'occasion de les occuper.

Le 26 décembre, le gouverneur dévoila des plans pour créer des « organismes destinés à prendre en compte l'opinion publique » (Organs for Hearing the People's Opinion). Il s'agissait des Conseils politiques du peuple (CPP) qui devaient être prêts à aider le gouvernement, à partir de mai 1946.

Tous les citoyens qui remplissaient les conditions pour s'inscrire seraient habilités à voter. Tous ceux qui désiraient devenir membre des conseils devaient satisfaire à certains critères et leur candidature devait être approuvée par le gouvernement et le parti nationaliste. Les candidats devaient être natifs de Formose et n'étaient élus que pour une période de deux ans. Certains secteurs professionnels particulièrement importants devaient être représentés dans chaque conseil et on escomptait que le pourcentage des femmes serait élevé. Les conseils des districts (hsien) et des municipalités éliraient des représentants au conseil provincial qui, à son tour, enverrait des délégués élus à l'Assemblée nationale (National Assembly).

Toutes ces dispositions paraissaient parfaites sur le papier – particulièrement quand on montrait leur résumé en anglais aux personnalités américaines de passage. Mais les Chinois du continent adoptaient, en pratique, une attitude de « mentors », comme si toute cette histoire d'élections était une expérience nouvelle pour les Formosans. On ne fit aucune référence au fait que, pendant dix ans, les électeurs formosans s'étaient rendus aux urnes et que tous les candidats étaient tout à fait familiarisés avec ce qu'impliquait une campagne électorale, à savoir des affiches, des réunions publiques et la surveillance des votes. Il était vrai que, avant 1945, le résultat se limitait à une responsabilité restreinte dans les assemblées de district dont la moitié des membres étaient nommés par l'administration japonaise. Justement pour cette raison, les Formosans comptaient beaucoup, maintenant, obtenir, grâce à ce vote, une véritable représentation. Beaucoup de ceux qui se présentèrent, en 1946, à cette élection s'étaient battus pour que de telles assemblées voient le jour sur toute l'île depuis que Woodrow Wilson les avait lancés sur cette voie, à la fin de la première guerre mondiale, avec sa notion d'autodétermination pour les minorités.

Les Formosans qui réfléchissaient s'opposèrent tout de suite au serment qui les obligeait à prêter allégeance, en ces termes, au parti nationaliste, le Kuomintang :

Je promets sincèrement de respecter les Trois principes du peuple, de soutenir le gouvernement du Kuomintang, d'obéir aux lois et aux règlements, d'accomplir mes devoirs de citoyen et de participer à la fondation de la Grande Chine.

Sur la foi de ce serment et d'un certificat d'inscription, tous les citoyens âgés de plus de vingt ans pouvaient voter. Selon les chiffres officiels 2 393 142 personnes au total étaient habilitées à voter, au milieu de l'année 1946. Ces chiffres ne doivent pas être considérés comme fiables ; on savait très bien, en effet, que, au moment où ils furent publiés, les procédures d'inscription n'avaient pu avoir lieu en de nombreux endroits.

Faire acte de candidature à une charge publique n'était pas si facile. Un curriculum vitae devait d'abord être soumis à l'administration locale. Si le représentant du gouverneur ou un cadre du parti approuvait le niveau d'éducation du candidat et son « attitude », sa candidature pouvait être acceptée. Si elle était rejetée, cette décision était sans appel. Il y avait deux obstacles principaux : le représentant du gouverneur était généralement un membre du Kuomintang et il y avait souvent un prix à payer pour qu'une candidature soit retenue.

Le concours pour l'accès à la fonction publique constituait une autre difficulté. Les Formosans candidats à un CPP provincial, municipal ou de district étaient obligés de réussir au concours de la catégorie A, et ceux qui étaient candidats aux CPP de villes plus petites, de villages ou rattachés à des assemblées locales, au concours de la catégorie B. Là encore, l'argent et les faveurs comptaient beaucoup. En octobre 1946, aux dires du gouvernement, 10 671 personnes avaient été admises au concours de la première catégorie et 26 803 à celui de la seconde catégorie. Les délégués du parti contrôlant l'inscription sur les listes et les examens, on s'attendait à ce que les assemblées fussent dociles.

Le gouvernement et le parti, toutefois, n'avaient pas, en 1946, un contrôle suffisant du système, et ceux, originaires du continent, qui travaillaient pour le parti n'étaient pas habitués à traiter avec un électorat aussi dynamique et aussi bien informé.

Les premières élections eurent lieu en février et mars 1946. Huit conseils municipaux et neuf conseils de district furent convoqués en avril et devaient désormais se réunirent, pendant quelques jours, tous les trois mois.

Le public ne prêta guère attention à ces banales convocations locales. Tous les yeux étaient fixés sur Taipei où, pour la première fois dans l'histoire de Formose, se tiendrait une assemblée représentative de toute l'île.

La première assemblée du Conseil politique du peuple contre Chen Yi

La première session fut ouverte le 1er mai 1946. Elle devait durer dix jours, puis l'assemblée serait ajournée pour six mois. Dans une tentative transparente pour contrôler l'ordre du jour, le gouverneur Chen s'arrangea pour nommer le maire Huang Chao-chin président des séances, ce qui provoqua une vive déception populaire. Le public estimait que Lim Hsien-tang, le champion de l'autodétermination, âgé alors de soixante ans, aurait mérité la première présidence après un combat de toute une vie pour qu'une telle assemblée voie le jour.

Le gouverneur général Chen prit la parole lors de la cérémonie d'ouverture, avec les mêmes références usées au père de la nation, le Dr Sun Yat-sen, au leader de la nation, Chiang Kai-shek, et à la démocratie, au progrès et aux droits du peuple.

Le plus vieux conseiller présent se leva pour répondre. Il n'avait que vingt-deux ans, dit-il, lorsque le gouvernement impérial chinois céda Formose au Japon, il avait été le témoin de la confusion de la « République » mort-née en 1895 et de tout le processus du développement de Formose sous les Japonais. Maintenant, il souhaitait, dans ce discours liminaire, avertir le nouveau gouvernement que ses actions et ses réalisations seraient comparées, non seulement avec les réussites et les échecs des Japonais au cours du demi-siècle précédent mais également avec l'administration trouble et corrompue de ceux qui avaient été envoyés du continent tout au long du XIXe siècle.

Ces remarques ne furent pas très appréciées par le gouverneur ou ses représentants, mais, hormis cela, la cérémonie se déroula plutôt bien. Cette même nuit, toutefois, Taipei se mit à bouillonner à l'annonce

d'un incident qui s'était produit ailleurs dans la ville. Le commissaire pour l'Education (Fan Shou-kang) s'était, dans l'après-midi, adressé à un rassemblement des Jeunesses du Kuomintang (Youth Corps). S'exprimant dans un dialecte du continent que très peu de Formosans pouvaient comprendre, son discours avait été traduit en formosan vernaculaire. Lorsque ses remarques furent clairement comprises, un mouvement de colère saisit l'auditoire. Selon les comptes rendus de presse ultérieurement publiés, il avait affirmé que les Formosans « ont des idées d'indépendance, sont des esclaves (des Japonais) convertis, pratiquent la discrimination à l'égard des gens des autres provinces, et sont indifférents aux affaires publiques ». Il caractérisa alors tous les Formosans comme « des gens arriérés, qu'il est impossible de considérer comme de vrais Chinois ».

Cette sortie s'expliquait par les critiques virulentes qui lui étaient adressées en raison de sa propre incompétence professionnelle et par les éditoriaux de la presse et les discours des personnalités formosanes qui, très fréquemment, traitaient du statut légal de Formose, des droits des Formosans en référence au droit international et de la légalité de la revendication du parti nationaliste selon laquelle l'île avait été cédée aux Chinois et était devenue un territoire chinois, avant même qu'un traité ait été signé avec le Japon.

Ses remarques furent immédiatement rapportées au Conseil. Un Formosan (Keh Kuo-chi), indigné, lui rétorqua ceci :

Cette province connaît la notion d'indépendance. Les Formosans ont des idées et un esprit révolutionnaires. L'arrivée de Chen Cheng-kung (Koxinga) à Taiwan fut motivée par un désir patriotique et révolutionnaire de rejeter la dynastie mandchoue et de restaurer le gouvernement des Ming. Ce qui apparut alors comme un acte d'indépendance n'avait pour but que le salut national. Les Formosans ont cette idée nationale révolutionnaire. Lorsque Formose fut cédée au Japon, ce fut pour sauver l'ensemble du continent chinois.

S'agissant de notre éloignement de la Chine, nous aimons et nous respectons ceux qui, originaires d'autres provinces, viennent travailler pour nous et participent vraiment à la reconstruction de Taiwan, mais s'ils viennent seulement dans l'espoir de gagner de l'argent ou pour obtenir de hautes positions, nous souhaitons évidemment nous débarrasser d'eux... Que Formose soit gouvernée par des Formosans est une obligation qui incombe aux Formosans... [1]

Le premier jour des séances de travail mit en évidence la rancœur des oppositions et des conflits qui marquèrent tous les débats suivants. Jour après jour, les commissaires et les chefs de bureau du gouverneur furent appelés devant le Conseil pour faire un rapport sur la « période de passation du pouvoir », sur les activités de l'administration pendant les six premiers mois de cette nouvelle ère et sur ses plans pour l'avenir. Un par un, ils furent soumis à un interrogatoire serré.

L'audition de deux représentants du gouvernement illustra le caractère général de cette confrontation. Le commissaire pour l'Education fut convoqué pour expliquer ses remarques au rassemblement de la Jeunesse du Kuomintang et s'en excuser. Il protesta que toute cette affaire n'était qu'une mauvaise interprétation, due à des difficultés de langage. On lui demanda de présenter les plans de Chen Yi pour mettre en œuvre un système éducatif gratuit et obligatoire pour tous. Il expliqua aux membres du Conseil, incrédules, que le gouvernement central fournirait les crédits nécessaires. Ils savaient que ce n'était pas possible. Le commissaire ne put éclaircir pourquoi le budget du commissaire aux Finances montrait que d'importantes sommes avaient été allouées à l'éducation alors que rien, en fait, n'était pratiquement dépensé pour les écoles. Lorsqu'on le pressa de fournir au Conseil des statistiques mises à jour sur l'éducation, il répondit, de manière hésitante, qu'il « pensait » qu'il y avait 10 690 élèves fréquentant les écoles secondaires dans la capitale et sa région mais que des « communications médiocres » rendaient impossible des enquêtes précises ailleurs. Il n'avait aucun moyen, prétendit-il, de calculer le nombre total d'élèves scolarisés mais il imaginait que « chaque école a deux classes et qu'il y a cinquante élèves dans chaque classe ».

Les membres du Conseil l'accusèrent de présenter un rapport qui n'était qu'un démarquage de statistiques japonaises d'avant-guerre, mal digérées et incomprises. Ils précisèrent que les trains circulaient, que le système téléphonique à longue distance avait été remis en service et que les « communications médiocres » n'étaient donc qu'une pauvre excuse. Le commissaire Fan quitta furieux la salle du Conseil lorsqu'on fit allusion à de récentes révélations selon lesquelles il aurait illégalement « emprunté » des fonds destinés aux écoles pour les investir dans des affaires privées à Shanghai et qu'il n'avait réussi à survivre à cette accusation qu'en restituant un million de yens.

Une atmosphère encore plus glaciale entoura l'intervention du commandant de la garnison, et la séance de questions qui suivit. Le général Ko choisit soigneusement ses mots pour montrer son total mépris du « peuple ». L'armée, dit-il, n'avait aucune obligation légale de présenter un rapport au Conseil. C'était une simple concession à la démocratie formelle et les membres du Conseil se devaient d'apprécier le fait qu'il ait accepté de faire une déclaration devant eux. Il demanda aux Formosans de se mettre dans l'esprit que l'armée n'avait aucune responsabilité dans le maintien de la loi et de l'ordre et ne tolérerait aucune critique concernant la discipline et la conduite de ses représentants, qui n'étaient pas du ressort du public. Toute accusation selon laquelle des officiers ou des hommes de troupe se seraient comportés de manière illégale ou toute critique plus générale de la morale de l'armée devrait être faite par écrit et porter la signature de la personne soutenant une telle accusation.

Quand le général Ko eut terminé, les membres du Conseil, ignorant ses menaces, bondirent, rivalisant les uns avec les autres, pour présenter des rapports, avec les noms, les dates, les lieux et les circonstances, prouvant que des personnes et des propriétés avaient été victimes d'abus par des personnels de l'armée. Après quelques minutes, le commandant de la garnison, pâle de colère, quitta brusquement la salle du Conseil.

La déposition du commissaire Fan avait révélé l'incompétence qui caractérisait l'administration de Chen Yi, celle du général Ko avait souligné sa brutalité.

Comme la session touchait à sa fin, une liste de doléances – en fait, un réquisitoire contre l'administration nationaliste – fut établie, comportant des recommandations et des suggestions dont le gouverneur devrait tenir compte dans les mois à venir. Résumés, les principaux griefs entraient dans quatre catégories. Les abus économiques étaient en tête de liste ; les Formosans exigeaient qu'il soit mis fin au monopole sur la production et le commerce concédé à des compagnies quasi officielles. Ils exigeaient aussi que quelque chose soit fait pour que le comportement violent et abusif des personnels de la police et de l'armée soit contrôlé et ils demandaient que le gouverneur fasse de plus grands efforts pour remplir ses promesses. Pour couronner toutes ces critiques, ils s'en prenaient au gouverneur pour son refus

de recruter des Formosans à des niveaux effectifs de conception et de décision dans l'administration.

Sur ce dernier point, le gouverneur annonça (le 12 mai) qu'il avait été autorisé par le gouvernement central à employer des Formosans en vertu des « Règlements provisoires définissant les qualifications requises pour les personnels du gouvernement dans les provinces frontalières et lointaines », c'est-à-dire dans les régions « retardées »; c'était un aveu explicite de l'attitude du gouvernement central à l'égard de la « lointaine » Formose.

Ces réunions de mai fournirent aux leaders formosans la première occasion réelle d'apparaître comme des acteurs presque politiques. De nombreux membres se servirent de ce forum comme un moyen pour se faire une publicité personnelle, ce qui fut regrettable, et la traditionnelle fragmentation de la communauté formosane fut on ne peut plus évidente. Des hommes influents se querellèrent et les cliques locales échouèrent à surmonter leurs différences et à s'unir pour une cause commune.

Pendant dix jours, les assemblées du Conseil étaient devenues le point focal du mécontentement, et une presse irresponsable exploita avec empressement toute confrontation verbale, toute rumeur scandaleuse et tout rapport factuel discréditant Chen Yi et ses commissaires.

L'émergence d'une direction de l'opposition

Un groupe d'opposition (conduit par Keh Kuo-chi) tint de violents discours nationalistes, accusant Chen Yi et ses collaborateurs d'affaiblir la position de la Chine à Formose. Il exigeait que les Formosans fussent armés pour les protéger de toute forme d'agression. « Après tout, disait-il, les Formosans n'ont aucun Chungking où se réfugier ! ». Un autre groupe s'exprimait avec beaucoup plus de modération, suggérant que les réformes du gouvernement local soient accélérées pour préparer l'avènement d'un gouvernement constitutionnel à l'échelle du pays tout entier.

Après les réunions du Conseil, la direction de l'opposition modérée fut prise en main de manière informelle par quelques hommes éduqués et sachant s'exprimer. Une nouvelle constitution de la Chine nationaliste était en préparation et on escomptait, quand elle prendrait

effet – peut-être à la fin de 1946 –, que les Formosans pourraient, selon ses termes, revendiquer une citoyenneté de plein droit. Ces derniers attendaient donc impatiemment l'élection des représentants de Formose au Conseil politique du peuple au niveau national qui devait se réunir à Nankin.

L'attention du public se focalisait sur Wang Tien-teng, avocat et journaliste, qui, selon l'opinion générale, était le mieux à même de représenter les intérêts des Formosans à l'Assemblée nationale. Pendant sa campagne, il ne cacha pas son intention de demander à Nankin la révocation de Chen Yi, ni son espoir de persuader le Generalissimo de réformer et d'assainir l'administration de Taipei. Utilisant les éditoriaux de Wang comme des preuves de subversion, le gouverneur le fit arrêter et juger sur l'accusation d'« incitation à la rébellion ». L'arrestation fut effectuée de manière à interférer avec la campagne électorale de Wang.

L'histoire des frères Liao est instructive. C'étaient les fils d'une riche famille chrétienne de propriétaires terriens du centre sud de Formose. Les deux frères avaient quitté l'île dans les années vingt pour étudier à l'étranger. Tous les deux étaient diplômés d'universités américaines et tous les deux avaient épousé des occidentales. A leur retour en Chine, Joshua, l'aîné, entra dans le service public et le milieu académique à Shanghai et à Nankin. Thomas, le cadet, devint ingénieur chimiste à Taipei. Quand Formose fut remise à Chiang Kai-shek, en 1945, ils avaient toutes les raisons de penser que des postes de haut niveau leur seraient proposés dans la nouvelle administration. Mais ils souffraient de certains handicaps : ils étaient honnêtes et ils croyaient aux principes et aux pratiques d'un gouvernement démocratique représentatif – ce qui n'était pas une qualification appréciée pour servir sous Chen Yi. Juste après la reddition, Thomas Liao devint responsable du service de bus de la municipalité de Taipei, honneur auquel il renonça rapidement.

Pendant toute l'année 1946, les deux frères se consacrèrent (et y consacrèrent aussi la fortune familiale) à une campagne pour l'éducation politique du public à Formose. Joshua resta à Shanghai, donnant des cours, écrivant et se concertant avec les libéraux chinois non communistes partisans de la « troisième force », qui souhaitaient que les dirigeants du parti nationaliste soient chassés du pouvoir à Nankin

avant qu'il ne soit trop tard pour rallier le pays contre les communistes. Formose semblait offrir une occasion idéale de démontrer les possibilités d'une « Chine nouvelle », sous une direction différente. Aux yeux des frères Liao, Formose, bien administrée, pouvait jouer un rôle majeur dans la réhabilitation de la Chine continentale.

Thomas Liao passa toute l'année 1946 à organiser, dans toute l'île, une campagne de conférences et à infléchir l'opinion publique, s'adressant principalement aux Formosans les plus jeunes et les mieux éduqués pour exiger une véritable administration démocratique. Les deux frères Liao insistèrent sur le fait que pour établir un bon gouvernement et pour préserver la liberté et les droits du peuple formosan à l'intérieur d'une structure nationale chinoise, tous les dirigeants formosans éduqués devaient s'attendre à prendre de sérieux risques personnels pour leur vie et leurs biens. Ils condamnaient les partis totalitaires dans les termes les plus durs, qu'ils fussent communistes ou nationalistes. Nous parlerons à nouveau d'eux dans un prochain chapitre.

Avec l'avocat Wang Tien-teng, Thomas Liao se présenta à l'élection des représentants à l'Assemblée nationale de Nankin, qui se tint en automne.

Lorsque les votes furent décomptés, Liao obtint la majorité des voix, mais l'administration annonça que « trop de bulletins en faveur de Liao comportaient une "calligraphie défectueuse" ». Son élection fut annulée.

Lim Hsien-tang, l'ancien héros du Mouvement pour l'autonomie, était trop fragile pour prendre une part active dans cette bataille politique qui dura une année entière. Il était souvent accusé d'avoir été trop accommodant à l'égard du système impérial japonais, mais ses critiques oubliaient trop facilement que jusqu'à ce que les puissances occidentales alliées arrivent, en 1945, il n'existait pas le moindre espoir que Formose pût jamais quitter l'empire japonais. Il avait contesté l'état de choses de son époque, mais maintenant un autre monde était advenu ; la direction d'un nouveau mouvement pour l'autonomie était la responsabilité d'hommes plus jeunes. Le combat pour la reconnaissance ne se faisait plus contre Tokyo mais contre Nankin.

En 1946, les Formosans ne souhaitaient pas un changement de la forme du gouvernement, mais simplement un changement des personnels représentant le gouvernement central à Taipei, un retour

à un gouvernement fondé sur la loi et à une politique économique raisonnablement conservatrice. Ils voulaient qu'il soit mis fin à l'exploitation brutale qu'ils subissaient de la part de leurs « frères » du parti nationaliste.

La première session de l'assemblée du Conseil politique du peuple, qui s'était tenue en mai, avait identifié les domaines dans lesquels le mécontentement populaire était le plus intense. Les réunions de décembre firent clairement apparaître que le gouvernement n'avait pas tenu le moindre compte des avertissements et des recommandations présentés en mai. Dans la seconde moitié de 1946, l'antagonisme s'intensifia, la seconde session de l'assemblée du CPP eut un effet de loupe et concentra la colère populaire sur l'incompétence et les abus du parti nationaliste. Désormais, les représentants élus du peuple firent front contre le gouvernement d'une manière ouvertement hostile.

X
La quête de la reconnaissance

Intervention : Nankin, Tokyo, Washington ou l'ONU ?

La foi dans le gouvernement central fut longue à disparaître. Les Formosans considéraient leur problème comme un problème local qui pourrait trouver une solution si le Generalissimo voulait bien tenir compte de la situation de l'île. Ils étaient entrés dans l'année 1946 en continuant à affirmer leur loyauté à l'égard de Chiang et avec la même foi en l'avenir d'une « Chine nouvelle ». A la fin de cette même année, ils cherchaient désespérément à provoquer une enquête ou une intervention étrangère. Dans ce chapitre, nous nous efforcerons de décrire le changement des attitudes à l'égard du Generalissimo et de la Chine.

Ici et là, des voix exprimaient l'idée que si Washington, par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain, appelait l'attention de Chiang sur Taipei, ce dernier décréterait immédiatement des changements pour améliorer la situation. D'autres, qui étaient opposés à la suggestion de faire intervenir des alliés de la Chine, estimaient que la nouvelle Constitution de la Chine garantirait suffisamment les intérêts de Formose en stipulant que le gouverneur serait élu. Certains Formosans rejetaient violemment l'idée d'un appel à Washington ou aux Nations unies, qui rappelait la période sombre de l'« intervention étrangère ».

En janvier 1946, le général Chen annonça la conscription des jeunes Formosans appelés à servir dans les forces nationalistes, sur le continent. A l'occasion du tollé qui accueillit cette annonce, les leaders locaux déclarèrent que leurs fils étaient tout à fait désireux de s'entraîner pour défendre leur île natale mais soulevèrent la question du statut légal de Formose. Les journalistes et tous ceux qui intervinrent dans le débat public estimèrent que l'île était techniquement un « territoire ennemi occupé » et, à ce titre, ses citoyens ne pouvaient être assujettis à une conscription décidée par la « puissance occupante ». Derrière ce raisonnement se cachait, en fait, une profonde réticence à accepter que des jeunes Formosans soient intégrés dans l'armée nationaliste pour servir sur les lointaines frontières du continent. Les Formosans avaient suffisamment vu de troupes nationalistes, mal nourries et en haillons,

et n'avaient aucune confiance en l'avenir de l'armée nationaliste. Beaucoup pensaient que cette décision n'avait été prise que pour soustraire de Formose des jeunes gens vigoureux qui pourraient défendre leur territoire contre les Chinois du continent si les choses tournaient de mal en pis sur le continent et sur l'île.

Des voix proposant d'en appeler au commandant suprême à Tokyo devinrent de plus en plus fortes puis on suggéra de faire appel aux Nations unies. Certains estimaient même qu'il fallait directement intervenir auprès des Etats-Unis.

Le gouverneur Chen comprit que l'idée de la conscription était prématurée et n'en parla plus. Le gouvernement central était extrêmement sensible à tout ce qui touchait à la question de la souveraineté et prenait en mauvaise part toute suggestion d'intervention, quelle que fût l'amitié qui le liait à ce ou ces intervenants. Tous les moyens furent employés pour enterrer cette question. Une ligne officielle fut fermement définie pour orienter la propagande : la reddition du Japon avait automatiquement rendu le « territoire volé » à la Chine. La Déclaration du Caire avait permis cette manœuvre. Les Formosans étaient unanimes dans leur soutien du gouvernement nationaliste. Seuls les mécontents communistes critiquaient l'administration.

Mais parmi les Formosans, les espoirs engendraient des idées ; de plus en plus alarmés, ils étaient les témoins de la désintégration de la position militaire, politique et économique de Chiang sur le continent et de l'échec de la mission de Marshall. Plus ou moins inconsciemment, ils se tournèrent vers les Etats-Unis et, vers le milieu de l'année, l'île bruissait de rumeurs selon lesquelles les Américains s'apprêtaient à intervenir pour empêcher une invasion communiste. Le bruit courut que Washington était prête à administrer l'île pendant une période de dix ans ou aussi longtemps que persisterait la menace communiste. Selon certains ragots, Chiang était sur le point de remettre Formose aux Etats-Unis en paiement de ses dettes de guerre ou comme gage en échange d'une nouvelle et considérable aide militaire.

Comme presque tout le monde croyait que les forces armées américaines étaient sur le point d'arriver, des hommes d'affaires entreprenants prirent contact avec le consulat américain pour qu'il les aide à obtenir des concessions commerciales près des bases qui seraient, pensaient-ils, reprises par l'armée de terre, l'aviation et la marine. Dans le

même temps, le consulat recevait de nombreuses demandes de renseignements concernant les chances de développement d'un commerce direct entre l'Amérique et Formose, qui court-circuiterait Shanghai. Il y eut également des rumeurs selon lesquelles une nouvelle université serait créée, sous l'égide des Etats-Unis, pour former un leadership local, politique et intellectuel.

Notre consul estimait que tout cela était de mauvais goût, embarrassant et plutôt ridicule ; toutes ces rumeurs ne reposaient sur rien – « Maintenant, c'est la Chine » –, on pouvait donc les ignorer. Il semblait ne pas comprendre la tension que provoquait ce nouvel état de choses au sein du Service d'information des Etats-Unis. Notre USIS constituait, après tout, l'autre moitié du consulat et on lui demandait de produire des flots de propagande vantant l'aide américaine à la « Chine démocratique ».

L'attente d'un secours américain était un phénomène profondément émotionnel ; les Formosans avaient eu beaucoup d'espoirs, et les choses étant ce qu'elles étaient (en 1946), un geste quelconque des Etats-Unis – qui étaient, pour le monde entier, les promoteurs de la Chine – apparaissait comme la seule solution possible pour résoudre les difficultés locales.

La presse de Formose formule les problèmes

Il semblait évident que puisque Formose se tournait vers les Etats-Unis pour demander de l'aide, il serait avantageux de connaître l'anglais. L'étude de la « langue nationale » chinoise (le *guo yu*), si populaire en 1945, fut alors laissée de côté. Les classes de conversation en anglais fleurirent, les programmes de radio offrirent des cours d'anglais et toute une série de nouvelles publications se mirent avidement à reproduire les chroniques américaines et les commentaires américains sur les nouvelles du monde.

Nombre de ces articles réimprimés – sans doute une majorité – étaient fournis gratuitement par le Service d'information des Etats-Unis. Les concepts américains attachés à l'idée d'un monde idéal d'après-guerre (le « brave new world ») furent diffusés avec enthousiasme par les jeunes journalistes formosans. Les slogans « liberté de la presse » et « liberté de réunion » devinrent les sujets les plus importants du débat public.

En janvier et février 1946, le Dr Lin Mou-sheng (diplômé de l'Université Columbia) publia une série d'articles dans lesquels il développait le thème que « si les Trois principes du peuple ne pouvaient être appliqués à Formose, alors l'avenir de la République de Chine serait effectivement sombre ». Ses commentaires abrupts parurent à un moment choisi pour attirer l'attention d'une délégation officielle que le gouvernement central se proposait d'envoyer en inspection à Formose. On annonça que ces représentants accepteraient de recevoir des pétitions qui leur seraient présentées par le « peuple », selon un usage courant à l'époque. Les Formosans connaissaient suffisamment bien l'histoire de Chine pour savoir qu'il s'agissait en l'occurrence d'une pratique traditionnelle pour donner le change et pour apparaître sous un excellent jour dans les manuels d'histoire ; ils proposèrent une action plus incisive. La discussion publique des problèmes les plus urgents conduisit rapidement à l'émergence d'organisations politiques.

Le 2 février, une Association du peuple formosan vit le jour, réorganisée et rebaptisée peu de temps après en Association pour la rénovation politique de Taiwan. Le 11 mars 1946, le journal *Min Pao* (dont Lin Mou-sheng était le rédacteur en chef) publia les noms de ses dirigeants et de ses membres, un échantillon représentatif de propriétaires terriens et de professions libérales. Contrairement aux accusations ultérieures du parti nationaliste, ce n'était nullement une organisation secrète et subversive mais plutôt la renaissance, sous une autre forme, du Mouvement pour l'autonomie qui s'était battu pendant si longtemps pour promouvoir les intérêts des Formosans sous l'administration japonaise.

Concurremment, commencèrent d'apparaître les « Comités pour la sauvegarde de la liberté des citoyens » qui étaient, en fait, des unités de vigiles, formés d'hommes déterminés à défendre les intérêts locaux partout où ils seraient menacés par les nouveaux venus du continent. Le premier comité fut formé à Taipei le 5 mars, cinq mois seulement après la reddition. D'autres furent bientôt créés dans toute l'île, les Formosans faisant ainsi savoir qu'ils estimaient ne plus pouvoir compter sur la police locale pour maintenir la loi et l'ordre.

Le gouvernement fit tout ce qu'il put pour empêcher le développement de ces organisations populaires, et, dans la presse, on assista à une

régulière bataille d'opinions. Le *Min Pao*, le premier, publia une série d'éditoriaux intitulés « Sauvegarder la liberté du peuple » qui faisaient amèrement remarquer qu'on avait besoin de prendre de telles mesures d'autodéfense si peu de temps après la « libération ».

Les Formosans étaient prêts à combattre pour leur liberté d'expression, qui leur avait été si longtemps déniée sous les Japonais, et les Chinois du continent n'étaient pas moins déterminés à réprimer les critiques. Avant la guerre, le journal formosan *Minpo* avait été supprimé et cinq quotidiens en langue japonaise furent réunis et publiés sous le titre de *Taiwan Shimpo*, de 1942 jusqu'à la reddition japonaise du 25 octobre 1945. Les Formosans éduqués avaient été totalement privés de moyens d'expression et, parmi toutes les brillantes promesses des tracts américains tombés du ciel ou des émissions de radio des stations américaines, aucune n'était plus enviable que l'assurance qu'ils pourraient bénéficier d'une « liberté de la presse ».

D'un autre côté, les Chinois du continent à Taipei étaient déconcertés ; ils pensaient n'avoir pas plus de difficultés à contrôler ces provinciaux de Formose qu'ils n'en avaient normalement à contrôler les habitants illettrés des autres provinces lointaines du continent. Pendant toute l'année 1946, ils sous-estimèrent ce que représentaient un système de communication développé couvrant toute l'île et un taux d'alphabétisation très élevé parmi la population.

Dans les semaines qui suivirent la reddition, dix journaux furent créés. Le vieux *Taiwan Shimpo* – qui disposait des meilleurs moyens techniques et de l'organisation la plus étendue – fut saisi pour devenir la voix du gouvernement, sous le nom de *Hsin Sheng Pao*. Rapidement, sa diffusion chuta de 170 000 copies à 56 000, c'est-à-dire des deux tiers. L'ancien journal formosan de Lim Hsien-tang, connut une renaissance sous le nom de *Min Pao* ou « *Journal du Peuple* » et devint le chef de file de l'opposition. Sous la direction éditoriale de Lin Mousheng il commença très vite de partir en croisade pour défendre les intérêts des Formosans.

Parallèlement au *Min Pao*, existait aussi le *Jen Min Tao Pao*, « *La Voie du Peuple* », fondé le 1er janvier 1946 par plusieurs Formosans revenus de Chine et qui, sur le plan politique et idéologique, se situaient au centre-gauche. Il échoua et, sur le point de faire faillite, il fut repris par Wang Tien-teng, un avocat local renommé, qui le réorganisa et en fit

bientôt un journal populaire grâce à ses violentes attaques contre la corruption du gouvernement de Chen Yi.

Des représentants de la riche famille Lim, au sens extensif du terme, entreprirent de publier le seul journal du soir – le *Ta Ming Pao*, « *Lumière Vive* », conçu pour plaire aux intellectuels. C'était un journal progressiste, réclamant des réformes au sein du gouvernement local et la création d'un gouvernement constitutionnel au niveau national.

Tous les journaux formosans indépendants subissaient des interventions répétées du gouvernement et du parti nationaliste. Le 7 mars, le gouvernement suspendit la publication du seul journal de la côte est, publié dans la ville de Hualien, au prétexte que son rédacteur en chef avait osé critiquer un discours prononcé par un officiel nouvellement arrivé du continent. Pendant un certain temps, la « liberté de la presse » fut le thème dominant et, le 23 mai, le général Chen le fit remarquer dans une conversation avec des représentants du consulat américain. Il souligna qu'il souhaitait assurer une complète liberté de la presse ainsi qu'une complète liberté d'expression. Trois jours plus tard, toutefois, nous apprîmes que des représentants du bureau des Mines et de l'Industrie avaient essayé de saisir l'immeuble du *Ta Ming Pao* et avaient brutalisé des journalistes formosans, qui s'efforçaient de les en empêcher.

Une citation donnera un aperçu de l'approche de Wang Tien-teng à l'égard du problème des relations avec le continent. Un éditorial du gouvernement (dans le *Hsin Sheng Pao*) avait mis l'accent sur le fait que les Formosans devraient comparer favorablement les conditions locales avec celles qui prévalaient sur le continent plutôt qu'avec le haut niveau de vie atteint avant la guerre sous les Japonais. Wang répliqua dans un éditorial qui fut, par la suite, souvent cité :

Est-ce que cela signifie que, parce que la Chine est corrompue, Formose doit aussi être corrompue ? Et parce que la Chine connaît une famine à grande échelle, Formose doit aussi connaître la famine ?... Le problème est qu'ici les gens ordinaires ont leurs propres opinions, très différentes de celles des Chinois.

Bien sûr, dans le processus de la reconversion, des difficultés sont inévitables. Rome n'a pas été bâtie en un jour. C'est un fait. Mais on ne peut pas faire confiance à des officiels corrompus pour sauver la situation. La garantie du succès repose sur une sage administration et un peuple droit. Nous sommes en faveur

de la sinisation de Formose, mais cela ne signifie pas que Taiwan doit aussi être pauvre et corrompue. [1]

Les Etats-Unis sont-ils responsables ?

Il y avait de nombreux journaux et magazines de moindre importance, dont un certain nombre étaient publiés en anglais ou, à la fois, en anglais et en chinois. Le *Taiwan Youth Report* (édition anglaise du *Taiwan Chinglian*) encourageait l'étude de la langue anglaise et soulignait la nécessité de cultiver les relations internationales pour le développement de Formose. Le *Liberty Weekly* ou *Tzu Yu Pao* de Taipei, était rempli de plans optimistes pour l'avenir de Formose en tant que province de Chine la plus progressiste et la plus développée. Le *Formosan Magazine* (sous-titré « *The magazine for New Formosans* », le « *Magazine des nouveaux Formosans* ») était là plus sophistiquée des publications pour les jeunes générations.

Les fondateurs et les rédacteurs en chef de ces organes de presse étaient des hommes jeunes, que leurs riches familles avaient envoyés dans les universités japonaises. En 1946, ils regardaient les Etats-Unis comme la nation moderne jouant le rôle majeur et l'anglais comme la « langue internationale » indispensable, à travers laquelle ils pourraient se tenir au courant des affaires du monde et des développements techniques. Mais ils soutenaient l'opinion que les Formosans devraient être des citoyens de la Chine, tout en bénéficiant d'un gouvernement localement élu et en contribuant au développement de la Chine en tant qu'Etat constitutionnel indépendant. L'aide américaine devait être la bienvenue dans toute la Chine car, de toute évidence, elle était essentielle à la sécurité nationale et au redressement économique. En même temps, ils se tournaient vers les Etats-Unis pour qu'ils assument la responsabilité morale des actions du gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek à Formose, en raison du soutien sans limites de Washington pour le Generalissimo.

Après la crise sanglante de mars 1947, les responsables de la propagande de Chen Yi (Stanway Cheng et ses hommes) accusèrent le *Formosan Magazine*, le *Taiwan Youth Report* et le *Liberty Weekly* d'être des « publications communistes ». Voici les faits : sur les trente-sept articles publiés dans le premier numéro de *Formosan magazine* (septembre 1946),

pas moins de trente-quatre concernaient les Etats-Unis. Le premier article était une biographie du président Truman, suivi d'un autre intitulé « La fatale erreur du Japon » (qui n'était que la reprise d'un article du *Journal de l'infanterie des E-U*), et d'un essai par E.R. Stettinius, secrétaire d'Etat, intitulé « Pour la cause de la paix ». Il y avait des articles sur les services armés des Etats-Unis, sur la langue anglaise, le savoir-faire industriel américain et les noms des quarante-huit Etats. Une nouvelle de Saroyan et les réflexions de la mère d'un soldat décoré de la Gold Star faisaient aussi partie du sommaire de cette « publication communiste ».

L'éditorial de ce premier numéro se référait à un commentaire intitulé « Le scandale de Formose » qui avait paru dans le *Washington Post* du 29 mars 1946 et dans lequel la responsabilité de ce qui se passait à Formose était mise au compte des Américains :

Avec la capitulation sans condition du Japon, le transfert de la juridiction de Taiwan à son propriétaire chinois d'origine s'est fait rapidement et sans heurts. L'Amérique, qui nous a fourni les hommes et les bateaux nécessaires, a joué un rôle majeur dans cette période de transition. Les troupes et les officiels chinois ont été transportés dans l'île par des bateaux américains pour remplacer les Japonais. Le rapatriement des Japonais de Taiwan a été également effectué par des navires américains...

Soulignant les efforts continus des Japonais, avant la guerre, pour séparer les Formosans de la Chine, pour supprimer les nouvelles, pour décourager l'usage de l'anglais et pour censurer les textes en anglais et en chinois que les Formosans désiraient lire, l'éditorial continuait ainsi :

Notre Generalissimo Chiang a envoyé à Taiwan le gouverneur Chen. Bien qu'il soit lui-même un homme droit, nous avons le regret de dire que certains de ses collaborateurs ne se conduisent pas correctement, provoquant ainsi beaucoup de malentendus parmi les compatriotes de Taiwan qui pensent que ces gens sont venus ici pour y trouver des richesses plutôt que pour bien travailler au service de la province de Taiwan...

L'auteur faisait remarquer l'échec de Chen à remettre rapidement en état les services publics dont la qualité distinguait nettement Formose des autres provinces de Chine :

Les communications par voie de terre ou de mer sont devenues plus difficiles. Sur terre, on peut voir de vieilles locomotives délabrées et des camions en mauvais état roulant sur des voies dégradées et des routes mal entretenues ; et sur la mer nous ne disposons que de rares bateaux à vapeur reliant nos ports entre eux... Deux siècles auparavant, nos ancêtres arrivèrent dans cette île sur des jonques et nous constatons que nos compatriotes recourent aujourd'hui aux mêmes moyens pour venir ici.

Maintenant, nous souhaiterions que les Américains nous aident le plus rapidement possible à importer, avec leurs bateaux, les matières premières dont nous avons un urgent besoin pour nos usines, et nous espérons que notre gouvernement provincial prendra contact avec les autorités américaines pour résoudre cet important problème...

Taiwan est maintenant sous souveraineté chinoise, les insulaires devraient adopter tout ce qui est chinois et rejeter les idées hypocrites des Japonais. Depuis la rétrocession de Taiwan à la Chine, beaucoup d'officiels n'ont pas étudié avec suffisamment d'attention les aspirations de la jeunesse, qui est patriotique et attend beaucoup de l'avenir, pour la raison qu'elle serait disqualifiée par son manque de connaissance de la culture chinoise et de la langue nationale. La connaissance ne signifie pas savoir écrire les caractères de la langue chinoise, elle signifie une compréhension des choses en général – comme l'acquisition de la science, de la philosophie, de la science politique, etc.

Avec le développement de la science, la traversée de l'océan Pacifique, qui sépare les deux grandes puissances – l'Amérique et la Chine – a été rendue plus courte... Les peuples de ces deux continents deviennent progressivement des amis intimes.

L'Amérique n'hésite pas à aider la Chine parce que les Chinois sont un peuple qui aime la paix, et pour comprendre la civilisation américaine et comment les Américains ont récemment fait d'énormes progrès, la première chose que doit faire le peuple de Taiwan est d'apprendre l'anglais, puis de lire des livres américains dans tous les domaines du savoir. Si l'occasion se présente, partez immédiatement pour les Etats-Unis et vous aurez une idée de la manière dont nos amis américains se comportent dans leur vie quotidienne et vous pourrez adopter ce qui est bon pour le développement de la nation. Il serait honteux, pour chacun d'entre nous, de ne pas être capable de marcher du même pas que nos proches amis ; si nous ne pouvons le faire, efforçons-nous au moins de suivre leurs progrès du mieux que nous pouvons.[2]

Ce texte, aux yeux du parti nationaliste, était dans la « ligne communiste », du moins était-il ainsi présenté par les Chinois, éduqués aux Etats-Unis, qui faisaient partie du personnel de Chen Yi en 1947.

Le troisième numéro de *Formosan Magazine*, paru en novembre 1946, était principalement consacré à des questions internationales; il incluait des articles sur le gouvernement et le peuple britanniques et sur l'UNRRA. Une série d'articles, intitulés « Le grand rêve », s'efforçait de mettre en avant le potentiel de Formose comme un endroit propice au développement de la technologie et de la démocratie en Chine. Plusieurs articles critiquaient le gouvernement nationaliste. La situation à Formose était comparée à la période précédant un grand typhon, pendant laquelle chacun retenait son souffle, et les articles prévenaient que des bouleversements allaient se produire si les conditions ne s'amélioraient pas et si la politique du continent n'était pas radicalement modifiée. Une discussion sur le destin de Formose, se terminait par ces mots : « Formosans, continuez le combat! Ne pliez devant rien et maintenez notre objectif ! Mais je me demande ce qu'il adviendra de Taiwan ??? ».

Le consulat américain était parfaitement informé de l'opinion des Formosans : des membres de l'UNRRA rapportaient le profond mécontentement de toutes les communautés de l'île, et les Formosans eux-mêmes s'efforçaient continuellement d'appeler l'attention des étrangers sur leurs problèmes. Le 21 juillet, je dînai avec plusieurs Formosans que j'avais bien connus avant la guerre. Ils étaient revenus à Formose avec une connaissance de première main de régimes coloniaux aussi divers que les régimes anglais, portugais, français, hollandais et japonais. Plusieurs avaient été témoins des préparatifs des Philippines pour accéder à l'indépendance en 1942, et du sort réservé aux Philippins qui étaient restés loyaux aux Etats-Unis pendant l'occupation japonaise. Ils discutaient maintenant du destin particulier de Formose en tant que territoire « libéré ». Tous convenaient que l'île devait être considérée comme une province de Chine, mais ils avaient le sentiment qu'un statut de territoire fédéré serait préférable pour l'île. Tous étaient d'accord que les Formosans manquaient d'un leadership fort, de sophistication politique, d'organisation et que peu de Formosans avaient une stature suffisante pour commander le respect et le soutien de tous, dans l'île tout entière. L'un deux ajouta

toutefois : « Si une guerre civile éclate en Chine continentale alors une période de dix ou quinze ans sous administration américaine est la seule solution. Les gens de Formose font confiance aux Etats-Unis pour leur donner la liberté de revenir à l'option chinoise quand le gouvernement de la Chine aura été réformé. Regardez les Philippines ».

Le 2 août, une pétition fut adressée au consulat américain par une association de Formosans qui, pendant la guerre, avaient été enrôlés comme travailleurs et envoyés aux Philippines où ils avaient été faits prisonniers par les forces américaines. Après avoir raconté brièvement leur expérience, ils concluaient par ces mots :

Nous sommes revenus à Taiwan avec des sentiments mitigés. Nous sommes à la fois heureux et tristes; on nous a comparés à des esclaves et nous trouvons nos anciennes demeures occupées par d'autres. Nous espérons donc sincèrement que le gouvernement des Etats-Unis, étant donné notre sort, nous apportera un rapide soulagement...

Un appel plus émotionnel, lancé dans une lettre datée du 30 septembre, illustre le sentiment d'insécurité de plus en plus fort qui inquiétait les Formosans au moment où nous entrions dans l'automne de 1946 :

Que plusieurs prières silencieuses soient faites pour ces soldats américains qui se sont sacrifiés pour la paix du monde et, en même temps, qu'il nous soit permis de remercier sans cesse les Etats-Unis d'Amérique.

A dire vrai, quand nous lisons [un article d'un magazine américain, publié le 10 juin], qui souligne que si on donnait aux Formosans l'autorisation de choisir, par un vote, leur propre nation souveraine, sans conteste, ils choisiraient tous, en premier, les Etats-Unis d'Amérique et, ensuite, le Japon, nous les comprenons parfaitement. Quand nous lisons cela, nous sentons que c'est une incontestable vérité et nous ne pouvons que les en remercier... Nous pouvons imaginer combien les Etats-Unis d'Amérique ressemblent à un Dieu qui va nous guider, non seulement nous mais le monde entier. Le gouvernement que nous avons maintenant est un gouvernement nuisible qui nous considère comme des esclaves et qui nous conduira tous en Enfer.

A l'époque de la rétrocession [c'est-à-dire du retour à la Chine], nous avons applaudi pour accueillir les armées de Chiang, le président, mais à présent nous

sommes plus ou moins dans la situation où après qu'un chien (japonais) a été chassé, un porc est venu prendre sa place, ici, à Taiwan.

Cette souffrance, ces lamentations! Pour la libération de nos 6 700 000 concitoyens nous devons d'abord compter sur les Etats-Unis, puis ensuite sur le Japon, qui appartient comme nous à la race jaune. C'est ce que nous avons l'intention de faire.

Le gouvernement proclame « Les Trois Principes », « L'égalité » et « Un monde pour tous », mais n'est-il pas vrai qu'en secret il nous pressure? Notre désir est que le présent gouvernement se retire et que nous bâtissions un gouvernement fort et qui nous écoute; pour cela, nous devons sans cesse prier. Le détournement des biens que l'UNRRA a envoyés pour nous soulager et qui sont vendus au prix du marché, tout cela est certainement pourri.

Je vais vous présenter notre gouvernement actuel; il devrait être nommé la « Société par actions de la Grande Chine ». Chiang Kai-shek est le président de son conseil d'administration, T.V. Soong en est le vice-président, Chen Yi, le porc, est le directeur de sa filiale.

S'il vous plaît, faites part de tout cela au Dieu du salut, le peuple américain, pour son information.

Les Chiang visitent Taipei

Quelques Formosans pensaient réellement au peuple américain en termes de « divinité » – ou, à tout le moins, de toute-puissance; la majorité évaluait de manière moins exaltée ces indestructibles symboles qu'étaient l'« amitié sino-américaine », le Generalissimo et Mme Chiang. Elle le fit clairement savoir le 25 octobre.

A Nankin, le général George C. Marshall continuait patiemment à rechercher les bases d'une trêve durable qui pourrait sauver la Chine de la guerre civile et le gouvernement nationaliste du désastre. Chiang refusait de suivre les avis de ses conseillers militaires américains et il était alors en train de perdre la Chine du nord. Il continuait, toutefois, de rejeter toute tentative sérieuse de résoudre le problème par la négociation. Il s'était lui-même persuadé que, très bientôt, les Etats-Unis arriveraient et infligeraient, pour son propre compte, une défaite aux communistes, de la même manière que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient venus pour chasser le Japon de la Chine.

Le général Marshall persuada le dirigeant communiste Chou En-lai d'accepter de poursuivre les négociations à Nankin. De toute

évidence, Marshall avait besoin que Chiang soit également présent puisqu'il était le seul à pouvoir parler avec une autorité qui engageait le gouvernement nationaliste.

Chiang refusa d'y participer ; on annonça qu'il devait se rendre à Formose pour célébrer le premier anniversaire de la reddition du Japon et qu'il se retirerait ensuite humblement dans un monastère pour célébrer son propre soixantième anniversaire.

Du point de vue de la propagande, la visite fut une erreur embarrassante pour les nationalistes. Le jour de la commémoration, le 25 octobre, fut choisi pour une entrée triomphale dans la capitale de l'île. Il fut déclaré jour de congé et, des heures avant le moment prévu, des étudiants, des professeurs, des fonctionnaires du gouvernement et beaucoup d'autres furent placés tout au long du boulevard principal qui conduisait à Taipei. L'ennui de l'attente ne fut diverti qu'une seule fois, lorsqu'un camion et une jeep transportant des membres de l'UNRRA empruntèrent le boulevard. Des acclamations enthousiastes partirent des rangs formosans, des drapeaux furent agités, une clameur spontanée s'éleva et, de tous côtés on entendait « Bravo ! Bravo ! Des Américains ! Hi, Jo ! ».

Une demi-heure plus tard, les Chiang passèrent sur le même boulevard. Sur la plus grande partie du parcours, ils ne furent accueillis que par le silence, rompu seulement ça et là où se trouvaient des fonctionnaires ou des professeurs du continent qui pressèrent leurs élèves de leur souhaiter la bienvenue.

Tout au long de cette visite, effectuée à un moment peu opportun, le leader national et son épouse furent reçus avec une visible froideur et subirent ainsi une douloureuse perte de face. Où qu'ils aillent, toutefois, tout avait été préparé au mieux ; les routes avaient été réparées, les immeubles ravalés, et seuls les « bons » résidents de l'île furent présentés au chef de l'Etat.

Les discours publics du Generalissimo soulignèrent le succès évident de la reconstruction qu'il affirma constater des deux côtés du détroit. Mme Chiang adressa au consul américain ses remarques habituelles sur ses chers orphelins, destinées à montrer l'intérêt qu'elle portait aux jeunes enfants et aux activités sociales, mais ajouta – quand on parla de la richesse de Formose – qu'elle aimerait être gouverneur de Taiwan pendant dix ans.

La visite des Chiang renforça, de manière manifeste, l'atmosphère de désillusion qui régnait à Formose ; le leader national avait trouvé que tout était pour le mieux – du moins l'avait-il dit – et avait loué Chen Yi pour la qualité et les progrès de son administration.

Il est possible que le Generalissimo ait cru à ce qu'il disait dans la mesure où les conditions de vie dans une Formose peu peuplée offraient, même après une année sous la coupe d'une administration rapace, un contraste saisissant avec celles d'un continent épuisé et ravagé par la guerre. Mais les dirigeants locaux de l'armée et du parti étaient très conscients du rapide déclin du prestige des Chiang. Les leaders formosans modérés ne pouvaient plus assurer que la situation s'améliorerait « si jamais le Generalissimo connaissait la vérité ».

Dans un effort pour appeler l'attention du Generalissimo, le *Min Pao* publia, le 28 octobre, l'éditorial suivant :

Taiwan a toutes les possibilités de devenir une province modèle pour la Chine. Toutefois, la situation actuelle de l'île nous démontre le contraire... Nous apprécions pleinement la bonne volonté du gouverneur, mais nous regrettons que beaucoup de ses collaborateurs soient corrompus. Le nombre croissant de chômeurs montre qu'une crise sociale approche, qui sera suivie d'une crise politique et économique. Tous les jours nous voyons des jeunes gens cherchant du travail alors que tous les emplois, du haut en bas de l'échelle, sont remplis par des étrangers. Des histoires de cambriolages et de vols remplissent les journaux et on entend même dire que certains de nos compatriotes du continent organisent des pillages.

Le moral de ceux qui sont au chômage se détériore tous les jours. Mécontents de la corruption des officiels et des gens riches jusqu'à l'extravagance, beaucoup d'entre eux deviennent des cambrioleurs et des voleurs. Alors que l'année s'achève, nous devrions prendre des mesures pour prévenir cette crise. [3]

Le jour précédent, plusieurs notables formosans avaient annoncé la formation de l'Association taiwanaise pour la promotion de la Constitution (Constitution Promotion Association of Taiwan). Ils anticipaient la promulgation d'une nouvelle constitution pour la Chine le 25 décembre, qui devait entrer en vigueur un an plus tard. Comme l'année touchait à sa fin, la presse de l'île consacra de nombreuses colonnes à discuter des procédures et des problèmes constitutionnels, et les journalistes conservateurs se référaient souvent à la structure

fédérale américaine, qui était un modèle pour les partisans d'une autonomie de Formose la plus large possible dans le cadre du système provincial chinois.

La propagande américaine nourrit le mécontentement

Des hommes plus jeunes et moins expérimentés commençaient, toutefois, à penser en termes d'action directe et ils furent conduits à le faire par la propagande inadéquate qui était distribuée sur l'île par le Service d'information des Etats-Unis.

La situation à Formose, à ce moment-là, – et les tragiques évènements qui étaient sur le point de se produire – préfigurait les rébellions qui survinrent plus tard en Pologne et en Hongrie, où d'autres minorités en pleine détresse prirent au pied de la lettre les promesses américaines de soutien amical et sa propagande en faveur de la « libération ».

La propagande qui émanait des bureaux situés le long du Potomac était souvent peu, ou même pas du tout, adaptée aux endroits du monde auxquels elle était destinée. Les Formosans, par exemple, ne pouvaient, en aucune façon jouir du luxe d'une liberté d'expression politique que les propagandistes américains présentaient pieusement comme la prérogative de tout être humain. En contradiction avec le jugement, beaucoup plus sain, du directeur du Service d'information des Etats-Unis à Taipei, Washington exigea que soit distribuée dans toute l'île une propagande vantant « le style de vie américain » et « la démocratie à l'américaine ».

Par exemple, en 1946, le consulat reçut de Washington des milliers de copies d'une brochure richement illustrée intitulée *L'histoire du gouvernement des Etats-Unis – comment il fut créé… et comment il fonctionne.* Elle avait pour objectif de montrer l'émergence et la croissance des institutions politiques représentatives aux Etats-Unis, en commençant avec la migration, depuis l'Angleterre, de gens recherchant la liberté sur de nouvelles terres, les rassemblements pré-révolutionnaires dans les villes de Nouvelle-Angleterre et, finalement, la création de systèmes législatif et judiciaire sous la protection d'une constitution. Les protestations de la colonie contre la levée d'impôts en l'absence d'une représentation politique étaient également mises en exergue, de même que l'idéal de l'individu, prêt à mourir pour la cause de l'autonomie interne.

La brochure – comme beaucoup d'autres – prenait la forme d'un appel illustré aux jeunes lycéens, à ceux qui étaient à l'âge de la naïveté politique, quand il semble possible de tout obtenir par l'action directe. Les Formosans qui la lisaient pouvaient facilement établir le parallèle – leurs ancêtres avaient aussi quitté la Chine continentale pour des terres vierges et, eux aussi, avaient constamment essayé de protester contre les taxes imposées en l'absence d'une représentation politique (les impôts sur le thé étaient un problème familier). Pendant un quart de siècle leurs pères et leurs frères aînés avaient combattu, sous les Japonais, pour obtenir l'autonomie interne par l'intermédiaire d'assemblées élues ; maintenant, c'était leur tour de se sacrifier pour reprendre le combat.

Quelques citations de cette production de Washington montreront combien cette propagande américaine était incroyablement inadaptée et irresponsable en un temps et un endroit où la rébellion était déjà mûre.

John est un citoyen américain... Il a appris comment les gens des premières colonies américaines combattirent pour obtenir leur indépendance et la liberté de se gouverner eux-mêmes... et que tous ces gouvernements locaux étaient formés en fonction du vote des gens lors d'un rassemblement de masse.

John a compris que l'autonomie politique permet aux administrateurs publics, qui représentent la volonté populaire, d'agir en fonction des besoins de la communauté... et qu'elle permet aussi aux membres de la communauté de s'assurer que les administrateurs publics remplissent bien leurs devoirs...

(La brochure décrit alors l'évolution de la Constitution et poursuit ainsi :)

Des partis politiques furent créés dans le cadre de la Constitution qui garantit les droits des citoyens de se réunir pacifiquement...

Les partis aident de différentes manières à stimuler l'intérêt pour les activités du gouvernement et à développer le leadership. Il est possible, toutefois, que ces organisations tombent sous le contrôle de politiciens sans scrupule qui choisissent alors des candidats dans le seul but de servir leurs intérêts égoïstes au lieu de l'intérêt général...

Et c'est le résultat de toutes ces expériences qui fait que cette forme de gouvernement est devenue précieuse pour John – un gouvernement qui garantit la liberté

de religion, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté de choisir ceux qui gouvernent. Aujourd'hui John et des millions comme lui dans le monde entier se battent pour conserver intactes ces libertés. [4]

Cette littérature avait pour but de faire comprendre que le gouvernement des Etats-Unis et le peuple américain étaient là, prêts à soutenir un « combat » qui s'efforcerait de faire advenir la démocratie à Formose.

Le directeur du Service d'information des Etats-Unis se rendit compte que les bureaux chargés de la propagande à Washington n'accordaient pas la moindre attention à nos rapports consulaires. Ces derniers avaient déjà été suffisamment alarmistes au début de 1946, mais lorsque vint la fin de l'année ils avertissaient clairement que l'île était plongée dans une atmosphère de crise. En novembre, il y eut de nombreux rapports sur le conflit entre les Formosans et les Chinois continentaux et certains incidents prennent, rétrospectivement, une signification particulière. Tout aussi sérieuses étaient les joutes verbales entre les officiers de l'armée nationaliste chargés de la formation militaire dans les lycées et les étudiants de Formose, dont la plupart avaient suivi un entraînement pendant les dernières années de l'administration japonaise. A l'université, les étudiants se complaisaient à sortir des rangs en se moquant et à crier eux-mêmes les ordres pour montrer à ces nouveaux venus incompétents comment conduire un exercice de marche et de parade « à la manière japonaise ». Les instructeurs quittaient le champ de manœuvre, furieux et confus, proférant des menaces de vengeance pour cette intolérable perte de face. La possibilité de violences était réelle; cette propagande inconsidérée était incendiaire, mais le consulat continua de la distribuer.

La deuxième assemblée du Conseil politique du peuple rend la crise plus proche

Comme nous l'avons déjà indiqué, le Conseil politique du peuple de Taiwan fut convoqué une deuxième fois le 12 décembre. Pour tenter, de façon évidente, de limiter l'impact de la réunion et de restreindre le débat public, les collaborateurs de Chen refusèrent la permission d'utiliser la scène spacieuse du grand auditorium public. La session s'ouvrit donc dans les salles exiguës du bâtiment de l'Association pour l'édu-

cation, très éloigné du centre de la ville. Il y avait à peine de la place pour les participants, virtuellement aucune pour les spectateurs et le système, fondé sur le principe que les délégués formosans s'adressaient à un public, ne pouvait, de toute évidence, fonctionner normalement, surtout aux moments critiques où ils se levaient pour parler.

Pendant dix jours, les salles où se tenait le Conseil retentirent de violents débats. Le gouvernement présenta des rapports formels, mais il était évident qu'ils n'étaient pas plus précis ou véridiques que ceux qui avaient été présentés en mai, lors de la première session du Conseil, et que le gouvernement avait ostensiblement ignoré la plupart des recommandations faites au printemps.

Les leaders formosans se rendaient enfin compte que le système des conseils n'était que de la poudre aux yeux, ridiculisant le processus démocratique que les dirigeants chinois prétendaient faire respecter. Beaucoup d'échanges incontrôlés eurent lieu. Les exigences des Formosans que les troupes de la garnison chinoise soient remplacées par une garde civile, recrutée à Formose et formée pour repousser toute menace d'invasion, furent pointées du doigt par les collaborateurs de Chen comme la « preuve » qu'ils nourrissaient des idées de rébellion. Les membres du Conseil firent comprendre sans ambiguïté qu'ils n'avaient aucune confiance dans la capacité de Chiang à rétablir l'ordre sur le continent ou à tenir compte des intérêts des Formosans. Des porte-parole de l'armée rétorquèrent que la jeunesse formosane était « déloyale » et « subversive ».

Les réunions du Conseil se terminèrent dans une atmosphère de colère irraisonnée. Les conseillers formosans accablèrent le gouverneur et ses hommes et firent usage de toutes les rumeurs. Aucune preuve solide ne pouvait être apportée à beaucoup de ces accusations, mais il y avait en elles tellement de vrai, et ils en avaient tellement été les témoins, que les Formosans étaient prêts à croire le pire de tous les Chinois du continent. Toutes ces réunions houleuses étaient rapportées en détail par la presse de toute l'île si bien que les tensions s'intensifièrent partout. Wang Tien-teng, alors président de la guilde des marchands de thé, me confia, à la mi-décembre, qu'on l'avait incité à organiser des manifestations mais qu'il avait refusé, espérant que, dès que la nouvelle Constitution entrerait en application, elle modifierait automatiquement les pouvoirs autocratiques du gouverneur général et qu'elle institue-

rait une voie pacifique vers les réformes. Les libéraux, tout comme les conservateurs, auraient des représentants à Nankin qui feraient pression pour que les problèmes de Formose sous l'administration de Chen Yi soient enfin reconnus. Si la nouvelle Constitution (qui entrerait en vigueur en 1947) n'apportait aucun soulagement, alors il serait peut-être nécessaire que les Formosans agissent de manière plus ferme.

Une vague de désillusion submergea Formose à la fin de l'année. L'assemblée qui émanait de toute l'île, attendue pendant si longtemps, avait échoué à protéger les gens contre un gouvernement abusif. Les membres les plus influents du Conseil étaient pris entre un gouvernement en colère et un électorat en colère. Le public avait trop attendu du Conseil, croyant qu'il possédait plus de pouvoir et d'autorité qu'il n'en avait réellement. Le gouvernement, d'un autre côté, avait traité les électeurs à la légère, sous-estimant la profonde détermination des Formosans à obtenir un gouvernement représentatif et la force réelle de l'alphabétisation presque générale de la population. Chen n'avait pas affaire à des péquenots d'une province intérieure mais à la population d'une île qui avait été depuis longtemps en contact avec le monde occidental et qui, pendant cinquante ans, avait été gouvernée par la nation d'Asie la plus avancée.

La position américaine était embarrassante. Les Formosans étaient fiers de penser qu'ils étaient associés au peuple américain grâce au statut d'allié qui était celui de la Chine. Le prestige de cette dernière à Formose, en 1945, provenait de cette association beaucoup plus que d'un quelconque lien sentimental avec la « mère patrie ». Les Alliés – sous la conduite des Américains – avaient délivré l'île de la servitude coloniale, et maintenant, à la fin de 1946, les Formosans se tournaient vers le peuple américain pour qu'il les aide à échapper à une nouvelle tyrannie. Ils étaient perplexes devant l'attitude du consulat, d'où partait un flot de publications qui prêchaient la « méthode de 1776 » en face des gouvernements oppressifs ; en même temps le consul leur faisait clairement savoir qu'en tant qu'institution officielle, le consulat n'était pas intéressé par le problème de Formose. Il n'avait de relations officielles qu'avec Chen Yi et ses commissaires.

Nous nous rendîmes compte de la rapidité avec laquelle une plainte de Chen Yi aux autorités compétentes de Nankin pouvait conduire à notre rappel de Taipei. Il pouvait être facilement obtenu sur une simple

allusion à la sympathie américaine pour les « rebelles » et les « communistes ». Nous étions on ne peut plus conscients de la décision du Département d'Etat que : « Maintenant, c'était la Chine », mais dans notre empressement à le faire savoir sans ambiguïté aux commissaires de Chen Yi, il nous arrivait d'en faire trop, aussi bien par notre excessive cordialité dans les rapports sociaux (nous trinquâmes si souvent à l'amitié sino-américaine) que par les rapports « stérilisés » que nous envoyions à l'ambassade et à Washington.

Constamment, nous minimisions la signification et la gravité des évènements qui se produisaient autour de nous. Tout ce que nous rapportions était précédé ou entouré de prudentes expressions bureaucratiques telles que « Les Formosans prétendaient… » ou « Les Formosans alléguaient… », comme si, ni le personnel du consulat, ni les Américains membres de l'UNRRA n'avaient d'yeux ou d'oreilles pour percevoir les incidents et décrire les circonstances qui conduisaient à la crise. Nous devions évoquer tout ce qui se passait comme s'il ne s'agissait que d'un simple petit malentendu au sein de la famille nationale chinoise.

En décembre, le consul se rendit par avion à Shanghai et à Nankin pour de brèves vacances qui lui donnèrent aussi l'occasion de discuter, de manière informelle, de la situation à Formose. Peut-être les choses n'étaient-elles pas aussi graves qu'elles le paraissaient dans des rapports formels. Nous avions d'excellentes relations de travail avec les commissaires du gouverneur Chen, estimait-il, et l'attitude des Américains à Taipei était « correcte ». Mais pendant son absence nos « amis officiels » à Taipei organisèrent une manifestation anti-américaine destinée à montrer au monde entier combien les *Formosans* détestaient les Etats-Unis.

La campagne de « haine des étrangers » du gouvernement

Nous étions maintenant confrontés à une difficile situation tripartite. Les Formosans attendaient des étrangers que ces derniers les aident à débarrasser l'île de Chen Yi, le consulat américain assurait les nationalistes de son ferme soutien et les nationalistes faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour détruire la confiance des Formosans à l'égard des promesses et du leadership de Washington.

Au milieu de l'année 1946, les conseillers de Chen et ses collaborateurs chargés de la propagande s'étaient alarmés de l'impact de la

propagande des Etats-Unis à Formose et de la popularité de l'équipe de l'UNRRA et de son action. Les groupes de militaires américains avaient également fait très favorable impression sur les Formosans, donnant ainsi plus de relief à la tenue et au comportement des militaires nationalistes.

De leur côté, les commissaires étaient tout à fait conscients que les Formosans méprisaient les Chinois du continent et étaient également sensibles au fait – évident pour tout le monde – que le gouvernement nationaliste, pour se maintenir au pouvoir, était totalement dépendant du soutien politique et économique des Etats-Unis. Là encore, c'était une question de face.

Les bureaux du gouverneur Chen lancèrent une campagne pour saper la confiance qu'avaient les Formosans dans le gouvernement et le peuple des Etats-Unis ainsi que dans les Nations unies. Cette campagne fut manifeste et vicieuse. Stanway Cheng savait que les Formosans n'étudiaient plus le mandarin, ou *guo yu*, du continent, auquel ils étaient devenus indifférents et qu'en revanche, ils poursuivaient intensivement l'étude de l'anglais, lisant tout ce qui, écrit dans cette langue, leur tombait sous la main. Il lança donc une nouvelle revue, *Le Mensuel de la nouvelle Taiwan* (*New Taiwan Monthly*), avec un double objectif. Elle pourrait être utilisée comme un vecteur pour la propagande anti-américaine à l'intérieur de Formose, et, à l'extérieur, comme un appendice du *Formosan Youth Magazine* et de *Liberty*, qui étaient très populaires. Comme cette nouvelle revue serait publiée et distribuée aux frais du gouvernement, elle pourrait étouffer la voix des journaux formosans, qui connaissaient des difficultés financières.

Le premier numéro, d'octobre 1946, précisa la ligne officielle. Le gouverneur était dépeint comme un homme beaucoup trop généreux et indulgent, un père pour son peuple, et ses critiques comme des Formosans pro-japonais ou communistes. Le peuple américain était représenté comme cruel, calculateur, sectaire et avare, mais très habile à cacher tous ces défauts derrière une façade de bonnes paroles.

Sur le premier point, l'éditorial disait ceci :

Les opinions sur la politique à suivre à l'égard de l'administration de Taiwan sont profondément divisées en deux écoles de pensée. L'une tend à croire qu'il faudrait donner un maximum de liberté et de droits aux Taiwanais qui devraient

vivre sous l'autorité d'un gouvernement local, très autonome à l'égard du gouvernement national chinois, sinon indépendant. Selon leur slogan, Taiwan devrait être taiwanaise. Partout, ils se plaignent et accusent l'administration en place d'exercer sur eux un contrôle politique et économique trop étroit. Ce groupe, dirigé principalement par les notables et l'intelligensia (sic), qui entretenaient à l'époque des relations très amicales avec leurs maîtres japonais, croit en une politique de la porte fermée et insiste sur le fait que Taiwan ne peut être gouvernée que par lui seul.

L'autre école, [celle du continent], souligne qu'une complète démocratisation de Taiwan après cinquante et un ans d'esclavage et d'un pouvoir tyrannique par les Japonais, ne peut être accomplie avec succès sans que soit d'abord instituée une période de « dénipponisation » et de nationalisation chinoise. Si on octroie immédiatement la démocratie à un peuple non préparé, comme celui-ci, cette décision peut faire plus de mal que de bien, fait-elle remarquer. Une sage administration devrait accorder la démocratie progressivement, pour permettre aux gens de garder le contrôle d'eux-mêmes. Ce groupe est également critique à l'égard de l'actuelle administration [Chen Yi], estimant qu'elle met en application trop rapidement les idéaux démocratiques et l'éducation du peuple… [5]

Un long article intitulé « Mémoires d'un professeur japonais à Taiwan » (manifestement fabriqué) comportait une violente attaque contre les Etats-Unis et les forces armées américaines. Avec une pesante raillerie, il sous-entendait que les Américains méprisaient tous les Asiatiques (« Il y a sûrement quelque chose dans la psychologie américaine que nos lents esprits orientaux ne peuvent comprendre ! ») et suggérait que l'échec du projet d'une invasion alliée de Formose n'était dû qu'à la lâcheté américaine en face d'une forte défense. Il insinuait que si les aviateurs américains avaient pris des risques pour bombarder certaines cibles non militaires, la politique de leurs dirigeants leur commandait d'épargner les industries que les Etats-Unis souhaitaient acquérir après la reddition. Les souffrances des Formosans, pendant les derniers mois de la guerre, avaient été provoquées par les aviateurs américains, imprudents, superficiels et insensibles. Les difficultés de Chen Yi pour rénover Formose devaient être mises sur le compte de l'action délibérée des Américains, de leur amour de la destruction pour la destruction.

Pendant que Stanway Cheng déversait, depuis Taipei, cette propagande anti-américaine au moyen de matériels imprimés et de pro-

grammes de radio, le président du Conseil politique du peuple, Huang Chao-chin, se livrait, en public, à des remarques anti-américaines, reprises par la presse. Ayant vécu longtemps aux Etats-Unis, il se considérait comme un expert du système politique américain. La démocratie de style américain était, selon lui, tout à fait inadaptée à Formose, à laquelle on offrait l'occasion de bénéficier d'une « vraie » démocratie, la démocratie nationaliste. Les Formosans, prétendait-il, n'avaient pas la capacité de comprendre la démocratie telle qu'il l'avait observée aux Etats-Unis, et il sous-entendait au mieux par là que la démocratie de style américain était un déplorable état de choses.

Les agents du gouverneur faisaient courir des rumeurs et des histoires destinées à dénigrer les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Ils suggéraient généralement que les Américains et les Britanniques n'étaient pas meilleurs que les membres de l'Axe, mais que la seule différence résidait dans le fait que le Japon et l'Allemagne avaient réalisé franchement leurs conquêtes alors que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient retors et utilisaient les fournitures de l'UNRRA et d'autres mesures d'assistance pour étendre leurs ambitions impérialistes de manière sournoise.

Les Formosans trouvaient absurdes la plupart de ces efforts de propagande mais l'affaire prit, en décembre, un tour plus sérieux lorsque les agents du gouverneur essayèrent de monter une « attaque par les Formosans » du consulat américain.

Pour ce faire, ils pensèrent exploiter la réaction populaire à un incident survenu à Tokyo et qui avait été rapporté à Taipei de manière grossièrement déformée. Des Formosans, vivant à Tokyo aux lisières du monde de la pègre, furent encouragés à tirer profit de leur nouveau statut de « citoyens chinois » dans le Japon occupé. Il y eut une confrontation avec la police et une petite émeute dans le quartier de Shibuya. Les chefs de cette bande furent arrêtés, jugés et condamnés à être expulsés par l'état-major du général MacArthur. Les bureaux de Stanway Cheng présentèrent cet « incident » comme la preuve évidente que les Etats-Unis avaient l'intention de faire revivre le militarisme japonais et qu'il y avait un danger imminent que Formose soit à nouveau soumise au contrôle du Japon. Les Formosans furent encouragés à protester contre la sentence infligée à leurs « frères » du Japon.

A Taipei, le 11 décembre au matin, le secrétaire général par intérim, Yen Chia-kan, demanda à me rencontrer, puisque j'étais alors le fonctionnaire de service au consulat. Avec un air inquiet de conspirateur, Yen m'informa que des agents du gouverneur avaient découvert un complot dans le but d'organiser, le jour suivant, une grande manifestation anti-américaine. L'Association pour la rénovation politique de Taiwan (dont les leaders, selon M. Yen, étaient communistes) préparait un rassemblement de masse à l'auditorium public, qui était tout proche, après quoi les manifestants marcheraient sur le consulat.

Le gouverneur, m'affirma M. Yen, regrettait profondément cet état de choses. Une force suffisante interviendrait pour assurer la protection du consulat.

Je déclinai cette dernière proposition avec des remerciements, assurant le secrétaire général par intérim que la plupart des Américains de Formose se sentaient tout à fait en sécurité parmi les Formosans. Je n'ajoutai pas, toutefois, qu'en fait je connaissais très bien le leader « communiste » du rassemblement prévu et qu'il avait déjà averti le consulat d'un plan, conçu dans les bureaux du gouvernement, pour transformer ce rassemblement de masse, de manière qu'il apparaisse comme une manifestation contre les Américains à Formose.

Avant de dire au revoir à M. Yen, je fis innocemment remarquer, qu'il était plutôt curieux que le gouverneur permît à un rassemblement communiste de se tenir dans l'auditorium public, qui était la propriété du gouvernement. M. Yen me répondit que c'était une simple illustration du sincère désir du gouverneur de faire respecter la liberté d'expression et de réunion.

Le matin suivant (le 12 décembre), des camions remplis de gendarmes et de policiers en civil s'arrêtèrent aux portes du consulat, installèrent des mitrailleuses pointées vers les rues avoisinantes et établirent une double ligne, comme une sorte de passage, tout au long du trajet menant du consulat à la place où était situé l'auditorium public. Ceux qui n'étaient pas informés avaient vraiment l'impression que le consulat était en danger et avait fait appel aux hommes de Chen Yi pour assurer sa protection.

Vers midi, toutefois, la scène changea brusquement. Sans nous dire un mot, les gardes que nous n'avions pas demandés décampèrent ; les gendarmes et les policiers prirent en hâte la direction des bureaux

du gouverneur. Quand le rassemblement de masse se termina et que la foule se répandit sur la place, les leaders ignorèrent le passage qui avait été préparé à leur intention et, au lieu de le suivre, se dirigèrent vers les bureaux du gouverneur brandissant des bannières protestant contre la faiblesse du gouvernement chinois qui n'avait pas défendu l'intérêt national et les intérêts de ses citoyens (les Formosans), lors de l'incident de Tokyo.

Ce même après-midi, le leader des manifestants, le président « communiste » de l'Association pour la rénovation politique de Taiwan, m'appela en personne au consulat américain pour me demander de transmettre une « protestation » au commandant suprême à Tokyo. Ce document arguait que les Formosans qui avaient été expulsés du Japon n'avaient pas été représentés de manière satisfaisante par la mission de la Chine nationaliste à Tokyo. Ce devoir accompli, il remercia alors le consulat et le gouvernement américain pour tout ce qui avait été fait au nom de l'Amérique dans cette difficile période d'adaptation d'après la guerre. Il était tout spécialement reconnaissant aux Américains pour le modèle qu'ils offraient à la jeunesse et les conseils qu'ils lui donnaient. C'était un remarquable discours, pour un « communiste ».

A peu près au même moment, un nouveau phénomène, venu du continent, apparut sur l'île : l'étudiant-agitateur professionnel. Il faut rappeler que la campagne « Américains, rentrez chez vous ! » battait alors son plein à Shanghai et dans d'autres villes, dans toute la Chine continentale, et que les étudiants-agitateurs étaient à la tête de ces manifestations. Maintenant, ils arrivaient à Formose. Des filles du continent, ternes, habillées uniformément de bleu, commencèrent à faire des discours dans les classes, sur le campus des universités, dans les rues et dans les parcs publics, appelant à la violence. Elles représentaient un phénomène nouveau et indésirable dans la vie académique locale. Les étudiants de Formose étaient incités à joindre leurs « frères » du continent dans leur mouvement pour expulser les étrangers de Chine.

Les Formosans n'étaient pas habitués à ce que de jeunes femmes fassent autant de bruit dans les salles de cours ; les slogans nationalistes eurent peu de succès, les étudiants de l'île étaient plus intéressés par le monde occidental que par la Chine continentale et commen-

çaient, en fait, de penser que seul un appel aux puissances occidentales pourrait restaurer le niveau des études académiques qu'ils avaient connu avant 1945.

Ils constatèrent, toutefois, que s'ils refusaient de participer aux protestations contre les étrangers, ils devaient subir des torrents d'injures et ils étaient accusés d'être les « esclaves de l'impérialisme », les « valets des Américains » ou d'autres épithètes de même nature.

A la fin de l'année, ces agitateurs professionnels trouvèrent une nouvelle cause à défendre, ce qu'on a appelé le « viol de Noël » ou « l'incident du viol de Pékin », dans lequel était impliqué un soldat américain, dans le nord de la Chine. Le bureau de Stanway Cheng et le département de l'Education de Chen Yi furent trop heureux d'exploiter l'affaire. Une nouvelle « manifestation anti-américaine » fut prévue pour le 9 janvier. Les agents du parti nationaliste ordonnèrent aux professeurs de faire participer leur classe à une marche sur le consulat américain. Ceux qui protestèrent contre cette inopportune interruption des cours furent réprimandés, humiliés et réellement intimidés par les étudiants-agitateurs professionnels qui avaient infiltré les écoles les plus importantes.

Le 9 janvier, en conséquence, les rues étaient remplies de jeunes gens et de jeunes filles qui défilaient en portant des drapeaux ainsi que des bannières et des badges, sur lesquels figuraient des slogans qui avaient été préparés à l'avance en grandes quantités. Plusieurs milliers de personnes marchaient dans les rues près du consulat, passant et repassant devant ses portes en une sorte de procession sans fin. De petits enfants de l'école primaire agitaient des slogans qu'ils ne comprenaient pas et chantaient ce qu'on leur demandait de chanter.

Avec de grandes démonstrations d'embarras, les membres du gouvernement de Chen Yi transmirent à notre consul, toujours réceptif et compréhensif, leurs regrets que ces Formosans « arriérés » puissent manifester de tels sentiments anti-américains, mais, ce même soir – et pendant les jours qui suivirent – des étudiants formosans plus âgés et leurs professeurs s'excusèrent auprès des étrangers pour cette manifestation à laquelle ils avaient été contraints de participer.

Elle avait été soigneusement organisée en un moment particulièrement opportun. Le bureau de Stanley Cheng fit le nécessaire pour qu'elle soit largement rapportée dans la presse étrangère, ce qui ne

manquerait pas de provoquer la colère des Américains, de créer des préjugés anti-formosans à Washington et d'éteindre toute lueur d'intérêt pour ce qui allait se passer à Taipei.

XI
A la veille du désastre

Comment on en vint à la confrontation

A la fin de 1946, des leaders désillusionnés cherchaient des soutiens. Les nationalistes du continent avaient rapidement révélé leur vraie nature, mais les Formosans n'étaient pas du tout préparés à se tourner vers les communistes pour obtenir de l'aide.

Le communisme n'avait fait aucune percée dans la prospère Formose d'avant-guerre. Il n'existait aucune concentration industrielle qui aurait pu produire un prolétariat urbain. Le chômage était inconnu et le niveau de vie, aussi bien dans les villes qu'à la campagne, s'était lentement amélioré. Ce n'était pas un bon terreau pour le communisme.

Entre les deux guerres mondiales, les Japonais avaient fait la chasse aux agents et aux agitateurs qui s'infiltraient de Shanghai, de Canton ou de Tokyo, les éloignant de l'île ou les jetant en prison. Les organisations suspectes de sympathies de gauche étaient placées sous une surveillance stricte. Il faut rappeler que le Japon commença de prendre des mesures pour supprimer le communisme dès la révolution russe et qu'il les poursuivit avec un zèle inébranlable, alors que Chiang Kai-shek et son fils, Ching-kuo, étudiaient tour à tour le communisme et les techniques communistes à Moscou.

Quand MacArthur ordonna, en 1945, de libérer tous les prisonniers politiques de l'empire japonais, les communistes détenus à Formose furent relâchés. Il n'y eut pas de foules pour fêter leur libération à la porte du pénitencier. Quelques-uns quittèrent l'île immédiatement, d'autres retournèrent discrètement dans leurs villages. Les évènements allaient montrer que, seize mois après la reddition du Japon, il y avait moins de cinquante communistes déclarés à Formose sur une population de plus de six millions d'habitants.

Mais, à la fin de 1946, les nationalistes avaient créé des conditions favorables, dans l'ensemble, à l'émergence et au développement du communisme.

Le responsable, pour l'UNRRA, de la rénovation industrielle (Allen J. Shackleton, de Nouvelle-Zélande) remarqua la croissance rapide du chômage et du nombre de grèves, et écrivit ceci :

Faisant le tour de l'île, je constatai une tension croissante et on me rapporta que des grèves avaient été lancées en raison du remplacement, devenu habituel, des Formosans par des Chinois du continent. Le 10 octobre, dans l'usine de Takao appartenant à la Compagnie taiwanaise de fabrication de l'acier (Taiwan Steel Manufacturing Company), tous les employés, ce qui représentait 960 personnes, firent grève à la suite de troubles avec la police. Ils avaient protesté contre le fait que des Chinois étaient placés au-dessus d'eux et que des Formosans compétents avaient été remplacés. La police fut appelée et des policiers arrivèrent avec des revolvers à la main. Ils furent attaqués et désarmés, les Formosans exprimant l'espoir que cette affaire pourrait être réglée à l'amiable et de manière juste. D'autres policiers furent appelés et les employés cessèrent le travail. Un accord ne fut trouvé qu'après deux ou trois semaines.

Dans l'usine de la Compagnie taiwanaise d'ammoniaque, située à Takao, 2 000 personnes se mirent en grève, le 28 octobre 1946, pour des raisons semblables à celles qui avaient déclenché la grève de la compagnie de l'acier et exigèrent un traitement équivalent à celui accordé aux Chinois. Ils reprirent le travail quand la direction accéda finalement à leur requête. Des actions similaires se produisirent à la cimenterie de Takao.

A la Compagnie du développement de Taiwan, des responsables de beaucoup plus haut niveau étaient impliqués. Cette compagnie avait été créée par les Japonais pour développer l'agriculture, le commerce et la technologie industrielle et sous le régime chinois, en septembre 1946, des milliers d'employés se mirent en grève pour protester contre la réorganisation de la compagnie dans laquelle les Chinois occupaient les postes les plus importants.[1]

Les travailleurs étaient amers et agités ; le gouvernement affirmait qu'il n'y avait pas plus de 10 000 chômeurs mais les spécialistes de l'UNRRA estimaient qu'ils atteignaient le chiffre de 300 000, sans y inclure les Formosans sous-employés qui avaient perdu leurs moyens normaux de subsistance et s'étaient réfugiés dans les fermes surpeuplées de leurs familles.

L'atmosphère de crise était particulièrement sensible dans la capitale ; c'était là qu'avaient lieu les pires excès de l'administration, mais

l'exode des Formosans vers la campagne fit connaître la situation de Taipei à toutes les communautés isolées.

Les grèves et les manifestations devinrent plus fréquentes et pour des raisons de plus en plus nombreuses. Des employés cessaient le travail quand leurs salaires n'étaient plus payés ou quand le gouvernement refusait d'accepter des pétitions demandant l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises dont il avait la charge. En très peu de temps, de nombreuses usines importantes furent fermées ou leurs horaires de travail réduits à cause de grèves ou d'arrêts de travail temporaires. Les employés du service de Santé publique firent la grève. Les conducteurs de bus la firent aussi quand ils apprirent que, désormais, ils auraient à payer de leur poche pour les dommages soufferts par leurs véhicules, quelles que soient les circonstances. Les employés de l'imprimerie du gouvernement s'arrêtèrent de travailler. Des étudiants fomentèrent des émeutes à la suite d'une altercation avec des gardes des chemins de fer nationaux. Ailleurs, des étudiants refusèrent de se rendre en classe et les parents soutinrent leur revendication en faveur d'une réforme de l'administration des écoles. Comme tous les étudiants partout dans le monde lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique et sociale de cette ampleur, les leaders des étudiants formosans proposaient une action directe et radicale, solution rapide à des problèmes dont ils ne pouvaient saisir les causes complexes et lointaines.

Au milieu de février 1947, on connut à nouveau une pénurie de nourriture et des émeutes pour le riz se produisirent de plus en plus fréquemment dans toute l'île. La mèche de la rébellion était allumée.

Les Formosans sont-ils des frères, des cousins ou des étrangers hostiles ?

La mise en application immédiate de la Constitution de décembre 1947 était considérée par les leaders formosans comme le test final de la « sincérité » de Chiang et de la politique du gouvernement chinois. De tous côtés, on avertissait le gouvernement de Nankin qu'il devait étendre à Formose quelque semblance d'égal traitement pour ne pas risquer l'émergence d'une belliqueuse « faction pour l'autonomie » qui pourrait aisément se transformer en une faction exigeant l'« indépen-

dance ». Ce qui pourrait conduire à une guerre navale mineure sur le flanc de Chiang, alors qu'il s'efforçait de tenir les lignes nationalistes dans le nord de la Chine.

Il n'y avait aucun accord, parmi les Formosans sur ce que devrait être la meilleure forme d'action. Joshua W. K. Liao publiait des attaques féroces contre la politique nationaliste qui avait conduit à l'exploitation de Formose par les factions du parti et du gouvernement. Il appelait l'attention sur le fait que l'histoire passée révélait que le séparatisme formosan était une constante tentation ; le désir des Formosans d'être réunis à la Chine d'après-guerre déclinait rapidement.

Le 20 décembre 1946, les représentants de Formose à l'Assemblée nationale à Nankin adressèrent une lettre au ministre des Affaires étrangères (Wang Shih-chieh) se plaignant que les Formosans d'outre-mer (ce qui, en l'occurrence, se référait à Tokyo), étaient traités avec mépris par les agents diplomatiques et consulaires de Chine et n'étaient pas toujours reconnus comme des citoyens chinois par les gouvernements des Etats étrangers. La réponse de Wang contenait ce paragraphe :

Depuis la restauration de Taiwan, ce ministère a donné pour instruction par télégramme à tous les services consulaires chinois de considérer les Formosans comme des Chinois d'outre-mer et de leur accorder leur protection. Le ministère a aussi notifié toutes les autorités des nations étrangères que tous les Formosans avaient été rétablis dans leur nationalité chinoise depuis le 25 octobre 1945. Une réponse a été reçue du gouvernement britannique spécifiant qu'il considérerait les Formosans comme des nationaux d'un pays ami, avant qu'un traité de paix ne soit signé avec les Japonais. Le gouvernement des Etats-Unis n'a pas encore donné son accord au rétablissement officiel de la nationalité chinoise pour les Formosans, et des négociations sont en cours à cet égard.[2]

Entre temps, le journal *Central Daily News,* à Chungking, avait publié un éditorial (le 25 décembre) dans lequel il affirmait que Formose caressait l'idée d'indépendance ou de « se soumettre elle-même aux Etats-Unis ». Cet éditorial provoqua une réponse rapide et indignée de différentes sources. L'Association pour la rénovation politique de Taiwan et les responsables de la presse locale de Formose furent les plus véhéments à nier cette allégation. Les représentants de Formose à l'Assemblée nationale déclarèrent ceci :

Rien ne peut être plus éloigné de l'état d'esprit des Formosans [que la pensée de se soumettre aux Etats-Unis]. De telles affirmations ne peuvent qu'entraver l'unification de notre nation. Nous avons déjà entendu de telles rumeurs et nous craignons beaucoup que la continuelle répétition de cette fausse information ne fasse passer cette rumeur pour une vérité. Mais tels sont les faits :

1 – Taiwan fut la base du combat de Cheng contre la dynastie mandchoue pour la restauration de la dynastie Ming, au XVIIe siècle, et fut aussi la base de la résistance pour sauvegarder notre territoire contre le Japon, en 1945. L'amour des Formosans pour notre mère patrie et son peuple n'est pas moins intense que celui des habitants de n'importe quelle autre province. Les Formosans éclairés considèrent comme presque honteux d'être pro-américain ou pro-russe.

2 – Taiwan est prête à se conformer à la Constitution ; le fait que les Formosans aient demandé la mise en application précoce de l'autonomie locale et de l'élection des maires et des chefs de districts signifie seulement qu'ils désirent profondément une administration constitutionnelle et non qu'ils sont contre le gouvernement.

3 – Ce sont les fonctionnaires du continent avides et corrompus que les Formosans détestent le plus. Nous accueillons avec enthousiasme les bons administrateurs et les gens intelligents qui viennent à Taiwan et nous ne souhaitons pas du tout nous séparer d'eux. Ce sont seulement les personnes avides et corrompues qui, de peur de ne pouvoir conserver leurs positions devant les sévères critiques qui leur sont adressées et pour dissimuler leurs fautes, insistent pour dire que les Formosans sont des gens repliés sur eux-mêmes et exclusifs.

En répandant de pareilles rumeurs, sans fondement, comme celles selon lesquelles les Formosans veulent être indépendants, sont pro-américains, sont bolcheviques, ou respectent seulement la force, de telles personnes poussent le gouvernement à recourir à des mesures autoritaires contre les Formosans pour rehausser leur propre prestige.

De surcroît, ces gens importants qui viennent inspecter Taiwan ont très peu d'occasions de rencontrer des résidents locaux, ce qui pourrait conduire à l'éloignement des Formosans du continent en raison des observations pleines de préjugés qui sont ensuite colportées et qui nous paraissent odieuses. [3]

Commentant plus tard (20 janvier) cette controverse, l'éditorialiste du *Ta Ming Pao* de Taipei observa : « Tous ces arguments peuvent être résumés en une seule phrase : alors que les Formosans demandent une complète autonomie interne, le gouvernement a peur de perdre

le contrôle de la population ». Il insistait sur le fait que les deux côtés devaient faire preuve de prudence, s'efforcer au compromis et à la compréhension mutuelle.

La confusion des idées parmi les Formosans plus jeunes fut illustrée par le numéro de janvier de *Formosan Magazine.* Sa couverture représentait, sur toute la page, le drapeau national chinois, mais son principal éditorial n'était qu'un long catalogue d'amères doléances. En décrivant la désillusion qui s'était emparée de Formose en 1946, il appelait à une « réflexion de la part de nos compatriotes du continent » et les Formosans à la patience mais aussi à l'action. Le *Taiwan Youth Report* de janvier 1947, évoquait le désir sous-jacent pour l'autonomie, caractéristique d'une île frontière :

Maintenant que Taiwan est retournée à la Chine... les zones d'ombre, la corruption, la contre-révolution et les attitudes anti-démocratiques existent bel et bien. Les gens éduqués, les universitaires, les intellectuels mènent un combat résolu contre ces maux, jusqu'à ce qu'ils soient tous éliminés. Ils considèrent ce combat comme inhérent à l'esprit traditionnel, hérité de la culture taiwanaise. [4]

Le 3 janvier, le journal du gouvernement, *Hsin Cheng Pao*, écrivait : « En ce qui concerne Taiwan, nous avons maintenant un urgent besoin de gens compétents dans les domaines politique et administratif, en raison de la ségrégation pratiquée par les Japonais dans le passé » et il enjoignait aux Formosans d'être plus humbles et d'apprendre les recettes de la démocratie auprès des leaders nationaux qui étaient venus du continent pour les guider. A cela, le journal formosan *Ta Ming Pao* rétorquait que toutes ces belles paroles sur la démocratie n'étaient qu'un habillage au service des ambitions personnelles des commissaires de Chen Yi et consorts.

Jusqu'alors, le conflit était resté purement verbal, mais les mots devenaient de plus en plus acérés. Les appels aux membres du gouvernement central contenaient souvent des allusions à peine voilées au fait que si Nankin ne faisait rien pour améliorer rapidement la situation, il y aurait des troubles graves à Formose. Comme nous le rapportâmes à Washington (par l'intermédiaire de notre ambassade à Nankin) : « Les articles et les éditoriaux qui sont publiés reflètent la confusion provoquée par le désir de devenir une province modèle de

Chine, mais qui jouirait d'un large degré d'autonomie et serait débarrassée de l'administration corrompue de Chen Yi. Par-dessus tout, les Taiwanais veulent rester à l'écart de la guerre civile du continent, estimant que le gouvernement central n'a pas les moyens de la conduire ».

A peu près au même moment, Thomas Liao fit une série de conférences dans toute l'île intitulées : « Questions sur la pratique de la Constitution ». Le droit constitutionnel de critiquer le gouvernement était le sujet le plus à la mode. La Cour suprême venait juste de rejeter les accusations de diffamation portées par le gouvernement contre Chiang Wei-chuan, président de la Chambre de commerce, mais d'autres instances judiciaires avaient, au même moment, repris le procès de Wang Tien-teng, accusé de « saper la confiance publique en l'autorité », en raison de la campagne qu'il avait mené pour faire connaître l'extrême corruption de la police de Kaohsiung.

L'essentiel du conflit, qui débuta comme d'acerbes disputes individuelles, se transforma en un antagonisme général. Un médecin très connu de Tainan avait essayé, avec beaucoup de bonne volonté d'aider le maire de cette ville, en 1946. Il fut vite éclairé sur la personnalité du maire et le caractère de son administration ; il se leva finalement lors d'une séance du conseil municipal pour dresser une liste d'accusations pour son incompétence et sa choquante corruption. Il commença son intervention par ces mots :

J'ai travaillé plusieurs mois à vos côtés. J'admire beaucoup les Chinois de Foochow, comme vous-même, pour trois raisons : leur habileté à se servir de ciseaux, leur habileté à se servir d'un couteau, et leur habileté à se servir d'une tondeuse pour couper les cheveux [signifiant par là que beaucoup d'habitants de Foochow sont tailleurs, cuisiniers ou coiffeurs].

Dans ces domaines aucun Formosan ne peut se mesurer à eux. Mais je ne comprends pas pourquoi vous avez placé dans vos bureaux autant de gens de Foochow ayant ces qualités et déplacé tant de Formosans, jusqu'aux ouvriers les moins qualifiés.

Le tumulte interrompit la réunion du conseil municipal ; l'histoire de la perte de face du maire devint instantanément le sujet de toutes les conversations et, le jour suivant, une foule d'immigrants de Foochow tenta d'attaquer et de tuer le médecin, qui manqua de perdre la vie.

Le 9 janvier, on annonça que la taxe foncière serait augmentée de 30 % pour « se conformer à la réglementation du gouvernement central ». Le surplus de revenu serait consacré à l'éducation, déclara le gouverneur.

Personne ne le crut un seul instant. Pendant l'année 1946, les biens matériels du système éducatif, sur toute l'île, avaient été complètement pillés, il n'y avait plus d'argent dans les trésoreries locales et les postes laissés vacants par le départ des professeurs et des administrateurs japonais avaient été pourvus par le commun du continent – les parasites trop peu importants pour mériter des emplois où la corruption était plus lucrative. « Les chaussures ne peuvent plus être réparées à Shanghai, tous les cordonniers sont maintenant à Formose ».* Depuis ce jour jusqu'à ce que les incidents éclatent, la fréquence des grèves d'étudiants s'accrut partout dans l'île.

Pas de Constitution en 1947 ?

Le 10 janvier, le jour suivant la « manifestation anti-américaine » mise en scène à Taipei par les autorités, le gouverneur général annonça la première de trois nouvelles-chocs. Il déclara que la nouvelle Constitution de Chine ne s'appliquerait pas à Formose lorsqu'elle entrerait en vigueur sur le continent, le 25 décembre 1947. Les Chinois du continent, précisa-t-il, étaient suffisamment avancés pour jouir des privilèges d'un gouvernement constitutionnel, mais en raison des longues années pendant lesquelles ils avaient subi le pouvoir despotique des Japonais, les Formosans étaient politiquement arriérés et n'étaient pas capables de mettre en œuvre l'autonomie interne de manière adéquate. Deux ou trois années supplémentaires de « tutelle » du parti nationaliste seraient requises pour les préparer à la citoyenneté de plein droit.

Le 12 janvier, on annonça que, pour le « bien de l'économie », plus de 20 % des employés du gouvernement seraient licenciés. Les Formosans n'ignoraient pas que cette mesure avait pour but de justifier le licenciement des natifs de l'île qui restaient encore dans le gouvernement pour faire de la place aux nouveaux arrivants.

---

* N du T. : Jeu de mots intraduisible : *"cobbler"* signifie à la fois cordonnier et, familièrement, mauvais ouvrier.

Le mécontentement des Formosans était sur le point d'éclater. Il parut proprement incroyable aux observateurs étrangers que le gouvernement de Chen Yi restât aussi aveugle en face de tous les signes d'une crise imminente. Qu'y avait-il derrière tout cela ?

Formose et la crise à Shanghai

Une crise majeure était survenue à Shanghai au mois de janvier. Chiang cherchait désespérément à obtenir encore un « prêt » d'un demi-milliard de dollars des Etats-Unis, mais Washington ne manifestait pas beaucoup d'enthousiasme à cette idée. Que le parti nationaliste et le gouvernement s'effondrent devenait une possibilité de plus en plus plausible. Toutes les factions et tous les hommes prendraient alors ce qu'ils pourraient prendre et fuiraient pour se mettre à l'abri.

A Taipei, nous n'étions que très peu informés d'un second combat dans les coulisses qui concernait directement Formose. Si le gouvernement nationaliste s'effondrait sur le continent, Formose deviendrait un endroit très attirant ; dans un temps de guerre civile généralisée, l'île pourrait être coupée du continent, réalisant ainsi l'autonomie tellement désirée par les Formosans, mais certainement pas sous leur contrôle ou dans leur intérêt.

Nous savions que le conflit entre le gouvernement local et les forces aériennes chinoises se poursuivait et prenait, de temps en temps, des formes aiguës. Qui devait contrôler le principal terrain d'aviation de Taipei ?

Nous recevions un flot de visiteurs, des gens haut placés à Nankin. Le vice-président du Yuan exécutif (Wang Yun-wu), le ministre des Communications (Yu Fei-peng), le chef du bureau du Service militaire, le chef d'état-major de la marine par intérim (Kuei Yung-ching), vinrent dans l'île.

Une série de conférences administratives eut lieu les 10, 13 et 16 janvier. Nous nous demandions si toutes ces personnalités n'étaient pas là pour préparer la voie à une retraite depuis le continent.

Le très délicat sujet de la conscription fut encore abordé, bien qu'il fût obscurcit – comme la question de la Constitution – par le problème de sa légalité dans un territoire occupé. Des officiers supérieurs de l'armée nationaliste s'adressèrent à une assemblée de maires et

de chefs de districts convoqués pour la circonstance. Prenant prétexte qu'une conscription forcée serait « pis que les méthodes japonaises », l'armée, pour éviter les problèmes de légalité, proposa de recourir à une conscription « volontaire », qui serait sous la responsabilité du département des Affaires civiles du gouverneur plutôt que sous celle de l'armée.

Cette proposition était maladroite et inopportune. D'un côté, les Formosans avaient demandé à cor et à cri la création d'une garde nationale où ils pourraient servir, pour un temps limité, et seulement sur l'île. Pour d'évidentes raisons, Chen Yi n'était pas prêt à armer des Formosans qui pourraient jeter dehors tous les profiteurs. D'un autre côté, de vilaines rumeurs couraient selon lesquels les quelques Formosans volontaires qui s'étaient enrôlés sur l'assurance qu'ils resteraient sur l'île, devaient, en fait, être transportés par bateaux, et ceux qui avaient essayé de déserter avaient été sommairement fusillés. La proposition de l'armée fut généralement interprétée comme une tentative du gouvernement central de vider Taiwan d'une jeunesse prompte à s'enflammer pour en faire un endroit plus sûr pour Chiang, dans la perspective d'un retrait de ce dernier.

En février, il devint de plus en plus évident que Chen Yi et ses proches cherchaient des arrangements pour s'assurer un contrôle complet sur l'économie locale si Shanghai était prise dans le tourbillon de la guerre civile sur le continent.

Les conférences administratives conclurent aussi, ce qui fut annoncé par le gouvernement, que des élections locales n'auraient pas lieu avant 1949. La réaction fut très vive, ce qui incita l'organisation locale du parti nationaliste à proposer un compromis : un délai indéterminé et des élections qui pourraient être tenues avant 1949, « si la population était prête et si les préparatifs étaient achevés ».

L'Association pour la rénovation politique de Taiwan fit immédiatement appel de cette décision auprès des membres du gouvernement central de Nankin, disant entre autres :

« A Taiwan, il y eut, à une époque, des résultats précis des recensements, un cadastre détaillé, un maillage policier, de bonnes conditions sanitaires, un réseau de transports commodes, et une éducation à l'usage de tous. Le système des associations professionnelles était généralisé, et toute la terre disponible était

cultivée. Le niveau de culture global est élevé à Taiwan, et les Formosans comprennent suffisamment bien ce que signifie l'autonomie locale et ont les capacités pour l'appliquer. En d'autres termes, nous pouvions laisser les portes ouvertes la nuit en toute sécurité ; si nous perdions quelque chose dans la rue, personne ne se l'appropriait ; la moindre parcelle de terre était cultivée et les biens étaient équitablement distribués.

A présent, en raison de l'inefficacité administrative du gouvernement, une autre situation prévaut, qui apparaît étrange aux Formosans, et dans laquelle, même les plus capables d'entre eux, n'ont plus aucune opportunité.

Si l'on veut que Taiwan redevienne confortable et civilisée, il suffirait que le gouvernement provincial réforme son propre système, totalement inopérant, ainsi que ses pratiques nuisibles et s'efforce de recréer les conditions d'avant-guerre. En même temps, il devrait être plus avisé en nommant ses responsables administratifs... Le gouvernement n'a pas besoin de faire table rase du passé. »[5]

Cette description idyllique des conditions, avant-guerre, de sécurité et de satisfaction de la population n'était pas totalement exacte, mais elle montrait que, au début de 1947, les Formosans regardaient la période japonaise comme le critère pour mesurer les performances du régime chinois nationaliste. Les leaders les plus anciens protestaient encore de leur dévotion à la mère patrie chinoise, mais les plus jeunes commençaient à regarder ailleurs pour trouver des alternatives.

Le 15 janvier, un groupe de jeunes leaders en colère – faisant partie de l'élite de l'île de par le niveau de leur fortune et de leur éducation – rédigèrent une pétition adressée au général George C. Marshall, qui était récemment devenu le secrétaire d'Etat à Washington. Plus de cent cinquante signatures étaient apposées sur ce document dont certaines représentaient des groupes ou des associations ; en tout, huit cents personnes environ étaient signataires, directes ou indirectes, de cette pétition.

Mais quand elle fut prête et qu'un nombre suffisant de copies eut été tiré, les leaders décidèrent de ne pas la faire parvenir tout de suite au consulat ; des appels à l'Assemblée nationale, au gouvernement central et à la population chinoise pourraient peut-être encore persuader le Generalissimo d'intervenir à Taipei.

Les monopoles de février

Le 1er février, Chen Yi fit connaître une deuxième décision-choc qui ruinait les espoirs des Formosans. La politique du gouvernement concernant la vente des propriétés japonaises confisquées fut annoncée. Immédiatement, il fut clair que très peu de Formosans pourraient rivaliser avec les Chinois du continent pour l'achat de ces biens, pas plus en payant en liquide qu'en obtenant un crédit.

On proposa d'organiser une grande marche de protestation. Chen Yi, aussitôt, l'interdit et doubla les patrouilles de police sous le prétexte d'« assainir la ville », de « renforcer les règles de circulation » et de « préparer la célébration du Mouvement pour une nouvelle vie (New Life Movement) ».

Le système chinois traditionnel des grands propriétaires avait trop mauvaise réputation pour être encore accepté à Formose; il devenait évident que les grands propriétaires japonais, assez efficaces, les Mitsui, les Iwasaki, et les agents de la famille impériale, allaient bientôt être remplacés par les agents des Kung, des Soong et des Chiang. Une pétition fut adressée au gouverneur, lui demandant de modifier les règles des enchères pour permettre aux Formosans qui étaient locataires de ces propriétés d'avoir une chance prioritaire de les acheter en déduisant les loyers acquittés en 1945 et 1946 du prix exigé ou en les autorisant à faire des offres 30 % inférieures aux offres les plus élevées. Si ces propositions n'étaient pas acceptées, que le gouvernement conserve alors la propriété de ces terres confisquées et les louent avec des baux à long terme et à loyers modérés.

Chen Yi répliqua en utilisant l'argument spécieux selon lequel les temps modernes exigeaient de grandes surfaces et une mécanisation importante et que les Formosans et les Chinois du continent devraient créer des fermes collectives.

Comme les protestations publiques continuaient, le gouverneur, le 25 février condamna comme « immorales » les critiques formosanes sur sa politique agraire et, très irrité, se refusa à toute autre discussion.

Nous avons déjà évoqué la relation très ancienne qui liait Chen Yi (en tant que gouverneur de la province du Fukien) à la puissante Compagnie de navigation marchande de Chine (China Merchants Steam

Navigation Company – CMSNC), en raison du commerce côtier avec le Japon pendant la guerre.

En des temps de grave crise nationale à Nankin, il était évident que le contrôle de l'économie de l'île serait dans les mains de ceux qui auraient la mainmise sur le commerce maritime et seraient dans la position de couper Formose du continent.

Le 1[er] février 1947, tous les navires commerciaux arrivant dans l'île ou la quittant – y compris les navires étrangers – furent soumis à un contrôle sévère. La Compagnie de navigation de Taiwan (Taiwan Navigation Company), formée à partir de ce qui avait été confisqué aux Japonais dans le domaine du commerce maritime, avait été réorganisée et une somme de deux milliards de yens de Taiwan avait été investie conjointement par le gouvernement de Taipei et la Compagnie de navigation marchande de Chine. Le commissaire aux Communications (Jen) en devint le directeur adjoint, le directeur étant Hsu.

C'était un montage astucieux. Quelle fut l'embrouille utilisée pour obtenir l'approbation de Chiang, nous ne le savons pas, mais, à ce moment-là, ce dernier avait désespérément besoin de plus d'argent, et il négociait, mendiant et menaçant tout à la fois, un « prêt » d'un demi-milliard de dollars auprès des Etats-Unis.

La nouvelle compagnie était autorisée à contrôler toutes les marchandises exportées, transportées dans des bateaux d'une capacité de plus de cent tonnes, et toutes les importations destinées à n'importe quelle agence gouvernementale, en incluant tous les établissements agricoles, industriels et commerciaux confisqués aux Japonais. Toutes les marchandises destinées à l'UNRRA seraient soumises à son contrôle. Tous les commerçants étrangers et toutes les compagnies étrangères de transport maritime tombaient sous le coup de cette nouvelle réglementation administrative. Rien ne pourrait sortir de Taiwan ou y entrer sans payer des droits. Si les compagnies étrangères voulaient transporter des marchandises sur leurs propres navires, il leur faudrait obtenir du gouvernement d'onéreuses licences et acquitter des droits très lourds sur chaque transaction. De surcroît, un pourcentage de la valeur de chaque cargaison, importée ou exportée, devait être payé à la Compagnie de commerce de Taiwan (Taiwan Trading Company).

Concurremment, la création d'un autre consortium fut annoncée, qui contrôlerait tout le transport international et l'entreposage

des marchandises. Il participerait lui-même à des activités commerciales, mais il aurait également le pouvoir de délivrer ou de refuser des licences à tous ses concurrents et de collecter un pourcentage sur le coût des services des agences privées.

Le 12 février, le département des Finances annonça de nouvelles règles concernant les devises étrangères et les nouveaux taux de change. Les personnes qui, pour se procurer des dollars, faisaient une demande à la Banque de Taiwan – qui en était la seule détentrice –, constatèrent qu'elles ne pouvaient en obtenir, mais elles comprirent rapidement que la meilleure façon de s'en procurer au marché noir était de passer par les agents du gouvernement eux-mêmes. La rareté fit monter le taux du dollar, mais, en outre, tout Formosan qui traitait secrètement, et de manière privée, avec un agent du gouvernement, risquait immédiatement d'être mis en accusation et de voir ses propriétés confisquées. Personne n'avait l'assurance qu'un pot-de-vin payé à un fonctionnaire (ou à un employé informé de cette transaction secrète) en empêcherait un autre de pratiquer un chantage.

Cette situation prévalait sur toute l'île ; il fallait graisser des pattes et payer pour échapper aux pressions.

Le 15 février, l'agent britannique de Jardine-Matheson, l'une des firmes commerciales étrangères les plus importantes et les plus anciennes, se rendit à Keelung pour accueillir un navire britannique annoncé. Les nouvelles règles, entrées en application le matin même, exigeaient une autorisation préalable du bureau des Douanes. Les services du port ne feraient rien avant de recevoir les documents nécessaires délivrés par la Compagnie de navigation de Taiwan. Ils furent obtenus sans aucune enquête et sans référence apparente à la nouvelle réglementation, mais quand l'agent étranger revint à la direction du port, on lui tint un discours grossier et brutal et on lui fit savoir que ces papiers devaient être aussi visés par le maire de Keelung.

On trouva le maire assez rapidement, déjà à bord du bateau et en train de le fouiller. Il n'y avait avec lui aucun agent des douanes mais le navire grouillait de policiers municipaux. Des soldats, sur le quai et à l'entrée de la passerelle, empêchèrent l'agent étranger de monter à bord de son propre bateau.

Le maire fit alors savoir qu'il était responsable du contrôle des devises étrangères dans la zone de Keelung mais que la décision finale,

pour toutes les affaires portuaires, appartenait à la police et qu'on devait lui donner satisfaction, ce qui, bien sûr, signifiait le paiement de dessous-de-table qui lui paraîtraient satisfaisants.

Le maire ne put produire aucune preuve documentée ni aucun texte écrit concernant ces nouvelles dispositions ; il fanfaronna, prétendant qu'elles émanaient directement du gouverneur général qui les « avait lui-même édictées ».

Pendant ce temps, tous les passagers en transit, qui étaient restés à bord, et tous ceux qui débarquaient furent contraints de déclarer toutes les devises en leur possession. On ne les leur confisqua pas mais ceux qui débarquaient furent obligés d'échanger leurs devises nationales chinoises à un taux ruineux. Les policiers offrirent alors de jouer le rôle de « banquiers » dans cette transaction de marché noir.

Pendant qu'on fouillait le navire de manière désordonnée, l'agent étranger fut notifié que toute la cargaison devait être déchargée dans les entrepôts de la Compagnie Tung Yung, une filiale de l'organisation du commissaire aux Transports. Elle resterait là, jusqu'à ce qu'elle soit placée, avec la certification de la police, dans les entrepôts d'un transitaire.

La cargaison en question avait déjà été vendue aux douanes de Taiwan qui devaient l'utiliser pour réparer le bâtiment des douanes mais, sur instruction de la police, les manutentionnaires refusèrent de la décharger dans les entrepôts des douanes. Toutefois, la Compagnie de navigation de Taiwan était maintenant disposée à remettre la cargaison aux douanes au prix fixé par la compagnie. Si ce prix n'était pas accepté, alors la cargaison devrait être retournée d'où elle venait sur un navire de la Compagnie de commerce de Taiwan, et les frais d'entreposage et de transport devraient être acquittés.

Après avoir expliqué cette fantastique procédure, le maire affirma d'un ton mielleux qu'il agissait selon des instructions qui ne pouvaient pas être révélées.

Si le lecteur est déconcerté, il partage simplement le sentiment qu'éprouvaient l'agent étranger et tous ceux qui essayaient alors de faire des affaires à Formose. Plus essentiellement, tout cela signifiait que tous les départements et toutes les agences du gouvernement de Chen Yi étaient progressivement infectés par la fiévreuse incertitude qui se répandait alors à Shanghai. Le principe qui maintenant avait

cours était de faire autant d'argent qu'on pouvait, de quelque manière que ce fût, et d'être prêt à fuir quand tout s'effondrerait. C'était la raison pour laquelle différents groupes au sein du gouvernement local s'efforçaient de se gruger les uns les autres, en même temps que le gouvernement national et les commerçants étrangers.

Le jour qui suivit cette mise en scène à Keelung (c'est-à-dire le 16 février), la Compagnie de navigation de Taiwan publia sa propre version des nouvelles règles concernant le commerce maritime. Pour en rajouter un peu, une copie de ces nouvelles règles fut présentée à l'agent de Jardine-Matheson par le représentant d'une compagnie commerciale rivale. Jardine – jusqu'alors la compagnie dominante en Chine, la « Reine des Hong » – était maintenant remise à sa place à Formose.

Désormais (en vertu des nouvelles règles), la Compagnie de navigation de Taiwan prendrait en main toutes les affaires de Jardine qui n'aurait plus aucun contrôle sur ses navires et ses cargaisons aussi longtemps qu'ils seraient dans les eaux taiwanaises. La nouvelle Compagnie de navigation de Taiwan allouerait les cargaisons et établirait les tarifs, et tous les passagers et toutes les marchandises devraient passer par ses bureaux.

Le 18 février, le journal du gouvernement publia quatre nouvelles réglementations « pour faciliter les formalités de sortie des marchandises et l'encaissement des lettres de change » et trois autres furent notifiées au public par la Compagnie de navigation.

Entre temps, le 15 février, la Banque de Taiwan avait fait un pas de plus pour éliminer toute concurrence de la part des firmes formosanes privées. Sur ordre du gouverneur, la Banque reçut pour instruction de recouvrer 20 % de tous les prêts consentis à des commerçants privés. Les Formosans qui n'avaient pas de bonnes relations avec les agents du commissaire aux Finances Yen ne purent payer, beaucoup d'entre eux furent immédiatement poussés à la banqueroute, et, à la fin de février, les entreprises commerciales privées, sur l'ensemble de l'île, étaient virtuellement paralysées. De nombreux marchands fermèrent boutique, ceux qui avaient un capital se préparèrent à l'utiliser pour vivre aussi longtemps qu'il ne serait pas épuisé et de nombreuses personnes commencèrent à stocker de la nourriture et du combustible. D'autres, plus nombreuses encore, quittèrent les villes pour leurs maisons ancestrales, à la campagne, pour « attendre et voir ».

A ce moment critique, à la mi-février, Yen Chia-kan était lui-même à Nankin, opportunément absent quand ces mesures extrêmes frappèrent l'entreprise privée.

On conjecturait généralement que Chen Yi et ses hommes se préparaient à se séparer du continent, anticipant une dissolution finale et chaotique de la structure politique et économique de Shanghai. Quelques-uns des sous-fifres – appartenant aux troisième et quatrième échelons de la hiérarchie gouvernementale – s'étaient trop hâtés de publier à Taipei les réglementations ultimes de la politique des monopoles. En fait, avant la fin de février, la crise, à Shanghai, s'atténua temporairement, Nankin gardait le contrôle et on pouvait craindre que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'élèvent de fortes protestations pour ces interférences dans le commerce légal avec Formose. Ces ordres extravagants furent annulés ou modifiés presque immédiatement mais les dommages psychologiques étaient irréparables. La confiance de la population s'était envolée.

Pendant que ces décisions économiques étaient prises, puis rapportées, à Taipei, j'eus l'occasion de me rendre à Kaohsiung (le 14 février) avec l'agent de renseignements de l'UNRRA. Il n'y avait qu'un compartiment de première classe à bord du train, que nous partagions avec cinq officiers de la marine chinoise nationaliste sous la conduite du commandant P. H. Hsu. Le commandant Hsu nous fit rapidement savoir qu'il avait passé deux ans aux Etats-Unis pour suivre une formation, qu'il n'aimait pas l'Amérique, ni les Américains, et qu'il souhaitait que nous partions tous de Formose. Pour souligner ce dernier point, il nous demanda brutalement de sortir du compartiment de première classe : « Nous sommes trop nombreux pour partager ce compartiment avec vous ».

J'allais à Kaohsiung, en tant que membre du consulat, pour accueillir le *U.S.S. Frank Knox*, attendu dans le port, le 15 février, pour une « escale de courtoisie ». Selon le programme prévu, nous nous présentâmes au hangar de la douane à sept heures et demie du matin, puisqu'il nous avait été dit que le navire, ancré à l'extérieur du port, serait à quai à huit heures.

Mais, à notre grande surprise, il resta en mer pendant trois heures, la direction du port refusant de lui donner l'autorisation d'entrer jusqu'à ce qu'elle ait reçu des ordres pour ce faire de la part du commandant

de la base navale chinoise, située à huit kilomètres de là. Les autorités militaires avaient été amplement notifiées que le *Frank Knox* allait arriver à Formose. Enfin, on signala au navire qu'il pouvait entrer. Le capitaine Berhoff transmit un message courtois au capitaine Kao, le commandant de la base navale, qui ne répondit pas.

Je fus accueilli à bord au son des sifflets et j'en redescendis devant une foule de Formosans qui se divertissaient en tenant salon sur la jetée, mais l'attitude des autorités de la ville était glaciale ; peut-être les Chinois interprétaient-ils ce spectacle naval, qui, pour eux, n'était pas le bienvenu, comme un signe laissant entendre que le gouvernement des Etats-Unis était toujours capable d'intervenir à Formose, si le besoin s'en faisait sentir. En fait, le *U.S.S. Frank Knox* ne me remit que douze caisses de « fournitures liquides du consulat » qui avaient attendu, au consulat général de Shanghai, de nous être livrées jusqu'à ce qu'on eût trouvé de la place sur un moyen de transport. Peut-être était-ce une « démonstration de force » mais elle n'était accompagnée d'aucun insondable complot, ni de messages secrets.

Un appel des Formosans au général Marshall, secrétaire d'Etat

A la mi-février, les jeunes Formosans (les « communistes » de Stanway Cheng) apportèrent finalement au consulat la longue pétition qu'ils avaient rédigée pour le général Marshall. Elle n'était adressée qu'au secrétaire d'Etat, pas au président ; selon les règles de l'administration, elle n'aurait pas à être automatiquement envoyée à Washington. Néanmoins, on devait en rendre compte, et quelqu'un, d'une plus haute autorité, pouvait exprimer le désir de la lire.

Si un lépreux s'était présenté avec sa clochette et son bol il n'aurait pas été moins bien accueilli qu'ils ne le furent.

L'anglais était obscur mais le sens en était très clair. En voici le texte :

Nous sommes de jeunes Formosans. Nous crions nos malheurs du fond de notre cœur, pour en appeler [aux] Nations unies, que nous respectons, et [à] tous nos frères à l'étranger.

Notre belle île, notre Formose, sont maintenant piétinées par la mauvaise administration chinoise. La misère est totale… [telle que] nous n'en avons jamais fait l'expérience auparavant.

… notre propre organisation démocratique doit être reconstruite. C'est notre but… Avant que la Constitution a pris effet, nous devrions remarquer que la nationalité des Formosans est encore une question pendante pour les Nations unies. Avec ce fait inébranlable, est-ce que nous avons [l'obligation d'] obéir à leurs ordres de creuser nos propres tombes ?

Nous avons peur que les Nations unies reconnaissent Formose comme semblable à la Chine. Nous sommes sûrs que les Formosans ont des liens de sang avec eux, mais vous devriez inspecter notre nature [qui] a déjà été [changée] et a appris pendant cinquante ans dans tous les domaines. Spécialement, nous avons appris le patriotisme et l'anti-tyrannie [à cause] d'eux.

Le Congrès du Caire nous a conduit dans cet « Enfer vivant ». Nous, 6 300 000 Formosans, depuis un demi-siècle, nous n'avons pas eu de chance. Les représentants au Caire devraient prendre la responsabilité du fait que, maintenant, nous combattons notre malheur. Nous protestons strictement la décision, qui signifie donner à tous les Formosans une vie d'esclave.

Les Nations unies devraient prêter attention à l'Indonésie hollandaise, à l'Indochine française, à la Birmanie et aux Philippines voisines. Pourquoi combattent-ils ? Ils combattent exactement pour une liberté vivante. Dans notre cas, c'est la même chose.

Le fusil révolutionnaire et la bombe atomique contre un gouvernement incompétent c'est d'abord le stylo. Avoir la sympathie des Nations unies et une intervention amicale auprès des autorités chinoises est la seule méthode. Parce que Formose n'a pas encore été complètement retournée à la Chine avant que le traité de paix est conclu entre les Etats-Unis et le Japon…

Dans ces circonstances, nous avons trouvé heureusement que Formose a encore un espoir ; les jeunes Formosans ont été surtout éduqués et ont une combativité qui sont l'essentiel pour décider de notre propre destin.

S'il vous plaît, donnez à ces jeunes Formosans une chance d'une formation politique sous votre direction et laissez les avoir confiance en eux-mêmes. Alors nous serons sûrs qu'un mauvais gouvernement sera remplacé.

En conclusion, nous osons dire que le plus court chemin pour réformer le gouvernement provincial c'est dépendre entièrement de l'administration des Nations unies à Formose et couper l'inquiétude économique et politique avec la Chine pendant quelques années. Autrement, nous, les Formosans, deviendront complètement nus.

Nous espérons que nous aurons une bonne réaction de votre part dans un proche avenir. Nous vous remercions de votre aide bienveillante et nous souhaitons que vous aurez une bonne chance.

Les pétitionnaires étaient conduits par de jeunes Formosans qui étaient les principaux animateurs du Mouvement formosan pour la jeunesse et étaient tout à fait prêts à « jeter les canailles dehors », ou, du moins, à essayer de le faire. Ils ne voyaient pas pour quelles raisons ils devraient accepter les racketteurs de Chen Yi ; Sun Yat-sen et Chiang Kai-shek étaient maintenant devenus des noms symbolisant tout ce que la Chine contemporaine avait de réactionnaire et d'arriéré.

Certains, qui ne le savaient pas, n'avaient que quelques jours à vivre, mais ce furent au cours de ces journées qu'ils rédigèrent le numéro de mars du « radical » *Formosa Magazine* en utilisant, pour l'essentiel, une matière fournie, à leur demande, par le Service d'information des Etats-Unis. Dans ce numéro de mars, Joshua Liao continuait sa série intitulée « Où va Formose ? », dans laquelle il développait le thème selon lequel le séparatisme était historiquement le caractère traditionnel des relations de Formose avec le continent.

Il y avait d'autres articles, sur la reine d'Angleterre, l'éducation dans les campagnes, et la liberté d'expression aux Etats-Unis ; un autre concernait Errol Flynn. Un article était intitulé « Un citoyen s'exprime lors d'une réunion du conseil municipal d'une ville des Etats-Unis ». Il y avait – dans cette revue « radicale » – un article du consul américain lui-même, intitulé « Taiwan en transition ». Les lettres à la rédaction demandaient que le public ait plus d'occasions d'entendre des Anglais et des Américains s'exprimer dans des discours publics.

Plusieurs membres de l'UNRRA acceptèrent avec plaisir de donner des cours d'anglais pour lesquels il y avait une forte demande. Une série de « cours de conversation anglaise » eut lieu avec deux classes et les Formosans qui soutenaient cette initiative s'efforcèrent de trouver de la place pour créer une troisième classe. Quotidiennement, des leçons de conversation en anglais étaient diffusées par radio depuis Taipei.

A la fin de février, toutefois, quelques-uns des jeunes gens les plus rebelles et les plus impatients commencèrent de mettre en doute la propagande américaine. Le consulat américain montrait deux visages si différents et on ne percevait aucun signe qui puisse laisser penser que l'ambassade à Nankin ou le gouvernement à Washington accordaient la moindre attention à ce qui se passait à Formose.

Des divisions commencèrent à apparaître parmi les leaders les plus anciens sur la manière de sortir de cette lamentable situation. D'autres

voix, en Chine continentale, les incitaient à se méfier des Etats-Unis, disant que Washington utiliserait seulement les Formosans selon ses propres intérêts de la même manière qu'il utilisait Chiang comme une marionnette sur le continent. De vieux amis, désespérés, vinrent me voir pour m'avertir que c'était « maintenant ou jamais » pour qu'un geste quelconque de l'ambassadeur Stuart, une marque d'intérêt du général MacArthur à Tokyo, ou quelque déclaration à Washington puissent mettre un frein à l'action des nationalistes et de Chen Yi avant qu'un véritable désastre ne frappe l'île.

La mèche était prête, l'enchaînement était fatal, et l'explosion se produisit tard dans la soirée du 27 février 1947.

XII
L'incident de février 1947

Un meurtre à un carrefour et des foules en colère dans les rues

Dans la soirée du 27 février, une vendeuse de cigarettes, accompagnée de ses deux jeunes enfants, installa un stand pliant sous le banyan du carrefour de Round Park.* Sur ce stand, il y avait quelques paquets de cigarettes et plusieurs pièces pour pouvoir rendre la monnaie au cas où elle aurait la chance de vendre quelque chose.

Des agents du bureau du Monopole apparurent, accusèrent la femme de posséder des cigarettes qui n'avaient pas acquitté de taxes et saisirent son petit stock et sa minuscule réserve d'argent. Des gens commencèrent à s'attrouper. Quand elle se mit à crier pour protester et saisit le bras d'un des agents, elle fut brutalement jetée à terre et fut frappée à la tête avec un pistolet. Voyant cela, la foule en colère marcha sur les agents. Tirant dans tous les sens, ceux-ci se frayèrent un passage et se réfugièrent dans un poste de police voisin, laissant derrière eux une personne étendue morte et la vendeuse, qui semblait en train de mourir.

Quand des gendarmes apparurent, appelés par les policiers, la foule leur permit d'emmener les agents du bureau du Monopole, mais elle brûla aussitôt le camion du bureau et tout ce qu'il contenait.

Le matin suivant (le 28 février), une foule estimée à environ 2 000 personnes marcha en ordre de Round Park au siège du bureau du Monopole, portant des bannières et des pancartes, préparées pendant la nuit, sur lesquelles des slogans étaient écrits. Les manifestants avaient aussi une pétition adressée au chef du bureau du Monopole exigeant que les agents qui avaient commis ces meurtres la nuit précédente soient condamnés à mort et que le chef du bureau démissionne

---

* N. de l'E. : Round Park ou Round Circle (圓環 *YuanHuan*). L'intersection de *ChongQing Bei Lu* 重慶北路 (Chungking North Road) et de *NanJing Xi Lu* 南京西路 (Nanking West Road) est un rond-point, avec un terre-plein. D'où le vocable de « Round Circle » dans de nombreux textes en anglais de cette époque. Ce terre-plein a accueilli des petites gargotes pendant longtemps dans ce quartier ancien de Taipei, celui des *NanBeiHang* 南北行 de Tihua Street *(*迪化街 *DiHua Jie)*, le district de Tataocheng *(*大稻埕 *DaDaoCheng)*.

pour reconnaître sa responsabilité. Ils exigeaient également que la politique des monopoles instituée par le gouvernement soit réformée.

Ils passèrent près du consulat américain en fin de matinée. C'était une longue, très longue marche et quand ils atteignirent les portes du bureau du Monopole, ils les trouvèrent fermées et fortement gardées. Le directeur du bureau était « officiellement absent » et personne ne le remplaçait.

Après une fastidieuse attente, ils décidèrent de se diriger vers les bureaux du gouverneur, situés au nord de la ville, pour remettre la pétition directement à Chen Yi.

Entre temps, de graves troubles s'étaient produits dans d'autres quartiers de la ville. Dans une rue proche des bureaux de l'UNRRA, on découvrit des agents du Monopole maltraitant deux enfants qui vendaient des cigarettes. C'en était trop et une foule très irritée battit à mort les deux agents chinois à proximité des locaux d'une succursale du bureau du Monopole. En un instant, les Formosans commencèrent à mettre à sac les entrepôts. Les camions de la police militaire arrivèrent très rapidement sur les lieux. Les Formosans reculèrent, attendant que les employés chinois aient été escortés jusqu'aux camions et aient été emmenés, puis ils firent irruption dans le bâtiment, déversant dans la rue tout ce qu'il contenait et y mettant le feu. Il y eut un moment de tension lorsqu'un policier militaire menaça de tirer sur un membre de l'UNRRA qui prenait des photos, et un autre lorsqu'un Formosan dans la foule fut pris à mettre des cigarettes dans sa poche. Il fut sévèrement battu, obligé de s'agenouiller et de demander le pardon « du peuple formosan » ; puis, il se sauva en courant, tout heureux d'être encore en vie.

Je déjeunais à côté avec le directeur de l'USIS et avec des amis formosans. Nous tentions d'estimer la gravité de l'affaire de Round Park et les conséquences qu'elle aurait, lorsque nous entendîmes soudainement le crépitement d'une mitrailleuse. Quittant la table, nous nous dirigeâmes immédiatement en voiture vers le bureau du Monopole, sachant que les manifestants du matin avaient l'intention de s'y rendre, mais la place et les rues alentours étaient vides. La foule avait marché sur les bureaux du gouverneur.

Alors que notre jeep arrivait au carrefour dominé par la statue dorée du Generalissimo, nous nous aperçûmes que nous roulions entre une double haie de soldats nationalistes lourdement armés, qui se tenaient

devant les portes du gouverneur, et une foule silencieuse de Formosans, qui leur faisaient face, de l'autre côté de la place.

Entre les deux, sur le macadam, étaient étendus les corps de civils sans armes qui avaient été abattus lorsqu'ils s'étaient approchés de l'entrée de l'enceinte du bâtiment du gouverneur.

La crise qu'on avait prévue venait finalement de se produire.

Nous étions dans une position délicate. Il ne nous fallait pas perdre de temps pour rendre compte de l'incident ; nous savions combien les hommes du gouverneur seraient heureux de nous accuser d'avoir été vus « à la tête d'une rébellion de Formosans », mais, d'un autre côté, nous devions faire quelque chose pour réduire la tension, prévenir d'autres violences et donner des soins aux blessés.

Heureusement, au même moment, l'officier de renseignement de l'UNRRA (Edward E. Paine) arriva sur la place en voiture ; avec une grande présence d'esprit, il évalua la situation, arrêta sa jeep entre les gardes du gouverneur et la foule qui grommelait, et en descendit. Il fit signe aux soldats de se tenir à l'écart. Ils furent tellement surpris par son action audacieuse qu'ils se replièrent lentement vers le portail d'entrée pendant que Paine examinait les six corps étendus. Quand il trouva que deux d'entre eux respiraient encore, il demanda par gestes à la foule de l'aider, appela deux pousse-pousse et envoya les deux hommes, aussi vite que possible, vers l'hôpital le plus proche. Lorsque la foule se rendit compte de ce qui venait si rapidement de se passer, elle éclata en vivats pour l'Américain qui, tout seul, avait si intrépidement retenu les gardes armés du gouverneur.

Pendant ce temps, mon collègue et moi-même roulâmes à toute allure vers le consulat ; cette violence à la porte du gouverneur signifiait certainement une rébellion généralisée et devait être rapportée immédiatement à l'ambassade.

Juste après midi – au moment même, à peu près, où les gardes du gouverneur avaient tiré sur les pétitionnaires – un employé formosan de la station de radio interrompit une émission pour dire qu'une manifestation avait lieu, qu'une pétition était présentée au gouverneur et que tous les Formosans devaient soutenir ces initiatives. La station devint alors silencieuse.

En fin d'après-midi, toutes les activités cessèrent à Taipei. Des foules déferlaient dans les rues, se formant là, à un carrefour, puis se dissolvant pour se reformer un peu plus loin, là où quelqu'un avait une nouvelle information ou une nouvelle version des incidents du jour. Les Chinois du continent se mirent à l'abri. De temps en temps, l'un d'entre eux était découvert, se dépêchant le long des allées et s'efforçant de ressembler du mieux qu'il pouvait à un Formosan. Les sandales de style japonais, appelées *geta* – et condamnées jusqu'alors par les Chinois du continent – devinrent très populaires parmi eux. Il y avait une vieille plaisanterie parmi les élèves de Formose qui consistait à appeler l'île « la patate douce du Japon ». Maintenant, on défiait les continentaux dans les rues en posant la question : « Etes-vous une patate douce ou un porc ? » et si la bonne réponse n'était pas immédiatement donnée, la personne était poursuivie et quelquefois battue.

Il est à noter que, de Taipei, l'émeute gagna les villes voisines et qu'un ou deux jours plus tard, les Chinois du continent essayaient partout de se cacher. Toutefois, les observateurs étrangers, dans toute l'île, rapportèrent ultérieurement qu'ils ne virent jamais un Formosan armé. Les Chinois du continent reçurent de temps en temps des pierres ou des coups de bâtons mais les Formosans, pourtant très en colère, n'eurent jamais recours à des fusils, des couteaux ou des sabres. De surcroît, il n'y eut pas de pillage. Il arriva que le contenu d'une maison ou d'un bureau fût brûlé dans la rue mais nous remarquâmes que les voitures officielles retournées et les meubles entassés restèrent ainsi, sans être touchés, pendant toute la semaine suivante, ne servant qu'à rappeler à tous, sans exception, les évènements sanglants du « 2-28 » et la réaction spontanée du public.

A la fin de l'après-midi, la plupart des Chinois du continent s'étaient barricadés chez eux ou dans leurs bureaux, ou chez des amis formosans – s'ils en avaient. Les troupes de la garnison étaient extrêmement occupées. Des barbelés et des sacs de sable furent placés devant les principaux bâtiments du gouvernement, des mitrailleuses furent installées, couvrant les portes et les carrefours proches. Des camions militaires, portant des mitrailleuses ou des unités armées, commencèrent à circuler dans les rues principales, tirant de temps en temps au hasard.

La loi martiale fut déclarée à six heures au moment où la nuit tombait sur une ville tendue et affligée.

La station de radio fut l'un des premiers bâtiments du gouvernement à être massivement gardé. Tôt dans la soirée, une annonce fut faite par un médecin, une femme née à Formose mais élevée en Chine, qui était souvent mise en avant par Chen Yi comme « porte-parole des femmes formosanes ». Avec beaucoup d'impudence, elle essaya de persuader les auditeurs de la radio qu'elle avait été présente sur les lieux et qu'aucune fusillade ne s'était produite, cet après-midi, devant les locaux du gouverneur. En moins d'une heure, des voisins en colère mirent à sac sa maison et son bureau, brûlant dans la rue tout ce qui s'y trouvait. Par mesure de sécurité, elle disparut elle-même dans l'un des bâtiments gardés du gouvernement pendant toute la durée des incidents.

Comment trouver une solution ?

Les leaders formosans reconnurent immédiatement l'extrême gravité de la situation dans laquelle ils se trouvaient. Le matin du 1er mars, à dix heures, le président du Conseil politique du peuple de la municipalité, ainsi que des représentants du Conseil national et du Conseil provincial, firent appel au gouverneur pour qu'il forme officiellement un « Comité pour le règlement de l'incident du bureau du Monopole ». Quand les gardes du gouverneur avaient tiré sur une foule sans armes, le problème était devenu beaucoup plus grave et ne pouvait être réglé par de simples sanctions pour les agents du Monopole et des compensations financières pour les blessés et les morts. Si Chen Yi ne faisait pas maintenant des efforts satisfaisants pour casser les monopoles, pour placer la police sous un sévère contrôle et pour réformer l'administration, il serait confronté à une rébellion ouverte et généralisée, dans toute l'île. Toutes ces questions devaient être abordées avec le gouvernement, délicatement mais aussi fermement.

Ils demandèrent instamment au gouverneur Chen de lever rapidement la loi martiale pour prévenir tout danger de nouveaux affrontements entre la population civile et les militaires. Il donna son accord à cette proposition qui entrerait en vigueur à minuit. De son côté, il interdit toute réunion publique et tout défilé.

Mais Chen prit bien soin de ne pas gaspiller les précieuses heures qui le séparaient de minuit ; des camions militaires apparurent dans les rues aussi vite qu'ils purent être prêts, transportant des hommes

armés de fusils et de mitrailleuses et la quantité des tirs augmenta constamment pendant toute la journée. Il s'agissait d'une évidente tentative de terroriser la ville et de faire accepter par les Formosans les mesures, quelles qu'elles fussent, qui seraient finalement prises par le gouverneur.

A cinq heures, environ, Chen Yi rendit le public furieux par une annonce qu'il fit à la radio et dans laquelle il déclarait que l'incident du bureau du Monopole était déjà réglé par le paiement d'une généreuse somme d'argent. Il ne fit aucune référence à la fusillade qui s'était produite devant sa propre porte, mais il accusa les Formosans de se livrer à de « croissants désordres ». Néanmoins, il promit généreusement de lever la loi martiale à minuit.

« J'ai encore quelque chose à dire », ajouta le gouverneur. « Les membres des CPP souhaitent envoyer des représentants pour former, conjointement avec le gouvernement, un comité pour trouver une solution à cette situation. J'ai aussi donné mon accord à cette proposition. Si vous avez des opinions à faire valoir, vous pouvez me les communiquer par l'intermédiaire de ce comité »[1].

« Des Formosans attaquent le consulat américain »

Pendant que le gouverneur donnait l'assurance que l'incident était réglé par une généreuse somme d'argent, le consulat américain fut, pour la première fois, directement impliqué. Notre propriété, ceinte de murs, était située près d'un important carrefour, le carrefour de la Porte du nord. A l'est, se trouvait un bureau de poste, au nord-est la propriété, également ceinte de murs, abritant les bâtiments de l'administration des Chemins de fer, dirigée par Chen Ching-wen. Depuis le rond-point de la Porte du nord, une rue importante, très passante et comportant des boutiques et des maisons d'habitation, conduisait à des quartiers uniquement formosans. De nos balcons, nous pouvions voir ce qui se passait dans différentes rues.

Comme l'un des camions militaires de Chen Yi passait devant les portes du consulat, des soldats à bord, tirant au hasard, tuèrent deux passants, et le camion poursuivit sa route. Une foule se rassembla et au moment où les deux corps allaient être emmenés, plusieurs étudiants habitant à la campagne entrèrent dans les locaux de l'administra-

tion des Chemins de fer, distante de quelques mètres, pour demander quand les trains seraient remis en service ; ils avaient été bloqués dans la ville depuis la veille et ils voulaient rentrer chez eux.

Les gardes privés du directeur des Chemins de fer étaient extrêmement nerveux ; on entendit des coups de feu et les étudiants disparurent. Puis, des agents de la police spéciale des Chemins de fer, cachés derrière les murs de la propriété, tirèrent en direction de la rue et deux autres passants furent tués.

Une foule très importante s'était maintenant rassemblée au carrefour de la Porte du nord et aurait sans doute pris d'assaut les locaux des Chemins de fer, lorsqu'un camion militaire s'approcha, peut-être appelé par les employés des Chemins de fer. Son passage était bloqué mais un soudain crépitement de mitrailleuse et de fusils dispersa la foule. Au moins vingt-cinq personnes furent tuées sur le coup et plus d'une centaine furent sérieusement blessées. Personne ne sait combien d'autres furent touchées, mais furent capables de marcher et de s'enfuir.*

Cette sanglante diversion donna une chance aux trente-cinq employés des Chemins de fer de traverser la rue à toute vitesse et de chercher refuge au consulat américain. Poussant des cris, les Formosans leur donnèrent la chasse. Parmi les Chinois du continent, c'était le sauve-qui-peut et le chacun pour soi. Les plus vulnérables étaient les femmes, employées du bureau ; certains de ceux qui franchirent les premiers les portes du consulat s'efforcèrent aussitôt de les fermer devant leurs collègues qui, eux aussi, cherchaient à s'enfuir. Les derniers passèrent comme ils le purent par-dessus la clôture et, au même moment, quelqu'un, de la foule qui était dans la rue, leur lança une pierre. Elle heurta le mur du consulat avec un bruit sourd.

Des groupes s'attardèrent dans la rue jusqu'à la nuit tombée, certains de nos employés formosans, revenant à nos bureaux en traversant ces groupes, rapportèrent que ceux qui étaient là se mettaient mutuellement en garde contre le fait d'impliquer le consulat américain, ce qu'ils ne souhaitaient pas du tout faire, et regrettaient qu'une pierre ait été jetée sur le bâtiment.

---

* Des médecins traitant les blessés remarquèrent que des balles dum-dum, à embout mou, avaient été utilisées dans certains fusils, provoquant d'horribles blessures.

La confusion régnait à l'intérieur du consulat. Vingt-cinq Chinois du continent, pâles et effrayés, furent conduits au deuxième étage, dans les appartements du consul, où on leur donna du thé et un peu de nourriture.

Le consul, bien sûr, était indigné. Il appela aussitôt Stanway Cheng, dans les bureaux du gouverneur, lui demandant de prendre les dispositions nécessaires pour emmener immédiatement les réfugiés. Tout cela était tout à fait contre les règles. De surcroît, une pierre avait été lancée contre le consulat. Cheng assura le consul qu'il allait s'occuper tout de suite de cette affaire.

Six heures plus tard, deux bus, solidement gardés, entrèrent dans l'enceinte du consulat. Les Formosans étaient, depuis longtemps, rentrés chez eux, pour pleurer leurs morts ou prendre soin des blessés, ou discuter de ce qu'ils allaient faire.

Nous comprîmes bientôt pourquoi l'officier de renseignement du gouverneur avait été très occupé et avait mis tellement de temps pour reconduire les réfugiés ; moins d'une heure après qu'il eut reçu le coup de téléphone du consul, et cinq heures avant que les bus n'arrivent, la radio du gouvernement annonça que des Formosans attaquaient le consulat américain à Taipei, mais que le monde entier pouvait être assuré que tous les citoyens américains étaient sous la protection des hommes du gouverneur. C'était de la pure propagande, destinée à donner la pire image des Formosans dans la presse internationale.

Quand nous rapportâmes tout ce qui s'était passé au cours de cette journée à l'ambassade américaine de Nankin, la réponse fut brève : « N'ayez de contacts qu'avec les autorités reconnues ».

Mais qui représentait les « autorités reconnues » au cours de cette première semaine de mars ?

Le 2 mars, Chen Yi reconnaît la nécessité d'un changement

On entendit des coups de feu sporadiques pendant toute la nuit. Les premières lueurs de l'aube permirent de voir des vagues de pancartes, de panneaux, d'écriteaux composés en hâte et maintenant largement distribués. « Porcs ! Retournez chez vous », était le thème dominant. L'incident du bureau du Monopole était complètement éclipsé par la question d'une réforme globale de l'administration de Chen Yi.

Nous nous rendîmes également compte que les nombreuses patrouilles du 1er mars nous avaient empêchés de voir l'intense activité qui se poursuivait près de l'aéroport, dans le nord de la ville. Là, un cantonnement avait surgi, très solidement gardé, où les Chinois du continent les plus influents étaient en train de déménager leurs biens. Ils se proposaient de rester là jusqu'à la fin de la crise. Il y avait un grondement ininterrompu de camions transportant une énorme quantité de meubles, de fournitures diverses, d'argent liquide, d'autres biens de valeur et, bien sûr, les femmes et les enfants. Combien se mirent ainsi à l'abri, nous ne le sûmes jamais.

Les bureaux du gouverneur général ainsi que quelques autres bâtiments clés (y compris la station de radio) étaient aussi très bien gardés mais pendant le reste de la semaine, le cantonnement et le cœur de l'administration étaient, en fait, les seuls endroits, à Taipei, restant sous l'« autorité reconnue » de Chen Yi.

A midi, le 2 mars, le gouverneur général reçut le « Comité d'enquête sur l'incident des cigarettes non taxées du Conseil politique du peuple de la ville de Taipei » et s'efforça, avec les leaders formosans, d'élucider les problèmes fondamentaux, de nature politique et économique, qui apparaissaient comme les raisons constitutives de cette crise.

Le gouverneur était assisté du secrétaire général et des commissaires pour les Affaires civiles et pour les Communications, l'Industrie et les Mines. Yen Chia-kan, le commissaire aux Finances, se trouvait à Taichung pendant les évènements et avait trouvé refuge chez Lim Hsien-tang.

La loi martiale n'avait pas été levée le 1er mars, à minuit; le gouverneur fut donc averti qu'il ne pourrait y avoir de paix dans la cité aussi longtemps que des patrouilles militaires armées sillonneraient les rues. Elles paralysaient toute activité normale et, bientôt, la ville allait connaître un problème d'approvisionnement.

Le gouverneur et les membres du comité savaient parfaitement que, sans d'importants renforts, le gouvernement était impuissant. Si on continuait de le provoquer ce jour-là, le peuple de Taipei pourrait maîtriser et détruire les patrouilles qui n'opéraient d'ailleurs que dans le cœur de la cité et entre les bureaux du gouverneur et le cantonnement.

Le gouverneur n'avait d'autre choix que d'accepter de mettre en œuvre plusieurs mesures cependant que la population élaborerait les

réformes fondamentales qu'elle souhaitait obtenir. Il avait invité les leaders formosans à être les porte-parole de l'opinion publique ; ils étaient déterminés à parler clairement. Leurs « exigences temporaires » étaient les suivantes :

1. Le gouverneur donne son accord pour qu'un calendrier de réformes fondamentales soit établi pour le 10 mars après que tous les représentants de la population auront été consultés. Ce calendrier sera ultérieurement discuté ;
2. Le gouverneur promet de ne pas faire venir de troupes supplémentaires dans la ville pendant que ces discussions seront en cours ;
3. Une organisation d'étudiants volontaires, en collaboration avec d'autres organisations de jeunesse et sous la supervision du maire et du chef de la police municipale [un Chinois du continent] maintiendra temporairement la loi et l'ordre ;
4. Les communications seront immédiatement rétablies pour éviter une pénurie de nourriture.

Le gouverneur consentit à ces conditions, et accepta que son assentiment soit annoncé par radio à trois heures de l'après-midi. Il donna également son accord pour réduire, puis supprimer les patrouilles dans les rues ; entre temps, elles devraient placer leurs armes sur le plancher des camions et ne s'en servir qu'au cas où une foule de Formosans battrait des gens du continent ou créerait des troubles.

Il faut souligner ici que, après le 1er mars, il y eut très peu d'incidents rapportés au cours desquels des Chinois du continent à Taipei furent physiquement molestés. Dès qu'un Comité de règlement fut formellement établi, les accès de colère cédèrent le pas à une nouvelle attitude du public, qui manifesta un réel désir de collaborer avec les leaders locaux, lesquels, pendant presque une semaine, formèrent le véritable gouvernement.

Au consulat, pendant ce temps, nous étions très occupés, le matin du 2 mars, à vérifier où se trouvaient les citoyens américains, à discuter de la situation avec les membres de l'UNRRA et à préparer nos rapports pour Nankin. Notre travail fut interrompu par l'arrivée d'un médecin formosan qui, avec plusieurs de ses amis, nous

apporta une balle dum-dum. L'après-midi précédent, un coup de feu, tiré au hasard, avait atteint le cabinet du médecin et la balle s'était fichée dans un livre volumineux situé sur l'étagère du cabinet. Est-ce que le consulat accepterait de transmettre une protestation auprès des autorités compétentes ? L'utilisation de balles dum-dum était interdite par les règlements internationaux. Le livre et la balle, qu'il nous avait apportés, étaient la preuve que les troupes nationalistes les utilisaient.

Le consul estima que cet infortuné incident était une affaire qui ne concernait strictement que les deux parties chinoises, les Etats-Unis n'avaient aucune raison d'intervenir dans un conflit opposant un gouverneur provincial et ses administrés. « Maintenant, c'était la Chine ».

Le médecin et ses amis, ayant subi cette rebuffade, portèrent la balle dum-dum dans les locaux de l'UNRRA, la laissant là en sûreté et demandant qu'elle soit envoyée aux Nations unies comme preuve des pratiques irrégulières du régime de Chen Yi. Ils furent écoutés avec sympathie mais le bureau de l'UNRRA à Taipei n'avait aucun moyen pour soulever une telle question auprès de l'organisation internationale à New York.

Un peu après midi, une foule importante remplit l'auditorium public. A deux heures et demie, les représentants du gouverneur s'assirent avec les membres du Comité de règlement sur la spacieuse scène, en face de l'auditoire. Chen Yi avait demandé au maire de Taipei d'accompagner le commissaire aux Affaires civiles, le commissaire aux Communications et le directeur de la police, qui le représentaient officiellement.

On annonça que, à la suite de la conférence du matin, le gouverneur avait décidé de réorganiser le comité, lui adjoignant des représentants de la Chambre de commerce, des syndicats, des organisations étudiantes, d'autres organisations représentatives et de l'importante Association pour la rénovation politique de Taiwan.

Au cours de la réunion de l'après-midi, d'autres conditions furent ajoutées aux « exigences temporaires » :

1. Tous ceux qui avaient été arrêtés lors des émeutes des trois jours précédents devaient être relâchés ;

2. Le gouvernement payera des indemnités pour les morts et des compensations pour les blessés ;
3. Le gouvernement ne poursuivra pas en justice les personnes impliquées ;
4. Les patrouilles de police seront immédiatement supprimées ;
5. Toutes les communications seront immédiatement rétablies.

Certains leaders se demandaient pourquoi le gouverneur souhaitait obtenir une aussi large représentation. Le comité risquait de devenir anarchique et, par ailleurs, une attitude aussi ouverte à l'égard de l'opinion publique n'était pas dans ses habitudes. Nous nous rendîmes compte plus tard que, grâce à cette astuce, Chen Yi sut très exactement quelle était la position personnelle des leaders formosans à l'égard du gouvernement national, du parti et de son propre régime. Huang Chao-chin lui servit d'espion secret pendant toutes les délibérations du comité.

La réunion fut perturbée à plusieurs reprises par des coups de feu tirés sur la place à l'extérieur de l'auditorium ou dans les rues adjacentes. Quand l'annonce que le gouverneur avait promis de faire à la radio à trois heures fut reportée, puis encore reportée, d'inquiétantes rumeurs commencèrent à circuler dans la ville selon lesquelles Chen Yi, ne respectant pas ses promesses, s'efforçait de faire venir des troupes du sud. Si elles atteignaient Taipei avant que l'annonce ne fût diffusée, il n'aurait pas à donner son accord publiquement, et de manière humiliante, aux exigences du comité. Et si elles atteignaient la ville avant que la foule n'ait quitté l'auditorium, il aurait la possibilité de se saisir de tous les membres importants de l'opposition.

Mais, finalement, à cinq heures, le 2 mars, le gouverneur Chen parla une fois encore à la radio, concluant ainsi son adresse :

« Un comité sera établi pour régler cet incident. Indépendamment des hauts fonctionnaires du gouvernement et des membres du CPP, des représentants de tous les domaines de la société civile seront invités à se joindre au comité de manière que l'opinion de la majorité de la population puisse être prise en compte. »[2]

Dans la soirée, la ville apprit que, malgré ses promesses, Chen Yi avait fait venir des troupes du sud, mais que sur le parcours, à Hsinchu, des gens vigilants avaient enlevé les rails de la voie principale, juste à

l'extérieur de la ville. Le train transportant les troupes n'avait pu aller plus loin et sur la route principale menant à Taipei, très près de la ligne de chemin de fer, dans un endroit resserré, un barrage empêchait dix camions chargés de soldats du continent de passer et de remédier ainsi à l'arrêt du train.

Ce fut le premier et notable exemple de l'importance des communications locales par téléphone ou télégraphe pendant cette semaine de crise, et de l'efficacité de l'organisation des Formosans.

Le 3 mars : un appel à la compréhension des Américains

Les communications, en tant que telles, jouèrent un rôle particulier dans cette tragique affaire. D'un côté, les leaders formosans tirèrent habilement un grand avantage de toutes les lignes de téléphone publiques et privées et des liaisons télégraphiques qui existaient dans l'île – le réseau public, celui de la police et les systèmes privés que les Japonais avaient installés pour les besoins des grandes entreprises et des compagnies sucrières. Chen Yi et ses hommes de main n'avaient jamais eu auparavant à soumettre une population provinciale sans armes mais si bien préparée techniquement pour établir des communications sur tout un territoire et les maintenir en état de marche. Ce n'était pas la Chine arriérée.

D'un autre côté, l'homme de confiance du gouverneur, Stanway Cheng, contrôlait les stations de radio et le réseau câblé et c'était un expert dans l'art de lancer des rumeurs, d'inventer des histoires et de déformer les faits. L'exploitation de l'incident de la pierre jetée contre le consulat fut un avant-goût de la manière extrêmement habile avec laquelle il pouvait donner une large publicité à des évènements inexistants. Ce jour-là, le 3 mars, la radio de Manille rapporta l'histoire extravagante d'une attaque des Formosans contre le consulat américain, de troupes formosanes organisées possédant des mitrailleuses et d'une autre sérieuse attaque contre le gouvernement. Des nouvelles transmises par radio et émanant d'Osaka, au Japon, répétaient au contraire une histoire destinée à sauver la face : tout était calme à Formose et le gouverneur avait fermement rejeté toutes les exigences des Formosans. Dans les nouvelles envoyées au Japon, il ne fallait pas admettre que les Chinois étaient incapables de gouverner Formose.

Les leaders formosans avaient une conscience aiguë des dommages que pouvaient provoquer des nouvelles aussi mensongères si on en appelait à une intervention américaine ou si les Nations unies menaient une enquête.

A 10 heures, le matin du 3 mars, le Comité de règlement envoya une délégation – un sous-comité – de cinq notables formosans auprès du consulat américain ; ils apportaient une pétition lui demandant de télégraphier la vérité à Washington et de corriger tous les faits inexactement rapportés. Ils souhaitaient surtout que les Américains puissent connaître leur position de manière claire et compréhensive.

On leur opposa aussitôt une fin de non-recevoir. « Maintenant, c'est la Chine ».

L'assemblée générale, dans l'auditorium public, entendit un rapport sur la tentative de Chen Yi de faire venir des troupes, lesquelles avaient atteint Hsinchu. La confirmation de cette rumeur provoqua une grande excitation. Les éléments modérés et conservateurs – les membres du Comité de règlement – étaient disposés à accepter la parole du gouverneur et à poursuivre les négociations. Les hommes plus jeunes, plus sceptiques, étaient d'accord pour soutenir les efforts du comité mais se réservaient le droit de se préparer à résister à toute action militaire qui pourrait être conduite contre la population de Formose.

La question de la sécurité publique fut discutée. Un orateur passionné proposa de rassembler une force de 100 000 hommes pour former un corps de défense qui maintiendrait l'ordre public et serait prêt à s'opposer à toute force chinoise qui serait envoyée du continent. Il avertit l'auditoire : « Vous ne devez pas tomber dans le même piège, accepter d'être utilisés par la police et être ensuite accusés d'être des gangsters, comme cela s'est produit juste après la rétrocession de l'île ».

La délégation traitant directement avec le gouverneur avait été élargie et comprenait maintenant trente membres, dont une représentante de la Ligue des femmes et des représentants de plusieurs organisations civiles. Tous les groupes organisés de Formose souhaitaient évidemment se joindre à l'élaboration de cette réforme du gouvernement.

Lors d'une réunion avec cinq des commissaires du gouverneur et avec le chef d'état-major, le général Ko Yuen-feng, le comité insista une nouvelle fois pour que les patrouilles militaires soient supprimées.

Elles continuaient de rôder dans les rues, tirant au hasard, trois jours après que le gouverneur eut promis qu'elles seraient rappelées.

Après des discussions prolongées, les représentants du gouverneur (de même que le chef d'état-major) tombèrent d'accord sur les sept points suivants :

1. Toutes les troupes seront retirées des rues ce jour (3 mars), à partir de six heures du soir ;
2. L'ordre public sera assuré par un Corps public de sécurité, qui inclura des gendarmes, des policiers, des étudiants et des membres d'organisations de jeunesse ;
3. Toutes les communications seront rétablies à partir de six heures du soir ;
4. Les stocks de riz détenus par l'armée seront mis sur le marché pour éviter une pénurie de nourriture ;
5. Tout militaire créant des troubles sera envoyé au général Ko, qui le punira ;
6. Tout civil créant des troubles sera puni selon la loi, sous la garantie du comité ;
7. En aucun cas, des troupes ne seront acheminées du sud au nord.

Le dernier point de l'accord rédigé, le général Ko prit l'engagement de « se suicider » s'il ne tenait pas sa parole. On n'évoqua pas la possibilité que des troupes soient envoyées de l'extérieur.

Les Formosans négociaient avec beaucoup de bonne foi mais cette « promesse » était un peu difficile à prendre au pied de la lettre. Le général Ko, un homme d'une très petite taille, toujours sanglé dans un uniforme impeccable, avait la réputation d'être brutal, cruel et de considérer le « peuple » avec un mépris de fer. Ce n'était pas un homme de Chen Yi, mais il avait été nommé à ce poste par le Generalissimo, pour faire contrepoids à Chen, illustrant ainsi la technique de gouvernement de Chiang de toujours contrebalancer le pouvoir des clans, des cliques et des factions économiques.

A partir de ce moment, le général Ko commença progressivement d'émerger comme le symbole de l'armée nationale et du gouvernement central et, rétrospectivement, on en comprit la raison. Il fallait que les Formosans apparaissent comme des rebelles contestant l'autorité du

gouvernement national plutôt que comme des gens protestant contre la mauvaise administration de Chen Yi.

Pour remplir la deuxième disposition de l'accord qui concernait la sécurité publique, le Comité de règlement recommanda des candidats pour occuper les postes clés d'un « corps loyal » (« Loyal Service Corps »), au sein d'un Comité temporaire de la ville de Taipei pour la sécurité, qui serait dissous le jour où des conditions normales seraient restaurées. Les membres du Comité de règlement réunirent eux-mêmes 700 000 yens pour financer ce corps.

De toutes les organisations qui furent créées pendant cette première semaine de mars, ce fut la plus essentielle et celle qui fut, ce jour-là, marquée par le destin le plus tragique. Les Chinois du continent, qui constituaient les gros bataillons de la police, avaient disparu parce qu'ils faisaient, en priorité, l'objet de la colère populaire. Les quelques Formosans qui en faisaient partie formaient maintenant le noyau d'une nouvelle force temporaire de police. De jeunes hommes, en fin d'études secondaires ou récemment diplômés des écoles moyennes japonaises la rejoignirent avec enthousiasme ; ils avaient été bien entraînés à cela par les Japonais et pouvaient facilement saisir ce qu'on attendait d'eux. Leurs brassards, portant l'emblème du « corps loyal », leur conféraient une certaine autorité et la colère qu'ils avaient contenue pendant toute une année leur insuffla la détermination nécessaire pour montrer aux Chinois du continent comment une véritable force de police devait se conduire.

Si, à ce moment, les Formosans avaient réellement voulu renverser Chen Yi et chasser les Chinois du continent de l'île, ils auraient pu le faire rapidement, laissant le gouvernement national avec une deuxième guerre – une guerre navale – sur les bras. Chen Yi et le général Ko le savaient très bien.

Le 5 mars, les Formosans contrôlaient toute l'île, à l'exception de quelques bâtiments de l'administration de Chen Yi, à Taipei, de la garnison et des camps militaires.

Ils souhaitaient des réformes, pas la guerre civile. « Nous devons reconnaître que l'objectif de cette entreprise n'était rien d'autre que le désir d'exiger une réforme du gouvernement ».[3]

XIII
Des rassemblements en ville, de style américain

La mobilisation de l'opinion publique sur toute l'île

Le 4 mars, le général Ko versa, en public, quelques larmes de crocodile. S'adressant au Comité de règlement, il évoqua indirectement le problème de la confiance qu'avaient les Formosans à l'égard des Etats-Unis d'Amérique ou des Nations unies, une « honte embarrassante ».

« Le gouvernement et la population devraient tous deux se sentir honteux de ces incidents, au nom de la nation et de la race chinoise. Le premier jour... j'ai reçu deux rapports. Selon le premier, les Américains prenaient des photos des incidents, selon l'autre les Japonais s'en réjouissaient.

Je fus beaucoup plus blessé par ces informations que par les rapports concernant les victimes parmi les employés du gouvernement et les civils. J'ai été si peiné que des larmes me sont montées aux yeux.

Pour ce qui est de ces incidents, tout peut être réglé si nous ne nous écartons pas de notre position nationale et raciale. Je préférerais mourir ici sur place que de faire quoi que ce soit ou promettre quoi que ce soit qui m'éloignerait de mon point de vue national et racial. C'est mon devoir en tant que soldat. C'est le devoir qui nous a été confié par notre nation et que nous devons accomplir ».[1]

Plus d'un millier de personnes remplirent l'auditorium public, tout au long de la journée, pour écouter les discussions du comité et les porte-parole du gouvernement qui se trouvaient avec eux sur la vaste scène.

A ce moment, les Formosans commencèrent de fixer leur attention sur des griefs particuliers qui concernaient la totalité de l'île. Les services de base et les services publics devaient être assurés pendant que les propositions de réformes étaient examinées.

Les principales résolutions du jour reflètent ces préoccupations :

1. Le Comité de règlement invite à la création de comités subsidiaires dans toute l'île. Leurs représentants seront choisis parmi les Conseils politiques du peuple, déjà élus, et les personnes privées les plus remarquables dans chaque ville et dans

chaque district. Ces comités subsidiaires transmettront à Taipei leurs recommandations et leurs résolutions qui concernent la réforme du gouvernement local.

2. Le gouvernement est prié de tenir sa promesse de restaurer les communications. Si des « accidents » se produisent, les responsables devront rendre des comptes ;
3. Un comité tripartite [incluant Huang Chao-chin], négociera avec le général Ko le problème des soldats dans les rues. S'ils sont dans les rues pour chercher de la nourriture, ils doivent être sans armes. [Cinq jours s'étaient écoulés depuis que le gouverneur général avait promis de supprimer les patrouilles] ;
4. Des annonces seront faites à la radio pour expliquer à la Chine continentale et à l'étranger que « les Formosans exigent seulement des réformes au sein du gouvernement provincial et rien de plus » ;
5. Toutes les informations retransmises par radio le seront exclusivement par la section d'information du Comité de règlement de l'incident du 28 février ;
6. La Compagnie d'électricité de Taiwan devra maintenir un service constant de manière que les communications soient pleinement assurées.[2]

Les problèmes des services publics étaient aigus, tout particulièrement celui posé par les chemins de fer. Le directeur des Chemins de fer (Chen Ching-wen) était particulièrement détesté et n'inspirait aucune confiance. Il n'avait jamais caché son mépris monumental pour la population de l'île. Bien que ses compétences d'administrateur fussent reconnues, son arrogance était intolérable. Le travail technique était assuré de manière assez satisfaisante mais le corps spécial de la police des Chemins de fer, généralement haï, responsable seulement devant le directeur Chen, était un ramassis de gens brutaux. On pensait communément qu'ils étaient totalement inefficaces en tant que gardes et, qu'en fait, ils couvraient un pillage systématique et bien organisé de toutes les marchandises transitant entre les ports et les villes.

Le massacre des lycéens dans les bureaux de la compagnie des Chemins de fer, le 1er mars, fit du remplacement du directeur Chen un objet prioritaire de réformes. Une délégation rencontra le commissaire

aux Communications (Jen), en présence du général de corps d'armée représentant l'état-major de la garnison de Taipei. Il fut décidé que le directeur Chen serait écarté, que la police des Chemins de fer n'opérerait plus à compter du 5 mars, en attendant une réorganisation de cette police, et qu'un corps des employés des Chemins de fer (formé d'employés formosans) serait chargé du maintien de l'ordre pendant cette période de transition. Les personnels des bureaux de la compagnie qui s'étaient réfugiés au consulat américain seraient licenciés. Toutes les agressions des Formosans sur des employés originaires d'autres provinces devraient cesser.

Entre temps un rapport sur la situation concernant l'énergie électrique fut présenté devant l'assemblée, à l'auditorium. Tous les Chinois du continent avaient déserté leur travail, le système, sur toute l'île, n'était maintenu en état de marche que par des personnels formosans et il était demandé au public de coopérer du mieux possible pour leur permettre de continuer d'assurer ce service, étant donné qu'il était vital pour la sécurité publique.

Ailleurs, dans la ville, les membres de la Confédération générale des syndicats de Taiwan se réunirent pour écouter des discours passionnés soutenant le Comité de règlement. Il fut décidé par vote que chaque syndicat enverrait deux représentants pour coopérer avec le comité.

Vers midi, le 4 mars, une délégation de représentants du Comité de règlement, de l'Association pour la promotion culturelle de Taiwan et des organisations étudiantes rencontrèrent le gouverneur général pour lui expliquer les dispositions qui avaient été prises pour que des organisations de jeunesse soient temporairement chargées de fonctions de police. Puis ces représentants discutèrent des détails de la mise en application de cette décision avec cinq des commissaires du gouverneur et, à 15 h 30, rencontrèrent à nouveau le gouverneur. Pour résumer, ils sollicitèrent son avis et lui demandèrent d'inviter le Comité de règlement à préparer un programme de réformes en vue d'une négociation avec le gouvernement. Ils lui demandèrent également d'avoir plus de contacts directs avec le public, d'expliquer son propre point de vue et sa politique de manière que les gens ordinaires les comprennent. Ces requêtes étaient, bien sûr, destinées à ce que Chen Yi s'engage dans la négociation du programme de réformes. Elles sous-entendaient aussi, de manière polie, qu'il ne savait pas très exactement ce qui se passait et

que, s'il en était informé, il souhaiterait certainement que des réformes soient entreprises.

Les réponses du gouverneur restèrent vagues. Il avait le sentiment que ses décisions politiques et économiques étaient bonnes « mais qu'elles n'étaient pas encore parfaitement appliquées ». Pour ce qui concernait le chômage, des mesures pour le soulager étaient en train d'être prises. Toutes les opinions à ce sujet étaient les bienvenues. Il était très désireux d'être en contact étroit avec la population. Au sujet des armes qui pourraient être fournies à un corps temporaire de jeunes gens pour des raisons de maintien de l'ordre, il avait déjà ordonné à tous les gendarmes et tous les policiers de ne plus porter d'armes, il n'était donc pas nécessaire d'en mettre dans les mains des étudiants.

Une affirmation cruciale, un peu occultée par ce discours affable, annonçait toutefois les évènements à venir. Le gouverneur fit remarquer qu'il avait beaucoup de difficultés à concilier les problèmes et la politique au niveau local avec les problèmes et la politique au niveau national. Il demanda aux Formosans d'accorder plus d'attention aux questions locales.

La délégation quitta le gouverneur à 16h pour faire un rapport à l'auditorium public.*

* L'efficacité avec laquelle les leaders formosans organisèrent une représentation dans toute l'île fut remarquable. A Taipei, le comité s'adjoignit les sections suivantes, chacune d'entre elles rapportant ses délibérations et ses recommandations au comité, qui siégeait sur la scène de l'auditorium :

1. Section des affaires générales : chargée de faire le résumé des lettres et de formuler des recommandations ;
2. Section de liaison : chargée de communiquer avec les bureaux du gouverneur ;
3. Section des enquêtes ;
4. Section de l'organisation : chargée de coordonner le travail des différentes sections ;
5. Section de l'ordre public : chargée de maintenir l'ordre par le biais des organisations d'étudiants, des policiers formosans, etc. ;
6. Section de secours : chargée de fournir des services de type « Croix-Rouge » et de faire face aux problèmes sanitaires ;
7. Section financière : chargée de trouver les contributeurs et de demander au gouvernement d'assurer une partie des frais ;
8. Section du renseignement : chargée de neutraliser les grossières déformations transmises par radio par le bureau de Stanway Cheng sur ordre de Chen Yi ;
9. Section de l'approvisionnement : chargée d'utiliser au mieux dix millions de yens donnés par les membres du comité pour acheter du riz et vingt millions de yens promis par le bureau de l'approvisionnement du gouvernement. Trente millions de yens supplémentaires seraient mis à disposition, en cas de besoin, par le bureau provincial de l'approvisionnement. La section de l'approvisionnement était autorisée à acheter du riz aux compagnies fabriquant de l'alcool.

Pendant ce temps, l'Association de Taiwan à Shanghai avait envoyé un message urgent à Chiang Kai-shek lui demandant de procéder à une enquête approfondie sur les raisons qui avaient conduit à l'incident du 28 février, et le même jour (4 mars), le Yuan de contrôle du gouvernement central donna instruction au Dr Yang Liang-kung, un universitaire distingué, d'enquêter et de rendre compte. A Taipei, Chen Yi envoya ses collaborateurs dans divers hôpitaux pour « réconforter » les blessés.

Presque au moment où l'assemblée du jour allait prendre fin, Wang Tien-teng annonça qu'un message téléphonique avait été reçu indiquant qu'un comité subsidiaire avait été créé à Taichung, que la ville était maintenant entièrement entre les mains des Formosans, et serait gérée par le comité pendant les négociations. Ce dernier demandait au comité de Taipei d'intervenir auprès du gouverneur pour d'abord retenir, puis éliminer les troupes armées qui tiraient dans les rues de Taichung comme elles continuaient de le faire à Taipei.

La « bannière étoilée » et tutti quanti

Heureusement que nous avons des rapports des témoins oculaires des évènements qui se déroulèrent au cours de cette semaine, rapports généralement produits par les membres de l'UNRRA qui effectuaient des missions dans toute l'île. Ces témoignages sont le plus souvent des lettres envoyées à des amis au siège de l'UNRRA et au consulat américain.

Nous savons maintenant que nous assistâmes à une tentative des plus remarquables, de la part des Formosans, pour mettre en pratique les principes démocratiques dont Washington s'était fait le propagandiste auprès des pays étrangers pendant et après la guerre. Si les Formosans s'étaient comportés, en mars 1947, comme leurs ancêtres du XIXe siècle se seraient comportés en semblables circonstances, ils auraient très certainement éliminé radicalement de l'île tous les Chinois du continent. Ils avaient tous les moyens de le faire, les troupes nationalistes auraient pu être maîtrisées ou contraintes de se cacher. Il aurait pu très facilement y avoir un massacre général des Chinois du continent.

Mais les Formosans s'efforçaient seulement de procéder à des réformes dans le cadre politique existant. Pendant une semaine, ils eurent l'avantage, mais ils choisirent de respecter scrupuleusement les

procédures « correctes », espérant, par leur conduite, que les Etats-Unis ou les Nations unies manifesteraient leur intérêt, que l'ambassadeur américain en Chine persuaderait Chiang de rappeler Chen Yi et d'envoyer un homme neuf pour mettre en œuvre de profondes réformes dans l'administration.

Les évènements qui se déroulaient à Taipei étaient aussitôt connus dans toute l'île. Çà et là, il y eut des affrontements entre des civils et des unités militaires ou avec les éléments continentaux de la police. Dans de nombreux endroits, les soldats du continent rendirent leurs armes ; ils n'avaient pas le cran de se battre quand ils voyaient que les Formosans étaient prêts à résister. Ces derniers, de leur côté, leur enjoignaient, c'était leur nouvelle propagande, de ne pas participer à une guerre civile.

Les bureaux du gouvernement et des entreprises privées furent occupés très facilement, les Chinois du continent restant sagement chez eux chaque fois qu'ils le pouvaient.

Les combats de rues furent brefs mais plutôt sévères à Taichung et à Chiayi ; à Kaohsiung un noyau dur de militaires (commandés par le général Peng Meng-chi) défendit sa propre base et continua de créer des troubles dans la ville, malgré les promesses du gouverneur et les garanties de Ko Yuen-feng, le chef d'état-major.

Tous les continentaux dans le district de Hualien, sur la côte est, abandonnèrent volontairement et sans incident tout ce qu'ils contrôlaient. Les habitants du district de Hsinchu garantirent que de la nourriture serait régulièrement acheminée à Taipei. Le commissaire Jen assura le Comité de règlement, le 5 mars, que toutes les liaisons par chemin de fer étaient rétablies.

Descendant des montagnes, dans les districts du centre de l'île, des leaders aborigènes et de jeunes hommes offrirent d'aider les Formosans dans toute la mesure de leurs moyens et, au milieu de la semaine, une délégation des tribus Attayal et Amis vint me voir au consulat pour « chercher des directives ». Je leur conseillai immédiatement de retourner dans leurs montagnes, de prendre soin de leurs propres familles et de leurs villages et de rester aussi loin que possible du centre des troubles.

Selon nos sources de renseignements, les Chinois du continent souffraient d'une peur particulièrement angoissante qu'on pourrait résumer par la question : « Qu'allaient faire les aborigènes ? ». Des rumeurs extravagantes circulaient à Taipei, reprenant des histoires selon les-

quelles des « milliers de chasseurs de têtes » descendaient de la montagne et avaient déjà atteint les faubourgs de la capitale. C'était une absurdité, mais elle illustrait la survivance ou la résurgence du regard traditionnel des Chinois sur Formose, l'île sauvage.

Au moment même où les aborigènes frappaient à la porte du consulat pour « chercher des directives », la population de Pingtung, très loin au sud, répondait à l'appel de Taipei d'envoyer des recommandations pour le programme de réformes. Deux infirmières canadiennes, qui dirigeaient une session de formation au sein de l'hôpital local, virent avec curiosité les leaders locaux convoquer un rassemblement général de la ville pour préparer des propositions concernant la réforme de l'administration dans le sud de Formose.

Un camion, sur lequel était installé un haut-parleur, parcourut la ville, faisant des annonces à certains carrefours et à des endroits où les gens se réunissaient. Lorsque le camion se déplaçait d'un endroit à un autre, le haut-parleur hurlait à plein volume « La bannière étoilée », l'hymne national américain, bien qu'à ce moment-là, il n'y eût aucun citoyen américain dans le district de Pingtung. Les Formosans voulaient avoir un rassemblement dans le « pur style américain », et là, comme partout ailleurs, ils paraissaient totalement confiants dans le fait que les Etats-Unis allaient prendre fait et cause pour leur pressante propagande en faveur des institutions démocratiques.

Mlle Rouge-Neige et les communistes

Où étaient les communistes, à ce moment-là ?

Ils avaient échoué à gagner la sympathie des Formosans, en 1946, et pendant plus d'un an ils étaient restés entre eux, agissant secrètement, surtout dans la campagne, autour de Taichung. Mais maintenant, ils se découvraient, pensant qu'ils pourraient tirer profit de la crise et, peut-être, prendre l'initiative et la direction d'un soulèvement général.

De Taichung, je reçus – d'un de mes anciens étudiants –, la lettre suivante, datée du 7 mars, que je reproduis presque sans la modifier :

« Permettez-moi de rapporter le présent accident dans la préfecture de Taichung.

D'abord, je ne crus pas que le sujet qui eut lieu à Taipei aurait une si grande influence dans toute l'île. Mais, tôt le matin du 28 février, l'Hôtel de ville de Tai-

chung ouvrit et immédiatement fut rempli de citoyens fanatiques et de conseillers. Ils discutèrent avec zèle et furent d'accord que, cette fois-ci, le cas dépassait ce qu'on pouvait supporter et qu'ils exigeraient une disposition rapide de cela par le gouvernement.

Un représentant fut envoyé à Taihoku [Taipei] et une communication [c'est-à-dire consultation] serrée eut lieu autour de la préfecture de Taichung. Mais sans aucune relation avec le conseil municipal ou celui de la préfecture, des éléments radicaux, qui étaient restés cachés, apparurent soudainement cette nuit et prirent la tête des étudiants et des casse-cou.

Leur chef était Mlle Sha Shets Ho [Hsieh Hsueh-hung], une bonne combattante, suspectée d'être communiste.

Puis, dans la rue, une enquête commença : « Etes-vous un porc ou une patate douce ? », et tous les passants qui ressemblaient à des porcs furent frappés [c'est-à-dire tous ceux qui paraissaient être des Chinois du continent furent battus].

Mais ce qui encourut le plus l'indignation des citoyens et leur donna l'occasion de faire exploser leur rage restée fut que deux garçons furent abattus par des gardes quand ils allèrent dans les locaux du gouverneur de la préfecture…

Le matin suivant, les gens de Taichu (sic) étaient déjà unis, ils se révoltèrent, un corps d'étudiants fut formé, de l'aide fut téléphonée au district voisin. Ils prirent [le] 8ᵉ bataillon, [le] 36ᵉ corps aérien et les bureaux de la police.

En accord avec la ville de Taichung, les districts et les villages commencèrent leur travail. Ils arrêtèrent les Chinois ayant mauvaise réputation ou suspects et tous ces malheureux sont emprisonnés. Pour la préfecture de Taichung, il semblait qu'ils s'en étaient bien sortis. Presque toute la force chinoise est sous notre disposition et une grande quantité d'armes sont maintenant entre nos mains.

Mais une chose que j'ai peur est que tellement de pistolets et de fusils sont dispersés par la confusion parmi les gens et il est sûr qu'il y a des personnes méchantes qui voudront tirer des avantages de la confusion. Pour cela une Section pour la paix publique, nouvellement née, a espéré [demandé] à la population que les armes soient rassemblées dans un endroit et réservées à un meilleur usage.

J'ai essayé de suivre les mouvements des communistes, ces jours-ci, mais, à part un peu de démagogie et d'intrigues des communistes, je ne crois pas qu'ils influenceraient autant de pouvoir potentiel sur les gens. Ils n'ont rien à voir, cette fois, toutes les personnes éduquées le penseraient avec raison. Pour eux [les communistes], le problème est qu'ils n'ont pas de fondation dans cette île et cette chance est trop importante [pour] leur faible pouvoir.

Bien sûr, dans certains endroits dans le pays, on peut voir des pauvres gens s'attrouper devant des portes riches pour demander une distribution de riz, mais

ils ne savent pas ce que le communisme signifie exactement, et ils n'ont pas de leader.

Néanmoins, le problème de nourriture que nous avons devant nous est très sérieux. Cet accident est très bien, c'est sûr [c.-à-d. avantageux pour les communistes] mais jusqu'où les femmes au foyer et les gens pauvres le comprendront-ils ? Pour eux, l'élément dominant pour déterminer ce qui est bon ou mauvais dépend largement de combien plus ou bon marché est le prix du riz. Est-ce que la farine de l'UNRRA dans l'entrepôt ne pourrait pas solutionner ce problème ?

Hier, le Comité de secours pour la préfecture de Taichung, qui avait repris, pour maintenant, son fonctionnement, a tenu une réunion et [a organisé ses activités]. Les représentants de toutes les institutions se sont rassemblés, ont discuté honnêtement et ont élu un comité exécutif de quinze membres. Vous verrez la résolution dans les pages suivantes. La réunion a été elle-même sérieuse, vous l'auriez seulement vue et vous comprendriez comment le peuple de Taiwan attend avec impatience la démocratie. L'opinion dominante était que le comité de la préfecture de Taichung devrait être plus énergique et plus prudent de peur qu'il ne soit la proie des intrigues chinoises. Ils insistaient que maintenant qu'ils [avaient fait] un pas, ils devraient avancer de plusieurs pas de plus et aller de l'avant.

Il semble que les hommes de Taichung sont plutôt têtus et irristables (sic). A la première fois après cet accident, j'ai vu un groupe de Mandarins habillés de façon misérable, comme des Formosans qui marchaient dans la rue. Les Chinois, à Taichung, sont maintenant divisés en quatre parties – les soldats, les malades [c.-à-d. les voyous et les méchants], les bons et les blessés. Les malades et les soldats sont sous notre garde, les blessures [blessés] et les tués ne sont pas clairs, mais il apparaissait que les tués sont très peu nombreux, à la fois Chinois et Formosans.

Monsieur, vous connaissez très bien la cause de ce regrettable accident, j'en suis sûr. Aussi, je ne vais plus l'évoquer. Mais je voudrais savoir comment pense l'Amérique. Est-ce que l'Amérique a des dispositions [c.-à-d. un plan] si les choses tournent mal ? Est-ce que Taiwan est retournée légalement à la Chine, du point de vue du droit international ? J'aime aussi mon pays, je veux dire la Chine. Mais aimer dans ce cas fait mal au cœur. L'amour devrait être solide. Qu'en pensez-vous ? »[3]

Là, devant nos yeux, se répétait le drame du choix amer qu'avaient dû faire les colons américains en 1776. Ils aimaient l'Angleterre, mais ils aimaient plus encore la liberté. A Formose, l'espoir d'une nouvelle

vie après la guerre dans une nouvelle Chine, guidée par les Etats-Unis et en association avec eux, était maintenant cruellement détruit. Que pensaient donc les Américains ?

La réponse était brève : « Maintenant, c'est la Chine ».

La Ligue de la jeunesse et l'expression politique locale

La délégation du 4 mars qui avait demandé la mise à l'écart de Chen Ching-wen, le directeur des Chemins de fer, illustrait le fait qu'on s'orientait progressivement vers des exigences spécifiques concernant des départements particuliers du gouvernement. Les leaders du Comité de règlement espéraient plutôt qu'ils n'auraient pas à traiter de pareils problèmes avant que d'autres, beaucoup plus vastes, eussent été résolus – des problèmes concernant les processus de mise en œuvre d'un programme de réforme raisonnable, après que le consensus le plus large possible eut été trouvé avec les organisations représentatives. Ils éprouvaient le besoin d'avoir une unité – un front commun – lorsqu'ils rencontraient le gouvernement.

Des rumeurs inquiétantes circulaient selon lesquelles des troupes pourraient venir du continent. Des éléments plus jeunes et énergiques poussaient le comité à arrêter tous les personnels militaires du continent, une action, le comité en était conscient, qui pourrait avoir les plus graves conséquences. Ce serait vraiment une rébellion, alors qu'il cherchait seulement à imposer des réformes au sein des organismes du gouvernement.

Pendant que le comité travaillait de longues heures pour mettre sur pied une organisation soignée (il y avait dix-sept organisations locales subsidiaires créées dans toute l'île), la situation de la capitale s'améliora grandement. Les voitures du bureau du Monopole renversées dans les rues restèrent en l'état, comme un rappel de l'incident de Round Park, mais les magasins étaient à nouveau ouverts et les écoles primaires avaient repris les cours.

Un opérateur radio amateur était en contact avec quelqu'un sur la côte du Fukien. Il était évident qu'on concentrait des troupes dans des ports du Fukien et qu'elles étaient certainement destinées à Taiwan. On commença à dire que le gouverneur général avait fixé le 10 mars comme la date à laquelle le programme de réformes devait lui être

présenté parce qu'il pensait que des troupes pourraient arriver dans l'île plus tôt et qu'ainsi il n'aurait pas à approuver le plan de réformes.

Chaque rumeur renforçait les arguments des « activistes » et rendait plus difficile la tâche du Comité de règlement.

Une nouvelle organisation apparut, une Ligue de la jeunesse de Taiwan, créée par Chiang Wei-chuan.* Elle avait un programme en six points :

1. Formose doit s'assurer le plus haut degré d'autonomie, pour lui permettre de devenir la province modèle de la Nouvelle Chine ;
2. Formose doit demander avec insistance l'élection au suffrage universel du gouverneur, des chefs de district et des maires, « de manière à respecter le programme de Reconstruction nationale dont le Dr Sun Yat-sen a tracé les grandes lignes » ;
3. Les Formosans doivent démontrer qu'ils sont respectueux de la loi, et qu'ils sont attachés à la promotion de la démocratie ;
4. Formose doit promouvoir la culture chinoise pour le bénéfice de la Chine et celui de l'humanité ;
5. Le gouvernement doit faire renaître l'industrie et augmenter la production de manière à stabiliser l'économie et à augmenter la richesse de la population ;
6. Le gouvernement doit encourager la population à atteindre un haut niveau de vie.[4]

Chiang Wei-chuan transmit sur le continent un message par radio, le 5 mars, disant que la mort de la vendeuse provoquée par les agents du bureau du Monopole avait été l'étincelle, mais que la cause sous-jacente des incidents était le profond mécontentement et l'amertume ressentis après des mois d'administration de Chen Yi. Il assura à ses auditeurs qu'il n'y avait dans l'île aucun désir de rébellion ou d'indépendance, mais un besoin de larges et immédiates réformes. Chiang s'adressa ensuite en ces termes à l'assemblée de la Ligue pour la jeunesse, réunie à Taipei.

---

* Son fondateur, Chiang Wei-chuan, pouvait en appeler à la jeunesse de Taiwan avec une grande crédibilité, car son frère, Chiang Wei-sui, était mort dans une prison japonaise, dans les années 30, en raison de ses activités, à l'époque, au sein du Mouvement pour l'autonomie.

« Nous soutenons totalement le gouvernement central mais nous voulons éliminer tous les fonctionnaires corrompus de cette province. C'est un objectif que, je l'espère, chacun d'entre vous comprend parfaitement. En même temps nous devons faire face à notre présente situation. Nous avons besoin de nous organiser, mais nous devons nous efforcer de notre mieux d'arriver à un règlement pacifique, et de ne jamais recourir sans précautions à la force. »[5]

Le Comité de règlement de Taipei reçut la « déclaration du Comité de secours de l'administration préfectorale de Taichung » qui représente un échantillon significatif de l'opinion exprimée par chacun des dix-sept comités maintenant établis dans toute l'île. Je cite le texte traduit qui me fut envoyé de Taichung le 7 mars.

Notre objectif politique

1. *Nous voulons rétablir l'ordre, maintenir la paix et le bien-être, et travailler pour la reconstruction politique.*
2. *Nous voulons envoyer des capables [c.-à-d. des hommes capables] et coopérer avec toutes les institutions, privées et officielles.*

Nos revendications [c.-à-d. nos demandes]

1. *Nous demandons une application immédiate de la constitution et l'élection du gouverneur de la province de Taiwan, des préfets, des maires, des chefs de districts. Notre objectif est l'autonomie.*
2. *Nous demandons la réorganisation de la fonction publique de Taiwan et la promotion, à de hautes positions, des hommes compétents pris dans la population de cette île pour bâtir une Nouvelle Taiwan.*
3. *Nous demandons la distribution des réserves officielles et militaires pour apporter une solution à la pénurie de nourriture sur cette île.*
4. *Nous demandons l'abolition du système des monopoles et la gestion par les Formosans de toutes les usines travaillant pour ce système.*
5. *Nous demandons l'indépendance de la justice et l'élimination totale de la tyrannie des soldats et des policiers. Nous sommes suffisamment sérieux pour qu'on nous confie la garde des droits publics et les sept libertés publiques : la liberté de vivre, de s'exprimer, de penser, de publier, de nous réunir, de former des associations, de résider ici.*
6. *Nous demandons que toutes les personnes qui ont participé à l'accident du 28 février ne soient pas poursuivies, parce qu'elles avaient le droit moral de le faire.*

7. *Nous demandons que le gouvernement prenne des mesures à l'égard de l'augmentation des prix et du problème du chômage.*

Nos slogans

1. *Construisons une nouvelle République de Chine*
2. *Des garanties pour la démocratie*
3. *Nous soutenons le gouvernement national. Notre but est d'éliminer les corrompus.*
4. *Election immédiate de tous les chefs à Taiwan : province, préfecture et ville.*
5. *Nous sommes contre la guerre civile.*
6. *A bas l'autocratie.*
7. *Rejetons une administration non démocratique.*
8. *Abandonnons les armes ; nous voulons un gouvernement pacifique.*
9. *Nous dégoûtons [c.-à-d.nous condamnons] toute intervention armée, et nous la considérerions comme notre ennemie.*
10. *Citoyens de toute la Chine, qui êtes capables, honnêtes, pacifiques, prenez part à notre combat et coopérez à notre brillant avenir.*

Vive la République de Chine !
Vive la province de Taiwan !

Le 5 mars, à peu près au moment où Chiang Wei-chuan s'adressait au rassemblement de la Ligue de la jeunesse, une délégation représentant l'Association pour la rénovation politique de Taiwan vint au consulat américain apporter une brève lettre et un « manifeste » qui réitérait la demande des Formosans pour des réformes dans le cadre de la structure politique existante : une réforme des personnels et des politiques, mais pas une rupture ou un changement dans les relations de Formose et de la Chine. La pétition, adressée au consul américain, disait ceci :

Monsieur,

Pour protéger les vies de six millions de Formosans nous vous demandons cordialement de bien vouloir transmettre la lettre jointe à l'ambassadeur Leighton Stuart pour qu'il la fasse suivre au gouvernement national de la République de Chine.

L'Association pour la rénovation politique de Taiwan.

La délégation ne fut pas reçue par le consul et, à Nankin, plus tard, je ne pus trouver aucune trace du « manifeste ».

Les « trente-deux demandes » – Ce que voulaient les Formosans

Des rumeurs menaçantes en provenance du continent incitèrent le Comité de règlement à accélérer la préparation du projet de programme de réformes qui devait être soumis à l'examen du gouverneur général *et transmis à Nankin.*

Chen Yi avait fixé au 10 mars le jour où le programme devait lui être présenté mais on le soupçonnait maintenant d'attendre que des troupes débarquent et qu'il n'ait pas à subir cette humiliation.

Le groupe exécutif du comité était directement impliqué dans le programme de réformes. Il comprenait quatre membres de l'Assemblée nationale, deux membres du Conseil politique du peuple au niveau national, six membres des CPP au niveau provincial, trois au niveau municipal, et deux « membres de réserve » ou « membres extérieurs ».

Il faut une nouvelle fois souligner qu'il ne s'agissait pas d'un groupe de radicaux irresponsables, tous ces membres avaient été approuvés par le gouvernement comme candidats aux CPP en 1946, et ils représentaient, en majorité, les professions libérales et les responsables économiques de l'île. Les membres du Comité de règlement avaient été nommés par Chen Yi lui-même, et c'est au gouverneur qu'ils présentaient maintenant ces « demandes ».

Bien sûr, on avait beaucoup pensé à ces problèmes bien avant la crise du 28 février. Il suffisait simplement de mettre par écrit le résultat de ces réflexions. Le document fut présenté au gouverneur Chen bien avant la date limite du 10 mars. Grâce à d'excellentes liaisons avec les dix-sept comités subsidiaires, le projet final tenait compte de toutes les réformes nécessaires dans toutes les parties de l'île et à tous les niveaux de l'administration. A le considérer de près, on constate que les demandes pouvaient, en gros, être groupées en six catégories différentes. Le texte complet, avec les notes qui l'accompagnent, et tel que je le présentai à l'ambassadeur Stuart, à Nankin, est donné dans l'annexe I[6]. Nous le résumons ici.

Les réformes minimales requises pour assurer l'égalité et une honnête représentation des Formosans dans le gouvernement de l'île

étaient au nombre de dix. Elles incluaient celles qui leur garantiraient la liberté d'expression, de réunion et la liberté de la presse. Les nominations aux emplois les plus importants devaient être approuvées par les Conseils politiques du peuple, élus. Le parti nationaliste n'était plus autorisé à contrôler le processus électoral en censurant les candidats et en dominant la procédure de vote.

Une deuxième catégorie de « demandes » – au nombre de sept – dressait la liste des réformes immédiatement requises pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Elles touchaient au contrôle de la police civile, de l'administration de la justice et de la composition des cours de justice locales.

Les réformes économiques – la troisième catégorie – étaient au nombre de six et avaient pour objectif d'assurer une révision et une libéralisation de la politique économique générale, d'éliminer l'abusif système des monopoles et de garantir une solution équitable au problème des propriétés japonaises confisquées.

Une quatrième catégorie comprenait les trois réformes consacrées aux affaires militaires sur l'île. Elles sont particulièrement intéressantes dans la mesure où le Generalissimo justifia plus tard sa politique brutale et vindicative, sa « punition » des Formosans, en se référant à ces trois exigences. Les leaders Formosans demandaient que la police militaire ne soit pas autorisée à arrêter des personnes civiles. Ils demandaient également que les forces armées – l'armée, la marine et l'armée de l'air – s'efforcent d'employer, à Formose, autant de Formosans que possible. Et ils demandaient enfin que l'état-major de la garnison de Taiwan soit supprimé pour mettre fin aux abus des privilèges militaires. Formose ne devait pas être traitée comme un territoire occupé militairement.

Les réformes affectant le bien-être social réclamaient que les travailleurs soient protégés par la loi et que les leaders et les hommes riches et influents détenus comme « criminels de guerre » et « collaborateurs » soient libérés. Les droits politiques, économiques et sociaux des aborigènes devraient être reconnus.

Au moins trois des « demandes » étaient secondaires et n'étaient présentées que pour donner l'occasion de faire accepter des concessions et des compromis destinés à sauver la face. L'une concernait le camp pour la rééducation politique et d'« autres institutions superflues ». Une autre réclamait le paiement, par le gouvernement central,

de 150 000 tonnes de nourriture exportées après la reddition de 1945. La troisième exigeait un remboursement pour les énormes réserves de sucre qui avait été expédiées de Formose sur ordre du Yuan exécutif lorsque T.V. Soong en était le président. Les Formosans pensaient que ce sucre était stocké dans des entrepôts privés.

En présentant ces « trente-deux demandes » le Comité de règlement était très conscient de son caractère officiel et responsable et qu'il agissait avec beaucoup de retenue à un moment où Chen Yi était impuissant sur le plan militaire et où son gouvernement était paralysé.

Le travail du comité fut sérieusement entravé par les demandes impossibles transmises par des individus ou des groupes qui n'étaient pas autorisés à participer à l'élaboration du programme de réformes qui serait soumis au gouvernement. Il fut considérablement embarrassé par des exigences rendues publiques, par exemple que seuls les Formosans seraient autorisés à porter des armes et que toutes les troupes du gouvernement central devraient être retirées. Il le fut également par les menaces violentes proférées contre des membres du gouvernement qui apparurent sur des tracts et des affiches.

Une réforme – Pas une rébellion

Le 6 mars, la rumeur courut partout que Chen Yi, malgré ses promesses, faisait venir des renforts militaires du continent.

Jusqu'au dernier moment, les leaders, à Taipei et dans les centres où se trouvaient des comités subsidiaires, travaillèrent fiévreusement pour préparer ce raisonnable programme. Il ne comportait aucun ultimatum, aucune menace de déclarer l'indépendance sous la forme « ce sera ça ou bien... ». Des éditoriaux des journaux et des déclarations publiés ce jour-là, nous en citerons deux qui rendent clairement compte des griefs des Formosans :

« D'abord... nous admettons que la cause et le développement de cette affaire reflètent seulement la constante aliénation des sentiments de la population depuis la rétrocession. Ceci explique suffisamment que les mesures politiques et économiques des dix-huit mois qui viennent de s'écouler aient provoqué, dans la population, un mécontentement intense et généralisé et que ces incidents ne soient rien d'autre que l'exutoire d'un tel mécontentement.

Pendant plus d'un an, la frustration de la population n'a fait que croître, et les organisations qui sont à l'écoute de l'opinion publique ont joué leur rôle par leurs rapports, leurs critiques, leurs suggestions ; les autorités ne peuvent donc arguer de leur ignorance. Néanmoins, elles n'y ont pas prêté beaucoup d'attention.

En conséquence, aujourd'hui, nous sommes face à la plus tragique des situations. Maintenant que l'explosion s'est produite, c'est quelque chose qui ne peut plus être dissimulé ; en fait, nous ne pouvons que blâmer les autorités pour leur manque de sensibilité politique. C'est pourquoi nous espérons que, ayant retenu la leçon de ces incidents, elles vont réfléchir sérieusement, vont mettre en œuvre les demandes du Comité de règlement, vont travailler avec nous pour trouver une solution définitive à cette situation, et qu'elles vont également se mettre à l'écoute de l'opinion publique, réformer le gouvernement, restaurer la confiance de la population et faire en sorte que nos six millions de frères de Taiwan rétablissent une relation plus étroite avec le gouvernement, de manière que nous coopérions tous, d'un seul cœur, à la reconstruction de Taiwan.

Nous [les Chinois] ne pouvons que crier à ces six millions de frères de Taiwan que nous sommes tous des Chinois et des descendants de la grande race des Han, que, de par nos origines, nous sommes des frères partageant le même sang, que nous avons été séparés parce que Taiwan est restée pendant un demi-siècle sous la domination du Japon.

En ce moment, juste après la rétrocession, alors que des familles n'ont pas encore été réunifiées… il n'est pas temps d'avoir des sentiments hostiles les uns pour les autres. Il serait encore bien pis de nous tuer les uns les autres ! Qui a raison ou qui a tort importe peu, frères, ce qui est honteux, c'est de nous massacrer mutuellement. Cette action indigne non seulement provoquera la raillerie des étrangers et la joie frénétique des Japonais mais elle ternira à jamais l'histoire de cette île glorieuse… »[7]

Un éditorial, le 6 mars, de l'influent *Min Pao*, de Taipei, faisait remarquer que le Comité de règlement avait adopté le principe de non-discrimination à l'égard des habitants des autres provinces, à condition que les Formosans soient correctement représentés à tous les niveaux de l'administration locale. Lui aussi soulevait la question de la discorde civile :

« Les pays étrangers ont reçu beaucoup d'informations erronées concernant ces incidents. Il y a aussi une fausse interprétation des objectifs et des demandes. Aussi surexcités que les Formosans puissent devenir, leur conviction qu'ils appartiennent à la race chinoise n'en sera pas pour autant modifiée. Puisque nous sommes de la

même race, nous devrions avoir des relations fraternelles. Comment expliquer que nous prenions les armes les uns contre les autres ?

Nous espérons que nos soldats [nationalistes] déposeront leurs armes pour donner à nos compatriotes formosans le moment de calme nécessaire pour débattre et discuter des problèmes que pose la situation. Peut-être que si la Constitution avait été appliquée plus tôt et si la préparation pour l'élection du président de la province et des chefs de districts avait commencé immédiatement, cela eut sans doute contribué à ce qu'une solution soit trouvée à cette situation. »[8]

Tout cela était, bien sûr, destiné à remonter le moral de la population. Au même moment, un radio amateur sur le continent avertissait sans arrêt ses amis à Formose qu'une force punitive avait été rassemblée. Chen Yi avait fixé au 10 mars la date de présentation du programme de réformes. Les Formosans le lui présentèrent le 7 et publièrent le texte. Il fut donc obligé de l'accepter comme un document qu'il allait étudier, mais il insista sur le fait qu'il ne pourrait prendre de décisions que sur des sujets concernant l'administration provinciale ; pour tout ce qui touchait à l'administration nationale, il devrait en référer à Nankin.

Des navires transportant des unités de l'armée nationaliste quittèrent cette nuit même le continent, apportant la solution de Chiang Kai-shek au problème formosan.

Le samedi 8 mars au matin, le Comité de règlement apprit, sans l'ombre d'un doute, qu'une force – très importante et lourdement armée – s'apprêtait à débarquer et que des unités de l'armée nationaliste continuaient de se rassembler à des points d'embarquement, le long de la côte chinoise. De toute évidence, Chen Yi et ses hommes – de même que le gouvernement national – les avaient trahis.

Certains membres commencèrent à se rétracter et à modifier les déclarations qu'ils avaient faites plus tôt dans la semaine, ou à nier qu'ils aient participé à des actions ou des propositions du Comité de règlement après l'incident du 28 février. Mais il était beaucoup trop tard.

XIV
Le massacre de mars

La trahison

A midi, le samedi 8 mars, le général de division Chang Wu-tso, commandant le 4[e] régiment de gendarmerie, se rendit auprès du Comité de règlement, au siège de ce dernier, pour faire la déclaration suivante :

« Je peux garantir qu'il n'y aura pas de troubles si la population n'essaye pas de désarmer les soldats. Je voudrais spécialement insister sur le fait que les demandes pour des réformes politiques dans cette province sont tout à fait convenables.

Le gouvernement central n'enverra pas de troupes à Taiwan. J'implore sincèrement la population de Taiwan de ne pas provoquer le gouvernement central mais de coopérer pour maintenir l'ordre.

Je suis prêt à risquer ma vie pour garantir que le gouvernement central n'entreprendra aucune action militaire contre Taiwan.

Je délivre ce message en raison de mon attachement sincère à cette province et à la nation. J'espère que Taiwan deviendra une province modèle après ces réformes politiques. »[1]

Au milieu de l'après-midi, à Keelung, plusieurs hommes d'affaires étrangers furent surpris et effrayés par le crépitement de mitrailleuses, près des quais du port. Le bruit augmenta et se répandit rapidement dans les rues conduisant au centre de la ville.

Les troupes nationalistes étaient arrivées. Chiang Kai-shek avait promptement répondu aux appels à l'aide de Chen Yi.

Des bateaux, en provenance du continent, étaient ancrés dans le port. Des unités locales, à terre, communiquant par le biais de signaux préalablement convenus, commencèrent à dégager les rues, près des quais. Des coups de feu étaient tirés à tort et à travers, ne visant rien ni personne en particulier.

Une source gouvernementale très crédible nous révéla ultérieurement que 2 000 gendarmes furent d'abord débarqués pour s'assurer le contrôle des quais, suivis ensuite par 8 000 soldats des troupes régulières. En même temps, 3 000 hommes débarquaient à Kaohsiung du

bateau *Hai Ping*. Ces troupes étaient pourvues d'équipements adéquats, pour la plupart d'origine américaine. Maintenant, c'était la Chine, mais une peinture hâtive ne pouvait cacher les lettres d'origine, clairement marquées, sur les véhicules.

Etait-ce là la réponse américaine aux demandes d'aide des Formosans ?

Dans la soirée, après dîner, nous étions assis, discutant avec des amis des redoutables implications de ce qui s'était passé à Keelung, lorsque, brusquement, le silence de la nuit fut brisé. Le bruit de crécelle de coups de feu nous parvint du boulevard, pas très éloigné, qui conduisait du nord au centre de la ville. Aussitôt après – ce fut une question de minutes – des camions de l'armée nationaliste roulèrent lentement dans la rue, devant notre maison. Il en partait une grêle de balles de mitrailleuses tirées au hasard dans la nuit, cassant des vitres, passant à travers les murs et ricochant dans les allées sombres.

Dans la nuit, on pouvait entendre le bruit des fusils et des mitrailleuses partout dans la ville. Les troupes étaient arrivées de Keelung.

Ce devait être la réponse du gouvernement aux propositions de réformes. L'aube de ce dimanche ouvrit une semaine de pure terreur pour les Formosans.

Pendant une accalmie de l'action sur notre boulevard, nous nous dirigeâmes vers l'hôpital de la mission Mackay, situé très près, pour rejoindre là le directeur de l'USIS, sa femme et son bébé, et d'autres étrangers qui pensaient que la vaste enceinte de la mission, entourée de murs, offrirait une meilleure sécurité contre les rafales tirées au hasard dans les rues.

D'une fenêtre au sommet du bâtiment, nous vîmes les soldats nationalistes en action dans les allées adjacentes. Nous vîmes des Formosans recevoir des coups de baïonnettes sans la moindre provocation. Un homme fut, devant nos yeux, dépouillé de ce qu'il possédait puis abattu et transpercé d'un coup de baïonnette. Un autre courut dans la rue, à la poursuite de soldats qui entraînaient une jeune fille de sa maison, et il fut aussi abattu sous nos yeux.

Ce spectacle écœurant n'était qu'un très petit échantillon du massacre qui se produisit dans toute la ville, celui dont on pouvait être le témoin depuis une seule fenêtre d'un étage élevé d'une maison plutôt isolée. La ville était pleine de soldats.

A un moment donné, de notre position privilégiée, nous vîmes l'infirmière canadienne responsable de l'hôpital (Mlle Hildur Hermanson) se précipiter dehors accompagnée de deux infirmières taiwanaises et de trois assistants portant des civières. Avec un grand courage, ils traversèrent le boulevard et entrèrent dans un labyrinthe de petites allées Ils revinrent très vite, portant un blessé à l'agonie. Au moment où ils entraient dans le bâtiment de l'hôpital, des soldats leur tirèrent dessus depuis la rue, mais manquèrent les infirmières, atteignant seulement une partie de la corniche, juste au-dessous d'un grand drapeau canadien. Cette fois-ci, il n'y eut aucune annonce officielle par radio disant que les troupes nationalistes avaient attaqué un hôpital de la mission canadienne.

Pendant tout ce sinistre dimanche, des victimes furent amenées dans l'enceinte de la mission. Certaines avaient été atteintes par balle, d'autres littéralement taillées en pièces. Un professeur formosan bien connu, avait reçu une balle dans le dos alors qu'elle essayait de rentrer chez elle, et on l'avait volée lorsqu'elle était étendue dans la rue, avant que quelqu'un réussisse à la conduire à l'hôpital tout proche.

La nuit vint, mais pas le repos ; on continuait d'entendre des coups de feu, et ils furent particulièrement intenses dans la soirée, dans le quartier de Manka, très pauvre et très densément peuplé.

Qu'allions-nous voir, le jour suivant ?

Le point de vue du général Chen sur la situation, le lundi matin

L'état-major de la garnison publia un communiqué ambigu disant que « toutes les organisations illégales doivent être abolies avant le 10 mars et que les défilés et les rassemblements sont interdits ».[2] Seul le journal du gouvernement, le *Hsin Sheng Pao*, fut publié le 10 mars.

Avec le débarquement des troupes, le gouverneur général Chen et ses hommes de main avaient brusquement retrouvé tout leur courage. Chen mit maintenant en avant une version des faits selon laquelle toutes ces actions constituaient une rébellion dirigée, non pas contre lui, mais contre le gouvernement central et Chiang Kai-shek. Etant donné le caractère vindicatif de Chiang, cette ligne ne pouvait qu'obtenir son total soutien pour ce qui allait se produire ; c'était, une fois de plus, un « règlement à la Fukien ».

Le 10 mars, le général Chen fit la déclaration suivante, à la presse et à la population :

« Dans l'après-midi du 2 mars, j'ai déclaré à la radio que des membres des CPP au niveau national, provincial et municipal, représentant Taiwan à l'Assemblée nationale, et des représentants de la société civile pourraient créer conjointement un comité pour recueillir l'opinion de la population concernant les moyens d'apporter un soulagement après l'incident du 28 février.

De manière inattendue, le comité, depuis sa formation, ne s'est nullement préoccupé de mettre en œuvre ces moyens, par exemple des soins médicaux aux blessés, des compensations pour ceux qui avaient perdu la vie, etc. Tout au contraire, il a agi en outrepassant ses prérogatives provinciales et, le 7 mars, il est allé jusqu'à présenter un plan de règlement contenant des éléments de rébellion. C'est la raison pour laquelle ce comité (y compris les comités subsidiaires des villes et des hsien – districts –) devra être aboli. Désormais, les opinions et les projets de réformes politiques concernant la province pourront être présentés par le CPP provincial et ceux concernant les hsien et les municipalités par leurs CPP respectifs. Les gens qui ont des opinions peuvent les faire valoir par écrit auprès des CPP ou auprès du gouvernement général. »[3]

Alors que le massacre aveugle atteignait des sommets à Taipei, le gouverneur général prononça une autre adresse radiodiffusée :

« Compatriotes de Taiwan,

J'ai déclaré hier, à nouveau, une loi martiale temporaire. Maintenant, avec la plus complète sincérité, je souhaiterais dire à nos frères généreux et vertueux qui constituent la vaste majorité de la population de l'île que j'ai décidé d'appliquer cette loi martiale uniquement pour leur protection. Vous ne devez pas écouter les rumeurs propagées par les malfaisants. Vous ne devez pas être soupçonneux ou effrayés. Aucun mal ne sera fait à nos frères qui respectent la loi. Vous devez vous sentir en sécurité.

J'ai déclaré la loi martiale uniquement pour faire face au très petit nombre de désespérés et de rebelles. Aussi longtemps qu'ils ne seront pas éliminés, il ne pourra y avoir de paix pour nos frères honnêtes.

Depuis que s'est produit l'incident du 28 février, j'ai fait trois déclarations à la radio. Pour ce qui concerne l'incident lui-même, j'ai traduit devant un tribunal l'agent du Monopole qui a causé la mort de ces personnes, les familles des tués ont

été indemnisées et on a pris soin des blessés qui ont aussi reçu des compensations ; ceux qui ont pris part aux violences [contre les employés chinois du Monopole] n'ont pas été poursuivis.

S'agissant des réformes politiques, j'ai promis que le gouvernement général pourrait être réformé pour accueillir autant de gens que possible originaires de la province, que les maires et les chefs de districts pourraient être élus par le peuple et que d'autres réformes politiques pourraient être discutées et éventuellement appliquées, ultérieurement et en accord avec la loi. Ainsi, ce qui était attendu et demandé par la majorité de la population, à condition que ce soit dans les limites de la loi, a été pratiquement accepté. Je crois que désormais l'ordre sera complètement restauré et qu'il n'y aura pas d'autres troubles.

Toutefois, depuis que la loi martiale a été levée, le 1er mars, le pillage des propriétés, le vol d'armes et le saccage des organisations gouvernementales et des entrepôts a continué de se produire à Taipei, et des déclarations contre l'Etat ont été publiquement faites. Dans d'autres endroits également, des pillages, des vols d'armes, des arrestations d'agents du gouvernement et la mise à sac d'institutions gouvernementales ont eu lieu. Pensez-vous, je vous le demande, que ces actes sont acceptables et légaux ? Je crois que chacun d'entre vous, mes chers compatriotes, se rendra compte que de telles actions, loin d'être légales, participent en fait d'une rébellion.

Mes chers compatriotes, depuis l'incident du 28 février, ce que vous avez voulu résoudre, c'est le problème des meurtres commis par le personnel du Monopole et la question des réformes politiques.

Mais une petite minorité rebelle de voyous et de gangsters a saisi l'occasion de cette situation pour inventer des rumeurs, semer les semences de la discorde, colporter des mensonges, et proférer des menaces, de manière à atteindre les objectifs de leur complot. Tous les bons citoyens ont terriblement souffert pendant ces dix derniers jours.

Mes chers compatriotes, ces voyous et ces gangsters sont la seule cause de vos souffrances. Pour les soulager, le gouvernement ne peut faire autrement que de déclarer la loi martiale de manière à éliminer ces gangsters qui ont provoqué vos malheurs. J'espère que vous comprendrez parfaitement ce point.

Le transfert de troupes nationales à Taiwan n'a été décidé que pour la protection de la population de la province et pour l'élimination des émeutiers et des rebelles, et pour aucune autre raison. Il n'y a qu'un nombre extrêmement limité de rebelles dans cette province, la plupart des habitants sont de braves et honnêtes gens, et, de différentes manières, ils ont pris soin de ceux, originaires

d'autres provinces, qui ont été battus. J'ai beaucoup apprécié de telles manifestations de fraternité. *

A ces braves gens de Taiwan, j'exprime ma sincère gratitude. J'espère qu'ils feront preuve de courage, qu'ils montreront leur sens moral et qu'ils auront, les uns pour les autres, des sentiments fraternels dans le but de construire une nouvelle Taiwan. »[4]

Les paroles apaisantes du gouverneur furent imprimées sous forme de tracts qui furent dispersés par avion sur les villes de l'île. Cette déclaration constitua le cadre de référence à l'intérieur duquel le gouvernement local et le gouvernement national développèrent plus tard leurs propres explications de l'incident du 28 février et de ses répercussions. « Une poignée de gangsters malfaisants avait terrorisé l'île au cours de la première semaine de mars et s'était rebellée contre le gouvernement chinois ; des troupes chinoises nationalistes avaient été envoyées pour protéger les braves gens, et maintenant elles étaient occupées à soulager et secourir tous les Formosans droits et honnêtes. »

Les bas-côtés des routes, les rives des fleuves et les quais des ports étaient, au même moment, semés de cadavres et les troupes nationalistes se répandaient dans la campagne pour apporter « la paix et la protection », *à la Kuomintang.* **

Ce que virent les étrangers indésirables

Dans les jours qui suivirent, lorsque les membres de l'UNRRA, les missionnaires, les hommes d'affaires étrangers et nos agents du consulat purent se rencontrer et comparer les notes qu'ils avaient prises pendant cette semaine, on constata que les histoires étaient presque les mêmes, dans toutes les parties de l'île. Le gouvernement avait décidé de pratiquer une politique de pure terreur. Quiconque essayait de se

* Ceci est sans doute une allusion à la protection accordée à Yen Chia-kan, commissaire pour le Logement, à Taichung, par le très connu Lim Hsien-tang, qui le recueillit dans sa maison. Ou peut-être est-ce une référence à l'aide apportée au gouverneur par ces honnêtes Formosans, natifs de l'île, tels que Huang Chao-chin, qui le servit si bien lors des réunions du Comité de règlement.

** En français dans le texte.

cacher ou de fuir, était condamné. Par exemple, un étranger vit un adolescent roulant à toute allure à bicyclette dans les rues, cherchant de toute évidence à rentrer chez lui ou, peut-être à transmettre un message à ses grands-parents. Il fut jeté à bas de sa bicyclette et forcé ensuite de présenter ses mains qui furent cruellement lacérées ; après quoi les soldats s'en allèrent avec le vélo, laissant l'adolescent, qui saignait, seul dans la rue.

Les pillages commencèrent immédiatement. Ce devint un comportement habituel, chez les soldats, de frapper aux portes fermées et d'abattre toute personne qui se risquait à leur ouvrir. Les autres occupants de la maison étaient très chanceux s'ils parvenaient à s'échapper sans être blessés.

La nuit du dimanche, ma maison fut remplie d'amis cherchant un refuge que je leur donnai avec plaisir. C'était, bien sûr, « irrégulier ». Pendant toute la semaine suivante, nous reçûmes un flot ininterrompu de messages, de questions et de supplications, adressés aux membres de la communauté étrangère. Tous les membres de l'UNRRA et la plupart de ceux de la communauté consulaire avaient la mort dans l'âme et éprouvaient des sentiments d'amertume et de colère.

Le gouvernement entreprit immédiatement de rechercher les membres du Comité de règlement et tous ceux, journalistes, avocats, médecins ou hommes d'affaires, qui avaient pris une part active à la préparation du programme de réformes. Certains furent tués avec une extrême brutalité. Contrairement aux quelques communistes locaux, les leaders formosans ne savaient pratiquement pas comment fuir ou se cacher. Quelques-uns réussirent brièvement à ne pas être pris, se dissimulant dans les villages ou dans les collines alentour, et un petit nombre put quitter le pays. La majorité, toutefois, fut rapidement arrêtée.

On pense que Wang Tien-teng, le président du comité, fut exécuté le 13 mars. Tan Gim, un banquier diplômé de l'Université Columbia et dirigeant d'une grande société financière, fut tiré de son lit de malade et supprimé. Le rédacteur en chef du *Min Pao*, Lin Mou-sheng, également diplômé de l'Université Columbia et ancien professeur d'anglais et d'allemand, fut traîné, nu, hors de chez lui et disparut dans la nuit ; on ne le revit jamais. Gan Kin-en, propriétaire et directeur d'une importante compagnie minière, fut pris et tué.

Un membre du comité, toutefois, Huang Chao-chin, non seulement sortit sans une égratignure des « incidents du 2-28 », mais aussi passablement enrichi. Il fut nommé président du conseil d'administration de la First Commercial Bank de Taiwan, il resta président de l'Assemblée provinciale de Taiwan et il devint membre du comité central du parti nationaliste. Il acquit un statut presque professionnel de « Formosan représentatif », dont tous les visiteurs américains devaient connaître les vues. Il devint très utile, ultérieurement, pour expliquer les « incidents ».

Le 11 mars, je fus informé, par une source formosane extrêmement fiable, que, pendant que le Comité de règlement était très occupé, la semaine précédente, un nombre important d'hommes jeunes, estimant qu'il était inutile de traiter avec Chen Yi, avait entrepris de mettre sur pied une organisation clandestine. Quand les troupes commencèrent à débarquer, le samedi matin, ces hommes étaient beaucoup mieux préparés pour échapper aux soldats. Alors que les leaders plus âgés et plus conservateurs étaient arrêtés, torturés et tués, les leaders du groupe de résistance, plus déterminés, réussirent à se cacher et, finalement, à se réfugier à Hong Kong, à Shanghai ou au Japon, où ils avaient établi des contacts.

Les membres des organisations de jeunesse venaient immédiatement après ceux du comité sur la liste que Chen Yi avait établi pour assouvir sa vengeance, et tout particulièrement le « corps loyal », formé de professeurs et d'étudiants qui s'étaient portés volontaires pour remplacer les policiers originaires du continent quand ces derniers abandonnèrent leurs postes, le 1er mars.

Leurs noms étant sur les listes du corps, ils furent systématiquement pourchassés. Si un étudiant n'était pas immédiatement trouvé, soit un membre de sa famille, soit un autre étudiant, était pris comme otage ou tué à sa place. Des ordres furent donnés intimant que toutes les armes devaient être remises aux autorités avant une date limite. Mais, simultanément, des ordres non moins comminatoires, interdisaient à quiconque de transporter une arme dans les rues. Comment, dès lors, un jeune étudiant pouvait-il, de bonne foi, obéir à des ordres aussi contradictoires ? Si une arme était trouvée lors d'une fouille, toute la maisonnée pouvait terriblement en souffrir et le jeune étudiant responsable courait de grands risques d'être exécuté. Mais s'il était découvert

dans les rues transportant une arme qui lui avait été donnée par le corps et qu'il allait remettre aux autorités, il était non moins certain d'être liquidé.

Après trois jours de fusillades au hasard et de « baïonnettages » dans les rues de Taipei, les forces du gouvernement commencèrent à s'attaquer aux faubourgs et aux régions rurales. Des mitrailleuses, montées sur des camions qui parcouraient les routes sur une cinquantaine de kilomètres autour de Taipei, tiraient indistinctement dans les rues des villages pour briser tout esprit de résistance qui pourrait subsister et pour préparer le terrain à une fouille systématique, maison par maison. La chasse à l'homme s'étendit à toutes les collines entourant Taipei.

Après une dizaine de jours, vers le 17 mars, il devint tout à fait évident qu'il s'agissait d'opérations de terreur et de vengeance. Les premiers qui devaient être éliminés étaient tous les critiques, connus et populaires, du gouvernement. Ensuite, venaient les membres du Comité de règlement et leurs principaux collaborateurs, tous les jeunes gens qui avaient fait partie de ces forces de police intérimaires à Taipei, les étudiants des lycées, leurs professeurs, les avocats, ceux qui jouaient un rôle dirigeant dans l'économie, les membres des familles influentes et, enfin, tous ceux qui, au cours des dix-huit derniers mois avaient offensé un Chinois du continent, lui faisant « perdre la face ». Le 16 mars, on rapporta que tous ceux qui parlaient assez bien anglais, ou qui entretenaient des relations étroites avec des étrangers, seraient arrêtés pour être soumis à un « examen ».

Beaucoup de Chinois du continent furent, bien sûr, choqués par la brutalité de cette campagne, mais peu furent surpris. Une personne éminente, visiblement émue, me dit qu'elle avait été témoin du tristement célèbre « viol de Nankin » par les Japonais, en 1937, mais que ce qui se produisait maintenant le surpassait, car ce viol de Nankin était une conséquence de la guerre, une explosion de passion en temps de guerre, tandis qu'il s'agissait ici d'une vengeance froide et calculée, perpétrée par le gouvernement nationaliste sur son propre peuple.

Le gouvernement nationaliste voudrait que le monde oublie les massacres de mars. De hautes personnalités nationalistes ont, depuis, continué à mettre le sujet sous le tapis en prétendant que ce n'est que de la propagande – communiste, bien sûr – oubliant qu'il y eut des témoins étrangers dans toutes les parties de l'île.

La chasse vindicative faite aux étudiants par Chen Yi n'était qu'une répétition de sa conduite précédente dans la province de Fukien, où il perpétra de semblables atrocités. Les Chinois du continent redoutent généralement toute confrontation avec des troupes japonaises ou avec des forces efficacement entraînées par les Japonais. Avec les étudiants de Formose, les nationalistes étaient non seulement confrontés à des jeunes gens impétueux qui étaient les leaders potentiels de leur communauté (comme les étudiants du Fukien l'avaient été) mais aussi à un corps important d'étudiants qui avaient subi des années de manœuvres et d'entraînement sérieux par des instructeurs japonais. Ils représentaient une double menace. De surcroît, les plus hauts gradés dans la génération militaire de Chen Yi étaient – et restent – fondamentalement anti-intellectuels. Les seigneurs de la guerre se méfient des intellectuels « brillants ».

Nous vîmes des étudiants, ligotés ensemble, être conduits au lieu de leur exécution, généralement le long des rivières ou des fossés autour de Taipei, ou sur le bord de mer à Keelung. Un étranger compta plus de trente corps de jeunes gens – portant l'uniforme des étudiants – étendus le long d'une route, à l'est de Taipei ; leurs nez et leurs oreilles avaient été tranchés ou tailladés, et plusieurs avaient été émasculés. Deux étudiants décapités gisaient près de ma porte. Des corps, que personne ne venait chercher, étaient abandonnés sur le bas-côté de la route, près des bâtiments de la mission.

Si ceux qui recherchaient les personnes qui figuraient sur une liste qu'ils avaient en main, ne trouvaient pas un jeune homme chez lui, un membre quelconque de sa famille – un père, un grand-père, ou un frère – était arrêté et emmené de force. Les familles étaient trop terrifiées pour rechercher ceux qui manquaient ou trop troublées pour savoir où leurs corps pourraient être trouvés.

On rapporta que cinquante étudiants avaient été tués à Sungshan et trente à Peitou, la seule nuit du 9 mars. Le 13 mars, on me transmit un rapport (que je considère comme fiable) indiquant que plus de 700 étudiants avaient été arrêtés à Taipei dans les cinq jours précédents.

La comptable de l'UNRRA (une courageuse jeune femme de Nouvelle-Zélande, Mlle Louise Tomsett) se rendit à Taipei, à Keelung et à Tamsui et fit un rapport sur la situation à Peitou, où se trouvait la résidence de l'UNRRA :

« Je ne vins pas à Taipei avant mardi… arrivée au bureau, j'appelai l'hôpital MacKay… Partout, on me raconta des histoires de pillage, de fusillades, de meurtres et de viols, et [je vis] des camions, sur lesquels étaient montées des mitrailleuses, et remplis de soldats lourdement armés, patrouillant dans la ville. On décida alors qu'il serait sans doute nécessaire que nous quittions l'île et on me demanda de… rencontrer le consul britannique [Geoffrey Tingle, à Tamsui], pour savoir si on pourrait laisser chez lui des bagages lourds. Jim Woodruff m'y conduisit…

Le même soir, Hokuto [Peitou] semblait avoir subi un raid, et une intense fusillade se poursuivit pendant une demi-heure ; après cela, des soldats chinois fouillèrent systématiquement les bas-côtés de la route et les buissons jusqu'au-delà [de la résidence de l'UNRRA]. Un grand nombre de Taiwanais se dirigeaient vers les collines et lors des quelques marches que je fis, je rencontrai des gens vivant dans des grottes. Un homme m'expliqua que des soldats avaient abattu son père et qu'il avait conduit sa famille en dehors de la ville pour la mettre un peu en sécurité. Apparemment, les soldats débusquaient certains réfugiés puisque souvent – surtout la nuit – on entendait de brèves rafales.

Vers la fin de la semaine, je me rendis à Keelung. Des bâtiments avaient été endommagés et les Taiwanais avec lesquels j'ai discuté m'ont parlé de pillages et de fusillades à grande échelle. J'ai vu de mes yeux des policiers chinois traîner les corps de deux hommes qui avaient été abattus, et les Taiwanais qui se tenaient pas très loin me dirent que de très nombreux cadavres avaient été retirés du port au cours de la semaine précédente ». [5]

Pendant des jours, des morts continuèrent de s'échouer dans le port de Keelung. Les quais et les plages étroites étaient des endroits de choix pour les exécutions. La soldatesque nationaliste, dans son ignorance, espérait sans doute que la mer ferait disparaître les corps, mais ils flottaient simplement, au gré des marées et des courants, dans l'enceinte close du port. Les étrangers remarquèrent des petits bateaux fouillant le port, remorquant des corps jusqu'à des endroits où des familles éplorées attendaient pour reconnaître leurs fils et leurs frères disparus. Les estimations varient sur le nombre de personnes tuées à Keelung seule au cours de ces quelques jours, mais le chiffre le plus bas s'élève à 300 morts et il n'y a aucune raison de douter qu'il s'agit là d'un chiffre minimum.

Alors qu'il se dirigeait en voiture vers Taipei, le Dr Hirschy, de l'UNRRA, vit un jour un homme blessé, étendu sur la chaussée, deman-

dant de l'aide. Bien qu'il fût interdit de s'arrêter lorsqu'on circulait près de Taipei, lui et son assistant prirent ce risque. Un officier chinois et ses hommes se tenaient à proximité. Hirschy demanda la permission de conduire cet homme à l'hôpital. L'officier refusa mais, pour sauver la face, promit de le faire envoyer immédiatement. Six heures plus tard, quand le Dr Hirschy revint par la même route, le Formosan était toujours là, mort.

Le 10 mars, le directeur par intérim de l'UNRRA (un Français, M. Paul Clément) se rendit, pour des raisons professionnelles, à l'état-major de l'armée nationaliste à Taipei et là, dans la cour intérieure, il vit quinze Formosans bien habillés, ligotés, à genoux, le cou dégagé, attendant d'être exécutés. A l'autre extrémité de l'île, M. Allen Shackleton, de Nouvelle-Zélande, se rendit au haut commandement de la garnison locale, à Kaohsiung, pour tenter de négocier une trêve, ou une mesure équivalente, au moment où étaient commis des actes de vengeance et de représailles d'une atrocité inégalée. Le général Peng Meng-chi était le commandant de la garnison. Dans l'enceinte des bâtiments du haut commandement, Shackleton reconnut un Formosan de ses amis, un homme modéré qui avait fait tout ce qu'il avait pu pour prévenir l'explosion du conflit entre les Formosans et les Chinois du continent, mais qui était maintenant détenu comme « rebelle ». Son crime, bien sûr, était d'être un important notable local qui avait beaucoup d'influence sur la communauté de Kaohsiung. Shackleton et son interprète remarquèrent qu'il était cruellement ligoté. Des fils de fer étaient enroulés autour de son cou de telle façon qu'il devait tenir sa tête en arrière dans une position insupportablement douloureuse; quand il cherchait à la bouger, la baïonnette de son garde lui blessait le nez. Il était évident qu'il était condamné.

Les atrocités perpétrées à Kaohsiung furent encore (si c'est possible) plus révoltantes que les exécutions de masse et les tortures pratiquées à Taipei pour débarrasser le gouvernement de ses critiques les plus directs. De ces horreurs, le général Peng Meng-chi est responsable. Le Generalissimo l'a depuis nommé commandant en chef de l'armée nationaliste chinoise, mais partout dans Formose on parle de lui à mots couverts comme du « boucher de Kaohsiung ».

A la fin de la semaine du 10 mars, on commença de remarquer que la vengeance était la raison principale de la terreur. Tout Formosan qui,

au cours des dix-huit mois précédent, avait fait perdre sérieusement la face à un nouveau venu était maintenant une proie rêvée si le Chinois du continent offensé réussissait à persuader un soldat, un gendarme ou un policier de passer à l'action. Tout fonctionnaire du gouvernement qui en voulait à quelqu'un pouvait se venger.

Le 15 mars, la femme d'un de mes anciens étudiants, accompagnée de ses deux très jeunes enfants, vint me voir. Son mari, devenu l'un de mes amis, avait offensé quelqu'un, au début de 1946, en essayant de révéler un cas de corruption dans un bureau du gouvernement. Il n'avait pas joué un grand rôle dans les activités du Comité de règlement, parce qu'il savait qu'il était déjà inscrit sur une liste noire. Maintenant, il avait été arrêté et avant de disparaître à jamais il avait envoyé sa petite famille au consulat américain, certain qu'elle trouverait là une protection. Nous dûmes les renvoyer.

Le procureur public – un Formosan – qui avait conduit l'accusation contre des officiers de police du continent coupables de meurtres à Taichung, en 1946, fut arrêté par les condamnés eux-mêmes, qui avaient été relâchés après le 8 mars. Le procureur fut tué. Le juge formosan qui avait présidé au procès fut traîné hors du palais de justice où était son bureau et on rapporta qu'il avait lui aussi été tué. Le médecin de Tainan très connu qui avait critiqué le maire de cette ville au cours d'une vive confrontation fut massacré.

Au fur et à mesure que la terreur progressait, il n'était même plus besoin d'avoir eu de minuscules dissensions avec le gouvernement pour « justifier » un meurtre par vengeance. L'avocat formosan qui avait obtenu l'acquittement du gynécologue japonais, à la fin de 1945, fut arrêté et fusillé. A Keelung, un employé subalterne de la Compagnie de navigation de Taiwan (un comptable) fut traîné dans la rue, en face des bureaux, et fusillé là, devant ses collègues rassemblés ; il avait offensé le directeur – un Chinois du continent influent –, à la fin de 1945, quand il s'était moqué de lui et l'avait critiqué pour la façon très maladroite dont il apprenait à conduire une voiture.

A Kaohsiung, il y eut des cas dans lesquels les familles des victimes furent contraintes d'assister à de brutales exécutions dans les rues. Les nuits de Taipei étaient sinistres en raison des coups de feu, des cris, et quelquefois des supplications des victimes qu'on entendait alors qu'elles étaient entraînées par la soldatesque au long des rues obscures.

En quelques occasions, des hommes menacés de mort réussirent à acheter leur liberté. Un Formosan qui avait révélé des spéculations irrégulières portant sur vingt millions de yens dans une compagnie textile gérée par le gouvernement fut arrêté mais relâché lorsque son père intercéda auprès de Pao Ko-yung, commissaire pour les Mines et l'Industrie, faisant valoir que son fils avait une fois rendu un service à Pao ; mais de tels cas d'interventions favorables furent rares.

A Tamsui, le consul britannique et ses collaborateurs furent les témoins du commencement de la terreur dans cette petite ville du bord de mer. Plusieurs hommes furent exécutés près du jardin du consulat. Un père raconta que son fils – un élève de lycée – avait été tué et deux de ses compagnons grièvement blessés par une patrouille volante. Quand le père envoya un autre fils, plus âgé, pour réclamer le corps, ce fils fut arrêté et ni son corps ni celui de son frère ne furent rendus à la famille jusqu'à ce qu'il paye 3 000 yens de Taiwan aux soldats nationalistes qui contrôlaient maintenant la ville.

Les médecins et les infirmières travaillant à l'hôpital dans le service d'urgence entendirent d'innombrables récits dont ils avaient les preuves, ensanglantées, sous les yeux. Le médecin chef de l'UNRRA écrivit plus tard :

« De jeunes garçons furent abattus alors qu'ils roulaient à bicyclette. Un homme qui était assis chez lui et lisait le journal fut dépouillé de son argent, de sa montre et d'une bague qu'il portait sur lui, par des soldats qui pénétrèrent dans sa maison et lui tirèrent ensuite dans le dos. Le matin suivant, alors que sa famille l'emmenait sur une civière à l'hôpital, on leur tira dessus, même après qu'ils eurent franchi le portail d'entrée de l'hôpital, qui faisait partie de la mission canadienne... Un homme qui revenait de son travail fut arrêté par des soldats qui lui demandèrent de lever les bras et se mirent à le fouiller. Ne trouvant pas d'argent, ils lui percèrent la jambe avec une baïonnette ; il tomba à terre et ne put pas se relever quand ils le lui demandèrent. Ils lui tirèrent alors une balle dans la tête et s'en allèrent. Mais ils lui avaient seulement touché l'oreille et, le jour suivant, il put raconter à l'hôpital ce qui lui était arrivé. Le gouverneur Chen Yi annonça par radio que tout était rentré dans l'ordre et il demanda à tous les Formosans de rouvrir leurs boutiques et de reprendre le travail. Le matin suivant, une demi-douzaine d'entre eux poussaient une charrette de poissons en direction du marché lorsque des troupes chinoises ouvrirent le feu sur eux depuis les bas-côtés de la route, les tuant ou les blessant.

Dans la ville de Pingtung, où on avait joué « La bannière étoilée » sur un phonographe pour célébrer le commencement de la brève période d'autonomie politique, le groupe entier des 45 Formosans qui avaient été impliqués, à différents moments, dans le gouvernement local furent emmenés sur le proche terrain d'aviation d'où, plus tard, on entendit partir une série de coups de feu. Un Formosan, qui représentait les familles de toutes ces personnes, se présenta au commandant militaire pour intercéder en leur faveur et demander qu'ils soient épargnés. Il fut emmené sur une place publique et, après que sa femme et ses enfants eurent été appelés pour y assister, il fut décapité pour servir d'exemple au reste de la population et lui faire comprendre de ne pas se mêler d'affaires qui ne la concernaient pas ».[6]

Ce même médecin rapporta les évènements de Gilam, au sud-est de Keelung, où, pendant le soulèvement, le maire chinois, ses collaborateurs et tous les militaires et policiers chinois se cachèrent dans la montagne. En leur absence, les citoyens les plus en vue prirent en main les affaires publiques. Un médecin formosan – chirurgien et directeur de l'hôpital local qui avait été rénové par l'UNRRA – joua un rôle majeur dans le comité des citoyens créé pour administrer la communauté, tous les fonctionnaires chinois du continent ayant disparu. Mais lorsque les troupes de Chiang arrivèrent, le maire chinois et ses hommes réapparurent. De nombreux citoyens locaux furent arrêtés. Le directeur de l'hôpital, un autre médecin, cinq de ses collègues importants du comité, et plus d'une centaine de Formosans « ordinaires » furent alors exécutés.

Jusqu'à la fin, certains espérèrent que les Etats-Unis interviendraient, à Nankin ou sur l'île, pour mettre un terme à cette vengeance du Generalissimo. De nombreux membres de l'UNRRA étaient les témoins de cet espoir persistant, né du désespoir, et je n'oublierai jamais cet appel silencieux que je lus dans les yeux de quatre jeunes hommes, bien habillés, qui passèrent devant ma porte et devant le protecteur drapeau américain, à midi, le 13 mars. Ils étaient attachés les uns aux autres par des cordes reliées à des fils de fer enroulés autour de leurs cous, leurs bras étaient ligotés et on les emmenait rapidement vers le lieu de leur exécution sur les berges de la Keelung, qui se trouvait à proximité. Le soldat nationaliste dépenaillé qui les poussait de la pointe de sa baïonnette vit le drapeau américain sur ma jeep et me fit le salut le plus martial qu'il put. Là, résidait la trahison en ses termes les plus simples ; les Formo-

sans nous appelaient à l'aide, nous armions et financions les nationalistes, et ces mêmes nationalistes faisaient tout leur possible pour qu'il n'y ait plus jamais d'appels à la « démocratie » américaine.

Avant que nous n'abordions la position américaine dans cette sombre et sanglante affaire, il nous faut examiner la « solution » personnelle de Chiang Kai-shek.

Les vues du Generalissimo sur les évènements de Formose

S'il y avait encore des Formosans parmi lesquels le gouvernement central conservait encore un peu de crédit, ils allaient perdre leurs dernières illusions.

Le 10 mars, à Nankin, (moins de deux jours après que les troupes furent arrivées à Formose) le Generalissimo se leva en face des membres du service commémoratif hebdomadaire (une cérémonie suivie tous les lundis dans tout le pays) pour défendre Chen Yi et les autres membres du gouvernement contre toute critique publique. Comme d'habitude, il mit l'étiquette de « communistes » sur tous ceux qui avaient critiqué son administration. Voici le texte :

« Etant donné que la cause du malheureux incident qui s'est produit à Taiwan a fait l'objet de plusieurs articles dans différents journaux, je n'ai pas besoin de l'expliquer ici en détails. En fait, depuis la rétrocession de Taiwan, l'année dernière, le gouvernement central, soucieux de l'ordre public, n'a pas choisi d'envoyer et de maintenir là-bas d'importantes forces régulières. L'ordre public a été entièrement confié à de petits détachements de gendarmes et de policiers.

Au cours de l'année dernière, nos compatriotes de Taiwan, travaillant dans le domaine de l'agriculture, du commerce ou de l'éducation, ont sincèrement montré qu'ils étaient respectueux de la loi et qu'ils soutenaient le gouvernement central. Leur patriotisme et leur dignité n'ont jamais été moins affirmés que chez nos compatriotes dans n'importe quelle autre province.

Récemment, toutefois, des Taiwanais qui avaient été précédemment enrôlés par les Japonais, envoyés dans les mers du sud et avaient participé à la guerre, et dont certains étaient communistes, saisirent l'occasion des troubles causés par la tentative des agents du bureau du Monopole de contrôler les marchands de cigarette à la sauvette, pour soulever la population. Ils fomentèrent ainsi des émeutes et soumirent des demandes pour réformer le gouvernement.

Etant donné que la Constitution va bientôt être approuvée et que, en outre, il est absolument nécessaire que l'administration de Taiwan soit remise sur le droit chemin, le gouvernement central a décidé d'accorder au gouvernement local autant d'autorité qu'il peut en avoir selon les termes de la Constitution. Le gouverneur, le général Chen, a déjà déclaré, conformément aux instructions du gouvernement central, que le gouvernement général de Taiwan serait transformé ultérieurement en une administration provinciale régulière et que les préfets seraient, après un certain temps, élus par la population. Tous les Taiwanais furent très satisfaits de cette déclaration. Ce malheureux incident était donc réglé. Mais, de manière inattendue, le dénommé Comité de règlement de l'incident du 28 février avança brusquement des propositions impossibles à satisfaire, incluant la demande que le commandement de la garnison de Taiwan soit supprimé, que les armes soient remises au comité pour être gardées en sécurité, que les personnels de l'armée et de la marine à Taiwan soient tous des Taiwanais. Naturellement, le gouvernement central ne peut consentir à de telles demandes qui excèdent les prérogatives locales de la province. De surcroît, des actions violentes, par exemple l'attaque de certaines agences du gouvernement, ont été commises hier [9 mars].

Aussi, le gouvernement central a-t-il décidé d'envoyer des troupes à Taiwan dans le but d'y maintenir la paix et l'ordre public. Selon les rapports que nous avons reçus, ces troupes ont débarqué à Keelung, hier soir, sans encombre et en bon ordre. Je pense que la situation va très bientôt redevenir normale. En même temps, de hauts responsables vont être envoyés pour aider le gouverneur Chen à régler cet incident.

J'ai aussi donné l'ordre strict aux personnels de l'armée et de l'administration à Taiwan d'attendre calmement l'arrivée de ces responsables, envoyés spécialement du gouvernement central pour normaliser la situation, et de ne pas recourir à des actions de vengeance, de manière que nos compatriotes de Taiwan puissent rester unis et collaborer de façon amicale.

J'espère que tous les Taiwanais seront pleinement conscients de leurs devoirs à l'égard de notre mère patrie et qu'ils observeront une stricte discipline de manière à ne pas devenir les instruments de groupes de traîtres et à ne pas être la risée des Japonais. J'espère que les Taiwanais se garderont de commettre des actes imprudents et irréfléchis qui seraient nuisibles non seulement à notre pays mais à eux-mêmes. J'espère qu'ils seront vraiment décidés à faire la différence entre la loyauté et la trahison et à distinguer les avantages des désavantages ; qu'ils supprimeront volontairement leurs organisations illégales et qu'ils rétabliront la paix et l'ordre public, de manière que, le plus rapidement possible, ils puissent tous vivre une vie paisible et heureuse et achever ainsi la construction d'une nouvelle Taiwan.

Ce n'est qu'à ces conditions que les Taiwanais pourront se libérer de la dette qu'ils ont contractée envers toute la nation qui a enduré de si nombreux sacrifices et livré de si rudes combats, pendant les cinquante dernières années, pour recouvrer Taiwan. »[7]

Cette apaisante déclaration, pleine de réprimandes et de conseils paternels, fut imprimée sous forme de tracts et lancée sur les principales villes de Formose, le 12 mars. Pour les Taiwanais, ce fut la fin. Aussi longtemps que Chiang Kai-shek, sa famille, ou son parti et son armée, gouverneraient Formose, cette « trahison » ne serait jamais oubliée, ni pardonnée.

De toute évidence, les remarques de Chiang n'étaient pas destinées aux Taiwanais (il se fichait totalement de ce qu'ils pouvaient penser, maintenant que ses troupes avaient la situation solidement en main) mais au public de Nankin et à l'image que l'Histoire devait retenir de lui – la merveilleuse histoire chinoise pleine d'actions désintéressées et bienveillantes, pieusement entreprises par des gouvernements paternels, et soigneusement présentées pour que la postérité les admire.

Le thème principal de sa déclaration reprenait le point de vue officiel sur l'incident, fabriqué pour l'Histoire. Ses commentaires à ce sujet étaient très révélateurs du caractère du Generalissimo et de la conception qu'il se faisait de lui-même en tant que dirigeant suprême. Toute critique de l'administration de son parti était une « trahison », et la trahison justifie les traitements les plus sévères. Des « actes irréfléchis » se référaient probablement aux appels aux Etats-Unis ou aux Nations unies, qui pouvaient « être nuisibles à notre pays ». Et il y avait surtout ce problème de « face » et de vengeance pour l'avoir perdue. Chiang ne pouvait supporter d'être « la risée des Japonais » et il connaissait la capacité de ses propres forces armées à se venger. A toutes les étapes de la tragique histoire des Formosans après le 9 mars, on retrouve cet élément : la vengeance pour avoir perdu la face.

Nous ne disposerons peut-être jamais de chiffres précis concernant les pertes au cours des semaines, des mois et des années qui suivirent. Chaque côté exagéra les siennes pour projeter une lumière trouble sur ceux d'en face. Très vraisemblablement, les corps de centaines de victimes ne furent jamais retrouvés ou identifiés. Mais en prenant en compte toutes les réclamations et toutes les relations faites par les

étrangers, témoins oculaires, dans toute l'île, nous pouvons arriver à une estimation. Les Chinois du continent proclamèrent à l'époque qu'entre 30, au moins, et jusqu'à « plus de 100 » d'entre eux avaient été tués. Beaucoup furent battus mais ne furent pas sérieusement blessés au cours des premiers jours de mars.

Les leaders formosans en exil accusèrent le gouvernement d'avoir massacré plus de 10 000 Formosans au cours de ce seul mois de mars. Je pense, pour ma part, qu'il ne put pas y en avoir moins de 5 000 et je suis enclin à accepter le chiffre plus élevé de 10 000. Si nous ajoutons à cela, les milliers qui furent arrêtés et éliminés depuis mars 1947, au prétexte qu'ils avaient été impliqués dans cette affaire, le chiffre global peut atteindre les 20 000 morts, souvent donné par les auteurs formosans.

Le gouvernement, mû par son appétit de vengeance, n'a jamais abandonné sa traque ; tout « indésirable », en 1965, peut encore être arrêté, accusé d'avoir participé à la rébellion de 1947 et envoyé à la prison de Green Island (Lu Tao), de sinistre réputation. Selon les Chinois, elle est surtout utilisée pour les « traîtres inspirés par les communistes », qui réclamèrent une aide et une intervention extérieures au moment de cette crise.

XV
Les conséquences

La position américaine à Taipei

Six jeunes formosans vinrent au consulat, le 8 mars, pour proposer leurs services comme « gardes ». Ils habitaient loin de Taipei, mais on leur avait dit que nous étions en danger. On n'avait jamais entendu parler d'eux auparavant, mais nous découvrîmes alors qu'ils étaient membres d'une association d'enrôlés pour le travail. Ils avaient été capturés aux Philippines, internés comme prisonniers de guerre puis renvoyés chez eux. Ils nous dirent qu'ils voulaient nous « rembourser pour la générosité américaine ».

Mais « c'était la Chine, maintenant » et je n'eus d'autre choix que de leur conseiller de retourner immédiatement chez eux, dans une campagne éloignée. Nous apprîmes plus tard qu'ils avaient beaucoup souffert pour avoir montré qu'ils étaient prêts à aider le consulat en ce temps de crise.

Nous étions tous dans une position inconfortable. En tant qu'« institution officielle », nous ne pouvions traiter qu'avec les membres de l'administration de Chen Yi, mais la plupart d'entre nous éprouvaient beaucoup de difficultés à être simplement froidement polis. La majorité des membres de l'UNRRA trouvait également répugnant d'avoir à reprendre des relations de travail avec les hommes de Chen Yi.

La communauté étrangère n'avait absolument rien à craindre de la population formosane, mais lorsque les Chinois nationalistes débarquèrent, le 8 mars, notre situation devint plus risquée. Nous avions – officiellement – ignoré la campagne du gouvernement contre les étrangers mais nous ne pouvions pas savoir quel serait le degré de résistance des Formosans en face des troupes qui arrivaient, ni jusqu'où nous pourrions être entraînés en cas de crise violente. Donnerions-nous asile, par exemple, aux leaders formosans s'ils nous le demandaient ou estimerions-nous – officiellement – qu'il s'agissait là d'une ingérence dans une querelle chinoise interne ? Nous avions beaucoup plus à craindre des troupes nationalistes que des habitants de l'île. En accord avec le consulat britannique et le groupe de l'UNRRA, nous

décidâmes de prendre des dispositions pour évacuer la population étrangère si cela s'avérait nécessaire. Nous demandâmes à l'ambassade à Nankin de se préparer à recevoir un message de crise.

Le lundi 10 mars, un attaché de l'ambassade arriva par avion pour examiner la situation. A Taipei, tous les regards des Formosans étaient tournés vers lui. Est-ce que les Américains allaient enfin intervenir? Est-ce que l'ambassadeur allait protester auprès du Generalissimo?

Le colonel américain, revêtu de son uniforme et de ses décorations, arriva sur un avion des forces armées nationalistes chinoises. Une escorte impressionnante d'officiers chinois de haut rang l'accueillit, le mit dans une jeep et l'emmena faire un long tour de la ville, accompagné d'une garde militaire. Il répondit aux saluts courtois que lui adressèrent les nationalistes ici et là dans la ville, avant d'être conduit dans les bureaux du gouverneur pour ce qu'il croyait être une routinière visite de politesse.

Le général Chen indiqua clairement qu'il pensait que le soulèvement était un « bienfait caché »; maintenant, il connaissait la position de chacun. Le colonel me dit plus tard qu'il était alors arrivé à la conclusion que les opposants de Chen étaient condamnés.

La radio et la presse – maintenant limitée aux journaux gouvernementaux – rapportèrent l'entretien du colonel avec Chen, indiquant qu'un « enquêteur » américain approuvait les mesures du gouvernement et estimait que le problème local était résolu. Une fois encore, la démonstration avait été faite aux Formosans que les visiteurs étrangers pouvaient être trompés avec une extrême facilité.

Nous avions pensé que l'attaché en mission souhaiterait avoir l'occasion de s'entretenir de la situation avec les agents du consulat. La femme de l'officier de renseignement prépara un déjeuner pour le personnel du consulat et le colonel. Mais, de manière inattendue et sans son consentement, l'invitation fut étendue à plusieurs aides de Chen Yi, ce qui était la preuve que Chen comprenait parfaitement vers qui allaient les sympathies des Américains. Il n'y aurait pas de critiques des Chinois faisant tâche dans les dossiers de Nankin. En apprenant cela, notre hôtesse refusa simplement d'accueillir les invités indésirables et de s'asseoir à table avec eux. Les cruautés révoltantes dont nous avions été les témoins à notre porte, le jour précédent, étaient trop pour elle.

Cet après-midi, le colonel s'envola pour Nankin avec son escorte de la force aérienne chinoise. Il avait vu exactement ce que les Chinois

voulaient qu'il vît. L'ambassade de Nankin n'avait certainement pas été très avisée dans cette affaire, mais tout cela, sans doute, n'avait pas beaucoup d'importance.*

Régler l'incident, à la manière du parti nationaliste

Le contrôle de l'information était évidemment une clé de la gestion de la crise. L'imprimerie du *Min Pao*, journal très critique, fut détruite par des raids répétés les 11 et 12 mars. Le 13 mars, on annonça que, à l'exception de deux d'entre eux, tous les journaux seraient supprimés pour avoir publié des articles sur l'incident de février et les activités du Comité de règlement, et avoir ainsi embarrassé le gouvernement.

A Shanghai, le 11 mars, des membres de la Ligue démocratique de Formose demandèrent, sous une forme écrite, que les Nations unies établissent une mission à Formose. Le ministre de l'Information à Nankin (Peng Hsueh-pei) accusa immédiatement le peuple formosan d'être « irresponsable et indiscipliné », mais assura que la Chine serait indulgente. Ce n'était pas suffisant pour réduire au silence les critiques du continent. La presse de Shanghai était remplie de virulentes condamnations de l'affaire, mais aucune d'entre elles ne fut rapportée dans les journaux de Formose. Le général de division Mao Ng-chang, ancien directeur du bureau de renseignement de l'état-major de pacification du Fukien (donc, sans doute, un vieux complice de Chen Yi) fut nommé directeur général du journal du gouvernement à Taipei, le *Hsin Sheng Pao.*

Le 14 mars, on annonça qu'on procéderait bientôt à un recensement général. Il y aurait donc une enquête dans tous les foyers sur toute l'île. On apprit également que, ce même jour, le gouvernement avait commencé d'examiner le cas des Japonais résidant dans la province. La plupart étaient là à la demande ou sur l'ordre du gouvernement, mais, semble-t-il, de nombreuses rumeurs couraient à Taipei disant que des

* J'appris plus tard, du colonel lui-même, qu'il n'avait pas été suffisamment informé sur la gravité de l'affaire, à Taipei, que ses ordres de s'y rendre lui parvinrent trop tard pour qu'il ait le temps de retirer ses vêtements civils du nettoyage et que l'offre des forces armées chinoises de le transporter lui fut communiquée de telle façon qu'il n'était pas possible de la refuser sans grand embarras. Il avait, en fait, été piégé dans cette situation compromettante et il le regrettait.

« centaines » de Japonais étaient soudain descendus des montagnes, où ils se cachaient, et aidaient maintenant les Formosans à résister aux troupes du continent. Ces rumeurs étaient totalement sans fondement, mais reflétaient bien la terreur nerveuse qu'éprouvaient les Chinois du continent à l'idée d'avoir à combattre « qui que ce soit de Japonais ». Ils avaient également peur des éléments de discipline que les Japonais avaient introduits à Formose.

On annonça aussi que le général Pai Chung-hsi, le ministre de la Défense nationale, serait envoyé à Formose pour « écouter la population » et aider le général Chen Yi à résoudre la crise.

Le général Pai arriva à Taipei le 17 mars et, immédiatement, publia une proclamation, demandant instamment aux Formosans d'« apprécier l'amour du Generalissimo Chiang pour le peuple formosan » et de « conserver leurs vertus respectueuses de la loi ».

Le général en visite fut traité avec munificence, on le promena, on cita son nom dans la presse. Il fut profondément impressionné, dit-il, par les progrès qui avaient été accomplis à Formose depuis la reddition; il estima que le jardin zoologique de Taipei était un endroit des plus remarquables; il réussit, à l'occasion, à sous-entendre qu'il considérait au fond les Formosans comme de pauvres types, corrompus par les Japonais et incapables d'apprécier la bénédiction que constituait la réunion avec la patrie. Le 29 mars, Pai fit un rapport à la radio, et commença par affirmer que, pendant les incidents il y avait eu 440 victimes parmi les militaires et que seulement 1 860 Formosans et Chinois du continent avaient été tués ou blessés. Selon lui, la rébellion avait trois causes lointaines : les Japonais avaient habitué les Formosans à détester les Chinois du continent, l'île était polluée par la présence d'une racaille formosane, entraînée par les Japonais à être l'instrument de leur agression en Chine proprement dite, et l'économie de Formose connaissait un déclin « inévitable », ce qui provoquait du chômage. Il y avait quatre causes immédiates, expliquant les émeutes : les monopoles actuels n'étaient pas sans effet sur le déclin de l'économie, un trop grand nombre de Formosans n'avaient pu obtenir d'emplois en raison de leur incompétence, quelques fonctionnaires chinois, corrompus et inefficaces, avaient été envoyés sur l'île, et il y avait enfin le problème des communistes.

Son devoir de « laver le linge sale » ayant été accompli, le général Pai retourna sur le continent.

Les Chinois du continent à Formose ne se sentaient pas du tout à l'aise. Selon ce qui était rapporté, quelque cinquante mille soldats étaient venus rejoindre les trente mille qui étaient déjà présents le 1er mars. La plupart des étrangers pouvaient constater que les civils du continent avaient autant peur de leurs propres troupes, très indisciplinées, que du soulèvement des Formosans. Pour remédier à cela et « restaurer la confiance », deux soldats nationalistes qui s'étaient mal conduits furent exécutés publiquement, un geste destiné à démontrer la « sincérité » du parti et du gouvernement.

Mais le lundi 24 mars, soixante-dix Formosans furent exécutés à Chiayi. De toute évidence, on laissait le temps au gouverneur Chen d'assouvir sa vengeance, et il en profitait pleinement.

Toutefois, même Chiang Kai-shek finissait par se rendre compte que l'opinion publique, dans toute la Chine continentale, était profondément remuée par les évènements de Formose. Ils ressemblaient un peu trop à ce qui s'était passé au Fukien, dans les années trente, lorsque Chen Yi en était le gouverneur. Dans le cas présent, les intérêts de la Chine, sur le plan international, étaient impliqués ; des étrangers avaient été témoins de l'affaire et la position légale de la Chine à l'égard de l'île n'était pas, et de loin, aussi assurée que le gouvernement prétendait qu'elle l'était.

A la fin mars, le gouvernement de Nankin notifia à la presse du continent que l'incident de Taiwan était officiellement clos, que les rebelles, les gangsters et les communistes avaient été éliminés et que, en conséquence, on ne devait plus discuter de cette affaire.

Le comité central du parti nationaliste adopta une résolution, le 22 mars, à une très large majorité, qui blâmait Chen Yi et exigeait qu'il soit démis de ses fonctions. Une telle résolution était généralement appliquée de manière obligatoire dans tous les cas où les intérêts du Generalissimo n'étaient pas sérieusement en cause.

Le leader du parti, Chiang, se trouvait confronté à un dilemme, dans la mesure où Chen était un général du Chekiang, auquel il devait beaucoup ; mais l'intérêt national exigeait d'agir. Chen fut identifié à ce qu'on a appelé la « clique de science politique », qui était supposée être un groupe prônant des « réformes » ; dans le même temps, le gouvernement des Etats-Unis, de son côté, exigea aussi, et assez maladroitement, une réponse comme préalable pour examiner la simple possibilité d'accorder un nouveau prêt d'un demi-milliard de dollars.

On demanda à Chen de se soumettre. Le 28 mars, il offrit sa démission comme gouverneur de Taiwan. Pour lui « sauver la face », le Generalissimo n'accepta formellement sa démission que le 31 mars, suggérant ainsi qu'elle n'avait pas été acceptée d'emblée, mais qu'elle ne l'avait été qu'avec beaucoup de réticence.

Les comptes rendus et la propagande de la presse chinoise aux Etats-Unis

Les articles de Newton, en 1946, avaient alarmé les nationalistes. L'agence chargée de la propagande à Taipei créa, quelque temps plus tard, une organisation de « relations publiques » aux Etats-Unis, financée par le régime nationaliste. Taipei fut tenue informée de tout ce qui se publiait dans la presse et était diffusé à la radio (ce qui ne représentait pas grand-chose et pouvait donc être rapporté) et des réactions des Américains aux évènements, aux personnalités et aux questions qui concernaient la Chine. Les bureaux du gouverneur, à leur tour, contrôlaient tout ce qui sortait de l'île : les dépêches, les émissions de radio, et les nouvelles routinières.

Un échantillon, datant d'avant les évènements, pourra suffire. A la fin de décembre 1946, alors que je rédigeais mes sombres prédictions sur la violence imminente à Formose, le bureau de Stanley Cheng préparait quelque chose d'une nature plus réjouissante. En janvier 1947, l'Agence de presse de Chine (une agence officielle du gouvernement chinois) publia aux Etats-Unis quatre pages pleines qui commençaient dans cette veine :

LA RECONSTRUCTION DE FORMOSE ACHEVEE A 80 %

UNE ANNEE APRES SA REPRISE EN MAIN PAR LES CHINOIS

« Après une visite d'une semaine à Formose, en octobre dernier, le Président Chiang Kai-shek a annoncé avec une extrême satisfaction que, une année après sa libération, 80 % du programme de reconstruction avait déjà été accompli... »[1]

Au moment même où ceci était publié aux Etats-Unis par les hommes du gouverneur, l'économie de Formose, en termes de valeur

et de volume de production rapportés à la population globale, atteignait son point le plus bas en quelque quarante ans.

La distorsion des nouvelles envoyées de Taipei avant et après les incidents de février fut remarquée ; une Néo-Zélandaise, membre de l'UNRRA observa combien cette manipulation était habile – félicitations à l'école de journalisme qui avait formé le directeur du service d'information mais certainement pas au public américain, extrêmement crédule. Comme elle l'écrivait : « Chaque nuit [pendant les massacres] nous écoutions les comptes rendus de la radio en provenance de Chine et nous entendîmes l'un d'entre eux, diffusé depuis San Francisco, dans lequel les émeutes étaient mentionnées et présentées par la Chine comme un soulèvement terroriste, inspiré par le Japon, contre l'autorité légale et l'administration bienveillante de la Chine… »

A la fin mars, alors que les représailles sanglantes atteignaient leur point culminant et que l'île était paralysée par la peur, un haut fonctionnaire du Département de l'Agriculture des Etats-Unis fit part de ses observations à la presse américaine à Washington. Il revenait juste d'une mission officielle d'enquête, effectuée conjointement par des représentants du Département d'Etat et des Départements de la Guerre et de la Marine, en coopération avec celui de l'Agriculture. On estimait généralement que les recommandations de la mission seraient largement prises en compte pour définir le programme d'aide américain en Asie. Sous le titre « Taiwan semble être un endroit attirant dans le paysage agricole de l'Extrême-Orient », on le cita abondamment. Les magnifiques statistiques qui lui avaient été données à Taipei montraient que Formose exporterait 350 000 tonnes de sucre en 1947. Il trouvait ce chiffre très satisfaisant, mais on avait oublié de lui dire que, dans ses meilleures années, l'île en avait produit plus de 1 400 000 ou que dès la première année où elle avait été contrôlée par les nationalistes, la production était tombée à moins de 30 000 tonnes et qu'elle serait sans doute inférieure en 1947.*

L'expert agricole américain poursuivait ainsi :

---

* Ce chiffre de 350 000 tonnes – s'il avait une quelconque réalité – se référait apparemment aux stocks de sucre constitués avant la reddition et que les Chinois expédiaient par bateau le plus rapidement possible.

« C'est à Formose que j'ai été le témoin des efforts les plus constructifs dans les parties de la Chine que j'ai visitées… Il y a peut-être eu quelques désordres là-bas récemment, mais il semble que le gouvernement chinois ait envoyé sur l'île certains de ses administrateurs les plus efficaces. Etant à l'abri de la précarité du continent, l'île fait d'indéniables progrès. »[2]

Le 6 avril, l'agence de presse chinoise communiqua à la presse américaine un rapport sur les promesses, faites par le général Pai Chung-hsi, que de profondes réformes seraient entreprises à Formose. Un mois plus tard le sujet fut à nouveau abordé sous le titre « Une nouvelle donne (new deal) pour Taiwan ». Voici la version officielle des évènements de mars, telle qu'elle fut écrite à Taipei et publiée à San Francisco :

« Le général Pai demanda également que les innocents soient protégés, que les émeutiers soient traités avec mansuétude et que les meneurs soient jugés avec équité. C'étaient indéniablement des mesures conciliantes, si l'on se souvient que les Formosans avaient tué et blessé, au cours de leurs émeutes, plus de 1 660 fonctionnaires du gouvernement et de membres de leurs familles, fait 440 victimes parmi les forces militaires de la garnison et avaient tenté de s'emparer par la force du gouvernement de l'île.

Les émeutes ont paru préméditées et bien organisées. Les combats ont commencé le 28 février et ont fait rage jusqu'au 4 mars, et se sont ensuite étendus à toute l'île…

Ils se sont encore intensifiés le 8 mars quand les rebelles firent le siège des locaux du gouvernement dans la capitale, Taipei. Un commissaire du gouvernement envoyé pour enquêter sur les troubles fut pris en embuscade. Des troupes chinoises devaient restaurer l'ordre et dans leurs efforts pour faire cesser les hostilités, elles furent contraintes de prendre des mesures plutôt sévères pendant les deux premiers jours.

Les témoins étrangers confirment que les agitateurs indigènes n'eurent de cesse d'attiser l'hostilité de la population contre l'administration chinoise et, comme le général Pai l'a souligné, les cinquante années d'éducation japonaise ajoutées aux activités des éléments communistes ont encore encouragé leur antipathie à l'égard des Chinois. »[3]

Pendant quelques mois après les évènements de mars, comme les correspondants des journaux à Hong Kong, Shanghai, Nankin et Tokyo

rapportaient les histoires racontées par des réfugiés et des membres de l'UNRRA qui quittaient Formose, des nouvelles, des notes et des commentaires apparurent dans la presse américaine – notamment sur la côte ouest. Par exemple, le *Portland Oregonian* publia, le 10 septembre, un article intitulé « La corruption revient à Formose avec les Chinois ». Sous une légende disant : « L'administration chinoise à Taipei considérée comme aussi mauvaise que celle des Japonais ; la population demande que les Etats-Unis élèvent une protestation », le *Seattle Times* rapportait, le 15 novembre : « Un Formosan éduqué a expliqué de cette façon le problème de la souveraineté : je ne me considère pas comme chinois, bien que la Chine soit notre mère patrie. Je suis formosan. »

A Taipei, toutefois, les commentaires rédigés dans les bureaux du gouverneur par un journaliste chinois formé aux Etats-Unis, prirent un ton agressivement anti-américain, laissant ainsi entrevoir la réaction de certains intellectuels chinois au parrainage américain. La propagande qui fut déversée immédiatement après les évènements de mars fut extrêmement violente et, paradoxalement, une partie était publiée en anglais. Un exemple, écrit d'une manière qui se veut lourdement sarcastique, suffira à le montrer :

« La visite de deux journalistes américains [Tillman Durdin et Christopher Rand] locaux [c'est-à-dire postés à Shanghai] a été, comme prévu, suivie par un tollé aux Etats-Unis, où on réclame que cette île soit, sous l'égide des Etats-Unis, séparée, de manière permanente, de la Chine.

Dans un éditorial frappant et typique, l'influent Washington Post *a décrit l'administration chinoise à Formose comme un régime d'une brutalité et d'une "avidité" sans retenue.*

Il semble inutile de répondre à ces accusations criminelles et irresponsables contre le peuple chinois, qui souffre depuis longtemps. L'étalon de la moralité internationale et nationale a été récemment grandement déprécié par l'Amérique et il est clair, pour la plupart des objecteurs que la moralité des Etats-Unis et celle des races civilisées du monde sont à mille lieues l'une de l'autre... Superficiels et satisfaits d'eux-mêmes, au sein de cette moralité internationale dévaluée et pleine de suffisance, dont l'Amérique est devenue le symbole, ces journalistes américains « libéraux » ont opportunément oublié que : (a) les handicaps économiques que connaît Taiwan sont largement dus aux bombardements américains et à la destruction d'usines, de plantations et de communications...

L'Amérique, bien sûr, n'a aucune obligation morale à l'égard de Formose (à moins que celle-ci ne passe sous son égide) mais insiste lourdement pour que la Chine remplisse ses obligations à l'égard des dommages dont la machine de guerre américaine fut initialement la cause... »[4]

La situation à l'ambassade américaine de Nankin

On m'ordonna de faire un rapport oral à l'ambassadeur. Le 17 mars, l'avion du général Pai Chung-hsi venait d'arriver à l'aéroport de Sungshan au moment même où l'avion de l'ambassade se préparait à partir pour Nankin. Le général Pai fut accueilli avec des orchestres militaires et des bannières, mais ma réception à Nankin fut beaucoup plus discrète. Un secrétaire de l'ambassade m'attendait à la descente de l'avion et m'embarqua jusqu'à la résidence de l'ambassade réservée aux visiteurs. Au milieu de la matinée, le jour suivant, il me parut tout à fait évident que je marchais sur une fourmilière et que je n'étais pas le bienvenu dans certains départements ; des membres de la section politique voulaient enterrer l'embarrassante situation de Formose sous autant de papier que possible, d'autres voulaient au contraire qu'elle soit divulguée et qu'elle reçoive une large publicité pour ajouter à la pression et peser plus lourdement sur Chiang. Et il y avait également des membres importants de l'ambassade qui n'étaient pas très sûrs de l'endroit où se trouvait « Taiwan ». De toute évidence nos rapports de Taipei, en 1946, n'avaient pas pesé très lourd ; de l'ambassade de Nankin, l'île semblait très éloignée du continent et du front de la guerre, et notre consul lui-même avait constamment minimisé la gravité des évènements qui avaient précédé ce conflit fatal.

L'ambassadeur Stuart venait juste de rentrer d'une série de conférences dans les établissements de la YMCA pour expliquer quel était le travail de l'ambassade. J'avais été brièvement son invité à l'Université Yenching de Pékin, avant la guerre, et nous reprîmes nos relations avec un long examen de la situation à Formose. Il souhaitait, me dit-il, avoir un rapport écrit, bien documenté, sur lequel se fonder pour ses conversations ultérieures avec Chiang. Il me donna l'autorisation de consulter les copies qu'avait gardées l'ambassade de mes rapports précédents de Taipei.

Je fis d'abord quelques visites de courtoisie. Je fus introduit auprès de l'attaché militaire, qui commença par me faire observer que « puisque

les soldats nationalistes étaient arrivés, il n'était sans doute plus nécessaire d'envisager l'évacuation des résidents américains ». Il balaya d'un geste ma remarque que c'était précisément à cause de leur arrivée que nous avions envisagé l'évacuation. Il me posa ensuite des questions dont certaines me parurent complètement à côté de la plaque. Par exemple : « Qu'en est-il de cette vaste région, dans le sud de l'île qui est tenue par les communistes depuis la reddition? ». Je lui expliquai qu'il n'y avait aucune « vaste région aux mains des communistes » et qu'il y avait très peu de communistes à Formose. Je fus brutalement contredit; ses rapports montraient, me dit le général, qu'une importante région était tenue par les communistes depuis la guerre. J'expliquai une nouvelle fois qu'une telle région n'existait pas à Taiwan, que des représentants de l'UNRRA avaient travaillé partout à Formose et que, moi-même, j'avais voyagé dans toute l'île depuis 1945. Il y eut un long silence et il me jeta un long regard froid; puis le général, sans un mot, se remit à son travail.

Comme je me retirais, me demandant si j'étais brusquement devenu un « réformateur agraire »*, mon compagnon, un attaché militaire adjoint émit l'hypothèse, sotto voce, que le général avait confondu l'île de Taiwan avec l'île de Hainan où, effectivement, les communistes tenaient une grande partie du territoire. Nous nous demandâmes si l'attaché militaire n'aurait pas, de la même façon, envoyé un avion de secours à Hainan, à des centaines de kilomètres, pendant que nous aurions été peut-être massacrés par les nationalistes à Formose.

Au cours de la conversation que j'eus avec lui, l'ambassadeur me parut éprouver beaucoup de sympathie pour les Formosans, mais aussi continuer de faire pleinement confiance à son ami Chiang Kai-shek. Un jour, il remarqua que j'avais à la main le livre, récemment publié, de Theodore White, *Tonnerre sur la Chine* (*Thunder out of China*) ; il me dit, hochant tristement la tête : « Ces hommes jeunes ne comprennent

---

* N. du T. : Selon les autorités américaines, l'« Agrarian Reformer » (réformateur agraire) fut, à un moment donné, un habile slogan utilisé par les communistes chinois pour dissimuler leurs réelles intentions et affiliations. Allen Dulles, ancien directeur de la CIA, écrit à ce sujet, en 1963 : « L'une des supercheries les plus réussies des communistes fut de convaincre des Occidentaux naïfs que leur mouvement n'était pas "communiste" mais un mouvement en faveur d'une réforme agraire et d'une réforme sociale. Cette fiction fut répandue par des journalistes influencés par le communisme... »

pas le Generalissimo. Ils devraient, ils devraient impérativement, lui donner juste un peu plus de temps… un petit peu plus de temps… ! » Je songeai aussitôt aux centaines de jeunes Formosans auxquels on n'avait pas donné plus de temps pendant la semaine du 8 mars. C'était, une fois encore, le vieux, très vieux, rêve missionnaire – si nous pouvions seulement convertir l'empereur, toute la Chine serait sauvée.

Au cours de la semaine de travail que je consacrai à rédiger mon mémorandum pour l'ambassadeur Stuart, je découvris que son secrétaire privé n'était pas américain, mais citoyen du pays dans lequel l'ambassadeur était accrédité. Un tel état de chose n'a sans doute aucun précédent dans l'histoire de la diplomatie américaine. C'était un homme qui répondait devant le Generalissimo et non devant le gouvernement américain. Etait-il informé des papiers les plus secrets qui passaient sur le bureau de l'ambassadeur ? Avait-il eu connaissance de mes rapports secrets donnant la liste nominale des Formosans influents qui étaient venus nous voir pour réclamer de l'aide ? Ils avaient indéniablement été les premiers à être recherchés et à être tués quand les troupes nationalistes arrivèrent.*

En discutant de Formose avec l'ambassadeur Stuart, Chiang prétendit ne pas connaître les détails des évènements que j'avais rapportés, il demanda à l'ambassadeur de lui en donner un rapport écrit. Mon long résumé fut donc imprimé et devint une « pièce officielle ». Certaines références au consulat américain et à la confiance que les Formosans manifestaient à l'égard des Etats-Unis et des Nations unies furent supprimées pour ne pas enflammer les préjugés xénophobes de Chiang, qui étaient bien connus. Beaucoup de tournures dites diplomatiques

---

* L'ambassadeur Stuart démontra lui-même la vulnérabilité de cette étrange situation dans un rapport au secrétaire d'Etat (Marshall) rédigé à Nankin le 27 août 1947. Le général de corps d'armée Albert Wedemeyer avait fustigé le gouvernement de Chiang, en présence de ce dernier, en des termes extrêmement durs, juste avant que la mission Wedemeyer ne quitte la Chine. Stuart écrit : « Le soir du 25 août, le Generalissimo fit venir Philip Fugh, le secrétaire personnel de l'ambassadeur, à sa résidence et le questionna longuement sur le contexte de la mission Wedemeyer. Il voulait savoir si l'ambassadeur avait joué un rôle dans son organisation et dans le fait qu'elle avait été envoyée… Cette ambassade ne sait pas en détail comment Fugh se tira de cette conversation, hormis le fait qu'il a fait savoir à l'ambassadeur qu'il avait été "prudent" et "évasif" ». (Département d'Etat : *Relations des Etats-Unis avec la Chine.* Washington, 1949, pp. 825- 826). Sur la position controversée de Fugh cf. les mémoires de Stuart *Cinquante ans en Chine* (New York 1954), p. 293 et les Rapports de Wedemeyer (N. Y. 1958), pp. 389-90.

furent introduites (« Il semblait que… », « On rapportait que… »), de manière à sauver la face du Generalissimo. Apparemment, il aurait été contre-productif de lui présenter un rapport direct de ce que nous avions vu de nos propres yeux. Très sagement, nous n'inclûmes pas mes hypothèses relatives aux différents développements possibles qui pouvaient se produire à l'avenir. L'ensemble fut traduit en chinois et transmis à Chiang.*

Selon moi, si le gouvernement central voulait regagner la confiance de la population formosane, il devrait retirer cette force punitive, mettre un terme immédiatement aux représailles et à la vengeance, et remplacer Chen Yi par un gouverneur civil. La Constitution promise devrait s'appliquer à Formose dès qu'elle serait mise en œuvre en Chine continentale. La réorganisation du gouvernement de Taipei devrait prendre soigneusement en considération les problèmes mis en avant dans les propositions de réformes transmises à Chen Yi, le 7 mars, par les leaders formosans.

Je fis remarquer que si le Generalissimo continuait de soutenir Chen Yi ou poursuivait une occupation militaire dure et de grande ampleur, il pourrait perdre Formose ; le statut légal de l'île pourrait être contesté et les qualifications de la Chine à être un administrateur intérimaire pourraient faire l'objet d'une demande de révision par les Nations unies. J'insistais sur le fait que tous les leaders formosans qui souhaitaient une intervention par les Etats-Unis ou les Nations unies étaient parfaitement informés que le statut de Taiwan était indéterminé et qu'ils continueraient à soulever ce problème chaque fois qu'ils en auraient l'occasion.

En ce qui concernait les communistes, mes remarques sur notre incapacité à trouver une direction, ou une organisation communiste ayant un poids quelconque, et le manque généralisé de sympathie ou d'intérêt de la population à l'égard de la propagande communiste, devaient évidemment beaucoup contrarier le Generalissimo, parce

---

* Le texte anglais est inclus dans *Les relations des Etats-Unis avec la Chine*, pp. 923-38. Le texte original comporte 54 pages au format officiel. En le rédigeant, je repris beaucoup de passages de mon rapport politique bi-annuel de décembre, écrit à Taipei, qui avait été approuvé et transmis à l'ambassade. Mais dans les dossiers de l'ambassade, je trouvai aussi une brève dépêche, secrète et sans numéro de référence, provenant de Taipei, qui disait que l'ambassade, en fait, ne devrait pas prendre trop au sérieux mes prévisions de décembre concernant l'imminence d'une crise.

qu'elles contredisaient la propagande fondamentale que le KMT utilisait pour en appeler à l'aide militaire et économique américaine. Le public américain avait été conduit à croire que « tous les critiques de Chiang étaient ipso facto pro-communistes »; à Formose, les faits ne permettaient pas de soutenir une telle propagande.

Sur les relations de Formose avec la Chine continentale, mon rapport original disait ceci :

« Jusqu'au 8 mars, les leaders formosans manifestèrent une impatience désespérée de convaincre le monde, le gouvernement central et le Generalissimo qu'ils faisaient allégeance à la Chine et qu'ils désiraient seulement obtenir une réforme politique du gouvernement du général Chen. Le débarquement des troupes et la brutale chasse à l'homme qui s'ensuivit, dirigée contre tous ceux qui critiquaient le gouverneur et ses collaborateurs, malgré les promesses précises faites par les plus hautes autorités militaires, semblent avoir convaincu, même les Formosans les plus conservateurs, qu'on ne peut pas plus faire confiance au gouvernement central qu'à l'administration du général Chen. Chaque manifestation de force brutale, chaque jour de cette répression militaire, depuis le 8 mars, a fait disparaître leur foi, leur confiance et leur allégeance à l'égard du Generalissimo…

Il est probable que puisque aucune aide ne semble venir de l'Amérique, les leaders formosans de la résistance chercheront un soutien du côté du seul autre pouvoir existant en Extrême-Orient, et… seront en faveur d'une intervention communiste…

Il n'existe aucun endroit en Chine qui soit pro-américain avec un pareil enthousiasme que cette île, qui est le maillon manquant de la chaîne que nous influençons, que nous contrôlons, que nous occupons, pour des raisons stratégiques, depuis Hokkaido jusqu'aux Philippines. Sa perte, par notre abstention, pourrait nous coûter très cher si nous souhaitons occuper Formose à l'avenir. »

Je fis la liste, pour l'ambassadeur, de sept formes – ou degrés – différentes d'intervention qui m'avaient été suggérées par des Formosans éduqués. La première et la moins prometteuse était l'approche des « bons offices », selon laquelle l'ambassadeur (en tant qu'ami de Chiang) essayerait de s'assurer que le Generalissimo avait une vue correcte de la crise qui affectait l'île et de ses origines. La plus extrême proposition consistait à demander que l'île soit placée sous mandat, ou protectorat, des Nations unies. Ce mandat resterait en place seulement pour une

période déterminée, et serait sujet à révision quelque temps avant qu'il ne prenne fin, ou jusqu'à ce qu'un référendum local donnât aux Formosans eux-mêmes l'occasion de déterminer leur statut définitif.

L'ambassadeur Stuart adopta l'approche légère et inefficace des « bons offices », et la mit en œuvre de manière suffisamment délicate pour qu'elle ne puisse offenser le Generalissimo. L'ambassadeur, qui soutenait l'idée qu'un civil devait remplacer Chen Yi, m'avoua qu'il avait recommandé T.V. Soong. Soong avait refusé et le poste serait finalement occupé par un avocat, connu sur le plan international, et ancien ambassadeur à Washington, Wei Tao-ming.

Avant de quitter Nankin pour Washington, je reçus, d'un ancien étudiant, la lettre suivante en provenance de Taipei et datée du 26 mars :

« J'espère que vous recevrez cette lettre avant de partir pour l'Amérique et, peut-être, vous permettra-t-elle de revenir, en esprit, vers cette malheureuse Taiwan. Cela vous réconfortera sans doute de savoir que M... est toujours en vie, enfermé dans la prison de la police militaire, mais je suis triste de vous dire que le père de M... a été arrêté et tué.

Après votre départ, à chaque minute et sur chaque mètre de l'île tout entière, l'armée du gouvernement a poursuivi la boucherie, les arrestations et les spoliations. Maintenant, le centre de la répression s'est déplacé vers les districts aborigènes de Musha, Kanshirei et Koshun. Après la répression, c'est certain, viendront la boucherie généralisée, les arrestations et la corruption à large échelle. Je ne sais pas ce que ma vie va devenir dans la seconde qui suit. Oh ! Quels temps terribles et sombres ! Tout le monde tremble de peur et tout le monde partage l'opinion que Taiwan ne peut être délivrée que par vous, les Américains.

S'il vous plaît, faites de votre mieux pour que cette île échappe aux mâchoires de ces porcs brutaux. Ne vous laissez pas tromper par la contre-propagande traditionnelle du gouvernement. N'oubliez pas Taiwan et, s'il vous plaît, souvenez-vous qu'il y a beaucoup de gens ici qui prient avec ferveur pour une [aide américaine]. »[5]

La paralysie diplomatique s'installe

De Nankin, je m'envolai pour Pékin. Les communistes étaient proches et on assistait à un exode général de ceux qui avaient la chance d'avoir suffisamment d'argent et d'influence pour s'assurer d'un moyen de transport. Lorsque je revins à Shanghai, je fus témoin de l'immense

désordre et de l'immense confusion qui régnaient dans les anciennes concessions après que les contrôles étrangers eussent été supprimés. A Tokyo, il était évident que les forces américaines s'étaient installées pour longtemps sur la bordure du Pacifique ouest. La confrontation qui allait se produire ne faisait aucun doute : les forces communistes, s'appuyant sur la masse du territoire, poussaient vers l'extérieur et gagnaient en puissance, tandis que les Etats-Unis s'établissaient au Japon, à Okinawa et aux Philippines, pour tenir cette ligne, s'ils le pouvaient, le long de la frontière maritime. Formose, me semblait-il, était le « talon d'Achille ».

Je retournai à Washington le 26 mai et, à cinq heures et demie de l'après-midi, je m'assis pour discuter de la crise de Formose avec le directeur du bureau pour l'Extrême-Orient du Département d'Etat.

Après avoir passé les incidents en revue, je présentai mes vues « impérialistes » et impopulaires. Si nous voulions maintenir les intérêts américains et ceux des Nations unies sur la frontière du Pacifique ouest, Formose devrait être dans des mains amies pour compléter la chaîne. A ce moment (1947), personne ne savait combien de temps durerait l'occupation du Japon ni quand un traité de paix serait prêt.

Malgré les déclarations officielles, il était généralement admis, en privé, à Pékin, Nankin, Shanghai et Tokyo, que le Generalissimo subirait, sur le continent, une défaite presque certaine. Il avait perdu la confiance et le soutien du peuple chinois et il avait refusé de suivre les recommandations que lui avaient prodiguées les Américains sur la poursuite des opérations militaires.

Si on permettait à Chiang de se replier à Formose et de s'installer là, nous aurions sur les bras un énorme problème. Nous serions évidemment contraints de continuer à lui apporter un soutien économique et de l'approvisionner en armes. Si les communistes se développaient sur le continent jusqu'à devenir des géants, nous nous serions engagés à soutenir un nain à Formose. Ce serait, à la rigueur acceptable si Chiang et les nationalistes bénéficiaient de l'appui des Formosans mais les évènements de mars avaient détérioré leurs relations à un point tel qu'on ne pouvait espérer les rétablir.

Pourquoi ne pas intervenir pendant que nous avions une base légale pour le faire ?

Pourquoi ne pas insister pour mettre en place une administration des Nations unies ou des Alliés jusqu'à ce que les problèmes posés

par la guerre civile chinoise soient résolus ? Si nous attendions jusqu'à ce que le transfert de souveraineté ait été décidé par la conférence de paix, nous nous mettrions dans une position considérablement plus difficile. Que Chiang et les nationalistes restent sur le continent ou, à tout le moins, qu'ils restent à l'écart de Formose. Qu'on accorde aux Formosans le protectorat qu'ils souhaitent ; puis, si nécessaire, qu'on autorise Chiang à y trouver refuge en tant que citoyen privé. En tout état de cause, qu'on ne permette surtout pas à Chiang de perdre Formose comme il était en train de perdre le continent. Pourquoi ne pas faire de Formose une base de contrôle et de surveillance qu'on tiendrait jusqu'à ce que l'Asie d'après-guerre atteigne un certain degré de stabilité politique ?

Je présentai mon argumentation « impérialiste » pour la dernière fois, pensai-je, dans un cadre presque officiel. Le directeur du bureau d'Extrême-Orient mit un terme à la discussion et me raccompagna à la porte, me faisant remarque que personne, aux Nations unies, et, certainement, personne non plus à Washington, ne manifesterait jamais un quelconque intérêt pour Formose.

S'il avait ajouté « en tant que colonie », « en tant que protectorat », ou même « en tant que responsabilité morale », il aurait été plus près de la réalité. Mais il se faisait l'interprète de la politique d'« absence de politique » du Département d'Etat à l'égard de l'île : « Ne prêtez aucune attention à Formose et il n'y aura pas de problème de Formose ». Assez rapidement, toutefois, des directives donnèrent les grandes lignes d'une politique à suivre qui affirmait officiellement que, pour Washington, Formose était « géographiquement, politiquement et stratégiquement » une partie de la Chine continentale.

Mais, quelque part, au Département d'Etat, un malaise persistait. Le 5 juin (le jour du grand discours de Marshall sur son plan à l'Université Harvard), je fus convoqué au Département et on me demanda de préparer un résumé de mes vues, en une page, qui serait adressé au général Marshall. Comment quelqu'un pourrait-il soulever la question d'un radical changement concernant une politique fondamentale en appelant simplement l'attention, pour justifier son intervention, sur notre vulnérabilité à cet endroit et sur l'appel à l'aide désespéré des Formosans ? Je sortis de ce pensum en ayant l'impression que quelqu'un, au sein du Département, pensait qu'il était nécessaire de présenter ces

opinions « impérialistes » au général Marshall mais qu'aucun haut fonctionnaire du Département ne souhaitait que son nom leur soit associé. Le mien, complètement inconnu du général Marshall ou du public, n'aurait aucun poids. S'il souhaitait reprendre le sujet, libre à lui de le faire.

Il y eut d'autres marques d'intérêt, mais elles disparurent rapidement. Le sénateur Joseph Ball m'invita à déjeuner. L'ambassadeur au Nations unies, Warren Austin, me demanda de lui parler des évènements de mars mais rien de significatif ne sortit de tout cela.

En même temps que je me rendais régulièrement au Département d'Etat pour ces inutiles démarches, je fis le tour des autres départements de l'administration qui avaient eu à traiter de Formose pendant la guerre et continuaient de manifester un vif intérêt pour son avenir. Si Chiang subissait une défaite, qu'adviendrait-il ?

La marine craignait que cette grande île ne passe progressivement sous le contrôle des communistes, car elle pourrait alors dominer les mers entre nos bases du Japon, d'Okinawa et des Philippines. Le simple entretien d'une aussi vaste possession maritime stimulerait chez les communistes chinois le développement de bases militaires et d'établissements de commerce. Dans les bureaux des officiers de marine nous évoquâmes avec regrets la proposition qui avait été avancée de placer l'île sous l'administration de la marine américaine avant que le Japon ne capitule.

Au Pentagone, je rencontrai d'anciens collègues qui étaient très désireux d'avoir les dernières informations et le compte rendu d'un témoin direct sur les évènements de Formose. Ils étaient alors plus directement préoccupés par l'effondrement imminent des positions militaires de Chiang Kai-shek dans toute la Chine du Nord. Du Pentagone, Formose était vue comme une excellente base, séparée du continent et protégée par des « douves ». Là, aussi, on exprimait le regret que les Etats-Unis ne profitassent pas du statut légal indéterminé de Formose pour obtenir, en insistant, qu'eux-mêmes ou les Nations unies prennent part à l'administration locale. Le général de division Albert Wedemeyer se trouvait même alors en Chine pour examiner la situation militaire, très instable, sur le continent et négocier un accord pour créer, à Formose, une base spéciale de formation sino-américaine.

Mais les Départements de la Guerre et de la Marine ne prenaient des initiatives dans ce domaine que si elles étaient approuvées par le Département d'Etat, et là, la doctrine de la « non-intervention » prévalait. Je me rendis compte qu'il n'était pas possible de suggérer que les intérêts américains à long terme aient la préséance sur des considérations sentimentales concernant la face de Chiang Kai-shek et, plus généralement, sur les intérêts chinois. J'avais la conviction qu'une population formosane amicale, non communiste et non nationaliste servirait mieux nos intérêts.

Il y avait plus qu'un relent de ressentiment dans les contre-arguments avancés par des fonctionnaires des Affaires étrangères qui étaient des « vieux de la Chine » ou avaient des liens avec les missions, et beaucoup de ces arguments faisaient écho à ceux utilisés, au nom des Chinois, lors de la controverse du milieu du XIXe siècle, lorsque les étrangers voulurent instaurer un peu d'ordre sur l'île en la coupant de la Chine continentale. Très clairement, mes contradicteurs partageaient le point de vue chinois selon lequel les Formosans étaient « marqués » par leur longue association avec les Japonais et méritaient peu de considération, ou, dans l'esprit missionnaire du véritable renoncement, nous, les Américains, devions toujours faire passer les revendications des Chinois et leurs intérêts avant les nôtres. Il y avait, bien sûr, une froide logique dans le fait de considérer que la population de Formose, qui ne représentait que six millions de personnes, était une minorité trop petite pour être prise en compte face aux intérêts de l'énorme population chinoise du continent. L'idée d'une Formose séparée n'était pas pensable.

XVI
L'« administration de la réforme »

Le général Chen Yi récompensé

Les Formosans attendaient, en pleurant leurs morts, dans une confuse stupéfaction. Qu'est-ce qui allait maintenant arriver ? Ni la visite ostentatoire du général Pai Hsung-hsi, ni la pluie de tracts sur lesquels était imprimé le discours de Chiang avaient beaucoup contribué à améliorer la situation, qui restait extrêmement tendue.

A la fin mars et en avril, de nombreux profiteurs chinois, devenus nerveux, retournèrent discrètement en Chine en emportant tout ce qu'ils pouvaient. L'avenir ne leur semblait pas très brillant, parmi une population aussi hostile. Quelques-uns des meilleurs immigrants commencèrent aussi à partir. Ils étaient venus à Formose dans l'espoir que, là, enfin, ils pourraient progresser dans l'exercice de leurs professions. Maintenant, certains pensaient que c'était le moment propice pour quitter définitivement la Chine – une décision difficile à prendre – et s'installer à Hong Kong, en Amérique ou en Europe pour commencer une nouvelle vie. De toute évidence, Formose était destinée à suivre le même chemin qu'avait suivi le continent sous l'autorité du parti nationaliste.

Je ne donnerai qu'un seul témoignage écrit – celui d'un ingénieur – pour faire comprendre le point de vue des gens non affiliés au parti qui voulaient seulement que la Chine soit en paix et qu'elle ait la possibilité de se reconstruire. Il nous permet aussi d'avoir quelques aperçus sur l'attitude des Chinois du continent à l'égard de Formose, du gouvernement et des Etats-Unis.

« Vous apprécierez [écrit-il] que de nombreux intellectuels chinois considèrent le soutien américain à Chiang comme la cause essentielle du prolongement de l'agonie du peuple chinois. » Au sujet d'un statut de territoire sous mandat donné à l'île, il est véhément :

« Pour le Chinois moyen, une telle solution apparaîtrait comme totalement injuste... Formose est liée à la Chine par le sang et par l'Histoire. Ce serait donc doublement une faute si les Américains se faisaient les avocats d'une séparation de Formose et de la Chine parce que le gouvernement qu'ils soutiennent en Chine

est corrompu. [Il indique ici que Chen Yi est l'agent de Chiang] … Pendant ma vie, j'ai vu les Formosans s'éloigner de nous en raison de leur éducation japonaise et de la propagande à laquelle ils étaient soumis. Ce fossé s'élargit à un point tel qu'en 1941 je pouvais difficilement distinguer les Formosans qui vinrent avec l'armée japonaise. La paix n'a pas encore duré assez longtemps pour que les Formosans puissent changer eux-mêmes de direction. Une période supplémentaire d'administration américaine aliénerait encore plus les Formosans de mon peuple. L'éloignement pourrait alors devenir permanent et il serait impossible d'y remédier. »[1]

Commentant l'échec de Chen Yi, il estime que le gouvernement central avait trop de départements sous son contrôle direct, parmi lesquelles l'armée, le parti, les douanes, et la justice. Il était donc impossible pour Chen de tenir la situation fermement en mains. Puis, avec beaucoup de naïveté, il présente les opinions du gouvernement :

« Sous Chen Yi, il y avait des œufs pourris, par exemple son secrétaire général Keh, qui était soutenu par Chiang. Bien sûr, la masse des petits fonctionnaires était de très médiocre qualité. Je maintiens enfin que Chen Yi a poursuivi une politique tolérante qui ne convenait pas du tout pour la tâche qu'il avait à accomplir, pour la simple raison que (i) le gouvernement central avait décidé de « traire » Formose, (ii) la discorde, créée par les départements indépendants que j'ai précédemment mentionnés, ne pouvait que saper les bonnes intentions de Chen Yi à l'égard des Formosans, alors qu'une main ferme, dès le début, associée à une politique consistant à étouffer la presse, à corrompre les classes les plus revendicatives, i.e. l'intelligentsia, les professeurs, les hommes d'affaires, etc., auraient fait l'affaire et le monde n'aurait jamais entendu parler de la mauvaise administration de Formose.

Je mentionne ce dernier point parce qu'un tel modèle de gouvernement a été, et est encore, pratiqué avec succès en Chine. L'important est de supprimer les informations indésirables et de se montrer ferme en toutes circonstances. N'importe qui d'autre que Chen Yi aurait proclamé la loi martiale et averti les leaders formosans qu'il procéderait à des arrestations de masse, qu'ils les placeraient tous sous stricte surveillance, etc., au lieu de les laisser dériver vers une liberté anarchique… »[2]

Ces commentaires illustrent l'incapacité des Chinois du continent éduqués à comprendre les changements qui s'étaient produits chez les Formosans pendant trois cents ans de vie insulaire sur un territoire

frontière et cinquante ans de développement technique régulier et méthodique. Ils continuaient de traiter Formose comme une province arriérée de l'intérieur.

Chiang était alors en train de mendier pour que Washington lui accorde un autre prêt considérable pour maintenir son régime à flots. Quelques gestes réformateurs étaient nécessaires. Chen Yi devait être remplacé.

Pour amadouer les barbares à Washington, où les Wei s'étaient, en temps de guerre, bâtis une réputation d'hôtes merveilleux, l'ambassadeur Wei Tao-ming fut nommé comme successeur de Chen, un choix destiné à être favorablement accueilli. Il pouvait être assuré d'un large soutien parmi les fonctionnaires qui quelquefois confondaient la capacité d'un étranger à parler anglais et un attachement passionné pour la démocratie et le style de vie américain.

Chen fut autorisé à rester à Taipei pendant encore six semaines. Ce sursis lui donna le temps de régler de vieux comptes. Ses hommes liquidèrent leurs biens immobiliers et recherchèrent, en échange, de l'or ou des dollars américains, pour les transporter à Shanghai, ce qui perturba l'économie locale.

Malgré les beaux discours sur la « réforme », à Nankin, le règne de la terreur se poursuivait. Sous l'ancien système chinois de « responsabilité collective » (le *pao chia*), chaque communauté était divisée en groupes de dix familles au sens large. Chaque famille désignait un membre d'un certain âge qui était tenu pour responsable de la conduite de tous les individus appartenant à sa famille. De chaque groupe de représentants de dix familles, un membre était à son tour désigné pour le représenter dans un deuxième groupe de dix qui était donc tenu pour responsable d'un ensemble de cent familles et de chacun de leurs membres. Pour toute infraction à la loi ou pour tout acte jugé offensant pour l'armée, le parti, ou le gouvernement, des punitions graduées étaient infligées, en fonction des circonstances. Elles allaient de simples remarques cinglantes (qui faisaient perdre la face) à des amendes, des confiscations de propriétés, des peines de prison accompagnées de tortures, jusqu'au châtiment ultime, la mort. De cette manière, on pouvait exercer de sévères pressions pour obtenir, par la contrainte, des informations sur un individu appartenant à la communauté et recherché par les autorités.

Chen Yi raffina encore le système en réduisant à cinq familles au lieu de dix son unité de base, rendant ainsi responsables, dans chaque communauté, un nombre deux fois plus élevé de chefs de famille. Cette disposition, associée à un système de récompenses pour les indicateurs, interdisait pratiquement aux leaders formosans qui étaient passés dans la clandestinité d'organiser leurs forces.

La lettre d'un Formosan, envoyée, à ce moment-là, au médecin chef, de l'UNRRA, illustre l'espoir opiniâtre d'une intervention des Nations unies et évoque la persistance d'une chasse à l'homme dans les collines et à la campagne.

« Je fais de mon mieux pour diffuser l'information et pour persuader les gens qu'un mandat de l'ONU est possible. Mais, dans la situation actuelle, une large diffusion est presque impossible. Et il est très difficile de convaincre les gens que l'ONU va s'occuper de ce problème parce qu'ils pensent que Taiwan n'est pas suffisamment importante.

Plusieurs centaines de personnes sont encore dans les montagnes mais leur position devient difficile parce qu'ils manquent de nourriture et que des aborigènes influents ont été achetés par le gouvernement et n'aident pas les Formosans.

L'organisation secrète se développe très lentement mais progresse petit à petit. La majorité des gens a été intimidée par le « bain de sang ». J'espère qu'ils vont l'oublier rapidement. Mais la haine est à son maximum. Si un référendum avait lieu maintenant, je suis tout à fait sûr que la solution d'un mandat de l'ONU (ou des Etats-Unis particulièrement) obtiendrait 100 % des suffrages.

On pratique ce qui est appelé « la purge des villes et des villages » et la responsabilité est imposée collectivement à la population. Si un seul coupable est trouvé, tous les autres sont punis. Un système aussi pervers nous renvoie aux heures sombres de l'Histoire ! »[3]

Un autre Formosan, écrivant au même moment parle de terrifiantes descentes nocturnes : « S'il arrive que la police conduise une enquête au milieu de la nuit, ce qui s'est produit très souvent récemment, et qu'elle constate un changement dans le nombre des membres de la famille, toute la famille, y compris les vieilles personnes et les enfants, est arrêtée, de même que les responsables collectifs qui ont donné leur garantie, et tous seront punis. »[4]

Dans toutes les parties de l'île, des membres de l'UNRRA étaient les témoins d'une campagne persistante d'intimidation et de vengeance, destinée à régler de vieux compte pour l'armée, le parti et le gouvernement. Les Chinois du continent dont les pillages avaient été empêchés en 1946 se complaisaient à exercer de sanglantes représailles. A Keelung, on arrêta dix-sept notables formosans et on leur dit qu'ils seraient exécutés s'ils ne pouvaient réunir 100 000 yens ou rassembler une quantité de riz de valeur équivalente. A Taipei, treize hommes furent contraints de trouver, en trois jours, 40 000 sacs de riz. Des incidents semblables ailleurs persuadèrent les observateurs de l'UNRRA que les confiscations étaient destinées à empêcher l'approvisionnement de ceux qui s'étaient réfugiés dans les hautes montagnes et à permettre aux troupes fraîchement débarquées de vivre sur l'habitant.

Tous les actes criminels – y compris les déprédations des soldats nationalistes – étaient maintenant mis sur le compte des Formosans, fournissant ainsi des prétextes supplémentaires pour qu'ils soient arrêtés et exécutés. Un membre norvégien de l'UNRRA écrit :

« Le lundi 14 avril, à Takao, à environ 11 h 30 du matin, deux frères, âgés de 25 et 33 ans, furent exécutés sur la place principale, en face de la gare du chemin de fer. Helena vit [aussi] les gens rassemblés et juste après... nous entendîmes dire... qu'ils étaient accusés de faire partie des leaders des évènements du 28 février. Le plus cruel fut que les familles des deux hommes furent amenées sur le lieu de l'exécution et qu'elles durent y assister...

Vous vous souvenez de l'homme qui essaya d'intercéder en faveur de ceux qui avaient été arrêtés à Heito quand les troupes arrivèrent (rapport de Muriel). Alors qu'il n'avait pas du tout participé à quoi que ce soit, il fut conduit sur la place, en face de l'hôpital provincial; il fut contraint de s'agenouiller, il fut ligoté et il fut fusillé. Sa femme et ses deux enfants furent obligés d'y assister... »[5]

Le 19 avril, un médecin de l'UNRRA – un Sud-Américain – vit, dans la rue, une vingtaine de jeunes Formosans, bien vêtus, qui étaient emmenés par des soldats nationalistes. Chaque homme était ligoté et tous étaient liés les uns les autres, par le cou, au moyen de grosses cordes. Ils se dirigeaient vers la rivière, dans les faubourgs de la ville, et il ne faisait aucun doute qu'ils allaient être torturés ou exécutés dans l'heure qui suivrait.

Chen Yi devait partir le 1[er] mai. On décréta que le 26 avril serait célébré comme « Thanksgiving Day » et que tous les élèves des écoles devraient faire un geste – c'est-à-dire donner de l'argent – pour remercier l'armée nationaliste de la protection qu'elle leur avait assurée en mars. Chaque élève de l'école primaire devait donner cinq yens, les élèves des écoles moyennes, le double.

Les écoles protestantes et catholiques protestèrent contre ce rite outrageant de « Thanksgiving », mais ces protestations ne firent qu'ajouter à leurs difficultés. Les écoles avaient fermé juste après les incidents du 28 février. Lorsqu'elles rouvrirent, les responsables des missions durent accepter, par écrit, de créer de nouveaux conseils de direction dans lesquels les Chinois du continent seraient majoritaires. Les conseils définiraient les programmes et seraient habilités à recruter et à licencier les professeurs. On interdit aux missions de reprendre leur travail parmi les aborigènes de la côte est.

Au même moment, tous les membres de l'UNRRA furent stupéfaits d'apprendre que le gouvernement de Taipei (le commissaire aux Finances, Yen Chia-kan) avait accordé un prêt de quarante-neuf milliards de dollars chinois – disponible à Shanghai – gagé sur du sucre, du riz et d'autres productions de Formose, ainsi que sur une cargaison de 200 000 tonnes d'engrais, donnés par le Canada et les Etats-Unis et destinés à l'UNRRA pour être utilisés à Formose. L'équipe de l'UNRRA souhaitait savoir qui allait utiliser ce crédit sur le continent, et à quelle fin. Presque tout le monde pensa qu'il s'agissait sans doute de la dernière contribution de Chen Yi, du moins en ce qui concernait Formose.

Chiang Kai-shek montra, une fois encore, sa suprême indifférence à l'égard de l'opinion publique. Pour les barbares de Washington, il avait fait un geste en faveur des réformes en nommant Wei Tao-ming. Le général Chen Yi fut rappelé à Nankin pour devenir un conseiller haut placé du gouvernement. Lorsqu'un temps suffisant se fut écoulé, il fut nommé gouverneur de la province du Chekiang, qui était dix fois plus étendue que Formose et avait une population deux fois supérieure. Elle offrait de magnifiques opportunités, sur le plan économique. De surcroît, elle avait une importance particulière pour Chiang puisque c'était la terre où reposaient ses ancêtres, de même que ceux de Chen Yi. C'était vraiment le territoire familial.

L'administration réformée du gouverneur et Mme Wei

Le général Chen Yi et sa maîtresse japonaise s'étaient contentés d'occuper une modeste maison confisquée dans une petite rue, n'utilisant l'ostentatoire résidence officielle que pour recevoir les invités du gouvernement à des conférences et des réceptions. Le gouverneur et Mme Wei préférèrent la résidence officielle (il s'agit de la première Mme Wei [1894-1959], qui préférait être appelée Cheng Yu-hsiu, Tcheng Soume ou Soumay Tcheng).

Cet imposant bâtiment – presque aussi grand que la Maison-Blanche à Washington – était situé dans un jardin aussi vaste qu'un parc. Il avait été construit au début du XIXe siècle comme un symbole de l'autorité impériale japonaise et, au fil des ans, était devenu une sorte de musée, rempli d'objets rares et curieux.

Mme Wei – une personnalité énergique et haute en couleur, c'est le moins que l'on puisse dire – se vantait souvent d'avoir été, dans sa jeunesse, une étudiante révolutionnaire, porteuse de bombes, mais ces jours paraissaient maintenant très lointains. On s'aperçut très vite qu'elle régnait en maître dans les bureaux du gouverneur et, à Shanghai et à Nankin, elle était quelquefois surnommée le « super-gouverneur » de Formose. Elle avait, à titre personnel, des relations solides et de haut niveau avec le gouvernement central et, à Formose, elle bénéficiait de la présence de son neveu, le commandant en second de la garnison, le général Nu Hsien-ming.

Immédiatement après que les Wei prirent leurs fonctions, le marché financier commença de connaître d'extraordinaires fluctuations. On raconta que quelques privilégiés avaient fait des fortunes. Après avoir commenté ces variations erratiques et le cynisme avec lequel les Formosans considéraient l'« administration réformée » de Wei, l'un d'entre eux, bien informé, écrivit.

« Nous espérons que le gouverneur Wei ne suivra pas la même voie que Chen. Mais j'ai entendu dire que plusieurs personnes, qui sont des acolytes de T.V. Soong, ont suivi Wei pour tirer profit de l'économie de Taiwan. Le gouvernement va maintenant ouvrir la porte de l'industrie au nom d'une « politique démocratique », mais comment pourrions-nous, nous Formosans, concurrencer le groupe de T.V. Soong ou d'autres hommes d'affaires du continent… ? »[6]

Tous les commissaires de Chen Yi disparurent de la scène – tous sauf un, le commissaire aux Finances, Yen Chia-kan. Le nouveau secrétaire général était Hsu Dau-lin, un spécialiste du droit, formé en Allemagne, qui avait été, pendant un temps, secrétaire du Generalissimo. Pour la façade, sept Formosans furent nommés commissaires, représentant la moitié du « cabinet » de Wei. Les titres n'étaient que nominaux; aucun des commissaires formosans ne put nommer lui-même ses propres subordonnés, et, dans tous les cas, le commissaire adjoint, un Chinois du continent, était le « patron » effectif. Au quatrième niveau de l'administration, plusieurs Formosans furent nommés directeurs adjoints, mais tous, là encore, étaient entourés de Chinois du continent qui s'assuraient qu'ils suivaient la ligne. Un visage familier s'attarda quelque temps à la lisière de l'administration – il s'agissait du Dr King, le directeur de la Santé publique de Chen Yi qui resta à Formose pour diriger la compagnie de fabrication de médicaments dans laquelle Chen avait d'évidents intérêts.

Le gouverneur Wei occupa ses fonctions pendant dix-huit mois et deux semaines. Etant donné la situation qui prévalait sur le continent, il fut confronté à une tâche sans espoir. Beaucoup de ses tentatives de réformes économiques ou sociales échouèrent. Les stocks de matières premières s'épuisèrent et l'organisation technique fut perturbée par l'émigration, consécutive aux évènements, de personnels bien formés. Le chômage s'accrut en même temps que la production déclinait. Les prêts bancaires continuèrent d'être principalement accordés à des entreprises commerciales.

Pendant que le nouveau gouverneur brassait des papiers sur son bureau et que le commissaire Yen se battait pour contrôler l'inflation, la confusion économique à Shanghai ne cessait d'empirer. Taipei avait le pouvoir d'ajuster le taux de change de la monnaie locale (le yen de Taiwan) par rapport à la monnaie nationale chinoise (Chinese National Currency ou CNC) qui fluctuait dans de telles proportions que cet ajustement était très difficile à réaliser. On ne pouvait stabiliser l'économie de Formose, à moins de couper l'île du chaos du continent.

Le groupe de l'UNRRA continua d'exister jusqu'en décembre 1947. En décembre 1948, l'économie globale de Formose, si on la rapportait à la production par habitant, avait atteint le point le plus bas qu'elle eût jamais connu depuis que l'île avait été cédée au Japon, en 1895. En ce

sens, elle avait bien été retournée à la Chine. La population augmentait rapidement. Avant la guerre, le montant des exportations annuelles de produits alimentaires et de produits semi-finis dépassait en valeur cinquante millions de dollars ; en 1948, les produits qui quittaient Formose par des canaux commerciaux légaux représentaient à peine un million de dollars. La grande industrie sucrière japonaise était passée aux mains des Chinois du continent et les surfaces cultivées en riz furent alors réduites pour céder la place à des plantations de cannes.

Formose retournait aux vieux modes chinois d'être et de penser. Le commerçant formosan se plaignait qu'il ne lui était plus possible de tenir une comptabilité suffisamment précise, parce que les immigrants chinois refusaient d'accepter le système de prix fixes auquel les Formosans étaient habitués. Un seul produit dans le stock d'un commerçant pouvait se vendre à dix prix différents dans la journée, suivant sa capacité de marchander avec dix clients différents. Les prix apposés sur les produits ne signifiaient maintenant plus rien, et les inventaires n'avaient plus aucune base pour indiquer les profits ou les pertes. Il n'y avait aucune limite aux « pressions » – les sommes d'argent qui devaient être données aux personnels de l'armée, aux cadres du parti et aux fonctionnaires du gouvernement pour obtenir des licences, des privilèges ou même une simple sécurité dans les affaires.

De coûteuses pratiques religieuses traditionnelles, bannies depuis longtemps par les Japonais, refirent surface. Elles avaient souvent conduit des familles à la banqueroute en les obligeant à des dépenses excessives et ostentatoires pour des mariages, des rites divinatoires et des funérailles. Les Japonais avaient imposé des limites à ces fastes, ce qui déplaisait aux anciennes générations, mais les plus jeunes – disons tous ceux nés après 1900 – en avaient reconnu l'intérêt économique. Elles furent désolées de les voir levées. Les nouveaux venus, au contraire, encourageaient un retour aux rites et cérémonies traditionnelles comme une manière de « ré-assimilation » à la Chine. Tout cela était très coloré et pittoresque, selon les visiteurs américains, et était dûment photographié et publié dans le *National Geographic Magazine*, *Life Magazine* et d'autres publications de même type, mais représentait une régression marquée, un retour à des pratiques chinoises du XIXe siècle.

L'impuissance de l'administration du gouverneur Wei peut être illustrée par des rapports du gouvernement qui envisageaient sérieusement

d'abandonner toute la région de la côte est au sud de l'ancrage de Suao, pour la raison qu'elle était « trop difficile et trop coûteuse à administrer et peuplée seulement d'aborigènes ». On proposa de maintenir le contact avec la ville de Hualien par la mer, mais d'abandonner la route côtière, dangereuse et taillée dans des falaises, que les Japonais avaient construite, des années auparavant, pour faciliter leur administration. L'état misérable, à cette époque, des aborigènes et des gens de sang mêlé vivant dans les montagnes, a été décrit par l'histoire poignante de Vern Schneider, *Un seau d'huîtres,* publiée par Putnam en 1953.

La terreur continue

Le jour suivant sa prise de fonction (15 mai 1947), le gouverneur Wei annonça que la loi martiale serait désormais levée et qu'il n'y aurait plus d'arrestations liées aux incidents de février. Ce n'était, là encore, qu'une façade, le geste en faveur des réformes qu'attendaient les Etats-Unis.

Les arrestations et les exécutions se poursuivirent. En tant que civil, le Dr Wei n'avait qu'une très faible influence sur l'armée nationaliste ou sur les hommes de main du parti nationaliste. Une très forte pression fut exercée sur la classe moyenne émergente de Formose, les petits propriétaires terriens qui avaient jusqu'alors assez d'argent pour envoyer leurs fils et leurs filles au lycée, à Formose, et dans les universités, au Japon, et qui pouvaient investir dans de petites entreprises dans les villes. C'était la classe qui avait produit les leaders du début de 1947.

Le gouvernement était particulièrement préoccupé par les lycées, connus pour être des centres de sentiments anti-chinois. Le système éducatif était dans une pagaille totale ; à l'Université de Taiwan, il y avait, en 1948, cinquante professeurs du continent, huit professeurs japonais et deux assistants qui étaient formosans. Même les gardiens formosans avaient été licenciés pour laisser la place aux profiteurs. Pendant l'année, pas moins de cinq doyens se succédèrent à la faculté de droit et chaque changement entraînait un changement de personnel. A un moment donné, la rotation des personnels conduisit à tellement de confusion que le gouvernement demanda aux professeurs japonais qui étaient restés de devenir les gardiens des propriétés de l'université parce qu'ils représentaient le seul élément de stabilité dans toute l'institution.

La chasse aux complots fomentés par les étudiants et des organisations clandestines était continuelle. Des histoires coururent – mais ne furent jamais vérifiées – selon lesquelles le gouvernement avait découvert une conspiration qui se proposait d'exercer, dans toute l'île, des représailles sur les Chinois du continent; le soulèvement devait avoir lieu le 22 août (i.e. le « 8-22 », l'inverse de « 2-28 », date de l'incident du 28 février). Le général Peng Meng-chi fixa au 31 octobre la date limite à laquelle tous les communistes devaient se faire enregistrer. Peng et ses collaborateurs ne laissèrent passer aucune occasion pour faire clairement savoir que les sentiments « interventionnistes » ou « indépendantistes » étaient la même chose que les sentiments « communistes » et qu'ils seraient punis en conséquence.

Des notables formosans furent contraints de devenir membres de l'Association pour une nouvelle culture, et de se déclarer vigoureusement opposés à l'idée même d'un protectorat. Le conseil de la province et les conseils municipaux, les écoles et les organisations privées devaient souscrire à ces déclarations. Hésiter c'était risquer d'être accusé de subversion communiste. Des centaines de signatures furent recueillies sur des manifestes s'opposant à toute intervention et ces documents furent transmis à Washington ou à New York pour être utilisés comme des preuves qu'« aucun véritable Formosan » ne désirait l'indépendance ou un statut de protectorat pour l'île.

Il devint impérieux, pour chaque famille, de considérer en priorité sa propre sécurité et pour chaque individu d'y regarder à deux fois avant de mettre en danger sa famille par des comportements irréfléchis ou des conversations indiscrètes. Le gouvernement offrait d'attirantes récompenses pour des informations portées contre quiconque serait surpris à parler d'« intervention » ou d'« indépendance ». Rapidement, on prétendit que lorsque dix Formosans étaient ensemble, où que ce soit, l'un d'entre eux était un informateur payé par le gouvernement. On racontait l'histoire suivant laquelle, lors d'une fête à Kaohsiung, quelqu'un avait posé aux invités la question de savoir ce qu'ils feraient si une invasion se produisait. Un Formosan trop bavard, se souvenant de l'énorme récompense empochée par un Formosan qui avait collaboré avec les Japonais en 1895, dit en riant qu'il aimerait être un second « Ku Wen-hsing ». Quelques jours après, il disparut et on n'entendit plus jamais parler de lui.

Des Formosans qui avaient ouvertement été amis avec des étrangers firent l'objet d'une attention spéciale de la police. Il avait été certainement utile que le gouverneur et Mme Wei aient cultivé des relations avec des étrangers à Washington, de l'autre côté du Pacifique, mais que des Formosans confient leurs malheurs à des étrangers à Formose, était tout à fait autre chose. Du jour où Wei occupa ses fonctions, le journal du gouvernement laissa entendre, de manière à peine voilée, que les étrangers n'étaient pas les bienvenus et qu'on exercerait à leur égard une surveillance beaucoup plus stricte. « Nous allons donc renforcer notre contrôle des passeports et des entrées et sorties des étrangers, et nous allons les surveiller pendant leur séjour dans l'île ».[7]

Les Formosans qui avaient des amis étrangers subirent des fouilles répétées de leurs maisons et leurs parents et leurs amis locaux furent soumis à de pénibles interrogatoires. On ordonna à tous de faire immédiatement un rapport au poste de police le plus proche sur tous les visiteurs étrangers avec lesquels ils entreraient en contact et de faire un compte rendu exhaustif de leurs conversations avec eux. Une liste de trente noms de personnes « recherchées » fut affichée. Pour désorienter les journalistes étrangers et pour jeter un doute sur ce que la presse étrangère avait déjà rapporté, la liste incluait des noms de personnes dont on savait pertinemment qu'elles avaient été massacrées au début de mars. Pour suggérer une culpabilité par association, des partisans très connus d'une intervention de l'ONU ou des Etats-Unis furent inclus sur la liste avec Mlle Rouge-Neige et d'autres communistes notoires. Tous étaient tenus pour être « pénalement responsables » des évènements de mars. On les avertit qu'ils devraient se repentir, se livrer ou qu'ils mourraient. Les promesses d'amnistie du gouverneur Wei étaient sans valeur pour l'armée.

Ecrivant en juin 1947, le Dr Pierre Sylvain, un expert agricole de l'UNRRA, originaire d'Haïti, soulignait que les forces du gouvernement continuaient de terroriser les villages en organisant des « exercices militaires » dans les rues étroites et les allées – baïonnettes au canon – qui obligeaient les habitants à rentrer chez eux et avaient pour but de leur rappeler leur impuissance de manière ostentatoire. La situation de la région de Kaohsiung était, selon lui, particulièrement dure. Des agriculteurs et des citadins, riches ou aisés, étaient partout rançonnés au prétexte qu'ils avaient participé aux évènements de mars.[8]

Mais même dans cette situation, les Formosans continuaient d'appeler à l'aide. Le consulat américain fut approché pour apporter son assistance à une délégation de Formosans qui voulaient se rendre à New York et Washington pour plaider leur cause. Une de mes connaissances, qui m'écrivait alors que j'étais dans la lointaine Amérique, disait ceci :

« Beaucoup de Chinois ont fui le continent et sont venus quotidiennement à Taiwan ; ils ont perturbé et abîmé cette île magnifique…

Nous nous rendons compte que les Chinois et les Formosans sont à jamais incompatibles. Maintenant nous sommes sans espoir et nous ne pouvons plus rien faire à Taiwan.

C'est la vérité de dire que quatre-vingt-dix-neuf pour cent des Formosans désirent que Taiwan soit séparée du continent et qu'ils souhaiteraient ardemment un statut de mandat sous l'égide des Etats-Unis. C'est, pour Taiwan, un fardeau trop lourd de remplir les coffres du gouvernement national pour qu'il fasse la guerre alors qu'en fait nous n'éprouvons aucun intérêt pour la Chine, ni aucune loyauté à son égard. Après l'incident du 28 février, tous les Formosans, hormis quelques marionnettes, pensent que le statut de mandat est la seule façon de sauver Taiwan de l'« enfer ».

Nous estimons que nous devrions être capables d'instaurer nous-mêmes la démocratie, avec l'aide des Etats-Unis, et, bien sûr, nous ferions de notre mieux pour coopérer avec les Etats-Unis, dans tous les domaines, pour nous défendre contre notre ennemi à l'avenir… [9]

La visite du général Wedemeyer

Le général George C. Marshall était retourné aux Etats-Unis, après sa mission en Chine, en janvier 1947, convaincu qu'il n'y avait aucune possibilité de faire collaborer les communistes et les nationalistes. La question : « Que faire en Chine et que faire de la Chine ? » était devenue la plus importante de la politique américaine, intérieure et extérieure. Marshall estimait que les Etats-Unis devraient réduire leurs engagements à l'égard du gouvernement nationaliste, qui se désintégrait, et diminuer ainsi leurs pertes dans la guerre civile chinoise. Le président Truman, d'un autre côté, était harassé par de violentes accusations selon lesquelles il retenait l'aide militaire et favorisait délibérément

les communistes. Avant de prendre une décision finale, le président envoya une fois encore en Chine le général de corps d'armée Albert C. Wedemeyer pour évaluer la situation militaire, les chances de survie de Chiang et l'opportunité d'une aide massive supplémentaire au régime nationaliste.

C'était une mission qui devait s'en tenir aux faits. Avant de quitter la Chine, Wedemeyer vint à Formose, très récemment débarrassée de Chen Yi. Le gouverneur Wei sentit le manque d'enthousiasme du général mais fit de son mieux pour le convaincre que Formose était réellement un bastion de démocratie. Comme d'habitude, l'inévitable « indigène de service », Huang Chao-chin, donna une interview privée en tant que « représentant du peuple formosan ». Remarquant l'agitation provoquée par l'idée d'« intervention », Wedemeyer assura Huang que les Etats-Unis n'avaient aucune ambition territoriale à l'égard de Formose. Huang salua et sortit pour déclarer immédiatement à la presse que le général avait déclaré : « Les Etats-Unis ne sont pas intéressés par Formose », glaçant ainsi le cœur des leaders formosans qui avaient espéré que Wedemeyer recommanderait une enquête sur la situation dans l'île.

Le général Wedemeyer rendit compte au président et lui rapporta que les Chinois n'utilisaient pas efficacement l'aide qui leur avait été donnée et que, alors qu'ils demandaient une aide supplémentaire massive en dollars, ils ne puisaient pas dans leurs propres ressources. « Les capitaux détenus en privé [par les Chinois] représentent au moins 600 millions de dollars et peuvent peut-être atteindre 1 500 millions, mais aucun effort sérieux n'a été fait pour mobiliser ces ressources privées au service de la reconstruction du pays »[10]. Wedemeyer détailla les insuffisances de Chiang en tant que chef militaire, l'incompétence grossière de ses généraux et la corruption du parti et du gouvernement nationalistes. Il recommanda un retrait total des Américains du théâtre d'opérations chinois et la création d'un « tutorat » de cinq pays pour la Mandchourie, avec la participation russe. Mais, de manière étrangement contradictoire, il préconisa, dans le même document, d'accroître considérablement l'aide militaire et économique à Chiang et de placer des « conseillers » américains à tous les niveaux de l'administration nationaliste. En fait, il souhaitait que Chiang devienne un « homme de paille » ou une marionnette.

Pour d'évidentes raisons, le Département d'Etat ne pouvait pas rendre alors public le rapport de Wedemeyer. Tout ce qui ressemblait à une administration nationaliste dans le sud de la Chine se serait évanoui du jour au lendemain. Le Département ne recommanderait pas de placer une partie de la Chine (la Mandchourie) sous un mandat international. Le rapport fut enterré et gardé secret.

Peu de temps après, on annonça que les Etats-Unis aideraient les nationalistes à mettre en place sur l'île un programme de formation militaire.

C'était un tournant, la reconnaissance que Formose, à tout le moins, n'allait pas passer par pertes et profits si le Pentagone pouvait l'empêcher. Cinq ans s'étaient écoulés depuis qu'un premier mémorandum sur le sujet avait été rédigé au Pentagone, suggérant le développement après la guerre, dans le sud de Formose, d'une base d'où on pourrait contrôler la région. Maintenant, cette idée allait être réalisée.

Les leaders formosans apprirent la nouvelle avec une certaine amertume ; ils avaient espéré une intervention directe des Américains ou des Nations unies qui les soustrairaient à la guerre civile en Chine. Comme l'un d'entre eux me l'écrivit : « ... un renforcement des troupes chinoises en garnison sur l'île sera mal supporté et conduira à des malentendus ».

Cette annonce donna libre cours à un flot de rumeurs selon lesquelles le général Wedemeyer avait aussi recommandé d'augmenter l'assistance économique et de construire d'importantes bases militaires et navales. L'ensemble du programme, disait-on, ferait partie d'un projet plus extensif de reconstruction du sud de la Chine, où T. V. Soong avait été nommé gouverneur de la province du Kwantung.

Le 3 octobre, à Hong Kong, le journal *Hua Shang Pao* publiait un énorme titre :

DES BASES US NAVALES ET AERIENNES SUR L'ENSEMBLE DE TAIWAN
LES E-U COLLABORENT AVEC LES ELITES LOCALES
UN COMPLOT POUR LE MANDAT
LA TERREUR N'EST PAS FINIE, MAIS LA POPULATION COMBAT TOUJOURS

Selon le texte, un commandant de l'armée de l'air des Etats-Unis avait assuré un notable formosan que le gouvernement nationaliste

allait rapidement s'effondrer et que les Formosans devraient se préparer pour ce qui allait suivre. Les communistes allaient probablement s'emparer du continent (aux dires des Américains), mais le communisme ne serait pas une bonne solution pour l'île. Si les Formosans voulaient améliorer la situation sur l'île, ils devraient prendre contact avec le directeur du Service d'information des Etats-Unis à Taipei.

Ensuite – toujours selon l'histoire de Hong Kong –, le notable formosan avait eu une conversation de deux heures au consulat américain. Le directeur de l'USIS avait fait remarquer que le statut de Formose était indéterminé, qu'elle dépendait toujours techniquement du général MacArthur et qu'il accepterait de recevoir les demandes d'aide des Formosans. Les Etats-Unis avaient l'intention d'appliquer à l'île les termes de la Charte de l'Atlantique, et de donner aux Formosans « l'occasion de déterminer librement à quelle nation ils souhaitaient appartenir ».

La suite de l'article prétendait que le directeur américain de l'USIS avait promis d'aider les Formosans qui le lui demanderaient et qui étaient désireux de se libérer du joug du gouvernement chinois. Sous l'administration d'un mandat américain, ils seraient autorisés à définir la durée de ce mandat. Entre-temps, les Américains feraient tout ce qu'ils pourraient pour reconstruire l'économie de l'île. Enfin (selon les mêmes allégations), les Etats-Unis, après la chute du gouvernement de Nankin, relâcheraient immédiatement les prétendus criminels politiques et tous ceux qui avaient été impliqués dans les incidents du 28 février et ses suites. La conscription serait, en outre, abolie. A partir de là, l'histoire allait tout à fait au-delà des positions et des espoirs des leaders qui souhaitaient se débarrasser des nationalistes, mais elle avait été rédigée par des exilés qui, maintenant, penchaient pour les communistes, adoptant le point de vue selon lequel tout serait préférable aux nationalistes, et que la renaissance des concessions étrangères ne devait pas se produire. A leurs yeux, le programme de formation sino-américain qui était envisagé n'était qu'une résurgence du traditionnel impérialisme militaire. « … On peut constater que les Etats-Unis s'efforcent maintenant de collaborer avec les notables locaux, et ont lancé le mouvement pour un statut de mandat de manière à préparer un environnement favorable à leur invasion de Taiwan. »[11]

Peu de temps après, le groupe de l'UNRRA quitta Formose. Le 15 décembre, Allen Shackleton (qui avait été, au sein de l'UNRRA, le responsable de la reconstruction industrielle) parla, depuis Sydney, en Australie, sur une radio à ondes courtes, et fit un compte rendu de la situation de Formose sous le « gouvernement de réforme » de Wei Tao-ming. C'était un violent réquisitoire qui fut capté à Formose où il provoqua une furieuse réaction. La propagande de Stanway Cheng soutint que les impérialistes britanniques et américains avaient la même ambition que celle qui avait enflammé les nazis et les Japonais, mais qu'ils étaient plus adroits ; les Américains et les Britanniques utilisaient les fournitures de l'UNRRA comme des cadeaux destinés à tromper la population et offraient une « aide à la Chine » comme un leurre alors qu'ils complotaient pour annexer Formose, l'exploiter et la « tenir en esclavage ».

Le 20 décembre, le gouverneur Wei se rendit à Nankin, reçut des directives, et, lorsqu'il revint, déclara que toutes les critiques extérieures de la politique et du comportement des nationalistes étaient lancées par les communistes et les « éléments ambitieux d'une certaine nation » qui souhaitaient séparer Formose de la Chine. Il avertit que les rumeurs sur le mécontentement des Formosans continueraient de se répandre jusqu'à ce qu'un traité de paix soit signé, mais que la revendication de la Chine sur Formose ne pouvait être contestée.[12]

L'année 1947 touchait à sa fin et les Etats-Unis se trouvaient dans une situation particulièrement embarrassante, qu'ils avaient eux-mêmes créée. Notre Service d'information continuait de déverser à Formose une propagande qui dépeignait les Etats-Unis comme le champion incontesté de la liberté et des droits des minorités, mais au même moment, nous renforcions nos engagements à soutenir l'armée chaotique de Chiang ; et, d'un autre côté, les nationalistes s'efforçaient énergiquement de détruire la confiance qu'avaient les Formosans à l'égard des Etats-Unis.

Huit prêtres catholiques (qui n'étaient pas américains) passèrent les longues vacances de Nouvel An dans un village éloigné de Taipei ; ils emportèrent avec eux une série de films américains prêtés par le consulat. Ils projetèrent les films sept fois devant, chaque fois, de nombreux spectateurs. De cette expérience, les prêtres écrivirent ceci :

« Le maire de --- fit un discours demandant aux gens d'être reconnaissants aux Américains qui, par notre intermédiaire, leur avaient donné cette occasion en or de voir des choses aussi merveilleuses, qu'ils n'avaient jamais vues auparavant ; toute l'assistance applaudit avec ferveur.

Quelques personnes se plaignirent de la langue des films, qui étaient en mandarin et dirent qu'ils auraient préféré qu'ils soient en anglais. Partout, les Formosans sont très enthousiastes à l'égard de tout ce qui vient des E-U, et certains d'entre eux nous demandèrent à plusieurs reprises quand les Etats-Unis prendraient le contrôle de cette île. Ils disaient qu'[ils] attendaient avec espoir le jour où ils seraient libérés des « porcs » (comme ils les appellent) du continent... Beaucoup veulent apprendre l'anglais... »[13]

L'anniversaire de l'incident approchait ; le gouverneur Wei, qui s'attendait à des troubles, prit des précautions. Des arrestations et des fouilles à grande échelle commencèrent à partir du 20 ; une nouvelle force de gendarmerie fut créée pour renforcer l'autorité du gouverneur, et tous les ports furent soumis à de sévères contrôles. Le jour vint et se passa dans une atmosphère de grande tension sur toute l'île, mais il n'y eut aucun incident majeur. Les Formosans, dans une surprenante proportion, éprouvèrent le besoin d'écrire à des amis étrangers en ce sinistre anniversaire. L'un d'eux me dit : « J'ai essayé plusieurs fois d'écrire... mais chaque fois quelque chose m'empêchait de le faire – nous ne sommes pas ici délivrés de la peur, vous savez ». Un autre m'écrivit :

« Une année a passé depuis ces jours sombres et terrifiants et maintenant, pourtant, nous éprouvons toujours un sentiment de crainte et de malaise en pensant à ce que ce pouvoir capricieux en Chine pourrait faire de nous...

Pour ce premier anniversaire, les continentaux furent inquiets des rumeurs selon lesquelles des Formosans créeraient les mêmes troubles que l'année dernière. De l'autre côté, les Formosans sont persuadés qu'ils sont au bord d'une falaise et qu'ils pourraient être jetés dans le vide par ceux qui détiennent le pouvoir dans l'île et [qui les affublent] du nom de « communistes ». De cette manière, les résidents de l'île sont divisés en deux camps qui s'observent...

Mais quand [je me rends compte] qu'une année a passé et que rien n'est fait pour que cette île devienne l'objet de discussions au niveau international, je me sens quelquefois abattu... et bien qu'il n'y ait en apparence aucun [changement

dans la situation internationale de Taiwan], le refus de suivre la voie des continentaux s'accroît dans l'esprit des Formosans...

Il y a peut-être quelques mouvements clandestins dans l'île. Mais ils sont mal organisés et ont peu de relations les uns avec les autres...

De toute façon, les Formosans, je le crains, ne sont pas bénis par le dieu de la liberté... »[14]

Le rédacteur de cette lettre détailla ensuite les arguments en faveur de l'intervention qu'il avait entendus discutés par ses amis et les questions qu'on se posait concernant les futures relations de Taiwan avec le Japon. Beaucoup avaient peur qu'une guerre civile prolongée en Chine ne réduise Formose à une absolue pauvreté et un état de chaos administratif. Est-ce que, dans ces conditions, le Japon pourrait revenir ou est-ce que les Etats-Unis établiraient une administration sous mandat ?

Les Chinois du continent, à Taipei, étaient parfaitement informés de ces sentiments et de ces arguments. Les circonstances avaient souvent permis de mettre en évidence le mépris et l'aversion qu'ont toujours éprouvés les Chinois à l'égard des non-Chinois. Là, à Formose, il était mortifiant pour eux de constater que la population « inférieure » de l'île était tellement désireuse que se produise une intervention étrangère. Pis que cela, il était évident que, pour survivre, le régime nationaliste devenait, en fait, de plus en plus dépendant des prêts et de l'aide américaine, sur le plan militaire et économique. Ces profonds ressentiments montaient quelquefois jusqu'à la surface.*

L'histoire, publiée en octobre à Hong Kong, racontant que les Formosans souhaitaient pour l'île un statut de mandat sous administration américaine, avait alarmé Nankin et Taipei, parce qu'elle était trop proche de la vérité.

---

* C'était un problème de face à l'échelle nationale, de fierté culturelle blessée et tourmentée pendant cent cinquante ans par le patronage condescendant d'étrangers qui exigeaient que la Chine « arriérée » abandonne ses traditionnelles idées religieuses, sociales et politiques pour un mode de vie et des valeurs approuvées par l'Occident. On ne peut pas ici développer ce sujet plus avant, mais je pense que le ressentiment accumulé – vieux d'un siècle – peut, en grande partie, expliquer le violent rejet de l'Occident par Pékin, son traitement inhumain des missionnaires comme symboles de ce patronage occidental, et sa profonde détermination de « détruire les Etats-Unis ».

Sun Fo : « Il y a des agents communistes au consulat américain »

Une vigoureuse contre-attaque s'avérait nécessaire. Pour faire plaisir aux Américains, le gouverneur Wei avait paré la façade de son « gouvernement de réforme » de plusieurs ornements, dont la création d'un chapitre de Formose du Rotary International. Bien utilisé, il pourrait servir à diffuser une utile propagande par le biais des publications du club qui étaient distribuées dans le monde entier.

L'un des premiers « coups montés » fut un discours, prononcé par Sun Fo, alors président du Yuan législatif, et fils du « père de la nation ». C'était une grosse pointure, mais on avait besoin de grosses pointures.

Sun vint de Shanghai, monta à la tribune du Rotary club et commença son intervention en critiquant les rapports inexacts sur la situation à Formose publiés par des journalistes étrangers qui soulevaient la question du statut futur de l'île. La situation sociale (dit Sun Fo) était « tout à fait calme et pacifique » et l'administration du gouverneur Wei était fondée sur un gouvernement et une économie extrêmement stables si on les comparaît à certaines autres régions du monde. Au moins 90 % de la population était d'origine chinoise, observa-t-il, et la similarité des traditions culturelles montrait combien Formose était proche de la Chine, malgré le demi-siècle d'occupation japonaise. « Je crois profondément, dit-il, que Taiwan sera toujours une des provinces de la Chine ». Quant à la situation à Formose, il assurait les membres du Rotary dans le monde entier que « tous les personnels techniques à Taiwan avaient fait de leur mieux au cours des deux dernières années et que toutes les industries locales étaient sur la voie du rétablissement ». [15]

Sun Fo déclara ensuite qu'il croyait qu'une simple somme de cent millions de dollars fournie par les Etats-Unis d'Amérique conduirait toutes les productions de Formose à leur rendement maximum.

Sur ces bonnes paroles, il retourna à Shanghai.

Ayant eu accès, à Taipei, à toutes les informations nécessaires, il donna une conférence de presse, le 1er mars. Une fois encore, il commença par critiquer sévèrement les correspondants étrangers pour des « rapports inexacts ». Ils ne s'étaient pas donné la peine d'interroger les membres du gouvernement à Formose ni les « leaders de différents

milieux », affirma-t-il. La thèse persistante selon laquelle Formose souhaitait être séparée de la mère patrie était fausse ; les journalistes « étaient trompés par des gens recrutés pour diffuser de la propagande communiste ». Il alla plus loin :

« On sait aux Etats-Unis que la personne recrutée pour cela est un agent du service de presse du consulat américain à Taiwan. Il a déformé les faits en profitant de l'ignorance des journalistes, qui ne peuvent comprendre la langue locale.

Certaines personnes, infectées par la propagande, ont dit que tous ceux qui ont été envoyés à Taiwan par le gouvernement chinois soit pour occuper les emplois laissés vacants par les Japonais, soit pour travailler, sont incompétents et qu'ils ont ruiné les bonnes fondations laissées par les Japonais pour la reconstruction du pays. Ce n'est pas ce que j'ai constaté dans le centre et le sud de Taiwan.

Nous devrions aussi nous interroger sur les raisons pour lesquelles notre nation amie [i.e. les Etats-Unis] autorise une telle personne [i.e. l'agent de l'USIS], qui sape l'amitié entre les Etats-Unis et la Chine, à demeurer jusqu'à présent au sein de son gouvernement... Quant aux Chinois travaillant comme interprètes, traducteurs et guides, il faut espérer que c'est la société elle-même qui les interrogera, les suspendra et les dénoncera. »[16]

L'ambassade américaine à Nankin et le consulat à Taipei protestèrent immédiatement et, aussi rapidement, tout le monde à Formose, du gouverneur Wei au plus petit employé de son Service d'information nia avoir eu connaissance au préalable du texte de Sun Fo. L'Agence chinoise de presse fut obligée d'envoyer un « correctif » et reçut l'ordre d'éliminer cette nouvelle des dossiers, mais le mal avait été fait.

L'agent de l'USIS était le dernier fonctionnaire américain encore à Formose qui avait été le témoin des sanglants évènements de mars et il était donc « dangereux ». Il était à la veille de son départ pour une nouvelle affectation, si bien que le coup de Sun Fo pouvait être interprété comme un « succès ». Mais au-delà de cette affaire, il devint évident que les agents et les amis de Chiang, des deux côtés du Pacifique, avaient fixé la ligne directrice de la propagande qu'ils ont constamment suivie depuis ce jour : tout critique de Chiang, ou de son armée, de son parti, de son gouvernement est ipso facto un communiste, ou un compagnon de route, ou une dupe des communistes ; quiconque suggère une intervention à Formose fait, de la même façon, l'objet de graves soupçons.

Des bases américaines à Formose ?

La création d'un programme de formation militaire sino-américain à Pingtung, dans le sud de Formose, marqua un tournant dans les relations de l'Amérique avec l'île.

Le général Sun Li-jen inaugura le programme, le 19 février 1948. Son camp était bien entretenu, ses hommes disciplinés, et aucune rumeur ne l'accusait de corruption ni de magouilles. Les Formosans s'aperçurent rapidement qu'ils avaient parmi eux un officier supérieur d'une tout autre qualité. Les correspondants américains se précipitèrent pour jeter un coup d'œil ; Henry Lieberman rapporta : « Le groupe de formation [le camp] dont tout le monde parle actuellement, est un endroit beaucoup plus ordonné que les nouvelles bases établies ici par l'aviation et la marine chinoises ». Christopher Rand prédit qu'il y aurait bientôt une occupation totale sino-américaine de Formose pour la sécuriser en tant que maillon de la chaîne Japon-Okinawa-Philippines.

Mais la nomination de Sun n'était pas sans ambiguïté. Il était alors commandant en chef adjoint des armées chinoises, et il était, sans conteste, l'officier chinois qui était tenu en la plus haute estime par tous les officiers américains qui avaient collaboré avec lui sur le théâtre d'opérations de la région frontière Chine-Birmanie-Inde pendant et après la deuxième guerre mondiale.*

Comme commandant de la « nouvelle première armée », il s'était distingué dans le nord-est, et, bien que la Mandchourie eût été perdue, sa réputation personnelle était très grande. On disait que les officiers qui servaient sous ses ordres faisaient beaucoup d'efforts pour rester sous son commandement et, quand il fut nommé à Formose, on raconta qu'une centaine d'officiers vinrent immédiatement le rejoindre et que trois cents autres attendaient impatiemment à Shanghai d'être appelés auprès de lui.

Rien de tout cela ne devait faire plaisir au Generalissimo, dont la tendance à se venger parce qu'il était jaloux, était bien connue. Il ne tolérait aucun rival potentiel dans le parti, l'armée ou le gouvernement.

---

* Le général Sun avait un diplôme d'ingénierie de l'Université Purdue (1923) et il était également diplômé de l'ancienne école du général Marshall, l'Institut militaire de Virginie (1927). Il avait servi, et s'était distingué, sous les ordres du général Stilwell.

La rumeur courut qu'en éloignant le général Sun à Formose – dans un camp qui ne disposait pas de beaucoup d'armes – il pensait ainsi diminuer la possibilité que ce général très populaire obtienne le commandement d'une armée au sein de la « troisième force » anti-communiste, dont on parlait beaucoup. Il est plus probable, toutefois, que les Américains en mettant sur pied cette entreprise conjointe insistèrent pour que soit nommé un homme qui pouvait le mieux faire ce travail.

L'isolement possible de Formose devint un sujet de nombreuses spéculations. Un influent journaliste de Shanghai chercha à obtenir des réponses à des questions clés, y compris le mécontentement des Formosans sous le régime du parti nationaliste. La quatrième question était la suivante : « Si les ports du nord et du sud de Taiwan devenaient des ports francs, dans quelle mesure les Etats-Unis, la Chine et Taiwan en seraient-ils affectés ? »

Ce qu'on appelait la clique C.C. (une puissante faction dirigée par Chen Li-fu) commença de faire croire au public qu'un nouveau programme d'aide massive à la Chine avait été décidé, mais qu'il n'était pas à une échelle suffisante. Le journal de la clique, le *Shun Pao*, protesta, arguant que l'aide fournie à Taiwan devrait faire l'objet d'une ligne spéciale et ne pas être comptabilisée dans le budget américain comme une aide à la Chine. Il découvrit également que la Chine avait besoin d'une puissante marine.

C'était un constat nouveau ; le monde n'avait jamais entendu parler d'une marine chinoise depuis que la vieille impératrice douairière, il y avait très longtemps, avait utilisé les ressources dévolues à la marine pour se faire construire un navire de marbre dans les jardins du Palais d'été de Pékin.

Maintenant, on se rendait brusquement compte que Formose était une île et qu'il serait utile d'avoir une marine, ce qui exigerait, à son tour, une importante organisation pour utiliser les grosses sommes d'argent qui, tout naturellement, seraient apportées par les Américains. « Ce qui est tout particulièrement important pour nous, écrivait le *Shun Pao*, c'est que les Etats-Unis vont nous aider à réaliser pleinement notre plan de construire une base navale à Taiwan. »[17]

Chen Li-fu sentit très rapidement les possibilités rémunératrices qu'offrait cette situation ; prenant ostensiblement prétexte de sa participation à une conférence du Réarmement moral, il se ren-

dit à Washington et à New York, où il fut cordialement reçu par des membres du Congrès, des militaires et d'enthousiastes partisans du Réarmement moral.

Il trouva, toutefois, que la grande histoire d'amour sino-américaine avait maintenant perdu de son éclat. A son retour en Chine, en septembre, il se plaignit que « dix ans de propagande communiste aux Etats-Unis avaient modifié le point de vue américain sur la Chine. La sympathie traditionnelle s'était changée en déception. »

Nous exprimâmes, en cette occasion, notre déception nationale en transférant à la Chine un total de 131 navires, d'une valeur de 141 315 000 $, selon les termes de la loi 512 (79e Congrès), approuvée le 16 juillet 1948. Les bases navales de Chiang commencèrent à prendre vie.

Parmi les Formosans, l'amertume initiale suscitée par le nouveau programme d'« aide à Chiang » fit place à la résignation. Un médecin étranger nota, toutefois, que « les gens accueillent avec plaisir l'armée des E-U, même petite, parce qu'ils croient que sa présence imposera des limites à la conduite des troupes nationalistes. »

Les Américains venaient-ils à Formose pour protéger les droits et les intérêts de la population de Formose ou venaient-ils pour aider Chiang Kai-shek à la prendre en main ?

XVII
La retraite à Formose

Comment regagner le soutien américain ?

Au milieu de l'année 1948, il était évident que les nationalistes seraient chassés de la Chine du Nord. Chiang perdit rapidement le grand avantage que lui avaient donné, après la guerre, les moyens de transport et les fournitures des Américains ; il insista pour conserver des villes entourées de mur que les communistes isolèrent aussitôt en se répandant dans la campagne avec une grande facilité.

Pendant un certain temps, on eut l'impression que Chiang pourrait être mis sur la touche par ses propres partisans. La critique de sa direction devenait directe et ouverte. L'un de ses rivaux les plus puissants – le général Li Tsung-jen – fut élevé à la vice-présidence. Des intellectuels influents essayèrent d'organiser une troisième force non communiste qui pourrait remplacer Chiang et le parti nationaliste, et, en même temps, par un nettoyage sans complaisance de l'administration chinoise, regagner la confiance et le soutien du gouvernement américain. Une nouvelle direction était indéniablement requise si on voulait tenir les communistes en dehors de la Chine du Sud. Washington examina s'il valait la peine d'apporter son appui au mouvement de la troisième force.

Mais si son génie militaire laissait quelque peu à désirer, Chiang n'avait rien perdu de son habileté pour les intrigues.

Seule, une intervention américaine pouvait maintenant le sauver et le maintenir au sommet. Renouveler un programme d'aide indirecte n'était pas suffisant. A un certain stade, il était nécessaire que les forces des Etats-Unis soient directement impliquées.

De toute évidence, l'administration démocrate était prête à passer le régime nationaliste par pertes et profits et ne voulait plus rien avoir à faire avec Chiang. Un effort devait donc être fait pour persuader le peuple américain d'obliger l'administration à venir en aide aux nationalistes. « Si vous ne pouvez pas changer de politique, changer ceux qui la font. »

Comment cet objectif pouvait être atteint est parfaitement illustré dans les rapports de la commission des Affaires étrangères du Sénat

qui faisait une enquête sur « les activités des représentants non diplomatiques d'entités étrangères aux Etats-Unis ». La commission s'intéressait aux méthodes employées par les gouvernements étrangers pour atteindre des objectifs politiques aux Etats-Unis. En passant, elle examina les activités d'une firme de relations publiques dont les nationalistes s'étaient assuré les services pour influencer l'opinion américaine à tous les niveaux. Les termes du contrat, dévoilés lors des auditions, définissaient les thèmes qui devaient être développés, les méthodes qui devaient être utilisées et les coûts, très élevés.

Que les leaders nationalistes aient déterminé eux-mêmes les lignes directrices de la campagne pour influencer l'opinion publique américaine, ou qu'elles leur aient été suggérées par des analystes appointés de l'opinion publique ou des firmes spécialisées dans ce domaine aux Etats-Unis, là n'est pas la question. Si les estimations du général Wedemeyer étaient exactes, la famille du Generalissimo et d'autres familles chinoises privilégiées possédaient, aux Etats-Unis, des biens d'une valeur d'au moins six cents millions et qui atteignait peut-être un milliard et demi de dollars, énormes fonds avec lesquels on pouvait financer une massive propagande en faveur de Chiang.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que toute la campagne était organisée de manière à s'assurer le soutien de trois groupes d'intérêts influents. Chacun fut persuadé que l'aide à Chiang lui était favorable et chacun fut donc prêt à utiliser les deux autres ou à demander leur soutien. Ces trois groupes d'intérêt étaient (a) la caste militaire américaine, (b) le Parti républicain, et (c) le monde des missions chrétiennes et les Eglises qui le soutenaient.

La caste militaire fut très facilement persuadée. Le public américain avait pris douloureusement conscience de la puissance militaire croissante de la Russie. Après le milieu de l'année 1945, les Etats-Unis avaient désarmé et démobilisé de manière confuse et précipitée pour passer de la guerre à la paix, mais les Russes faisaient clairement comprendre que la conquête du monde était le seul objectif des communistes et qu'ils l'atteindraient, si possible par la ruse et la subversion, ou par la force, si elle s'avérait nécessaire. Lorsqu'il se rendit compte de cette menaçante vérité, le peuple américain fut saisi par un profond sentiment de malaise. Parmi les chefs de la caste militaire, il y avait de nombreux « activistes », qui étaient convaincus qu'une

guerre avec l'Union soviétique était inévitable et imminente. Selon eux, le plus tôt nous frapperions les Russes, moins bien préparés, le mieux ce serait. Et nous avions sous la main Chiang Kai-shek, devenu Generalissimo par son seul mérite, qui nous offrait la possibilité de repousser les communistes en Chine jusqu'à la frontière même du territoire soviétique en Asie.

Pour préserver la face de Chiang, il fut ouvertement salué comme un allié, un héros militaire et le seul homme qui s'était courageusement et intrépidement dressé contre les communistes. Chiang lui-même ne demandait que des armes et « quelque » soutien sur mer ou par air. Il est difficile de croire qu'il ait pu y avoir un officier américain responsable pour penser réellement que Chiang puisse « y aller tout seul » ou puisse même s'y essayer. Les avantages de transformer Chiang en marionnette étaient évidents ; aussi longtemps qu'il serait le chef d'Etat nominal, nous pourrions utiliser son territoire et sa main-d'œuvre. Pour des raisons de propagande, les chefs « activistes » de la caste militaire firent du Generalissimo leur « héros », et le présentèrent au public américain comme un génie militaire, sacrifié par des politiques américaines égoïstes et peut-être pro-communistes. Des militaires moins portés à l'enthousiasme, à Washington, faisaient aussi remarquer, avec justesse, que Chiang Kai-shek contrôlait la seule organisation militaire amie en Extrême-Orient ; bien qu'elles soient alors très mal équipées et très mal dirigées, les troupes nationalistes pourraient reprendre forme, sous la cravache, si on donnait la possibilité à un homme idoine de faire ce travail.

Si l'on considérait seulement l'intérêt militaire, il était important de maintenir en vie l'organisation militaire de Chiang et la possibilité ouverte d'utiliser tous les territoires qu'il pourrait contrôler. Il fallait donc lui donner un soutien public.

Les militaires avaient la bénédiction et l'appui, exprimé avec force, du parti de l'opposition, le Parti républicain, qui représentait le second des deux groupes importants que les nationalistes visaient dans leur propagande. Les républicains avaient été exclus du pouvoir pendant trop longtemps et les dirigeants du parti étaient dans un état d'irritation et de frustration. Aucun sujet de politique intérieure n'était suffisamment porteur pour les amener à la Maison-Blanche, mais ils trouvèrent, dans le thème « Il faut aider Chiang », la parfaite question, taillée sur mesure,

de politique étrangère. Etant donné la situation, proche de l'hystérie, provoquée par la peur de l'expansion russe, il n'était pas difficile de lier cette question à celle, plus large, de la sécurité nationale. L'irascible ambassadeur Patrick Hurley, avait, dans sa lettre de démission, donné le ton pour attaquer l'administration. La défaite des nationalistes en Chine fut attribuée aux intrigues et aux sympathies pro-communistes du Département d'Etat. Quiconque critiquait Chiang apparaissait ipso facto comme un sympathisant des communistes. Les arguments échangés devinrent de plus en plus violents jusqu'à ce que, dans les beaux jours de McCarthy, il lui fût possible de suggérer que le général George Catlett Marshall était un traître, et que la loyauté envers Chiang était un test significatif de la loyauté envers les Etats-Unis.

Les attaques des républicains les plus fanatiques envers l'administration donnaient à penser que si Chiang n'était pas sauvé, toute l'organisation de la société américaine en serait affectée. Des républicains influents découvrirent vite la valeur publicitaire d'une identification sans réticence au drame chinois – le noble chevalier chrétien se dressant seul contre le communisme en Asie, la belle dame en pleurs, et par-dessus tout, une cause éminemment morale.

En faisant de l'aide à Chiang une croisade morale contre l'Antéchrist en Asie, les Chiang exploitèrent une source puissante en faveur de la campagne de propagande des nationalistes. Toutes les associations des Eglises missionnaires américaines dans toutes les paroisses du pays estimèrent qu'elles avaient à se préoccuper du sort de Chiang.

Pendant un siècle et demi, le monde missionnaire s'était efforcé de « sauver la Chine » avec les pennies, les nickels et les dimes* qu'il donnait chaque semaine pour contribuer à cet effort missionnaire. Chaque contributeur était encouragé à croire qu'il avait un intérêt personnel à la conversion des Chinois au christianisme et au style de vie américain. Des siècles auparavant, les Jésuites avaient rêvé que s'ils pouvaient convertir l'empereur, le peuple dans son ensemble embrasserait alors le christianisme. Dans cette nouvelle version, les Soong et les Chiang – les familles les influentes de Chine – furent adoptées comme des symboles

---

* N. du T. : Pièces de monnaie américaines. Un penny équivaut à 1 cent (un centième de dollar), un nickel à 5 cents et un dime à 10 cents.

de tout ce que les Américains désiraient pour la Chine – des hommes et des femmes modernes professant une dévotion à la démocratie et au Christ. Rien n'avait été laissé au hasard pour convaincre le public américain que le Generalissimo et Mme Chiang faisaient de leur mieux, avec un grand dévouement personnel, pour transformer la Chine en un pays chrétien. Et maintenant – en 1948 – les hordes communistes sans dieu, marionnettes de Moscou, se répandaient dans tout le pays. Suspendre l'aide à Chiang serait une choquante trahison de confiance.

L'armée, le parti et l'Eglise avaient donc des raisons de penser que l'« aide à Chiang » était, pour leur propre bien, d'une particulière importance. L'assaut contre les politiques de désengagement de l'administration démocrate gagna en ressentiment et en violence. L'armée et le parti firent des promesses et des déclarations extravagantes ; le destin même des Etats-Unis semblait dépendre de la survie de Chiang Kai-shek.

Le propre problème du Generalissimo était parfaitement clair ; comment pourrait-il échanger, à son meilleur avantage, de l'espace contre du temps ? Il lui fallait tenir jusqu'au déclenchement de la troisième guerre mondiale ou jusqu'à ce qu'il puisse provoquer un conflit ouvert entre les forces des Etats-Unis et les communistes chinois.

Chiang cherche des assurances

Le souci majeur de Chiang était de s'assurer qu'il ne serait pas poussé dehors par son propre peuple et que toute aide américaine supplémentaire apportée à la Chine resterait entièrement sous son contrôle.

Après des débats extrêmement acerbes à Washington, les Etats-Unis acceptèrent de poursuivre un programme d'« aide à la Chine », à une échelle réduite, en tant que partie du programme mondial inclus dans l'Acte de coopération économique (Economic Cooperation Act) de 1948. Un accord fut signé à Nankin le 3 juillet.

Très vite, il apparut que cette aide serait une aide au seul Chiang et qu'elle n'atteindrait aucun de ses rivaux potentiels. Le 22 septembre, un vice-ministre de la Défense fut envoyé à Shanghai pour accélérer la distribution d'énormes quantités de biens appartenant l'UNRRA et de fournitures américaines qui avaient été laissés dans des entrepôts. Commença alors un transit vers Formose d'importantes quantités d'équipe-

ments et de matériels de toute nature. Même des usines de Shanghai démantelées franchirent le détroit. A Formose, elles pouvaient être mises à l'abri derrière un fossé rempli d'eau, large et profond.

Mais les collaborateurs de Chiang étaient confrontés à une question vraiment difficile. La campagne des Formosans en faveur de l'intervention n'allait-elle pas sérieusement affecter l'opinion publique américaine ? Est-ce que Etats-Unis, ou les Nations unies, n'allaient pas être amenés à refuser Formose au Generalissimo ?

Pour tester la réaction américaine à l'idée d'une intervention ou à la proposition d'un mandat, le gouverneur Wei dépêcha Stanway Cheng, du Service d'information, pour une brève mission aux Etats-Unis, à l'automne de 1948, au cours de laquelle il renouerait d'anciens liens d'amitié avec des confrères journalistes et prendrait contact avec les firmes de relations publiques retenues pour « guider » l'opinion américaine.

Bientôt, une série d'articles fut publiée dans la presse américaine, articles de nature à provoquer un débat public si le sujet avait soulevé quelque intérêt. Ils étaient très divers. Certains étaient ouvertement en faveur de Chiang, d'autres étaient fortement critiques à l'égard du parti nationaliste et du gouvernement. Dans l'ensemble, ils abordaient un thème commun : « Qu'est-ce que les Etats-Unis envisageraient de faire de Formose au cas où les nationalistes seraient battus sur le continent ? Est-ce que quelqu'un avait considéré sérieusement la demande réitérée des Formosans en faveur d'une intervention ? » C'étaient les questions essentielles.

Des journalistes réputés se mirent à raconter des quantités d'histoires. Qu'est-ce qui les avait amenés à s'intéresser soudain à l'idée d'intervention ? Je n'en ai aucune idée. Harold Ickes condamna toute intervention comme une forme de « nouvel impérialisme ». Etant donné que son article faisait sans conteste indirectement référence à moi, et que ce qu'il écrivait était inexact, je pris contact avec lui à ce sujet. Une source généralement sûre, me dit-il, lui avait fourni ces informations ; il les vérifierait s'il en avait l'occasion. Son informateur l'avait également assuré que suggérer que les Formosans préféraient être sous le contrôle des Etats-Unis ou du Japon était « ridicule et erroné ». L'idée d'un Etat autonome de Formose [écrivait Ickes] est une simple vue de l'esprit, artificielle. Dans son article, publié simultanément par plusieurs jour-

naux, il affirmait que l'idée d'un mandat américain n'était qu'un prétexte pour les « impérialistes américains », qui voulaient exploiter la souffrance des Formosans.[1]

Drew Pearson souleva la question du plébiscite, mais les commentaires de Constantine Brown révélèrent avec beaucoup de clarté la raison et l'objectif de cette vague d'articles. Sous le titre « Formose veut une protection contre les Rouges », il bâtit une théorie concernant l'appel aux Nations unies et le mandat éventuellement confié aux Etats-Unis. A Formose, disait-il, la grande majorité des gens sont chinois et, sur une population totale de près de six millions d'habitants, moins de 5 % sont japonais. (De toute évidence, il avait consulté des statistiques d'avant-guerre quand il avait potassé le sujet). Il continuait ainsi :

« Cette campagne, dont on dit qu'elle est récente, vient du fait que les habitants de Formose ont peur que l'effondrement éventuel du gouvernement de Nankin n'entraîne une situation chaotique, que les territoires au sud du Yangtse soient en proie à la guerre civile et que le nord ne tombe aux mains des communistes.

On prétend que l'hypothèse d'un mandat des Nations unies a d'abord été émise par le dynamique gouverneur Wei Tao-ming, un ami proche de Chiang Kai-shek, qui était ambassadeur à Washington jusqu'en 1946. »[2]

Il y avait d'autres articles et commentaires publiés dans tous les Etats-Unis, parlant de la proposition libérale d'un plébiscite qui aurait été avancée par le Dr Wei. Tout cela faisait évidemment partie d'un stratagème pour influencer l'opinion américaine sur cette question ; à Formose elle-même, on n'entendit jamais le moindre mot sur cette proposition du Dr Wei.

Les agents des relations publiques de Wei jouaient un jeu qui était, en fait, sans danger ; au mieux, un plébiscite organisé sous les auspices du parti nationaliste montrerait une volonté de maintenir le régime nationaliste sous la protection américaine, et, au pis, si le plébiscite se déroulait honnêtement sous l'égide des Nations unies, il exprimerait un ardent désir d'être protégé de la guerre civile du continent. Il serait alors temps d'insister pour que les leaders nationalistes conservent leur autorité sur l'île, sous la protection de l'ONU.

A la fin de 1948, les anciens membres du groupe de l'UNRRA qui avaient servi à Taiwan étaient dispersés dans le monde entier. Ils conti-

nuaient d'échanger des lettres dans lesquelles ils déploraient l'indifférence de Washington pour la question de Formose et pour la situation des Formosans, qui étaient réduits au silence et n'avaient aucun moyen de faire connaître leurs opinions à l'étranger.

Pour ces raisons, un ancien analyste économique et rédacteur de l'UNRRA (Edward E. Paine) collabora avec moi pour rédiger un bref communiqué ronéotypé de cinq pages intitulé « L'Amérique sera-t-elle confrontée à un "problème formosan" ? », dans lequel nous donnâmes quelques éclaircissements sur le contexte de la question du plébiscite. Ce n'était pas un texte fait pour être publié mais un papier de référence. Nous l'envoyâmes par la poste à 165 rédacteurs en chef et journalistes dans tout le pays[3]. Nous eûmes bientôt nous-mêmes la réponse aux craintes du Dr Wei. Elle était tout à fait négative; l'opinion selon laquelle Formose n'intéresserait jamais personne, semblait encore être parfaitement justifiée. Des mots de remerciements nous parvinrent de plusieurs correspondants importants, mais notre tentative ne suscita qu'un éditorial – dans le *Baltimore Sun,* le 3 janvier 1949. Il était clair que les Etats-Unis ne manifestaient que très peu de curiosité pour le peuple formosan. Et, d'ailleurs, où était Formose?

Un million de dollars pour les missionnaires

Stanway Cheng ayant fait de son mieux pour préparer le terrain, il était maintenant nécessaire de jouer le grand jeu pour obtenir le soutien américain. Le temps était compté, sur le continent, pour l'armée et le parti.

Mme Chiang demanda au gouvernement américain de lui procurer un avion pour la transporter aux Etats-Unis, de l'autre côté du Pacifique. Elle avait d'urgentes raisons de partir, les communistes se rapprochant de Nankin. Elle s'envola le 28 novembre et, le 30 novembre, le personnel de l'ambassade américaine commença de quitter la capitale.

Mme Chiang avait connu un énorme succès à Washington, en temps de guerre.

En 1943, elle s'était adressée au Congrès des Etats-Unis et après avoir parcouru plusieurs fois le pays dans tous les sens pour en appeler, de façon théâtrale, à la sympathie et au soutien des Américains, elle avait continué en parlant devant le parlement canadien. Cette tournée

avait été un triomphe mais elle découvrit que, maintenant, les choses étaient très différentes.

Le 1er décembre, elle fut accueillie à Washington par l'ambassadeur chinois (Wellington Kao) et par son beau-frère, le Dr H.H. Kung. Le service du protocole du Département d'Etat envoya quelqu'un pour l'accueillir, mais sans enthousiasme. La magie était passée.

Elle dut attendre neuf longs jours avant d'être invitée par le président à prendre le thé. Il y eut, toutefois, de nombreux articles dans la presse, qui aidèrent à focaliser l'attention du pays sur sa mission. Elle demanda aux chrétiens américains de prier pour la Chine. Le jour avant qu'elle soit reçue à la Maison-Blanche, on annonça, à New York, qu'un « Chinois chrétien anonyme » avait donné un million de dollars pour soulager et aider les missionnaires américains aux Etats-Unis, y compris, bien sûr, les milliers d'entre eux qui avaient été contraints de quitter la Chine et étaient, à ce moment-là, en train de raconter leurs expériences devant les associations et les Eglises missionnaires dans tout le pays.

Mais Mme Chiang ne s'était pas déplacée de Nankin à Washington pour une simple tasse de thé avec le président, ou pour encourager quelqu'un à donner un million de dollars aux missions. Elle poursuivait trois objectifs. Elle voulait une déclaration sans ambiguïté affirmant que les Etats-Unis continuaient d'apporter leur soutien au gouvernement nationaliste. Elle était à la recherche d'une aide matérielle massive et elle demandait qu'une évaluation de la situation en Chine soit faite, sur le terrain, par un militaire de haut rang.

Mentionner le nom du général MacArthur aurait été un manque de tact ; cette tâche fut laissée au ministre des Affaires étrangères chinois (Wang Shih-chieh), alors à Paris, qui suggéra « soit le général MacArthur, soit le général Mark Clarke ». Cela laissait courtoisement quelque latitude au président américain, mais pas beaucoup.

Considérablement plus intéressante était l'assomption selon laquelle elle était prête à offrir aux Etats-Unis des bases militaires à Formose en échange de ces mesures d'assistance.

Pendant que Mme Chiang attendait à Washington, une vague de rumeurs, dans le monde entier, prédisaient une retraite des nationalistes à Formose ; le 8 décembre, toutefois, le chef de la délégation chinoise aux Nations unies (Ting-fu Fuller Tsiang) fit la déclaration suivante :

« La délégation chinoise nie catégoriquement et réfute avec force les allégations selon lesquelles le gouvernement chinois envisage de s'établir à Formose, et que des personnalités chinoises de premier plan refusent ce transfert à Formose et se préparent à "s'accommoder d'un régime communiste nouveau à Nankin". »[4]

Le général Chen Cheng transforme l'île en refuge

Le 29 décembre 1948, le gouverneur Wei Tao-ming fut brutalement démis de ses fonctions. En moins d'une semaine, la résidence du gouverneur fut vidée de ses meubles et de ses bibelots de valeur. Wei Tao-ming et son épouse partirent pour Hong Kong, première étape d'un voyage vers une retraite confortable en Californie.

Mme Chiang avait été extrêmement occupée à Washington et New York et il est vraisemblable qu'elle fut suffisamment rassurée sur le fait que les Etats-Unis ne mettraient pas en doute le droit de Chiang de se maintenir à Formose – s'il le pouvait – même au cas où il serait vaincu sur le continent.

Pour rendre l'île plus sûre, Chiang envoya, pour la gouverner, le loyal et brutal général Chen Cheng. Il devait faire le nécessaire pour que Formose soit préparée du mieux possible à se défendre et ne pas faire de quartier à toute forme d'agitation en faveur de l'indépendance ou de l'intervention de l'ONU, de la part des Taiwanais. On ne parlerait plus de plébiscites, ou de semblables absurdités. Ce serait une administration militaire.

Le général Chen Cheng prit ses fonctions le 29 décembre. Il n'y avait pas de temps à perdre, la situation devenant très préoccupante. Un vaste exode depuis les ports du continent avait commencé à partir du 15 décembre. Il ne cessa de croître en volume et, selon les estimations, jusqu'à 5 000 réfugiés entraient quotidiennement à Formose. Certains, qui bénéficiaient d'une influence et de ressources illimitées, comme, par exemple, les enfants des Soong et des Kung, envoyèrent des navires entiers pour transporter leurs biens personnels, des matières premières, des usines démontées, et des produits alimentaires, jusqu'à Keelung ou Kaohsiung. La plupart traversèrent le détroit comme ils le purent, débarquant non seulement dans les ports importants mais aussi dans de petits ports utilisés seulement par des jonques, des embouchures de rivières et des plages. La confusion était indescriptible et la pression qui s'exerçait

sur les Formosans de souche était presque intolérable. A cela s'ajoutait le problème des agents communistes qui s'infiltraient comme réfugiés.

Le général Chen ferma les ports pendant deux semaines en février afin de mettre sur pied un système de contrôle et le fils du Generalissimo, Ching-kuo, fut envoyé pour diriger la sécurité intérieure et prit temporairement le titre de « président de l'état-major provincial du parti nationaliste ». Désormais (en théorie), seuls les personnels militaires, les fonctionnaires du gouvernement, les « commerçants agréés » et leurs familles seraient autorisés à entrer à Formose.

Le nouveau gouvernement de Chen Cheng était conçu pour donner un emploi au plus grand nombre possible de réfugiés auxquels le parti, l'armée ou le gouvernement étaient redevables de quelque chose. La plupart des collaborateurs de Wei Tao-ming restèrent dans l'administration locale, mais au-dessus d'elle, on commença de créer grossièrement les grandes lignes de ce qui fut appelé l'administration « nationale ». Commissions et comités naquirent en grand nombre, offrant à leurs membres des positions et des places avantageuses, même si elles restaient nominales. A ce rythme, Taiwan eut bientôt 1 600 généraux, près de 200 amiraux et suffisamment de bureaucrates pour gouverner la totalité de la Chine continentale. On avait trouvé de la place pour tous ces gens et tous devaient être maintenant nourris par le peuple formosan.

Au fur et à mesure que les communistes faisaient mouvement vers le sud de la Chine, les habitants des campagnes, soit les accueillaient favorablement en pensant qu'ils apporteraient sans doute une amélioration, soit se résignaient à échanger une dictature militaire contre une autre. Les universitaires, les officiers et les fonctionnaires avaient à prendre une décision cruciale ; certains partirent pour Hong Kong, pour l'Asie du Sud-Est, pour l'Europe et pour l'Amérique. D'autres traversèrent seulement le détroit et allèrent à Formose, espérant que, par miracle, ils pourraient bientôt revenir. Beaucoup prirent parti pour les communistes.

Parmi les militaires et les hommes politiques de haut rang confrontés à la nécessité de choisir leur camp, se trouvait le général Chen Yi, ancien gouverneur de Formose, devenu par la grâce et la faveur de Chiang, gouverneur de la riche province du Chekiang.

En janvier 1949, des agents de Chiang découvrirent que Chen Yi négociait avec Hsieh Nan-kuang, la girouette de Formose, qui avait tellement

intrigué les officiers de renseignements américains à Chungking, pendant la guerre, et avait brièvement représenté les nationalistes à Tokyo, pendant l'Occupation. Maintenant, il était profondément engagé avec les communistes. On raconte que Chen Yi évoquait l'idée d'une nouvelle forme de « nécessaire socialisme d'Etat » pour la province du Chekiang, sous le régime communiste.

Il fut arrêté le 14 février et rapidement envoyé à Taipei. Le 3 mars, on dit aux Formosans que Chen Yi avait été capturé et emprisonné et qu'il serait puni pour les méfaits qu'il avait commis à Formose, dans le passé.

Les Formosans restèrent sceptiques, faisant remarquer que Chen Yi avait été très largement récompensé par Chiang et qu'il n'avait été arrêté que parce qu'on avait découvert qu'il était sur le point de trahir son ami et protecteur, le Generalissimo.

Les généraux Chen Cheng et Chiang Ching-kuo s'appliquèrent à résoudre le problème de la sécurité intérieure avec une brutale minutie. Aucun chiffre concernant les arrestations et les exécutions ne peut être considéré comme tout à fait fiable, mais les leaders formosans estimèrent qu'au moins 30 000 personnes furent arrêtées au cours de l'année 1949, certaines pour de durs interrogatoires, d'autres pour être condamnées à de longues peines, d'autres encore pour mourir. On rapporta que le gouverneur lui-même avait interpellé dans la rue des soldats nationalistes dont la conduite lui déplaisait, les avait fait arrêter et, sur le lieu même, les avait abattus avec son propre pistolet.

Le filet de sécurité ratissait large, ramenant pêle-mêle des communistes, des membres de la ligue démocratique qui prônaient une « troisième force », des Formosans soupçonnés d'avoir participé aux incidents de février 1947, et tous les avocats de l'indépendance de Formose ou de l'intervention de l'ONU.

On se souvient, à Formose, de l'année 1949 comme d'une année de terreur. Je ne citerai qu'une seule lettre adressée par un observateur formosan à un ancien membre de l'UNRRA. Elle donne une idée de ce qu'était l'atmosphère, à Taipei, au cours des douze mois de l'administration du général Chen Cheng :

« La situation, aussi bien sur le continent que sur l'île, a radicalement changé depuis que je vous ai écrit la dernière fois. L'ancienne administration de Wei Tao-ming était comparativement plus stable que celle-ci. Mais, à part quelques

marionnettes taiwanaises, qui ont été nommées à plusieurs positions élevées, au sein du gouvernement, très peu de choses se sont améliorées sur le plan économique et pour ce qui concerne la situation politique des insulaires.

Cette situation s'est au contraire rapidement détériorée, tout particulièrement après l'automne dernier, lorsque les forces gouvernementales se sont effondrées sur les fronts du continent. Plus d'un million de réfugiés, fonctionnaires de ce gouvernement corrompu, se sont précipités sur l'île ; plusieurs divisions de l'armée ont été envoyées [ici] comme réserves et pour être entraînées. Les Taiwanais doivent nourrir tous ces laissés-pour-compte.

La clique C.C. et la police secrète se sont établies dans l'île. Leurs activités sont surtout dirigées contre les communistes et les partisans d'un mandat des Etats-Unis. Après avoir été nommé gouverneur, le général Chen Cheng a adopté des mesures d'oppression très sévères comme celles qu'il mit en œuvre en Mandchourie.

Je vais vous en donner un exemple récent. Il y a environ un mois et demi, un conflit éclata entre la police et les étudiants de l'Université nationale de Taiwan ainsi que ceux de l'Université normale. Le gouverneur était alors à Nankin. Le conflit fut circonscrit et résolu en faveur des étudiants grâce aux efforts du maire Yu et de nombreux Taiwanais représentatifs.

Le gouverneur apprit tout cela quand il revint ; il en fut extrêmement irrité et dit à ses hommes que « ces voyous devaient être sévèrement punis ».

Il mit cette menace à exécution le 6 avril. Ce jour-là, à minuit, tous les dortoirs de l'Université nationale de Taiwan et de l'Université normale furent entourés par des soldats en armes et trente étudiants environ furent arrêtés. Le jour suivant, plusieurs agents de la police secrète se rendirent dans les dortoirs de l'Université normale pour procéder à d'autres arrestations et une altercation se produisit entre les étudiants et la police, qui conduisit à l'arrestation immédiate d'environ 300 étudiants de l'Université normale.

On ordonna que l'Université normale soit fermée temporairement et qu'elle soit réorganisée.

Le cas de l'Université nationale de Taiwan ne fut pas aussi grave. Vingt-cinq étudiants seulement furent arrêtés ; les étudiants tinrent une réunion et décidèrent de ne pas aller en cours jusqu'à ce que ceux qui avaient été arrêtés soient relâchés et que l'engagement soit pris qu'ils ne seraient plus inquiétés. Un compromis fut accepté par le gouverneur et l'université : ceux qui n'avaient aucun lien avec le premier conflit seraient libérés et ceux qui étaient soupçonnés d'y avoir participé seraient immédiatement traduits devant les tribunaux. »[5]

Avant que le flot des réfugiés ne soit interrompu, près de deux millions de Chinois du continent étaient arrivés à Formose. Ce chiffre inclut les conscrits de l'armée qui vinrent sur ordre et non par choix. (Ils furent simplement embarqués, comme des ballots, dans des transports de troupes et débarqués à Formose.)

Pour la plupart d'entre eux, les civils s'étaient enfuis avant que le front ne les atteigne et n'avaient pas eu non plus beaucoup de choix. Ils considéraient Formose et les Formosans sans aménité. Par tradition, les Chinois du continent tenaient l'île pour un territoire frontière sauvage et barbare - certainement pas un endroit, si loin des tombes familiales, où un véritable Chinois accepterait de laisser ses os, les tablettes de ses ancêtres et le livre de famille. Les Formosans, pis encore, avaient été marqués par les Japonais et étaient connus pour leur hostilité à l'égard des Chinois du continent.

On ne pouvait donc guère s'attendre, en raison de cet état de fait, à ce que les réfugiés et les Formosans se mêlent facilement.

Cette situation n'était pas toujours comprise par les correspondants étrangers et les journalistes américains. Clyde Farnsworth, par exemple, écrivit dans les journaux du réseau Scripps-Howard que « les Chinois indigènes de Formose ont été amenés à devenir d'étroits partenaires des Chinois du continent ». Les Formosans supportaient très mal tous ces nouveaux arrivants. Trop de choses s'étaient produites dans le passé et l'avenir semblait trop incertain. D'autres correspondants étrangers étaient sensibles à la tension créée par cette lourde charge imposée à l'île. Un journaliste du *London Daily News* remarquait :

« Les Formosans, qui ne prirent pas avec le sourire l'arrivée de Chinois accapareurs après la reddition du Japon, furent peu impressionnés par la puissance militaire des nationalistes. Les Formosans de souche sont totalement indifférents au destin futur du régime de Chiang... Les prix ont augmenté de presque cent pour cent au cours des trois derniers mois...

Les Formosans sont probablement les seuls Asiatiques qui ne seraient pas mécontents de voir les Japonais revenir. Ceci n'étant pas possible, ils se contenteraient, avec grand plaisir, du transfert de Formose sous le contrôle du général MacArthur. Des rumeurs courent dans toute l'île selon lesquelles les Américains interviendraient pour que l'île ne tombe pas aux mains... des communistes..., si les nationalistes échouaient à la défendre. »[6]

Un correspondant américain distingué (Tillman Durdin, du *New York Times*) notait que :

« ... les vols, les déprédations infligées aux biens et tous les actes illégaux [commis par les soldats nationalistes] n'ont pas amélioré l'attitude des Formosans de souche à l'égard des continentaux...

Les pratiques et les politiques traditionnelles des nationalistes appliquées à l'administration de Formose, de même que la poursuite, depuis ici, de la guerre politique anti-communiste, semblent avoir à peu près la même efficacité qu'elles ont eue sur le continent... »[7]

Théâtre chinois : le Generalissimo « se retire »

On doit admirer l'art consommé de Chiang pour abattre ceux qui étaient ses rivaux au sein de l'organisation nationaliste et qui pensaient qu'en le remplaçant, ils pourraient créer une administration nouvelle, recouvrer la confiance et le soutien de Washington et assurer avec succès leurs positions, au sud du Yangtze. Il les piégea et les détruisit facilement.

Bien que le Generalissimo se soit rendu compte, au début de 1949, que la situation militaire des nationalistes était sans espoir, il n'était pas préparé à demander lui-même la paix. A la place, il exprima le vœu, pour le Nouvel An chinois, qu'une solution pacifique soit trouvée et il déclara que si on y parvenait, lui-même ne serait pas un obstacle.

Il savait, bien sûr, qu'il y avait un mécontentement croissant au sein du gouvernement. Le 19 janvier 1949, le Yuan exécutif proposa un cessez-le-feu et des négociations de paix avec Mao Tse-tung.

Deux jours plus tard, le 21 janvier, Chiang annonça qu'il abandonnait la présidence.

Au cours des treize mois suivants, le monde assista à un drame chinois à grand spectacle. Il faut savoir que l'un des rares rivaux importants et non communistes de Chiang était le général Li Tsung-jen, souvent critique de la manière dont Chiang dirigeait le gouvernement et les opérations militaires, et quelquefois cité par Washington comme l'un de ses remplaçants possibles. Aux yeux de Chiang, Li était devenu une menace directe pour sa propre position. Il n'avait pas pu empêcher l'élection de Li à la vice-présidence, en avril 1948. Maintenant, pensa Chiang, laissons-le porter la responsabilité de la défaite.

Du 21 janvier 1948 au 1er mars 1950, les armées et la bureaucratie, les généraux et les Premiers ministres, les fonctionnaires et les diplomates étrangers furent promenés sur la scène chinoise par une ombre. En théorie Chiang s'était retiré, mais il l'avait fait pour prouver que lui et lui seul représentait la Chine nationaliste.

Le général Li n'était pas « président », seulement « président par intérim », mais c'est lui que les livres d'histoire blâmeraient pour la défaite nationaliste sur le continent. Un jour après la décision de Chiang, Pékin tomba aux mains des communistes.

Le retrait de Chiang de Nankin, pour la relative sécurité de Formose, fut soigneusement organisé pour exclure toute interprétation selon laquelle il fuyait devant l'ennemi. Comme tous les vrais fils devaient le faire, il se retira d'abord dans la maison ancestrale de Fengwha, au Chekiang, « pour balayer les tombes de ses ancêtres ». De là, il partit pour Hangchow, puis pour Amoy, jouant le rôle d'un érudit à la retraite, recherchant un endroit isolé pour se livrer à la méditation. Il le trouva enfin, une magnifique station de sources d'eau chaude, située sur Grass Mountain (Tsaoshan), très proche de Taipei, à Formose.

C'était une bizarre « retraite ». En quittant la présidence, il s'était réservé le privilège de reprendre ses fonctions à tout moment. Il restait le « leader du parti » (Tsungtsai ou Führer) et le commandant suprême des forces armées. Cela laissait peu de choses au président par intérim Li. Les prérogatives de Chiang, en tant que leader du parti ou Generalissimo, prenaient le pas sur celles d'un simple président par intérim d'un gouvernement civil.

Le public américain, bien sûr, et la plupart des dirigeants américains pensaient qu'il s'était vraiment retiré et que le général Li était le président de la Chine.

Depuis Grass Mountain un flot d'ordres était transmis aux officiers de l'armée dispersés dans toute la Chine du Sud, au gouvernement et aux cadres du parti. Ils contredisaient souvent ceux du président par intérim Li, qui s'efforçait en vain de regrouper les forces nationalistes au sud du Yangtze. Par exemple, sur ordre de Chiang, les réserves d'or du gouvernement nationaliste furent transportées à Formose, hors de tout contrôle du président par intérim Li, et une énorme quantité de biens – incluant les trésors du Musée national – furent transférés au-delà de la frontière maritime. Ils étaient, sans aucun doute, hors d'at-

teinte des communistes, mais ils étaient aussi tout à fait hors d'atteinte des principaux rivaux non communistes de Chiang.

Pour tenir les positions en Chine du Sud – si cela pouvait encore être fait à cette date tardive – Li avait désespérément besoin de fournitures militaires, d'argent et d'une importante aide extérieure. Mais les cargaisons d'armes et de fournitures américaines envoyées en direction des ports chinois étaient désormais détournées vers Formose sur ordre de Chiang, et n'approvisionnaient pas Li, mais Chiang.

Li était aussi harcelé par Sun Fo, le président du Yuan exécutif, qui ordonna que les bureaux du gouvernement soient déménagés à Canton, où il bénéficiait du soutien d'une clique puissante, dirigée par Chen Li-fu. Mais Sun lui-même était sous la coupe de graves accusations pour mauvaise gestion et spéculation et, en mars, il fut contraint de démissionner. Il partit aussitôt vers un confortable exil.

Le général Ho Ying-shing lui succéda. Le 6 avril, l'ambassadeur américain fit savoir à Washington que : « Le Premier ministre (le général Ho) espère encore obtenir un prêt des E-U et suggère qu'il soit lié à Taiwan, ou à ses productions, pour être garanti. »[8]

Dans celle-ci et dans d'autres dépêches, l'ambassadeur détaillait les efforts de Chiang pour s'ingérer dans les tentatives que faisaient Li pour consolider les forces nationalistes dans le sud de la Chine et pour refuser à Li les matériels militaires et les fournitures qui se trouvaient à Formose[9]. Le 18 avril, l'ambassadeur rapporta :

« Le général Pai Chung-hsi est venu me voir ce matin pour me dire que le président par intérim, Li Tsung-jen, étant donné les dernières exigences des communistes, va proposer au Generalissimo que, la paix étant impossible, il (Chiang) devrait soit reprendre toutes ses responsabilités de président, soit quitter la Chine et lui confier toute l'autorité et toutes les ressources du pays. Par cette démarche, le président par intérim cherche à forcer le Generalissimo à mettre un terme, par une décision claire, à l'état actuel de confusion que ce dernier a lui-même créé. »[10]

Nankin tomba aux mains des communistes le 24 avril. Le président par intérim Li partit pour Kweilin, puis pour Canton, puis finalement pour l'ancienne capitale du temps de guerre, Chungking, loin à l'intérieur des terres. Il n'osa pas se rendre à Taipei.

Chiang, pendant ce temps, se servit de Formose comme d'une base depuis laquelle il pouvait persuader le monde entier que, bien qu'il se soit « retiré », il continuait d'être « la Chine ». C'était une performance de grand talent. Il réussit à se faire inviter aux Philippines et en Corée, proposant une Union du Pacifique ou une Alliance anti-communiste de l'Extrême-Orient, parlant au nom de la Chine comme s'il était encore chef d'Etat. Le 27 avril, après la chute de Nankin et alors que celle de Shanghai était imminente, il déclara sans rire qu'il était personnellement déterminé « à supprimer la rébellion communiste ». Le 20 juin, il annonça que tous les ports dans les territoires de Chine tenus par les communistes étaient fermés au commerce international.

Shanghai, l'une des plus grandes villes du monde, tomba aux mains des communistes le 27 mai. Chiang avait confié sa défense à l'un de ses proches, le général Tang En-po, qui avait eu l'idée d'une stratégie consistant à ériger une palissade de bois – une sorte de haie de poteaux – à une distance de soixante kilomètres autour de la ville. C'était une illustration grotesque des compétences de Tang et du « génie militaire » de Chiang.

L'occupation communiste de Shanghai marqua la fin d'une ère, dans l'histoire de Formose. Depuis le milieu de l'année 1945, Shanghai constituait le lien principal avec le continent et avait dominé sa vie économique. La chute de ce grand port brisa ce lien ; désormais, Formose retournerait à sa situation précédente dans le monde maritime, reliée au nord au Japon, aux Etats-Unis par le Pacifique, aux Philippines au sud et, par l'Asie du Sud-Est, à la lointaine Europe.

Shanghai était remplie de réfugiés qui n'avaient pu partir pour Formose. Le 29 juin, les avions de Chiang, décollant de Formose, se livrèrent à une attaque brutale de la ville. Taipei la décrivit comme une frappe réussie sur des objectifs militaires, les étrangers, à Shanghai, comme une attaque d'envergure totalement irresponsable qui n'endommagea aucun objectif militaire de valeur mais tua et blessa des centaines de réfugiés dans des taudis surpeuplés. Les journalistes européens firent remarquer que Chiang n'avait, de toute façon, aucune possibilité d'exploiter cette attaque et que les avions, le carburant et les bombes, étaient entièrement fournis par les Etats-Unis. La propagande communiste s'en servit beaucoup.

Le gouvernement britannique était profondément embarrassé. La Grande-Bretagne possédait d'énormes intérêts à Shanghai qu'elle espérait sauver en négociant avec les communistes et elle devait également prendre soigneusement en compte la situation et la sécurité de Hong Kong, qui était une colonie de la couronne. Les nouveaux territoires, cédés à bail, avaient une frontière commune avec la Chine continentale. Qu'adviendrait-il si les communistes, à Pékin, exigeaient que Londres rompe avec les Etats-Unis en échange de garanties concernant les intérêts britanniques en Chine et à Hong Kong ?

La question du statut légal de Formose fut soulevée à la Chambre des Communes et le sort de Taipei fit l'objet de sérieux débats aux Nations unies. Pendant combien de temps les alliés et les amis des Etats-Unis accepteraient-ils de continuer à prétendre que Chiang représentait réellement la Chine ? Est-ce que Chiang en exil avait une plus grande valeur pour les Etats-Unis que le gouvernement britannique et les membres du Commonwealth britannique ?

L'influent *London Economist* fit observer que puisque Formose avait été remise aux Alliés et que le général MacArthur était le commandant suprême des Puissances alliées – y compris la couronne britannique –, peut-être était-il temps de placer Formose sous le contrôle du commandement allié en attendant que son statut soit réglé par un traité.

Au milieu de l'année 1949, le Département d'Etat à Washington était paralysé ; il avait perdu l'initiative pour décider de la politique : sur le plan intérieur il avait très peu de soutien de la part du public et il était en conflit permanent avec les militaires activistes. En outre, il ne pouvait définir une approche réaliste de la question par des discussions au niveau international.

Du côté nationaliste, on assistait partout à une débandade confuse, mais pour leurs partisans américains, les nationalistes annoncèrent qu'ils avaient « des troupes d'élite de deux millions d'hommes » prêtes à rejoindre le front et qui manquaient seulement des équipements nécessaires. Le 1er août, le « président qui s'était retiré » annonça qu'il avait rétabli le quartier général du Conseil de Guerre pendant l'état d'urgence dans sa résidence de Grass Mountain, très loin, en vérité, du théâtre d'opérations. Le secrétariat du parti nationaliste s'était également installé là, dans la sécurité des collines formosanes. Le gouverneur de Formose, le général Chen Cheng, occupait une position plutôt

ambiguë à l'égard du président par intérim et du gouvernement central, qui ne cessaient de se déplacer sur le continent. Sa loyauté allait indéniablement à Chiang.

Les gouvernements étrangers étaient obligés de s'adresser au général Li, le chef d'Etat de jure. Chiang, de son côté, était conscient qu'il devait continuer d'être étroitement associé au gouvernement de jure de la République de Chine. Pour ce faire, il allait, de temps en temps, « conférer » avec le président par intérim.

Le 20 août, l'ambassade américaine en Chine fut fermée sans cérémonie. De l'autre côté du monde, à Washington, le Département d'Etat publia son controversé « livre blanc », intitulé *Les relations des Etats-Unis et de la Chine*, dans lequel il espérait justifier ses raisons de mettre un terme au programme d'aide à la Chine.

Le 1er octobre, les communistes déclarèrent que Pékin était une nouvelle fois la capitale de la Chine. C'était un moment fatidique, qui ouvrait une nouvelle ère dans l'histoire contemporaine. La Russie reconnut immédiatement le nouveau régime communiste qui se donna le titre de République populaire de Chine. Les nationalistes « rompirent » immédiatement leurs relations avec l'URSS et, aussi rapidement, Washington réaffirma sa reconnaissance des nationalistes.

Le « président qui s'était retiré » suivit partout le président intérimaire et continua d'envoyer un flot de messages et d'émissaires, qui intervenaient dans les affaires et perturbaient les plans de Li et les ordres qu'il transmettait à ses subordonnés. Li transféra, le 12 octobre, la capitale à Chungking et Chiang, dans un bref délai, arriva pour « conférer ».

Li était réduit à l'impuissance, comme Chiang désirait qu'il le fût. Finalement, le 7 décembre, le président par intérim quitta la Chine pour Washington pour voir si on pouvait faire encore quelque chose pour obtenir une aide américaine directe et pour « étouffer » Chiang Kai-shek. Même à cette heure tardive, Chiang étant mis de côté, peut-être les Etats-Unis pourraient-ils aider Li à organiser une défense efficace en Chine du Sud.

Quatrième partie

Formose devient la « Chine libre »

XVIII
Le tournant

Le sauvetage de Chiang par Washington

Le 16 novembre 1949, un éditorial du *New York Times*, reprenant la question de Formose, fit observer que les Chinois du continent apparaissaient comme « plutôt » impopulaires auprès des Formosans et que l'île, techniquement, continuait d'être un territoire ennemi et donc sous la responsabilité des Alliés. Est-ce qu'un mandat des Nations unies pourrait résoudre ce problème ?

Les partisans de Chiang faisaient semblant d'être outragés à la moindre allusion au fait que Formose n'était peut-être pas, de façon indiscutable, un territoire chinois. Sur ce point, mais de manière plus modérée, le Département d'Etat était d'accord avec eux. L'ambassadeur Phillip Jessup, dans un discours aux Nations unies, le 28 novembre, souligna que l'intégrité territoriale de la Chine constituait la « raison fondamentale pour refuser d'entretenir l'idée d'occuper Formose ». Les missions diplomatiques américaines à l'étranger se préparaient discrètement à expliquer une déclaration politique faisant savoir que l'aide à Chiang avait pris fin.

Dans les coulisses, au Département d'Etat, toutefois, quelqu'un émit l'hypothèse que cette imminente déclaration pourrait conduire à la chute brutale de Chiang. Qu'adviendrait-il alors ? Supposons que Washington ait à intervenir d'urgence à Taipei ?

Nous pourrions un jour avoir à traiter directement avec le peuple formosan.

Au début de décembre, on me demanda, très discrètement, de donner les noms de leaders locaux qui pourraient être « cultivés dans l'intérêt des Américains ».

Il n'y avait qu'une réponse possible, les leaders formosans conservateurs – ceux qui avaient réclamé notre aide en 1947 – étaient maintenant morts ou en exil. Un peu de temps devait s'écouler avant qu'émergent de nouveaux leaders. Peut-être avions-nous perdu la confiance des Formosans par la conduite que nous avions officiellement adoptée pendant la crise de mars et après.

En même temps que le Département d'Etat prenait ses dispositions pour rejeter Chiang et abandonner Formose, les chefs militaires américains étaient fortement partisans d'une autre option. Ils ne pouvaient rester des spectateurs silencieux alors que chaque offensive communiste sur le continent diminuait le territoire à partir duquel il s'avérerait nécessaire, un jour, de monter une contre-attaque en Asie. Parlant au nom de l'intérêt militaire, Hanson Baldwin se fit l'avocat d'une démonstration de force de la septième flotte dans le détroit de Taiwan et d'une importante mission d'aide militaire à la Chine qui aurait autorité pour contrôler la fourniture d'armes américaines aux Chinois nationalistes. Le sénateur Alexander Smith, de la commission des Affaires étrangères du Sénat, préconisa que les Américains occupent immédiatement Formose et déclara que cette proposition avait le soutien du général MacArthur. Smith venait juste de revenir d'une visite de six semaines en Asie : « Le sentiment que je retire de mes contacts avec MacArthur et les amiraux est qu'ils sont opposés à l'idée même que Taiwan puisse tomber entre des mains ennemies ». Le sénateur William Knowland proposa d'envoyer le général Wedemeyer comme chef de mission à Formose. De surcroît, « des visites de courtoisie par des forces navales américaines, y compris des porte-avions, auraient une influence stabilisante. »

Plusieurs membres du Congrès décidèrent de créer un « comité pour défendre l'Amérique en aidant la Chine anti-communiste (Committee to Defend America by Aiding Anti-Communist China) ». Bientôt, les histoires les plus extravagantes circulèrent en faveur de Chiang, ce « génie militaire », et de ses armées. Les nationalistes rendirent la politesse en annonçant qu'ils disposaient de plus d'un million d'hommes sur le continent attendant de prendre les armes si on pouvait leur fournir des fusils. On prétendit que Chiang préparait une « puissante force d'attaque, qui serait prête à faire mouvement contre les communistes ». Les partisans de Chiang commencèrent de se référer à Formose en des termes qui sonnaient bien, comme la « Chine libre » et un « bastion de la démocratie ».

Personne n'essaya publiquement de séparer les deux questions. Les intérêts militaires américains exigeaient l'isolement et la sécurisation de l'île de Formose. Chiang veilla à ce qu'ils aient aussi à l'associer à cette exigence.

Malgré la remarque du général Wedemeyer que les Chinois privilégiés possédaient d'immenses fortunes à l'étranger qui n'étaient pas mises au service de la Chine, des membres influents du Congrès et de nombreux républicains importants, mais sans mandat politique, étaient persuadés que si Washington envoyait suffisamment d'argent, Chiang allait rapidement contenir la marée communiste. Les mesures et les programmes pour l'« aide à Chiang » étaient très divers. Le 80e Congrès avait voté une contribution de 125 millions de dollars pour 1949. Le sénateur Knowland proposait une énorme somme complémentaire. M. William Bullitt réduisit sa première estimation des besoins, qui atteignait des milliards, à seulement 800 millions. Le sénateur Alexander Smith pensait que 200 millions seraient peut-être suffisants, pour le moment. Pat McCarran (un démocrate, mais sénateur du Silver State *) préconisait une aide d'un milliard et demi de dollars dont la plus grande partie (espérait-il) serait envoyée en Chine sous la forme de bons dollars d'argent. M. Thomas Dewey exigeait une « aide beaucoup plus considérable ». Mme Chiang avait demandé un prêt de trois milliards de dollars pour une période de trois ans. Un sénateur galant suggéra qu'on l'invite à nouveau à parler devant le Congrès pour expliquer ses besoins. Les Chiang étaient assurés que lorsque les démocrates seraient battus et que les républicains contrôleraient l'administration, tout serait fait pour restaurer l'autorité des nationalistes sur le continent.

Mais les Chiang avaient un problème : les élections présidentielles américaines n'auraient pas lieu avant la fin de 1952 et les républicains ne pourraient donc conduire la politique avant 1953. Le Generalissimo devait trouver un endroit où attendre le salut.

Taipei, « capitale temporaire de la Chine »

La présence du général Li à Washington portait atteinte à l'image de « seul sauveur de la Chine » que Chiang souhaitait projeter de lui-même. Qu'adviendrait-il si le président Truman persuadait le président par intérim Li de rompre avec les nationalistes et de permettre à une

---

* N. du T. : L'état du Nevada fut appelé « Silver State » en raison de ses riches ressources en argent. Il produit environ 30 % de l'argent extrait aux Etats-Unis.

troisième force d'émerger au sein du gouvernement civil, en échange d'une aide militaire directe aux généraux qui combattaient toujours en Chine du Sud ?

Le Generalissimo prévint habilement ce danger. Il ordonna aux membres du cabinet de Li de venir à Formose et là, le 9 décembre, ils furent convoqués à une réunion. Chiang lui-même arriva le jour suivant, déclara que Taipei était maintenant la « capitale temporaire de la Chine » et s'attaqua à la réorganisation du parti, de l'armée et du gouvernement, qui étaient proches de l'effondrement. Formose n'était pas un vaste continent avec ses ingérables problèmes régionaux ; c'était une île compacte, bien organisée, avancée sur le plan technologique, et sur laquelle on pouvait exercer un contrôle très étroit en matière de sécurité. Même les journalistes étrangers ne pourraient y entrer sans permission et, si l'un d'entre eux écrivait des articles « inexacts », cette permission pourrait être immédiatement supprimée. Aucune radio non autorisée ne pourrait émettre à partir de l'île. Et la chasse aux Formosans « subversifs » serait intensifiée.

Là, Chiang – qui faisait toujours semblant, avec beaucoup d'ostentation, d'être impatient de retourner sur le continent « seul, s'il le fallait » – pouvait attendre que les Etats-Unis libèrent la voie pour qu'il reprenne le pouvoir en Chine.

La retraite à Formose lui permit aussi d'éliminer de nombreux associés embarrassants – et parmi ceux qui l'étaient le plus, les parents avides d'argent de sa femme. Le Dr T.V. Soong refusa de s'installer à Formose, préférant la vallée de l'Hudson, près de New York, où le Dr H.H. Kung et sa femme se trouvaient déjà. La sœur aînée de Mme Chiang aima mieux rejoindre les communistes à Pékin.

Pour le moment, les communistes ne disposaient ni d'une marine ni de forces aériennes. D'un autre côté, Formose avait des relations ouvertes avec l'Occident, c'est-à-dire avec la source, en Amérique, des armes et de l'approvisionnement – si on pouvait faire en sorte que le gouvernement renonce à sa politique de « non-intervention ».

Chiang avait avec lui suffisamment de forces armées pour imposer une main de fer sur la population de Formose. On estimait qu'un demi-million de conscrits avaient été poussés à bord de bateaux dans les dernières semaines de l'exode et que même Chiang pouvait voir qu'ils étaient venus trop nombreux. Vingt-cinq mille moururent rapi-

dement de maladie, cent cinquante mille furent démobilisés et quantité de généraux et de colonels furent mis à la retraite.

Les principaux rivaux militaires du Generalissimo, au sein de l'organisation nationaliste – par exemple, les généraux qui étaient les alliés du président par intérim Li et une constellation d'anciens chefs de guerre qui n'avaient jamais été vraiment des hommes de Chiang – étaient maintenant relégués dans les rudes provinces du sud-ouest ou dirigés, à travers le Kwantung et le Kwangsi, vers l'île de Hainan. Là, devait s'achever le combat des nationalistes. Certains généraux vaincus obéirent aux ordres de se replier sur Formose, où ils risquaient de légères sanctions ou une perte de face et d'influence. D'autres, n'ayant aucune confiance en Chiang, partirent pour l'étranger. D'autres encore passèrent aux communistes avec leurs hommes et leur matériel.

Est-ce qu'une réorganisation importante à Taipei apporterait aux militaires amis de Chiang en Amérique une preuve suffisamment convaincante de sa « vitalité militaire » et à ses amis républicains sa volonté de procéder à une « réforme authentique »? Il valait la peine d'essayer.

Le 21 décembre, le général Chen Cheng quitta son poste de gouverneur de Taiwan pour prendre la présidence du Yuan exécutif, ce qui équivalait à devenir le Premier ministre. Cette position permettrait au vieux général, d'une extrême sévérité, de continuer à superviser l'administration de Formose en tant que « province de la Chine ».

Pour lui succéder, le Generalissimo choisit le Dr Wu Kuo-chen, plus connu sous le nom de K.C. Wu par ses nombreux amis américains. Pour certains observateurs compétents, ce choix donnait la mesure de la détresse de Chiang, car C.K. Wu était un véritable libéral, un homme d'une grande intégrité personnelle et un excellent administrateur. Il était diplômé du Grinnell College, en Iowa, et de l'Université Princeton. Il avait été maire de Chungking pendant la guerre et vice-ministre des Affaires étrangères. Très récemment, il avait été maire de Shanghai. Assez rapidement, les Formosans commencèrent à dire qu'avec le Dr Wu, ils avaient enfin trouvé un gouverneur qui avait leurs intérêts à cœur.

Wu prit ses fonctions lorsque l'étoile des nationalistes était au plus bas.

Le 23 décembre, le secrétaire d'Etat fit savoir à toutes les missions diplomatiques américaines que la doctrine officielle était que

« Formose, politiquement, géographiquement et stratégiquement est une partie de la Chine… Bien qu'elle ait été sous le contrôle du Japon pendant cinquante ans, historiquement elle est chinoise. Sur le plan politique et militaire elle est sous la seule responsabilité de la Chine. »

Ce même jour, l'ambassadeur de Chine à Washington fit une demande officielle pour une aide militaire complémentaire. La réponse fut : « non »; mais ce fut également ce jour-là que le Département d'Etat établit à Taipei l'ambassade de Chine, dans les minables locaux du consulat. L'ambassadeur Stuart et son secrétaire chinois, Philip Fugh, restèrent aux Etats-Unis, laissant l'ambassade aux mains d'un chargé d'affaires.

Le 5 janvier 1950, le président Truman annonça officiellement la politique de « non-intervention ». Il était dans notre tradition, déclara-t-il, de respecter l'intégrité territoriale de la Chine. Formose avait été remise à la Chine selon les termes des déclarations du Caire et de Potsdam.

« Les Etats-Unis n'ont aucune visée de prédateur sur Formose ou sur n'importe quel autre territoire chinois. Les Etats-Unis n'ont aucun désir d'obtenir des droits spéciaux ou des privilèges, ou d'établir, en ce moment, des bases militaires à Formose. Ni n'ont-ils l'intention d'utiliser leurs forces armées pour interférer avec la situation présente. Les Etats-Unis ne suivront pas une voie qui les conduirait à être impliqués dans le conflit civil en Chine… De la même façon, les Etats-Unis ne fourniront pas d'aide militaire ni de conseils aux forces chinoises à Formose… »[1]

La déclaration du président conduisit certains dirigeants influents du Parti républicain à parler des droits des Formosans. Le sénateur Taft évoquait déjà l'idée d'une « République de Formose » indépendante; le sénateur Alexander Smith suggéra la création d'une « autorité politique et d'une responsabilité militaire conjointes entre nous-mêmes, les nationalistes et le peuple de Formose ». Le sénateur Vandenburg observa que : « Les droits du peuple de Formose doivent être pris en compte… »

Ces voix républicaines libérales furent rapidement étouffées ou noyées dans le flot des violentes critiques déversées sur le gouvernement par le reste de l'opposition.

Les nationalistes traitèrent la déclaration du président Truman de « trahison » et la xénophobie traditionnelle des Chinois refit surface. Il y eut de vifs débats à Taipei et, le 9 janvier, de jeunes officiers têtes brûlées, à bord de la canonnière nationaliste Wuling, tirèrent sur un bateau de commerce américain en route pour Shanghai.

Que devait faire Washington ? S'il prenait des mesures pour protéger le commerce maritime américain il serait condamné pour « politique pro-communiste », et s'il acceptait humblement une déclaration de blocus de Chiang, alors il devrait reconnaître les deux belligérants. Ceci créerait une nouvelle situation de tension dans les relations de Washington avec des gouvernements qui ne reconnaissaient pas les nationalistes.

A New York, les Russes s'efforcèrent d'expulser les nationalistes chinois des Nations unies, arguant qu'ils ne représentaient qu'un groupe de réfugiés à Taipeï. Il était absurde de prétendre qu'ils étaient une « puissance mondiale ». Mais le délégué chinois était alors le président du Conseil de sécurité et la motion russe fut repoussée. Les Russes quittèrent alors le Conseil (le 11 janvier) ; cet épisode marque la fin de l'importance déterminante du Conseil au sein de l'organisation mondiale. Est-ce que l'Assemblée générale serait également déchirée, un jour, par la « question de Formose » ?

Le jour suivant, le secrétaire d'Etat (Acheson), constamment harcelé, fit une déclaration qui définissait un périmètre de défense des intérêts américains dans le Pacifique ouest, une ligne allant du sud-ouest des Aléoutiennes jusqu'aux Philippines et passant sur le Japon et les îles Ryukyu. La Corée et Formose, qui n'étaient plus fréquentables, étaient au-delà de cette limite.

Formose était un problème « continental » ; il n'était plus un problème « océanique ». Il appartenait à Chiang de se défendre lui-même du mieux qu'il pouvait.

Des réformes ! Des réformes !

Qu'en était-il des Formosans ?

La déclaration du président Truman avait plongé les leaders formosans dans le désespoir. Pour la deuxième fois depuis la reddition du Japon, les Etats-Unis avaient laissé passer l'occasion d'intervenir au

nom du peuple de l'île. Le jour où le secrétaire Acheson déclara que la Corée et Taiwan se trouvaient en dehors du périmètre des intérêts américains, une lettre poignante me fut envoyée qui reflétait le sentiment que les Formosans avaient été trompés et qu'il leur faudrait supporter le pouvoir tyrannique et policier de Chiang jusqu'à ce que la Chine rouge lui prenne l'île. La lettre montrait également que les Formosans scrutaient toutes les dépêches provenant de l'étranger et étaient à la recherche de toute déclaration publique qui pouvait faire luire un rayon d'espoir.

« Pensant que ce serait peut-être la dernière occasion que vous auriez d'avoir de mes nouvelles, j'ai décidé de vous écrire cette lettre...

J'espérais qu'un jour je pourrais vous voir à nouveau sur cette île "dans de meilleures circonstances". Mais je suis presque sûr maintenant... qu'il me faut abandonner cet espoir; il est aujourd'hui clair que Formose a été rayée de la carte par les Etats-Unis, et, en conséquence, je vais me retrouver, dans quelques mois, sous le contrôle des Chinois rouges, à moins que je ne réussisse à quitter l'île. Il serait extrêmement optimiste de penser que les forces nationalistes sur l'île seront capables de repousser une invasion des Rouges dont on peut être sûr qu'elle sera lancée à tout moment, à partir de février.

En fait, les Formosans ont été profondément déçus par la déclaration du président Truman concernant les fondements de sa politique à l'égard de Taiwan. Je me demande ce que FDR [Frank Delano Roosevelt] aurait fait, s'il était encore en vie. Je pense que c'est une situation qu'il n'aurait pu imaginer lorsqu'il promit de remettre Formose à la « République de Chine » (et non à la « République populaire de Chine »), sans prendre le moins du monde en considération, semble-t-il, la volonté des six millions de personnes qui vivaient sur l'île.

Depuis la signature du Traité de Shimonoseki, cette volonté n'a jamais été respectée, à aucun des moments cruciaux où le destin de l'île était en jeu. Etant donné que la forme de l'île, si on la regarde sur une carte, ressemble quelque peu à celle d'un ballon de football (américain), il est probable que la population de l'île était prédestinée à recevoir constamment des coups de pied dans le jeu de la politique mondiale.

J'ai été très surpris de lire dans l'un des bulletins d'information de l'USIS, le paragraphe suivant :

"Hamilton Butler (Detroit Free Press) *tout en faisant remarquer l'importance stratégique de l'île (Formose) a déclaré : 'L'occupation permanente de Formose et sa transformation en un avant-poste américain non seulement*

*nous conduirait à de sérieux ennuis avec la population locale, mais nous impliquerait dans une stratégie...' (*Bulletin quotidien d'information, *no 140, 17 décembre, USIS, Taipei)"*

Je ne sais pas sur quelles bases M. Butler peut fonder un pareil jugement, ni à quel genre d'ennuis il imagine s'attendre, mais aucun Formosan ne serait d'accord avec cette analyse.

En revanche, une dépêche AP de San Francisco, datée du 4 janvier 1950, citait un jugement de M. John MacDonald qui fut le consul général américain à Taipei jusqu'en décembre dernier : "... La plupart des Formosans avaient espéré qu'ils échapperaient au contrôle des nationalistes grâce à un mandat des Etats-Unis, mais lorsque, récemment, le gouvernement chinois est arrivé du continent et a établi la capitale de la Chine à Taipei, ils semblent avoir perdu tout espoir que cette attente se réalise. Maintenant, ils pensent plutôt que ce serait une bonne chose si le commandement suprême à Tokyo pouvait les prendre en main, à condition qu'ils aient la garantie que la liberté leur serait plus tard rendue." Je n'ai jamais rencontré de Formosans qui ne souscrivent à l'opinion de M. MacDonald.

Certains Formosans estiment que : "Politiquement, les Formosans ne sont que des bébés qui ont besoin d'une aide extérieure pour survivre en tant que peuple libre. Mais les Formosans ne vont pas rester éternellement des bébés, sur le plan politique. Si les choses sont laissées telles qu'elles sont en ce moment, les Formosans pourraient bien, un jour, grandir suffisamment pour devenir un ennemi juré et puissant des Etats-Unis sous l'influence et la direction du Kremlin."

Je sais, bien sûr, que les E-U ont beaucoup d'autres problèmes à traiter en tant que leaders des peuples épris de liberté dans le monde, et qu'il y a une limite à ce qu'ils peuvent faire. En ce sens, on peut dire que ces Formosans sont un peu égocentriques.

D'autres Formosans pensent qu'en définissant leur politique à l'égard de Taiwan, les Etats-Unis auraient dû choisir entre la justice et l'injustice et non pas entre ce qui servait leurs intérêts et ce qui les desservait. Il est, selon eux, injustifiable que les Formosans, qui n'aiment pas les communistes, soient abandonnés derrière le rideau de fer sous le simple prétexte que Formose a été une colonie japonaise pendant plus de cinquante ans, alors que le Japon, l'un des principaux responsables de la dernière guerre, a le droit de jouir de la démocratie et de la liberté parce qu'il pourrait autrement déclencher une autre guerre. L'Histoire jugera.

Pendant que j'écris cette lettre, j'entends le refrain d'une chanson militaire japonaise chantée par un groupe de Formosans marchant dans la rue pour soutenir les

jeunes Formosans qui vont être enrôlés pour la première fois dans l'armée depuis que les Chinois ont pris le pouvoir après la victoire sur le Japon. L'enthousiasme avec lequel ces jeunes Formosans ont répondu à la conscription est un mystère, et, en un sens, effrayant pour les continentaux vivant sur l'île. Je pense que vous pouvez comprendre pourquoi ils manifestent un tel enthousiasme.

J'en ai assez de la vie à laquelle nous sommes ici réduits, quand nous ne pouvons jamais savoir quand et où nous pouvons mourir, ni de quelle manière outrageante, mais je prie encore dans l'espoir que cette situation pourrait, un jour, s'améliorer. J'aimerais connaître, si possible, votre opinion... »[2]

Devant l'élite formosane – des hommes tels que ceux-ci –, le gouverneur Wu se présenta avec un programme de réformes conçu pour réduire l'amertume de la population locale et pour obtenir le soutien des Formosans en faveur de l'organisation nationaliste. Au fond de son cœur, il savait que Chiang ne reconquerrait jamais le continent ; il serait déjà difficile de tenir Formose, et les réfugiés allaient avoir besoin du soutien massif des insulaires.

Le 13 janvier, Wu promit de prendre des mesures pour promouvoir l'autonomie interne. Le 5 avril, on annonça que le Yuan exécutif avait autorisé le nouveau gouverneur à organiser des élections pour les chefs de districts et les maires. Sur le papier, à tout le moins, cette mesure donnait aux Formosans un certain degré de contrôle sur la police civile locale, un objectif qui avait été au cœur des demandes présentées à Chen Yi pendant la crise de mars 1947.

Dans le nouveau cabinet du gouverneur Wu, un conseil de trente-trois chefs de départements, pas moins de dix-sept étaient des Formosans influents, et il incluait certains qui avaient été de violents critiques de Chen Yi et avaient dû longtemps se cacher. Wu voulait qu'ils aient leur mot à dire dans le gouvernement local.

Mais quand les élections eurent lieu, les agents du parti nationaliste contrôlèrent la sélection des candidats, les conditions à remplir pour être électeur et le déroulement des élections elles-mêmes. Les Formosans auxquels on avait donné une position dans le cabinet de Wu se retrouvèrent entourés d'assistants, de subordonnés et de conseillers, qui étaient tous originaires du continent. Le gouverneur Wu faisait de son mieux pour libéraliser l'administration et réduire les mauvaises pratiques, mais (comme il l'avoua plus tard), à chaque instant, il était

confronté à la police secrète et aux agents de la sécurité qui ne rendaient compte qu'à Chiang Ching-kuo.

Wu dut faire face à de grandes difficultés. Le général Chen Cheng, connu pour avoir une main de fer, était son supérieur immédiat dans l'organisation, et les agents de la sécurité de Ching-kuo avaient accès à tous les bureaux traitant d'affaires civiles ou militaires. Ils inspiraient la peur parmi les gens ordinaires par leurs actes de brutalité fréquents, leurs fouilles dans les maisons sans aucune commission rogatoire et leurs effrayants interrogatoires. En matière économique, le fantôme de T.V. Soong était tapi dans l'ombre. Dans la réforme des finances, deux visages étaient familiers. L'ancien commissaire aux Finances des gouverneurs Chen Yi, Wei et Chen Cheng, Yen Chia-kan fut promu et devint le ministre des Finances du gouvernement « national ». Cette position lui donnait, en fait, la haute main sur les finances locales, au niveau provincial. Pour le remplacer, Wu fut obligé d'accepter Jen Hsien-chuan comme commissaire aux Finances. Jen avait été le commissaire aux Communications de Chen Yi, et le collègue de Yen en 1946 et 1947.

Nous ne fûmes pas surpris d'apprendre que, deux fois au cours des cinquante premiers jours qu'il occupa ses fonctions (du 11 janvier au 9 mars), le gouverneur Wu menaça de donner sa démission. Sa première crise administrative survint à propos d'une question de politique fiscale soulevée par le « Formosan de service », Huang Chao-chin. Huang, on s'en souvient, servit aussi dans l'administration de Chen Yi et, pour le récompenser de son aide au cours du massacre de mars, il avait été nommé à la présidence de l'une des plus importantes banques de Formose. Quand les réformes de Wu menacèrent de mettre à mal les arrangements, établis depuis longtemps, permettant de payer régulièrement des personnes influentes, Huang protesta vigoureusement et Wu porta l'affaire jusqu'au Generalissimo. Chiang savait qu'il devait sauvegarder pendant un temps cette nouvelle image de réforme, et il donna raison à Wu.

Chiang reprend la présidence

Malgré ces nombreuses et importantes réformes à Formose, auxquelles il n'avait aucune part, le président par intérim Li continuait d'être un danger potentiel pour Chiang. En même temps qu'il faisait

de brefs séjours dans différentes cliniques aux Etats-Unis, il avait de larges consultations avec les Américains et avec les Chinois résidant en Amérique et il s'efforçait d'affermir l'enthousiasme pour le projet de création d'une troisième force. Finalement, Li obtint de pouvoir s'entretenir avec le président Truman, le 3 mars.

Le 1[er] mars, très loin, à Formose, l'habile Generalissimo annonça qu'il était redevenu le président de la Chine. Le statut de Li à Washington devint aussitôt celui d'un « ancien président par intérim » et sa présence à la Maison-Blanche une simple formalité.

En l'espace de quelques semaines, le président Chiang fit le nécessaire pour que l'ancien président par intérim soit mis en accusation, in abstensia, pour « manquement à ses devoirs ». Li se retira sur les rives de l'Hudson où il rejoignit les Soong et les Kung.

Et ainsi les livres d'histoire montreront que parce que Chiang Kai-shek n'était plus à sa tête, la Chine continentale tomba aux mains des communistes. Li doit être blâmé pour cet échec et les Chinois devront attendre que Chiang vienne les sauver des rebelles et des bandits communistes.

Pour faire pendant aux réformes de Wu dans l'administration civile, Chiang décréta un mouvement de réformes dans le parti et l'armée.

Ne perdant pas de vue les effets que cette nomination pourrait provoquer à Washington, Chiang fit du général de corps d'armée Sun Li-jen le commandant en chef des armées chinoises et de la garnison de Taiwan. Pour la propagande, aucun choix ne pouvait être meilleur.

Sun proposa tout de suite un programme de formation à l'intention des jeunes Formosans, déclarant qu'il avait trouvé qu'ils étaient d'excellentes recrues. Il en enrôlerait d'abord 4500 puis les utiliserait ensuite pour former un nouveau contingent de 35000 hommes. C'était une décision radicale. Les conscrits chinois du continent vieillissaient et devaient nécessairement être remplacés par des Formosans. Mais si ces hommes nouveaux étaient peut-être prêts à défendre Formose, le seraient-ils pour se battre sur le continent?

Les correspondants étrangers en arrivèrent à penser que le général Sun était en train de prendre discrètement une position réaliste. Il ferait tout ce qu'il pourrait pour doter l'île elle-même d'une défense efficace; mais parler de « reconquérir le continent » n'était que pour la galerie.

Pour Chiang, la nomination de Wu et de Sun était très déplaisante ; pendant des années, il avait exercé ses talents à jouer, avec beaucoup d'habileté, une faction contre une autre, de manière à toutes les contrôler. Il entreprenait maintenant une réorganisation du parti et de l'armée dans le but de transmettre sa succession à son fils aîné, le « dauphin » Ching-kuo, et lui assurer une position où il pourrait avoir la haute main sur Sun et Wu, ou n'importe quel autre libéral qui pourrait envisager que Formose soit une « deuxième Chine », ou un territoire sous mandat ou une entité indépendante.

Petit à petit, les structures de l'armée, du parti et du gouvernement furent modifiées jusqu'à ce que le général Chiang Ching-kuo devienne une figure dominante au sein de ces trois sources de pouvoir. Le Generalissimo était l'autorité suprême sur le plan militaire. L'« héritier présomptif » fut progressivement promu et devint finalement le ministre de la Défense, subordonné seulement à son père dans la hiérarchie militaire. En tant que Tsungtsai, ou leader du parti, Chiang senior détenait la plus haute autorité pour tout ce qui concernait les affaires politiques ; il avait investi l'armée d'un réseau de commissaires politiques, attachés à chaque unité militaire, et il contrôlait le gouvernement en ayant la haute main sur les nominations et sur l'organisation des élections, à tous les niveaux de cette « démocratie ». Le « fils aîné » fut promu au sein du parti comme chef du département politique de l'armée et comme membre du comité central exécutif qui contrôlait toutes les activités du parti. En tant que président de la République de Chine, Chiang senior disposait de pouvoirs exceptionnels en cas d'urgence – de pouvoirs dictatoriaux en temps de crise et en temps de guerre. Son fils, en tant que ministre de la Défense, s'imposait à l'autorité civile en vertu de ces dispositions d'exception.

Le formatage de Chiang Ching-Kuo, de manière qu'il puisse succéder à son père, prit de nombreuses années, mais on put se rendre compte clairement de ce processus dès la crise qui survint au début de 1950. Les concessions forcées au « mouvement de réforme » et les nominations de K.C. Wu et de Sun Li-jen devaient être discrètement contrebalancées. La source ultime du pouvoir de Ching-kuo résidait dans sa mainmise sur les services secrets de l'armée, du parti et du gouvernement, et dans les commissaires politiques placés à tous les échelons de l'organisation militaire.

Telle était la Chine libre, ce « bastion de la démocratie ».

Après qu'il fut arrivé à Formose, en 1949, pour préparer le terrain à son père, le général Chiang Ching-kuo fit régner un ordre strict, grâce à une politique de terreur. Les pertes de 1947 avaient été lourdes : les arrestations, les emprisonnements et les exécutions s'étaient poursuivis jusqu'en 1948, mais la venue de Ching-kuo en 1949 ouvrit une nouvelle période de terreur dans toute l'île.

Tous ceux auxquels le régime pouvait reprocher quelque chose, à quelque niveau que ce fût, dans le parti, l'armée, le gouvernement, ou dans leur vie privée, pouvaient être étiquetés comme « communistes » et supprimés. La culpabilité par amalgame est facile à établir et les accusations fausses ou calomnieuses étaient encouragées par des récompenses. Tillman Durdin qualifia de « férocité sans distinction » la campagne qui commença en 1949, et il rapporta qu'en 1954, Chiang Ching-kuo s'était vanté d'avoir brisé (ce sont ses propres termes) une moyenne de treize « complots communistes », tous les mois, pendant trois ans et demi. Ce chiffre effarant signifie qu'il brisa 550 « complots » en tout. Dix ans plus tard – en 1964 –, on estimait que Chiang Ching-kuo disposait de 50 000 agents réguliers dans les nombreuses organisations placées sous son contrôle et que le nombre d'informateurs rémunérés en activité à Formose devait atteindre dix fois ce chiffre.[3]

Le souci prioritaire du Generalissimo était l'armée. La retraite désordonnée du continent et des îles avoisinantes avait amené à Formose plusieurs officiers dont Chiang questionnait la loyauté. Rapidement, les agents de Ching-kuo établirent de longues listes d'officiers qui n'étaient pas considérés comme fiables et étaient soupçonnés d'entretenir des relations avec l'ennemi.

La purge qui commença au début de 1950 dura pendant plusieurs mois, et révéla des informations embarrassantes pour les Américains qui avaient si fort proclamé la puissance de l'organisation militaire de Chiang. Parmi les généraux de corps d'armée arrêtés, jugés et exécutés on trouvait le chef de la conscription, le vice-ministre de la Défense nationale, le chef du service des approvisionnements et le commandant de la 70e division. Des quantités d'officiers moins importants furent arrêtés et liquidés.

Pendant ce temps, sur le continent, les nationalistes subissaient un total désastre. L'île de Hainan fut perdue le 2 mai 1950 et, le 16 mai,

les forces de Chiang abandonnèrent l'archipel des Chusan, situé entre l'estuaire du Yangtze et Formose.

Pour divertir l'attention de ces revers, les forces aériennes nationalistes augmentèrent le nombre et le rayon de leurs raids éclair tout au long de la côte. Les communistes commencèrent à se préparer pour des représailles, une attaque massive, à travers le détroit, qui serait la fin de Chiang.*

Vers le milieu de l'année, les nationalistes à Taipei furent saisis d'un sentiment d'anxiété. La grande question continuait d'être : « Qu'est-ce que les Formosans vont faire si les communistes attaquent ? »

Dans une spectaculaire tentative pour se gagner les faveurs de la population, Chiang ordonna finalement l'exécution de son vieil ami, le général Chen Yi. On annonça qu'il était puni pour avoir maltraité les Formosans en 1946 et 1947. Des rassemblements furent organisés, des pétards furent tirés pour célébrer cette occasion ; et, le 16 juin, après un an passé en prison à attendre ce sort, Chen Yi fut amené devant le peloton d'exécution.

Les Formosans furent heureux de le voir disparaître mais, en mettant le feu aux pétards, plus d'un se souvenait des louanges que Chiang avait prodiguées à Chen Yi pour un « travail bien fait », en mars 1947.

Une semaine plus tard, le désir de réformes semblait s'être évanoui.

Chiang sauvé – mais tenu en laisse

Pékin avait pris au sérieux la déclaration de Washington qu'il n'avait « pas d'intérêts » en Corée et à Formose, et la considéra comme une invitation ouverte à avancer en Corée et à franchir le détroit.

Le 25 juin, les communistes entrèrent en Corée du Sud. Chiang, par totale inadvertance, avait été sauvé par Mao Tse-tung.

Le président Truman annonça aussitôt un changement radical dans la politique américaine. Le 27 juin, il signifia que les Etats-Unis s'opposeraient à l'agression communiste en Corée et demanda aux Nations unies d'agir de concert avec eux. Il déclara ensuite :

---

* On rapporta qu'une épidémie ravagea les camps de base communistes d'où devait partir l'invasion et cette dernière dut être indéfiniment reportée.

« Dans ces circonstances, l'occupation de Formose par les forces communistes constituerait une menace directe pour la sécurité de la région Pacifique et pour les forces des Etats-Unis qui poursuivent leur mission légale et indispensable dans cette région.

Pour cette raison, j'ai ordonné à la septième flotte d'empêcher toute attaque sur Formose. Corollairement, j'ai demandé au gouvernement chinois à Formose de mettre un terme à toutes ses opérations, par air ou par mer, contre le continent. La septième flotte veillera à ce que cela soit fait. La détermination du statut futur de Formose devra attendre la restauration de la sécurité dans le Pacifique, un traité de paix avec le Japon ou un examen de la part des Nations unies. »[4]

Il s'agissait, en fait, d'un ordre direct, adressé au Generalissimo, qu'il était maintenant sous contrôle, pour son propre bien. Les Etats-Unis et les Nations unies avaient suffisamment à faire en Corée, à laquelle le président était déterminé à limiter le conflit, si cela était possible. Les membres de Nations unies qui étaient prêts à résister à l'agression communiste n'étaient pas du tout disposés à soutenir un « retour » des ambitions de Chiang en Chine.

Taipei ne pouvait qu'accepter l'ordre abrupt du président, mais pour sauver la face, Chiang proposa immédiatement d'envoyer une force nationaliste de 30 000 hommes en Corée.

C'était une offre embarrassante ; les chefs d'états-majors conjoints ne souhaitaient pas s'encombrer d'unités nationalistes de qualité douteuse et d'incertaine loyauté, et Washington ne souhaitait pas donner un prétexte à Pékin pour ouvrir un second front en attaquant Formose. On donna instruction au général MacArthur, à Tokyo, de refuser l'offre de Chiang.

La déception du Generalissimo fut atténuée par le fait, dont il prit tout de suite conscience, que désormais Formose allait probablement recevoir une aide économique et militaire massive.

XIX
La « décennie républicaine » de Formose

Des problèmes de représentation – et de fausse représentation

La déclaration politique du président Truman, le 27 juin, encouragea de nombreux leaders formosans. Pendant un temps, il sembla que les Etats-Unis allaient considérer le problème formosan avec des idées nouvelles. La décision de neutraliser l'île – pour la couper du continent – signifiait peut-être que sa valeur en tant que base maritime avancée avait été reconnue et que, désormais, elle prendrait sa place dans un ensemble, avec les bases voisines d'Okinawa et de Luzon. L'allusion du président au statut légal indéterminé de Formose fit briller l'espoir qu'elle serait placée sous le contrôle du commandement allié à Tokyo ou sous administration américaine. Le général Wedemeyer n'avait-il pas dit au président qu'il y avait des raisons de penser que « les Formosans accueilleraient avec faveur une administration américaine sous mandat des Nations unies » ? Il y aurait, bien sûr, des difficultés avec les nationalistes, mais, étant donné leur état de totale dépendance, elles pourraient être surmontées par une habile diplomatie, ce qui permettrait ultérieurement de développer pleinement le potentiel de Formose dans l'intérêt des Alliés.

Ces espoirs allaient être déçus. Une campagne de propagande à une échelle et une intensité sans précédent fut lancée aux Etats-Unis par les Chinois nationalistes. Un groupe étranger était déterminé à manipuler l'opinion publique pour créer d'irrésistibles pressions sur l'administration, à Washington. Si ceux qui définissaient la politique ne pouvaient être contraints de renoncer à la « neutralité », alors il fallait les renvoyer et les remplacer par une administration favorable aux nationalistes. Le gouvernement de Taipei, qui ne se maintenait que grâce à des prêts américains, subventionnait cette campagne directement ou par l'intermédiaire d'entreprises de relations publiques avec lesquelles il avait passé contrat.

Il faudra qu'une génération passe et avec elle ceux qui y jouèrent le rôle principal avant que toute la portée et tous les détails de cette opération puissent être établis. Pour une indication concernant son ampleur

et les méthodes employées, le lecteur peut simplement se reporter aux témoignages sous serment présentés devant le comité des Affaires étrangères du Sénat, en 1963.[1]

Avec le temps, Washington céda, de manière perceptible – ou, à tout le moins, parut céder – aux pressions suscitées par cette campagne. Une telle attitude ébranla la confiance de nos principaux alliés, abaissa le prestige américain sur le plan international et affaiblit considérablement la position de Washington comme leader des Nations unies. Les débats devant l'Assemblée générale concernant la Chine et la question de Formose constitueront plus tard le test le plus amer à cet égard.

En 1950, la menace communiste sur Formose était très réelle. L'invasion de la Corée du Sud provoqua un sursaut dans une Amérique trop confiante qui avait si hâtivement démobilisé ses soldats en 1945, mis ses navires dans la naphtaline et démantelé ses puissantes forces aériennes, alors qu'une Russie cynique avait régulièrement développé ses capacités militaires et tentait partout de déstabiliser les nations non communistes ou d'y prendre le pouvoir. Le Kremlin promettait d'« enterrer » le monde capitaliste.

Chiang voulait beaucoup plus qu'une neutralité protégée par la septième flotte. Son régime, à Taipei, ne tenait que parce qu'il avait promis de retourner bientôt sur le continent, mais il savait que seules les forces américaines lui permettraient de le faire. Il voulait d'abord un engagement des Américains de former, d'équiper et de transporter des forces nationalistes sur le continent. S'il pouvait débarquer par la force, il pouvait être assuré qu'on ne le laisserait pas les bras ballants sur les frontières de la Chine. Un engagement américain de le propulser sur les plages impliquerait l'engagement moral de le soutenir pendant tout son parcours, jusqu'au cœur de la Chine.

Comment persuader les Américains que leurs intérêts les plus vitaux étaient en jeu dans de tels projets ? Comment faire en sorte que l'argent et les armes soient déversés sur Formose en quantités toujours croissantes ? Comment, au nom du peuple américain, pousser les forces armées américaines dans la bataille avec les communistes chinois ?

On peut douter que les chefs militaires américains aient été vraiment impressionnés par la réputation de Chiang en tant que génie militaire ou qu'ils aient soutenu ses ambitions politiques, mais ses intérêts rejoignaient largement les leurs. On considérait qu'une guerre contre la

Russie et ses satellites était inévitable. En Asie, Moscou fournissait, sur une très grande échelle, des armes, des équipements industriels et des technologies à la Chine communiste. Il n'y aurait qu'avantage à détruire le nouveau gouvernement de Pékin avant qu'il ne puisse mobiliser la main-d'œuvre, les ressources naturelles et le potentiel industriel du continent. Il était extrêmement souhaitable, de surcroît, de menacer la Chine sur son flanc pour soulager la pression sur les forces de l'ONU en Corée du Sud. Dans un tel contexte, il n'était pas difficile, pour Taipei, d'être entendu par l'establishment militaire et d'y recruter des partisans, bien que le président s'efforçât de limiter la « guerre chaude » à la péninsule de Corée.

Chiang voulait une « guerre chaude » sur les côtes de Chine, ce qui était également le souhait de ceux qui le soutenaient dans les forces armées américaines. Ils repoussaient avec dédain les avertissements qu'un feu de broussaille sur la côte chinoise pourrait rapidement se transformer en une conflagration généralisée impliquant non seulement la Chine, mais également la Russie. Pour ce qui concernait les conditions politiques locales assurant la sécurité de Formose comme base d'opérations, ils savaient qu'ils pouvaient s'en remettre au Generalissimo ; Formose était sous une loi martiale et l'île semblait disposer d'une excellente main-d'œuvre.

L'Amérique chrétienne était une proie facile pour la propagande de Taipei. La conversion de la Chine avait été, pendant un siècle, un rêve américain et il existait un attachement sentimental profond à l'activité des missions en Chine. Les Eglises, dans toutes les villes américaines, étaient des vecteurs bon marché tout prêts à disséminer les nouvelles concernant la famille chrétienne la plus influente de Chine. Les sociétés de missions étaient actives dans toutes les paroisses du pays qui étaient déjà persuadées qu'une victoire des communistes en Chine signifierait le triomphe de l'Antéchrist en Asie. Qui plus est, du point de vue de Taipei, l'appartenance à une Eglise et le soutien aux missions étaient aussi bien le fait des démocrates que des républicains et on pouvait ainsi influencer simultanément les pacifistes et les patriotes les plus militants. Si les Chinois, réduits à l'esclavage, pouvaient être libérés, le travail des missions pourrait reprendre.

Le Congrès et les leaders politiques de l'Amérique constituaient les cibles prioritaires de la propagande. Les membres du Congrès qui

votaient les prêts-baux occupaient une position qui leur permettait d'influencer l'administration. Ils étaient alors particulièrement vulnérables. Il leur fallait répondre au sentiment d'insécurité vis-à-vis de la Russie et de sa puissance militaire, qui se répandait dans la population américaine ; ils ne pouvaient pas ignorer l'argument que Chiang avait une force militaire toute prête et était impatient de l'employer pour défendre la liberté.

La situation politique interne était mûre pour être exploitée. Le Parti démocrate était au pouvoir depuis 1933 ; il était solidement retranché et l'opposition se désespérait. La victoire du président Truman, en 1948, provoqua une grande confusion au sein du Parti républicain ; les victoires répétées des démocrates avaient mis en évidence le manque total d'attrait des propositions des républicains dans les campagnes électorales. Le débat concernant l'« aide à Chiang » arriva à point nommé. Il offrait de sérieux avantages ; il permettait, en particulier, aux républicains d'accuser les démocrates d'être réticents à augmenter l'aide et de sous-entendre, comme le faisait Chiang, qu'il y avait des sympathisants communistes au sein du Département d'Etat. Ceci montrait avec « évidence » que les communistes allaient corrompre le gouvernement et détruire le mode de vie américain. Quiconque s'opposait à une aide massive en faveur du Generalissimo était considéré comme un imbécile, aveugle à la menace communiste, un risque sérieux pour la sécurité nationale ou un membre de l'appareil communiste. La distance qui séparait l'Amérique de Formose, une île dont les Américains ne connaissaient rien, constituait un deuxième avantage, non moins important. C'est ce qui explique le succès du « sénateur de Formose », que les électeurs n'allaient pas tenir pour responsable si les choses tournaient mal sur ce territoire du bout du monde.

Les Etats-Unis étaient saturés de propagande mais en même temps qu'on ne pouvait échapper à des échantillons de cette prose dans les journaux, on remarquait avec quelles précautions on évitait toute critique de l'administration interne de Formose et on détournait l'attention des Américains des préoccupations de la grande majorité de la population locale. Rien n'était dit des demandes des Formosans pour une intervention, en 1947, et le soulèvement de mars était rapidement écarté comme une action des éléments communistes et pro-japonais de l'île. Rien, non plus, n'était rappelé du désir des Formosans d'être coupés de la Chine continentale ni de leurs vains efforts pour obtenir une repré-

sentation formosane à tous les échelons du gouvernement. Les « Formosans libres » en exil à Tokyo étaient des traîtres méritant la mort.

MacArthur à Formose

L'invasion communiste de la Corée du Sud mit en évidence l'une des plus graves erreurs politiques de 1945. Etant donné qu'il n'y avait eu aucune réservation des intérêts des Alliés à Formose, en attendant un règlement général en Asie après la guerre ou un traité satisfaisant, rien ne pouvait être entrepris sur l'île sans l'accord du Generalissimo.

On laissait maintenant se répandre aux Etats-Unis un flot de propagande destinée à convaincre le public américain que Chiang possédait une force militaire puissante prête à frapper le cœur de la Chine. On laissait au public le soin de deviner si « une force potentielle » voulait dire une force existante (c'est-à-dire des hommes bien armés et bien organisés mais qui n'avaient pas encore d'expérience du combat) ou si cela voulait dire une force qui pourrait être formée à partir des ressources en hommes de Formose. Au fur et à mesure qu'on développait des arguments militaires, on en vint à prévoir trois étapes dans l'action à venir : d'abord, l'île devrait se préparer à se défendre elle-même d'une attaque et d'une invasion communistes; en second lieu, Chiang devrait conduire sa « puissante force d'attaque » sur le continent pour ouvrir un second front; enfin, les Etats-Unis s'impliqueraient directement et prendraient en main les opérations.

On proposait comme base à cette grandiose stratégie une île de 36 000 km^2 (dont les deux tiers étaient constitués de montagnes sauvages), desservie par deux petits ports d'embarquement et quelques ancrages subsidiaires mineurs. De l'autre côté du détroit, s'étendait une masse continentale de près de 12 millions de km^2. Formose, en 1950, comptait environ 8 millions d'habitants, profondément divisés. Aucun civil ne connaissait, même de manière approximative, la puissance de l'armée nationaliste de Chiang, mais on assurait au public américain qu'elle était de première classe et prête à se battre. La défense était prioritaire. Un rapport, largement diffusé, affirmait : « Les militaires américains estiment qu'une invasion des rouges pourrait être repoussée par l'intervention conjointe de la 7e flotte américaine et de l'armée nationaliste de 500 000 hommes qui avait été mise sur pied, avec une grande

rigueur, par le général Sun Li-jen, formé par le VMI (Virginia Military Institute) ». Une telle affirmation constitue un excellent échantillon de la propagande diffusée à l'étranger, à un moment où les militaires professionnels, à Tokyo et à Washington, évaluaient les effectifs de l'armée nationaliste à environ 50 000 hommes, suffisants (avec le soutien de la 7e flotte) pour repousser une invasion communiste à travers le détroit mais beaucoup trop faibles pour s'aventurer sur le continent. Il n'est pas nécessaire de pousser plus avant cet argument; il est de fait qu'un nombre important de chefs militaires américains parmi les plus connus étaient convaincus que les forces de Chiang devaient être utilisées, que Formose, lorsqu'elle serait bien préparée à se défendre elle-même, pourrait devenir une base d'attaque. La seule façon de forcer la main au président était de convaincre le public qu'un allié puissant et décidé était volontairement négligé. Le 7 avril 1951, A.J. Liebing examina, de manière spirituelle, les évaluations, extravagantes et incroyablement divergentes, qui étaient alors publiées, les résumant, dans le magazine *New Yorker,* sous le titre suprêmement approprié : « L'armée en caoutchouc ». Pour l'administration, toutefois, ce n'était pas un sujet de plaisanterie. Le problème de Formose était devenu explosif.

Les difficultés de Lincoln avec les généraux rebelles pendant la guerre civile pâlissaient en comparaison de celles du président Truman avec les chefs militaires « activistes » dont MacArthur donnait le ton, avec un sens parfait du drame et une rhétorique moraliste passionnée. Il voulait un second front pour divertir la pression sur ses forces en Corée. Les Américains étaient encouragés à croire que son incapacité à obtenir une victoire rapide sur ce théâtre d'opérations devait être attribuée aux politiciens de Washington qui refusaient de mettre en jeu toutes les ressources disponibles. Les visiteurs importants qui venaient le voir dans son quartier général de Tokyo étaient flattés par les conversations privées auxquelles il se prêtait et les « informations confidentielles » qu'il leur donnait, et qui ne le restaient pas longtemps.

On se souvient que le 29 juin 1950 – deux jours après que Truman eut mis Formose « en quarantaine » –, le Generalissimo offrit avec magnanimité d'envoyer 30 000 hommes en Corée et que les chefs d'états-majors conjoints avaient décidé que les risques étaient trop grands. Ils notifièrent MacArthur de cette décision, qui faisait perdre beaucoup de face à Chiang.

Pour atténuer le choc et clarifier sa propre position MacArthur trouva le temps de se rendre en personne à Taipei. Là, le 31 juillet, devant les caméras des journalistes, il baisa galamment la main de Mme Chiang, puis, derrière des portes closes, s'entretint avec le Generalissimo. Il l'assura que des conseillers militaires et des armes arriveraient bientôt à Formose. Le jour suivant, le 1er août, il retourna à Tokyo.

Quelques mois plus tard, MacArthur fut limogé par le président Truman en raison de son attitude rebelle et arrogante à l'égard de la politique présidentielle concernant Formose. Puisque le président avait refusé que Chiang participe à la guerre de Corée et que la guerre n'était pas encore gagnée, le général devait convaincre le public américain qu'un atout militaire d'importance – l'île de Formose – était négligé.

On lui demanda de parler devant le Congrès et de témoigner devant deux comités du Sénat, celui des Forces armées et celui des Affaires étrangères. Ce qu'il avait à dire était important car, malgré son conflit avec le président, on pouvait penser qu'il connaissait très bien la situation qui prévalait dans les territoires vitaux, sous son commandement, et à Formose. Ce qu'il avait à dire allait être écouté avec la plus extrême attention et – pour l'essentiel – serait accepté comme argent comptant.

Voici une brève citation de son témoignage devant les sénateurs dans laquelle il présente ce qu'il appelle ses observations pendant sa visite d'un jour – et sa seule visite – à Formose.

« Je suis allé à Formose, que j'ai vue superficiellement. J'ai été surpris d'y trouver autant de satisfaction.

J'ai trouvé que la population bénéficiait d'un niveau de vie tout à fait comparable à ce qu'il était avant la guerre. J'ai trouvé un système financier qui était, à ce moment-là, plus sain que celui de n'importe quel pays en Extrême-Orient, à l'exception du Japon. J'ai trouvé qu'on y pratiquait une forme de gouvernement représentatif.

Dans un groupe parlementaire que j'ai rencontré, j'ai trouvé que sur 21 élus, il y avait 19 Formosans. J'ai visité leurs tribunaux. J'ai trouvé un système judiciaire qui m'a semblé meilleur que dans la plupart des autres pays d'Asie.

J'ai visité leurs écoles. J'ai trouvé que leur éducation primaire était tout à fait au niveau des autres pays d'Extrême-Orient. J'en ai été surpris.

J'ai également trouvé beaucoup de choses que je pourrais critiquer, mais je crois

sincèrement que le gouvernement qu'il [Chiang Kai-shek] a établi à Formose peut être favorablement comparé à bien des démocraties dans le monde. »[2]

C'était très personnel et très autoritaire mais, selon n'importe quels critères, c'était une grossière déformation des faits. Etant donné l'emploi du pronom personnel « je » pas moins de dix-sept fois en douze phrases concises on peut soupçonner que le général MacArthur était alors plutôt préoccupé par la fragilité de sa position que par l'exactitude de son rapport. De toute manière, le général avait eu une journée très occupée à Formose; on ne rappela pas aux sénateurs que toutes ces remarquables constatations avaient été faites au cours d'un seul jour, pendant lequel il avait dû aussi se livrer à des activités protocolaires et participer à d'importantes conférences.

Une étude minutieuse suggère que ces remarques étaient soigneusement calculées pour répondre à toutes les critiques concernant la situation intérieure de l'île. Elles reflétaient les interrogations sous-jacentes concernant les mauvaises relations entre les réfugiés du continent et les Formosans et l'inquiétude que quelques données sur ce qui se passait réellement soient arrivées jusqu'aux sénateurs. Venant du général MacArthur, toutefois, ces affirmations devaient être prises pour argent comptant. Aucun rapport ultérieur sur la situation à Formose de source officielle ou privée ne pouvait l'emporter sur le témoignage du général.

Sept jours après la brève et spectaculaire visite de MacArthur, son chef d'état-major adjoint (le général de division Alonzo Fox) vint de Tokyo pour évaluer les besoins militaires de Chiang. Il était accompagné d'un groupe d'enquête (Survey Group) qui avait l'ordre de ne rien avoir à faire avec les représentants du Département d'Etat à Formose. C'était l'une des nombreuses manifestations destinées à faire clairement comprendre que le commandant suprême se dissociait de la politique de l'administration de Truman pour ce qui concernait Formose. Les Chinois virent tout de suite où était leur intérêt.

Trois jours après l'arrivée du général Fox, M. Karl Lott Rankin vint de Hong Kong pour prendre ses fonctions de chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei. Ses mémoires, publiés en 1964 sous le titre *Mission en Chine*, illustrent les difficultés et les malentendus qui résultèrent de cette évidente division de la politique et de la représentation américaines sur l'île.[3]

Le 1er mai 1951, le général de division William C. Chase s'établit à Taipei comme chef du « MAAC », le Groupe de conseil pour l'aide militaire (Military Assistance Advisory Group) qui, désormais, allait dominer les activités américaines sur l'île. Il grossit régulièrement jusqu'à ce que des milliers de militaires américains – les conseillers et leurs assistants – fussent présents sur l'île, envoyés là pour bâtir des défenses et se préparer à la guerre avec la Chine qui pourrait à tout moment se révéler nécessaire.

La victoire électorale du général Eisenhower, en 1952, fut une éclatante victoire pour les nationalistes chinois. Maintenant, toutes les fabuleuses promesses de la campagne républicaine – ou quelques-unes d'entre elles, à tout le moins – allaient être réalisées. Le besoin d'une « réforme » de l'administration, entreprise pour plaire à Washington en 1950, semblait ne plus être urgent. Alors qu'Eisenhower se préparait à entrer à la Maison-Blanche, les directeurs de *Time*, *Life* et *Fortune*, en visite à Taipei, firent savoir que le général Eisenhower allait bientôt « dé-neutraliser » Formose, mettant fin à la quarantaine sur l'action des nationalistes dans le détroit. Une semaine avant l'intronisation du nouveau président à Washington, le général Chase, à Taipei, rencontra des journalistes, lors d'une grande revue militaire, et leur dit : « Je ne fais aucune promesse, ni aucune prophétie, mais je pense que les affaires vont reprendre l'année prochaine – et je pense que vous savez de quoi je veux parler. »[4]

Le nouveau président se préparait à annoncer, dans son premier message sur l'état de l'Union, que la « laisse » de Chiang lui était retirée, mais avant même qu'il ne soit prononcé, on dévoila publiquement à la presse que la septième flotte quitterait le détroit. Le roi était nu. Le monde entier allait maintenant voir ce que Chiang allait faire de sa liberté retrouvée.

Saluant Eisenhower comme « un homme d'Etat d'immense envergure » et déclarant que son discours inaugural « respirait comme un être vivant animé par l'esprit de justice et de droiture », Chiang loua la décision de « dé-neutraliser » Formose comme étant « non seulement judicieuse mais justifiée, aussi bien sur le plan moral que sur le plan militaire »[5]. La Terre promise était à portée de main.

Mais il ne bougea pas ; Chiang et sa splendide force d'attaque, rénovée par le MAAC et maintenant libre de ses mouvements, ne franchirent pas le détroit. Il avait promis si souvent d'y « aller tout seul », si seulement les

Américains l'autorisaient à le faire. Mais il y avait les petits problèmes du transport par mer, de la couverture aérienne et la nécessité d'un considérable soutien logistique. Dans tous ses discours de Nouvel An, adressés à la population de la « Chine libre », de 1950 à 1965, et en d'innombrables autres occasions moins officielles, le Generalissimo continua de promettre une action qui allait « bientôt » libérer le continent.

Le MAAC resta à Taipei; la loi de Parkinson s'appliqua rigoureusement; longtemps après que les forces nationalistes eurent été réorganisées et préparées à défendre Formose, elles continuèrent de grossir. Les conseillers militaires et les fournitures venant des Etats-Unis se déversèrent sur l'île jusqu'à ce que cette dernière sombrât presque sous ce poids. En 1961, on rapporta que les forces militaires de Chiang atteignaient environ 250 000 hommes, tous prétendument impatients de recouvrer le continent. A ce moment-là, les soldats originaires de Chine continentale avaient été remplacés par de jeunes Formosans; la majorité des conscrits étaient enfin des natifs de l'île, et pour eux le continent était à tous égards, sauf de nom, un pays étranger. Le budget du gouvernement nationaliste pour 1961 était de 375 millions de dollars, dont pas moins des trois quarts étaient dépensés pour maintenir en état cette force d'attaque économiquement improductive. Et pas moins de 250 millions de dollars, sur ce budget global, étaient fournis par le contribuable américain.

A la fin de la première décennie de l'administration de Chiang, l'appareil militaire de ce dernier était trop important en tant que force défensive mais beaucoup trop faible en tant que force offensive pour entreprendre une campagne continentale efficace. Néanmoins, les fondations avaient été bâties pour que l'île soit une base militaire importante. Si survenait la nécessité de l'occuper, elle pourrait être facilement prise en main par les Américains. A condition, bien sûr, qu'elle n'ait pas été livrée à Pékin à l'issue de négociations directes.

La position de l'ambassade américaine à l'égard de Formose

Le général MacArthur avait passé une seule nuit à Taipei mais il avait réussi à tout voir de Formose. Le représentant du Département d'Etat s'établit à Taipei, y passa sept ans et vit considérablement moins de choses.

Dans ses mémoires, M. Rankin fait remarquer qu'il ne fut jamais une personnalité controversée ; il servit à Taipei pendant toute la période de McCarthy, au cours de laquelle toutes les dépêches de Formose étaient épluchées par les sénateurs pro-Chiang, désireux de « prouver » qu'il existait des sympathies communistes au sein du Département d'Etat. Il était obligé d'être prudent ; ses rapports, pour cette raison, sont souvent remarquablement insipides.

En tant que chef de mission, il supervisait au moins quatorze agences dont le rôle était de soutenir l'économie taiwanaise et l'effort militaire des nationalistes. Des milliers d'Américains étaient dispersés dans toute l'île et dans d'excellentes positions pour faire des rapports à l'ambassade ou par l'ambassade. Un généreux échantillon des propres rapports de M. Rankin, de ses notes et de ses lettres personnelles, apparaît dans ce volume, *Mission en Chine*, qui comporte 343 pages. On y trouve quantité de conseils aux militaires sur la façon dont il faudrait conduire la guerre en Corée ou renforcer notre puissance militaire en face des communistes en Chine, et il y a même une note sur le fait que le guide de voyage Baedeker a attribué deux étoiles au Yosemite National Park, en 1909.

Mais on y chercherait en vain des informations sur l'administration du gouverneur Wu, ses efforts pour procéder à des réformes politiques et ses combats pour s'opposer à la gestapo de Chiang Ching-kuo. Les tentatives pour l'assassiner ne sont même pas mentionnées et le nom du gouverneur ne figure pas dans l'index. Il apparaît quand même une fois dans le texte, lorsque M. Rankin estime qu'il doit faire observer au gouverneur que celui-ci ne l'a pas informé de l'arrivée du sénateur Knowland à l'aéroport de Taipei. Le général Sun Li-jen figure dans l'index pour avoir dit à l'ambassadeur qu'une invasion de la Chine du Sud nécessiterait un soutien logistique des Américains ainsi que la couverture aérienne et navale des Etats-Unis, et une autre fois, dans une note, pour préciser, après que Sun eut été cassé, qu'il semblait heureux de vivre à Taichung et de prendre soin des roses de son jardin.

Les préparatifs militaires dans la « Chine libre » impliquaient aussi les questions concernant la sécurité intérieure – et, parmi elles, la plus importante, à savoir la question de la loyauté des Formosans à l'égard du régime nationaliste et s'ils seraient éventuellement prêts, en cas de crise, à se sacrifier pour les intérêts militaires américains. Dans l'index,

sous la rubrique « Formosans (Taiwanais, ou Chinois nés à Taiwan) », il y a deux pages de références et seulement deux d'entre elles proviennent d'un rapport envoyé à Washington, en fait du même paragraphe d'un même rapport. Là, ce mot déplaisant est placé entre des guillemets pour le rendre plus acceptable : « Formosans ». Ailleurs, dans le texte, il y a au moins cinq références, qui ne figurent pas dans l'index, à des « Chinois nés à Taiwan », des « Chinois natifs » et des « Chinois natifs de Taiwan ». C'est à peu près comme si on se référait à nous comme des « Anglo-Saxons nés en Amérique » ou des « Anglais nés au Canada ». A la page 202, toute prudence est oubliée dans une note envoyée à Washington; là, la distinction est témérairement établie avec l'observation que de tous les gens de Formose de race chinoise, environ 98 % sont en fait appelés Formosans, et que la majorité est née sous l'occupation japonaise. De surcroît, il est admis que les Formosans possèdent des types physiques, une éducation et un niveau de vie bien supérieur à celui des Chinois réfugiés. Dans une autre page, l'horrible question du soutien populaire au gouvernement de Chiang est évoquée; il y est suggéré que le Generalissimo ferait bien de démontrer qu'il bénéficie de ce soutien sur l'île, avant d'entreprendre de reconquérir la Chine. Observant l'insurpassable habileté des Etats communistes à organiser de spectaculaires manifestations de masse, M. Rankin s'aventure jusqu'à sous-entendre qu'il doit exister à Formose un système policier dur et oppressif.

Ces remarques dans les rapports de l'ambassade à Washington étaient plus que compensées par des références enthousiastes à la Chine libre comme une véritable démocratie, un « point de ralliement pour tous les Chinois épris de liberté », et une île qui avait atteint un niveau de légalité et de sécurité « probablement inégalé ailleurs en Asie, et qui, pourtant, ne limitait pas la liberté de mouvement. » Les autres libertés n'étaient pas mentionnées.

Un critique de ces mémoires suggère que l'ambassadeur était peut-être resté trop longtemps à Formose, qu'il était devenu « un peu trop comme chez lui dans l'antre du tigre », et que, à la fin de sa mission, M. Rankin ne se prenait pas pour l'ambassadeur à Taipei du président américain mais plutôt pour le représentant de Chiang auprès de Washington[6]. Des derniers rapports de l'ambassade à Washington, il vaut sans doute mieux ne pas parler; selon des sources très autorisées,

l'un des successeurs de M. Rankin ordonna au personnel de l'ambassade d'éviter toute accointance avec les Formosans et – surtout – d'éviter de prêter l'oreille à leurs plaintes.

L'attaque de l'ambassade américaine, en mai 1957

Au cours des vingt ans qui suivirent la reddition, j'eus l'occasion de parler avec des quantités d'Américains qui avaient eu à connaître du problème formosan, aussi bien à Taipei qu'à Washington. Ces conversations m'ont toujours laissé la profonde impression que nous avons été trop sûrs de nous, que nous nous sommes indûment flattés en pensant que Chiang n'était qu'une marionnette consentante ou que, s'il était resté un dragon réticent, ce n'était plus qu'un dragon devenu tellement dépendant de la bonne volonté et de l'aide des Etats-Unis que, en cas de crise, il se rangerait toujours à nos côtés. Mais si les Américains à Taipei se flattèrent également de manipuler indirectement, mais avec succès, le général Chiang Ching-kuo, ils ne devraient pas oublier le sac de l'ambassade, le 24 mai 1957. Le compte rendu officiel de cette étrange affaire a été repris par l'ambassadeur Rankin. L'histoire non officielle a été à nouveau racontée par le commandant William Lederer (US Navy, retraité) dans *Une nation de moutons* et par des Formosans publiant à Tokyo.

Dans la nuit du 20 mars, un sergent de l'armée américaine tira sur un rôdeur qu'il découvrit dans son jardin et le tua. Le 23 mai, un tribunal militaire américain acquitta le sergent, qui quitta l'île. La victime fut décrite comme un employé subalterne d'une agence du gouvernement chinois et un officier de réserve. Suivant en cela les coutumes immémoriales des Chinois, sa veuve demanda de « l'argent pour faire son deuil », qui ne lui fut pas donné assez rapidement. Le jour suivant l'acquittement (le 24 mai), elle se planta devant les portes de l'ambassade américaine et hurla, de manière hystérique, qu'elle était victime d'une injustice. Cette attitude fait également partie des coutumes chinoises immémoriales. Selon la version officielle, ses cris perçants provoquèrent un attroupement, qui, bientôt, se transforma en une foule en colère, une pierre fut jetée et, rapidement, cette foule se répandit dans l'enceinte de l'ambassade. Le drapeau américain fut déchiré, des voitures renversées et les bureaux furent mis à sac. Certains employés locaux et des fonc-

tionnaires américains furent blessés avant qu'ils ne puissent se mettre à l'abri. L'émeute commença à environ une heure et demie de l'après-midi et se poursuivit, avec de brèves accalmies jusque bien après la tombée de la nuit. Des bureaux furent forcés, des dossiers ouverts, des livres de codes et des matériels de codage furent jetés à terre, et des papiers confidentiels et secrets furent éparpillés dans tout le bâtiment.

Après plusieurs heures d'émeute ininterrompue, les forces de sécurité de Chiang Ching-kuo firent régner l'ordre dans l'ambassade saccagée. L'ambassadeur Rankin revint de Hong Kong au plus fort des troubles. Il se rendit sur le site pendant une accalmie, mais les Chinois lui demandèrent de quitter les lieux parce qu'ils craignaient d'autres violences. Quand il revint, le matin suivant à l'aube, accompagné par ses collaborateurs, il fut satisfait de voir que les Chinois avaient fait de leur mieux pour essayer d'effacer les traces du chaos et pour balayer les débris à l'intérieur du bâtiment. Il s'était écoulé environ quatorze heures depuis le début des évènements. Les dames de la communauté américaine se portèrent immédiatement volontaires pour aider à remettre en ordre les dossiers dispersés. A peu près 90 % d'entre eux furent retrouvés. Aucun dossier classé « important » ne manquait et une quantité suffisante de matériel cryptographique fut retrouvée pour que l'ambassadeur, satisfait, puisse déclarer que les codes étaient intacts. Des protestations officielles immédiates furent suivies, non moins rapidement, par des excuses et des réparations.

Le compte rendu non officiel de cette affaire ajoute des détails troublants à l'histoire et soulève d'embarrassantes questions. Selon le commandant Lederer, certains Chinois, certains Formosans et quelques étrangers avaient été avertis, des jours à l'avance, que des troubles pourraient se produire. On soutint que le « fonctionnaire subalterne » abattu avait le grade de commandant dans l'une des organisations secrètes de Chiang Ching-kuo et que d'autres membres de ces organisations avaient été reconnus comme des meneurs, dont les visages apparaissaient sur les photos des journaux, prises au cours de l'émeute. On raconta aussi qu'on avait fourni à la veuve hystérique un texte préparé qu'elle lut obligeamment, avant que les violences ne commencent, dans un appareil d'enregistrement qui se trouvait là à point nommé.

Indépendamment de tout cela, qu'une émeute spontanée se produise précisément le jour où Madame et le Generalissimo étaient dans

leur retraite à la montagne, loin de Taipei, où l'ambassadeur ne se trouvait pas à Formose, et où les officiers les plus hauts gradés de l'armée étaient dans les îles du détroit, paraît une bizarre coïncidence. Dans une ville connue pour ses services secrets sophistiqués et ses services de police – tous placés sous le contrôle de Chiang Ching-kuo – pourquoi permit-on que des violences telles que celles-ci se poursuivent sans intervention pendant des heures? Et pourquoi un cordon de police important ne fut-il pas établi autour des locaux, de manière que seuls des Américains ou des employés de l'ambassade soient autorisés à manipuler le matériel cryptographique et les papiers secrets qui étaient partout éparpillés. Quelqu'un cherchait-il des documents rapportant les vues des Américains sur la situation intérieure ou des notes confidentielles qui auraient pu incriminer des anti-nationalistes en relation avec l'ambassade?

L'image missionnaire

Il n'est pas possible de parler de l'idée que les Américains se faisaient de la « Chine libre » sans toucher au délicat sujet des missions et à l'image de la famille Chiang comme de grands leaders chrétiens.[7]

L'ambassadeur Rankin note, dans *Mission en Chine,* que le nombre de missionnaires présents à Formose était d'environ trente en 1950 et qu'il atteignait sept cents en 1957. Il observe qu'ils étaient les bienvenus, non seulement à cause de l'influence bénéfique qu'ils avaient sur le gouvernement chinois mais aussi à cause de « l'avantage politique évident, sur le plan international, que retirait la Chine libre en cultivant les Eglises chrétiennes par rapport aux communistes, qui les persécutaient ». On peut présumer que « l'influence bénéfique » sur le gouvernement chinois est une allusion à Chiang lui-même.

En Amérique, l'image de Chiang comme un grand chrétien conduisant une croisade contre l'Antéchrist en Asie est ancienne et populaire. Ce qui veut dire que personne ne peut mettre en doute la sincérité du Generalissimo. Les histoires concernant sa conversion sont nombreuses et variées mais toutes s'accordent à dire que ce fut l'une des conditions imposées par la puissante Mme Soong pour qu'elle consente au mariage de sa fille Mei-ling avec général Chiang, alors en pleine ascension.

La conversion du Generalissimo réjouit beaucoup les chrétiens des Etats-Unis. On croyait qu'elle aurait de considérables conséquences pour le travail des missions dans toute la Chine et qu'elle accélérerait la réalisation du rêve américain de modeler partout la vie des Chinois sur les idéaux chrétiens et américains. Au moment du mariage et de la conversion, les Soong étaient la plus influente famille chrétienne en Chine et, lorsqu'ils trouvèrent avantageux de s'allier au général et au chef politique le plus puissant de l'Etat, tout, avec le temps, paraissait possible.

Le Generalissimo et Mme Chiang ont certainement entendu parler de toutes les sociétés de missions et de toutes les Eglises évangélistes des Etats-Unis, ou ils ont lu quelque chose sur elles, ou ils ont prié pour elles. La ferveur de cette adhésion sentimentale suscite facilement la conviction politique qu'il faut soutenir la Chine nationaliste. Le parti ne peut pas être trop mauvais si son leader est un chrétien dévot et le gouvernement ne peut pas être trop oppressif s'il est guidé par des mains chrétiennes. Tel était le contexte qui permit aux Chiang de prendre une stature héroïque, en ce temps de guerre et de révolution.

Un appel des leaders chrétiens de la Chine touche tous les groupes politiques des Etats-Unis. Une revue des articles de presse au cours de toutes ces années montre que lorsque le Congrès s'apprêtait à examiner une importante mesure d'aide à la Chine, des quantités d'histoires étaient rapportées dans la presse américaine concernant la vie spirituelle très riche des Chiang. Mais ils regrettaient indéniablement cette intrusion publique dans leur vie privée.

Ces histoires sont toutes construites sur le même modèle. Des journalistes privilégiés qui ont été invités à un petit déjeuner doivent quelquefois attendre jusqu'à ce que le Generalissimo ait terminé sa méditation et ses dévotions matinales. L'histoire parle alors d'« austérité ». Un correspondant chanceux réussit à obtenir une photo du Generalissimo dans une très sobre robe d'érudit tenant à la main un livre ouvert, identifié dans la légende comme une sélection des « pensées méthodistes du jour ». Par un heureux hasard, le Generalissimo se tient alors debout devant une grande statue du Jésus du Sacré-Cœur, figure familière de dévotion pour les catholiques.

En quelques occasions, le Generalissimo parle de ce que le christianisme signifie pour la Chine et de ses préoccupations à l'égard des

chrétiens originaires de Formose. Un exemple suffira. C'est, nous dit-on, une citation d'un programme de radio diffusé à l'occasion de Noël qui figure dans le *China Handbook*, 1953-1954 (pp. 478-479).

Nous apprenons que le Generalissimo :

« ...a exhorté le peuple de la Chine libre à faire tout son possible pour sauver ses compatriotes et les chrétiens du continent en les conduisant hors des ténèbres et du rude hiver par la force de sa propre foi. " Il doit tenir le bouclier d'amour, continua-t-il, porter l'armure de la liberté, et l'épée sacrée de la vérité pour combattre Satan et pour apporter la gloire et la béatitude de Jésus-Christ". »

Le général Chiang Ching-kuo a suivi l'exemple de son père et on dit qu'il est devenu, de même que son épouse russe et ses enfants, un fervent méthodiste. On les a vus assister à des services religieux et des témoins ont rapporté que le général emporte avec lui, dans ses voyages, une Bible écornée.

XX
Derrière la façade des réformes

Le prix affiché de la coopération

Les nationalistes, à Taipei, n'ont pas besoin qu'on leur rappelle que le saint le plus aimé par les Américains est « Santa Claus » (le Père Noël) ; mais les Formosans pensent qu'il pourrait s'agir d'un imposteur.

Le changement de politique, dans le domaine militaire, en juin 1950, avait corollairement apporté des modifications majeures dans les programmes de soutien économique. En un certain sens, les Américains reprirent ce que les Japonais avaient abandonné, mais il y avait un énorme travail à faire pour compenser les pertes qui avaient été subies pendant cet intermède tragique de cinq années. On ne doit pas oublier que cinquante ans d'investissements japonais – des investissements qui concernaient aussi bien la qualité de la gestion administrative que le domaine financier – avaient bâti les fondations pour l'action entreprise par les Sino-Américains. Ce point est quelquefois occulté dans la propagande visant à montrer au monde entier la « Chine libre » comme l'éclatant exemple d'une coopération « internationale » réussie.

A partir de 1950, des quantités de publications décrivirent et vantèrent les projets entrepris à l'initiative des Américains et financés par des fonds américains. Des livres, des brochures, des tracts et des polycopiés, payés sur les crédits des programmes d'aide, étaient largement diffusés de manière que la pompe à finances du Congrès ne se désamorce pas.

Les mémoires de Rankin donnent un résumé de l'aide qui était supervisée par l'ambassade. Le rapport Conlon rédigé, en 1959, à l'intention du comité du Sénat pour les Affaires étrangères présente une analyse plus précise.

Quand M. Rankin arriva à Formose, en août 1950, il y avait moins de trois cents Américains sur l'île et les fonds disponibles pour l'aide s'élevaient seulement à 20 millions de dollars. En 1952, ils atteignaient 300 millions et on put alors commencer de constater les effets de la loi de Parkinson. Quand M. Rankin se prépara à quitter Formose, en

1957, dix mille Américains, ayant des fonctions publiques, étaient présents sur l'île. Plusieurs centaines d'autres travaillaient pour le secteur privé. Le vieux rêve du commodore Perry, exprimé en 1853, d'une gestion sino-américaine de l'économie de Formose semblait sur le point de se réaliser.

L'ambassadeur estime que, au total, l'aide américaine tant économique que militaire, pour la période 1950-1957, s'établit à deux milliards de dollars américains. Le rapport Conlon observe que, en termes d'aide per capita, les Formosans ont beaucoup plus reçu que n'importe quel autre pays dans le monde récipiendaire de l'aide américaine. Pour les nationalistes, ce furent vraiment les sept années de vache grasse.

Avec d'aussi énormes investissements sur un territoire aussi petit, il n'est pas surprenant que la production totale, agricole et industrielle, ait rapidement augmenté. Les statistiques données aux membres du Congrès en visite montraient généralement des courbes d'augmentation établies après 1949. Ils avaient donc rarement l'occasion de remarquer que les niveaux de la production entre 1945 et 1949 étaient descendus bien au-dessous de ceux d'avant-guerre et, dans certains cas, étaient même tombés à ceux de 1895. On ne rappelait pas non plus aux visiteurs de marque que si la production totale se rapprochait de celle d'avant-guerre et lui devenait progressivement supérieure, la population de Formose avait presque doublée depuis la reddition. En 1959, elle atteignait presque dix millions d'individus avec un taux de natalité de 35 pour mille. Presque rien non plus n'était dit sur le fait que les réfugiés du continent, membres des forces armées, du gouvernement et du parti, ne produisaient pas. Tous devaient être nourris par l'agriculteur formosan, auquel il ne restait pas grand-chose, une fois qu'il avait payé ses impôts.

Les amis de Formose qui m'écrivaient alors exprimaient leur profonde reconnaissance à l'égard des Américains qui s'efforçaient d'améliorer la situation économique, mais ils soulignaient que le résultat net de cette entreprise était de renforcer la mainmise des réfugiés sur l'économie. La plus grande partie des entreprises industrielles de Formose était déjà passée aux mains des Chinois originaires du continent grâce à la politique concernant les biens confisqués. Chaque dollar américain utilisé pour subventionner les industries majeures

devenait une contribution à des investisseurs chinois anonymes, les ombres agissant en coulisses. Les Formosans pensaient que les plus importants d'entre eux étaient T.V. Soong et d'autres membres ou associés de la « famille royale ».

Il y avait indéniablement, depuis 1927, une certaine continuité dans la gestion des finances au niveau national et au niveau local. Pendant l'exode de 1949-1950, Kung et Soong avaient quitté la Chine pour les Etats-Unis et s'étaient officiellement retirés de toute fonction publique, mais les hommes qui dirigeaient l'économie à Formose avaient été leurs proches collaborateurs pendant de nombreuses années. O.K. Yui, un diplômé de l'Université Saint John de Shanghai, avait occupé les fonctions variées de directeur du Central Trust, de vice-ministre, puis ministre des Finances du gouvernement national, de directeur de la Banque de Chine, et il avait été profondément impliqué dans d'autres affaires financières qui étaient toutes sous la coupe de Kung et de Soong. A Formose, Yui succéda à Yen Chia-kan à la tête de la Banque de Taiwan, puis devint gouverneur et, enfin, Premier ministre ou président du Yuan exécutif. Yen, de son côté, devint ministre des Finances, puis gouverneur, et (succédant à Yui) Premier ministre du gouvernement national. C'était un jeu de chaises musicales auquel les Formosans n'étaient pas invités à prendre part.

Tels étaient les hommes qui continuèrent de gérer l'aide américaine à Formose comme ils l'avaient fait en Chine, en temps de guerre, travaillant maintenant en étroite collaboration avec l'importante mission d'aide américaine.

Les Formosans reconnaissent que, sous le gouverneur Wu, il y eut une grande amélioration dans le respect de la loi et la gestion des affaires économiques. Les observateurs étrangers reconnaissent aussi que les pots-de-vin, la corruption et les formes les plus grossières de népotisme furent sensiblement réduits. L'habitude demeura, toutefois, chez les Chinois originaires du continent, de sous-entendre, auprès des visiteurs étrangers, que les Formosans étaient arriérés ou provinciaux et que le développement technologique de Formose était, pour la plus grande part, le résultat de l'activité des Chinois depuis 1945. Dans ce contexte, les membres de la mission d'aide adoptèrent facilement la ligne officielle ; les brochures de propagande justifiant l'aide affirmaient que les Etats-Unis fournissaient du « combustible pour le

bon dragon »* et les membres de la mission parlaient de leur travail en terme de participation à la reconquête du continent. L'assistance aux natifs formosans était un problème secondaire et ils le savaient.

Sur le continent, un système traditionnel et grossièrement injuste de la propriété de la terre avait été depuis longtemps reconnu comme la cause première du mécontentement des paysans. Les nationalistes avaient parlé de réformes mais n'avaient rien fait de sérieux pendant des années. Les communistes exploitèrent ces promesses non tenues pour gagner le soutien des paysans sans terre. Très tard – après la deuxième guerre mondiale – les conseillers américains en Chine persuadèrent le gouvernement nationaliste de créer une Commission conjointe sino-américaine pour la rénovation rurale (Sino-American Joint Commission on Rural Reconstruction). Elle n'alla pas très loin, son programme de réformes dérangeant trop de grands propriétaires terriens qui étaient des nationalistes, membres influents du parti, de l'armée et du gouvernement. Ils n'auraient pas toléré de changement. La JCRR, comme on l'appelait, fut transférée à Formose pendant la retraite.

Là, elle put relancer son programme de redistribution des terres. Les propriétaires terriens de Formose étaient des proies rêvées ; personne, dans la hiérarchie du gouvernement ou du parti, n'était touché par cette réforme agraire, à l'exception, peut-être, de ceux qui avaient acquis de grandes propriétés sous l'administration de Chen Yi ou de Wei.

Les commentaires consacrés au programme d'aide américain attribuent une importance capitale à deux mesures initiées par la JCRR. Le programme de réduction des baux agricoles (Land Rental Reduction Program) qui devint une loi, promulguée le 25 mai 1951, stipulait que, désormais, le fermier locataire des terres ne devrait pas payer plus de 37,5 % de la valeur de la récolte comme montant de son bail. Tous ces commentaires parlèrent à ce sujet de résultat magnifique et de réforme généreuse, ce qui supposait qu'on avait imposé au métayer

---

* N. du T. : « Fuel for the Good Dragon » (combustible pour le bon dragon) était une expression ironique utilisée pour désigner l'aide américaine à Taiwan. Elle a été reprise comme titre d'un article de Nick Cullather, publié en juin 2007 dans la revue *Diplomatic History (Histoire diplomatique)*, qui examine la politique américaine d'aide à Taiwan entre 1950 et 1965.

formosan des baux aux montants exorbitants avant que les Chinois n'arrivent pour libéraliser le système. C'est ignorer le fait que les Japonais avaient établi, avant la guerre, des contrôles sur les loyers des terres et des tribunaux pour juger des différends à ce sujet. Les baux aux montants exorbitants si magnifiquement réduits en 1951 n'avaient été imposés aux paysans formosans qu'après la prise du pouvoir par les Chinois, en 1945.

La deuxième mesure extrêmement bénéfique, selon ces mêmes commentateurs, était le programme dénommé « la terre à ceux qui la cultivent », lancé en 1953. Chaque cultivateur qui possédait plus de trois hectares de rizières de qualité moyenne ou six hectares de terres non inondables était obligé de vendre le surplus de sa terre au gouvernement. Soixante-dix pour cent de la valeur lui étaient payés en obligations foncières et trente pour cent en actions sur les industries possédées par le gouvernement – essentiellement celles qui avaient été confisquées en 1945.

Des milliers de Formosans furent reconnaissants de l'opportunité qui leur avait été ainsi donnée de devenir propriétaires terriens ou d'agrandir un peu la surface de leurs terres, bien qu'ils eussent beaucoup de difficultés à se procurer des engrais chimiques et qu'il ne leur restât que très peu de riz, une fois qu'ils avaient payé leurs impôts. Mais pour des milliers d'autres Formosans, le programme de « la terre à ceux qui la cultivent » conduisit à une diminution sensible de leur modeste niveau de vie. Beaucoup soupçonnent que ce programme fut conçu non seulement pour aider les paysans sans terre mais également pour détruire les bases d'une classe moyenne émergente (la classe d'où étaient issus les leaders de 1947).

Peu de Formosans – très peu – possédaient de grandes propriétés terriennes avant 1945, mais il y en avait beaucoup qui avaient un revenu suffisant pour avoir des maisons confortables, pour investir dans des petites boutiques ou de petites entreprises dans les villes, et pour envoyer au lycée leurs fils et leurs filles qui avaient de bons résultats scolaires, puis dans des universités au Japon. Maintenant, ils étaient contraints d'accepter des obligations et des actions qui, mises ensemble, ne pouvaient leur procurer un revenu équivalent à celui dont ils bénéficiaient avant que leurs terres ne soient saisies par le gouvernement. De surcroît, ils étaient parfaitement conscients du fait

que les profits des industries publiques étaient surtout distribués, sous forme de salaires et de dividendes, aux cadres supérieurs, qui étaient majoritairement chinois. Un de mes anciens étudiants m'envoya, le 28 août 1953, une lettre traitant de ce sujet :

« ...Taiwan a beaucoup changé depuis [1945]. 90 % des Taiwanais sont devenus de plus en plus pauvres. J'ai perdu tous mes champs pendant ces années... le gouvernement les a pris et les a vendus à des " cultivateurs". Nous ne pouvons plus payer pour nos dépenses quotidiennes avec notre salaire, qui est de 50 dollars par mois. Nous ne pouvons donc donner une éducation à nos enfants.

Nous avons deux possibilités ; l'une est de partir pour l'étranger et de ne pas revenir à Formose, l'autre est de trouver un emploi dans un bureau américain, comme l'a fait M... En ce qui me concerne, je ne veux pas [rester] à Formose, où il n'y a ni liberté, ni espoir. »[1]

Je pense que cette description correspond à la réalité ; dans une lettre au secrétaire adjoint du Département d'Etat, Dean Rusk, l'ambassadeur Rankin rapporta que, « en raison de l'augmentation rapide de la population et d'une collecte d'impôts plus rigoureuse parmi l'importante population rurale », certains experts américains de la mission d'aide étaient persuadés que « la situation économique de l'habitant moyen de l'île est moins bonne qu'elle ne l'était il y a un ou deux ans. »

L'éviction des libéraux

Tandis que les sacs de riz des agents du fisc étaient si abondamment remplis, que se passait-il ailleurs, dans la démocratie heureuse du général MacArthur, où un gouvernement représentatif était en place, où les tribunaux fonctionnaient parfaitement et où le niveau de vie était si élevé ?

La nomination de K.C. Wu comme gouverneur dans les derniers jours de 1949 avait été une tentative héroïque mais réussie pour retrouver la confiance des Américains et pour s'assurer d'un flot continu d'aide américaine. K.C. Wu avait entrepris rapidement et avec énergie de mettre en œuvre des réformes politiques et économiques. Parmi les plus prioritaires figurait son projet d'accorder une certaine expression politique au peuple de Formose. Il devait gagner la confiance des

natifs insulaires. Les nationalistes réfugiés auraient besoin de l'aide des Formosans si, un jour, les communistes s'efforçaient de prendre l'île par la force.

Les opinions libérales de Wu étaient bien connues. Il n'avait jamais été un favori du Generalissimo et entre le gouverneur et l'héritier présomptif se dressait un mur de mutuelle aversion et de défiance réciproque. A un certain moment, Wu, avec un grand courage, osa parler au Generalissimo de l'extrême impopularité de son fils. Chiang Ching-kuo avait institué un règne de peur dans toute l'île, utilisant les services secrets, la police et les commissaires politiques dans une brutale tentative pour obtenir une soumission totale au parti, à l'armée et au gouvernement. Le gouverneur avertit le Generalissimo qu'il s'aliénait les Formosans d'une manière alarmante.*

Le général Chiang Ching-kuo, de son côté, estimait que Wu faisait de dangereuses concessions et que des gestes en faveur d'une politique libérale n'étaient plus nécessaires. Maintenant que les républicains étaient au pouvoir à Washington (depuis janvier 1953), l'aide américaine était assurée ; Wu avait joué son rôle. Mais au-delà de cet argument, Ching-kuo avait perdu la face devant son père, le Generalissimo. Aucun civil libéral ne pouvait mettre impunément le général Chiang Ching-kuo dans l'embarras. Wu devait partir.

Le 3 avril 1953, le gouverneur échappa de peu à un assassinat. Le 10 avril, il fut révoqué, mais on lui accorda la permission de quitter Formose. Il y eut une deuxième tentative pour l'éliminer. On raconte que quand Mme Chiang apprit qu'on se préparait à lui tendre une embuscade sur la route de l'aéroport, elle intervint auprès du Generalissimo, faisant valoir les sérieuses répercussions qu'un tel geste aurait en Amérique.

On exigea que M. et Mme Wu laissent leur jeune fils en otage à Taipei. L'ancien gouverneur se retira à Evanston, dans l'Illinois, et resta silencieux pendant treize mois. Finalement, des Américains influents persuadèrent le Generalissimo d'autoriser le jeune garçon à faire une demande de passeport et à quitter Formose.

---

* Les textes des dernières communications de Wu au Generalissimo et à l'Assemblée nationale figurent dans l'annexe II.

Quand son fils fut à l'abri, Wu se mit à parler. Dans une série de « lettres ouvertes », il s'efforça d'alerter l'Assemblée nationale, à Taipei, sur la nécessité d'authentiques réformes pour que la « Chine libre » survive. Il faisait remarquer la dangereuse ambition de Chiang Ching-kuo de succéder à son père malgré les articles de la Constitution concernant la présidence de la Chine. Ses lettres critiquaient le système des « commissaires politiques » de Chiang Ching-kuo, qui minait le moral de l'armée, système que son père et lui-même avaient emprunté à la Russie communiste. Il critiquait également les abus de Chiang Ching-kuo dans l'utilisation de la police et sa campagne pour susciter partout la peur, de manière à obtenir une obéissance absolue. Il faisait remarquer que ni les Formosans, ni les Chinois réfugiés ne jouissaient de droits individuels, de liberté d'association et de publication, du droit de s'exprimer librement. C'était un accablant réquisitoire.

L'ancien gouverneur demanda à l'Assemblée nationale de publier son analyse, en six points, de la dictature de Taipei. Chiang, bien sûr, s'y opposa et accusa Wu – plutôt à retardement – de « manquement à ses devoirs », « corruption » et « trahison ».

Depuis Evanston, Wu répondit qu'il serait heureux d'être jugé par un tribunal américain ou international mais qu'il n'accepterait jamais de l'être par un tribunal à la solde de Chiang. Il adressa alors une nouvelle série de questions à l'Assemblée nationale et au Generalissimo, chacune ayant pour but d'éclairer un aspect de l'organisation de type gestapo qui s'assurait de la conformité de l'attitude de la population dans la « Chine libre ».

Dans une tentative pour appeler les Américains à connaître un peu mieux la situation à Formose, l'ancien gouverneur publia un compte rendu implacable de ses expériences avec Ching-kuo et, en passant, appela Peng Meng-chi l'« homme de main » de Chiang. L'article intitulé « Votre argent sert à bâtir un Etat policier à Taiwan » parut dans *Look Magazine* du 29 juin 1954. Mais c'était l'époque de McCarthy et de la crise de plus en plus préoccupante concernant les îles proches du continent où – si l'on en croyait M. Dulles – Chiang Kai-shek défendait noblement la démocratie américaine. La voix de Wu se perdit dans les clameurs de ceux qui demandaient une aide accrue pour Chiang.

Le sort de K.C. Wu servit d'avertissement; Chiang Ching-kuo ne tolérerait aucune opposition de ceux qui occupaient des postes

importants. Avec le départ du gouverneur libéral, les agents de sécurité de Chiang tournèrent leur attention vers un général libéral qui était devenu influent grâce à la période de « réforme », le général Sun Li-jen, commandant en chef de l'armée chinoise.

Les correspondants américains avaient entendu des Formosans dire que Wu et Sun étaient des leaders chinois originaires du continent, auxquels ils pouvaient faire confiance pour recevoir une « juste part ». Ces compliments avaient été dûment rapportés dans la presse américaine, dont les articles intéressant Formose étaient envoyés à Taipei.

Sun déclarait ouvertement qu'il pensait que les jeunes Formosans étaient d'excellentes recrues et s'assurait qu'ils étaient traités de manière équitable. Lui aussi se rendait compte que les réfugiés nationalistes pourraient, un jour, avoir besoin de la loyauté des Formosans. On savait également qu'il estimait qu'on devait d'abord se préoccuper de la défense de Formose et qu'il fallait la renforcer avant de s'aventurer dans une « reconquête » du continent. Il était également bien connu que le général Sun était l'officier nationaliste le plus populaire parmi les étrangers, que les membres de la mission militaire américaine le considéraient comme le meilleur professionnel de l'armée chinoise et qu'il bénéficiait de la pleine confiance de Washington.

Tous ces éléments, ajoutés les uns aux autres, faisaient qu'il représentait, aux yeux de Chiang Ching-kuo, un formidable adversaire potentiel. Ce dernier n'était pas un militaire de carrière, un produit des académies militaires, mais un intrus dans l'establishment militaire, qui n'occupait un rang élevé que grâce à son père. Mais, même en 1955, sa position était suffisamment puissante pour lui permettre de ruiner la carrière de n'importe quel officier ou de n'importe quel membre du gouvernement. Il était le maître des services secrets, il contrôlait les Jeunesses du KMT et la Ligue des vétérans, et il était le directeur du département politique de l'armée qui disposait de commissaires ou d'espions dans toutes les subdivisions de l'organisation militaire. Du point de vue de Chiang Ching-kuo, si le général Sun bénéficiait du soutien des Américains et de la loyauté des Formosans, c'était un homme dangereux.

Sun commit la même erreur que Wu. Il protesta, en certaines occasions, – de manière polie, bien sûr – contre le fait que les commissaires politiques de Ching-kuo interféraient beaucoup trop avec les opérations régulières de l'armée, son moral et sa discipline.

Au milieu de l'année 1995, le Generalissimo organisa une magnifique revue militaire en l'honneur du général américain Maxwell D. Taylor. L'ambassadeur des Etats-Unis était présent. Plusieurs jeunes officiers mécontents et imprudents saisirent cette occasion pour présenter soudainement une pétition dans laquelle ils exprimaient leurs doléances. Chiang devint furieux. Sur le champ, le général Sun fut relevé de son commandement et, tenu pour responsable, fut placé aux arrêts. Une enquête fut ensuite diligentée, menée essentiellement par les agents de Chiang Ching-kuo. Le général Sun se trouva bientôt accusé d'« héberger des communistes » au sein de sa vaste organisation militaire.

Il passa en jugement, sachant pertinemment que, quelles que soient les « preuves », on pouvait exercer sur lui une contrainte suffisante pour qu'il soit conduit devant le peloton d'exécution. La cour martiale, toutefois, ne le jugea pas coupable d'association ou de conspiration communiste, mais de « négligence coupable ». Aucun des collègues américains de Sun n'eut accepté comme fondée une accusation de conspiration communiste; il ne pouvait donc être éliminé d'emblée. Le laisser partir, comme Wu, n'était sans doute pas une sage décision. On l'obligea à se retirer, sous la surveillance de Chiang Ching-kuo, dans une petite maison éloignée de la capitale, où l'ambassadeur Rankin le vit « prendre soin de ses roses. »

Une parcelle de vérité apparut à travers l'écran des mots entourant le procès; l'acte ne l'accusait pas seulement de « coupable négligence » ou d'« héberger des communistes », mais alléguait aussi que Sun avait « créé une clique personnelle » pour sa propre promotion.

Pour décourager toute manifestation de sympathie, quelque trois cents officiers de Sun furent arrêtés pour les mêmes motifs – suffisamment pour glacer tout désir, au sein de l'armée, de parler ou d'agir en faveur de Sun. Le Generalissimo choisit le fidèle collaborateur de Chiang Ching-kuo, le général Peng Meng-chi, pour remplacer Sun comme commandant en chef.

Un cas pour M. Dulles

Un jour, après avoir participé à une réunion de la commission des Affaires étrangères, le sénateur William Fulbright se leva au Sénat pour déclarer, avec une certaine vigueur : « Ce que nous voulons et ce

que nous soutiendrons, c'est la vérité. Ce que nous voulons et ce que nous soutiendrons, c'est un secrétaire d'Etat qui ne nous traite pas comme des enfants prêts à applaudir avec ravissement à des histoires à dormir debout, aussi extravagantes soient-elles. »

Il parlait de M. Dulles, et cette opinion était partagée par de nombreuses capitales dans le monde. Si l'on se réfère aux archives, il est effectivement difficile de savoir à quelle position du moment il faut accorder crédit pour connaître le fond de sa politique à l'égard de Formose.

Aucun dirigeant américain n'était plus direct dans sa condamnation de Pékin et de ses œuvres, et personne ne pouvait surpasser M. Dulles dans son apologie des buts hautement moraux, du dévouement, et de l'importance, pour le monde entier, de Chiang Kai-shek et de ses collaborateurs à Taipei. Il n'est pas nécessaire ici de commenter ici sa réputation de partisan de la « stratégie de la confrontation »; qui pouvait alors mettre en doute que M. Dulles considérait les nationalistes comme les alliés les plus importants des Américains? Le secrétaire d'Etat n'était pas quelqu'un qui agissait silencieusement.

Si, toutefois, on passe ces archives au crible, on s'aperçoit que M. Dulles, en fait, affaiblit la position légale de Chiang à Formose et bloqua habilement ses plans pour une attaque à grande échelle du continent. Alors qu'il soutenait en paroles la non-reconnaissance de la Chine communiste, ce fut lui qui se rendit en Europe pour s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères de Chine, Chou En-lai. Ce fut également M. Dulles qui rendit possibles les réunions d'ambassadeurs en Europe, au moyen desquelles Pékin et Washington continuent de rester en contact et pendant lesquelles le problème de Formose peut être discuté.

Les conférences entre les ambassadeurs de Washington et de Pékin ont lieu loin de Taipei, derrière des portes closes. Elles ne plaisent pas du tout aux nationalistes, qui se demandent si leurs revendications sur la Chine proprement dite et sur Formose sont discutées et si elles ne sont pas, de ce fait, compromises. Les leaders de l'indépendance de Formose en exil se défient également d'elles, craignant que Washington ne soit à la recherche d'une formule au moyen de laquelle l'île (après la mort de Chiang) se verrait conférer, après « négociations », un statut de neutralité et serait, par la suite, transférée à Pékin, ce qui restaurerait l'« intégrité territoriale de la Chine ».

Il est nécessaire de rappeler que le Département d'Etat s'en tenait, sans atermoiements, à la position selon laquelle l'intégrité territoriale de la Chine devait être respectée et que Formose devait lui être rapidement retournée par la signature de traités. C'était la position officielle, le 8 avril 1950, lorsque M. Truman proposa à M. Dulles de devenir conseiller pour les Affaires étrangères du secrétaire d'Etat. Puis vinrent la crise de juin – l'affaire de Corée – et la déclaration du président que « la détermination du statut futur de Formose doit attendre la restauration de la sécurité dans le Pacifique, un traité de paix avec le Japon, ou un examen de la part des Nations unies ». Le 8 septembre, on donna instruction à M. Dulles de négocier le Traité de paix. Il avait donc à manœuvrer délicatement dans le domaine diplomatique, dans un contexte extrêmement agité. Ce fut une extraordinaire performance dans la mesure où, grâce à ses ferventes déclarations publiques et sa « stratégie de la confrontation », il semblait accorder un soutien sans faille aux réclamations territoriales de Chiang, alors que ses actes officiels et ses négociations secrètes servaient des objectifs totalement différents.

Il trouva rapidement une formule qui lui permettait de contourner ou de supprimer cet engagement malheureux concernant l'« intégrité territoriale ». Il proposa d'abord que le Japon abandonne simplement toute souveraineté sur l'île, après quoi son statut permanent serait déterminé par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Russie soviétique et la Chine, agissant de concert au nom des nations signataires du Traité. Si ces quatre puissances ne pouvaient se mettre d'accord en une année, la question serait alors soumise à l'Assemblée des Nations unies.

Le Generalissimo n'aurait jamais accepté une telle proposition, et la Chine communiste n'était pas un membre de l'ONU ni l'une des nations invitées à San Francisco. Au milieu de l'année 1951, M. Dulles fit savoir que les nationalistes n'étaient pas non plus conviés et ne signeraient pas le Traité. En conséquence, le seul résultat de San Francisco fut que le Japon fut dessaisi de ses droits souverains sur Formose. Ils furent abandonnés aux quarante-huit nations qui signèrent le Traité ; elles en devinrent les dépositaires jusqu'à ce que l'Assemblée des Nations unies parvienne, dans le futur, à un règlement final. Le Traité entra en vigueur en 1952 et les choses en sont, depuis, restées là.

Taipei annonça qu'elle ne se considérerait pas comme obligée par une quelconque clause qu'elle jugerait contraire à ses intérêts. En ce qui concernait ses obligations découlant de l'embargo prononcé auparavant par le président Truman sur toute action militaire provocante, il y avait beau temps que Chiang manifestait à cet égard la plus complète indifférence. L'ambassadeur Rankin rapporte qu'il y eut de fréquentes attaques ponctuelles sur la côte chinoise ; les Américains à Taipei faisaient obligeamment semblant de ne pas les voir.

En prenant ses fonctions, en 1953, le président Eisenhower remplit rapidement les promesses de la campagne des républicains en levant cet embargo. Tout le monde savait, toutefois, que, lui aussi, souhaitait réduire le danger d'une guerre d'envergure le long des côtes chinoises. Sans doute pensait-il que les conseillers militaires de Chiang pourraient contrôler la situation en ayant la mainmise sur les approvisionnements militaires.

Chiang (et beaucoup de ses amis américains) avait une autre idée. Il était déterminé à provoquer un conflit ouvert entre les Etats-Unis et la Chine communiste. Etant donné la manière dont se déroulèrent les évènements ultérieurs, aucune autre conclusion ne peut être tirée. Pendant toute l'année 1953, les raids aériens de l'autre côté du détroit se firent de plus en plus nombreux. Les forces aériennes nationalistes élargirent la portée des attaques qui atteignirent des villes de l'intérieur et des cibles industrielles. De manière très significative, il n'y avait aucun effort visible pour « y aller tout seul ».

Bientôt, l'attention du monde entier se focalisa sur les bases de Quemoy et Matsu – les îles proches de la côte chinoise. Pendant que Chiang bâtissait ses installations militaires sur Quemoy avec un luxe de publicité, les communistes chinois construisaient des routes et des voies de chemin de fer conduisant à la côte et commencèrent à la fortifier pour bloquer toute tentative des nationalistes de débarquer en force à partir de Quemoy.

Washington, toutefois, n'était toujours pas d'accord pour apporter son appui à une offensive à grande échelle. La campagne de propagande des nationalistes aux Etats-Unis était poussée au maximum et exerçait une pression considérable sur le gouvernement d'Eisenhower. Au milieu de l'année 1954, Chiang essaya de faire pencher la balance par une action extrêmement téméraire. Des unités de la

marine nationaliste, avec un soutien aérien, arraisonnèrent, près de Formose, un cargo polonais et un pétrolier russe. Il ne s'agissait plus d'une attaque ponctuelle contre des bateaux de pêche communistes le long des côtes mais d'un acte de piraterie en haute mer. C'était une stratégie de la confrontation d'un autre type.

Dans cette situation, les obligations de Moscou à l'égard de Pékin iraient-elles plus loin que les engagements de Washington à l'égard de Taipei, et jusqu'où ?

Le président Eisenhower regarda ses cartes militaires d'un œil professionnel et décida que les risques devenaient trop grands. Le 9 septembre, M. Dulles se rendit à Taipei pour un entretien de cinq heures avec le Generalissimo. Lorsqu'il revint, il annonça solennellement : « La Chine n'est pas toute seule ».

Le 2 décembre, à Washington, le Traité sino-américain de défense mutuelle fut signé. Dans ce nouveau document, les nationalistes promettaient de venir au secours des Etats-Unis si ces derniers étaient attaqués par une tierce partie et les Etats-Unis promettaient de défendre Formose et les Pescadores. Le président des Etats-Unis était seul habilité à décider si les Américains participeraient à la défense des îles proches des côtes chinoises – c'est-à-dire Quemoy et Matsu.

Chiang semblait avoir accepté que le chef d'un Etat étranger puisse prendre des décisions vitales pour les intérêts de la Chine libre. M. Dulles, pour sa part, avait habilement réussi à définir de manière plus précise la ligne de démarcation dans le détroit.

Le Generalissimo ne pouvait pas être complètement réduit à l'impuissance ; pour maintenir intact son régime à Taipei, il lui fallait prouver qu'il avait l'initiative et que le retour à la mère patrie était imminent. Violant l'esprit et les intentions du nouveau Traité avant même qu'il ait été ratifié par le Congrès, il porta une offensive loin au nord, sur les îles Tachen, situées entre Formose et l'estuaire du Yangtze.

Cette décision, au début de l'année 1955, relança et intensifia la crise, de même que le danger d'une stratégie de la confrontation. Sur instructions de Washington, les conseillers militaires américains de Chiang l'informèrent que des unités de la marine américaine l'aideraient à se retirer des Tachen mais ne soutiendraient pas une action offensive. Avec beaucoup de réticences, il ordonna l'évacuation des forces nationalistes et avec elles, ramena, qu'ils fussent ou non d'ac-

cord, 14000 villageois des Tachen qui n'avaient aucun intérêt à être « libérés » de cette manière. Pour eux, Formose était une terre étrangère ; mais ils n'eurent pas le choix.

Le 3 mars, le secrétaire d'Etat, toujours très actif, réapparut à Taipei pour répéter au Generalissimo, et bien lui faire comprendre, que le président souhaitait réduire les dangereuses tensions qui existaient dans la région. Pour rassurer le public, on fit des déclarations officielles et des discours rhétoriques sur la défense en commun de la Chine libre et du monde libre. On donna l'assurance aux nationalistes que si Washington estimait qu'une attaque sur Quemoy ou Matsu menaçait directement Formose ou les Pescadores, la réaction des nationalistes ne serait pas entravée.

M. Dulles avait besoin de définitions territoriales précises s'il voulait négocier avec Pékin. Il fit indirectement savoir que la Chine communiste pourrait récupérer les îles proches de la côte si elle n'essayait pas de les prendre par la force.

Il continua ensuite d'y avoir de nombreux échanges d'artillerie verbale et beaucoup de fumée et de tirs sur Quemoy. Mais est-ce que Pékin, à quelque moment que ce soit, fut véritablement sérieux dans cette affaire ? Sans nul doute les communistes se seraient énergiquement opposés à toute tentative de débarquement des troupes nationalistes, mais, telle qu'elle se maintint, la situation fut plutôt à l'avantage de Pékin. Si les communistes avaient réussi à s'emparer de Quemoy, ils se seraient retrouvés dans la situation où il leur aurait été absolument nécessaire de promettre de prendre aussi Formose et cette tentative aurait certainement signifié la destruction rapide des villes chinoises et des concentrations industrielles partout dans le pays. Ils donnèrent un aperçu de leur mépris à l'égard de la position de Chiang lorsqu'ils instituèrent ce ridicule bombardement programmé de Quemoy les lundis, mercredis et vendredis, comme s'ils mettaient Chiang au défi de gaspiller ses munitions les mardis, jeudis et samedis.

Les nationalistes, toutefois, utilisèrent Quemoy comme un sujet majeur de propagande. Un Formosan courageux fit le compte exact des visiteurs étrangers – plus de deux mille – venus depuis Taipei, dans un laps de temps assez court, pour se rendre compte de la sincérité de l'engagement de Chiang à « reprendre » le continent. A Tokyo, des Formosans parlèrent des îles proches du continent comme du « parc

national Quemoy et Matsu de Chiang ». M. Dulles fut photographié là-bas, grave et impressionné.

Les leaders formosans en exil suivaient tout cela de très près. Ils appréciaient les efforts de Dulles pour rompre les liens avec le continent, mais ils restaient perplexes en face des compliments excessifs présentant Chiang comme le leader moral du monde libre et Formose comme un brillant symbole pour tous les peuples épris de liberté. Ils n'ignoraient pas les allusions occasionnelles de M. Dulles de recourir à une action des Nations unies ou à un plébiscite pour apporter une solution éventuelle au problème de Formose ; mais personne ne savait quelle forme ce plébiscite pourrait prendre ni devant quels choix le peuple de Formose serait placé.

Connaître les faits : le rapport Conlon

Comme la « décennie républicaine » de Formose tirait à sa fin, le comité des Affaires étrangères du Sénat, à Washington, décida d'examiner sur quoi était fondée la position américaine en Asie, si cela était possible. On demanda à une équipe de spécialistes d'établir un rapport en s'en tenant aux faits et à l'analyse des problèmes.*

Le 1er novembre 1959, le comité du Sénat publia le Rapport Conlon[2]. Cette présentation dépassionnée et rigoureuse fut comme une brise qui dissipa les nuages de la rhétorique diplomatique et militaire, à travers lesquels le comité des Affaires étrangères avait pendant si longtemps cherché sa voie à tâtons. Les données fondamentales ne seraient plus jamais aussi confuses.

L'émergence d'une Chine communiste puissante fut reconnue par les spécialistes qui avaient rédigé le rapport. Pékin réalisait rapidement sa prétention à être une puissance mondiale. Elle ne pouvait plus être décrite, selon les termes de Chiang, comme une association temporaire de « bandits ». A sa population de 660 millions d'individus, des

---

* Le groupe des collaborateurs produisit le rapport sous le titre *Politique EU-Asie.* Trois spécialistes de l'université de Californie en furent les membres majeurs. Le professeur Richard Park rédigea la partie consacrée à l'Asie du Sud, le professeur Guy Pauker celle consacrée à l'Asie du Sud-Est et le professeur Robert A. Scalapino celle sur l'Asie du Nord-Est, qui comprenait des chapitres consacrés à « la Chine communiste et à Taiwan ».

millions d'autres devaient être ajoutés chaque année. Une économie de main-d'œuvre bien organisée et des ressources naturelles importantes soutenaient une armée de plus de 2 500 000 hommes.

A cette formidable puissance, les Etats-Unis avaient été persuadés d'opposer Formose, avec une population divisée, et une armée beaucoup trop petite pour s'aventurer sur le continent mais beaucoup trop importante pour l'économie de l'île. Formose, pour se maintenir, était totalement dépendante de considérables subventions américaines.

Le rapport Colon faisait remarquer les ambitions militaires irréalistes de la minorité dominante et le fossé qui existait entre cette minorité et les Formosans de souche. Il mettait en garde contre l'attrait de la Chine communiste pour des Chinois du continent qui avaient le mal d'un pays où Pékin les pressait de rentrer, leur promettant que « tout serait oublié ». Pour leur part, les Formosans voulaient rester à Formose et, pour eux, parler de « retour sur le continent » n'avait aucun sens. Le communisme est très peu attirant pour les Formosans, leur idéal résidant dans l'autonomie ou l'indépendance, sous une neutralité garantie.

Le rapport examinait et dégonflait l'argument selon lequel Formose, en tant que « Chine libre », serait attrayante pour les Chinois d'outremer résidant dans d'autres parties de l'Asie ; elle peut difficilement être un « point de ralliement pour les Chinois épris de liberté ». Il avertissait du danger qui pourrait résulter de l'insistance américaine à considérer le gouvernement de Chiang comme le « gouvernement de la Chine » et que seule Taipei soit reconnue aux Nations unies.

En présentant des alternatives politiques, les auteurs suggéraient que les Etats-Unis devraient renoncer à leurs engagements concernant les îles proches du continent et devraient faire le nécessaire pour que les nationalistes s'en retirent. Ce désengagement et une ligne de démarcation précise dans le détroit étaient essentiels si on voulait poursuivre des politiques réalistes et pragmatiques.

Le rapport observait que si Formose pouvait rester neutre pendant suffisamment longtemps, les réfugiés du continent seraient absorbés par la population d'origine. D'un autre coté, il prévenait qu'une crise sérieuse et imprévisible pourrait survenir qui exigerait des décisions rapides de Washington. Le problème de la succession serait un moment particulièrement dangereux.

Une référence indirecte était faite à Chiang Ching-kuo et sa clique, dans ce passage :

« Au cas où une négociation s'engagerait entre certains leaders politiques de Taiwan et les communistes, les Etats-Unis seraient, sans conteste, placés dans une position extrêmement embarrassante, dans laquelle il leur faudrait décider dans l'urgence s'il serait nécessaire qu'ils interviennent pour protéger le droit des Taiwanais à l'autodétermination. »

Le rapport Conlon proposait une République de Taiwan, sous garantie américaine dans le domaine de la défense et pour ce qui concernait l'assistance à tous les réfugiés du continent qui souhaiteraient retourner en Chine proprement dite ou s'établir ailleurs à l'étranger. Proposer le transfert de Formose à la Chine communiste sans le consentement de la population de Formose, en attendant un règlement général en Asie, serait un « acte immoral » et affecterait sérieusement les relations américaines avec tous les petits pays qui comptaient sur les Etats-Unis pour les aider à préserver leur indépendance.

« Les Taiwanais eux-mêmes ont donné de nombreuses indications de leur désir de rester séparés du continent, ce qui pourrait être vérifié par un plébiscite s'ils étaient d'accord pour qu'il soit organisé. »

XXI
Deux Chines ?

La Formose de la Chine rouge

J'entendis, pour la première fois, exprimer l'idée de « deux Chines », lors d'une conférence à l'Université Princeton. Un fonctionnaire de haut rang du Département d'Etat suggéra l'hypothèse d'une division de la Chine – avec, peut-être, le Yangtze comme frontière – entre une Chine du Nord communiste et une Chine du Sud nationaliste. Mais de 1945 à 1950, le Département d'Etat s'en tint rigoureusement à l'« intégrité territoriale de la Chine » ou à la thèse de « C'est la Chine maintenant », et de 1950 à 1960, la Chine proprement dite fut considérée comme « envahie » et « occupée » ; Chiang, en tant que président de la Chine, gouvernait depuis une capitale temporaire dans une province non occupée ou libre. Après 1960, on commença de discuter sérieusement, mais seulement entre non-Chinois, du concept de « deux Chines ». On peut légitimement se demander, quand l'hypothèse de « deux Chines » est avancée à Washington ou par des spécialistes de la Chine, si elle l'est toujours de bonne foi. Washington sait très bien que Pékin ne reconnaîtra jamais l'existence d'une deuxième Chine, pas plus que Chiang Kai-shek, à Taipei. Il est difficile de croire que les Nations unies pourraient être persuadées par les Etats-Unis de reconnaître une « Grande Chine » et une « Petite Chine ».

Les dirigeants communistes affirment catégoriquement que le problème de Formose doit être résolu et que leur revendication sur l'île doit être reconnue avant que d'autres questions importantes puissent être abordées entre les Etats-Unis et la Chine. Ils promettent la « libération » de Formose.

Les Formosans, pour leur part, pensent qu'il s'agit plutôt d'une menace que d'une promesse. Au risque de nous répéter, présentons quelques-unes des activités communistes sur l'île et la propagande qui s'y rattache.

Le Generalissimo fit porter la responsabilité des troubles de 1947 sur les « communistes » et les « Japonais rebelles », mais nous avons des raisons de penser que moins de cinquante communistes déclarés

se manifestèrent pendant les incidents de mars. Six ans plus tard – en 1953, trois ans après le repli des nationalistes – Chiang Ching-kuo proclama qu'il avait brisé, en moyenne, treize « conspirations communistes » par mois. Si c'était vrai, il nous faudrait en conclure que, soit un nombre extraordinairement élevé de communistes avaient franchi le détroit en 1949-1950, soit qu'un nombre aussi extraordinairement élevé de Formosans étaient devenus communistes sous l'administration chinoise nationaliste.

Aucune de ces conclusions n'est vraie. Indéniablement, le nombre de Formosans convertis au communisme a augmenté pendant cette période et nous pouvons être sûrs que Pékin envoya de nombreux agents recruteurs, mais l'explication des vantardises de Chiang Ching-kuo se trouve ailleurs. Il était responsable de la sécurité intérieure, et il exerçait principalement son pouvoir en arrêtant des suspects sans mandat d'arrêt. Quiconque était connu pour avoir exprimé des critiques à l'égard du régime était une proie toute désignée. On lui mettait immédiatement l'étiquette de « communiste », on le condamnait à de longues années de prison ou on le liquidait d'une balle. Les Formosans qui parlaient d'intervention ou osaient parler d'indépendance étaient particulièrement en danger.

La seule Formosane communiste bien connue était Mlle Rouge-Neige dont la présence et les activités dans la région de Taichung ont été mentionnées dans les pages précédentes. Sa carrière mérite de plus amples commentaires, bien que son nom soit sans doute la seule touche de romantisme qu'on puisse lui trouver ; elle était très dure et totalement dévouée à sa mission subversive.

Hsieh était née vers 1900 dans le district de Taichung et, petite fille, avait vécu pendant la période des campagnes militaires japonaises visant à écraser les rebelles formosans dans les piémonts et à exterminer les tribus aborigènes dans les montagnes. Au début des années 20, elle adhéra au Mouvement pour l'autonomie, dirigé par Lim Hsien-tang. Lorsque les brutales représailles de la police japonaise conduisirent en exil de nombreux jeunes Formosans, qui n'acceptaient pas cette situation, elle partit pour Shanghai et là, en 1925, elle devint membre du parti communiste. Bientôt, suivant les pas de Chiang Kai-shek, elle se rendit à Moscou, où elle étudia à l'Université du travail. L'année où Chiang Ching-kuo vint à Moscou pour poursuivre son éducation,

Hsieh retourna à Shanghai et, rapidement, s'infiltra à Taiwan pour travailler au service d'une cellule communiste clandestine, dirigée depuis Tokyo. Après l'avoir trois fois arrêtée, les Japonais l'envoyèrent dans un pénitencier. Elle y servit huit ans d'une peine de treize ans puis elle fut libérée pour raison de santé et autorisée à retourner à Taichung pour y vivre tranquillement sous étroite surveillance.

On pensait généralement qu'elle allait mourir assez vite de tuberculose. Mais elle était très forte mentalement et quand l'amnistie de MacArthur ouvrit, en 1945, les portes du pénitencier pour tous les prisonniers politiques, Mlle Hsieh était prête à accueillir ses compagnons dans le district de Taichung. On entendit très peu parler d'eux pendant que la situation se détériorait, avant les évènements de mars. Lorsqu'ils survinrent, des membres du groupe de Taichung tentèrent d'en devenir les leaders en attaquant les maisons des riches propriétaires terriens ou de ceux soupçonnés de stocker du riz.

Les Formosans n'étaient pas encore suffisamment affamés ; leur lutte ne devait rien à la doctrine de la lutte des classes selon Marx ou Mao, c'était un combat contre les profiteurs du continent. Quand les troupes nationalistes arrivèrent, le 8 mars, les communistes s'enfuirent dans les montagnes. Certains furent pris mais on pense que Mlle Rouge-Neige quitta Formose le 16 juillet. Elle s'établit à Hong Kong où elle essaya de se faire une place parmi les nouveaux exilés, mais sans grand succès. Finalement, elle se rendit à Shanghai, puis à Pékin, où elle devint un des leaders des communistes formosans de Chine.

Pékin se prépare à libérer Formose

Personne ne sait exactement combien de Formosans restèrent dans les villes chinoises de la côte, en 1949. Il existait d'anciennes communautés formosanes, bien implantées, à Shanghai, Amoy, Foochow et Canton. Certains Formosans refusèrent de partir par choix, prêts à affronter le risque d'un régime communiste, mais beaucoup d'anti-communistes ne purent quitter les ports, dans l'impossibilité où ils étaient de trouver un moyen de transport pour retourner dans leur île d'origine.

Aux Formosans établis depuis longtemps s'ajoutèrent un très grand nombre de jeunes gens qui avaient été enrôlés pour le travail par l'armée japonaise, et avaient été bloqués en Chine, en 1945, là où s'étaient

rendues les troupes dont ils faisaient partie. Des milliers d'entre eux ne savaient où aller, n'avaient aucun moyen de subsistance et étaient souvent traités brutalement par les nationalistes qui les considéraient comme des « traîtres japonais ».

En 1947, ces deux groupes de Formosans en Chine continentale furent rejoints par tous ceux, hommes et femmes généralement jeunes, qui avaient été contraints de fuir Formose après le soulèvement de février. Beaucoup étaient très amers envers ce qu'ils considéraient comme une « trahison des Américains ». Parmi eux, se trouvaient des personnalités extrêmement brillantes qui s'étaient désespérément efforcées d'attirer l'attention des Américains avant les évènements de mars, puis avaient vu les troupes de Chiang rouler dans les rues de Taipei, portant des armes sur lesquelles, clairement lisible sous une fine couche de peinture, était inscrit « USA ».

Partout, les communistes adoptèrent l'incident du 28 Février, nom qui lui est généralement donné, comme l'argument central de leur propagande, se vantant de l'avoir provoqué. Ils invitaient les Formosans à commémorer cet anniversaire comme un témoignage des nobles efforts de Mao pour libérer Formose des nationalistes, ces « laquais de l'impérialisme américain ».

Très vite, les Formosans en Chine furent rassemblés, enregistrés et envoyés dans divers endroits pour être « rééduqués ». Il fallait qu'ils se préparent pour la « libération » à venir. Beaucoup furent affectés au « Corps d'entraînement pour la reprise de Taiwan » (Taiwan Recovery Training Corps), cantonné près de Shanghai.

Certains participaient peut-être à ces activités avec enthousiasme et dévouement, mais la majorité n'avait pas le choix; un Formosan réticent à coopérer pour la libération était un réactionnaire et, dans le nouvel ordre, il n'y avait pas de place pour les réactionnaires.

Au camp d'entraînement de Hsin Chuang, les internés furent placés sous la direction de permanents communistes, spécialistes des techniques de « rééducation ». On leur promit une vie meilleure sous Mao Tse-tung que celle qu'ils avaient connue sous Chiang Kai-shek, et, pour beaucoup d'entre eux, tout changement ne pouvait qu'apporter un mieux. Les Etats-Unis étaient accusés d'occuper illégalement le territoire chinois et Chiang était décrit comme la marionnette ou l'homme de paille de Washington.

La première propagande de Pékin dirigée vers Formose était conçue pour les officiers et les soldats originaires du continent chinois et leur demandait de saboter les efforts de Chiang et de « rentrer à la maison ». Mais les purges extensives, pratiquées par Chiang, dans les rangs des officiers et le développement sophistiqué du système des commissaires politiques semblent avoir conduit à certains changements dans les thèmes de la propagande. Elle fut désormais plutôt dirigée vers les civils réfugiés, les pressant de revenir sur le continent et leur promettant une amnistie et des emplois. S'ils revenaient volontairement, tout serait pardonné. Sur un point, la propagande de Pékin était inflexible ; toute allusion à une intervention de l'ONU, à l'autonomie, à un mandat, ou à l'indépendance était condamnée comme une « trahison ». A cet égard, Chiang Kai-shek et Mao Tse-tung étaient parfaitement en accord.

Pendant un certain temps, Pékin félicita et encouragea les Formosans qui étaient devenus d'actifs dirigeants communistes. La girouette Hsieh Nan-kuang, qui avait servi Chiang pendant l'occupation japonaise, travaillait maintenant pour le comité central du parti communiste à Pékin et comme conseiller auprès du « Corps d'entraînement pour la reprise de Taiwan ». On rapporta que le directeur de ce programme de formation était une femme originaire de Formose, nommée Chu Chen-tse, dont les principaux lieutenants, pour les actions sur le terrain, s'étaient partagé l'île en districts opérationnels. Le territoire de Taipei-Keelung, particulièrement important, fut affecté à Tsai Hsiao-chien ; Rouge-Neige fut envoyée dans son Taichung natal et on dit que Chen Chih-ming fut nommé comme principal responsable du sud. Un peu plus tard, Chu Chen-tse se rendit clandestinement à Formose, où elle fut arrêtée et exécutée.*

Pendant un temps, Rouge-Neige fut une vedette des émissions de radio et des programmes de formation, responsabilités auxquelles s'ajouta la vice-présidence de la Fédération de la jeunesse de Chine. Les Formosans qui n'étaient pas choisis pour l'entraînement au sein du corps devaient manifester leur enthousiasme d'une autre façon. Ceux

---

* Les informations et les rumeurs concernant l'organisation et les activités des communistes ne peuvent être vérifiées ou précisément établies. Ce qui en est dit ici doit être pris en gardant cette réserve à l'esprit.

qui, volontairement, désiraient adhérer au parti et auxquels on permit de le faire, furent aussi autorisés à créer une « Ligue de Taiwan pour une autonomie démocratique ».

Utilisant Hong Kong comme base, les communistes formosans de Chine établirent des contacts avec ceux du Japon qui, à leur tour, créèrent localement la même ligue, dénommée de la même façon, pour mettre dans l'embarras les groupes formosans anti-communistes de Tokyo, qui étaient beaucoup plus importants et beaucoup plus actifs. L'objectif premier était de discréditer les demandes pour une intervention des Nations unies.

Mais le 28 Février et ses prolongements placèrent les communistes dans une situation délicate. Leur propagande devait expliquer le fait que les Formosans avaient très clairement affirmé qu'ils ne voulaient rien avoir à faire avec les Chinois du continent, quels qu'ils soient, communistes ou nationalistes. Bien plus, certaines des nouvelles recrues du communisme – des réfugiés qui avaient survécu au massacre de mars à Taipei et aux chasses à l'homme qui s'ensuivirent – avaient été les plus influents parmi les jeunes gens qui réclamaient l'aide américaine dans les semaines précédant l'envoi des troupes du Generalissimo.

Dans un numéro de la publication communiste *China Digest*, daté du 22 février 1949, on pouvait lire un long article commémoratif, intitulé « Taiwan : le ballon de marbre et le lion de marbre », dans lequel l'auteur (Li Chung-ching) prédisait que le Japon, les Etats-Unis et la Chine nationaliste allaient désormais se disputer la possession de l'île mais que, comme le ballon de marbre dans la bouche du lion sculpté, Formose ne pourrait jamais être retirée à la Chine.

L'auteur expliquait l'attitude des Formosans en en rejetant, bien sûr, la responsabilité sur les Etats-Unis ; il parlait des agents secrets des Etats-Unis, en incluant les fonctionnaires du consulat américain de Taipei, « qui s'infiltrèrent dans la foule des insurgés, leur distribuant des bonbons et des cigarettes et les encourageant en les applaudissant très fort ». Selon ce compte rendu, un jeune homme, employé par le consulat, proposa l'intervention mais il fut sifflé et hué. L'histoire de la prétendue visite de Li Wan-chu au consulat américain, qui avait été publiée à Hong Kong en 1947, était maintenant republiée, en 1949, avec des variantes appropriées, et sur l'expression de l'aversion des Formosans pour tous les Chinois du continent, l'auteur écrivait ceci :

« Des foules ignorantes n'étaient pas capables de faire la distinction entre ceux qui servaient dans la mauvaise administration de Chen Yi et ceux qui étaient innocents ; le résultat de cette confusion fut qu'il était inévitable que des gens reçoivent des coups qu'ils ne méritaient pas. De là à conclure que la rébellion civile manifestait des sentiments anti-chinois serait, en vérité, tout à fait fantaisiste…

Dans un pays aussi vaste que la Chine, il existe un provincialisme dans chaque province. C'est uniquement dans ce sens qu'on peut admettre un sentiment régional dans la rébellion. Mais l'objet réel de la haine de ceux qui se soulevèrent était Chen Yi, le larbin de Chiang Kai-shek. Les gens du continent furent malheureusement confondus avec ce mauvais régime par des Taiwanais mal informés…

La rébellion civile fut essentiellement une manifestation de l'énergie peu commune des Taiwanais. Même Chen Yi remarqua, avec accablement et admiration, que « le gouvernement nationaliste aurait depuis longtemps été renversé si tous les Chinois de Chine proprement dite avaient fait montre de la même détermination ».[1]

Des brochures et des livres communistes commencèrent d'être introduits clandestinement à Formose. Leur thème invariable était l'immoralité de l'impérialisme américain et leur constant objectif visait à persuader les Formosans d'abandonner tout espoir d'une intervention.

L'histoire de l'« enquête d'opinion » que le bureau américain des Enquêtes stratégiques (OSS) essaya de conduire, à la fin de 1945, fut reprise avec de grossières inexactitudes pour prouver que, très tôt, les Etats-Unis avaient eu l'intention de séparer Formose de la mère patrie. Les manifestations « anti-américaines » mises en scène par Chen Yi, en décembre 1946 et janvier 1947, furent rappelées, dans cette version communiste :

« Pour protester contre l'agression impérialiste américaine de la Chine, plus de 10 000 étudiants, dans le nord de Taiwan, organisèrent une impressionnante manifestation, le 9 janvier 1947, criant « Soldats américains, partez de Chine ! » Pour s'opposer au pouvoir despotique du KMT, la marionnette des Américains, les peuples de la province de Taiwan lancèrent, il y a deux ans, le mouvement du 28 Février, qui donna naissance à un vigoureux soulèvement armé dans tout Taiwan. »[2]

Un petit volume, intitulé *Taiwan en colère* (*Fen nu ti Taiwan*) et imprimé à Hong Kong en 1949, ambitionnait de raconter l'histoire complète des

tentatives américaines pour séduire les Formosans. Selon cet ouvrage, trois fonctionnaires en poste au consulat américain (Kerr, Catto et Conlon) étaient simplement là, au service de l'impérialisme, pour abuser les Formosans. En manifestant de l'amitié aux habitants de l'île, ils espéraient établir un réseau de renseignement et une cinquième colonne. Kerr (continuait-il) fut l'inventeur de la « voix du peuple », qui demandait un contrôle des Américains ; Catto, grâce aux possibilités qu'offrait l'USIS, en informa le monde entier et expliqua aux Formosans comment ils devaient s'y prendre pour obtenir une intervention des Américains ; Conlon, quant à lui, modifia habilement, sur le tard, le thème central de la propagande, substituant une demande pour l'« indépendance » à une demande pour un « contrôle américain », ce qui, sur le long terme, revenait au même.[3]

Les Russes s'emparèrent de la question, au nom des Chinois. A Moscou, le journal *La Flotte rouge* déclara que « Formose était, est et sera toujours le territoire national de la Chine » et les *Isvestia* proclamèrent que, avec la reddition du Japon, Formose avait été automatiquement rendue à la Chine. « Débarrasser cette île du réactionnaire parti nationaliste – telle est l'affaire interne du peuple chinois. »

Après la conférence de Bandung, la propagande de Pékin développa ce qu'on pourrait appeler une approche « douce et légère », destinée aux Chinois réfugiés du continent, las et déçus, leur demandant de rentrer à la maison. Elle fut utilisée au cours de la période où Chiang Ching-kuo eut, prétend-on, des contacts secrets avec Chou En-lai, le ministre des Affaires étrangères de Pékin. En 1958, les bombardements de Quemoy et Matsu reprirent et, avec eux, la propagande fut légèrement modifiée. On essaya de persuader les réfugiés du continent que les Etats-Unis soutenaient le mouvement pour l'indépendance pour soustraire Formose aux nationalistes. C'était une évidente tentative pour creuser un fossé entre les nationalistes et les Formosans ; derrière, se profilaient, à Pékin, un durcissement de l'attitude envers les Formosans et, à Formose, un effort pour former un parti d'opposition rassemblant les Formosans et les réfugiés du continent libéraux et indépendants, qui n'étaient pas nationalistes.

On doit se souvenir que, pendant une brève période, Mao Tsetung avait encouragé l'« éclosion de cent fleurs » critiques. Les « fleurs critiques » des communistes formosans se révélèrent être des char-

dons ; nombre de communistes formosans de Chine, très en vue, furent dénoncés comme « droitiers, contre-révolutionnaires, et teintés de nationalisme régional ». En d'autres termes, Pékin avait découvert que les frères insulaires étaient sans doute, au fond, plus formosans que communistes. Les dirigeants du parti commencèrent à se rendre compte que les Formosans se considéraient comme un peuple insulaire, qui pourrait peut-être accepter le communisme, mais selon ses propres termes.

« La Petite Chine » – Le programme des libéraux chinois

Les Chinois libéraux réfugiés assistent avec une grande appréhension à la promotion de Chiang Ching-kuo. Chaque échelon gravi et chaque nouvel acte de violence sont un avertissement pour le jour où il prendra éventuellement le pouvoir. Un conflit pour la succession à Taipei pourrait être désastreux. Au sein de l'armée, certaines factions soutiennent Chiang Ching-kuo, d'autres lui sont opposées. Dans le parti, certains sont prêts à accepter son leadership, d'autres ne veulent pas de lui. Et la même dichotomie existe au sein du gouvernement. Quant à la masse indifférenciée des réfugiés – les conducteurs de pousse-pousse, les ouvriers d'usine, les vendeurs de rue – la plupart d'entre eux sont trop préoccupés à se battre quotidiennement pour survivre pour prêter beaucoup attention aux factions dans le gouvernement et les organisations du parti. Leur compétition avec les natifs Formosans pour trouver de la nourriture et du travail est intense.

Les Formosans, également, sont en gros divisés entre une majorité non politique de travailleurs et d'agriculteurs qui acceptent passivement n'importe quelle administration sous n'importe quelle étiquette politique à condition qu'elle ne soit pas trop dure et avide, et ceux qui souhaitent être débarrassés de l'administration nationaliste. Certains rêvent de jours plus heureux sous les Japonais, d'autres rêvent d'une Formose gouvernée par les Formosans. Aucun Formosan n'a envie d'un « retour » au continent et aucun n'envisage avec plaisir la perspective de se sacrifier pour le régime nationaliste.

Tous les réfugiés sont conscients de leur relatif isolement et de l'hostilité latente avec laquelle beaucoup d'insulaires les considèrent. Parmi eux, toutefois, il y a de nombreux intellectuels qui se rendent compte

du danger et de l'insécurité de leur position. Ils constituent une élite, une minorité au sein de la minorité, qui comprend qu'elle ne retournera jamais sur le continent et qu'elle doit trouver des accommodements avec les Formosans pour former une nouvelle société insulaire.

Un nombre important craint que Chiang Ching-kuo n'accède au pouvoir et ce dernier le sait parfaitement. Les libéraux les plus déterminés doivent s'opposer à une succession qui ne respecterait pas la légalité ou fuir, une fois de plus, s'ils le peuvent, dans un autre pays.

C'est la raison pour laquelle ils ont offert de coopérer avec les leaders formosans. S'ils réussissaient à former une coalition avec la majorité formosane, les chances de Chiang Ching-kuo de devenir le maître reconnu de Formose seraient limitées. Ceci créerait les fondations d'une nouvelle société, une « seconde Chine » ou une Formose indépendante, dont l'existence et la survie seraient garanties par l'ONU.

Une déclaration, publiée en 1962, par les Formosans exilés à Tokyo, fait le résumé des conséquences, que craignent à la fois Chiang Ching-kuo et Pékin, d'une telle union entre les réfugiés libéraux et les leaders formosans :

« Les Formosans sont contre les communistes et ne veulent pas d'une fusion avec la Chine communiste. Chiang Ching-kuo et la Chine communiste savent cela mieux que quiconque. La Chine communiste, en conséquence, craint les Formosans et les Chinois libéraux beaucoup plus que [elle ne craint] le gouvernement nationaliste.

Quand les Formosans et les Chinois libéraux de Formose gagneront en force, la « libération pacifique », par le biais de changements internes [apportés par Chiang Ching-kuo], qui constitue l'objectif de la Chine communiste, aura beaucoup moins de chances de se produire. Le régime nationaliste, c'est-à-dire la dictature inébranlable de Chiang Ching-kuo à Formose, est donc considéré comme une étape nécessaire vers la « libération » de Formose par la Chine communiste. »[4]

La création d'un parti libéral d'opposition, bénéficiant d'une large base populaire, offrait la seule possibilité pour obtenir de véritables réformes à Taipei, en 1957, et la seule également qui permettait de garder quelque espoir que la succession, quand elle se produirait, suivrait un processus démocratique. C'était un espoir très mince mais qui valait la peine qu'on s'efforçât de le réaliser.

Pendant de nombreuses années, Chiang Kai-shek n'avait autorisé que deux petites et impuissantes organisations pour fournir la façade politique nécessaire à l'intention des commentateurs étrangers. On les appelait quelquefois les partis « toutous ». Ni le Parti de la jeune Chine, ni le Parti socialiste démocratique n'avaient un quelconque poids à Formose. Ils avaient été bien « dressés » sur le continent. Là, à Formose, un contexte différent (et la totale dépendance du Generalissimo à l'égard des Etats-Unis) leur rendit un peu d'espoir. La clé du problème était la liberté de l'électeur devant les urnes.

En 1957, des membres éclairés de ces partis se réunirent avec des réfugiés libéraux affiliés à aucun parti pour discuter des problèmes soulevés par les prochaines élections à l'assemblée provinciale. Ils rédigèrent un appel au Generalissimo demandant une campagne électorale propre.

Les élections, qui eurent lieu le 21 avril, se déroulèrent comme d'habitude; le succès du parti nationaliste fut un raz-de-marée. A cette époque, le nombre total des réfugiés du continent s'élevait à 1 014 228 alors que celui des Formosans, majoritaires, était de 8 676 228*. Le Parti nationaliste remporta vingt des vingt et un sièges de chefs de district et de maires, et pour l'assemblée provinciale, il enleva quarante-quatre sièges sur un total de soixante-six.

Un mois plus tard, les réformateurs modérés se réunirent à nouveau pour examiner les résultats des élections. Ils proposèrent de créer une « Association pour l'étude de l'autonomie locale à Taiwan » (Society for the Study of Local Autonomy in Taiwan). Le gouvernement obligea immédiatement le groupe à changer sa dénomination en « Association pour l'étude de l'autonomie locale en République de Chine ».

La situation évolua très lentement jusqu'au milieu de l'année 1958, lorsque le distingué Dr Hu Shih, ancien ambassadeur à Washington, apporta son soutien au mouvement et que soixante-dix-huit personnes signèrent une pétition adressée au gouvernement demandant l'autorisation de créer un nouveau parti politique. Ils n'obtinrent aucune réponse pendant cinq mois, puis on leur répondit par la négative. Quand le groupe poursuivit ses discussions, ses membres commen-

---

* Tous les chiffres sur le nombre des réfugiés font problème; beaucoup de personnes ne furent pas enregistrées, volontairement, et le gouvernement a toujours été très réticent à fournir la preuve du pourcentage « défavorable » des réfugiés par rapport aux Formosans de souche.

cèrent de subir un mesquin harcèlement personnel. Néanmoins, ils changèrent une nouvelle fois le nom de leur organisation et présentèrent une nouvelle pétition.

L'agence de Chiang Ching-kuo, le Taiwan Garrison Command (ou TGC)*, la sécurité militaire, commença alors à montrer les dents. Des journaux furent contraints de publier une « confession d'un communiste » dont le but était d'établir un lien entre le groupe et un agent communiste du continent. L'avertissement ayant été suffisamment clair, l'association fut contrainte de cesser ses activités.

Plusieurs mois plus tard, la campagne présidentielle américaine ouvrit de nouvelles perspectives à Formose. Le candidat démocrate, M. Kennedy, fit savoir (reprenant la fameuse phrase de M. Dulles) qu'une « douloureuse réévaluation » de la politique américaine à l'égard de Chiang Kai-shek serait peut-être nécessaire. Selon des comptes rendus venus de Formose, le succès de M. Kennedy fut accueilli avec un tel enthousiasme sur l'île que « même les tireurs de pousse-pousse formosans, sans aucune éducation » le célébrèrent dans les rues. Des intellectuels qui s'étaient rassemblés pour l'acclamer furent dispersés par la police nationaliste.

La nouvelle année, en tout état de cause, apporta de nouveaux espoirs et les libéraux recommencèrent à se réunir. Ils se tournaient maintenant vers les Formosans pour obtenir leur soutien. Un Chinois du continent, très connu, Lei Chen, rédacteur en chef du magazine bimensuel *La Chine libre (Free China)*, entreprit de rechercher des Formosans influents qui accepteraient de l'aider à former un nouveau parti d'opposition. Le moment semblait mûr pour espérer une autre poussée de « réformes » de la part de Chiang. L'initiative de Lei Chen était un pas en avant important vers la constitution d'une coalition de tous les éléments opposés au régime tyrannique du parti.

Le 3 mars 1961, un nouveau mémorandum fut rédigé à l'intention du Generalissimo, insistant encore sur la nécessité d'avoir des élections libres et propres. Une nouvelle fois, il y eut des élections et une nouvelle fois les nationalistes étouffèrent toute contestation en contrôlant

---

* N. de l'E. : TGC, Taiwan Garrison Command, 臺灣警備總部 *TaiWan JingPei ZongBu (un moment* 臺灣保安司令部 *TaiWan BaoAn SiLingBu),* quartier général de la police militaire, distincte de la gendarmerie (*XianBing* 憲兵) et des autres organes de sécurité.

les urnes et en manipulant les règles pour s'inscrire. Pour les vingt et un sièges à pourvoir pour la fonction de chef de district, onze avaient comme seul candidat le représentant du parti nationaliste.

Avec une indomptable obstination, le groupe proposa de créer une « Association pour l'amélioration des élections ». Il faut bien comprendre que chacune de ces initiatives suscitait de la publicité et attirait à nouveau l'attention de toute l'île sur ces problèmes. Sept notables originaires de Chine continentale se joignirent à l'appel de treize Formosans réclamant la fin des subventions au parti nationaliste, une extension des libertés personnelles et la promesse du gouvernement de n'utiliser que des moyens pacifiques pour la reconquête du continent. Ils voulaient prévenir le danger de représailles communistes massives sur la population de l'île.

Le Premier ministre, le général Chen Cheng, choisit de répondre par le biais d'une conférence de presse. Il suivait de près la nouvelle administration à Washington. Le gouvernement accueillerait avec faveur la naissance d'un puissant parti d'opposition, dit-il. « Le nouveau parti devrait suivre l'exemple des Etats-Unis. » Après avoir déclaré cela, il émit toutefois certaines réserves et certains avertissements pour se donner suffisamment de prétextes pour prendre ultérieurement des mesures coercitives. « Si des politiciens non qualifiés ou des voyous se trouvent parmi les organisateurs du nouveau parti ou si ses objectifs ne sont pas clairs », le gouvernement serait alors contraint de supprimer cette autorisation.

Les militaires, cela va de soi, ne se sentaient nullement obligés par des promesses faites par le général Chen au nom de sa fonction civile de « Premier ministre ». Très vite, la presse contrôlée par le gouvernement commença d'exprimer des jugements condescendants sur ce nouveau parti, qui lui paraissait « superflu » et « réactionnaire ». Puis, les agents de Chiang Ching-kuo assurèrent qu'ils avaient trouvé des preuves que le parti avait des liens avec les communistes et bénéficiait de leur soutien. Commença alors une campagne de chahuts dans les conférences du parti, d'annulations forcées de meetings publics déjà annoncés, et, finalement, toutes ses activités furent interdites.

Entre-temps, Taipei avait découvert qu'il n'y avait aucun danger immédiat d'un changement drastique dans la politique de Washington. L'aide continuait de couler à travers le Pacifique. Il n'était pas néces-

saire d'apaiser les libéraux qui projetaient de créer ce nouveau parti à Formose. Ceux qui participaient à cette entreprise commencèrent d'être surveillés, fouillés, interrogés, soumis à diverses pressions physiques et exposés à de coûteuses représailles économiques. Finalement, Lei Chen, le rédacteur en chef, fut arrêté avec trois de ses collègues. L'un d'entre eux, qui « confessa » qu'il avait été communiste des années auparavant, fut condamné à douze ans de prison. Lei Chen écopa de dix ans et les autres reçurent des sentences plus légères. Après cela, le journal *La Chine libre* cessa d'être une « voix » pour l'opposition et le projet d'un nouveau parti s'effondra.

Un par un, Chiang Ching-kuo élimina les hommes influents qui étaient les dirigeants potentiels d'une coalition en voie de développement. Chaque arrestation devait être interprétée comme un avertissement pour tous les membres de la classe, ou de la profession, à laquelle appartenait la victime. Et au fil des arrestations, les sanctions imposées à la victime devenaient à chaque fois un peu plus sévères. Peut-être cela n'était-il pas aussi systématiquement conçu mais on avait cette impression et l'effet était clair. K.C. Wu, qui représentait les éléments libéraux dans l'administration, fut contraint à l'exil. Le général Sun Li-jen, qui avait apprécié les qualités des recrues de Formose et s'était efforcé d'introduire une certaine justice dans le système militaire, fut cassé et placé en résidence surveillée, à portée de main des agents de Ching-kuo. Lei Chen, rédacteur en chef et éminent représentant des libéraux politiquement indépendants reçut une condamnation qui, pour un homme de son âge, était en fait une condamnation à vie.

Tous ces hommes étaient des Chinois du continent, qui étaient très connus à l'étranger, et leur cas était suivi avec une grande attention aux Etats-Unis. Les leaders formosans, inconnus ailleurs, subissaient les plus lourdes représailles.

Lorsque Lei Chen fut arrêté, un jeune Formosan, nommé Su Tung-chi, signa courageusement une pétition demandant la clémence pour ce journaliste déjà âgé. Su appartenait à une famille de notables de la région de Yunlin, il était diplômé de l'Université Meiji de Tokyo et c'était un homme qui comptait dans son district. Il avait occupé plusieurs emplois publics et avait été continuellement élu à des fonctions officielles malgré l'opposition des nationalistes. Il avait trente-neuf ans et il était père de cinq jeunes enfants.

Le 19 septembre 1961, la maison de Su fut investie à deux heures du matin par des agents de la sécurité. Su fut immédiatement emmené à Taipei et sa femme fut d'abord traînée dans les bureaux de la police locale et, de là, à Taipei, où elle fut soumise à la torture du troisième degré. La police qui fouilla la maison à la recherche de « preuves compromettantes », découvrit, entre autres choses, plusieurs numéros de *La Chine libre*, un numéro du *Chuo Koron* (une publication de Tokyo, écrite en japonais, langue alors interdite) et six numéros du *Reader's Digest* dans l'édition japonaise.

La suite est une histoire d'indicible tristesse, de traitements inhumains et de persécutions, qui se poursuivit pendant des mois. Lors de sa première arrestation, Mme Su avait été obligée de laisser quatre de ses enfants sans surveillance et elle avait emmené le cinquième avec elle, le plus jeune, qui n'était qu'un bébé, pour subir cet effrayant interrogatoire. Bien qu'elle soit malade et presque folle de peur et d'inquiétude, la police fut sans pitié et s'efforça de lui faire signer une « confession » accusant son mari de trahison. Elle fut relâchée trois fois et, chaque fois, arrêtée à nouveau, et elle fut encore arrêtée lorsqu'elle refusa de garder le silence sur ce qu'elle avait subi. Finalement, elle fut condamnée à la prison à vie.

Su, entre temps, avait été accusé, devant un tribunal militaire, d'avoir par deux fois essayé de fomenter une rébellion. Aucun détail ne fut donné. On procéda à des quantités d'arrestations dans sa région pour prévenir toute agitation publique que son cas aurait pu provoquer. Il fut condamné le 18 mai 1962 et on pense qu'il fut sans doute exécuté en juillet.[5]

La façon dont agit, en cette occasion, le Taiwan Garrison Command de Chiang Ching-kuo donna un sérieux avertissement à tous les Formosans et leur fit comprendre que la moindre opposition au parti nationaliste, au gouvernement ou à l'armée ne serait pas tolérée, sous peine de mort. On a suggéré qu'après 1960, le TGC avait focalisé son attention sur les libéraux anglo-saxons, comme on les appelait, tous membres potentiels d'une coalition sino-formosane, matrice indispensable à toute Formose indépendante ou placée sous un mandat des Nations unies. La critique de l'Amérique et de l'« impérialisme américain » fut encouragée dans les écoles par des agents politiques. Des gens très connus, dont on pensait qu'ils étaient payés par Chiang Ching-kuo,

furent poussés à publier de vicieuses attaques contre des universitaires ayant des liens étroits avec des collègues et des amis aux Etats-Unis. Avant sa mort, Hu Shih fut la cible d'une de ces attaques. L'éminent anthropologue Li Chi fut insulté par écrit et le professeur Huang Chu-kuei, président du département de science politique de l'Université nationale de Taiwan fut carrément attaqué et battu en pleine rue.

En décrivant ici les actes de violence qui étouffèrent toutes les tentatives de créer une solidarité entre les réfugiés libéraux et les Formosans, on peut en même temps sentir approcher la crise, étant donné que chaque mois rapproche un peu plus Formose du jour de la succession. Que se passera-t-il alors ?

XXII
Formose libre

La recherche de l'indépendance

Les Formosans en exil trouvèrent quelquefois l'occasion de rappeler aux Américains l'année 1776. Après cent cinquante ans d'administration coloniale hasardeuse par des agents de la couronne britannique, les colons demandèrent des réformes incluant le droit à l'autonomie interne et à la représentation. On répondit à ces demandes par une action militaire. Pendant la rébellion et longtemps après, les colons furent profondément divisés mais, lorsqu'ils sortirent de cette épreuve et de ces difficultés, une nouvelle nation était née.

Le parallèle est évident – au moins pour les Formosans qui dirigent ce mouvement pour l'indépendance. Ce n'est pas un accident si, aux Etats-Unis, le groupe des « Formosans unis pour l'indépendance » établit son siège à Philadelphie et si ses principes fondamentaux furent ainsi définis :

« Les Formosans unis pour l'indépendance se consacrent à l'établissement d'une République de Formose libre, démocratique et indépendante, en accord avec le principe d'autodétermination des peuples.

Nous répudions, en conséquence, toute forme de dictature totalitaire, qu'elle soit communiste chinoise ou nationaliste chinoise. »

La « petitesse » de Formose et l'absence d'une direction expérimentée sont quelquefois mises en avant pour déprécier les appels de Formose en faveur de l'autonomie. Les Formosans répondent en faisant valoir que la rébellion américaine se produisit lorsque la colonie avait une population de moins de quatre millions de personnes, toutes origines confondues, alors que la population de Formose dépassait six millions de personnes en 1947. En ce qui concerne la superficie, la santé, le développement technologique et le système éducatif, l'île dépasse plusieurs Etats qui sont représentés aux Nations unies. S'agissant de la proximité du continent chinois, le détroit de Formose est au moins quatre fois plus large que le Pas-de-Calais, qui fait pourtant de l'Angleterre une entité océanique et non pas continentale.

Trouver des leaders représente sans doute la plus grande difficulté. Sous l'administration japonaise, de nombreux individus acquirent de hautes compétences dans le secteur bancaire, la gestion foncière, les transports, l'édition, la production du sucre, les industries forestières, le droit et la médecine, mais aucun ne fut employé aux plus hauts échelons de l'administration dans des emplois requérant une coordination générale de tous ces intérêts civils. Le massacre décapita l'élite. Heureusement, parmi ceux qui survécurent et réussirent à s'enfuir, beaucoup avaient fait leurs les idéaux de l'ancien Mouvement pour l'autonomie. Pendant des années, ils avaient réfléchi à la question d'un gouvernement représentatif local.

Ces hommes – membres de l'ancienne Association pour l'autonomie et ceux qui avaient obtenu un diplôme de droit, de médecine, de littérature dans les meilleures universités japonaises avant 1945 – forment les « hommes d'Etat expérimentés » d'aujourd'hui. En 1947, le Mouvement pour l'autonomie devint un mouvement à la recherche de l'indépendance.

L'émergence de leaders indépendantistes

Pour les hommes et les femmes qui s'échappèrent en 1947, Hong Kong offrait l'abri temporaire le plus sûr. Là, la loi britannique obligeait à la fois les agents communistes et nationalistes à une certaine réserve. Shanghai, de son côté, restait encore un territoire nationaliste et le Japon était aux mains d'autorités d'occupation dont les nationalistes faisaient partie. Quelques exilés fortunés possédaient des investissements ou des comptes bancaires à Hong Kong ou pouvaient demander l'aide d'amis ou de parents qui y résidaient. Beaucoup étaient dans le dénuement et devaient chercher immédiatement du travail dans la colonie surpeuplée.

Qu'allaient-ils faire ? Il y avait, parmi eux, des factions, des querelles, des divisions et des désaccords. Nous avons déjà mentionné que certains Formosans désabusés rejoignirent les communistes et, assez rapidement, passèrent sur le continent. D'autres se plongèrent dans une activité fébrile au service de l'intervention, de l'autonomie ou de l'indépendance. D'autres encore, cessèrent toute participation active mais contribuèrent autant qu'ils le purent au financement de leaders

dévoués. Beaucoup sombrèrent simplement dans l'obscurité, heureux d'être en vie, mais ayant renoncé à prendre d'autres risques.

Le profond attachement sentimental des Formosans à leur île est une caractéristique qui les sépare des Chinois du continent. Je l'ai souvent remarqué, lorsque j'enseignais à Formose, avant la guerre, et, depuis, j'en ai eu la confirmation à d'innombrables reprises. Je citerai ici l'une des nombreuses lettres que je reçus de Hong Kong; elle a été écrite en avril 1949, après que les dernières négociations entre les nationalistes et les communistes eurent échoué.

« Maintenant, le conflit est à nouveau ouvert entre les communistes et le gouvernement, et des journaux parlent de l'avenir de Formose. J'imagine que la plupart des Formosans sont fatigués de plus de trois ans de mauvais gouvernement.

Certains disent : "Formose est chinoise, on ne peut donc pas parler d'indépendance". [Mais] si cela est vrai, on peut dire que c'est aussi vrai pour les Américains et les Anglais, [i.e. que les Formosans sont "chinois" au même titre que les Américains sont "anglais"].

Je crois que si les Etats-Unis veulent aider la Chine, ils doivent d'abord tenir Formose. Si les Formosans peuvent bâtir leur propre gouvernement, ils pourront non seulement se défendre [eux-mêmes contre] les communistes, mais ils pourront aussi aider la Chine du Sud…

Maintenant, je suis… à Hong Kong, parce que je ne veux pas retourner à Formose pour vivre une situation aussi déplaisante. Mais si je peux faire quelque chose pour Formose, je le ferai. »[1]

Pendant un certain temps, la colonie de la couronne continua d'être un important point de passage pour ceux qui entraient clandestinement à Formose ou s'en échappaient et pour ceux qui allaient de Shanghai au Japon. Mais la colonie, dont la situation, à la frontière de la Chine communiste, était des plus précaires, ne pouvait se permettre d'accepter que les communistes, ou les nationalistes, ou les organisations des Formosans partisans de l'indépendance, créent des troubles dans le territoire britannique.

Chiang le savait et s'efforça, en conséquence, de compromettre la position des exilés. Il recruta des agents à Kowloon et à Hong Kong pour provoquer des incidents gênants (certains sérieux et violents) dont on accusa les leaders formosans d'être responsables. Le Gene-

ralissimo, par les canaux officiels, demanda l'extradition de personnes connues pour être favorables à l'intervention. Le gouvernement britannique n'y donna aucune suite. Quand l'occupation du Japon prit fin, de nombreux Formosans de Hong Kong s'établirent dans ce pays, décision qui en disait long sur le jugement qu'ils portaient à l'égard de la « libération » de Formose.

Shanghai était un endroit particulièrement dangereux pour les partisans de l'intervention. Là, aussi bien les agents communistes que nationalistes, s'efforçaient de faire taire les Formosans qui demandaient que l'ONU agisse. Au moment des incidents de février, il y avait plusieurs milliers de Formosans à Shanghai, mais quand ils furent informés des évènements, des centaines d'entre eux rejoignirent Keelung. Nous avons précédemment indiqué que ceux qui restèrent furent finalement obligés d'adhérer au communisme s'ils ne voulaient pas être éliminés.

Joshua Liao était à Shanghai et Thomas à Formose quand le soulèvement se produisit, mettant un terme à leur rêve d'une éducation politique locale, de réformes et de réunion avec la Chine au sein d'une fédération. Leurs vies furent épargnées, mais leurs terres furent saisies, leurs familles furent mises en danger et ils durent, une fois encore, s'exiler.

A la mi-mars, Thomas réussit à s'enfuir à Hong Kong, où il demanda aux Formosans locaux d'aider les réfugiés qui arrivaient. En août, il adressa une pétition au général de corps d'armée Wedemeyer, demandant l'aide des Américains pour apporter un soulagement à l'île. En même temps, son groupe, à Hong Kong, essayait, mais sans succès, de trouver un terrain d'entente pour travailler en collaboration avec les exilés formosans pro-communistes. Leurs leaders, doctrinaires rigides, n'acceptèrent pas d'autres termes que les leurs ; selon la recette classique, Formose devait être libérée par les forces communistes. Ils ne toléreraient aucun appel aux Etats-Unis. Ils étaient, en fait, plus disposés à « prouver » le bien-fondé de la doctrine marxiste qu'à rechercher la liberté pour leur propre peuple.

A Shanghai, à la fin de l'année 1947, Joshua Liao critiqua âprement l'idée qu'un mandat serait la solution du problème. Il estimait que cette proposition serait l'aveu que les Formosans étaient incapables de se gouverner eux-mêmes et qu'elle retarderait indéfiniment l'avè-

nement d'un régime d'autonomie. Un mandat, disait-il, n'était qu'un prolongement, sous un autre déguisement, du colonialisme. Il espérait encore que Chiang Kai-shek mettrait en œuvre les réformes drastiques qui étaient nécessaires pour que Formose, au lieu d'être un handicap, devienne, économiquement et politiquement, un bien pour la Chine. Il publia ses opinions à Shanghai, au début de janvier 1948, en même temps qu'une analyse d'un statut fédéral et des mesures qu'il faudrait prendre pour le réaliser. Il voulait que Formose reste dans le cadre de référence de la Chine mais qu'elle ait la liberté de se développer aussi rapidement que le permettrait sa situation géographique et économique favorable. Il proposait une constitution provinciale copiée sur le modèle des constitutions des Etats aux Etats-Unis.

La veille du premier anniversaire des incidents de février, Joshua fut brusquement jeté dans la prison des Woosung Garrison Headquarters à Shanghai, sous l'accusation d'avoir été l'un des instigateurs et des organisateurs de ces incidents. On l'accusa également d'être partisan d'une intervention et d'un mandat américains et d'avoir des liens avec des Chinois radicaux (c'est-à-dire pro-communistes). Les deux premières de ces accusations étaient totalement fausses ; quant à la troisième, elle n'était vraie que dans le sens où des agents et des sympathisants communistes cherchaient constamment à le persuader de se joindre à eux. Quand l'annonce de son arrestation se répandit, ses collaborateurs non communistes s'enfuirent de Shanghai et se rassemblèrent autour de son frère cadet à Hong Kong.

Un Américain influent appela l'attention de K.C. Wu, alors maire de Shanghai, sur cette affaire. K.C. Wu, à son tour, persuada le Garrison Command de relâcher Liao, après qu'il eut passé cent jours en prison, et ce dernier se rendit également à Hong Kong

En août, les Liao envoyèrent au Japon un groupe de jeunes Formosans pour rassembler les exilés et préparer un appel aux gouvernements étrangers et aux Nations unies. L'expérience de la prison avait convaincu Joshua Liao de la futilité de compter sur Chiang Kai-shek.

On donna pour instruction à ceux qui allèrent au Japon de susciter l'intérêt et la compréhension du public au moyen de brochures, d'articles dans la presse quotidienne et de meetings pour mieux faire connaître les arguments suivants :

1 – Formose devrait être traitée comme la Corée était alors traitée. Les Américains devraient aider les Formosans à établir l'indépendance du peuple de l'île.

2 – Les Nations unies devraient faire une enquête sur la mauvaise administration de l'île et les mauvais traitements subis par les Formosans depuis 1945. Les résultats de cette enquête justifieraient une intervention.

3 – Les Formosans avaient des origines diverses et n'avaient aucun lien politique naturel avec aucun pays voisin.

4 – Ayant souffert pendant un demi-siècle sous les Japonais, Formose devrait être représentée à la conférence de paix. L'île n'était pas un simple bien immobilier qui pouvait être transféré sans aucune référence aux intérêts des Formosans.

L'argument fondamental était simple. Formose appartient aux Formosans. Le gouvernement mandchou n'avait aucun droit, en 1895, de céder Formose au Japon. Formose avait été sacrifiée pour sauver Pékin. Maintenant elle allait être sacrifiée pour sauver Chiang Kai-shek.

Un thème utilisé par le groupe des exilés mettait particulièrement en colère les Chinois de Taipei, et on peut soupçonner qu'il ne faisait pas plaisir à tous les Formosans. C'était l'argument selon lequel les Formosans n'étaient pas de purs Chinois mais étaient une population mixte. Les dirigeants nationalistes traitaient les Formosans de « peuple dégénéré » lorsqu'ils étaient irrités contre eux, mais la revendication nationaliste d'un « retour immédiat » était fondée, pour la propagande à l'égard du monde entier, sur l'affirmation que les Formosans étaient chinois par le sang, par la langue et par leurs institutions sociales. Ils appartenaient à la race des Han. Il était inadmissible que les Formosans prétendent maintenant avoir, dans leurs veines, du sang indonésien, malais, espagnol, hollandais, britannique, français et japonais. Taipei admettait seulement qu'il existait une communauté aborigène, d'origine indonésienne ou malaise – qui ne comprenait que 150 000 membres –, une minorité primitive à laquelle les Chinois du continent apportaient le salut culturel.*

* Aux Nations unies, le représentant de la Chine, Tsiang Ting-fu, assura aux journalistes qu'il y avait seulement 150 000 « indigènes de Formose », et que tous les autres habitants étaient chinois.

Pour établir clairement une identité formosane, les exilés commencèrent d'utiliser une forme romanisée du dialecte d'Amoy lorsqu'ils voulaient transcrire des noms chinois plutôt que le système employé par les nationalistes.

Dans la période de 1947 à 1949, il leur fut extrêmement difficile de surmonter les passions et les préjugés personnels pour faire cause commune. La Chine présentait elle-même une si grande et si dramatique confusion que personne ne savait exactement ce à quoi on pouvait s'attendre ou quelle voie choisir. Des débats acerbes conduisirent à la création de groupes séparés et inefficaces sur lesquels des journalistes étrangers commencèrent à faire des commentaires défavorables dans des reportages à l'intention du public américain. La presse pro-Chiang fut très contente d'exploiter ces faiblesses.

Au milieu de l'été de 1948, les Liao furent à l'origine de la création de la « Ligue pour la nouvelle émancipation de Formose » (League for the Re-Emancipation of Formosa) qui envoya sa première pétition aux Etats-Unis, en septembre. C'était un appel à l'intervention, à un statut temporaire de mandat, une occasion de se préparer pour l'indépendance. Un tel texte mettait un terme définitif à toute tentative de travailler avec les gauchistes.

La ligue fut fondée au milieu de conflits de factions et de disputes violentes entre le Dr Thomas Liao et Mlle Rouge-Neige, qui insistait sur le fait que, seule, la Chine communiste pourrait et devrait aider Formose. Comme un Formosan me l'écrivit : « Ainsi, les factions du Dr Liao et de Mlle Chia s'injuriaient pendant que la ligue se mourrait, et tous partirent pour Hong Kong. »

Alors que les nationalistes, en mai 1949, reculaient dans toute la Chine et que l'attention du monde se focalisait sur la « retraite » de Chiang, Joshua Liao publia une longue déclaration dans laquelle il prédisait des mutineries parmi les troupes nationalistes peu fiables en garnison à Taipei. Pour prévenir l'extension de la guerre civile à l'île, affirmait-il, il faudrait faire venir des forces américaines pour que les nationalistes se tiennent tranquilles et empêcher une attaque communiste à travers le détroit. Un corps formosan d'autodéfense devrait être mis sur pied pour permettre à la population de l'île de défendre son propre territoire et d'agir sous l'égide des Nations unies.

Il assura par lettre Philip Jessup, aux Nations unies, que les Formosans étaient prêts à se battre pour leur liberté formelle comme les Irlandais l'avaient fait pendant si longtemps pour leur indépendance, mais il espérait qu'il ne faudrait pas autant de temps aux Formosans pour obtenir leur autonomie.

Thomas Liao se rendit à Manille pour rechercher le soutien des leaders locaux qui avaient toutes les raisons de se sentir concernés par le destin de Formose. Une série d'articles apparut bientôt dans la presse de Manille et, le 14 octobre, l'ambassadeur des Philippines à Tokyo et en Corée (le Dr Barnabe Africa) affirma qu'il était en faveur d'un plébiscite pour le peuple formosan. Il déclara ceci :

« Les jours ne sont plus où les peuples assujettis étaient considérés comme faisant partie intégrante d'une terre. Les peuples sont aujourd'hui considérés comme plus importants que la terre sur laquelle ils vivent, et il est injuste de les transférer, comme des propriétés personnelles, d'un pays à un autre. »

Quand il devint clair que les leaders de la cause de l'indépendance de Formose commençaient d'attirer l'attention de l'opinion internationale, les communistes s'en prirent à eux avec leurs invectives habituelles. Les nationalistes, de leur côté, adoptèrent, pendant une brève période, une ligne « douce », leur demandant de revenir chez eux pour prendre des responsabilités au sein du gouvernement, à Taipei. Les hommes de Chiang, à ce moment, en 1949, étaient prêts à n'importe quoi pour éviter leur élimination ; la grande « réforme », menée par K.C. Wu et le général Sun, allait être annoncée au monde avec une large publicité.

En décembre, les exilés de Tokyo adressèrent un appel de dix-sept pages au commandant suprême des puissances alliées requérant l'occupation immédiate de Formose par les troupes alliées en attendant qu'un plébiscite soit organisé sous les auspices de la communauté internationale.

C'était embarrassant pour le SCAP, mais comme l'appel provenait d'une source non officielle, il n'avait pas beaucoup de poids. Il était indéniablement plus embarrassant qu'un flot de lettres, envoyées au nom des dirigeants des différents mouvements d'indépendance à Tokyo, soient adressées à un très large éventail de personnalités mondiales : Trygve Lie des Nations unies, Jawaharlal Nehru, Sir Benegal

Rau, Carlos Romulo, Dean Acheson, le général Marshall, le sénateur Taft, et beaucoup d'autres.

Certaines de ces lettres demandaient un désaveu officiel des promesses du Caire, d'autres en appelaient au respect des termes de la Charte atlantique, d'autres réclamaient une action rapide pour empêcher la vengeance de Chiang à l'égard de tous ses critiques à Formose, et toutes, pratiquement, souhaitaient l'organisation d'un plébiscite. Une telle consultation, disaient-elles, donnerait aux Formosans la liberté de choisir entre (i) le maintien du statu quo, (ii) la fusion pacifique avec la Chine communiste, ou (iii) un statut sous mandat des Nations unies, conduisant à une complète indépendance.

Comme le disait Joshua Liao : « Nous obéirons à la majorité, mais les Chinois qui sont arrivés depuis le jour de la reddition ne sont pas habilités à voter ». Dans la dernière lettre que je reçus de lui avant sa mort, en 1950, à Hong Kong, il écrivait :

« Cher George,

...Pour ce qui concerne le problème de Formose, les idées devraient être encore préférées aux armes pour lui trouver une solution. Il n'y a pas de raisons qu'il ne puisse être résolu à la satisfaction de toutes les parties concernées – non seulement les Formosans et les Chinois, mais également les peuples démocratiques intéressés, comme les Philippins, les Coréens, les Américains, les Britanniques, et les Japs qui ont l'intention de devenir des "démocrates"... Le temps joue en notre faveur, je le crois sincèrement. Les patriotes coréens ont attendu 35 ans. Nous n'aurons pas à attendre aussi longtemps... »

Le Japon comme refuge contre Chiang et Mao

Désormais, les activités du mouvement pour l'indépendance furent centrées à Tokyo, avec des groupes actifs dans d'autres centres urbains – Nagoya, Kyoto, Osaka, Kobe et Fukuoka. En 1949, on estimait que plus de 1 000 Formosans expatriés entraient chaque mois au Japon. Quelques-uns venaient pour « affaires » et donc avec un semblant de légitimité, mais ils faisaient ensuite venir leurs familles. Beaucoup entraient clandestinement.

Tous les Formosans qui étaient nés sur l'île, entre juin 1895 et septembre 1945, pouvaient sans conteste affirmer qu'ils étaient, par nais-

sance, des citoyens japonais. Tous ceux qui cherchaient refuge au Japon avaient été éduqués dans les écoles primaires japonaises et des milliers étaient diplômés des écoles supérieures et des universités japonaises. Ils ne rencontraient pas beaucoup de difficultés pour s'adapter à la vie de leur nouvelle communauté et trouvaient facilement du travail dans l'économie dynamique du Japon d'après-guerre. Certains se fondirent dans la population, prenant des noms japonais. La plupart entrèrent facilement dans la vie professionnelle de grandes villes japonaises. Les estimations concernant le nombre total des exilés formosans varient de 25 000 à 75 000. Aucun recensement fiable n'est disponible. Le mouvement pour l'indépendance suscita la sympathie et des soutiens financiers de ce groupe urbain et bien éduqué.

Dans l'ensemble, cette vaste communauté d'émigrés était plutôt bien acceptée dans la mesure où elle ne créait aucun trouble ; elle ne souhaitait pas revenir à Formose aussi longtemps que Chiang serait au pouvoir et elle n'avait certainement aucune envie de servir les communistes ou d'être dominée par eux.

Leur présence offrait un asile pour ceux qui fuyaient les agents de Chiang Ching-kuo si bien que, de temps en temps, l'ambassade nationaliste et les consulats chinois créaient de sérieuses difficultés au gouvernement japonais. Nous pouvons illustrer ce point par une histoire qui se passa beaucoup plus tard.

Juste avant la visite du président Eisenhower, en 1960, un jeune homme, nommé Ko Shi-lin fut arrêté à Formose. Selon les Formosans en exil, il distribuait des tracts demandant à la population de présenter une pétition à Eisenhower pour qu'il intervienne au nom du peuple formosan. Les nationalistes prétendirent qu'il complotait pour assassiner le président Chiang et le vice-président Chen Cheng.

Par chance, le jeune homme s'échappa et réussit à s'embarquer clandestinement sur un cargo suédois de la compagnie Maersk, se dirigeant vers Kobe, au Japon. En route, il fut découvert. Quand le bateau suédois entra dans le port de Kobe, il fut directement remis aux officiers d'un bateau nationaliste, le *Chang Chao*, qui était ancré dans le port. Tout ceci, bien sûr, eut lieu dans les eaux territoriales japonaises.

Ko était prisonnier à bord du bateau nationaliste lorsque ce dernier se mit en route pour Keelung. Peu de temps après, une violente tem-

pête obligea le navire à s'abriter dans la baie de Kagoshima et là, Ko, menotté, échappa à ses gardes, sauta par-dessus bord et nagea jusqu'au rivage. C'était une extraordinaire prouesse. Quand il demanda l'aide de la police locale pour enlever ses menottes, celle-ci n'eut d'autre choix que de l'arrêter pour entrée illégale. Il fut jugé par le tribunal du district de Kagoshima.

Son cas attira l'attention du monde entier. Les nationalistes, surpris que leur ex-prisonnier soit encore en vie, exigèrent qu'il soit remis au consul chinois de Nagasaki. Les Japonais savaient très bien quel serait son sort. Exerçant leur droit de le juger pour entrée illégale, ils le condamnèrent à six mois de prison, puis rapidement suspendirent la sentence et le mirent à l'épreuve pendant deux ans. Ils n'ordonnèrent pas son expulsion. Les nationalistes le réclamèrent. Entre temps, de nombreux Formosans et de nombreux Japonais avaient adressé une pétition au ministre de l'Intérieur, qui annula la condamnation de Ko, lui accorda l'asile politique et ordonna qu'il soit libéré.

Cet incident, digne d'être rapporté par la presse, fit comprendre aux Japonais, de façon spectaculaire, que la situation qui prévalait à Taipei produisait une nouvelle génération de Formosans, impatiente elle aussi d'obtenir l'autonomie ou l'indépendance.

Taipei continue d'exercer des pressions sur Tokyo pour que, en invoquant toutes les raisons juridiques possibles, elle procède à l'arrestation et à l'expulsion de Formosans, et entretient, grâce à son ambassade et ses consulats, un réseau sophistiqué de renseignement qui embarrasse les Japonais.

Les sympathies des Japonais vont, pour de multiples raisons, vers les Formosans. Chiang et ses prétentions d'être un génie militaire ont toujours été considérés avec mépris ; du point de vue japonais, le Generalissimo n'est qu'une marionnette. Parmi les problèmes juridiques qui se posent, l'un des plus épineux est le fait que la plupart des Formosans vivant au Japon ont le droit spécial de demander l'asile politique parce qu'ils sont nés sur un territoire japonais.

Au-delà de ces difficultés, Tokyo est sans doute extrêmement préoccupée par la question du statut final de Formose. Est-ce qu'il peut être déterminé par les Nations unies avant que la Chine communiste n'en devienne membre ?

Le « gouvernement provisoire » à Tokyo

Parmi les exilés volontaires au Japon, se trouvait Lim Hsien-tang, qui était alors un homme âgé. Comme nous l'avons indiqué précédemment, il avait été, pendant presque quarante ans, le symbole vivant du Mouvement pour l'autonomie interne. Sa position était unique. Tous les Formosans adultes et éduqués savaient avec quel courage il avait dévoué sa vie et sa fortune au bien public et à la recherche d'une représentation honorable et effective des Formosans dans le gouvernement local. Ils se souvenaient que, en 1920, la police japonaise à Formose avait tenté de l'humilier en le giflant publiquement, qu'elle l'avait condamné à des amendes, qu'elle l'avait emprisonné, et qu'elle avait persécuté ses partisans pour réduire au silence tous ceux qui demandaient, de manière raisonnable, une forme de gouvernement représentatif et une égalité politique pour les Formosans. Après 1930, des dirigeants mieux avisés, aussi bien à Tokyo qu'à Taipei, l'avaient fait entrer dans le Conseil du gouverneur japonais, et avaient finalement commencé d'accorder les formes, sinon la substance, d'une représentation locale élue. Dans un effort tardif et désespéré pour gagner la loyauté des Formosans, l'Empereur, pendant la guerre, avait nommé Lim à la chambre des Pairs.

Les Chinois savaient qui il était et, en 1945, le convoquèrent à Nankin pour représenter Formose aux cérémonies officielles de la reddition. Mais dès que Chen Yi prit ses fonctions, il devint évident qu'il ne voulait pas entendre parler de Lim. Ce dernier se retira discrètement, et peu après le massacre de mars, il se rendit à Tokyo, alléguant qu'il avait une maladie qui exigeait des soins médicaux au Japon. Bien qu'il n'ait pas publiquement désavoué le régime du parti nationaliste, il prolongea son séjour au Japon et, au cours de ses dernières années assista au développement d'un Mouvement formosan pour l'indépendance sous une nouvelle direction, appartenant à une nouvelle génération.

Cette retraite au Japon fut interprétée comme un rejet radical du régime de Chiang à Taipei. Quand la nouvelle de sa mort fut finalement connue à Taipei, elle fut aussitôt censurée et le fils de Lim fut immédiatement envoyé au Japon pour rapporter les cendres à Taichung. A ce moment-là seulement, l'évènement fut publiquement annoncé et les funérailles organisées. Les agents de Chiang commencèrent alors à

répandre le bruit que Lim avait menée une vie dissolue dans ses dernières années, et qu'il n'était pas du tout le modèle de dévouement au bien des Formosans que les gens, pendant longtemps, avaient cru qu'il était. Au contraire (poursuivaient ces rumeurs), il avait été un notoire « laquais » des Japonais.

Les dynamiques dirigeants du Mouvement pour l'indépendance étaient tous des hommes figurant sur des listes noires. Les autorités à Taipei furent embarrassées et furieuses quand tous ces « dégénérés » quittèrent Hong Kong et s'établirent au Japon pour des raisons de sécurité et de liberté d'expression. Malheureusement pour eux, le Dr Liao et ses partisans manquaient de discrétion ou étaient politiquement naïfs car ils commencèrent d'organiser une activité politique au Japon dont l'objectif était de renverser un gouvernement à Taipei qui était une « Grande Puissance » membre de la Commission de contrôle alliée.

Thomas Wen-yi Liao arriva à Yokohama, de Hong Kong, en février 1950, pour entreprendre une tournée des villes principales. A un rassemblement à Kyoto, il s'en prit à Chiang Kai-shek, ce que les agents nationalistes, qui étaient présents, rapportèrent fidèlement. Au milieu du mois de mars, une association de journalistes de Tokyo invita Liao à parler dans le principal auditorium de la ville (Hibiya Hall), lui offrant ainsi une magnifique occasion de présenter le dossier de l'intervention.

Un jour avant la date prévue, il fut soudainement arrêté par la police militaire américaine, présenté devant un tribunal militaire, accusé d'entrée illégale, condamné à six mois de détention et à être ensuite expulsé.

Il apprit, de cette brutale manière, qu'il se trouvait dans le Japon de MacArthur et que s'attaquer à Chiang Kai-shek était considéré comme un crime de *lèse-majesté**. La sentence fut appliquée, et son emprisonnement commença vingt-quatre heures après son arrestation.

Tandis qu'il se languissait dans la prison de Sugamo, réservée aux criminels de guerre, son cas attira l'attention de personnalités américaines de Tokyo. Il y eut un long débat, personne n'ignorant que l'expulsion à Formose équivalait à une condamnation à mort certaine pour Thomas Liao.

---

* En français dans le texte.

On s'entendit sur un compromis ; quand il fut relâché, Liao ne fut pas conduit en hâte au port mais fut placé en résidence surveillée légère à Tokyo, ce qu'il avait accepté. Alors que son cas continuait de faire l'objet de controverses acerbes dans la communauté américaine, Liao disparut silencieusement, dans l'intention de rester invisible jusqu'à ce qu'un traité de paix soit entré en vigueur et que ni le général MacArthur, ni ses successeurs, ni son allié « démocrate » de Taipei soient en position d'exiger son extradition. Le Japon lui accorda l'asile politique.

Pendant l'emprisonnement de Liao, ses partisans allèrent de l'avant et firent des plans pour créer un parti démocratique pour l'indépendance de Taiwan, dont ils nommèrent Liao président in abstentia. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de rapporter les complexes histoires de factions et de compromis, de rassemblements et de scissions qui eurent ensuite lieu. Il y avait un urgent besoin de mettre en œuvre une action solidaire et d'unifier les objectifs, mais les progrès furent lents.

Lorsqu'une série d'évènements ayant une portée internationale se produisirent dans le détroit de Formose – lorsque M. Dulles mit en pratique sa stratégie de la confrontation avec une telle indifférence à l'égard des Alliés, autres que Chiang Kai-shek –, les Britanniques devinrent préoccupés en raison de la proximité de la colonie de la Couronne et du danger d'une guerre généralisée. Ils recherchèrent une base légale pour intervenir. Anthony Eden écrivit : « Les Alliés approuvent l'occupation de Chiang, mais cela ne constitue pas un transfert légal ». Le *London Times* publia une série d'articles sur le statut légal de Formose et le ministre des Affaires étrangères canadien (Lester Pearson) proposa l'organisation d'une conférence internationale pour traiter ce problème.

Thomas Liao sentit qu'il était nécessaire de montrer, de manière plus affirmée, une résistance symbolique à l'intérieur de l'île et la vitalité, à l'étranger, du Mouvement pour l'indépendance. Il insista pour que les Formosans soient eux-mêmes représentés et écoutés dans toutes les négociations concernant le statut futur de l'île.

Le 1er septembre 1955, le parti de Liao créa une commission de trente-deux membres qui, à son tour, nomma un exilé pour représenter les vingt-quatre districts et villes principales de Formose pour constituer un « Congrès national provisoire de la République de Formose ». L'année suivante, le 28 février 1956, ce « Congrès » nomma un

« gouvernement provisoire ». Sans surprise, Thomas Liao en devint le premier président.

Un drapeau fut conçu et adopté, et de très nombreux slogans furent lancés tandis que les leaders attendaient, pendant des jours, des semaines, puis des mois, un changement majeur dans les affaires du monde qui les mettrait sur le devant de la scène. A la fin de 1956, Thomas Liao publia un livre, en japonais, intitulé *Formosanism (Formosianisme)*, écrit pour donner à son parti une base théorique et un texte doctrinal. Il fut lu avec attention par tous les Formosans exilés, partout dans le monde. Il leur fournit matière à réflexion sur l'histoire de l'île mais il donnait beaucoup d'importance à certains aspects mystiques qui n'étaient pas du goût de ceux qui appartenaient aux plus jeunes générations. Ils n'étaient pas éperdus d'admiration pour le vieux flibustier du XVIIe siècle, Koxinga, qui avait fondé le royaume de Formose et se proclamait un « loyaliste Ming ». Ces hommes plus jeunes n'étaient pas prêts à dépenser de l'argent et de l'énergie à organiser des défilés et des rassemblements, dans tout le Japon, en l'honneur d'un héros douteux du 17ème siècle. Le très ancien petit royaume insulaire de Koxinga avait disparu depuis longtemps.

De nouvelles voix à l'étranger

Les collaborateurs de Thomas Liao commencèrent à s'éloigner de lui, se tournant vers des leaders plus jeunes. Les étudiants formosans à l'étranger se mirent à organiser sérieusement des rencontres pour discuter de l'avenir plutôt que du passé. Ils étaient conscients que les nouveaux dirigeants et les qualités dont il devrait faire preuve pour remplacer les réfugiés vieillissants devraient être trouvés au sein des générations montantes. Ils savaient aussi qu'il existait une frustration et un mécontentement croissants parmi leurs contemporains qui, après avoir obtenu leur diplôme, ne pouvaient trouver aucun travail correspondant à leur niveau d'éducation et à leurs capacités.

En 1950, il y avait environ cinquante étudiants formosans aux Etats-Unis. En 1960, ils étaient au moins 554 et leur nombre ne cessait de croître. Des clubs dans des campus dispersés commencèrent à fusionner pour former trois affiliations régionales plus vastes, l'une couvrant les Etats de l'ouest, une deuxième, les Etats centraux, et la dernière,

ceux de la côte est. En 1960, ils décidèrent de créer une organisation unique, apolitique, qu'ils appelèrent simplement les « Clubs formosans d'Amérique », dévouée au bien-être et à l'amélioration des conditions d'étude de tous les Formosans étudiant aux Etats-Unis.

Mais où il y a des étudiants, il y a nécessairement des discussions politiques. Un groupe, qui s'était lui-même dénommé les « Formosans pour une Formose libre », commença à se rassembler discrètement dans la région de Philadelphie. En même temps qu'augmentait la population étudiante formosane, la taille du groupe s'accrut. La plupart de ses membres venaient directement de Formose et n'étaient pas les fils des exilés du Japon. Ils avaient subi, à Taipei, des examens de sélection extrêmement sévères et ils savaient qu'au cours de leur séjour à l'étranger, presque tous feraient l'objet d'une étroite surveillance de la part des agents de l'ambassade de Chine et de certains de leurs camarades étudiants, qui bénéficiaient de bourses du gouvernement pour jouer le rôle d'informateurs. En 1960, le groupe de Philadelphie, préoccupé par le destin politique de Formose, décida de se réorganiser pour former ce qu'il appela publiquement les « Formosans unis pour l'indépendance » (WUFI - World United Formosans for Independence), dont nous avons parlé dans les pages précédentes. Cette nouvelle organisation fit bientôt paraître une publication trimestrielle, *Ilha Formosa*, ou *La belle île* (nom originellement donné par les Portugais et sous lequel l'île fut d'abord connue en Occident). Ils la complétèrent par un bulletin de nouvelles, destiné aux étudiants, intitulé *FORMOSAgram*. Les dirigeants de WUFI reconnaissaient leur dette à l'égard de Thomas Liao, à Tokyo, et, dans l'ensemble, étaient prêts à soutenir le groupe du « gouvernement provisoire ».

En 1963, les étudiants formosans du Canada créèrent une « Ligue pour l'auto-détermination des Formosans ». En 1964, un groupe d'étudiants, de moindre importance numérique, mais très politisé, apparut à New York. Sous le nom d'« Association des lecteurs formosans », il projetait de distribuer des textes, en japonais et en anglais, dans une brochure périodique intitulée *Taiwan Lang* ou « *Le Formosan* ».

Un « Appel pour la justice »

Bien que Tokyo restât le centre de la protestation, des publications et le point de ralliement pour tous les Formosans opposés au régime

nationaliste, le groupe du « gouvernement provisoire » du Dr Liao commença de perdre ses soutiens. Le « président provisoire » était devenu trop dogmatique, trop inflexible, trop sûr d'être le seul à pouvoir représenter, pour le monde entier, les intérêts de Formose. Il était indéniablement le seul Formosan expatrié bien connu à l'étranger.

Pour renforcer cette image, Liao quitta le Japon pour un bref voyage en Europe, au Canada et aux Etats-Unis, mais tandis qu'il renouvelait de vieilles amitiés et se faisait connaître de personnalités qui pourraient, un jour, être impliqués dans la « question de Formose », un puissant mouvement de sécession se fit jour à Tokyo. De nouvelles organisations apparurent dont les dirigeants se faisaient concurrence pour obtenir reconnaissance et soutien. Des problèmes de « face » et de factions conduisirent à la formation de nombreux groupes isolés, encore affaiblis par une incapacité à s'accorder sur les méthodes à suivre. L'organisation nouvelle la plus importante était la « Taiwan Chinglian Hue » (Association de la jeunesse de Taiwan), qui se fit connaître elle-même au public, en février 1960, le mois maintenant consacré à la mémoire de tous ceux qui étaient morts en 1947. Elle créa une revue mensuelle en japonais, *Taiwan Chinglian* ou « *Jeunesse de Taiwan* », pour tenir les Formosans vivant au Japon et le public japonais informés des évènements relatifs aux mouvements prônant l'indépendance. Une deuxième revue, ayant le même objectif, *Toklip Taiwan*, publiait les mêmes articles dans le dialecte romanisé du Fukien. Pour les lecteurs étrangers, la Taiwan Chinglian Hue prit la dénomination anglaise de « The Formosan Association » (l'Association formosane) ; elle publia *Formosan Quaterly* (*Revue trimestrielle formosane*), puis *Independent Formosa* (*Formose indépendante*), qui lui succéda.

Les Formosans vivant à l'étranger, qui en appelaient ouvertement à la chute du régime de Chiang, à un plébiscite sous l'égide de l'ONU et à un gouvernement de Formose par les Formosans, se mettaient eux-mêmes dans une position dangereuse. En septembre 1964, survint un brutal rappel de l'attitude de Chiang Ching-kuo à l'égard des intellectuels formosans corrompus par la démocratie et critiques de la dictature de Taipei. Un jeune professeur émérite de l'Université nationale de Taiwan et deux de ses anciens étudiants furent arrêtés un dimanche après-midi, alors qu'ils buvaient du thé et discutaient des problèmes de Formose. Le TGC (la police militaire) annonça simplement qu'ils

avaient été arrêtés pour « sabotage »; les dépêches de la presse étrangère disaient qu'ils étaient accusés d'être des « agitateurs du Mouvement pour l'indépendance ». Pendant cinq mois, on n'entendit rien d'autre à leur sujet et la rumeur courut qu'ils étaient morts.

Mais, dans le monde, à New York, à Boston et à Londres, on posa des questions. Des lettres furent envoyées à la presse et on s'interrogea, dans les coulisses, à Washington; Peng Ming-min était, en effet, bien connu dans le domaine du droit international relatif à l'aviation et à l'espace, où il faisait autorité, et, dans ses années de formation, il s'était distingué aussi bien au Japon, qu'au Canada et en France.[2]

Abruptement, le TGC annonça que Peng et ses amis avaient été jugés pour « trahison et conspiration pour fomenter une rébellion locale », mais que, par mesure de clémence, leurs vies avaient été épargnées; ils avaient été condamnés à de longues années de prison.

Ce geste de « clémence » fut interprété par tout le monde comme la reconnaissance, par les Chiang, à Taipei, que le sort de Peng était un sujet qui concernait la communauté internationale et qui attirait l'attention sur l'opposition formosane au pouvoir nationaliste. Le professeur Peng et ses amis furent épargnés, comme le rédacteur en chef Lei Chen l'avait été, de même que l'ancien gouverneur Wu et le général de corps d'armée Sun Li-jen, parce que tous étaient très connus à l'étranger et qu'ils avaient des amis influents en Amérique. Des critiques plus modérés du régime, mais qui n'avaient aucun ami à Washington – par exemple Su Tung-chi – ne bénéficièrent pas d'un tel soutien et disparurent sans laisser de traces.

Mais que faire avec Thomas Liao, qui vivait, hors d'atteinte, à Tokyo? Aux Etats-Unis et au Canada, Liao était généralement considéré comme le principal porte-parole de tous les mouvements pour l'indépendance et de tous les Formosans déterminés à empêcher la succession illégale de Chiang Ching-kuo à la tête du pouvoir dictatorial de Taipei. L'existence de Liao, en tant que symbole du mécontentement formosan, deviendrait extrêmement gênante, en 1966, année des élections présidentielles à Formose. Le Generalissimo, vieillissant, ne se retirerait, comme on le pensait, que s'il était certain que son fils lui succéderait. Tout simulacre de procédures démocratiques serait évidemment abandonné si cela s'avérait nécessaire pour assurer la succession dynastique, mais la transition serait plus facile et plus sûre si une

apparence de légitimité pouvait être respectée. Des mesures devaient donc être prises pour prévenir des protestations locales violentes et de possibles interventions internationales. Il ne fallait pas que Taipei devienne une « deuxième Saigon ». Le général Chiang Ching-kuo devait être élu selon une procédure à laquelle on ne pouvait refuser à de nombreux électeurs formosans de participer. Il fallait donc les empêcher, en bloc, de voter contre Chiang Ching-kuo et, pour ce faire, il était nécessaire de les persuader que la croisade pour le mouvement d'indépendance, prêchée par les exilés de Tokyo, était devenue une cause perdue.

En 1963, le Dr Liao s'aliéna le soutien de ses partisans les plus anciens et les plus proches de lui, qui déclarèrent qu'ils n'étaient plus d'accord avec sa politique et qu'ils n'acceptaient plus ses manières dictatoriales. D'autres, bientôt, le quittèrent pour collaborer avec les nouvelles organisations et les hommes, plus jeunes, qui les dirigeaient. Liao commença à parler ouvertement et avec beaucoup d'amertume de l'« ingratitude des Formosans ».

Taipei se rendit compte très vite qu'il y avait là une occasion pour semer la confusion. En 1964, les agents de Chiang approchèrent Liao et lui offrirent une amnistie, la bienvenue à Taipei, un poste important dans le gouvernement et, peut-être, le choix d'une présidence parmi de grandes compagnies, autres que la compagnie sucrière et la compagnie d'électricité, les vieilles chasses gardées de T.V. Soong.

Ces offres étaient tentantes et Liao hésita pendant longtemps. Devait-il permettre à son ressentiment, sa colère, les intérêts de sa famille et son ambition personnelle de prendre le pas sur ses obligations envers une « cause », à laquelle il avait adhéré pendant si longtemps et qui était si importante pour le peuple de Formose ?

On entrait dans l'année 1965 et l'élection, prévue en 1966, était très proche, mais Liao ne se décidait toujours pas. Taipei avait un urgent besoin de neutraliser les organisations indépendantistes de Tokyo et de jeter le trouble parmi l'électorat, à Formose. Un guet-apens cruel fut tendu à Thomas Liao.

En février 1965, sa belle-sœur, accusée de conspiration, fut condamnée à quinze ans d'emprisonnement et l'un des neveux favoris de Liao fut condamné à mort pour « trahison ». On fit alors comprendre à Liao, à Tokyo, que la vie de son neveu serait épargnée et les deux condamnations réduites, s'il acceptait de revenir à Taipei et d'apporter ouverte-

ment son soutien à Chiang. De surcroît, ses vastes propriétés lui seraient rendues. Le bruit courut également qu'on avait dit à Liao qu'il pourrait faire partie de la délégation générale à l'ONU comme conseiller spécial, ou devenir gouverneur de Formose ou que le général Chiang Ching-kuo pourrait éventuellement lui demander de se joindre à lui, comme candidat à la vice-présidence, lors de la prochaine campagne électorale.

Sans en avertir au préalable ses partisans, Thomas Liao se rendit à Taipei, le 14 mai. Là, il promit immédiatement un soutien sans faille à Chiang Kai-shek et il commença de publier un flot d'articles expliquant son changement radical d'attitude. Les nationalistes applaudirent et la presse sous contrôle accorda le crédit de cette opération bien menée au réalisme du général Chiang Ching-kuo.

Les amis étrangers de Liao furent stupéfaits de ce coup de théâtre. Au Japon, au Canada et aux Etats-Unis, les Formosans en exil se réunirent pour discuter des implications de la défection de Liao. Aucun ne souhaitait le condamner pour avoir essayé de sauver la vie de son neveu, à moins, peut-être, que le neveu ne se sentît lui-même trahi. Quelques optimistes, à Tokyo, pensèrent que Liao « était entré dans la tanière du tigre pour le capturer » et qu'il espérait renforcer les organisations clandestines dans la période préparatoire aux élections présidentielles, qui pourraient conduire à une crise.

Chiang Ching-kuo n'ignorait pas cette possibilité. Quelques jours seulement après l'apparition de Thomas Liao à Taipei, les forces de sécurité de Chiang entreprirent, dans toute l'île, une fouille maison par maison d'une minutie sans précédent. On espérait que des lettres et des documents découverts à cette occasion éclaireraient, grâce à des commentaires privés, l'affaire Liao.

Entre-temps, les Formosans exilés réfléchissaient à l'avenir. Est-ce que le soutien que Liao apportait à Chiang Ching-kuo allait scinder, de manière désastreuse, le vote formosan lors de l'élection prochaine ? Et s'il devenait président au moyen d'une élection truquée n'allait-il pas se tourner vers Pékin et abandonner Washington ?

Un Formosan exilé résuma la situation en ces termes :

Chiang Ching-kuo est un nationaliste chinois plus qu'un nationaliste, au sens KMT du terme. Sa mission essentielle est de s'assurer que l'île continue d'être une partie de la Chine. Quand il prendra les rênes du pouvoir des mains de son père,

on s'attend à ce qu'il s'engage dans des négociations avec toutes les parties chinoises concernées pour aboutir à un règlement définitif de la question de Formose. [3]

Pendant que son père était encore en vie, allait-il promettre la neutralité de Formose à l'égard des deux camps « dans l'intérêt de la paix mondiale » ? A la disparition de son père, allait-il suivre le général Li Tsung-jen et rejoindre le camp communiste ? Préférerait-il, à l'avenir, s'associer à une Chine puissante disposant de son propre arsenal d'armes nucléaires ou continuer à dépendre, pour son armement et le soutien politique qu'il en recevait, d'un Congrès américain inconstant ? En tant que Chinois formé, depuis sa jeunesse, aux méthodes communistes totalitaires, se sentirait-il plus à l'aise d'être une marionnette de Pékin ?

Les exilés formosans craignent les élections organisées par le gouvernement de Taipei et ne leur accordent aucune confiance. Que feront les Etats-Unis (disent-ils) si des élections truquées conduisent finalement à une déclaration affirmant que les Formosans souhaitent se joindre à la Chine ? Que fera Washington si Taipei demande aux Etats-Unis d'abandonner leurs positions sur l'île ?

Dans un « Appel pour la justice », adressé au peuple américain, les leaders formosans ont prévenu que le soutien sans condition apporté à Chiang, depuis 1945, a terni le prestige américain alors même que, dans une future situation de crise, les Etats-Unis pourraient avoir besoin de la bonne volonté et de la collaboration locale du peuple formosan.

« Très fréquemment, nous sommes tentés d'accuser les E-U d'hypocrisie lorsqu'ils déclarent leur opposition à toute forme de dictature et qu'ils soutiennent, en même temps, le gouvernement de Chiang, l'un des régimes les plus dictatoriaux d'Asie. Pourtant, nous croyons encore sincèrement que le véritable intérêt des Etats-Unis réside en Formose elle-même, et que leur soutien à Chiang est seulement temporaire. C'est ce sentiment qui nous a permis de conserver notre confiance à l'égard des E-U et notre espoir que Washington soutiendra finalement notre mouvement en faveur de l'indépendance.

Nous demandons, en résumé, que l'île passe immédiatement sous un mandat des Nations unies, pour être assurés de la liberté de la campagne électorale dans laquelle tous les habitants devraient entendre la voix de toutes les factions et déterminer, dans le plébiscite qui suivra, l'avenir de l'île. Nous sommes confiants que le choix largement majoritaire d'un tel plébiscite sera l'indépendance. » [4]

Annexe I

Les trente-deux demandes présentées par le Comité du règlement au gouverneur général Chen Yi, à Taipei, le 7 mars 1947

I – Réformes demandées pour assurer, au sein du gouvernement local, l'égalité aux Formosans

1 – Une loi relative à l'autonomie provinciale devra être mise en œuvre et deviendra la norme suprême pour les affaires politiques à l'intérieur de la province, de manière que l'idéal de reconstruction nationale du Dr Sun Yat-sen soit ici réalisé.

2 – La nomination des commissaires devra être approuvée par le Conseil politique du peuple après que de nouvelles élections auront eu lieu. Un nouveau Conseil politique du peuple devra être élu avant juin 1947.

Entre-temps, de telles nominations devront être soumises par le général-gouverneur au « Comité de règlement de l'incident de février », pour qu'il les approuve ou les rejette.

3 – Plus des deux tiers des commissaires devront être choisis parmi les personnes qui ont vécu dans cette province pendant plus de dix ans. (Il serait très souhaitable qu'elles soient nommées au secrétariat général et aux départements des Affaires civiles, des Finances, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture et des Forêts, de l'Education et de la Police).

4 – Les rassemblements et les organisations pacifiques bénéficieront d'une complète liberté.

5 – La liberté de la presse et la liberté d'expression seront totalement respectées, de même que le droit de grève. Le système obligeant les journaux à être enregistrés pour pouvoir être publiés sera aboli.

6 – Les réglementations en vigueur concernant la création d'organisations populaires seront supprimées.

7 – Les réglementations afférentes à l'examen [par le Parti nationaliste] de la capacité des candidats à devenir membres d'organes représentatifs de l'opinion publique seront supprimées.

8 – Les réglementations afférentes aux élections des membres, à différents niveaux, des organes représentatifs de l'opinion publique seront supprimées.

9 – Un bureau des affaires politiques du Comité de règlement devra être établi avant le 15 mars au plus tard. Il sera formé de membres élus selon le processus suivant : chaque candidat devra d'abord être élu par les représentants de chaque village, de chaque ville et de chaque district. Puis il devra être élu à nouveau par le Conseil politique du peuple d'un district ou d'une ville. Le nombre de candidats qui seront élus dans chaque district et chaque ville est le suivant :

Districts (hsien)		Ville	
Taipei	3	Taipei	2
Hsinchu	3	Hsinchu	1
Taichung	4	Taichung	1
Tainan	4	Tainan	1
Kaohsiung	3	Kaoh-siung	1
Hualien	1	Keelung	1
Taitung	1	Changhua	1
Penghu (Les Pesca-dores)	1	Chiayi	1
		Pingtung	1

10 – L'administration du gouverneur sera transformée en un gouvernement provincial. Avant que cette réforme ne soit approuvée par le gouvernement central, l'administration du gouverneur sera réorganisée par le Comité de règlement par l'intermédiaire d'élections, de manière que des administrateurs honnêtes et compétents y soient nommés.*

* I – 10 : Un avocat formosan me précisa alors que cette mesure avait été proposée pour faire face à la période intérimaire en attendant un traité de paix et le transfert légal de souveraineté à la Chine ; jusqu'à ce moment-là, aucun gouvernement provincial, pensait-il, ne pourrait être légalement établi par le gouvernement central.

II – Réformes demandées pour assurer la sécurité des personnes et des biens

1 – Une élection au suffrage universel des chefs de districts et des maires des villes sera organisée avant le mois de juin de cette année, de même que l'élection, à la même date, des membres de tous les conseils municipaux et de districts.*

2 – Les postes de commissaire du département de la Police, et de directeurs de tous les bureaux de police municipaux ou de district devront être attribués à des Formosans. Les contingents spéciaux de police armée et la police armée affectée au département des Chemins de fer et à celui de l'Industrie et des Mines seront immédiatement supprimés.

3 – Aucun organisme du gouvernement autre que la police civile ne pourra procéder à l'arrestation des criminels.

4 – Les arrestations ou les détentions de nature politique seront interdites.

5 – Tous les présidents des tribunaux locaux et tous les procureurs généraux des tribunaux locaux devront être formosans.

6 – La majorité des juges, des procureurs et des autres emplois au sein des tribunaux devra être composée de Formosans.

7 – Plus de la moitié des membres du Comité pour les affaires légales devront être formosans et le président sera choisi au sein des membres et élu par eux.

III – Réformes demandées pour assurer une révision et une libéralisation de la politique économique, et une rénovation de l'administration économique

1 – Un impôt sur le revenu uniforme et progressif sera prélevé. A l'exception de la taxe sur les produits de luxe et les droits de succession, aucun autre impôt ne sera institué.

---

* II – 1 : cette demande a été présentée pour s'assurer le contrôle des organisations de police et pour assurer la prééminence des tribunaux, et le respect qui leur était dû. Les tribunaux avaient beaucoup souffert pendant toute l'année 1946.

2 – Les dirigeants responsables de toutes les entreprises publiques seront obligatoirement formosans.

3 – Un « Comité d'inspection des entreprises publiques », élu au suffrage universel, sera établi. Les propriétés saisies aux Japonais seront placées sous la totale responsabilité du gouvernement provincial. Un « Comité pour la gestion des industries saisies au Japonais » sera établi. Les Formosans devront être majoritaires au sein de ce comité.

4 – Le bureau du Monopole sera supprimé. Un système de rationnement des produits de première nécessité sera établi.

5 – Le bureau du Commerce sera supprimé.

6 – Le gouvernement provincial devra demander au gouvernement central l'autorisation de disposer des biens japonais.

IV – Réformes concernant l'administration militaire de Formose

1 – La police militaire ne pourra arrêter que des personnels militaires.

2 – L'armée, la marine et les forces aériennes recruteront, pour leurs emplois à Formose, autant de Formosans que possible.

3 – L'état-major de la garnison sera supprimé pour éviter les abus des privilèges militaires.

V – Réformes destinées au bien-être de la population

1 – Les droits politiques et économiques des aborigènes, de même que leur position sociale, seront garantis.

2 – Les mesures pour la protection des travailleurs entreront en vigueur le 1er juin 1947.

3 – Tous ceux qui sont détenus pour crime de guerre ou pour trahison seront libérés sans conditions.*

---

* V – 6 : Cette demande était destinée à assurer la libération immédiate des riches notables formosans qui avaient été détenus pendant plus d'un an sur de vagues accusations de « trahison » et de « crimes de guerre », apparemment en raison du fait qu'ils n'auraient pu acquérir d'aussi grandes richesses sans une « traîtresse collaboration » avec les Japonais. Ils payaient une rançon, sous forme de versements réguliers, pour conserver la vie sauve et sauvegarder leurs considérables propriétés.

VI - Demandes subsidiaires, pouvant faire l'objet de compromis

1 – La décision de supprimer le « camp de rééducation » (Vocationnal Guidance Camp) [un camp destiné aux individus que le gouvernement souhaite transformer en « citoyens utiles »] et d'autres institutions superflues sera de la compétence du bureau des affaires politiques du Comité de règlement, qui en discutera.

2 – Le gouvernement central devra payer le sucre exporté sur le continent sur ordre du Yuan exécutif.

3 – Le gouvernement central devra payer les 150 000 tonnes de nourriture exportées sur le continent, après que sa valeur aura été déterminée en tenant compte du prix du marché de l'époque. [Ce remboursement était demandé pour couvrir les frais administratifs du Comité de règlement].

Annexe II

Opinions de K. C. Wu sur l'Etat policier et le général Chiang Ching-kuo

[Ces extraits, reproduits avec la permission de K.C. Wu, sont tirés de lettres qu'il a adressées à l'Assemblée nationale, à Taipei, et au Generalissimo Chiang]

Dans une lettre ouverte à l'Assemblée nationale, datée du 27 février 1954, K.C. Wu lança un appel pour que six points fondamentaux soient examinés et débattus. Le premier concernait les dangers d'un parti unique.

« ... Mais les opérations du Kuomintang lui-même sont financées, non pas par les contributions de membres du parti, mais par le budget du gouvernement, c'est-à-dire, en d'autres termes, par les citoyens de Chine. Cette pratique n'existe dans aucune autre nation moderne sauf les Etats communistes et totalitaires. Si l'on considère le fonctionnement interne du parti, il est aussi calqué sur ce qu'on appelle le « système du centralisme démocratique » des communistes. Qu'il soit « démocratique » est totalement faux. Qu'il soit « centralisé » est tristement vrai. Pour que fonctionne une véritable démocratie, il faut avoir, au moins, deux partis principaux... Les méthodes actuelles adoptées par le Kuomintang au sein du gouvernement n'ont d'autre objectif que de perpétuer son pouvoir, ce qui est directement en contradiction avec les principes fondamentaux d'un gouvernement démocratique moderne. »

Le second point du Dr Wu portait sur l'influence dévastatrice des agents de Chiang Ching-kuo sur le moral de l'armée.

« Les forces armées d'une nation devraient appartenir à cette même nation de manière que leur loyauté n'aille pas seulement à un parti ou une personne, créant ainsi les conditions pour des querelles de factions et le déclenchement d'un conflit civil... Mais, maintenant, à l'intérieur des forces armées de notre pays, non seulement l'organisation du Kuomintang opère secrètement, mais il existe aussi un département politique. Ce département ainsi appelé, est entièrement calqué sur le système des commissaires politiques des communistes. Depuis sa création, les promotions, au sein du service des armées, n'ont plus été fondées sur le mérite des

individus mais sur leurs relations avec le département politique. Sans même parler de l'existence injustifiable du système lui-même, le département politique, en raison de ses abus de pouvoir, a presque totalement détruit le moral de l'armée... J'ai parlé avec beaucoup d'hommes intelligents dans les services armés... Leur réaction, à l'égard des activités du département politique, ne peut être plus négative et a atteint un point critique. Certains vont même jusqu'à dire : "Si jamais nous devons combattre un jour, il nous faudra d'abord tuer tous les agents du département politique". Si nous voulons utiliser ces troupes simplement pour des défilés ou des revues, alors nous pouvons continuer ainsi. Mais si nous voulons les utiliser pour reconquérir le continent, alors je ne peux m'empêcher de frissonner à cette pensée ! »

Sur les activités de la police secrète – son troisième point –, l'ancien gouverneur fit les commentaires suivants :

« Pendant mes trois années dans l'administration... rarement un jour se passa sans que j'aie de sérieux conflits avec les agents de la police secrète. Ils intervenaient dans les élections. Ils procédaient à d'innombrables arrestations illégales. Ils torturaient et se livraient au chantage... la police secrète de notre pays, sentant qu'elle bénéficie de protections spéciales, abuse tellement de ses pouvoirs aujourd'hui qu'elle n'a plus aucune considération pour la loi. Les gens en sont réduits à une telle extrémité qu'ils n'osent plus parler ouvertement, ils ne peuvent que garder leur ressentiment pour eux-mêmes. Si de pareilles méthodes étaient utilisées pour asseoir la position de quelque autorité supérieure, on pourrait éventuellement le comprendre. Mais si on désire gagner le soutien, volontaire et de bon cœur, de la population... c'est totalement impossible. »

Evoquant l'absence de toute garantie concernant les droits individuels, il précisa :

« Comme la police secrète est partout, Formose est virtuellement devenue un Etat policier. Les libertés des gens ont été presque totalement supprimées. Pendant que j'étais gouverneur de Formose, je fis de mon mieux pour inculquer certains principes, par exemple, qu'on ne peut procéder à des arrestations sans preuves suffisantes qu'un crime a été commis, ou que des fouilles ne peuvent être conduites sans qu'on suive les procédures prévues par la loi. Mais comme mes pouvoirs étaient limités, même maintenant je ne peux pas dire avec précision

combien de personnes innocentes furent arrêtés illégalement et brutalisées. Chaque fois que j'y pense, je ressens une profonde douleur. »

Commentant l'absence de toute liberté de presse, il fit remarquer que : « Les journaux avaient reçu l'ordre de suspendre leurs publications et les journalistes étaient en détention de temps en temps ». Quant au contrôle des esprits, K.C. Wu observa :

« *La création de ce qui est connu sous le nom officiel de "Mouvement de la jeunesse anti-communiste pour le salut de la nation" (Anti-communist and Save-the-NationYouth Corps) a été indéniablement calqué sur le modèle des "Jeunesses hitlériennes" et des "Jeunesses communistes". Cette organisation opérait-elle sous le contrôle du Kuomintang ou du gouvernement (ceci n'a jamais été clarifié), je suis, encore aujourd'hui, trop stupide pour comprendre ses procédures de fonctionnement. Quand j'étais gouverneur, elle demanda un soutien financier au gouvernement provincial, que je lui refusai. Depuis lors, comment cette organisation a-t-elle été financée, est une question qui nécessiterait une sérieuse enquête. Depuis la création du Mouvement de la jeunesse, les principaux des collèges, les directeurs d'écoles ont été contraints d'en devenir les cadres, les étudiants les membres, et des pressions continues ont été exercées sur les principaux et les directeurs pour qu'ils recrutent certains enseignants plutôt que d'autres, de manière à influencer au maximum les idées des étudiants. Adopter des méthodes aussi néfastes pour guider notre jeunesse aura sans aucun doute de dommageables conséquences, et pendant très longtemps, sur les générations futures.* »

K.C. Wu demanda à l'Assemblée nationale de publier ses « six points » et ses recommandations à ce sujet, et il informa le Generalissimo de l'ensemble de sa démarche.

Chiang fit disparaître ce document. Il y eut une violente réaction de la propagande officielle qui accusa Wu de manquement à ses devoirs, de corruption et de trahison. Wu répondit dans une série de lettres adressées à Chiang. La première (datée du 20 mars) incluait treize groupes de questions destinés à éclairer les sujets évoqués dans sa lettre ouverte à l'Assemblée nationale. Par exemple, l'ancien gouverneur demandait à Chiang :

« *Combien d'organisations de police secrète existe-t-il dans le pays ? Quelles sont les limites de leur pouvoir ? Qui sont nominalement responsables de ces organisations ? Qui les contrôle réellement dans la coulisse ?*

Depuis mars 1950, date à laquelle Votre Excellence redevint président, jusqu'à aujourd'hui, quel est le nombre exact de personnes qui ont été arrêtées et placées en détention par la police secrète ?

Existe-t-il, ou non, des prisons et des lieux de détention secrets à Formose ? Pourrait-on obtenir qu'ils soient ouverts à des inspections et des investigations ?

Est-il exact, ou non, que les agents de la police secrète sont intervenus dans les élections à Formose ? Est-il exact, ou non, qu'ils ont procédé à des arrestations illégales ?

Depuis mars 1950, combien de journaux ont-ils reçu l'ordre de suspendre leur publication ? Et combien de journalistes ont-ils été arrêtés ? Quels sont les faits relatifs à chaque cas et sur quels fondements légaux ces ordres d'arrestation ont-ils été donnés ?

Le Mouvement de la jeunesse est-il une organisation du Kuomintang ou relève-t-il de l'autorité du gouvernement ?

S'il relève du gouvernement, alors de quel ministère dépend-il et pourquoi une loi organique le concernant n'a-t-elle pas été votée par le Yuan législatif ? S'il relève du Kuomintang, alors pourquoi, comme l'Agence centrale de presse l'a rapporté, ses dépenses sont-elles prises en charge par le budget du gouvernement national ? »

Quant à la tentative de Chiang de discréditer Wu en l'accusant de manquement à ses devoirs pendant plusieurs années, Wu demanda pourquoi Chiang l'avait nommé maire de Shanghai (1946-1949) et gouverneur de Formose (1949-1953).

« Pourquoi n'ai-je pas été démis de mes fonctions ? Pourquoi ai-je dû présenter plusieurs fois ma démission avant qu'elle ne soit acceptée ? Pourquoi Votre Excellence elle-même m'a-t-elle fait d'aussi grands compliments… ?

Pourquoi Votre Excellence a-t-elle demandé à l'un de ses confidents les plus intimes de m'écrire, le 20 novembre de l'année dernière, pour me prier de redevenir son secrétaire général ? »

Aussi tardivement que le 8 février 1954, le Generalissimo avait cherché à persuader Wu de revenir à Formose mais, le 7 février, l'ancien gouverneur avait lancé ses premières critiques publiques contre le régime. Il rappela tous ces faits au Generalissimo, puis parla franchement de sa méfiance à l'égard de l'héritier présomptif, Chiang Ching-kuo. Dans une lettre à Chiang, daté du 28 mars, il révéla le cœur du problème.

« Quand j'étais à Formose, j'ai, en plusieurs occasions, donné librement mon opinion à Votre Excellence. Je relaterai ici deux d'entre elles pour rafraîchir la mémoire de Votre Excellence.

En 1950... je choisis un moment où vous n'étiez pas occupé pour vous faire une proposition très sérieuse. Je recommandai que le Kuomintang ne reçoive pas de soutien financier de la part du gouvernement mais qu'il soit financé par les contributions des membres du parti et que des moyens soient mis en œuvre pour encourager le développement d'un parti d'opposition de manière que nous puissions bâtir des fondations solides pour un système politique bi-partisan. Votre Excellence n'approuva ni ne désapprouva cette proposition. Mais, comme les évènement ultérieurs l'ont prouvé, Votre Excellence a adopté très exactement la position contraire.

Ensuite, en février 1952, alors que je souhaitais donner ma démission, en raison du combat que je devais sans cesse mener pour établir un Etat de droit à Formose, je dis à Votre Excellence : "Si Votre Excellence aime Chiang Ching-kuo, son fils, elle ne devrait pas le laisser à la tête de la police secrète. Que, comptant sur votre soutien, il abuse de son pouvoir ou qu'il n'en arrive pas là, dans tous les cas, il deviendra un objet de haine pour la population".

A ce moment-là, Votre Excellence se plaignit à plusieurs reprises qu'elle avait un fort mal de tête et me demanda de cesser de parler. Mais après cette conversation, Votre Excellence, fit de plus en plus confiance à Ching-kuo. Non seulement il contrôle la police secrète et les forces armées mais on lui a aussi donné la haute main sur le Kuomintang et le Mouvement de la jeunesse. En raison des critiques franches que j'ai émises à son égard, on a, bien évidemment, essayé de m'ôter la vie, le 5 avril 1953, quelques jours après que ma démission comme gouverneur de Formose eut finalement été acceptée. »

Après avoir cité différentes circonstances dans lesquels d'autres critiques importants du régime eurent à souffrir de leurs prises de position, K.C. Wu conclut :

« Qu'il me soit permis de tirer les conclusions suivantes :

(1) pour ceux qui émettent ouvertement des critiques en présence de Votre Excellence, il peut se faire qu'on attente à leur vie ; (2) pour ceux qui vous critiquent en privé, il peut se faire que leurs carrières soient ruinées et leur réputation ternie ; (3) pour ceux qui parlent de manière critique de Votre Excellence et de son gouvernement avant de venir à Formose, même s'ils restent après discrètement silencieux, il peut se faire qu'ils soient arrêtés par la police politique et mis au secret sans jugement... »

Le 3 avril 1954, il envoya une lettre à Taipei qui, vraisemblablement, ne fut pas communiquée à l'irascible Generalissimo. Il rappela la réputation publique de Chiang et poursuivit :

« Votre Excellence est connue pour être un anticommuniste notoire et déterminé, malgré tous les revers et tous les désastres auxquels vous avez dû faire face…

Mais ce qui est gênant, chez Votre Excellence, c'est votre égocentrisme. Lorsque nous étions sur le continent, vous n'aviez d'attention que pour votre pouvoir politique personnel. A Formose, quand la situation est devenue un peu plus sûre, Votre Excellence est devenue à nouveau obsédée par l'idée de transmettre le pouvoir à votre fils. Votre amour du pouvoir est plus fort que votre amour pour le pays. Et votre amour pour votre fils est plus fort que votre amour pour le peuple. C'est la raison pour laquelle Votre Excellence a poursuivi la stratégie erronée de chercher à contrôler elle-même le Kuomintang, à faire contrôler l'armée par son département politique et à faire contrôler le peuple au moyen de la police secrète. Votre Excellence a, déjà auparavant, commis la même faute, qui lui a fait perdre le continent. Comment Votre Excellence peut-elle refaire la même erreur et nous enlever ainsi toute chance de reconquérir le continent, et même, si le pire se produisait, de défendre efficacement Taiwan ?…

La situation de notre pays est indéniablement d'une extrême gravité. Alors que des nuages noirs nous menacent de l'extérieur, nous sommes confrontés, à l'intérieur à de sérieuses dissensions et d'acerbes querelles. Pour éviter la crise qui se prépare, il est impératif que Votre Excellence prenne des mesures spectaculaires… [au moyen de véritables réformes].

Ces récentes années, Chiang Ching-kuo, le fils de Votre Excellence, est devenu un obstacle supplémentaire, et de taille, à tout progrès politique. Je ne parlerai plus de ce qu'il représente, ni de son action, ni des réactions négatives de la population… C'est un fait avéré que Ching-kuo a été formé, pendant quatorze ans, en Russie soviétique et n'a strictement aucune idée de ce qu'est un gouvernement démocratique moderne. A mon humble avis, il serait indispensable que Votre Excellence, pour démontrer sa suprême générosité, n'autorisât pas Ching-kuo, dans les circonstances actuelles, à rester plus longtemps à Formose, même s'il opérait désormais dans la coulisse… Il ne devrait pas revenir à Formose avant que le continent n'ait été reconquis… Votre Excellence pourrait [alors] être lavée de l'accusation… que vous ne poursuivez d'autre objectif final que celui d'instituer une dynastie. »

Notes

de l'auteur

Introduction

Pour une Histoire générale de Formose, on consultera James D. Davidson, *The Island of Formosa, Past and Present [L'île de Formose, passé et présent]* (New York, 1903), 710 p., et Fr. José Maria Alvarez, *Formosa : Geografica e Historicamente Considerada [Formose : considérations géographiques et historiques]* (Lisbonne, 1930), 2 vol., 568 p. & 530 p.

Sur la colonie hollandaise dans la Formose du XVIIe siècle, on consultera William Campbell, *An Account of Missionary Success in the Island of Formosa, published in London in 1650 and now Reprinted with Copius Appendices [Un compte rendu des succès des missionnaires sur l'île de Formose, publié à Londres en 1650 et aujourd'hui réimprimé avec d'importantes annexes]* (Londres, 1889), 2 vol., 330 p. & 337 p.

Sur le « grand dessein » du Commodore Perry, on consultera F.L. Hawles, *Narrative of the Expedition of an American Squadron to the Chinese Seas and Japan, in the Years 1852, 1853, and 1854, under the Command of Commodore Matthew C. Perry, United States Navy [Récit de l'expédition d'une escadre américaine dans les mers de Chine et du Japon, au cours des années 1852, 1853 et 1854, sous le commandement du contre-amiral Matthew C. Perry, de la marine des Etats-Unis]* (Washington, 1856), volume II, pp. 178-180.

Concernant la confrontation, au XIXe siècle, des nations maritimes et de la Chine au sujet de Formose, W. A. Picckering présente la version anglaise : *Pioneering in Formosa : Recollections of Adventures Among Mandarins, Wreckers, and Head-hunting Savages [A la découverte de Formose : souvenirs d'aventures parmi les mandarins, les naufrageurs et les sauvages coupeurs de têtes]* (Londres, 1898), 283 p. Edward H. House relate *The Japonese Expedition in Formosa in 1874 [L'Expédition japonaise à Formose en 1874]* (Tokyo, 1875), 231 p. John Dodd a publié *The Journal of a Blockaded Resident in North Formosa During the Franco-Chinese War 1884-5*

[Journal d'un résident victime du blocus dans le nord de Formose lors de la guerre franco-chinoise de 1884-1885] (Hong Kong, 1888), 229 p., qui résume la position française et décrit les réactions locales.

Les dossiers détaillés des efforts diplomatiques et consulaires entrepris par les Etats-Unis pour contraindre la Chine à mettre sur pied à Formose un gouvernement honnête et ordonné se trouvent dans les archives microfilmées du Département d'Etat, conservées dans les Archives nationales à Washington. Ils incluent la correspondance diplomatique et consulaire des représentants américains à Amoy, Foochow, Shanghai et Pékin avec Washington au cours du XIX[e] siècle.

A ce sujet, on consultera tout particulièrement l'opuscule du général C.W. LeGendre *Is Aboriginal Formosa a Part of the Chinese Empire ? [La Formose aborigène fait-elle partie de l'empire chinois ?]*(Shanghai, 1874), 20 p., 8 cartes ainsi que son rapport à Washington, imprimé à Macao en 1871 (141 p.) intitulé *How to deal with China : a letter to DeB. Rand Kheim, esq, Agent of the United States [Comment traiter avec la Chine : lettre à l'Hon. DeB. Rand Kheim, agent des Etats-Unis].*

Pour un exposé détaillé de la situation prévalant à Formose juste avant la deuxième guerre mondiale, on consultera les U. S. Navy's *Civil Affairs Handbook Series [Série de mémentos sur les affaires civiles de la marine des E-U]*, 1944-1945 (11 volumes), imprimés à Washington pour le bureau du chef des opérations navales.

I
La Déclaration du Caire

1 Samuel Eliot Morison, *The Rising Sun in the Pacific [Le Soleil se lève sur le Pacifique], 1931- avril 1942* (Boston, 1948), deuxième partie, « The Philippines and the Nearby Waters » [Les Philippines et les mers environnantes] p. 168-170. Cet ouvrage est le volume III de *History of United States Naval Operations in World War II [Histoire des opérations navales des Etats-Unis au cours de la deuxième guerre mondiale*] 15 vol.

2 Cf. G. H. Kerr, « The Kodama Report : Plan for Conquest », Far Eastern Survey [« Le Rapport Kodama : plan de l'invasion », Etude

sur l'Extrême-Orient], vol. XIV (New York, 18 juillet 1945) pp. 185-190. Version originale dans *L'Echo de Paris* (Paris), 11-15 janvier 1905. Une traduction intégrale de l'original a été ronéotypée par « The Institute of Pacific Relations », New York, 1945.

3 William D. Leahy, *I was There* [J'étais là] (New York 1950), p. 213.

4 Robert Sherwood, *Roosevelt and Hopkins* (New York, 1948), p. 774.

II
« L'île X »

1 Cf. Robert Ross Smith's « Luzon vs. Formosa (1944) » dans *Command Decisions [Décisions du commandement]*, publié par le bureau du chef de l'histoire militaire, département de l'armée (New York, 1959), pp. 358-373.

2 Patrick J. Hurley, cité dans *United States Relations With China* [Les Relations des Etats-Unis et de la Chine] publication 3573 du Département d'Etat, F.E., série 30, p. 86 (Washington, août 1949).

III
La reddition à Formose – 1945

1 [Gouv. des E-U] *Imperial Rescript Granted the Ministers of War and Navy, 17 august 1945 [Rescrit impérial transmis aux ministères de la Guerre et de la Marine, 17 août 1945]*. Reproduit en fac-similé, sous le numéro de série 2118 dans *Psychological Warfare [La Guerre psychologique]*, deuxième partie, supplément n° 2 CINCPAC-CINCPOA, Bulletin 164-45.

2 Lin Wen-kuei, lettre au *Fourteenth Air Force Association Bulletin* (Springfield, Mo.), vol. I, n° 2 (août 1948), pp. 2-3.

IV
Américains en uniformes

1 Hanford McNider, général de brigade, E-U : Commandation of (Formosan) Prisoners of War [Citation concernant les prisonniers de guerre (formosans)], Etat-major du 158e régiment de combat, Luzon, Philippines, 23 août 1945, 1 p. ronéotypée.

2 G. H. Kerr : « Some Chinese problems in Taiwan », Far Eastern Survey [« Quelques problèmes chinois à Taiwan », Etude sur l'Extrême-Orient], vol. XIV, n° 20 (10 octobre 1945)

Chapitres V et VI

Les données concernant ces chapitres proviennent de journaux privés, de rapports de l'UNRRA et de la presse de Taipei qui publia, par fragments, ce qu'on a appelé le « Rapport de la passation de pouvoir », faisant le compte des propriétés transférées par la « Conservation des propriétés japonaises » aux fonctionnaires chinois en 1946.

VII
Des témoins importuns

1 *Washington News* (Washington D. C.), 21, 22 et 28 mars, et *Washington Post* (Washington D. C.), 29 mars 1946.
2 *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 7 août 1946.

VIII
L'histoire de l'UNRRA-CNRRA

1 Le résumé des activités de l'UNRRA-CNRRA et de leurs observations est essentiellement fondé sur les sources suivantes :
   (a) Trente-quatre lettres personnelles adressées à Paine et à Kerr par des membres de l'équipe de l'UNRRA-CNRRA.
   (b) Trente rapports hebdomadaires du bureau régional de Formose au conseiller économique et financier, bureau de l'UNRRA pour la Chine (Shanghai) ; 133 pages ronéotypées.
   (c) Des *Rapports spéciaux à Walter D. Fitzpatrick, directeur, bureau régional de Taiwan*, par E. E. Paine, officier de renseignement de l'UNRRA.
   (d) Un *Rapport de synthèse*, bureau régional de Taiwan (Taipei, 11 octobre 1946), 2 p.
   (e) Des *Rapports sur la reconstruction industrielle*, par Allen E. Shackelton (UNRRA-Nouvelle-Zélande), Taipei, 1946, 14 p.
   (f) Des rapports sur les activités de la CNRRA, bureau régional de

Taiwan (1er avril 1946), sur le projet d'ingénierie de la CNRRA relatif à l'assainissement (11 septembre 1946) et sur les projets concernant le bien-être de la population (août 1946), Taipei, 27 p. ronéotypées.

(g) Un *Rapport spécial sur la manière dont furent traités les rapatriés de Hainan par le gouvernement et la CNRRA*. UNRRA-bureau régional de Taiwan (Taipei, 11 octobre 1946), 2 p.

(h) Un *Rapport sur l'incident du 28 février et les évènements subséquents jusqu'au 15 mars 1946*, UNRRA-bureau régional de Taiwan (Taipei, 17 mars 1947) 9 p.

(i) Une *Histoire de l'UNRRA-bureau régional de Taiwan* (Taipei, n.d.), 15 p.

(j) Un rapport de Allen E. Shackelton : « Formose – une malheureuse poule aux œufs d'or », *World Affairs* (Journal trimestriel de l'Association néo-zélandaise de l'ONU), vol. 4, n° 2 (juin 1948), pp. 28-29.

2 Edward E. Paine (UNRRA) : Notes sur le programme de l'UNRRA, 1946-1947 (n.d.), 10 p. ronéotypées.

3 Ira D. Hirschy (Médecin chef, UNRRA, Taiwan) : « Le Monde est malade, la guérison est difficile » *Plantation Health [La santé des plantations]* (Honolulu, Hawaii), vol. XII, n° 2 (avril 1948), p. 9-15.

4 Mary Munford (chargée des programmes sociaux, UNRRA, Taiwan), lettre datée du 6 juillet 1948.

5 *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 2 mai 1946.

6 Mary Mumford, *loc. cit.*

IX
L'histoire de Taiwan : une année de désenchantement

1 *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 2 mai 1946

X
La quête de la reconnaissance

1 *Jen Min Tao Pao* (Taipei), 13 juin 1946.

2 *The Formosan Magazine* (Taipei), vol. 1, n° 1, septembre 1946, pp. 2-3, 38-39.

[3] *Min Pao* (Taipei), 28 octobre 1946.
[4] [Gouv. des E-U, Bureau du renseignement militaire] *L'histoire du gouvernement des Etats-Unis… Comment il fut créé… Et comment il fonctionne…* (Washington D. C., n. d.), 39 p., illustré.
[5] Stanway N. W. Cheng *The New Taiwan Monthly [Le mensuel de la nouvelle Taiwan]* (Taipei), n° 1, (octobre 1946), p. 2.

XI
A la veille du désastre

[1] Allen E. Shackelton (UNRRA-Nouvelle Zélande), *Formosa Calling [Formose appelle à l'aide]* p. 43, dactylographie d'un article publié à Londres, n. d., 82 pp.
[2] *Ta Ming Pao* (Taipei), 20 janvier 1947, citant une dépêche de l'agence centrale de presse provenant de Nankin.
[3] *Ta Ming Pao* (Taipei), 20 janvier 1947, citant une dépêche de l'agence centrale de presse provenant de Nankin.
[4] *Taiwan Youth Report* (Taipei), janvier 1947, p. 23.
[5] *Ta Ming Pao* (Taipei), 20 janvier 1947.

XII
L'incident de février 1947

[1] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 2 mars 1947.
[2] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 3 mars 1947.
[3] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 5 mars 1947.

XIII
Des rassemblements en ville, de style américain

[1] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 5 mars 1947.
[2] *Ibid.*
[3] Lettre à Kerr d'un de ses anciens étudiants, datée du 7 mars 1947 et envoyée de Taichung.
[4] *Chung Wai Jih Pao* (Taipei), 6 mars 1947.
[5] *Ibid.*
[6] [Département d'Etat des E-U] *United States Relations with China [Rela-*

tions des Etats-Unis et de la Chine], pp. 933-935, avec des notes complémentaires par l'auteur du « Memorandum sur la situation à Taiwan », déjà cité (G. H. Kerr).

[7] *Chung Hua Jih Pao* (Tainan), 5 mars 1947.

[8] *Min Pao* (Taipei), 6 mars 1947.

XIV
Le massacre de mars

[1] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 9 mars 1947.

[2] Etat-major de la garnison de Taiwan, *Communiqué n° 131* (Taipei), 9 mars 1947.

[3] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 11 mars 1947.

[4] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 11 mars 1947. Texte également lancé d'avion, sous forme de tract, sur les principales villes de Taiwan.

[5] Lettre de Louise Tomsett (UNRRA-Nouvelle Zélande) à Kerr, datée du 7 juin 1948.

[6] Lettre d'Ira D. Hirschy (médecin chef, UNRRA-Taiwan) à E. E. Paine (UNRRA), n.d.

[7] Adresse du Generalissimo Chang Kai-shek lors du service commémoratif hebdomadaire à Nankin, le 10 mars 1947. Texte également lancé d'avion, sous forme de tract, sur les principales villes de Taiwan.

XV
Les conséquences

[1] Communiqué de l'agence chinoise de presse (San Francisco, janvier 1947), ronéotypé, 1 p.

[2] China Press (Shanghai), citant une dépêche UP, 27 mars 1947.

[3] Communiqué de l'agence chinoise de presse (San Francisco, 3 mai 1947).

[4] Stanway N. W. Cheng, *The New Taiwan Monthly* (Taipei), n° 1, octobre 1946.

[5] Lettre à Kerr d'un de ses anciens étudiants, datée de Taipei, 16 mars 1947.

XVI
L'« administration de la réforme »

[1] Lettre de N. P. Koh (CNRRA) à E. E. Paine (UNRRA), datée du 20 juillet 1948.
[2] Lettre de N. P. Koh à E. E. Paine (UNRRA), datée du 15 juin 1948.
[3] Lettre au Dr Ira D. Hirschy (médecin chef, UNRRA), datée de Taipei, 4 avril 1947.
[4] Lettre à Edward E. Paine (UNRRA), datée de Taipei, 4 mai 1947.
[5] Lettre de Hans Johansen (UNRRA-Norvège) à E. E. Paine, datée de Taipei, 17 avril 1947.
[6] Lettre à Kerr de Taipei, datée du 16 juin 1947.
[7] *Hsin Sheng Pao* (Taipei), 1er mai 1947
[8] Dr Ira D. Hirschy citant le Dr Pierre Sylvain (UNRRA-Haiti) dans une lettre à E. E. Paine (UNRRA-USA), datée de Shanghai, 27 juin 1947.
[9] Lettre à Kerr de Taipei, datée du 6 septembre 1947.
[10] [Département d'Etat des E-U] *United States Relations with China*, « Rapport au président Truman par le général de corps d'armée Albert C. Wedemeyer », 19 septembre 1947. Deuxième Partie, « L'économie de la Chine », p. 770.
[11] *Hua Sheng Pao* (Hong Kong), 3 octobre 1947.
[12] *Chuan Min Jih Pao* (Taipei), 20 décembre 1948.
[13] Lettre d'un prêtre catholique de Formose à un ami américain, datée du 17 janvier 1948.
[14] Lettre à Kerr, datée de Taipei, 2 mars 1948.
[15] *Chung Hua Jih Pao* (Taipei), 27 février 1948.
[16] Communiqué de l'agence centrale de presse (Shanghai), 2 mars 1948 et *Hsin Sheng Pao* (Taipei), même date.
[17] *Shun Pao* (Shanghai), 14 février 1948.

XVII
La retraite à Formose

[1] Harold Ickers, « D'homme à homme », *New York Post*, 5 décembre 1948.
[2] Constantin Brown, *Seattle Times*, 19 novembre 1948.
[3] E. E. Paine et H. G. Kerr, *Will America face a Formosan Problem?*

[L'Amérique va-t-elle se trouver confrontée à un problème formosan ?], 15 décembre 1948, 5 p. ronéotypées.

4 *New York Times*, 9 décembre 1948.

5 Lettre à E. E. Paine, datée de Taipei, 23 avril 1949.

6 Hessel Tiltman (*London Daily News*) : « Formosa a Frail Gibraltar for China's Chiang [Formose un Gibraltar fragile pour la Chine de Chiang] ». Repris dans le *Washington Post* (Washington D. C.), 8 juin 1949.

7 Tillman Durdin, *The New York Times*, 23 août 1949.

8 [Département d'Etat des E-U] *United States Relations with China*, p. 404. L'ambassadeur Stuart à Washington, 6 avril 1949.

9 *Ibid*, pp. 288-307.

10 *Ibid*, pp. 288-307. Sur la trahison de Chiang à l'égard du Président *par intérim* Li, cf. plus précisément pp. 302-304.

XVIII
Le tournant

1 Joseph W. Ballantine, *Formosa, a Problem for United States Foreign Policy [Formose, un problème pour la politique étrangère américaine]* (The Brookings Institution, Washington D. C., 1952), p. 120.

2 Lettre à Kerr, datée de Taipei, 12 janvier 1950.

3 Tillman Durdin, « Taiwan and the Nationalist Government », manuscrit non publié, écrit pour le symposium du Conseil pour les Affaires étrangères sur le rôle des Etats-Unis et de la Chine dans le monde, 1964.

4 [Département d'Etat des E-U] *Bulletin*, vol. 23 (3 juillet 1950), p. 5. Déclaration du président Truman concernant sa politique de neutralisation de Formose et affirmant que le statut légal de Formose est indéterminé.

XIX
La « décennie républicaine » de Formose

1 [Gouv. des E-U] Comité des Affaires étrangères du Sénat : auditions. 88e congrès, 1re session, *Activités des représentants non-diplomatiques d'entités étrangères aux Etats-Unis*, 7e partie (25 mars 1963, pp. 677-825) ;

10[e] partie (10 juillet 1963, pp. 1425-1518), *passim.*

2 [Gouv. des E-U] *Dossiers du Congrès*, « Auditions devant le comité des Services armés et le comité des Affaires étrangères du Sénat » (82[e] Congrès, 1[re] session, 1951), « La situation militaire en Extrême-Orient », p. 23.

3 Karl Lott Rankin, *China Assignment [Mission en Chine]* (Seattle, Washington, 1964), 343 pp.

4 *China Handbook 1953-1954* (Taipei, 1953), « Chronologie des principaux évènements (1911-1953) », p. 478.

5 *Ibid.*, pp. 481-482.

6 Mark Mancall : « Un peu trop comme chez lui dans l'antre du tigre », *New York Herald-Tribune Book Week* (15 nov. 1964), p. 6.

7 Au sujet de l'influence missionnaire sur l'attrait exercé par Chiang sur les Américains cf. tout particulièrement Harold Isaacs, *Images of Asia : American views of China and India [Images d'Asie : les idées que se font les Américains de la Chine et de l'Inde]* (New York, 1962), pp. 124-148.

XX
Derrière la façade des réformes

1 Lettre à Kerr, datée de Taipei, 28 août 1953.

2 [Gouv. des E-U] *Dossiers du Congrès* – Procédures et débats du 86[e] Congrès, 2[e] session [Extraits réimprimés en 1960] « Rapport de Conlon et ses collaborateurs sur la Chine communiste et sur Taiwan. Remarques de l'Hon. Charles O. Porter, de l'Oregon, à la Chambre des Représentants, mardi 19 janvier 1960. »

3 *Ibid.*, p. 23.

XXI
Deux Chines ?

1 Li Chun-ching : « Taiwan : La boule de marbre et le lion de marbre ». *China Digest*, vol. V, n° 9 (Hong Kong, 22 février 1949), pp. 4-8.

2 *Ibid.*

3 Chuang Chia-nung, *Fen Nu ti Taiwan [« Taiwan en colère »]* (Hong Kong, 1949), p. 153.

4 [Editorial] « Le temps du réexamen », *Formosan Quaterly*, vol. 1, n° 2 (Tokyo, 1962), p. 30.

5 « Le conseiller Su Tung-chi condamné à mort ». *Formosan Quaterly*, vol. I, n° 1 (juillet 1962), pp. 17-18.

XXII
Formose libre

1 Lettre à Kerr, datée de Hong Kong, avril 1949.

2 [Editorial] « Nous en appelons à l'opinion publique internationale à la suite de l'arrestation du professeur Peng Ming-min », *Independent Formosa*, vol. III, n° 3 (Tokyo, oct. 1964), p. 1-2.

3 « Formose dans tous ses états » *Ilha Formosa,* vol. 1, n° 3 (Philadelphie, numéro d'hiver, mars 1964), p. 22.

4 [United Formosans for Independence – Formosans unis pour l'indépendance] *Un appel pour la justice* (Philadelphie, mars 1960), 3 p. Ronéotypé.

Achevé d'imprimer
en février 2012
par Le Pigeonnier
à Taipei, Taiwan,
pour les
Editions René Viénet
46140 Belaye
France

BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE
臺 灣 軼 史 叢 書

Peng Ming-min
Le Goût de la liberté
2011. 304 p. 20 €

Lu HsiuYi
Histoire du Parti communiste taiwanais sous l'occupation japonaise
2006. 285 p. 20 €

John Thomson 湯姆生
Photographies & notes d'un voyage dans le sud de Formose en 1871
南臺灣影像遊記
Edition bilingue comportant tous les textes de l'auteur sur Taiwan et l'intégralité de ses photographies, face aux gravures de l'époque.

George Psalmanazar
Mémoires

Christophe Rouil
David Wilmshurst
Formosa: Some Almost Forgotten Battles

Capitaine Garnot
L'Expédition francaise de Formose 1884-1885
Edition bilingue.
Traduction chinoise de Li LieWen.
法軍侵臺始末、黎烈文譯

George H. Kerr
Formose trahie

BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE
臺 灣 軼 史 叢 書

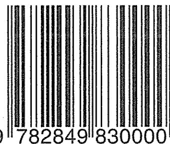
« Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger », écrivit Pascal à propos de la Chine. Paru en 1965 sous le titre *Formosa Betrayed*, le livre de George Kerr fut le premier témoignage sur les massacres de 1947, qui suivirent la rétrocession de Formose à la Chine après cinquante années d'occupation japonaise. Avec la démocratisation des institutions taiwanaises au cours des années 1990, ce livre n'a plus été censuré sur l'île et le 28 février y est désormais férié pour rendre hommage aux victimes de 1947.

En 1895, par le traité de Shimonoseki, l'Empire chinois avait été contraint de céder l'île de Taiwan et les Pescadores. Sous la loi rigoureuse du Japon, Taiwan connut, pendant cinquante ans, un important développement économique et les Taiwanais atteignirent un niveau de vie et d'éducation supérieur, en moyenne, à celui de la Chine. Ils restèrent, toutefois, des citoyens de seconde zone de l'empire et, à la fin de la deuxième guerre mondiale, accueillirent avec enthousiasme la rétrocession de Taiwan à la Chine.

A partir d'octobre 1945, les premières troupes chinoises envoyées sur l'île se livrent à des exactions et des pillages conduisant, le 28 février 1947, à un soulèvement général. Chiang Kai-shek envoie des troupes supplémentaires à son délégué local, le gouverneur Chen Yi. Les massacres de cette année 1947 et la « terreur blanche » des années suivantes firent sans doute plus de vingt mille victimes.

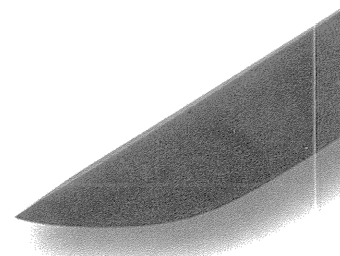
Fonctionnaire américain en poste à Taipei, George Kerr a été le témoin direct de ces évènements. Son rappel des faits, tout comme son analyse, est sévère pour Chiang et le Kuomintang mais également pour les incertitudes, les errements et les contradictions de la politique américaine à l'égard de la Chine et de Taiwan. Ce livre, qui éclaire l'histoire de Taiwan depuis plus de cinquante ans, alimente et console à la fois la mauvaise conscience de Washington.

ISBN 2-84983-000-0





Éditions René Viénet



30 € T.T.C.